

1 NAISSANCE DE LA IV^e
INTERNATIONALE 1930-1940

**les
congrès
de la
quatrième
internationale**

éditions la brèche

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

1. *Révolution et contre-révolution en Espagne*, par Félix Morrow, traduit par Denise Avenas.
2. *Italie : les fruits amers du compromis historique* (le Parti communiste italien et le pouvoir d'État, 1944-1978), par Anna Libera.
3. *De la Commune à Mai 68*, écrits politiques 1, par Ernest Mandel.
4. *Conférences sur la libération des femmes*, par Alexandra Kollontai, traduction de Barbara Spielman.
5. *Angola, le tournant africain ?*, par Claude Gabriel.

Les congrès de la IV^e Internationale
(manifestes, thèses, résolutions)

1.
Naissance
de la IV^e Internationale
(1930 - 1940)

Textes intégraux
rassemblés et présentés par Rodolphe Prager,
avec la collaboration
de Jean-François Godchau, Carlos Rossi et Hugo Véga.

Préface de Pierre Frank

Éditions La Brèche

Avertissement

L'histoire de la IV^e Internationale reste encore à écrire, quel que soit le mérite des études de plus en plus nombreuses couvrant ce sujet. Ce ne peut être qu'une entreprise de longue haleine résultant de nombreux apports. Mettant à la disposition du public intéressé les textes complets adoptés par les congrès internationaux de la IV^e Internationale depuis son origine jusqu'au X^e congrès de 1974, ce recueil et ceux qui le suivront n'ont pour ambition que d'apporter une contribution à cette histoire. Il comblera, pourtant, une grande lacune en rendant accessibles des documents épars, devenus presque introuvables, dont l'étude critique était réservée jusque-là à des spécialistes.

Ce premier volume regroupe les textes des conférences qui se sont tenues de 1930 à 1940, du vivant de Trotsky. Ces travaux reflètent, à la fois, la somme des premières expériences de l'Opposition de gauche et de la IV^e Internationale naissante, et la participation décisive de Léon Trotsky dans l'œuvre accomplie. Ce livre est de ce fait très complémentaire des *Œuvres* en cours de parution sous l'égide de l'Institut Léon Trotsky. Il nous a semblé, dans le cas présent, que nous pouvions limiter les annotations à l'indispensable.

Nous avons choisi, enfin, de reproduire également les comptes rendus ou les commentaires se rapportant à chacune des conférences, parus dans la presse trotskyste, qui fournissent d'importants renseignements et témoignent de l'état d'esprit qui animait les militants.

Divers concours nous ont permis de rassembler les documents, d'en vérifier la rédaction, de traduire certains écrits et d'obtenir d'indispensables informations. Nous tenons à remercier, en particulier, le CDI, le CERMTRI et son secrétaire Jean-Claude Orveillon, et Madame Diana Richet directrice de l'IFHS, ainsi que Louis Sinclair, Jean Van Heijenoort et Pierre Naville.

R.P.

QUATRIÈME INTERNATIONALE



N° 12-13

SEPTEMBRE
OCTOBRE
1938

PRIX : 5 francs

La Conférence de fondation de la
IV^e Internationale (Septembre 1938)

PRÉFACE

Ce livre paraît à l'occasion du quarantième anniversaire de la création de la IV^e Internationale et sera le premier d'une collection qui contiendra les documents adoptés par les congrès mondiaux et autres instances dirigeantes de cette organisation. Cette collection constituera donc un matériau essentiel pour qui voudra connaître et comprendre la IV^e Internationale. Dans ce premier volume, on trouvera les documents adoptés dans les rencontres internationales du mouvement trotskyste avant le congrès de fondation de 1938 de la IV^e Internationale, c'est-à-dire de la fondation du centre international en avril 1930 jusqu'au congrès de fondation de 1938 et à la conférence extraordinaire de mai 1940.

Le mouvement trotskyste, la IV^e Internationale, a longtemps été numériquement faible et d'une audience limitée. Aussi ne manquait-il pas de gens pour ne voir, dans ses positions et dans ses activités, que l'expression de nostalgiques des premières années de la révolution d'Octobre et de l'Internationale communiste. Certains de ces antitrotskystes ne voyaient même en eux que les défenseurs d'un passé dont le mouvement ouvrier aurait peu de choses à retenir ou plutôt beaucoup sinon tout à rejeter. De ces derniers il faut cependant dire à leur actif qu'ils identifiaient léninisme et trotskysme — deux termes arbitrairement et quasi simultanément créés, lors de la mort de Lénine, par les adversaires de Trotsky quand ils s'engagèrent nolens volens dans le processus de dégénérescence de la révolution russe. Aujourd'hui de plus en plus nombreux sont ceux qui, face à la progression désormais incontestable bien qu'encore faible de la IV^e Internationale, étudient avec intérêt non seulement les

œuvres de Trotsky, mais aussi la vie et les activités de la IV^e Internationale et de ses sections. C'est à cela que répond la publication de la présente collection.

Nous ne dresserons pas ici un tableau détaillé de la situation actuelle de la IV^e Internationale. De manière générale, depuis mai 1968, elle n'a cessé de progresser sur tous les continents. Elle possède des sections et des organisations affiliées ou sympathisantes dans une soixantaine de pays ; plusieurs d'entre elles ont des effectifs variant de un à quelques milliers de membres. Parallèlement à son expansion numérique, grandit son enracinement dans la classe ouvrière. De cette situation donnons une preuve indirecte, mais qui n'en est pas moins significative. A l'antitrotskyisme des contempteurs du bolchevisme fait pendant celui, fort intense, des usurpateurs du bolchevisme dans le monde. La IV^e Internationale reste toujours la bête noire des staliniens et des poststaliniens, depuis les partis communistes encore strictement attachés au Kremlin jusqu'à ceux qui, comme le parti chinois, dénoncent « l'impérialisme soviétique ». Bien qu'il n'y ait pas encore de trotskystes organisés en Union soviétique, il existe auprès du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) une section affectée au trotskysme qui a fait publier, au cours des dix dernières années, outre de nombreux articles et brochures, une trentaine d'ouvrages consacrés au trotskysme et spécifiquement à la IV^e Internationale*. Personne ne peut penser que Brejnev et les siens sont intéressés, ce faisant, à des débats théoriques ou historiques ni que leur antitrotskyisme soit aujourd'hui le produit d'un quelconque dérangement psychique. Les hommes du Kremlin sont très conscients de ce qui menace réellement leur pouvoir absolu et leurs privilèges ; leur acharnement contre la IV^e Internationale s'explique par leur crainte que le mécontentement grandissant en Union soviétique contre leur pouvoir bureaucratique rencontre la pensée trotskyste, qu'elle ait la forme de l'histoire passée ou celle de l'organisation mondiale qui, aujourd'hui, incarne cette pensée.

Dans le premier volume de cette collection, on voudra bien nous permettre de consacrer d'abord quelques pages de l'introduction au problème général des conditions qui ont présidé à la vie de la IV^e Internationale et à celui des perspectives et des conditions présentes, avant d'ajouter quelques remarques sur les textes contenus dans cet ouvrage.

* R.H. McNeal : « The Revival of Soviet Antitrotskyism », in *Studies in Comparative Communism* (Vol. X, n^{os} 1 et 2, Spring-Summer, 1977).

La IV^e Internationale proprement dite a été créée sous l'impulsion de Léon Trotsky en 1938 à la veille de la Seconde Guerre mondiale, mais ses origines sont plus anciennes. Ses sources politiques se trouvent dans l'Opposition de gauche de Moscou du PCUS de 1923, puis dans l'Opposition de gauche de Léninegrad de 1925-1926, enfin dans l'Opposition de gauche unifiée de 1926-1927 qui fut exclue par le XV^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. La politique stalinienne de la fin des années vingt et du début des années trente en Allemagne contribua énormément à l'accession au pouvoir de Hitler, ce qui eut pour conséquence un recul politique considérable du mouvement ouvrier européen (qui formait à l'époque la plus grande partie du mouvement ouvrier mondial) et la mort virtuelle de l'Internationale communiste. Elle eut aussi pour conséquence d'accélérer la décomposition de ce qui restait du Parti bolchévique avant d'être totalement détruit par les purges sanglantes des années 1936-1939. Les efforts engendrés par la révolution espagnole, contrecarrés par la politique de Staline, ne furent pas suffisants pour enrayer la progression du fascisme en Europe avant que ne se déclenche la Seconde Guerre mondiale. Engendrée et née dans une période de recul extrême de la révolution socialiste, la IV^e Internationale ne pouvait pas ne pas en subir les conséquences. D'autant plus qu'à la montée de la réaction dans la société capitaliste s'ajoutait la montée du stalinisme dans le mouvement ouvrier, avec son cortège de calomnies monstrueuses formulées contre elle par les dirigeants de l'État créé par la révolution d'Octobre. En dépit de cette faiblesse initiale qui ne pouvait être surmontée que dans une période ascendante de la révolution socialiste, en dépit de pertes — relativement considérables pour ses dimensions — pendant la Seconde Guerre mondiale, la IV^e Internationale réussit à sortir de celle-ci avec des effectifs accrus et largement renouvelés.

La remontée de la révolution socialiste dans le monde commença avec la chute de Mussolini en Italie et de Hitler en Allemagne. Mais différents facteurs ne permirent alors à la IV^e Internationale d'en bénéficier que faiblement. En raison de l'énorme contribution des armées soviétiques à la défaite du fascisme en Europe, la poussée des masses se tourna principalement en direction des partis communistes. Ces partis parvinrent à étouffer rapidement la montée révolutionnaire, se conformant aux engagements que Staline avait pris envers ses alliés impérialistes aux conférences de Yalta, de Téhéran et de Potsdam. La

• Voir la reproduction en fac-similé de *la Vérité*, 1940-1944 (EDI).

période de « guerre froide » et la prospérité économique qui suivirent entraînent une stagnation politique en Europe occidentale dans laquelle le mouvement ouvrier ne se renouvela guère numériquement ; par suite, la IV^e Internationale fut privée de débouchés politiques dans cette partie du monde. Dans ces mêmes années d'après-guerre, la révolution coloniale prit une ampleur absolument inconnue jusqu'alors, obligeant les impérialismes à chercher un ajustement dans leurs rapports avec les pays coloniaux et semi-coloniaux. La IV^e Internationale et ses sections, notamment celles des métropoles impérialistes, soutinrent sans la moindre réserve ces mouvements révolutionnaires. Cependant, si elles y gagnèrent en connaissances et en capacité d'action, elles ne progressèrent numériquement que bien peu. La plupart de ces luttes ne détachèrent pas ces pays de l'orbite du capitalisme ; là où cela se produisit, ce fut sous la conduite de directions qui ne comprirent pas que leur action ne correspondait pas à la théorie qu'elles préconisaient. Ces développements affaiblissaient le capitalisme à l'échelle mondiale, mais pour la pensée révolutionnaire ils ne faisaient pas plus que desserrer les freins.

Dans cette même période, apparut dès 1948, avec la rupture entre l'Union soviétique et la Yougoslavie, le début de la crise internationale du stalinisme. Trente ans plus tard, cette crise n'est pas encore dénouée. Toutefois, si ce caractère prolongé a encore gêné la IV^e Internationale et ne lui a pas permis une grande progression numérique, cette crise a eu pour effet de créer un climat nouveau beaucoup moins oppressif et, en outre, a montré que des revendications qui naissaient spontanément, notamment dans les États ouvriers, étaient contenues dans le programme trotskyste.

C'est seulement lorsque l'Europe occidentale a commencé à sortir d'une assez longue période de prospérité économique et lorsque la crise internationale du stalinisme a pris une certaine ampleur qu'une nouvelle situation est apparue pour la IV^e Internationale. Ce tournant qui mûrissait depuis quelque temps a trouvé son expression dans cette année de grand cru révolutionnaire que fut 1968. De nouvelles générations, qui n'avaient jamais subi de défaites et pour lesquelles le capitalisme ne présentait pas d'attrait, s'engageaient sur la voie de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, se libérant plus ou moins totalement de l'emprise des vieilles directions réformistes (partis socialistes et partis communistes). Pour la première fois dans leur histoire, la IV^e Internationale et ses sections parvenaient à briser la coquille dans laquelle elles avaient été contraintes de vivre jusqu'alors et où — les plus vieux trotskystes s'en souviennent

bien — elles ont parfois failli périr. Pour la première fois, elles ont connu une période de croissance relativement grande et surtout durable qui leur a permis de sortir du stade de groupe minime de propagande et de devenir à une échelle non négligeable un facteur sur la scène politique de leur pays. Pour la première fois, elles étaient en état, dans quelques domaines, de démontrer non seulement en théorie, mais aussi dans l'action, la validité de leur politique, de leur programme, de leurs mots d'ordre. Et ces mots d'ordre rencontrant une audience accrue, les dirigeants réformistes — surtout ceux des partis communistes — se sont vus, dans bien des cas, contraints d'en reprendre quelques-uns, tout en les défigurant pour pouvoir les intégrer dans leur politique réformiste.

Ainsi peut-on voir des morceaux du programme de la IV^e Internationale adoptés ici ou là, avec bien des limitations, soit par des directions réformistes soit par des organisations de type centriste qui sont dépourvues d'un programme révolutionnaire global. Mais si les trotskystes ont le plaisir de constater que des fragments de leur programme se retrouvent dans celui de partis politiques qui leur sont profondément hostiles, ils constatent en même temps que leur croissance se heurte au fait que leur programme dans son ensemble, et plus particulièrement sa pièce maîtresse — l'existence même d'une internationale ouvrière révolutionnaire —, rencontre encore de très grandes résistances. L'esprit internationaliste n'a pas disparu, mais il se manifeste surtout dans la lutte contre la répression ; il donne lieu à la création de comités aux objectifs et à la durée limités, mais ne se poursuit pas jusqu'à la création d'organisations internationales permanentes. Alors que, dans le passé, il y avait très peu d'organisations ouvrières nationales qui ne recherchaient pas une affiliation internationale, on peut dire qu'à présent c'est une caractéristique vraiment typique du mouvement trotskyste de s'unir dans la IV^e Internationale qui n'est pas une fédération d'organisations nationales mais un parti international, fondé sur le centralisme démocratique — celui-ci n'ayant rien de commun avec le centralisme bureaucratique des partis communistes.

Pourtant la nécessité d'une organisation internationale devrait de nos jours se faire sentir plus impérieusement que jamais. Deux guerres mondiales et bien d'autres événements se produisant même dans de petits pays ont montré l'interdépendance extrême du monde entier. Qui aujourd'hui ne dénonce la puissance et la malfaisance des trusts multi — ou transnationaux, ces organismes capitalistes qui se moquent des frontières et des législations nationales ? Les États nationaux eux-mêmes sont amenés

à créer de nombreux organismes internationaux dans les domaines les plus divers pour coordonner ou unifier leurs efforts. D'autre part, le mouvement ouvrier se voit placé devant de nouveaux problèmes et de nouvelles tâches qui se situent à l'échelle internationale. Aux revendications anciennes qui portaient sur l'amélioration des conditions de travail (salaires, semaine de travail, etc.) et sur la défense et l'extension de droits démocratiques — revendications qui n'ont pas disparu — viennent s'ajouter des revendications concernant des domaines naguère à peine effleurés par le mouvement ouvrier : femmes, famille, enfants, enseignement, environnement, etc. Revendications qui ont pour source des dangers pour les êtres humains et pour la nature apparus en raison du développement de l'économie capitaliste avec le profit comme seul objectif et du retard de la révolution socialiste dans les pays les plus avancés.

A ces problèmes il faut encore ajouter ceux résultant des dégénérescences et des déformations bureaucratiques dans les États ouvriers, problèmes qui n'avaient guère été soupçonnés dans le passé et auxquels il est insuffisant de répondre par la condamnation de la bureaucratie et de ses exactions. Les problèmes de la transition vers le socialisme sont désormais à l'ordre du jour du mouvement ouvrier, et il faut leur donner des réponses par-delà les enseignements si perversifiés soient-ils de la vie dans ces États.

Tous les problèmes mentionnés ci-dessus sont internationaux et nécessitent des élaborations que seule une organisation internationale peut assurer. Ce qu'on trouve à leur sujet chez les classiques du marxisme est extrêmement général et ne constitue pas une réponse suffisante aux besoins actuels du mouvement ouvrier. Ainsi, dans une période où de tels problèmes sont à l'ordre du jour, où des actions internationales des travailleurs sont indispensables en direction du socialisme, on assiste à ce paradoxe que la notion de l'Internationale — née presque simultanément avec le mouvement ouvrier et l'idée du socialisme — est celle qui rencontre les plus grandes résistances. Cent trente ans après la parution du Manifeste communiste, près de cent quinze années après la fondation de la 1^{re} Internationale, il n'y a pas une internationale ouvrière de masse digne du nom d'Internationale. La IV^e Internationale est pratiquement la seule organisation qui lutte pour créer cet instrument indispensable de la révolution socialiste et qui agit comme tel dans le présent à la mesure de ses forces.

Nous avons esquissé les raisons des difficultés passées de la IV^e Internationale. Voyons maintenant les causes des obstacles que rencontre la notion d'Internationale dans le mouvement

ouvrier d'aujourd'hui. Les partis socialistes sont désormais si totalement liés à leurs bourgeoisies respectives, ils ont si souvent à gérer les gouvernements de celles-ci, que leur Internationale — car il y a encore une Internationale socialiste — n'est qu'un salon auquel ils n'attachent aucune importance réelle. Les partis communistes ont conservé un goût plus qu'amer de l'expérience de l'Internationale communiste (IC) stalinisée et de la brève expérience du Bureau d'information, ils veulent également tant faire preuve de leur caractère « national » qu'ils ne sont pas prêts à établir entre eux autre chose que des relations bilatérales d'où ne sortent que les plus plates déclarations. Les courants de type centriste comprennent surtout des jeunes qui, écœurés par la politique des réformistes, rejettent sans discernement les leçons du passé du mouvement ouvrier et adoptent la plus grande méfiance à l'égard des notions d'organisation et de discipline. Une organisation, selon eux, est un foyer de bureaucratisme et une organisation internationale qui préconise le centralisme démocratique ne peut aboutir qu'à faire renaître le stalinisme. Ils sont, sans le savoir, victimes à la fois de la bourgeoisie, de la social-démocratie et des partis communistes qui tous, pour des objectifs différents, visent à présenter faussement le stalinisme comme l'enfant légitime du bolchévisme. La IV^e Internationale qui est, elle, la véritable continuation du bolchévisme souffre de la confusion politique largement répandue de cette manière. Une confusion que l'on ne dissipera pas seulement en rappelant le passé si largement ignoré de nos jours ni en avançant uniquement des arguments justes. Seules de grandes expériences feront progresser la nécessité de l'Internationale auprès de très larges masses.

Mais il n'y a pas que les obstacles que nous venons de mentionner. Nous avons indiqué plus haut toute une série de données objectives qui exigent une organisation internationale révolutionnaire du mouvement ouvrier. Mais il existe aussi, dans le mouvement lui-même, des éléments contradictoires qui entravent à présent la progression de l'idée de l'Internationale et qui lui fourniront demain une impulsion énorme. Ces éléments résultent du développement plus inégal que jamais du mouvement ouvrier et de ses organisations, ne serait-ce que par comparaison avec ce qu'il était un demi-siècle auparavant.

Lorsque la I^{re} Internationale fut fondée, la classe ouvrière ne constituait que de tout petits îlots européens perdus mondialement dans un océan de masses paysannes. De la fondation de la II^e Internationale jusqu'en août 1914, la classe ouvrière qui s'était accrue numériquement était encore presque exclusivement

européenne et nord-américaine et ne constituait qu'un faible pourcentage de la population du globe. Dans les premières années de l'Internationale communiste, on assista au début de l'expansion de la classe ouvrière à de nouveaux continents, mais la prépondérance numérique des travailleurs européens et nord-américains restait encore très grande. Cette situation se transforma surtout à la suite de la Seconde Guerre mondiale, en corrélation avec un grand processus d'urbanisation et une industrialisation croissante, jusque dans les pays à structure coloniale dont elle ne changea cependant pas fondamentalement cette structure. Une comparaison des statistiques du milieu des années 1930 et des statistiques des années 1970 montre qu'en quarante ans environ tandis que la population du globe s'est multipliée approximativement par 1,5, le nombre des salariés l'a été par 2,6. Compte tenu des familles, les travailleurs salariés sont probablement aujourd'hui la catégorie sociale numériquement la plus forte dans le monde et, dans nombre de pays parmi les plus importants, ils constituent l'écrasante majorité de la population*. L'Europe qui possédait alors environ 40 % de la classe ouvrière mondiale en a à présent moins de 20 %. A ces changements numériques s'ajoutent de grands changements politiques. Les effectifs des syndicats ont été considérablement accrus, et le capitalisme a été renversé sur près d'un tiers du globe. Mais dans les deux gros bastions ouvriers — aux États-Unis pour le monde capitaliste et en Union soviétique pour les États ouvriers — les travailleurs n'ont pas d'organisation politique de masse propre. En outre, la classe ouvrière allemande qui fut des décennies durant à l'avant-garde du mouvement ouvrier mondial se trouve divisée en deux Allemagnes, avec pour conséquence un grand recul politique. Alors que, dans le passé, le mouvement ouvrier international se trouvait polarisé autour des bataillons les plus forts numériquement et les plus politisés, aujourd'hui des classes ouvrières fortes numériquement ont un poids politique faible ou inexistant, d'où un déséquilibre politique considérable en ce qui concerne l'action internationale du prolétariat. D'où également la très grande difficulté à reconstruire une internationale de masse, cette Internationale dont Rosa Luxemburg disait fort justement

* Ces ordres de grandeur ont été calculés à partir des chiffres fournis dans les statistiques du Bureau international du travail ; ils sont valables même si, sous la dénomination de salariés, certains États capitalistes inscrivent les managers et les États ouvriers, les bureaucrates dirigeants de l'État et de l'économie.

C'est au moment où le nombre des ouvriers s'accroissait aussi considérablement que des sociologues découvraient qu'il n'y avait plus de classe ouvrière.

qu'en elle se situait le « centre de gravité » de l'organisation de classe du prolétariat. C'est en effet l'Internationale qui seule pourra, dans un monde où sévissent d'énormes forces destructives, donner au mouvement ouvrier un équilibre, un fonctionnement coordonné, uni, en direction du socialisme.

Malgré toutes les difficultés présentes, il n'y a aucune raison de douter que l'idée de l'Internationale se fraiera elle aussi son chemin et que le mouvement ouvrier aura son Internationale révolutionnaire de masse. La marche au socialisme a pris une voie tout à fait inattendue : après une première victoire fulgurante en octobre 1917, il y a eu une succession de défaites très lourdes, presque une descente dans l'abîme, que suit à présent une remontée bien lente qui a commencé par la périphérie du monde capitaliste. Mais, malgré le poids très grand des bureaucraties ouvrières, des victoires sur le capitalisme ont déjà été remportées. Nous ne sommes pas des « objectivistes » ; l'histoire, depuis 1914, a montré toute l'importance du facteur subjectif ; mais, ce dernier ne peut pas se développer en l'absence de données objectives. Alors que l'histoire du mouvement ouvrier témoigne de tant de réalisations, alors que la classe ouvrière était encore une faible fraction de l'humanité, comment penser que cette classe, devenue la force sociale la plus nombreuse, ne soit plus capable de remplir cette mission historique que Marx a définie ? Comment le penser en présence de luttes incessantes sur tous les continents qui font de notre époque la plus révolutionnaire que le genre humain ait jamais traversée ? Ne voit-on pas à présent, dans cette Europe où les forces productives sont si denses qu'elles se sont par deux fois heurtées aux frontières nationales, une montée révolutionnaire se poursuivre, avec des hauts et des bas, depuis bientôt dix ans sans qu'on aperçoive qu'elle ait été brisée ou qu'elle reflue ? Ne voit-on pas également jusqu'en Union soviétique les manifestations antibureaucratiques se renouveler et s'amplifier en dépit d'une répression brutale ?

Des conditions objectives énormément complexes, des tâches incomparablement plus nombreuses, des obstacles au sein du mouvement ouvrier beaucoup plus grands que par le passé, telles sont les causes qui expliquent le lent développement de la IV^e Internationale depuis la mort politique de l'IC en tant qu'organisation révolutionnaire en 1933. Mais ces difficultés ne signifient pas du tout que Trotsky et ceux qui se sont joints à lui sous le drapeau de la IV^e Internationale aient entrepris une tâche illusoire ou utopique. S'il en était ainsi, la IV^e Internationale aurait disparu depuis longtemps. En dehors des vieilles organisations réformistes — partis socialistes et communistes — qui

ont des racines les uns dans la société bourgeoise, les autres dans l'État issu de la révolution d'Octobre, combien d'organisations sont nées et mortes au cours de cette période qui voulurent lutter contre ces partis tout en rejetant aussi la IV^e Internationale et son programme, tout en refusant l'idée d'un parti mondial de la révolution socialiste ! La force de la IV^e Internationale pendant ces longues années a consisté précisément dans le fait qu'elle se considérait et agissait, à la mesure des faibles forces dont elle disposait, comme ce parti mondial aspirant à devenir une internationale de masse.

Par quelles voies la IV^e Internationale d'aujourd'hui deviendra-t-elle l'organisation internationale révolutionnaire de masse de demain ? Nul ne peut encore le dire : l'histoire emprunte maintes fois des voies tortueuses et ne connaît guère de chemins de traverse. Le révolutionnaire doit nécessairement partir des conditions qui lui sont données, c'est-à-dire de la IV^e Internationale d'aujourd'hui, et faire preuve de beaucoup d'obstination. Toutefois, nous devons ajouter que la situation mondiale actuelle permet de penser qu'en dépit des disproportions qui existent aujourd'hui et des énormes obstacles qui encombrant le chemin la réalisation de ce passage à une organisation de masse n'est peut-être pas aussi lointaine que cela peut paraître. Il pourrait en être ainsi non seulement en raison des conditions favorables déjà mentionnées (montée révolutionnaire à l'échelle mondiale ; perte d'autorité considérable des vieilles directions, particulièrement des directions des partis communistes), mais aussi parce que l'histoire ne procède pas par développements graduels, mais par bonds dans lesquels elle rattrape le temps perdu. Ce faisant, elle a des ruses et, le moment venu, peut surgir de là où on l'attend parfois le moins. C'est là une des raisons qui ont toujours incité la IV^e Internationale à ne pas ignorer la plus petite poussée révolutionnaire dans un pays quelconque, qu'elle a ainsi concentré ses forces tantôt sur un pays, tantôt sur un autre, en corrélation avec sa conception de l'unité mondiale de la révolution socialiste, certaine qu'un progrès substantiel de sa part sur un quelconque point de la planète entraînerait inévitablement des progrès à l'échelle mondiale. La disproportion présente entre tout ce qu'il y a d'objectivement favorable à la victoire de la révolution socialiste internationale et le facteur subjectif — dont la IV^e Internationale est l'élément le plus conscient — ne peut pas ne pas être résolue dans des délais désormais indéfinis.

En conclusion, les documents dont nous commençons la publication ne relèvent pas simplement de l'intérêt pour la connais-

sance du passé. Ils sont des jalons — placés tout d'abord de manière hésitante puis de plus en plus solidement — d'un mouvement qui s'est créé dès le début de la dégénérescence bureaucratique en Union soviétique et dans l'Internationale communiste. Ce mouvement est parvenu à survivre aux crimes de Staline, il a assuré le maintien et l'enrichissement du bolchévisme dans un terrain encombré de nombreux et puissants obstacles. Il a ensuite progressé lentement, il progresse maintenant plus rapidement, apportant les réponses du marxisme révolutionnaire aux problèmes les plus importants de la révolution socialiste mondiale qui se posent soit dans les États capitalistes avancés, soit dans les États de type colonial ou semi-colonial, soit enfin dans les États ouvriers bureaucratisés. Ce passé ne saurait faire douter de l'avenir de la IV^e Internationale.

Venons-en aux textes contenus dans le présent volume. Les premiers datent de l'année 1930. L'Opposition de gauche dans le PCUS — c'est-à-dire successivement l'Opposition de Moscou de 1923 (Trotsky), l'Opposition de Leningrad de 1925-1926 (Zinoviev), l'Opposition unifiée de 1926-1927 (Trotsky-Zinoviev) — n'avait pas été organiquement liée aux différentes oppositions qui se formèrent dans ces mêmes années (1923 à 1927) au sein des différents partis communistes. Ces oppositions étaient loin d'avoir des bases politiques communes ; certaines même, comme celle de Brandler - Thalheimer en Allemagne, ne manifestaient aucun désaccord avec la politique suivie en Union soviétique par la direction du parti. Brandler et Thalheimer ne condamnèrent même pas l'exclusion de l'Opposition de gauche par le XV^e congrès. Les oppositions qui, dans différents partis communistes, luttèrent contre le régime bureaucratique montant et publièrent les documents de l'Opposition soviétique qui leur parvenaient s'étaient formées à diverses étapes de la crise de l'Internationale communiste et de ses sections sur des problèmes internationaux et nationaux différents et présentaient un caractère politique hétérogène ; il y avait même dans certains pays plusieurs groupes oppositionnels qui se combattaient les uns les autres. Ces groupes n'avaient que des relations peu suivies avec l'Opposition soviétique et entre eux ne dépassaient guère l'échange de publications ou de documents. Personne ne songeait alors à les organiser à l'échelle internationale. L'Opposition de gauche soviétique, avant qu'elle ne soit exclue puis déportée, menait une bataille extrêmement pénible ; elle fut même contrainte à plusieurs reprises de reculer pour ne pas être immédiatement étranglée ; elle ne possédait donc pas, l'eût-elle

voulu, la possibilité d'organiser un centre oppositionnel international soit en Union soviétique, soit hors d'elle.

Ce n'est qu'après avoir été exilé de l'Union soviétique et être arrivé en Turquie en février 1929 que Trotsky — sans cesser de poursuivre la lutte contre la bureaucratie soviétique — entreprit de regrouper les forces oppositionnelles qui s'étaient exprimées dans les sections de l'IC. Rappelons que, de son lieu de déportation d'Alma-Ata, il avait en 1928 tenté de toucher le VI^e congrès de l'IC auquel il avait envoyé plusieurs documents*. En Turquie, prenant connaissance de nombreux textes qu'il n'avait pas connus en Union soviétique, il lui fut rapidement clair que les oppositions existantes étaient politiquement très disparates. S'appuyant sur les luttes qu'il venait de mener en Union soviétique, il distingua trois grandes tendances dans les oppositions qui s'étaient formées pendant le développement de la crise de l'IC, à savoir : une opposition de gauche qui, dans son orientation générale, voulait maintenir et poursuivre la ligne du bolchévisme telle qu'elle avait été exprimée dans les quatre premiers congrès ; une opposition de droite qui, dans son développement, tendait à revenir à des positions similaires à celles de la social-démocratie de gauche d'avant 1914 ; le centre bureaucratique dont le sort était lié à celui de la bureaucratie soviétique et à son expression politique dans le PCUS. Tout en se gardant la possibilité de modifier son jugement à l'égard de tel ou tel groupe particulier, de tel ou tel militant, en fonction d'informations complémentaires de celles qu'il possédait déjà, Trotsky s'exprima notamment comme suit dans une lettre datée du 31 mars 1929, soit moins de deux mois après son arrivée à Istanbul :

« [L'Opposition] se forme actuellement sur la base d'une délimitation dans les idées au point de vue des principes et non pas d'une action de masse. Cela correspond au caractère de la période actuelle [...] Nous ne pouvons pas nous arracher de la période dans laquelle nous vivons [...] La délimitation dans les idées, claire, nette, est absolument indispensable [...].

« J'estime qu'il y a trois questions classiques qui fournissent un critère décisif permettant d'apprécier les tendances existant dans le communisme mondial. Ces questions sont . 1. la politique du Comité anglo-russe ; 2. le cours suivi dans la révolution chinoise ; 3. la politique économique en U.R.S.S. en liaison avec la théorie du socialisme dans un seul pays.

* L. Trotsky ; *l'Internationale communiste après Lénine* (PUF).

Certains camarades s'étonneront peut-être que je ne mentionne pas ici les questions du régime intérieur du parti. J'agis ainsi non pas par oubli, mais tout à fait consciemment. Le régime existant dans le parti n'a pas d'importance propre, pas de valeur en soi. C'est là un facteur qui dérive de la politique du parti. Les éléments les plus hétérogènes ont des sympathies pour la lutte contre le bureaucratisme stalinien. Les mencheviks ne répugnent pas à applaudir à quelques-unes de nos attaques contre la bureaucratie [...].

« En raison des conditions créées par la révolution d'Octobre, les trois tendances classiques du socialisme — premièrement le marxisme, deuxièmement le centrisme et troisièmement l'opportunisme — s'expriment dans l'ambiance soviétique de la façon la plus nette et la plus claire, c'est-à-dire qu'elles sont pénétrées d'un contenu social absolument indiscutable [...].

« Tels sont les trois critères fondamentaux servant à la délimitation intérieure de l'Opposition. Ils sont puisés dans la vie de trois pays. Évidemment tous les autres pays ont leurs propres problèmes ; l'attitude observée envers ceux-ci déterminera la position de chaque groupe séparé et de chaque communiste considéré isolément. Certaines de ces questions nouvelles peuvent demain passer au premier plan et repousser toutes les autres en arrière. Mais, aujourd'hui, les trois questions citées me paraissent décisives. Il est impossible de trouver sa place dans les groupements principaux du communisme sans avoir pris nettement et clairement position face à ces problèmes [...]. »

Ces extraits suffisent à montrer que Trotsky avait dès lors la perspective d'une lutte relativement longue contre la bureaucratie dirigeante (quoique, dans cette période où elle venait à peine de s'emparer solidement du pouvoir, il était loin de penser que le régime bureaucratique durerait aussi longtemps), qu'il avait aussi une position très élaborée sur la situation dans le mouvement communiste de l'époque et, par suite, sur la nécessité de regrouper et d'homogénéiser une tendance internationale capable de mener le combat bolchévique. Personne dans le mouvement communiste n'avait à l'époque, et de loin, une perspective et un début de programme dans ce domaine.

L'homme qui, dix ans auparavant, avait dirigé l'organisation de millions d'hommes dans l'Armée rouge n'hésita pas à se tourner carrément vers de tout petits groupes et à consacrer tous ses efforts à leur éducation et à leur organisation. Ne se limitant

pas à des vues théoriques en la matière, il songea tout de suite à créer un organe dans une langue autre que le russe qui lui permettrait de mieux œuvrer au regroupement de l'Opposition de gauche internationale. (Il n'abandonnait pas pour cela son combat en Union soviétique pour lequel il ne tarda pas à publier le Bulletin en langue russe.) Une solution se présenta rapidement en France où, autour de la personne d'Alfred Rosmer, se constitua une petite équipe, manquant toutefois d'homogénéité politique, qui lança en août-septembre 1929, un hebdomadaire, la Vérité. Trotsky en avait été l'inspirateur et, malgré son éloignement de Paris, il fut le principal animateur de cet organe. La parution de la Vérité agit comme un signal. Dans les mois qui suivirent son lancement, dans plusieurs pays, des groupes existants ou qui se formèrent se joignirent à l'orientation défendue par ce journal. Délimitations et regroupements se produisaient parmi les oppositions au stalinisme.

En avril 1930 se tint à Paris une conférence internationale à l'appel de la Vérité et de la Ligue communiste (Opposition de gauche) qui s'était constituée en France autour de la publication. Réduite en nombre, représentative seulement de quelques groupes, cette conférence internationale fut en fait largement improvisée. Elle prit toutefois une décision importante, celle de créer un organisme permanent, le Secrétariat international, siégeant à Paris et ayant pour tâches d'assurer les liaisons, de coordonner les activités des organisations affiliées et de publier un bulletin en plusieurs langues pour préparer ainsi une conférence plus représentative. La désignation de ce Secrétariat international fut une décision capitale : le mouvement trotskyste international était ainsi créé. Par la suite, la vie de ce centre fut plus d'une fois précaire, il fut à plusieurs reprises sur le point de trébucher ; mais, à chaque fois, le mouvement se ressaisissait et trouvait les moyens de faire fonctionner ce centre. A travers les aléas inévitables de la lutte révolutionnaire à la fois contre le monde capitaliste et contre les bureaucraties ouvrières, même après l'assassinat de Trotsky, les trotskystes ne cessèrent depuis cette conférence d'avril 1930 d'avoir un point de ralliement international.

Malgré l'appui politique considérable que Trotsky lui donna par une correspondance abondante, l'organisme créé par la conférence était loin de remplir de manière satisfaisante les tâches qui lui avaient été assignées. Néanmoins, le mouvement trotskyste commença à prendre corps à l'échelle internationale, surtout dans la lutte contre la politique de l'Internationale communiste (IC) dite de la troisième période, plus particu-

lièrement contre son application en Allemagne, et ce grâce avant tout à la puissante campagne bien connue de Trotsky pour le front unique contre le danger nazi*. Ce premier axe commun d'intervention suppléa en grande partie aux insuffisances qui existaient à l'époque sur le plan de l'organisation internationale.

Une accélération au processus de rassemblement fut donnée à l'occasion du voyage de Trotsky en novembre 1932 à Copenhague à l'invitation des étudiants sociaux-démocrates danois. Un assez grand nombre de dirigeants et de membres des jeunes organisations trotskystes se rendirent dans cette ville, beaucoup plus accessible pour eux que ne l'était alors la Turquie. Cette rencontre permit la tenue d'une conférence qui ne fut pas enregistrée dans l'histoire du mouvement trotskyste comme une conférence officielle du mouvement. Elle n'avait pas été préparée comme telle, le voyage de Trotsky ayant été fixé inopinément ; mais les échanges de vues qui eurent lieu à Copenhague et l'impulsion que donna Trotsky au cours de ces réunions permirent d'organiser la tenue, quelques semaines plus tard, de la préconférence de février 1933. Notons que c'est seulement à l'occasion de sa venue à Copenhague à la fin de l'année 1932 que Trotsky fut en état de participer directement à une rencontre internationale du mouvement trotskyste. Par la suite, sa participation à des conférences ou à des congrès ne fut qu'indirecte, par la préparation des principaux documents et par des discussions préliminaires avec des membres de la direction internationale ou de directions nationales.

La préconférence de février 1933 marquait un progrès considérable par rapport à la conférence d'avril 1930. Non seulement elle avait été mieux préparée, mais aussi de nombreux participants se connaissaient et avaient déjà des expériences communes. La préconférence accorda évidemment une attention considérable à la situation en Allemagne où Hitler venait à peine d'accéder au pouvoir. Un appel fut encore lancé à l'Internationale communiste et à ses sections pour renoncer à la « troisième période » et en venir à une politique de front unique des partis ouvriers. Mais le texte le plus important adopté par l'assemblée fut une définition de l'Opposition de gauche internationale, de ses tâches et de ses méthodes, qui correspondait à l'acquis de la lutte commune pendant un temps relativement court (un peu moins de trois ans) et exprimait l'homogénéisation politique qui s'était produite dans le mouvement. Ce document résumait en « onze points » une plate-forme internationale, la

* L. Trotsky : *Comment vaincre le fascisme* (Buchet-Chastel).

première du mouvement trotskyste. A l'exception d'un seul (sur lequel nous reviendrons bientôt), ces « onze points » sont restés à la base des positions que la IV^e Internationale a élaborées et défendues par la suite : l'indépendance du parti révolutionnaire ; la dictature du prolétariat, opposée à la « dictature démocratique » que l'Internationale communiste proposait alors pour les sociétés de type colonial ; la théorie de la révolution permanente ; les mots d'ordre de transition ; la politique du front unique, opposée à la « théorie » du « social-fascisme » ; la défense de l'unité syndicale contre une politique de création de « syndicats rouges » ; l'Union soviétique définie comme État ouvrier bureaucratiquement dégénéré ; la démocratie du parti. Tous ces points ont été maintenus par la suite et enrichis. La préconférence de 1933 témoignait du pas en avant qui avait été fait, mais on était encore loin d'avoir une organisation solide.

La marche des événements, résultant entre autres de la victoire du nazisme en Allemagne, allait soulever des problèmes et imposer des tâches incomparablement plus difficiles que par le passé. Jusqu'alors, le mouvement trotskyste se considérait, indépendamment des mesures d'exclusion des partis communistes et de la répression étatique en Union soviétique qui le frappaient, comme une fraction de l'IC et de ses sections. Il s'était fixé pour tâche fondamentale de redresser la politique de celles-ci, par abandon de la politique imposée par la bureaucratie stalinienne. Il avait écarté toute idée de construire une nouvelle internationale et de nouveaux partis révolutionnaires. On trouvera dans de nombreux textes les raisons qui dictaient cette prise de position. Résumons-les : les bases qui avaient servi à la fondation de l'Internationale communiste — en premier lieu la victoire de la révolution d'Octobre — lui avaient assuré une autorité et un capital considérables que gaspillait la politique de la direction stalinienne. On ne pouvait décider arbitrairement, pour des raisons subjectives, que le capital était déjà dissipé ; seuls des événements gigantesques pourraient le montrer. Au cours de sa campagne pour le front unique contre le danger hitlérien, Trotsky avait laissé entendre que l'écrasement de la classe ouvrière allemande pourrait bien être un événement de cet ordre. Or, dans les mois qui suivirent la victoire sans combat des nazis en Allemagne, l'Internationale communiste et ses sections approuvèrent sans la moindre réserve la politique que le Parti communiste allemand avait suivie sur ordre de Staline et qui avait largement contribué à cette défaite sans pareille dans l'histoire de la classe ouvrière. Cet asservissement total à la politique de la bureaucratie soviétique aux dépens des intérêts les

plus vitaux des travailleurs, y compris des travailleurs soviétiques, témoignait que l'IC, tout en comprenant encore dans ses rangs bien des militants révolutionnaires, ne possédait plus la capacité de jouer un rôle révolutionnaire. Elle avait épuisé le capital sur lequel elle avait vécu. Cette conclusion amena le mouvement trotskyste international à renoncer, dans le courant de l'année 1933, à l'orientation de redressement de l'IC qu'il avait suivie jusqu'alors et à décider de passer à une politique de construction d'une nouvelle internationale révolutionnaire et de nouveaux partis révolutionnaires dans chaque pays*. Des « onze points » adoptés en février 1933, le seul qui fût modifié fut donc celui qui avait trait à l'orientation antérieure. Il n'y avait aucun changement de programme du mouvement trotskyste, mais un changement d'orientation qui n'en était pas moins d'une importance fondamentale. Il parlait des conséquences de la défaite de la classe ouvrière allemande, du recul de la conscience politique qu'elle ne manquerait pas d'entraîner par rapport aux progrès qu'elle avait connus à la suite de la révolution d'Octobre.

Immédiatement après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il y eut une courte période d'excitation dans une partie du mouvement ouvrier, plus particulièrement en Europe. Les politiques qu'avaient suivies les deux grands partis ouvriers d'Allemagne et les organisations internationales auxquelles ils appartenaient avaient été si honteuses que des courants, des organisations se constituaient ou se renforçaient en rupture avec ces deux Internationales faillies. Au cours de l'été 1933, une conférence des formations politiques non affiliées aux deux grandes Internationales fut convoquée à Paris. La Ligue communiste internationaliste (LCI) — tel était le nom que portait alors le mouvement trotskyste — qui venait de renoncer à la lutte pour le redressement de l'Internationale communiste décida d'y participer pour tenter de gagner à son programme les plus avancés des participants à cette conférence. Deux organisations hollandaises et une organisation allemande, le Parti socialiste ouvrier (SAP), s'associèrent à la LCI pour signer une déclaration commune dite « déclaration des quatre ». Sans être totalement identique au programme des trotskystes, cette déclaration ne contenait rien qui lui était contraire. En la signant, la LCI espérait qu'une activité commune et des débats théoriques et politiques avec les formations signataires feraient progresser celles-ci et

* Voir les articles de Trotsky relatifs à ce changement d'orientation dans les Œuvres de L. Trotsky (mars 1933 - juillet 1933) que vient d'éditionner l'Institut Léon Trotsky (EDI). C'est le premier volume paru d'une entreprise de publication aussi complète que possible des écrits de Trotsky.

permettraient de les gagner à l'ensemble du programme trotskyste.

Mais cette perspective ne se réalisa pas. A la différence de ce qui s'était produit quelques années après la trahison de la II^e Internationale lorsque la révolution d'Octobre avait donné une impulsion gigantesque à la fondation de l'Internationale communiste et entraîné vers celle-ci de grands courants centristes issus des partis socialistes, la défaite de 1933 engendra un recul considérable du mouvement ouvrier européen sur le plan programmatique qui draina dans son sillage la grande majorité des courants centristes, notamment le SAP. Celui-ci s'opposa bientôt à toute idée d'une nouvelle internationale et, pour mener la lutte contre les trotskystes, il soutint un rassemblement hétéroclite, le Bureau de Londres qui n'avait ni masses derrière lui ni programme politique cohérent. En même temps, la menace que le danger fasciste s'étende en Europe occidentale eut des répercussions dans les vieux partis, en particulier sous la forme de courants de gauche dans les partis et les jeunesses socialistes. Dans ces conditions, le mouvement trotskyste tourna son attention vers ces courants et fut amené dans plusieurs pays à faire une politique dite entriste dans les partis socialistes pour tenter de gagner à lui la partie la plus avancée de ces courants de gauche.

Ainsi, en moins de trois ans, le mouvement trotskyste fut-il impliqué dans un grand changement d'orientation — de la réforme de l'IC à la construction d'une nouvelle internationale — et dans des opérations tactiques très différentes (« déclaration des Quatre » et « entrisme »). Même pour une organisation numériquement faible et jeune, de tels tournants ne pouvaient se faire sans provoquer de crises.

En juillet 1936 se tint la première conférence internationale du mouvement trotskyste dite Conférence internationale pour la IV^e Internationale, dont les documents sont publiés intégralement dans le présent volume. A ce moment-là le Front populaire (c'est-à-dire l'alliance des partis ouvriers avec des partis bourgeois) avait triomphé électoralement en Espagne et en France, une montée révolutionnaire s'était produite en juin 1936 en France, des grèves avec occupation d'usines se produisaient dans plusieurs pays. La révolution espagnole allait déboucher sur une guerre civile. Aussi la conférence de 1936 fixa-t-elle ses positions dans un document intitulé « La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale ». La conférence adopta également un appel à la solidarité envers la révolution espagnole et un appel au peuple marocain, car Franco tentait d'utiliser le

« Maroc espagnol » et des troupes recrutées dans ce pays pour écraser la révolution espagnole. La conférence votait une résolution concernant la situation en Union soviétique où, derrière le couvert de l'adoption de « la constitution la plus démocratique du monde », les signes s'accumulaient de la préparation de nouveaux forfaits par Staline : moins d'un mois plus tard s'ouvrait le premier « procès de Moscou » qui commençait l'extermination physique du Parti bolchévique. La conférence ne pouvait pas ne pas dénoncer dans ses textes le rôle néfaste que remplissait parmi les militants les plus avancés le Bureau de Londres. Enfin la conférence se préoccupa d'une tâche qui n'a jamais cessé d'être une des priorités du mouvement trotskyste, à savoir le travail dans la jeunesse.

Sur toutes ces questions, la conférence avait constitué un enrichissement considérable, un important pas politique en avant du mouvement trotskyste par rapport à ses conférences passées. Toutefois, elle avait hésité sur un point fondamental ou, plutôt, elle s'était refusée à adopter une proposition de Trotsky que celui-ci estimait primordiale : proclamer l'existence de la IV^e Internationale. Pourquoi avait-il présenté cette proposition ? Pourquoi fut-elle repoussée ? Pourquoi la conférence décida-t-elle de prendre seulement le nom de Mouvement pour la IV^e Internationale ? Il est certain que, malgré l'importance de la montée révolutionnaire dans quelques pays d'Europe à laquelle il était nécessaire de consacrer le maximum de forces, Trotsky voyait se profiler à l'horizon une nouvelle guerre mondiale qui serait à la fois plus meurtrière et politiquement plus complexe. L'Union soviétique y serait inévitablement impliquée et son existence serait en danger. Les forces centrifuges les plus grandes s'exerceraient sur les travailleurs et leurs organisations. Trotsky ne voyait pas dans la proclamation de la IV^e Internationale un acte formel, un changement de nom, accompagné de plus ou moins de solennité. Pour lui, une telle proclamation rendrait chaque trotskyste conscient qu'il était d'ores et déjà membre d'un parti international, et que ce parti devait agir comme tel au sein du mouvement ouvrier, quelles que soient ses dimensions et quelles que soient les circonstances. Une telle décision aurait pour effet de balayer les hésitations, les vacillations inévitablement engendrées ou aggravées en son absence par une guerre mondiale. En faisant une telle proposition, Trotsky était certainement arrivé à la conclusion qu'il n'était plus possible à l'époque de trouver désormais des forces hors du mouvement trotskyste pour construire la IV^e Internationale.

Les objections qu'il rencontra étaient pour ainsi dire

classiques, en ce sens qu'elles sont formulées chaque fois que les circonstances exigent d'opérer un tournant décisif : décision prématurée, manque de parti de masse, décision qui serait incomprise, etc. Il les avait entendues (et partagées) à Zimmerwald en 1915. Il les avait entendues et combattues à Moscou en 1919 lorsqu'il s'était agi de fonder l'Internationale communiste. Le refus de la conférence de 1936 de le suivre sur ce point ne l'arrêta nullement ; au contraire, il la défendit encore plus vigoureusement jusqu'à ce qu'elle fût adoptée, non sans combat, par la rencontre internationale suivante, celle de 1938.

La montée révolutionnaire de 1936 fut limitée dans le temps et dans l'espace. Bien que le prolétariat espagnol fut parvenu en juillet 1936, par son intervention héroïque, à empêcher le triomphe immédiat du coup d'État fasciste, ses sacrifices et ceux des membres des brigades internationales venus l'aider furent par la suite sabotés par la politique de collaboration de classe du Front populaire à l'échelle internationale et nationale et par la politique du gouvernement soviétique. Finalement la révolution espagnole fut écrasée. En même temps que reflétait la montée révolutionnaire, une nouvelle guerre mondiale se rapprochait. Hitler déplaçait les frontières de l'Allemagne et étendait l'influence de l'impérialisme allemand sur toute l'Europe centrale et orientale ainsi qu'en direction des Balkans. L'impérialisme anglais — qui jouait encore apparemment le rôle de gendarme du monde capitaliste que joue aujourd'hui l'impérialisme américain — ne voyait aucun inconvénient à l'instauration du fascisme dans nombre de pays aussi longtemps qu'il s'agissait d'écraser le mouvement ouvrier ; mais il s'inquiéta quand l'expansion de l'Allemagne mit en danger sa propre influence en Europe et dans le monde. Il chercha à aboutir à des compromis avec Hitler, la dernière étape dans une telle politique étant la Conférence de Munich (septembre 1938) où il concéda à Hitler ses revendications sur la Tchécoslovaquie ; la guerre allait éclater un an plus tard. Au moment de Munich, la révolution espagnole avait été virtuellement battue et le Japon poursuivait depuis quelques années une guerre contre la Chine. D'autre part, Staline avait détruit en Union soviétique les survivants de la révolution d'Octobre et aussi fait assassiner en Espagne et dans le monde de nombreux militants révolutionnaires, parmi lesquels des trotskystes comme Léon Sedov, fils de Trotsky, Ervin Wolf, Rudolf Klement, qui étaient liés à l'activité du Secrétariat international. C'est à ce moment (septembre 1938) que fut réunie dans la banlieue de Paris, à Périgny, la conférence qui devait

fonder officiellement la IV^e Internationale. Les circonstances étaient telles que cette conférence se tint clandestinement, dura relativement peu de temps, rassemblant une trentaine de délégués en provenance de onze pays. Les documents adoptés par ce congrès (à l'exception d'un seul) et un procès-verbal de celui-ci sont publiés dans le présent volume.

La principale décision du congrès est, de toute évidence, la fondation de la IV^e Internationale. Nous avons déjà mentionné les arguments qui avaient été opposés à une telle décision à la conférence de 1936 et qui l'avaient emporté auprès de celle-ci. Mais, au cours des deux années écoulées, Trotsky avait énormément insisté sur cette question et le mouvement en était arrivé à un point où les perspectives qu'il avait pu avoir d'associer d'autres organisations à une telle décision avaient si complètement disparu que le congrès, dans sa majorité, accepta cette fois-ci la proposition de Trotsky.

Le congrès de fondation discuta de la situation en Union soviétique et, en relation avec elle, la question de la nature de cet État : était-ce toujours un « État ouvrier dégénéré » ? sinon quoi ? La nature de l'Union soviétique n'avait été contestée au lendemain d'Octobre que par les mencheviks. Mais la question réapparut par la suite et prit une ampleur considérable après l'expulsion de l'Opposition de gauche du PCUS en 1927. Le mouvement trotskyste ne pouvait ni échapper à un tel débat ni l'éluider ; de nombreuses questions essentielles y étaient impliquées : nature de la bureaucratie soviétique, perspectives de l'Union soviétique, défense de celle-ci, etc. Le congrès de fondation adopta à la majorité la position de Trotsky sur l'Union soviétique, État ouvrier dégénéré. Nous verrons bientôt que ce vote était loin d'avoir résolu les problèmes au sein de la IV^e Internationale.

Le principal document adopté par le congrès de fondation est le Programme de Transition. Il n'a pas été reproduit dans ce volume car il a été publié et republié à de nombreuses reprises par les sections de la IV^e Internationale dans de nombreuses langues et qu'il n'y a donc aucune difficulté à se le procurer*. Trotsky avait soigneusement préparé ce document et il l'avait discuté préalablement avec de nombreux militants, notamment dans des entretiens avec une représentation de la direction du Socialist Workers Party (SWP) américain, qui était une section de la IV^e Internationale avant qu'une loi de circonstance, la loi

* Programme de transition. *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* (La Brèche, 1977).

Voorhis, interdise à une organisation des États-Unis d'être affiliée à une organisation internationale. (Cette loi joua aussi pour le Parti communiste à l'époque par rapport à l'IC et pour le Parti socialiste américain.) Le Programme de Transition n'est pas tout le programme de la IV^e Internationale qui, d'ailleurs, n'existe pas à présent sous la forme d'un document unique ; son expression se trouve dans une série de documents et résolutions (quatre premiers congrès de l'IC, documents de l'Opposition de gauche, documents des congrès mondiaux de la IV^e Internationale). Le Programme de Transition est la partie « opérative » de ce programme, celle qui constitue avant tout un programme d'action, avec les mots d'ordre destinés à mobiliser les masses dans une lutte qui serait en direction de la conquête du pouvoir, une lutte qui permettrait la transition révolutionnaire du capitalisme à la construction du socialisme, que ce soit dans les pays économiquement développés ou dans ceux de type colonial. Il contient aussi un programme d'action pour la lutte dans les États ouvriers contre la bureaucratie dirigeante. Depuis l'adoption de ce programme, les organisations trotskystes ont publié une abondante littérature à son sujet, à la fois pour montrer sa confirmation au cours des événements qui se sont produits depuis lors et pour l'appliquer en fonction des situations particulières dans les différents pays.

Le congrès de fondation adopta également des textes contre la guerre impérialiste qui se préparait et sur la guerre qui se poursuivait en Extrême-Orient. La IV^e Internationale prenait la défense de la Chine, pays semi-colonial, contre le Japon, État impérialiste. Le congrès adopta aussi des statuts et diverses résolutions relatives aux problèmes de plusieurs sections. Le Comité exécutif international fut élu par le congrès.

Le congrès vota aussi une résolution qui décidait qu'en cas de guerre le Secrétariat international serait transféré d'Europe où l'expansion du fascisme ne permettrait pas son fonctionnement aux États-Unis. C'est ce qui fut fait dès la déclaration de guerre ; mais à ce moment surgirent des difficultés d'une autre nature que celles qui avaient été prévues.

La Seconde Guerre mondiale se déclencha, comme l'on sait, avec pour lever de rideau le pacte Hitler-Staline. Ce pacte et les premiers événements de la guerre (invasion et partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique) donnèrent à la question de la nature de l'Union soviétique la première place dans les préoccupations des militants. Dans le SWP — qui était alors une des rares sections de la IV^e Internationale à pouvoir

fonctionner légalement — une intense discussion s'engagea qui le divisa pratiquement en deux parties presque équivalentes sur le plan numérique. Trotsky prit la direction politique de cette discussion en appui de la tendance Cannon contre la tendance Shachtman-Burnham qui déniait à l'Union soviétique la qualification d'État ouvrier et qui remit en cause toute une série de questions théoriques et politiques fondamentales. La discussion ne fut pas confinée au SWP. Le Secrétariat international siégeant à New York y fut impliqué et les rapports de force en son sein étaient tels qu'il fut paralysé. Pour sortir de cette situation, une conférence extraordinaire de la IV^e Internationale fut convoquée à l'initiative de trois sections (États-Unis, Canada, Mexique) avec l'appui de Trotsky. Cette conférence se réunit en mai 1940 à New York ; dix sections y furent représentées. Elle prit en premier lieu toutes dispositions pour assurer l'existence d'un Secrétariat international susceptible de fonctionner.*

Mai 1940, c'était le sommet de l'alliance Hitler-Staline, le déclenchement de l'offensive allemande qui allait provoquer la débâcle des armées françaises et la domination du nazisme pratiquement sur toute l'Europe continentale. Moins de trois mois après, Staline parvenait à faire assassiner Trotsky, après une première tentative manquée le 21 de ce même mois de mai. Pour cette conférence extraordinaire, Trotsky avait écrit un document important « La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale », dans lequel il traitait des principaux problèmes posés par la guerre et définissait clairement les positions de la IV^e Internationale. La conférence adoptait aussi une résolution intitulée « Le monde colonial et la deuxième guerre impérialiste », ainsi qu'une série de résolutions d'organisation, en premier lieu sur la lutte intérieure qui s'était poursuivie pendant près de dix mois dans le SWP et qui venait d'aboutir à une scission de la tendance Shachtman-Burnham mise en minorité au congrès de ce parti.

Aucune assemblée mondiale de la IV^e Internationale n'eut lieu pendant le reste de la guerre. En Europe continentale, les sections coupées matériellement du Secrétariat international se réunirent dans l'illégalité en février 1944 dans une conférence européenne qui désigna un Secrétariat européen. Dès la fin de la guerre, quand le rétablissement des relations le permirent, Secrétariat international et Secrétariat européen préparèrent en commun et convoquèrent une conférence mondiale qui se réunit en 1946, et dont il sera question dans le prochain volume.

* L. Trotsky : *Défense du marxisme* (EDI).

En ce qui concerne les documents relatifs aux grands problèmes de ces années — montée du nazisme en Allemagne, politique du Front populaire, révolution espagnole, préparatifs de la Seconde Guerre mondiale, procès de Moscou, etc. — il faut les situer dans le temps et tenir compte qu'ils ne visaient pas à fournir des prédictions, mais à définir des perspectives, des tendances, et en conséquence une politique permettant aux marxistes révolutionnaires d'intervenir dans les événements. Ces documents ne craignent aucune comparaison, malgré leurs lacunes et leurs erreurs, avec tout ce qui a été écrit à la même époque et sur les mêmes sujets par les autres organisations du mouvement ouvrier. Qui voudra étudier l'histoire du mouvement trotskyste devra aussi consulter tous les autres écrits de Trotsky et les bulletins intérieurs de la Ligue des communistes internationalistes.*

On ne peut bien saisir ce qui s'est produit pendant ces années de clarification et de délimitation politique de la Ligue sans tenir compte du problème qui se posait à l'arrière-fond de tous les débats tant à l'intérieur du mouvement qu'avec l'extérieur, à savoir celui de la nature de l'Union soviétique, souvent appelé la « question russe ». Au lendemain de la révolution d'Octobre, seuls les mencheviks et les membres de la II^e Internationale dans le mouvement ouvrier disaient que les bolcheviks — s'ils restaient au pouvoir — n'instaureraient qu'un « capitalisme d'État ». Lors du passage à la Nouvelle Politique économique (NEP), cette définition de « capitalisme d'État » pour l'Union soviétique fut adoptée également par la fraction italienne de Bordiga et par une tendance du Parti bolchévique, celle du « centralisme démocratique » (Sapronov), chacune pour des raisons spécifiques, mais elles furent peu entendues et peu suivies. Après l'exclusion de l'Opposition de gauche au XV^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, la « question russe » devint l'objet de débats presque ininterrompus. Au cours de ces débats, Trotsky affina ses positions de la façon suivante : pendant des années, il avait entrevu les développements de l'Union soviétique, du Parti bolchévique et de l'Internationale communiste comme étant quasi simultanés. Après la faillite de l'IC en 1933, il modifia ses vues à ce sujet et il aboutit à la conclusion qu'il fallait une nouvelle révolution (politique) en Union soviétique et un nouveau parti révolutionnaire à cet effet ; mais il combattit jusqu'à son dernier

* Précisons qu'à partir de 1980 la partie des archives de Trotsky déposées à la bibliothèque du collège de Harvard qui, sur disposition testamentaire, avait été maintenue secrète sera désormais accessible au public.

jour toute idée selon laquelle l'Union soviétique n'était plus un État ouvrier bureaucratiquement dégénéré et que la bureaucratie constituait une classe dans le sens marxiste du terme*. Il rejeta non seulement la thèse de l'Union soviétique « capitalisme d'État », mais aussi celles de l'Union soviétique « nouvelle société exploiteuse » dont la bureaucratie serait la nouvelle classe dirigeante (Burnham, Rizzi, Djilas...). On peut dire que cette « question russe » se posa à chaque nouvelle section du mouvement trotskyste et à la IV^e Internationale de façon répétée jusqu'à son II^e congrès mondial, en 1948, au lendemain de la guerre. Après quoi la position de Trotsky sur cette question devint dans ses rangs un acquis quasiment incontesté, les débats et les polémiques se poursuivant avec d'autres formations.

Nous avons déjà indiqué quelques-unes des difficultés que les événements opposèrent à la vie du mouvement trotskyste. Il faut y ajouter le fait qu'il fut constitué presque exclusivement de jeunes, dépourvus de fortes racines et d'expérience dans le mouvement ouvrier. L'Internationale communiste avait hérité de la II^e Internationale et d'autres courants (syndicalisme révolutionnaire en particulier) de nombreux cadres expérimentés qu'il fallait considérablement rééduquer pour l'ère des révolutions et des guerres commencée en 1914. Les cinq premières années de l'IC furent insuffisantes pour former des dirigeants de partis communistes politiquement solides. La dégénérescence bureaucratique en happa une importante partie, et la plupart de ceux qui s'y opposèrent cherchèrent refuge dans leurs conceptions passées. En fait ce sont quelques poignées de jeunes militants qui, à partir de 1929, rejoignirent Trotsky et, avec lui, commencèrent à construire le mouvement qui donna naissance à la IV^e Internationale. Pendant toute la période couverte par ce volume, c'est avant tout et surtout Trotsky qui, par ses contributions presque quotidiennes, donna l'impulsion, la vitalité sans lesquelles les organisations trotskystes auraient non seulement erré, mais aussi probablement sombré. Trotsky qui avait fortement réfléchi au problème de l'Internationale en avait conscience et, au cours des dix dernières années de sa vie, il consacra l'essentiel de ses forces à faire vivre la jeune organisation internationale. A un moment où les tracasseries policières le contraignirent à tenir un journal faute de pouvoir s'exprimer publiquement en toute liberté, il écrivait entre autres le 25 mars 1935 :

« Il me faut encore au moins quelque cinq ans de travail

* P. Frank : le Stalinisme (Maspero).

ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage [c'est-à-dire munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération]. »

Il voyait là « le travail le plus important de sa vie », plus que ce qu'il avait fait en 1917 et pendant la guerre civile. « Encore cinq ans », disait-il en 1935, et il eut ces cinq ans avant que le coup de piolet ordonné par Staline l'assassine, privant ainsi la IV^e Internationale de son principal dirigeant. L'Internationale et son centre étaient encore bien faibles, mais ils étaient tout de même suffisamment forts pour traverser dignement l'épreuve de la guerre mondiale et pour remplir ensuite consciencieusement leurs tâches dans un monde entièrement transformé. Trotsky était mort après avoir accompli « le travail le plus important de sa vie » : la IV^e Internationale, après lui, vivait et combattait.

Pierre Frank

I

La première réunion internationale de l'Opposition de gauche

(6 avril 1930)

INTRODUCTION

Aucun document politique n'a été adopté au cours de cette première réunion internationale qui s'est limitée à un échange des expériences des groupes représentés et, principalement — puisque c'était l'objet de la rencontre — à des dispositions d'organisation en vue de structurer l'Opposition de gauche sur le plan international. Un premier Secrétariat international provisoire fut désigné, composé d'un délégué russe, d'un Allemand et d'un Français. Il devait ébaucher une première coordination entre les organisations ayant adhéré à la réunion et, surtout, éditer un bulletin international d'information et de discussion. La préparation d'une conférence internationale relativement proche, qui aurait à se prononcer sur une plateforme politique, est l'objectif essentiel. Car, l'Opposition de gauche ne conçoit son combat qu'à l'échelle internationale, en tant qu'organisation mondiale. La Vérité du 11 avril 1930 rend compte du déroulement de la réunion et lui consacre un article leader sous la signature d'Alfred Rosmer.

La Ligue communiste française avait pris l'initiative de lancer un appel pour la préparation d'une conférence internationale de l'Opposition de gauche et de la création, à cet effet, d'un bulletin international, appel publié dans la Vérité du 2 février 1930. Trotsky fit connaître sans tarder son soutien à cette initiative (lettre du 8 février), mais jugea la proposition française trop limitée, emprunte d'une certaine timidité. L'objectif que l'on devait se fixer était l'unification internationale de l'Opposition, la centralisation de ses activités. Cette tâche indispensable pouvait et devait être accomplie à brève échéance, l'élaboration d'une véritable politique marxiste révolutionnaire n'étant susceptible d'être réalisée que dans un cadre international. Il était urgent de

dépasser le champ national des groupes d'opposition qui les vouaient à une vue fragmentaire et à d'inévitables errements. A cette époque déjà, Trotsky s'élevait contre les hésitations et les objections de ceux qui estimaient prématurée la création d'une organisation internationale. Il salua la tenue de la réunion d'avril comme un grand pas en avant mais s'impatienta bientôt de constater que les décisions prises n'étaient pas suivies d'effet et trouva inadmissible ce retard dans le travail international, plus important que tout autre.

Le retard pris dans la parution du Bulletin international l'irrita particulièrement. Il regretta, enfin, que la conférence n'ait pas produit un document politique, comme l'aurait fait toute instance nationale : une déclaration, un manifeste ou une résolution qui puisse être diffusé dans la classe ouvrière. C'était une grave lacune (voir plusieurs lettres dans *Writings of L. Trotsky, 1930, Pathfinder*). C'est, sans doute, pour y remédier que le Bulletin international dont le numéro 1 paraît, enfin, en langue française, fin août 1930, publie l'appel « Aux prolétaires du monde ». On peut déduire de son contenu qu'il a été écrit en juillet-août, mais il se rattache effectivement à la réunion d'avril et trace le cadre politique de l'Opposition internationale qui vient de naître. Il semble que ce texte ait été écrit d'après un plan et des notes fournis par Trotsky. La ligne politique de l'Opposition de gauche, dans cette phase de son histoire, s'y exprime en toute clarté. Le combat pour la réforme, pour le redressement de la III^e Internationale est fortement souligné et, par là même, est écartée catégoriquement l'idée du nouveau parti, de la IV^e Internationale.

Le Bulletin publie la liste des 17 organisations qui, à cette date, avaient fait connaître leur adhésion à la réunion internationale. Aux huit groupes représentés à la réunion il faut ajouter : l'Opposition russe, l'Opposition communiste d'Autriche et le PC autrichien (Opposition), le Comité communiste de l'Opposition d'Argentine, le Comité communiste Lénine brésilien en exil, Archives du marxisme de Grèce, la Fraction de gauche italienne et la Nouvelle Opposition du PC italien, l'Opposition communiste du Mexique. Parmi les participants à la réunion on peut citer Max Shachtman (États-Unis), Alfred Rosmer et Pierre Naville (France), Julian Gorkin (Espagne), Oscar Seipold (Allemagne), Léon Lesoil et Adhémar Hennaut (Belgique), Jan Frankel (Tchécoslovaquie), Szilvaszi (Hongrie), Obin-Mill (Groupe juif en France).

En dépit de l'insistance de Trotsky qui, en octobre 1930, propose une conférence européenne dont il sera encore question

en 1931 mais qui, finalement, n'aura pas lieu, des obstacles de tous ordres feront qu'une véritable conférence se tiendra bien plus tard que prévue. Et la conférence de 1933 ne sera encore qu'une préconférence. Ce retard, par rapports aux souhaits et aux prévisions, se renouvellera par la suite, comme on le constatera. C'est le lot d'un combat extrêmement difficile, à contre-courant, qui doit affronter, en particulier, les pires persécutions du stalinisme.

Présentation

Le 6 avril s'est constitué à Paris le Secrétariat international provisoire de l'Opposition communiste. Nous avons dit d'autre part l'importance de ce fait. C'est une étape qu'il faut apprécier dans toute sa plénitude. L'Opposition internationale de gauche n'est pas un assemblage hétéroclite de groupes nationaux et locaux. C'est une organisation internationale unie, sur la base de la lutte marxiste coordonnée dans le monde entier. L'Opposition de gauche prend son plein sens sur le terrain international, en tant qu'organisation mondiale. Son rôle n'est pas de représenter dans chaque pays une opposition stérile au Parti communiste officiel, sur la base des erreurs locales les plus flagrantes du parti, mais d'être l'organisation de lutte internationale qui maintient vivante la doctrine et l'action marxistes telles que l'Internationale communiste les a formulées dans sa première période, et telles que l'appareil de l'IC les abandonne actuellement.

La période de rassemblement, de discrimination, de cristallisation de l'opposition internationale de gauche n'est pas aujourd'hui terminée, mais déjà, sous la pression des circonstances, sa figure apparaît nettement. Dans chaque pays, des noyaux marxistes se sont sélectionnés, qui, aujourd'hui, doivent nécessairement s'unir dans la doctrine comme dans l'action.

Nous avons déjà exposé comment nous avons pris l'initiative de créer un *Bulletin international d'information* dont la tâche sera de préparer une véritable conférence internationale. Nous avons lancé un appel public à ce sujet dans *la Vérité*.

Le projet est maintenant entré dans l'ère des réalisations. Depuis que notre premier appel a été lancé dans *la Vérité*, le 21 février, nous avons reçu les réponses de la presque totalité des groupes de l'Opposition internationale, abstraction faite de quelques groupes dont l'éloignement ne nous a pas permis de recevoir encore la réponse. Il est déjà clair que la future

conférence internationale de l'Opposition de gauche représentera vraiment la totalité des forces marxistes de l'Internationale.

L'objet de notre réunion du 6 avril a été de constituer un Secrétariat international provisoire, qui assumera la publication du *Bulletin international*, dirigera et contrôlera la discussion qui s'y poursuivra. Les groupes suivants avaient des délégués présents : Ligue communiste (Opposition) (France), Ligue communiste d'Amérique, Opposition unifiée du PCA (Allemagne), Groupe d'opposition du PC belge, Opposition espagnole, Opposition de gauche tchécoslovaque, Opposition communiste hongroise, Groupe juif.

Divers groupes qui se sont trouvés dans l'impossibilité de se faire représenter avaient envoyé leur adhésion par écrit ; c'est le cas de deux groupes autrichiens et d'un groupe tchécoslovaque.

On a lu ici la lettre d'adhésion de l'Opposition russe. Quant à nos camarades du Mexique, de l'Amérique du Sud, de Chine, il n'avait pas été possible de les toucher. Mais par la correspondance antérieure échangée, nous savons qu'ils sont en plein accord avec nous pour réaliser au plus tôt l'unification des groupes de l'Opposition de gauche.

L'accord s'est vite réalisé sur la publication du *Bulletin*. Le *Bulletin international* paraîtra aussi souvent que le permettront les ressources du Secrétariat international, c'est-à-dire à la mesure de la contribution des divers groupes, en principe deux fois par mois. Les textes publiés seront de deux sortes. D'une part des textes d'information envoyés par tous les groupes, sur la situation politique de leur pays, de leur organisation, de leurs luttes, etc. En ce sens le *Bulletin* sera le véritable lien international entre les différents pays. D'autre part des articles de discussion, visant à la préparation de la conférence, à l'élaboration de sa plate-forme politique.

Un secrétariat a été désigné pour prendre la responsabilité de la publication du *Bulletin* jusqu'à la convocation de la conférence internationale. Il comprend quatre camarades représentant les sections russe, allemande, française et si possible belge de l'Opposition. Le travail technique se fera à Paris, l'édition étant assurée par notre Ligue communiste.

Le 6 avril nous avons profité de la présence à Paris de délégués de huit groupes de pays différents pour donner une information mutuelle sur la situation et les perspectives des différents groupes. Ce fut déjà, oralement, l'ébauche du travail qui devra être accompli dans le *Bulletin*.

La constitution du Secrétariat international va permettre dès à présent de réaliser une certaine coordination dans le travail

d'information international. Ce travail d'information déborde largement la simple éducation. Il signifie aussi qu'il faut apporter à chaque groupe l'aide de tous les autres, et il permettra à chaque groupe de comprendre exactement la situation de tous les autres : par suite aussi il pourra toujours prendre une position nette en connaissance de cause sur l'activité politique de tel ou tel groupe. Naturellement, le Secrétariat n'est pas qualifié pour trancher les questions pendantes ou débattues, mais son droit reste celui d'initiative, dans les limites de la préparation à la conférence internationale, à sa délimitation idéologique, et à sa cohésion. Seule la conférence internationale pourra, après une étude et une discussion sérieuse des problèmes, adopter un secrétariat politique définitif, et une plate-forme unifiée.

Nous nous adressons ici non seulement aux groupes qui ont déjà directement répondu à notre appel, mais aussi à ceux qui ne l'ont pas encore fait. Nous leur demandons d'envoyer à la rédaction du *Bulletin international*, 45, boulevard de la Villette, Paris, 10^e, des textes de deux sortes. D'abord des textes d'information. Ensuite des textes de discussion. Les textes de discussion peuvent être ou bien des résolutions, déclarations, thèses, formulant une position politique proposée à la discussion, ou bien un article de discussion sur un autre texte. Nous demandons à chaque groupe d'envoyer des articles aussi courts que possible. Tout texte qui serait trop long pourra être publié dans *la Lutte de classes*, qui affecte provisoirement non seulement le caractère de revue théorique de l'Opposition communiste française, mais aussi internationale, quoique rédigée entièrement en français.

En ce qui concerne les langues dans lesquelles sera rédigé le *Bulletin*, nous avons été obligés, pour des raisons matérielles, de nous restreindre aux suivantes : la majorité des textes en français, les articles d'Allemagne en allemand, et les principaux articles étrangers aussi traduits en allemand ; enfin, les principaux textes intéressant le mouvement en Amérique ou en Angleterre seront publiés en anglais.

Maintenant, avec l'aide de l'Opposition internationale, il faut se mettre au travail.

La Vérité, n° 31, 11 avril 1930

Une nouvelle étape

Lorsque nous avons lancé *la Vérité*, nous nous sommes fixés un délai de six mois pour le travail préparatoire indispensable. Il

fallait montrer d'une manière tout à fait précise ce que nous sommes, ce que nous voulons et nous savions très bien qu'une déclaration préalable, si explicite fût-elle, n'y suffirait pas. Qu'elle devrait recevoir un complément indispensable par nos commentaires des faits de la semaine, par nos réponses aux problèmes posés.

Nous devons montrer en quoi notre action se différencie de celle qui avait été menée par d'autres groupes d'opposition, dégager les points sur lesquels des divergences politiques profondes existaient. Cette différenciation fut d'autant plus nécessaire qu'au moment même où nous partions des courants nouveaux se manifestaient au sein de la CGTU, qui devaient engendrer une lutte intérieure aiguë dans les syndicats unitaires.

Ce délai de six mois s'est révélé à peine suffisant pour nous permettre d'atteindre ce premier but. La tâche d'une opposition qui entend rester communiste est rude. Elle se trouve prise entre ceux qui, en quittant le parti, abandonnent du même coup le communisme et la petite armée des fonctionnaires aguerris dans la bataille contre ceux qui se refusent à appliquer servilement les mots d'ordre de la direction. Les coups pleuvent des deux côtés.

Nous en avons reçu. Nous en avons donné aussi et avons finalement réussi à nous imposer pour ce que nous sommes et non tels qu'on aurait voulu nous représenter. Nous sommes des communistes. Nous avons donné au communisme une adhésion réfléchie ; nous lui restons attachés comme nous restons attachés à la Révolution russe ; nous le défendons contre les dangereuses déformations staliniennes et nous défendons l'Union soviétique contre les forces thermidoriennes qui la menacent du dedans. C'est pourquoi, même lorsque nous sommes hors du parti, nous gardons le contact avec tous les éléments sains du parti.

Les résultats de ce travail d'éclaircissement et de délimitation se sont manifestés dans deux domaines. Nous avons dû d'abord aller au plus pressé, consacrer la plus grande partie de nos efforts au journal, à son amélioration, à son rayonnement, à sa diffusion. Mais les camarades que nous avons rassemblés ont insisté toujours plus vivement sur la nécessité d'une organisation méthodique de notre groupe. Et ce sont les détails de cette organisation que nous venons de régler. Nous avons cherché la meilleure appellation et finalement nous nous sommes bornés à reprendre le nom de Ligue communiste (Opposition) adopté par nos camarades américains.

Notre Opposition de gauche a un caractère international sur lequel nous avons insisté souvent. Nous l'avons fait parce que

cela nous a paru plus nécessaire que jamais dans une période qui se caractérise par la dispersion, le repliement sur soi qui aboutit à des mouvements ouvriers nationaux au moment où l'internationalisme de la bourgeoisie ne cesse de s'étendre. Nous avons déjà parlé de la nécessité d'un Secrétariat international servant de premier lien entre les groupes de l'Opposition de gauche des divers pays. Nous comptons le mettre debout par un simple échange de lettres, étant donné la difficulté matérielle qu'il y avait dès maintenant à tenir une conférence internationale.

Des circonstances nouvelles nous ayant fait entrevoir la possibilité d'une telle réunion, nous nous sommes empressés de l'organiser et c'est ainsi que, dimanche dernier, nous avons pu nous rencontrer avec des camarades appartenant aux groupes les plus importants, régler les détails matériels de la constitution du secrétariat, échanger des expériences et des idées, ce qui permit d'aborder déjà les problèmes qu'aura à résoudre notre conférence internationale. L'atmosphère de cette première rencontre fut des plus réconfortantes et des plus encourageantes pour tous ceux qui y participèrent. Au soir de cette bonne journée, nous nous sentions tous plus forts pour entreprendre la nouvelle étape.

Mais il est une chose que nous avons déjà dite et que nous devons répéter : l'Opposition de gauche ne peut se développer, elle ne peut accomplir sa tâche que si chacun de ses membres lui consacre tout son effort, toute son activité. Il faut accroître le rayonnement du journal ; il faut créer autour de soi des groupes qui seront autant de foyers de ralliement pour tous les communistes que les funestes zigzags staliniens alarment et ne savent plus comment ni où lutter ; il faut, dans la crise grave que traverse la CGTU, lutter sans répit pour enrayer le courant vers l'autonomie que la direction confédérale a fait naître par sa politique absurde et qui risque d'entraîner un nombre toujours croissant de minoritaires ; il faut surtout sauver les jeunes littéralement abandonnés par leur organisation officielle : l'Opposition de gauche doit leur apparaître comme leur maison.

La question centrale que pose la situation présente, c'est de savoir qui profitera de la crise qui ravage les organisations communistes. La bourgeoisie et ses laquais réformistes sont à l'affût. Ils ont eu déjà trop d'occasions de se réjouir. Il est grand temps de ramener le communisme dans la voie où il entraîne et guide la classe ouvrière, celle qui conduit à la victoire.

Alfred Rosmer,
La Vérité, n° 31, 11 avril 1930.

Adresse aux oppositionnels russes et à L. Trotsky

La première réunion internationale de l'Opposition communiste de gauche, tenue le 6 avril, à Paris, groupant des délégués allemand, américain, belge, espagnol, français, hongrois, italien, tchécoslovaque, envoie son salut chaleureux et le témoignage de son étroite solidarité aux camarades bolcheviks, emprisonnés et déportés, et à leur leader exilé L.D. Trotsky.

Appel aux prolétaires du monde !

L'Opposition communiste de gauche internationale s'adresse non seulement à ses adhérents, mais à tous les communistes et aux ouvriers du monde entier. Elle réunit les meilleures forces, l'aile marxiste des partis de l'Internationale communiste.

Maintenant, elle s'unit fortement, par le lien inébranlable de l'internationalisme prolétarien, pour élaborer une ferme ligne politique, pour réaliser une véritable lutte internationale.

Partout, le monde impérialiste vit dans des convulsions sociales très graves qui montrent de façon de plus en plus claire l'impossibilité où il se trouve de résoudre les crises qu'il engendre constamment. Des millions de chômeurs existent d'une façon permanente. Des crises sociales et politiques profondes se déroulent en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en Angleterre, en Amérique, en Chine, aux Indes, etc. La légendaire prospérité des États-Unis elle-même s'est transformée en une crise qui se traduit notamment par un chômage croissant. Cette crise s'est répandue dans le monde entier.

Malgré tous ses efforts, la bourgeoisie se montre incapable de résoudre sa crise permanente. Contre la bourgeoisie se dresse la masse ouvrière que la social-démocratie l'aide à asservir. En Autriche, la social-démocratie vend les ouvriers aux fascistes et à la réaction. En Allemagne, elle les soumet aux fusillades de Zoergiebel et de Muller. En Angleterre, elle joue platement le rôle d'agent de la bourgeoisie, trahissant même les promesses modérées qu'elle avait faites avant que les élections ne la portent au pouvoir ; elle commande le massacre des prolétaires révolutionnaires hindous.

Seul le mouvement révolutionnaire peut, avec le parti prolétarien, grâce aux enseignements de Marx et de Lénine, conduire le prolétariat à sa libération en créant ainsi les bases de la nouvelle société qui libérera l'humanité entière.

Aujourd'hui, c'est justement dans le mouvement révo-

lutionnaire lui-même que surgissent de graves difficultés. La principale contradiction qui existe aujourd'hui dans le mouvement révolutionnaire est la divergence croissante entre les possibilités révolutionnaires, les circonstances favorables à l'appel des masses à la lutte et la capacité et le degré de préparation des partis communistes officiels. Une crise profonde ravage actuellement l'Internationale communiste. Dans tous les pays, les partis ont perdu des quantités considérables d'adhérents. Leur influence sur les masses et le développement des organisations de masse ont diminué. Dans bien des pays, ils ont ruiné et discrédité les mouvements révolutionnaires pour de nombreuses années. Jamais le niveau politique et théorique des partis communistes n'a été plus bas qu'aujourd'hui. La corruption, la sélection artificielle des directions, l'arbitraire, le bureaucratisme, les bonds spasmodiques de la droite à la gauche et inversement sont des maladies qui rongent la force vive du mouvement. Dans la dernière période, toute une aile du mouvement officiel s'est détachée de lui et occupe actuellement une position plus ou moins proche de la social-démocratie. Ainsi, l'Opposition brandlérienne* en Allemagne, ainsi le Parti ouvrier et paysan** de Louis Sellier en France, ainsi le groupe de Lovestone*** aux États-Unis. D'autre part, l'Opposition de gauche qui comprend les meilleurs ouvriers et militants de l'Internationale communiste a été et continue à être exclue dans sa presque totalité. La répression la plus brutale, spécialement en URSS, s'exerce contre elle. La structure de l'Internationale a subi de profonds changements. Elle a abandonné la politique tracée par les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste auxquels Lénine a collaboré ; mais, pour cela, elle a dû exclure les fondateurs de l'Internationale communiste et ceux qui l'ont dirigée pendant cette période. La crise est en plein développement, elle contribue à rendre le prolétariat révolutionnaire impuissant dans les luttes nouvelles et dans l'accomplissement de sa mission historique.

Cette crise est pour une grande partie un reflet et une conséquence directe de la crise qui se déroule dans le Parti communiste russe et dans l'Union soviétique tout entière. La racine de cette crise se trouve dans les circonstances générales qui tiennent

* Opposition de droite (KPO) du PC allemand, alliée à la droite boukharinienne.

** Formé fin 1929 par des élus municipaux exclus du PC, devint le PUP qui rejoignit la SFIO

*** Groupe exclu du PC américain en raison de son soutien de l'opposition de droite soviétique (Boukharine).

principalement à la faillite de la révolution du prolétariat occidental dans les années immédiatement consécutives à la guerre impérialiste ; le prolétariat occidental n'a pu donner au prolétariat russe l'aide sans laquelle il ne peut mener à son achèvement la révolution qu'il a commencée victorieusement. L'URSS ne peut pas liquider seule la société divisée en classes ni construire le socialisme. Elle peut défendre les bases d'une société socialiste contre l'entourage du monde capitaliste jusqu'à ce que le prolétariat des pays capitalistes avancés lui vienne en aide.

Cela nécessite une politique de classe juste qui maintienne la suprématie des éléments socialistes sur les éléments capitalistes, qui maintienne aussi la suprématie de la ville industrialisée sur le village, qui augmente systématiquement le niveau de vie des ouvriers et des paysans pauvres et qui fonde sa politique générale sur les perspectives de la révolution internationale. Telle fut la politique durant la première période de la révolution d'Octobre. Mais, après la mort de Lénine, après les lourdes défaites subies en Allemagne, en Bulgarie et en Esthonie, l'Union soviétique entra dans une période de réaction sociale et politique, dans le parti et dans l'ensemble du pays lui-même.

C'est à cette époque que, négligeant le cours de la révolution internationale, se cristallisa la théorie du socialisme dans un seul pays. Au lieu de dominer les éléments capitalistes du pays, on les renforça : au lieu d'aider le paysan pauvre on laissa se renforcer le koulak ; au lieu d'avantager les ouvriers de l'usine, on donna plein pouvoir à la bureaucratie des directions d'usine et des syndicats ; au lieu d'étendre la démocratie ouvrière dans le parti, on étouffa le parti sous un appareil bureaucratique sans précédent. Pour réaliser cette politique de réaction, de « socialisme national », on entreprit une monstrueuse campagne de falsification, de suppressions, d'altérations, d'intimidations et de mobilisation de tous les éléments réactionnaires du pays contre les léninistes. Pour avoir lutté contre la croissance de la nouvelle bourgeoisie, l'opposition (bolcheviks-léninistes) fut exclue du parti, exilée, déportée, emprisonnée.

Cette politique eut comme contrecoup dans l'Internationale communiste une politique zigzagante de l'opportunisme à l'aventurisme, politique commandée par le parti russe représentant un pouvoir d'État. Ainsi Staline et Boukharine lièrent-ils les ouvriers et paysans chinois au pouvoir de Thiang Kai-chek, ainsi empêchèrent-ils les communistes anglais de lutter contre les traîtres à la grève générale ; ainsi, réagissant bureaucratiquement aux coups de l'opposition et à la pression de la classe ouvrière,

l'appareil centriste sans politique propre entraîna-t-il les partis dans des aventures comme le putsch de Canton, le 1^{er} août 1929, et toute sa philosophie de la « troisième période ».

La politique aventuriste de l'Internationale communiste trouva naturellement son correspondant dans l'aventurisme économique de la fraction Staline en URSS. Après avoir soutenu les koulaks pendant des années, les centristes ont voulu soudain le liquider en tant que classe en quelques années. Ils ont mis sur pied un programme d'industrialisation et de collectivisation de l'agriculture bureaucratiquement conçu et exécuté. Mais, tout essai de réaliser un programme de dictature prolétarienne et de liquidation de classe capitaliste sur la base de la théorie du socialisme dans un seul pays est voué à l'échec. C'est pourquoi le cours récent de l'appareil stalinien a obligé l'Opposition de gauche internationale à crier à la classe ouvrière du monde entier : la révolution russe est en danger, l'Union soviétique s'approche d'une période critique, il faut intensifier tous les efforts pour redresser son cours ! La pression bureaucratique arbitraire sur la collectivisation des campagnes, de l'agriculture a accentué les contradictions entre la ville et le village, entre l'industrie et l'agriculture. La ville, le prolétariat, est en train de perdre la direction du village. L'avant-garde est de plus en plus désorganisée ; dans le parti lui-même la désagrégation se poursuit dans deux sens : d'une part, la brèche entre l'appareil et la base est devenue un abîme et, d'autre part, la forte et nette distinction du parti comme avant-garde de la classe est en train de se perdre dans une tendance à dissoudre le parti dans la classe. Son niveau théorique a baissé : sa vie politique, son initiative ont été étranglées par l'appareil ; sa cohésion a été brisée par la semaine de travail ininterrompue qui ne prévoit pas de période de repos collectif. Les dangers de l'inflation deviennent chaque jour plus sérieux. Même l'appareil a été contraint à reculer devant les derniers résultats de sa course aventureuse. Mais toutes les expériences passées montrent que cette retraite n'empêchera pas que l'on tombe dans l'autre extrême : la passivité envers les classes hostiles au prolétariat, l'entraînement du parti sur la route liquidatrice de la droite. Maintenant s'est amorcé et commence à se développer largement un revirement de la politique suivie. Après une période de surexcitation aventuriste, les partis retombent, affaiblis et démoralisés, dans l'apathie et la routine opportuniste que l'on masque sous quelques phrases bureaucratiquement optimistes. En URSS, le XVI^e congrès du Parti bolchevik vient de brimer la droite tout en reculant en désordre dans le domaine économique ; en Allemagne, en

France, à la phrase stridente, à l'évocation des barricades à chaque moment de l'activité syndicale et politique succède la reprise aggravée des pratiques opportunistes : la passivité, l'hypocrisie et le mensonge au prolétariat.

Il faut savoir transformer cette retraite en une victoire pour la ligne de l'opposition et appeler les ouvriers à imposer à leur parti une tactique sérieuse.

L'Opposition de gauche internationale dit ouvertement aux ouvriers conscients du monde entier que l'Union soviétique, la dictature du prolétariat, l'Internationale communiste, avant-garde de la classe ouvrière, sont en danger, que le régime dominant en Russie et l'Internationale sont entraînés vers la catastrophe. Partout les militants communistes, les combattants révolutionnaires doivent rejoindre l'Opposition de gauche et relever le drapeau du bolchevisme.

Telle est maintenant la grande tâche, la tâche historique de tous les révolutionnaires, partout où ils se trouvent. C'est pour la réaliser que les groupes d'opposition communiste d'Europe et d'Amérique se sont réunis avec l'opposition (bolcheviks-léninistes) du Parti communiste russe afin de centraliser, d'éclairer et d'organiser la lutte. On l'accusera de vouloir créer une « quatrième internationale ». Cette accusation sans preuve ni motif ne nous arrêtera pas. Ce ne sont pas ces bureaucrates accusateurs qui ont fondé et construit l'Internationale communiste de Lénine. Ce ne sont pas eux qui ont hérité des enseignements de Lénine, ni de Marx, ni des leçons de la lutte révolutionnaire. L'héritage moral et politique de l'Internationale de Lénine, c'est l'Opposition de gauche internationale qui en revendique fièrement la possession. On ne pourra pas la lui arracher.

L'Opposition de gauche internationale est née du développement de l'Internationale communiste à laquelle elle est indissolublement liée par tout son passé. L'affaiblissement de l'Internationale communiste ne pouvait pas ne pas entraîner le développement de l'opposition. Les défaites subies et le renforcement de la social-démocratie ont atteint surtout l'aile gauche du communisme.

L'appareil central qui s'est renforcé avec l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire utilisa tous les avantages de la situation. Ayant à sa disposition une presse puissante, le télégraphe, la radio, etc., il déforma systématiquement pendant plusieurs années les points de vue de l'opposition, la rendant responsable de ses propres erreurs passées. Il jeta la confusion dans les rangs du communisme et c'est à ce prix qu'il atteignit

son objectif, c'est-à-dire l'affaiblissement de l'aile léniniste de l'Internationale communiste.

L'Opposition de gauche internationale ne doit pas oublier son origine. Elle est née en URSS. Au début, elle était limitée par les conditions exceptionnelles de la dictature prolétarienne et, par la suite, par le régime d'étranglement bureaucratique du parti. Les points de vue de l'Opposition russe se répandirent fragmentairement, rendant par cela même extrêmement difficile la création d'une base idéologique commune. Ainsi, tandis que l'Opposition russe poursuivait la politique de redressement du parti sans heurts ni convulsions dangereuses pour la dictature, la gauche communiste des pays capitalistes était nécessairement obligée à une réserve extrême. Mais la bureaucratie centrisme trouva le moyen d'écraser l'opposition par des méthodes d'organisation, toujours au prix de l'étranglement du parti. L'absence complète de démocratie dans l'Internationale communiste retarda longtemps le développement et l'éducation des cadres de l'opposition. Le travail théorique de l'opposition, ses analyses, ses appréciations, ses perspectives et ses mots d'ordre ne dépassaient pas des cercles assez restreints. L'absence de nombreux cadres, capables de travailler activement dans toutes les branches du mouvement ouvrier pour nos idées, facilita grandement la lutte du centrisme contre l'opposition.

Sans assez de cadres, sans contacts internationaux étroits, l'Opposition de gauche internationale se transforma, dans une première période, en un certain nombre de groupes nationaux dispersés, dont l'activité principale était la propagande. Chacun devait chercher sa voie par ses propres moyens. C'est dans ce fait que réside aujourd'hui le danger des désaccords, de l'irrésolution et de la limitation nationale. Il faut encore ajouter qu'à chacun de ses tournants le centrisme expulsa de l'Internationale communiste des éléments très divers et souvent de caractère opposé. Tous se revendiquaient de l'opposition, mais beaucoup d'entre eux la compromirent systématiquement par des manifestations d'opportunisme, d'anarcho-syndicalisme et de dilettantisme petit-bourgeois. Il suffit de nommer la fraction Urbahns* qui, en Allemagne, a causé le plus grand dommage à la gauche communiste en s'acharnant à incarner les idées caricaturales que Staline prêtait à l'opposition. La France a été suffisamment riche en déformations des points de vue de l'Opposition de gauche. Ce

* Le Leninbund était en 1928 le reflet de l'Opposition unifiée en URSS. Zinoviévistes et trotskystes le quittèrent ensuite. Les désaccords avec les trotskystes portèrent sur le gauchisme d'Urbahns, sur sa définition de l'URSS comme capitalisme d'État et sur la création d'un nouveau parti.

phénomène s'est d'ailleurs présenté à des degrés divers dans la plupart des pays.

C'est ainsi que les mêmes conditions qui ont fait surgir la nécessité des progrès ultérieurs de l'Opposition de gauche ont amené un certain affaiblissement de celle-ci dans sa première étape.

Néanmoins, dans la période récente, il faut déjà enregistrer des succès tout à fait réels et le début d'un nouveau développement dans le sens de la cohésion internationale. Pour une large part, ils sont dus à un bon travail de délimitation idéologique, à un assainissement des esprits et des cadres. Dans certains cas, ce travail s'est accompli difficilement et sembla affaiblir l'opposition. Mais, en réalité, il a préparé la base sérieuse pour de nouveaux progrès, dans un proche avenir.

En France, la parution de *la Vérité* (en août 1929) et la transformation de la lutte de classes en revue mensuelle théorique combattant pour la Ligue communiste (opposition), qui est la fraction de gauche du parti, marquèrent un jalon important dans le développement de l'Opposition de gauche française. En Allemagne, l'année passée fut remplie par une lutte interne qui se termina par une scission inévitable dans le Leninbund. Ainsi, fut rendue possible la fusion des meilleurs éléments du Leninbund avec l'Opposition de Wedding* et du Palatinat, dans l'Opposition unifiée du Parti communiste allemand. De cette façon, l'Opposition de gauche allemande est finalement assurée de progresser largement sur la voie de l'action politique. Déjà la parution de son journal bimensuel *Der Kommunist* et sa lutte ardente aux côtés des ouvriers du parti l'ont engagée sur cette voie.

Aux États-Unis et au Canada, l'opposition s'est levée après le VI^e congrès mondial** et réussit à transformer son organe central en un hebdomadaire combatif appuyé par la Ligue communiste d'Amérique, qui combat pour la régénération du parti.

Dans les derniers mois, l'Opposition de gauche espagnole a fait de grands progrès. C'est dans le feu de l'action qu'elle doit maintenant mener le combat dans les masses ouvrières et paysannes. En Tchécoslovaquie, un groupe se prépare à publier son propre journal.

* Quartier ouvrier de Berlin.

** Lors du VI^e congrès de l'IC (juillet 1928), James P. Cannon, délégué américain, et Maurice Spector, délégué canadien, se virent remettre, en tant que membres de la commission du programme, une partie de la critique de Trotsky du projet de programme de l'IC qui avait été écrit par Boukharine. Ils « oublièrent » de rendre le texte de Trotsky qui parvenu aux États-Unis devint une pièce maîtresse dans la lutte contre le stalinisme.

Cependant, en Autriche et en Belgique, deux pays où l'Internationale communiste accumule les fautes, les défaites et l'impuissance et où la social-démocratie est particulièrement forte, l'opposition n'a pas réalisé, dans la dernière période, de grands progrès. En Belgique, il y a même un certain recul*. Seule une discussion approfondie et une impitoyable critique des fautes commises feront de nouveau progresser l'opposition.

Dans le Parti communiste italien s'est levée une nouvelle couche ardente d'oppositionnels**, convaincus de la nécessité de refondre le parti sur la base de la plate-forme de l'Opposition de gauche internationale.

Dans tous les pays où le communisme est ancré, où il gagne les meilleurs éléments révolutionnaires et où le centrisme le fait dégénérer, se lève l'Opposition de gauche. En Amérique du Sud, il existe deux groupes qui publient leurs propres journaux ; en Chine aussi, dans des conditions très dures, nos camarades ont engagé la lutte pour une juste politique dans la révolution prolétarienne. En Indochine enfin des cadres se lèvent qui formeront avec l'opposition le levain de la révolution prolétarienne.

L'Opposition communiste de gauche, quelle que soit sa force dans tel ou tel pays, ne peut se développer que dans un contact direct avec la marche réelle du mouvement ouvrier et avant tout avec la lutte révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne, avec le parti communiste. Grâce à la tradition de la révolution d'Octobre, le communisme officiel, sans tenir compte de son affaiblissement, réunit encore dans de nombreux pays la partie la plus active de la classe ouvrière. C'est pourquoi l'opposition rejette le mot d'ordre d'un second parti et d'une quatrième internationale. Elle se considère comme une fraction dont l'objectif est le redressement de l'Internationale communiste, sur la base véritable de Marx et de Lénine. Pour la même raison, elle ne s'écarte jamais de l'activité de l'avant-garde prolétarienne.

L'Opposition de gauche internationale prend position dans chaque question. Elle critique sans pitié les erreurs de politique de la direction officielle dans les démonstrations, les grèves, etc. En même temps, elle participe aux combats de l'avant-garde prolétarienne et gagne sa confiance sans faire de concessions d'aucune sorte aux leaders officiels. Durant les élections aux parlements, municipalités, etc., l'opposition appelle les ouvriers à

* Une scission s'est produite en 1930 dans l'Opposition belge avec Van Overstraeten et Hennaut, anciens secrétaires du PC, sur l'analyse de l'URSS et le nouveau parti.

** Trois membres du BP du PC italien, Tresso, Leonetti et Ravazzoli, sont exclus par Togliatti en février 1930 et rejoignent en avril l'Opposition de gauche internationale, formant la Nouvelle Opposition italienne (NOI).

voter pour les candidats du Parti communiste, en développant toutefois librement ses critiques et en essayant d'obliger les candidats à prendre des engagements politiques formels.

La politique générale de la gauche marxiste est facilitée par la formation d'une aile droite déclarée, expulsée par les centristes. L'opposition de droite a essentiellement un caractère national. Elle refuse de prendre position dans la question du caractère de la révolution russe. Son internationalisme se limite à l'échange de visites amicales entre chaque « groupe national ». Elle est guidée par le vieux principe social-démocrate : « vivre et laisser vivre ». Le type achevé en est fourni par le Parti ouvrier et paysan, formé en France il y a quelques mois après l'expulsion de quelques leaders municipalistes, parti qui s'achemine déjà ouvertement vers la social-démocratie.

La gauche communiste bâtit sa politique sur la base d'une analyse des développements du monde comme un tout. Il en découle la nécessité d'étudier chaque situation nationale dans toute sa précision concrète. Si, dans notre appréciation générale de la situation, nous procédons du général au particulier, dans notre action et nos luttes quotidiennes, nous procédons du particulier au général. Les particularités de chaque situation nous apparaissent d'autant plus précisément et concrètement que nous connaissons mieux le tout. C'est pourquoi l'unification internationale de la gauche communiste est la prémisses d'une politique révolutionnaire juste dans chaque pays, c'est-à-dire pour l'utilisation révolutionnaire de chaque particularité nationale.

L'Opposition communiste de gauche, dont la première réunion internationale s'est tenue au mois d'avril 1930, appelle tous les ouvriers communistes, tous les militants révolutionnaires à rallier son drapeau. La crise profonde que traverse aujourd'hui le mouvement communiste, les tâches devant lesquelles elle est actuellement placée et qu'elle doit résoudre dans le plus bref délai exigent le renforcement du lien qui unit l'Opposition de gauche internationale.

Il faut que, par son action quotidienne, par la voie de ses journaux, aux côtés de l'avant-garde révolutionnaire, l'opposition entraîne les ouvriers communistes à entrer dans ses rangs et à y lutter avec énergie.

Rien n'y contribuera plus fortement que le lien profond qui unit et continuera d'unir toujours plus étroitement l'Opposition de gauche internationale dans la lutte révolutionnaire.

Vive la dictature prolétarienne en Russie !

Vive l'Internationale communiste de Lénine !

Vive la révolution mondiale !

II

La préconférence de l'Opposition de gauche internationale

(4-8 février 1933)

INTRODUCTION

La préconférence qui s'est tenue à Paris du 4 au 8 février 1933, en présence de délégués de onze pays, « n'avait qu'un but très restreint » selon le commentaire de la Vérité. Il était temps d'améliorer le fonctionnement de la direction internationale et il fallait, surtout, préparer sérieusement la « première conférence internationale » dont la date était déjà fixée au mois de juillet suivant. Cela limitait singulièrement la portée de la préconférence. Le document politique, « L'Opposition de gauche internationale, ses tâches, ses méthodes », ne constituait que la première contribution à un large débat international. La préparation de six à sept textes définissant une orientation révolutionnaire face aux principaux sujets internationaux devait être menée à bonne fin dans un délai d'un mois. Ces projets furent loin d'être réalisés puisqu'une nouvelle conférence internationale n'eut lieu que trois ans plus tard. Aussi, le texte de 1933, première plate-forme de l'Opposition de gauche internationale, restera au long des années son principal document de référence.

Dans le corps de cet écrit se trouvent les « Onze points » — remarquable, condensé du programme des bolcheviks-léninistes — conçus comme le prolongement des textes des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Les oppositionnels proclameront sans relâche leur attachement aux acquis des congrès du temps de Lénine complétés par les « Onze points ». Trotsky a produit ce texte à Prinkipo, le 22 décembre 1932, après son voyage au Danemark.

Trotsky s'était rendu à Copenhague à l'invitation des étudiants socialistes pour prononcer un discours à l'occasion du 15^e anni-

versaire de la Révolution russe. Il y a séjourné du 23 novembre au 2 décembre 1932. Le voyage s'est décidé inopinément et a pris de court les militants de l'Opposition. Il ne pouvait être envisagé d'adopter des thèses dans ces conditions. Au demeurant, un nombre restreint de sections était représenté et les militants accourus pour le rencontrer et assurer sa protection n'étaient pas mandatés par leurs organisations pour prendre des décisions.

Il y avait là dix Allemands : O. Fischer, A. Grylewicz, O. Hippe, H. Schneeweiss, J. Schöffmann, B. Weinberg, G. Jungclas, E. Kohn, C. Munter et K. Störtenbecker (les quatre derniers venant de Hambourg) ; huit Français : Pierre et Denise Naville, Gérard Rosenthal, Jeanne Martin, Jean Meichler, Robert Buren, Raymond Molinier et Pierre Frank ; trois Italiens : Pietro Tresso, Lucienne Tedeschi et Alfonso Leonetti ; Henrik Sneevliet (Hollande), Jan Frankel (Tchécoslovaquie), Harry Wicks (Angleterre), Léon Lesoil (Belgique), B.J. et Esther Field (États-Unis, à titre personnel).

Ces vingt sept militants avaient amplement débattu les thèmes qui furent traités dans les « Onze points ». Staline fit annoncer sur-le-champ qu'une conférence trotskyste se tenait à Copenhague, information propre à effrayer le gouvernement danois et à l'inciter à refuser à Trotsky un droit de séjour permanent dans le pays. Et il obtint gain de cause.

Le Danemark refusa de prolonger le visa accordé pour huit jours, ne serait-ce que pour une autre semaine et aucun autre pays européen n'accorda le droit d'asile à Trotsky qui se vit contraint, à l'encontre de ses espoirs, de retourner dans la lointaine île turque, sans obtenir même un répit de quelques jours au cours de son transit en France.

Trotsky dément l'allégation de Staline et indique que les conditions n'étaient, « malheureusement », pas requises pour tenir une véritable conférence. Les discussions informelles sur les sujets les plus brûlants ont pourtant été très fructueuses et ont permis pour la première fois à Trotsky d'avoir un contact direct et un échange de vues prolongé avec d'aussi nombreux militants oppositionnels originaires de plusieurs pays. Ce qui conduit Trotsky à cette conclusion : « La réunion imprévue, improvisée, de deux douzaines de bolcheviks-léninistes de sept pays européens sera considérée comme une réalisation importante dans l'histoire de notre fraction internationale. »

Rentré à Prinkipo le 12 décembre, il établit le 16 un bilan de ses rencontres qui dresse l'état de l'Opposition de gauche sur le plan international et préfigure le texte qu'il écrira quelques jours plus tard (cf. Writings of L. Trotsky 1932-1933).

Le document voté par la préconférence comprend deux parties distinctes. Il est à remarquer, dans la première partie d'ordre programmatique, publiée dans la Vérité du 22.2.1933, que la ligne de la réforme de l'Internationale communiste est encore soutenue avec une grande fermeté et que l'idée d'un nouveau parti révolutionnaire est âprement combattue. Cette orientation sera remise en question et révisée profondément quelques mois plus tard. Trotsky ne désespère pas de voir le prolétariat allemand, dans un ultime sursaut, engager le combat décisif pour endiguer la vague montante du fascisme et, en abattant Hitler, ouvrir une crise révolutionnaire. Il ne veut pas se résigner à envisager la catastrophe. Tout doit être mis en œuvre, jusqu'au bout, pour aider le prolétariat allemand à affronter le nazisme et à conquérir le pouvoir au moyen d'une politique active de front unique. Et Trotsky lance l'avertissement prophétique : « La victoire du fascisme en Allemagne et l'écrasement du prolétariat allemand permettraient à peine à l'IC de survivre. » Il faut encore relever que l'argument central opposé par Trotsky à la proposition du second parti est que cela se traduirait en URSS par « une politique d'insurrection armée et une nouvelle révolution ».

La seconde partie du texte (traduite à partir de Documents of the Fourth International) qui a trait aux problèmes internes et aux crises de diverses sections, n'était pas destinée à être rendue publique. Elle témoigne de l'état des forces de l'Opposition de gauche et, principalement, de la difficulté extrême de créer un mouvement possédant une certaine cohérence. La crise de la section espagnole, dont aucun membre n'avait fait le déplacement à Copenhague, était particulièrement préoccupante (cf. Trotsky, la Révolution espagnole, textes présentés par P. Broué, éd. de Minuit), ainsi que celle de la section allemande dont deux dirigeants, les frères Sobolevicius, alias Roman Well et Sénine, agents de la Guépéou infiltrés, venaient de se démasquer. On en eut la confirmation après la Seconde Guerre mondiale par les aveux qu'ils ont faits devant un tribunal américain.

La situation générale aura beaucoup évolué à l'ouverture de la préconférence qui se déroulera à l'instant tragique où Hitler vient d'accéder très tranquillement au pouvoir, par la voie la plus légale. Il est nommé chancelier le 30 janvier par le président de la République, le maréchal Hindenburg, qui avait été élu avec l'appui des voix social-démocrates sous le prétexte de lui faire barrage. Le puissant mouvement ouvrier allemand et le PCA, encore intacts, demeurent passifs. L'immense vague répressive se

mettra en branle à la suite de l'incendie du Reichstag du 27 février. La préconférence lance un ultime appel angoissé au prolétariat allemand. Il ne faut pas se résigner à l'irréparable ; tout n'est pas perdu ; on peut encore vaincre le fascisme à condition de réaliser immédiatement le front unique. Mais on doit passer à l'offensive et engager le combat sans perdre un seul jour. Un télégramme est même adressé à l'Internationale communiste. A l'encontre des dirigeants staliniens qui cherchent une consolation en faisant croire que la victoire de Hitler sera passagère, de courte durée, les bolcheviks-léninistes étaient profondément convaincus qu'elle aurait pour effet un épouvantable écrasement du prolétariat allemand.

Présentation

Au début du mois de février eurent lieu à Paris les travaux de la préconférence de l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes). Ces travaux se sont poursuivis pendant cinq jours. Les sections nationales suivantes avaient envoyé leurs délégués : russe, allemande, française, belge, grecque, bulgare, anglaise, italienne (NOI), suisse, espagnole et américaine. D'autres ont envoyé leur adhésion.

Le but de la préconférence était double : d'abord, il s'agissait de passer en revue les forces de l'Opposition de gauche dans les divers pays, faire un premier examen de certaines situations intérieures, comme en Allemagne et en Espagne, donner à l'Opposition de gauche une direction internationale correspondant à son développement actuel et préparer la conférence internationale de l'opposition bolchevik-léniniste. Ces deux objectifs ont été entièrement atteints.

Dans la presse intérieure à l'Opposition de gauche, les camarades trouveront les textes des résolutions qui ont été approuvées. Il s'agit d'une série de résolutions qui tranchent, sur le terrain de l'organisation, des situations qui, en fait, étaient déjà tranchées dans la pratique depuis longtemps, par exemple la sanction de la séparation organisationnelle d'avec la fraction de gauche du Parti communiste d'Italie (bordiguistes). D'autres situations, par contre, ont été seulement posées et, pour celles-ci, la position définitive de l'OGI ne pourra être fixée qu'à la suite d'une discussion et d'une expérience ultérieure.

Sur le terrain de l'organisation, la décision la plus importante, celle pour laquelle la préconférence a été en réalité convoquée, concerne la direction de notre organisation internationale. Il

serait faux d'affirmer que tout a été définitivement résolu sur ce terrain, mais sans aucun doute un grand pas en avant a été fait. La préconférence a décidé la constitution d'un Plénum composé, pour le moment, des délégués des cinq principales sections de l'OGI et précisément des sections allemande, française, belge, grecque et russe. En outre, la préconférence a nommé un Secrétariat international responsable devant le Plénum et révocable par celui-ci. Cela peut être — chacun le voit — un pas décisif dans la consolidation de notre organisation internationale et dans son fonctionnement en tant qu'organisation.

Pour la préparation de la conférence, la préconférence a d'abord approuvé comme base le document que nous publions ci-dessous. Ce document est soumis, maintenant, à l'examen des sections et des camarades qui devront donner leurs suggestions, rectifications ou amendements, dans un délai de quatre semaines. Nous attirons donc l'attention de tous les camarades et de tous nos groupes sur ce document qui est destiné à devenir la base de principe de l'OGI.

En outre, la préconférence a décidé la préparation d'une série de thèses qui devront être rédigées par les sections responsables d'ici au 15 avril et publiées aussitôt. La discussion des projets des thèses durera trois mois et en juillet devra être convoquée la conférence.

La préconférence aurait manqué à sa tâche si elle ne s'était pas entretenue de la situation allemande. Toute prévention formelle sur ce point aurait été un crime. La préconférence a constaté que la capitulation du petit groupe Well devant le stalinisme, juste au moment de la confirmation éclatante des positions de l'OGI en Allemagne, n'a nullement ébranlé notre section allemande. La sortie du groupe Well, au contraire, a déjà permis à nos camarades allemands un premier redressement sérieux de leur politique. La préconférence a décidé que tous les camarades adhérents à l'OGI devront verser une journée de leur salaire d'ici au 1^{er} du mois de mars, pour venir en aide à nos camarades allemands dont la tâche, à l'heure actuelle, a une importance formidable.

La préconférence a décidé aussi de lancer un appel — dont le texte a été publié dans le dernier numéro de *la Vérité* — au prolétariat allemand. Signalons ici l'importance historique de ce simple appel. Hitler est à la tête du gouvernement depuis presque un mois, et l'Internationale communiste (muselée par la fraction stalinienne qui, au nom de la théorie du socialisme dans un seul pays, capitule toujours davantage devant l'impérialisme mondial) se tait. Elle se tait aujourd'hui comme elle s'est tue hier

devant les événements de Shanghai, de Mandchourie et d'Espagne. A sa place ont parlé, sur la situation allemande, deux semaines *après coup*, les directions des partis français, allemand et polonais dans un appel qui ne donne ni une ligne, ni un mot d'ordre, ni une perspective au prolétariat allemand menacé d'anéantissement par le fascisme.

Le silence que la fraction stalinienne impose à l'IC et le vide bureaucratique du soi-disant appel des directions du PCA, PCP et PCF démontrent à la lumière des faits que l'internationalisme prolétarien trouve aujourd'hui son expression la plus élevée sous le drapeau de l'Opposition de gauche.

La préconférence, qui s'est déroulée dans un moment particulièrement critique pour le prolétariat allemand et international et pour l'URSS, a démontré la cohésion et la force déjà atteinte par l'Opposition de gauche internationale.

Les tâches qui se posent devant notre organisation internationale sont immenses, mais les travaux accomplis, le chemin déjà parcouru démontrent qu'elle ne faillira pas devant les épreuves qui l'attendent.

La Vérité, n° 142, 16 février 1933.

Appel aux membres du Parti communiste d'Allemagne, aux ouvriers sociaux-démocrates, au prolétariat allemand

Camarades,

Plus que jamais, dans ce moment, le prolétariat mondial a les yeux tournés vers l'Allemagne.

Avec une inquiétude et une tension croissante, il suit la lutte que vous menez contre les étrangleurs de vos libertés, de votre vie. Il se rend bien compte que le succès des forces de la réaction pour vous imposer sa vile dictature aura des conséquences énormes pour le sort des masses travailleuses du monde entier.

Après avoir passé par diverses étapes, la réaction fasciste a réussi à s'installer au pouvoir. Vous savez tous dans quelles conditions cela a pu se produire. Il a fallu pour cela la trahison de la social-démocratie et la politique néfaste du stalinisme, il a fallu que la masse énorme du prolétariat allemand soit tenue, pour des années et des années, dans la division et l'inaction.

Camarades,

C'est pour nous écraser, pour trouver une issue que la bourgeoisie allemande, les grands potentats de la banque et de

l'industrie, les hobereaux et les cliques locales ont porté les chemises brunes au pouvoir. En finir avec les conquêtes arrachées par vous et par vos pères dans une lutte héroïque de trois quarts de siècle ; détruire vos organisations politiques et syndicales ; vous réduire au complet esclavage : voilà la tâche de la dictature fasciste. La dictature fasciste c'est l'enfer du prolétariat.

Non, camarades, le prolétariat mondial ne peut pas croire que ses frères d'Allemagne se laisseront réduire à la condition d'esclaves. L'ennemi fasciste, qui est décidé à atteindre son objectif par le sang et par la mort, rencontrera sur sa route la résistance décidée et invincible des millions de travailleurs allemands. Le prolétariat allemand saura affronter la lutte âpre, la lutte sanglante, la guerre civile pour se défendre et battre des ennemis mortels.

Nous, les bolcheviks-léninistes, après avoir pendant des années attiré l'attention du prolétariat allemand et du monde entier sur le danger du fascisme en Allemagne, après avoir montré la voie pour le battre et en triompher, après avoir dénoncé la trahison des chefs social-démocrates et fustigé la tactique criminelle de la fraction stalinienne qui tient dans ses mains la direction de l'Internationale communiste et du PCA, en ce moment du plus grand et plus tragique danger, nous nous adressons à vous, les membres du PCA, à vous ouvriers sociaux-démocrates, à tous les prolétaires d'Allemagne et nous vous disons :

Il est encore temps !

La victoire contre le fascisme est encore possible. Celui qui vous dit que tout est perdu, que désormais la lutte est vaine, celui-là vous trahit. Vous pouvez encore vaincre. Mais pour emporter la victoire, pour éviter la défaite, il faut que toute la classe ouvrière s'unisse dans la lutte contre la réaction.

Cela est possible à une seule condition : que toutes les organisations du prolétariat allemand, le Parti communiste, le Parti social-démocrate, les organisations syndicales, les conseils d'usine, etc., entreprennent la lutte commune contre le fascisme.

Réaliser le front unique d'organisation à organisation, constituer dans chaque usine, dans chaque lieu de pointage, dans chaque quartier, partout, vos organes de défense. Voici la voie : à travers des luttes partielles, passer de l'action générale à la grève générale de combat contre le fascisme qui amènera, par les organisations populaires de combat, par les soviets, à l'écrasement de la réaction et à la conquête du pouvoir.

Membres du PCA !

Exigez que la direction de votre parti propose, de la base au sommet, le Front unique au Parti social-démocrate, à la Confédération des syndicats et à toutes les organisations du prolétariat d'Allemagne, pour la lutte commune contre le fascisme.

Ouvriers socialistes !

Imposez à vos chefs la réalisation du front unique, la seule arme par laquelle, vous et vos frères de classe, pouvez défendre votre vie.

Agir immédiatement signifie ne pas laisser à l'ennemi le choix de l'attaque, signifie s'engager dans la bataille dans des conditions qui nous permettent de vaincre.

La révolution allemande traverse un moment historique dans lequel le sort de l'Allemagne prolétarienne, le sort de l'URSS sont en jeu.

L'histoire vouera à la honte ceux qui en ce moment critique désertent le champ de bataille.

Exigez l'action commune du front prolétarien.

Formez vos organisations de combat.

Luttez jusqu'à la mort pour le salut du prolétariat allemand.

Vous tenez dans vos mains le sort du prolétariat mondial et de la révolution russe.

Debout les millions de prolétaires d'Allemagne !

Ecrasez le fascisme !

Vive l'action commune du front prolétarien !

Vive la victoire du prolétariat !

L'Opposition communiste de gauche internationale
(bolcheviks-léninistes).

La Vérité, n° 141, 9 février 1933.

Télégramme envoyé au Komintern

Comité exécutif. Komintern, Moscou.

Préconférence Opposition gauche internationale (bolcheviks-léninistes).

Face gravité situation allemande et menaces contre URSS, demande convocation urgence congrès mondial Internationale communiste avec participation Opposition gauche internationale.

Invite Komintern proposer Front unique aux organisations IOS, ISR, FSI, pour action commune prolétariat allemand et international contre fascisme allemand, pour défense URSS.

L'Opposition de gauche internationale, ses tâches, ses méthodes

(En vue de la prochaine conférence internationale.)

La tâche de la prochaine conférence internationale de l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) consiste à adopter une plate-forme clairement et exactement formulée, un statut d'organisation et à élire les instances dirigeantes. Le travail intérieur théorique, politique et organisationnel de l'Opposition de gauche dans les divers pays, surtout pendant les quatre dernières années, a créé les prémisses suffisantes pour accomplir cette tâche.

Les documents fondamentaux programmatiques et politiques de l'Opposition de gauche ne sont pas édités en moins de quinze langues. L'Opposition de gauche dispose de 32 périodiques dans 16 pays. Elle a réorganisé et fortifié ses sections dans 9 pays et en a créé de nouvelles pendant les trois dernières années dans 7 pays. Mais la conquête la plus importante et la plus précieuse est l'élévation incontestable du niveau théorique de l'Opposition de gauche internationale, la cohésion croissante de ses idées et son initiative révolutionnaire grandissante.

Origine de l'Opposition de gauche en URSS

L'Opposition de gauche se dressa en 1923, il y a dix ans, dans le pays de la révolution d'Octobre, dans le parti dirigeant du premier État ouvrier. L'arrêt dans le développement de la révolution mondiale provoqua inévitablement une réaction politique dans le pays de la révolution d'Octobre. Une contre-révolution achevée signifie le remplacement de la domination d'une classe par celle d'une autre : la réaction commence et se développe pendant la domination de la classe révolutionnaire. La force motrice de la réaction contre Octobre fut la petite bourgeoisie, surtout les sommets de la paysannerie. La bureaucratie, apparentée à la petite bourgeoisie, se présentait comme le porte-parole de cette réaction. Trouvant un appui dans la pression des masses petites-bourgeoises, elle conquiert, aux dépens du prolétariat, une indépendance très large. Passant en fait du programme de la révolution internationale au national-réformisme, elle fit de la théorie du socialisme dans un seul pays sa doctrine officielle. L'aile gauche du prolétariat tomba sous les coups de la bureaucratie soviétique unie aux masses petites-bourgeoises, principalement aux masses paysannes, et même à certaines couches d'ouvriers. Telle est la dialectique du remplacement du léninisme par le stalinisme.

Après la défaite organisationnelle de l'Opposition de gauche, la politique officielle devint définitivement une politique de louvoiement empirique entre les classes. La dépendance de la bureaucratie envers le prolétariat s'est cependant manifestée en ce que, malgré la série de ses tentatives, elle n'osa pas ou ne put pas renverser les conquêtes fondamentales de la révolution d'Octobre : la nationalisation de la terre, la nationalisation de l'industrie, le monopole du commerce extérieur. De plus, vers 1928, se sentant menacée par ses alliés petits-bourgeois, surtout par les koulaks, de la perte de tout appui dans le prolétariat, la bureaucratie du parti exécuta un brusque tournant à gauche. Les produits extrêmes de ce zigzag furent les rythmes aventuriers de l'industrialisation, la collectivisation généralisée et la défaite administrative des koulaks. La désorganisation de l'économie provoquée par cette politique aveugle amena au commencement de cette année un nouveau tournant à droite.

Par sa position privilégiée et ses méthodes administratives de pensée, la bureaucratie soviétique possède bien des traits communs avec la bureaucratie réformiste des pays capitalistes. Elle est beaucoup plus encline à avoir confiance dans le Kouou-min-tang « révolutionnaire », la bureaucratie « gauche » des Trade Unions bureaucratiques, les « amis » petits-bourgeois de l'Union soviétique, les pacifistes libéraux et radicaux que dans l'initiative révolutionnaire et indépendante du prolétariat. Cependant, la nécessité de défendre sa position dans l'État ouvrier amène chaque fois la bureaucratie soviétique en conflit avec les laquais réformistes du capital. Ainsi, dans des conditions historiques particulières, s'est dégagée du bolchevisme prolétarien la fraction du centrisme bureaucratique qui a plaqué sa main pesante sur toute une époque du développement de la République soviétique et de la classe ouvrière mondiale.

Le centrisme bureaucratique est la défiguration la plus frauduleuse de l'État ouvrier, mais, même bureaucratiquement défigurée, l'Union soviétique reste un État ouvrier. Transformer la lutte contre la bureaucratie centriste en lutte contre l'État soviétique signifierait se placer sur le même plan que la clique staliniste qui déclare : « l'État, c'est moi ».

La défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre l'impérialisme mondial est une tâche si élémentaire pour chaque prolétaire révolutionnaire que, sur cette question, l'Opposition de gauche n'admet dans son sein ni hésitations ni doutes. Comme elle l'a fait jusqu'à présent, elle rompra sans pitié avec tous les groupes et éléments qui essaieraient de prendre une position

« neutre » entre l'Union soviétique et le monde capitaliste (Monatte-Louzon en France, groupe Urbahns en Allemagne, etc.).

L'Opposition de gauche dans les pays capitalistes

La III^e Internationale surgit en tant que résultat immédiat de l'expérience acquise par les ouvriers avancés dans la guerre impérialiste, dans l'époque d'ébranlement d'après-guerre et surtout dans la révolution d'Octobre. Cela prédéterminait le rôle dirigeant du bolchevisme russe dans la III^e Internationale et, par conséquent, l'influence de ses luttes intérieures sur le développement des autres sections nationales. Il est cependant absolument injuste de considérer l'évolution de l'Internationale communiste dans les dix dernières années comme le simple reflet de la lutte fractionnelle dans le Parti communiste de l'Union soviétique. Dans le développement du mouvement ouvrier mondial, il y avait des causes internes qui poussaient les jeunes sections de l'IC vers la bureaucratie stalinienne.

Les premières années après la guerre furent partout, surtout en Europe, une époque d'attente du renversement proche de la domination bourgeoise. Mais, au moment où éclata la crise intérieure du PCUS, la majorité des sections européennes en étaient arrivées à subir les premières grandes défaites et déceptions. Notamment, la retraite impuissante du prolétariat allemand en octobre 1923 produisit une forte dépression. Une nouvelle orientation politique devint pour la majorité des partis communistes une nécessité interne. Quand la bureaucratie soviétique, exploitant la désillusion des ouvriers russes envers la révolution européenne, émit la théorie nationale-réformiste du socialisme dans un seul pays, la jeune bureaucratie des autres pays respira avec soulagement : la nouvelle perspective lui ouvrait une voie vers le socialisme indépendamment de la marche de la révolution internationale. Ainsi la réaction intérieure en URSS coïncida avec la réaction dans les pays capitalistes et créa les conditions pour une répression administrative couronnée de succès de la bureaucratie centriste contre l'Opposition de gauche.

Dans leur mouvement continu vers la droite, les partis communistes se heurtèrent cependant au Kouo-min-tang réel, à la bureaucratie réelle des Trade Unions et de la social-démocratie, comme les staliniens se heurtèrent aux koulaks réels. Le nouveau zigzag, qui se manifesta après cela, amena la rupture de la majorité officielle de l'IC en un centrisme dirigeant et une aile d'opposition de droite.

Dans le camp du communisme, on peut ainsi, pendant les trois dernières années, observer trois groupements fondamentaux : l'aile marxiste (bolcheviks-léninistes), la fraction centriste (staliniens), et enfin l'aile droite, au fond droite-centriste (brandlériens) glissant immédiatement au réformisme. Le développement politique, dans presque tous les pays sans exception, a confirmé et confirme tous les jours la justesse et la réalité vivante de cette classification.

Il reste extrêmement caractéristique que le centrisme, pendant de longues périodes, travailla la main dans la main avec les droitiers comme avec un courant principalement apparenté, mais ne fit jamais bloc avec les bolcheviks-léninistes contre eux. Comme tout opportunisme, l'aile droite, considérée à l'échelle internationale se caractérise par une hétérogénéité extrême, par les contradictions de ses diverses parties nationales, jointes à une hostilité commune irréductible à l'égard des bolcheviks-léninistes.

En URSS, dans les conditions de la dictature, en l'absence de partis légaux d'opposition, l'opposition de droite devient inévitablement l'instrument de la pression des forces des classes hostiles au prolétariat : en cela consiste le danger principal de l'opposition de droite ; d'autre part, la conscience de ce danger paralyse ceux des dirigeants de l'opposition de droite qui, par tout leur passé, sont attachés au parti. Dans les pays capitalistes où, à droite du PC, se déploient toutes les nuances du réformisme, l'opposition de droite (brandlériens) n'a aucun champ d'action. Directement ou indirectement, l'opposition de droite cède à la social-démocratie ses organisations de masse, dans la mesure où elle en a eu (Tchécoslovaquie, Suède), sauf des éléments révolutionnaires qui trouvent la voie vers les bolcheviks-léninistes (Tchécoslovaquie, Pologne). Les cadres brandlériens qui existent encore çà et là (Allemagne, États-Unis) fondent leurs calculs sur l'espoir que, tôt ou tard, la bureaucratie stalinienne les graciera et les rappellera ; en vertu de cette perspective, ils mènent contre l'Opposition de gauche une campagne de calomnies tout à fait dans l'esprit du stalinisme.

Les principes fondamentaux de l'Opposition de gauche

L'Opposition de gauche internationale se situe sur la base des quatre premiers congrès de l'IC. Cela ne signifie pas qu'elle jure fidélité à chaque lettre de leurs décisions, parmi lesquelles certaines eurent un caractère purement conjoncturel et qui, dans leurs divers résultats pratiques, se trouvèrent démenties par la pratique ultérieure. Mais toutes les décisions fondamentales

(attitude envers l'impérialisme et l'État bourgeois, la démocratie et le réformisme : problèmes de l'insurrection ; dictature du prolétariat ; attitude envers la paysannerie et les nations opprimées ; soviets ; travail dans les syndicats ; parlementarisme ; politique du front unique) restent encore maintenant la plus haute expression de la stratégie prolétarienne à l'époque de la crise du capitalisme.

L'Opposition de gauche internationale rejette les décisions révisionnistes des V^e et VI^e congrès et considère comme nécessaire une refonte radicale du programme de l'IC, dans lequel l'or du marxisme est absolument avili par le plomb du centrisme.

Conformément à l'esprit et au sens des décisions des quatre premiers congrès et en poursuivant leur développement, l'Opposition de gauche propose, développe théoriquement et réalise pratiquement les principes suivants :

1. Indépendance du parti prolétarien, toujours et en toutes circonstances ; condamnation de la politique du Comité anglo-russe* ; condamnation de la théorie staliniste des partis bipartistes ouvriers-paysans et de toute la pratique basée sur cette théorie ; condamnation de la politique du congrès d'Amsterdam**, où le Parti communiste s'est dissous dans le marais pacifiste.

2. Reconnaissance du caractère international et par là même permanent de la révolution prolétarienne ; rejet de la théorie du socialisme dans un seul pays, ainsi que de la politique du national-bolchevisme en Allemagne, qui la complète (plate-forme de la « libération nationale »).

3. Reconnaissance de l'État soviétique comme État ouvrier, malgré la perversion grandissante du régime bureaucratique. Obligation inconditionnelle pour tout ouvrier de défendre l'État soviétique aussi bien contre l'impérialisme que contre la contre-révolution intérieure.

4. Condamnation de la *politique économique* de la fraction stalinienne aussi bien dans son stade d'opportunisme écono-

* Comité anglo-russe formé entre les directions des syndicats britanniques et russes officiellement pour rétablir l'unité syndicale internationale. Selon les vues de Staline, il devait contribuer à la défense de l'URSS face à l'impérialisme anglais menaçant. Combinaison purement bureaucratique qui ne fit qu'avaliser la direction réformiste des Trade Unions et, notamment sa trahison de la grève générale de mai 1926.

** Le congrès international contre la guerre d'août 1932 à Amsterdam était davantage une manifestation spectaculaire qu'un réel front unique de combat. Les trotskystes se servirent, néanmoins, de sa tribune.

mique des années 1923-1928 (lutte contre les « superindustrialisateurs » et appui sur le koulak) que dans son stade d'aventurisme économique des années 1928-1932 (rythmes d'industrialisation exagérés, collectivisation généralisée, liquidation administrative des koulaks en tant que classe); condamnation de la criminelle légende bureaucratique selon laquelle l'Union soviétique serait déjà « entrée dans le socialisme ». Reconnaissance de la nécessité du retour à la politique économique réaliste du léninisme.

5. Reconnaissance de la nécessité du travail systématique dans les *organisations prolétariennes de masse*, surtout dans les syndicats réformistes. Condamnation de la théorie et de la pratique des syndicats rouges (RGO) en Allemagne et des organisations analogues dans d'autres pays.

6. Rejet de la formule « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » comme régime spécial différant de la dictature du prolétariat, entraînant derrière lui les masses paysannes et, en général, les masses opprimées. Rejet de la théorie antimarxiste de la transformation pacifique de la dictature démocratique en dictature socialiste.

7. Reconnaissance de la nécessité de la mobilisation des masses sous des mots d'ordre transitoires, répondant à la situation concrète de chaque pays, et en particulier sous des mots d'ordre démocratiques dans la mesure où il s'agit de la lutte contre les conditions féodales, contre l'oppression nationale ou contre les diverses formes de la dictature impérialiste avouée (fascisme, bonapartisme, etc.).

8. Reconnaissance de la nécessité d'une large politique de front unique vis-à-vis des organisations ouvrières de masse, aussi bien syndicales que politiques, y compris la social-démocratie en tant que parti. Condamnation du mot d'ordre ultimiste du « front unique seulement à la base » qui signifie pratiquement le refus d'une politique de front unique et, par conséquent, le refus de créer des soviets. Condamnation de l'application opportuniste de la politique du front unique, comme dans le Comité anglo-russe (bloc avec les chefs sans les masses et contre les masses), double condamnation de la politique de l'actuel Comité central allemand qui allie le mot d'ordre ultimiste « seulement à la base » à la pratique opportuniste des combinaisons parlementaires occasionnelles avec les sommets social-démocrates.

9. Rejet de la théorie du social-fascisme et de toute la pratique qui lui est attachée, parce que servant, d'une part le fascisme et, d'autre part, la social-démocratie.

10. Distinction dans le champ du communisme actuel de trois groupements : marxiste, centriste et droitiers ; reconnaissance de l'impossibilité d'unions politiques avec les droitiers contre le centrisme ; appui au centrisme contre l'ennemi de classe ; lutte implacable et systématique contre le centrisme et sa politique en zigzag.

11. Reconnaissance de la nécessité de la démocratie intérieure au parti non seulement en paroles, mais aussi en fait ; condamnation impitoyable du régime stalinien plébiscitaire (piétinement de la pensée et de la volonté du parti, usurpation, suppression frauduleuse d'informations au parti, etc.).

Les principes fondamentaux énumérés ci-dessus, qui ont une importance décisive pour la stratégie prolétarienne à l'époque actuelle, opposent implacablement l'Opposition de gauche à la fraction centriste dirigeante actuellement en URSS et dans l'IC. La reconnaissance de ces principes sur la base des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste représente la condition nécessaire pour l'admission de diverses organisations, groupes et individus au sein de l'Opposition de gauche internationale.

Fraction et non parti

L'Opposition de gauche internationale se considère comme fraction de l'IC, de même que ses diverses sections se considèrent comme les fractions des PC nationaux. Cela signifie que l'Opposition de gauche ne considère pas comme définitif le régime organisationnel créé par la bureaucratie stalinienne. Au contraire, son but est d'arracher le drapeau du bolchevisme des mains de la bureaucratie usurpatrice et de rétablir l'Internationale communiste sur la base des principes de Marx et de Lénine. Qu'une telle politique soit la seule juste dans les conditions actuelles, cela est confirmé aussi bien par l'analyse théorique que par l'expérience historique.

Bien que les conditions particulières du développement de la Russie aient amené le bolchevisme à la rupture définitive avec le menchevisme dès 1912, le Parti bolchévique continua à faire partie de la II^e Internationale jusqu'à la fin de 1914. Il fallut la leçon de la Première Guerre mondiale pour poser la question d'une nouvelle internationale, il fallut la révolution d'Octobre pour constituer cette nouvelle internationale.

Une catastrophe historique telle que l'écroulement de l'État soviétique emporterait évidemment aussi avec elle la III^e Internationale. De même, la victoire du fascisme en Allemagne et l'écrasement du prolétariat allemand permettraient à peine à l'IC

de survivre aux résultats de sa politique désastreuse. Mais qui donc, dans le camp de la révolution, oserait affirmer actuellement qu'on ne peut éviter ni prévenir l'écroulement du pouvoir soviétique ou la victoire du fascisme en Allemagne? Pas l'Opposition de gauche, en tout cas. Sa politique, au contraire, est entièrement orientée pour défendre l'Union soviétique et pour aider le prolétariat allemand non seulement à se mesurer avec le fascisme, mais aussi à conquérir le pouvoir. Restant sur le terrain de la révolution d'Octobre et de la III^e Internationale, l'Opposition de gauche rejette l'idée de partis communistes parallèles.

La responsabilité de la scission du communisme retombe entièrement sur la bureaucratie stalinienne. A tout moment, les bolcheviks-léninistes sont prêts à rejoindre les rangs de l'IC et à observer scrupuleusement la discipline dans l'action, tout en menant en même temps sur la base de la démocratie intérieure au parti une lutte implacable contre le centrisme bureaucratique. Mais aujourd'hui, dans les conditions de la scission, notre appartenance à l'Internationale communiste peut s'exprimer non par notre autolimitation organisationnelle, non par le refus d'initiative politique indépendante et du travail de masses, mais dans le contenu même de notre politique. L'Opposition de gauche ne s'adapte pas à la bureaucratie stalinienne, elle ne se tait pas sur ses crimes; au contraire, elle les soumet à sa critique implacable. Cependant, le but de la critique ne consiste pas à opposer des partis concurrents aux partis communistes existants, mais à attirer aux côtés de l'Opposition de gauche le noyau prolétarien fondamental des partis officiels, et, de cette façon, à rétablir ceux-ci sur leur base marxiste.

C'est en URSS que cette question se pose de la façon la plus claire et la plus aiguë. La politique du second parti y signifierait une politique d'insurrection armée et de nouvelle révolution. La politique de fraction signifie la réforme intérieure du parti et de l'État ouvrier. Contrairement aux calomnies de la bureaucratie stalinienne et de ses partisans, l'Opposition de gauche reste pleinement et totalement sur la voie de la réforme.

Notre attitude envers l'Internationale communiste est définie par le nom de notre fraction : Opposition de gauche. Le contenu de nos idées et de nos méthodes se caractérise assez exactement par le nom : bolcheviks-léninistes. Chacune des sections doit porter ces deux noms, qui se complètent réciproquement l'un l'autre.

Homogénéiser les rangs de l'Opposition de gauche

La composition de la conférence internationale

L'Opposition de gauche ne peut croître et se renforcer qu'à la condition de purger ses rangs d'éléments de rencontre ou étrangers.

La vague révolutionnaire d'après-guerre n'a pas seulement soulevé la jeune génération du prolétariat, elle a également revigoré une grande variété de groupes sectaires qui cherchaient leur chemin du côté de l'anarchisme, du syndicalisme, du pur propagandisme, etc. Nombreux furent ceux qui espéraient trouver un cadre favorable à leurs idées confuses dans l'Internationale communiste. Des éléments petit-bourgeois bohèmes, tirés de leur routine par les soulèvements pendant et après la guerre, se rangèrent en masse sous la bannière du communisme. Une partie de cette armée bigarrée de partisans se dispersa dans le mouvement communiste et pénétra son appareil ; les braconniers font souvent les meilleurs gendarmes. Les éléments déçus, en revanche, ou bien se détournèrent immédiatement de la politique, ou alors s'efforcèrent, en chemin, de s'attacher à l'Opposition de gauche. Ces éléments-là sont prêts à accepter les meilleurs principes, en paroles, à condition qu'ils ne les empêchent pas de demeurer des bourgeois (Paz et Cie), qu'ils ne soient pas obligés d'observer une discipline de pensée et d'action (Souvarine) ou d'abandonner leurs préjugés syndicalistes et autres (Rosmer).

Abordant la tâche de former ses rangs à l'échelle nationale aussi bien qu'internationale, l'Opposition de gauche devait bien commencer avec les divers groupes existant réellement. Mais, dès l'origine, il était clair, pour le noyau fondamental de l'Opposition de gauche internationale, qu'une combinaison mécanique de groupes séparés se considérant partie prenante de l'OGI ne se concevait que comme point de départ, et qu'ultérieurement, sur la base d'un travail théorique et politique aussi bien que de la critique interne, la sélection indispensable devait être faite. De fait, les quatre dernières années ont été, pour l'Opposition de gauche internationale, une période non seulement de clarification et d'approfondissement de la théorie dans chaque pays, mais aussi celle de sa purge d'éléments étrangers, sectaires, et bohémiens-aventuristes, sans positions de principes, qui ne se sont pas attelés sérieusement à la cause, sans lien avec les masses, dénués du sens de la responsabilité et de la discipline et, pour cela, d'autant plus enclins à écouter les voix du carriérisme (Landau, Mill, Graef, Well, et autres variantes du même type général).

Le principe du parti démocratique n'est en rien identifiable au principe de la porte ouverte. L'Opposition de gauche n'a jamais demandé aux staliniens de transformer le parti en une somme mécanique de fractions, sectes, groupes et individus. Nous accusons la bureaucratie centrisme de mener une politique fondamentalement fautive qui, à chaque pas, l'amène en contradiction avec l'élite du prolétariat et de chercher à résoudre ces contradictions en étranglant la démocratie du parti. Entre la politique organisationnelle du centrisme bureaucratique et sa « ligne générale », il y a un lien indissoluble. Contrairement au stalinisme, l'Opposition de gauche est porteuse de la théorie marxiste et des acquis stratégiques du léninisme au sein du mouvement ouvrier international. Pour autant qu'il soit question de principes, l'Opposition de gauche n'a jamais rompu avec quelque groupe ou camarade que ce soit avant d'avoir utilisé toutes les méthodes de persuasion idéologique. C'est exactement pour cette raison que le travail de sélection de cadres qui a été accompli possède un caractère organique et permanent. En vérifiant les coordonnées de chacun sur la base de son bilan, l'Opposition de gauche doit poursuivre jusqu'au bout l'épuration de ses rangs, car, l'expérience l'a montré, c'est seulement de cette façon qu'elle pourra croître et éduquer ses cadres prolétariens. La conférence internationale ne peut reposer que sur le travail déjà accompli et approfondir et consolider les résultats de ce travail.

La proposition de convoquer une conférence avec chacun des groupes qui se revendique de l'Opposition de gauche (les groupes de Landau et Rosmer, les Mahnruf et Spartacos*, le groupe de Weisbord, etc.) représente une tentative de faire marche arrière et démontre un manque total de compréhension des conditions et des lois de développement d'une organisation révolutionnaire et des méthodes de sélection et d'éducation de ses cadres. La préconférence non seulement rejette, mais encore condamne une telle attitude comme étant en contradiction radicale avec la politique organisationnelle du marxisme.

* Par « groupe Rosmer » on entend la Gauche communiste animée par Colli-net et Claude Naville qui avaient quitté la Ligue communiste en 1931. Après la scission de la section allemande en 1931, le groupe Landau publia en 1933 *Der Funke* (l'Étincelle), organe des Marxistes internationalistes. *Der Neue Mahnruf* (Nouvel Avertissement) était l'un des groupes oppositionnels autrichiens influencé par Kurt Landau. *Spartacos*, organe du groupe oppositionnel grec dirigé par Pantelis Pouliopoulos, ancien secrétaire général du Parti communiste grec, fusillé par les Italiens pendant la guerre. Le groupe Weisbord aux États-Unis oscillait entre l'opposition de gauche et celle de droite.

Sur la démocratie dans le parti

Les sections de l'Opposition de gauche, provenant de petits groupes propagandistes, sont en train de se transformer en organisations ouvrières. Cette transition met les tâches de la démocratie interne au premier rang. Des rapports organisationnels réguliers doivent finalement remplacer le type de régime dans lequel un petit nombre de camarades très proches les uns des autres et qui se comprennent, même au moyen d'indications informelles à l'extrême, prennent toutes les décisions de façon fortuite.

La base de la démocratie interne, c'est l'information régulière et complète, disponible pour tous les membres de l'organisation et traitant toutes les questions importantes de leur vie et de leur combat. La discipline ne peut être atteinte que par l'assimilation consciente de la politique de l'organisation par tous ses membres et par la confiance dans la direction. Une telle confiance ne peut s'acquérir que petit à petit, dans le cadre de la lutte commune et de l'influence réciproque. La discipline de fer qui est indispensable ne peut être imposée par le commandement pur et simple. L'organisation révolutionnaire ne peut pas se dispenser de sanctionner les éléments indisciplinés et réfractaires au cadre organisationnel ; mais de telles mesures disciplinaires ne doivent être appliquées qu'en tout dernier ressort et, de plus, à la seule condition d'un appui solide de la majorité de l'organisation.

Les objections fréquentes de type « pratique », fondées sur « la perte de temps » engendrée par l'application de méthodes démocratiques, relèvent de l'opportunisme à courte vue. L'éducation et la consolidation de l'organisation est une tâche extrêmement importante. Ni une minute ni un effort ne doivent être épargnés pour la remplir. En outre, la démocratie interne, comme seule garantie concevable contre les conflits sans principes et les scissions injustifiées, n'augmente pas, en dernière analyse, le coût global du développement, mais le réduit. Ce n'est qu'en adhérant constamment et loyalement aux méthodes de la démocratie, que les dirigeants peuvent, de leur propre autorité, prendre d'importantes initiatives dans des cas vraiment urgents sans provoquer désorganisation ou mécontentement.

La préconférence invite le secrétariat à observer l'application des principes de la démocratie interne sur le fond comme dans la forme, au sein de chaque section aussi bien que dans les relations réciproques entre le Secrétariat international et les sections, particulièrement et surtout dans la préparation de la conférence internationale.

L'Opposition de gauche en Italie (relations avec les bordiguistes)

La prétendue fraction de gauche des communistes italiens (groupe Prométéo ou bordiguistes) a ses propres traditions qui sont extrêmement différentes de celles des bolcheviks-léninistes. Les bordiguistes, nés dans le cadre de la lutte contre l'opportunisme du vieux Parti socialiste italien, à un certain stade, se placèrent sur le terrain de l'antiparlementarisme et de l'ultimatum et persistèrent dans leur opposition au Komintern dès la période de ses quatre premiers congrès mondiaux. Leur abandon formel de l'antiparlementarisme, au lendemain du deuxième congrès mondial, ne changea rien d'essentiel à leur politique. Le refus de lutter pour des revendications démocratiques dans quelque condition que ce soit et pour toute politique de front unique en direction de la social-démocratie aujourd'hui, en 1933, après l'énorme expérience dans tous les pays du monde démontre suffisamment le caractère sectaire du groupe Prométéo. La fraction bordiguiste, malgré sa prétention de jouer le rôle d'un courant marxiste indépendant, s'est révélée incapable d'exercer quelque influence que ce soit sur le parti officiel italien. Au sein de ce dernier, s'est créé un nouveau regroupement marxiste, la Nouvelle Opposition italienne (NOI), qui se fonde entièrement sur les idées de l'Opposition de gauche. Tout aussi révélatrice du caractère sectaire du groupe Prométéo est son incapacité complète, en dépit de son existence de plus de dix ans, d'étendre son influence à d'autres pays. Les limitations nationales du bordiguisme, du point de vue du marxisme, constituent sa plus impitoyable et sa plus amère condamnation.

L'Opposition de gauche, dans ce cas comme dans d'autres, a fait tous les efforts pour favoriser l'intégration des bordiguistes aux bolcheviks-léninistes. Les événements gigantesques qui ont eu lieu durant les dernières années en Chine, en Espagne et en Allemagne, ont été un test exhaustif des différences d'opinion sur la question des revendications démocratiques et sur la politique de front unique. Chaque coup critique frappé par l'Opposition de gauche contre les staliniens a rebondi également contre les bordiguistes. Les trois ans d'existence en commun, la critique des idées et le test des événements ne les ont pas rapprochés de nous. Il est temps de tirer les conclusions nécessaires. Dans le cadre d'un parti de masse, il serait possible de coexister avec les bordiguistes — sous condition d'une discipline ferme dans l'action. Mais, dans le cadre d'une fraction, il est absolument inadmissible, particulièrement après toute l'expérience que nous venons de vivre, de soutenir la fiction d'une

unité avec un groupe étranger, idéologiquement rigide, et isolé de façon sectaire.

Les bordiguistes, quant à eux, n'ont jamais eu une attitude loyale envers notre organisation internationale. En obligeant tous leurs membres, sans tenir compte de leur opinion individuelle, à parler et à voter, dans les réunions et les conférences de l'Opposition de gauche internationale, de façon absolument conforme à l'esprit de la majorité de leur fraction, le groupe Prométéo a placé sa discipline nationale plus haut que la discipline internationale. Ce faisant, il violait non seulement les principes du centralisme démocratique, mais également ceux de l'internationalisme. En soi seul, ce fait prouve que les bordiguistes n'ont jamais réellement constitué une partie organique de l'Opposition de gauche. Si, en dépit de cela, ils se raccrochent encore à leur adhésion formelle à l'OGI, c'est pour masquer le caractère de secte purement nationale de leur groupe. Mais une politique de masque n'est pas la politique du marxisme.

Tout en reconnaissant pleinement l'honnêteté et le dévouement révolutionnaire de nombreux bordiguistes, l'Opposition de gauche croit venu le moment de déclarer publiquement : « le groupe Prométéo n'appartient pas à l'Opposition de gauche internationale. » La seule section des bolcheviks-léninistes pour l'Italie est la Nouvelle Opposition italienne.

L'Opposition de gauche en Autriche

En Autriche, l'Opposition de gauche du Parti communiste autrichien (KPÖ)* — bolcheviks-léninistes — groupe né d'un regroupement initial d'éléments oppositionnels, se fonde sur les principes et méthodes de l'Opposition de gauche internationale et s'est engagée dans la mise sur pied d'une organisation de l'Opposition de gauche.

En fonction des tristes expériences passées, le Secrétariat international a décidé l'établissement d'une période probatoire de six mois avant son admission formelle et définitive comme section de l'Opposition de gauche internationale.

La préconférence approuve cette mesure du Secrétariat international, en tant que moyen de vérifier le regroupement qui s'est déjà effectué, et elle mandate le SI pour suivre de près le développement du groupe de l'Opposition de gauche du KPÖ (bolcheviks-léninistes) et, avec l'aide de la section allemande,

* Ce groupe a été formé fin 1932 par quelques militants dissidents des deux autres groupes oppositionnels autrichiens et a été reconnu comme section de l'OGI après une période probatoire.

pour contribuer à sa transformation en véritable section de l'Opposition de gauche internationale.

Le groupe de Frey commença par rejoindre notre organisation internationale, puis la quitta, puis tenta de nouveau de l'intégrer, mais refusa de fournir l'information sur sa vie interne et prit donc l'initiative de rompre les négociations. Ce faisant, il a démontré que les tâches et objectifs de l'Opposition de gauche lui sont complètement étrangers et qu'il n'a besoin du drapeau international des bolcheviks-léninistes que pour couvrir sa stagnation désespérée. La préconférence déclare publiquement que l'OGI n'est responsable ni directement ni indirectement du groupe de Frey.

Sur la section espagnole de l'Opposition de gauche

La révolution espagnole a créé des conditions objectives extrêmement favorables à un développement rapide du communisme. Mais l'absence de cadres suffisamment formés a rendu très difficile, tant pour l'Opposition de gauche que pour le parti officiel, de tirer avantage d'une situation vraiment historique. Bien que, par le nombre de ses membres, notre section espagnole dépasse une série d'autres sections — ce qu'il faut attribuer entièrement à la montée révolutionnaire — sa cohésion idéologique et le caractère de sa direction offrent un tableau très peu satisfaisant.

Pour comprendre les raisons de cet état de choses, nous devons établir les erreurs les plus importantes commises par les cadres dirigeants de l'Opposition espagnole.

En Catalogne, où le prolétariat offre un milieu naturel pour un développement rapide de l'influence bolchévique-léniniste, les camarades dirigeants ont perdu du temps d'une façon inexcusable. Au lieu d'avancer ouvertement sous leur drapeau, même comme un petit noyau, ils ont, pendant les mois les plus critiques de la révolution, joué à cache-cache avec les principes, pratiqué la diplomatie avec Maurin, se trainant à la remorque de ce nationaliste petit-bourgeois et phraseur provincial.

Les choses ne se sont pas mieux présentées dans les autres régions d'Espagne où l'Opposition de gauche, ignorant le parti officiel et remplaçant l'éducation marxiste des cadres par un sentimentalisme révolutionnaire, a longtemps négligé de tracer la nécessaire limite qui la sépare de l'Opposition de droite.

Non moins nuisible fut le fait que les camarades de la direction, cédant aux pires aspects de la tradition révolutionnaire espagnole, tournèrent le dos à l'expérience internationale et, tout en déclarant en paroles leur solidarité avec l'Opposition de

gauche, appuyèrent directement ou indirectement tous les confu-sionnistes et tous les déserteurs (Landau, Rosmer, Mill, etc.).

Dans la question « fraction ou parti indépendant », la section espagnole s'est prononcée à sa dernière conférence d'une façon pour le moins ambiguë en se déclarant favorable à la présentation de listes indépendantes aux élections parlementaires et autres. Cette décision, contraire à la position de l'Opposition de gauche, n'ayant absolument pas été préparée au point de vue pratique, est restée une manifestation platonique mais pas moins négative pour cela.

S'éloignant des bolcheviks-léninistes, les dirigeants de l'Opposition espagnole ont été jusqu'à juger possible de changer le nom même de leur organisation. En choisissant de s'appeler désormais « Gauche communiste », titre à l'évidence faux du point de vue théorique, les camarades espagnols se sont placés d'eux-mêmes en contradiction avec l'Opposition de gauche internationale et se sont en même temps rapprochés par la dénomination du Leninbund, du groupe Rosmer, etc. Aucun révolutionnaire sérieux ne croira qu'un pas aussi important ait été franchi par hasard, sans raison politique. En même temps, aucun marxiste ne pourra approuver une politique qui ne déclare pas franchement ses objectifs et qui, sur des questions de principes, se réfugie dans des manœuvres et des ruses diplomatiques.

En demandant qu'à la prochaine conférence internationale soient convoqués tous les groupes qui se réclament de l'Opposition de gauche — aussi bien ceux qui se sont séparés de nous que ceux qui ont été exclus — la section espagnole démontre à quel point elle a été et reste éloignée du développement réel de l'Opposition de gauche internationale et combien peu elle en a assimilé la logique interne.

Tandis qu'ils accusaient les autres sections de pratiques organisationnelles erronées, sans tenter de justifier leurs accusations, les camarades espagnols ont révélé, au même moment, le caractère faux de leurs propres méthodes. La lutte des deux groupes ayant éclaté brusquement au Comité central* a conduit la section espagnole au bord de la scission. A cette occasion, l'organisation s'est trouvée prise au dépourvu car aucun des deux groupes adverses n'a pu jusqu'à présent formuler les bases principales de leur lutte acharnée.

* Le conflit qui apparaissait plus personnel que politique a commencé fin 1932, peu après le remplacement de Lacroix par Nin au poste de secrétaire général de l'opposition espagnole. Lacroix fut finalement exclu en mai 1933.

Sur sa base idéologique actuelle, la section espagnole ne peut plus se développer. Prenant clairement conscience que la correction des fautes commises et la création en Espagne d'une organisation ferme sur les principes et organisée de façon révolutionnaire ne peut être que le fruit d'un travail long et systématique, la préconférence propose les mesures immédiates suivantes :

a. Tous les documents internationaux les plus importants sur les questions litigieuses doivent être traduits en espagnol et portés à la connaissance de tous les membres de la section. Il faut cesser de dissimuler les faits. Ce qui vient d'être dit concerne avant tout l'affaire Mill, où les dirigeants de la section espagnole non seulement ont soutenu un individu manifestement sans principes contre l'Opposition internationale, mais même maintenant, pour défendre leurs fautes passées, se permettent encore des insinuations absolument inadmissibles à l'adresse de l'Opposition internationale.

b. Les deux groupes en lutte dans le Comité central doivent renoncer à l'idée d'une scission sans principe et prendre les dispositions nécessaires pour que la discussion des problèmes litigieux soit menée dans les instances normales avec la participation de tous les membres de l'organisation sans exception.

c. La discussion interne doit se poursuivre dans un bulletin dont le comité de rédaction doit garantir l'impartialité complète à l'égard des deux groupes en conflit.

d. Toutes les questions de principes de l'Opposition de gauche internationale doivent être mises à l'ordre du jour, et les sympathies, les antipathies et les insinuations personnelles ne doivent pas être substituées à la nécessité de prendre des positions politiques claires.

e. Une discussion générale doit préparer la voie d'une nouvelle conférence nationale.

La préconférence mandate le Secrétariat international pour suivre le développement de la section espagnole avec une attention toute particulière, pour l'aider à appliquer les mesures exposées ci-dessus ainsi que d'autres mesures souhaitables pleinement conformes aux tâches et aux méthodes de l'Opposition de gauche.

P.S. : Le délégué de la direction de la section espagnole (groupe Nin) déclare qu'il accepte les principes généraux de base adoptés par la préconférence, avec des réserves sur les passages traitant de l'application de ces principes fondamentaux ; sur les méthodes employées par l'Opposition de gauche internationale,

sur l'attitude envers les groupes Rosmer, Treint*, etc. ; sur le changement de nom de son organisation, sur l'estimation de la ligne et des méthodes de l'Opposition de gauche espagnole et sur les mesures organisationnelles adoptées par la préconférence sur la question espagnole.

Cette prise de position traite des divergences essentielles entre l'Opposition de gauche espagnole et l'Opposition de gauche internationale. Ces divergences ont un caractère principal réel et de portée considérable, et leur développement logique peut conduire les camarades de la direction sur la voie d'une rupture de fait avec l'Opposition de gauche internationale.

La préconférence déclare que cette méthode d'accepter des principes de façon abstraite, avec des réserves sur leur application pratique, représente, dans les questions politiques sérieuses, le type de diplomatie le plus dangereux, une méthode dont la continuation ne peut conduire qu'à la négation des principes eux-mêmes.

La préconférence avertit les camarades espagnols du danger véritable que l'attitude de la direction actuelle représente, et exprime le vœu que la discussion menée dans l'esprit et la tradition de l'internationalisme révolutionnaire permettra de renforcer et consolider les liens théoriques et organisationnels entre l'Opposition espagnole et l'OGI.

Le groupe Lacroix a, jusqu'à une époque très récente, partagé pleinement la responsabilité des positions prises par la direction espagnole à l'égard de l'Opposition de gauche internationale. A présent, le délégué de cette tendance, invité à participer à cette conférence afin de clarifier la situation interne de la section espagnole, déclare que cette attitude était fautive de A à Z, et que sa tendance se place sans aucune réserve dans le cadre de toutes les positions adoptées par la préconférence dans ses thèses et résolutions (y compris la résolution sur l'Espagne). La préconférence prend note de cette prise de position ; mais elle estime que sa véritable valeur ne peut être appréciée que par une discussion en profondeur et par une activité réelle sur une période donnée.

La présence de deux camarades espagnols à la préconférence a rendu possible une clarification préliminaire permettant d'éclairer les divergences politiques réelles existant au sein de la section espagnole, mais qui, en revanche, ne permet pas aujour-

* L'ancien secrétaire du PCF Albert Treint créa le groupe l'Effort communiste après son départ de la Ligue communiste en 1932.

d'hui d'exprimer une opinion définitive sur ces divergences. Cela nous confirme dans la nécessité d'engager, sans délai, la mise en œuvre des mesures pratiques évoquées dans les points *a)* à *e)*.

Sur la crise de la section allemande

1. La préconférence déclare qu'en dépit de conditions exceptionnellement favorables et de positions initiales correctes, la section allemande n'a pas utilisé toutes les possibilités qui lui étaient offertes. La crise liée à la capitulation de Well et Cie a montré que les cadres de l'Opposition de gauche allemande doivent être sérieusement renouvelés. Tandis que l'écrasante majorité des membres de base de l'organisation, ayant reçu la première information sérieuse sur la crise, prenait immédiatement l'attitude correcte à l'égard de Well et de sa clique, exprimée par le mot : « dehors », la direction et le comité de rédaction, en revanche, faisaient montre de vacillations impardonnables et perdaient du temps, ne fournissant même pas l'information voulue ni à leurs propres organisations locales ni aux sections étrangères. Avec de telles méthodes au niveau de la direction, une organisation révolutionnaire ne peut vaincre. Les bolcheviks-léninistes sont sauvagement persécutés non seulement par toutes les forces de la vieille société, y compris la social-démocratie, mais également par la bureaucratie stalinienne. L'Opposition de gauche peut ouvrir une voie aux masses au seul prix de l'énergie la plus considérable et à la seule condition de se consacrer absolument à ses idées et d'être prête en permanence à défendre son drapeau jusqu'au bout. Tolérer dans la direction ceux qui sont vacillants, passifs, fatigués ou candidats à la capitulation est un crime. Dans la direction, il est nécessaire d'assurer la prédominance des travailleurs révolutionnaires qui sont étroitement liés aux masses et complètement pénétrés de la conscience de la grande mission dont l'histoire a chargé l'Opposition de gauche. C'est sous cet angle que doit se tenir la prochaine conférence de l'Opposition de gauche allemande.

2. La prise du pouvoir par Hitler donne une grande responsabilité à l'Opposition de gauche. Même si Hitler a déjà pris en main tous les leviers de la machine politique, militaire et policière, même si, chaque jour, il consolide ses positions et brise la capacité de résistance du prolétariat, il est faux et criminel de croire que le fascisme est d'ores et déjà mis sur pied à l'étape actuelle.

Pour que le fascisme soit constitué, il doit préalablement

détruire les organisations prolétariennes. L'établissement du fascisme ne peut se réaliser qu'après avoir écrasé le prolétariat, par une guerre civile victorieuse ou grâce à un abandon général de la bataille par le prolétariat, trahi par la social-démocratie ou sacrifié par l'opportunisme croissant de la direction centriste actuelle de l'Internationale communiste face au fascisme en lutte. Une telle trahison des intérêts du prolétariat par la fraction dirigeante du Komintern serait le résultat de la politique du « socialisme dans un seul pays » déjà en vigueur lors des précédentes capitulations devant le Conseil général [des Trade Unions] et le Kouo-min-tang.

L'établissement du fascisme impliquerait inévitablement une guerre contre l'Union soviétique, et la lutte contre ce danger doit demeurer au premier plan de toute l'activité de l'Opposition de gauche, non seulement en Allemagne, mais à l'échelle internationale. La paralysie du prolétariat dans cette période critique trouve ses racines, avant tout, dans l'abandon d'une véritable politique de front unique prolétarien et spécialement dans la politique scissionniste de l'Opposition syndicale révolutionnaire (RGO).

La politique de l'Opposition syndicale révolutionnaire est d'autant plus criminelle qu'elle empêche les travailleurs de faire usage de l'arme de la grève, en particulier de la grève générale, et que les travailleurs sont moins armés que lors des années historiques 1923, 1919, 1918. Les dernières expériences de proclamations de grève générale ont prouvé que c'est la social-démocratie qui possède l'influence dominante sur les travailleurs encore employés dans la production, tandis que l'influence du PC allemand repose en général essentiellement sur la masse des chômeurs. Les oppositionnels qui adoptent l'erreur de la politique de la RGO favorisent, qu'ils le veuillent ou non, l'emprise de Hitler sur les masses et la mise en pratique de la trahison de la fraction stalinienne.

Le cas de capitulation le plus récent, celui de Well et Cie, a montré la faiblesse de toute l'Opposition de gauche allemande et de sa direction et est le résultat d'une rupture insuffisamment tranchée entre l'Opposition de gauche et la fraction stalinienne. A l'étape actuelle du développement de l'Opposition de gauche allemande, la préconférence estime nécessaire de mettre sur pied une direction plus étoffée, constituée essentiellement d'éléments prolétariens — des oppositionnels éprouvés et lucides — liés aux entreprises et aux organisations syndicales.

Pour éviter la répétition de cas tels que la capitulation de Well, la section allemande doit, sans faute, cesser de laisser la

responsabilité de la direction à un petit nombre de membres. C'est dans le travail collectif et tenace que l'on doit trouver la possibilité de surmonter tout signe de faiblesse de tel ou tel élément responsable, de telle sorte que le développement de l'activité ne soit pas entravé par des oscillations ou inaptitudes individuelles.

La même méthode doit être appliquée pour la publication du journal. Au sein du comité de rédaction comme au sein de la direction, on doit faire en sorte que les éléments prolétariens puissent être prépondérants. Le journal devra aussi subir des changements. Par-dessus tout, l'esprit de conciliation dans la critique du stalinisme doit être liquidé. Notre politique inconciliable doit correspondre au tragique de la situation et à la gravité de la responsabilité de la fraction stalinienne. Il ne faut pas confondre le stalinisme avec le parti (communiste). Dans son orientation, le journal ne doit pas seulement refléter notre activité par rapport au parti et sa fraction dirigeante, mais également par rapport à toute la vie de la classe ouvrière, aux événements dans les usines, aux luttes partielles et aux combats de rue. Cela ne peut se faire que si chaque membre de l'organisation collabore régulièrement et suffisamment. Le contenu du journal doit être contrôlé par les groupes provinciaux qui doivent créer des commissions « presse » pour collaborer au journal comme pour le diffuser. Tous les membres doivent prendre activement part à toutes ces questions, aussi bien qu'à toute l'activité des groupes. Une infraction à cette règle ne doit pas être tolérée.

Dans sa politique générale, l'Opposition de gauche allemande doit cesser de déterminer et d'accomplir des tâches purement internes. Son activité doit être orientée non seulement vers les membres du parti, mais aussi vers les travailleurs en général.

L'Opposition de gauche doit représenter l'objectif général du prolétariat aux yeux du parti et de la classe ouvrière dans son ensemble et doit s'efforcer de conquérir la direction idéologique des intérêts historiques du prolétariat. Dans la mesure du possible, l'action doit être menée dans ce sens, sans qu'elle paraisse pour autant constituer une lutte contre le parti en tant que parti.

3. La préconférence propose à l'Opposition de gauche allemande de tenir sa conférence nationale aussitôt que possible et de concentrer sa discussion sur des résolutions traitant des points suivants :

a. L'état actuel de la situation en Allemagne, situation du prolétariat et du PC allemand.

b. Rapports entre l'Opposition de gauche et le PC et tâches.

c. Tactique de front unique.

d. Tactique syndicale.

e. Tâches organisationnelles de l'Opposition de gauche allemande (rapports avec les groupes de province, mise sur pied d'une direction composée de travailleurs liés au mouvement prolétarien).

Cette résolution devrait être soumise aux groupes dans les dix jours, et la conférence devrait se tenir deux semaines plus tard* afin de rendre possible une discussion réelle au sein des groupes.

4. La situation allemande devient l'axe général de l'intervention de l'Opposition de gauche internationale, et c'est la tâche de chacun de ses membres de contribuer au combat de l'Opposition de gauche allemande. En conséquence l'Opposition de gauche a décidé une collecte de fonds à laquelle tous les membres de l'OGI doivent participer, quelle que soit leur section d'origine, à raison d'une journée de salaire chacun ; le montant de la collecte sera envoyé avant le 15 mars au Secrétariat international qui le reversera à la section allemande. Chaque section doit engager une campagne de soutien de l'Opposition de gauche.

Sur la situation de la section américaine

1. La préconférence, ayant entendu le rapport du délégué américain et celui du Secrétariat international, déclare que la Ligue américaine a fait de substantiels progrès au cours de la toute dernière période (nombre de membres croissant, création de nouvelles branches locales à Pittsburgh, etc., activité politique reliée au congrès d'Amsterdam, à la question allemande, au mouvement des chômeurs, aux mineurs de l'Illinois).

2. Elle approuve les décisions de la direction de la Ligue américaine pour améliorer l'organisation des forces, pour la mise en place d'un travail collectif et responsable, pour une participation plus énergique et plus étroite au mouvement des masses travailleuses. La préconférence estime que ces mesures constituent les meilleurs moyens de sélectionner et éduquer les cadres.

* La conférence n'a pu avoir lieu que le 11 mars 1933 à Leipzig, ne réunissant dans une stricte clandestinité sous la terreur nazie qu'un nombre restreint de délégués (18) avec la participation d'un représentant du Secrétariat international : Jan Frankel.

3. Dans ces conditions, elle juge absolument indispensable que la Ligue américaine fournisse aussi rapidement que possible, l'information nécessaire sur le conflit qui la traverse afin que les sections puissent s'exprimer. Etant donné que les deux parties en présence ont affirmé, jusqu'ici, que les divergences qui les séparent, quant à la ligne de la Ligue dans la lutte de classes, ne sont pas considérables et que cette lutte interne est nuisible au développement de l'organisation, la préconférence a décidé que :

a. Le SI appelle les deux parties à préparer un document sur leurs divergences pour le *Bulletin international*.

b. La direction de la Ligue américaine doit préparer sa prochaine conférence au cours de laquelle la situation internationale doit être débattue, après une discussion à laquelle tous les membres de l'organisation et les sections de l'OGI devront prendre part.

L'Opposition de gauche dans les Balkans

La désintégration du régime capitaliste dans les Balkans a pris un rythme suraccélééré. De grands chocs sociaux se préparent. Une époque de grandes luttes révolutionnaires s'ouvre. Dans un proche avenir, les problèmes brûlants de la stratégie de la révolution prolétarienne émergeront, dans les Balkans, dans toute leur acuité et leur étendue.

La préconférence appelle les sections aussi bien que le Secrétariat international à suivre avec la plus grande attention les événements des Balkans et la vie des sections qui existent dans cette région, et à faire tous les efforts pour établir et consolider les contacts avec ceux des pays dans lesquels il n'existe pas de section.

La préconférence estime particulièrement nécessaire d'apporter la plus grande attention, au sein de l'OGI et de ses publications, à l'activité de notre section grecque (archéomarxiste)*. Cette organisation, par ses forces, son niveau idéologique, sa consolidation révolutionnaire, représente la plus avancée de nos sections européennes.

Après l'expérience de la participation, durant plus de deux années, de l'Opposition de gauche grecque (bolcheviks-léninistes/archéomarxistes) dans la vie de notre organisation internationale, la préconférence déclare :

1. L'Opposition de gauche grecque (bolcheviks-léni-

* Les Archéiomarxistes, organisation d'opposition grecque nombreuse, bien implantée dans le pays, créée depuis 1924.

nistes/archéo-marxistes) représente, seule, les idées de l'OGI en Grèce.

2. L'OGI ne porte aucune responsabilité, directe ou indirecte, pour les autres groupes (Spartakos, fractionnistes, Opposition de gauche léniniste, etc.) qui acceptent verbalement l'OGI.

3. La préconférence appelle tous les travailleurs honnêtes à condamner la lutte sans principes, contraire à l'esprit révolutionnaire et servant parfois les intérêts de la fraction stalinienne et d'autres fois l'ennemi de classe, que les groupes mentionnés ont menée contre notre section grecque.

4. La préconférence appelle tous les membres honnêtes de ces groupes à briser avec l'ennemi de classe, à appuyer la politique de front unique pour laquelle combat l'Opposition de gauche grecque et à soutenir cette dernière dans ses luttes idéologiques et ses actions quotidiennes.

L'Opposition de gauche en Tchécoslovaquie

Les multiples efforts de l'Opposition de gauche internationale pour obtenir l'unification permanente des divers groupes tchécoslovaques déclarant accepter l'OGI n'ont pas donné les résultats recherchés. L'organisation, créée par la conférence d'unification de Pâques 1932, s'est révélée incapable d'exercer une activité adéquate et systématique. Non seulement on a vu des groupes continuer à se scinder et à se consolider insuffisamment ; mais encore l'OGI est-elle placée devant le fait accompli d'une nouvelle scission. De ce seul fait, l'existence d'une authentique section de l'OGI en Tchécoslovaquie est devenue illusoire. Ce serait une faute inexcusable de tolérer une fiction. Nous devons dire ce qui est : dans les conditions actuelles l'Opposition de gauche internationale estime impossible de faire une sélection définitive parmi les éléments oppositionnels existant en Tchécoslovaquie. Par conséquent, la préconférence considère qu'il est indispensable de déclarer groupes sympathisants tous les groupes qui se réclament de l'OGI en Tchécoslovaquie. La préconférence mandate le SI pour suivre, dans les six mois à venir, l'activité des groupes tchécoslovaques, leur évolution et leur regroupement possible, afin de proposer, en temps voulu, un choix définitif.

Il va de soi que les différents groupes devront faire tous les efforts pour parvenir à un accord loyal en ce qui concerne leurs activités publiques (publications, meetings, etc.) de façon à éviter tout ce qui pourrait discréditer l'OGI aux yeux des travailleurs tchécoslovaques.

Sur la réorganisation des instances dirigeantes de l'Opposition de gauche

1. Après une période de délimitation et de sélection, l'OGI est entrée dans une nouvelle phase, caractérisée par la formation avancée de ses cadres, la croissance de ses forces organisées et le renforcement de sa cohésion internationale. L'instance dirigeante de l'OGI a reflété, et continuera nécessairement à refléter, dans une grande mesure, l'état général — les faiblesses comme les progrès — de nos sections et groupes. La douloureuse naissance de l'OGI en tant qu'organisation internationale, a trouvé, à travers toutes les faiblesses et erreurs, son expression dans le progrès de notre instance de direction internationale.

2. La préconférence estime que l'état actuel du développement de l'OGI exige un développement de l'instance de direction internationale, susceptible de permettre son évolution en centre politique réel, capable de diriger l'OGI dans son ensemble.

3. La préconférence décide la mise en place des structures suivantes qui, à son avis, correspondent au stade actuel et au degré de consolidation de l'OGI :

a. Constitution d'un Plénum composé, à raison d'un délégué chacune, par les sections russe, grecque, allemande, belge et française ; le Plénum se réunira au moins tous les trois mois pour examiner et résoudre les problèmes les plus importants posés à l'OGI.

b. La désignation des délégués au Plénum sera assumée directement par les sections mentionnées.

c. En cas de divergences sérieuses (exclusions, scissions, acceptations ou refus d'intégration), la minorité a le droit d'exiger une décision définitive par referendum des sections nationales.

d. L'instance qui assure la continuité politique et l'exécution pratique du travail de la direction internationale est le Secrétariat international. Composé non de délégués des sections, mais de camarades capables de remplir cette fonction, il est désigné par le Plénum, est responsable devant ce dernier, et peut être révoqué par celui-ci (pour la première fois, c'est la préconférence elle-même qui a désigné le SI). Le SI doit être un centre effectif pour la liaison, l'information, le contrôle et l'animation politique. En fonction du développement croissant du SI, les relations entre sections devraient passer de plus en plus par le SI et non par une correspondance individuelle.

e. La préconférence décide que le SI siègera à Paris.

f. Les liaisons internationales ne peuvent être assurées de façon adéquate qu'au moyen de la publication régulière du *Bulletin international*, qui devrait être un organe de discussion internationale et pas seulement un bulletin d'information et d'échange d'expériences.

En vue d'assurer la vie financière indépendante du bulletin, il sera envoyé aux sections, payable directement à la réception.

g. Afin d'assurer la vie financière indépendante du SI, une cotisation internationale *ad hoc* des organisations nationales est nécessaire.

P.S. : La préconférence mandate le SI, pour diriger et suivre attentivement la structuration des sections dans le sens des formes organisationnelles décrites dans les thèses des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, ainsi que l'adaptation des sections aux principes fondamentaux d'une organisation communiste (contrôle du travail, travail collectif et responsable, etc.).

Sur la conférence internationale de l'Opposition de gauche

Afin d'organiser sérieusement la première conférence internationale de l'OGI, la préconférence a décidé de préparer des thèses sur les problèmes politiques suivants :

1. Thèses sur la situation allemande (par la section allemande).
2. Thèses sur la situation espagnole (chacun des deux groupes écrivant ses propres thèses).
3. Projet de plate-forme sur l'URSS (par la section russe).
4. Thèses sur la situation internationale (par la Ligue française).
5. Thèses sur les pays des Balkans (conjointement par les sections grecque et bulgare).
6. Thèses sur la dictature du prolétariat, la démocratie et le fascisme (par la Nouvelle Opposition italienne).

La Ligue d'Amérique préparera éventuellement une thèse sur l'impérialisme américain. Tous les projets de thèses doivent être prêts pour être publiés le 15 avril 1933.

Une période de discussion de trois mois aura lieu et la conférence internationale sera alors convoquée pour le mois de juillet.

Les sections sont appelées à faire une collecte spéciale commençant dès maintenant pour assurer leur représentation à la conférence internationale.

(Traduit de *Documents of the Fourth International.*)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS
UNISSEZ-VOUS!

QUATRIÈME INTERNATIONALE



1

2 francs



OCTOBRE
1936

N° Spécial - Résolutions de la Conférence
pour la IV^e Internationale (Juillet 1936)

III

Documents internationaux

(1933-1935)

INTRODUCTION

Dans ce chapitre, on dérogera au cadre fixé du recueil des textes des conférences et congrès de l'Opposition de gauche internationale, puis de la IV^e Internationale. Les événements considérables des années 1933-1935, qui se sont succédé à un rythme accéléré, ont amené l'Opposition de gauche, sous l'impulsion de Trotsky qui se trouve alors en France plus près des militants français et européens, à procéder à d'importantes révisions de leurs positions antérieures et à prendre des initiatives tactiques nouvelles. L'extrême mouvance de la conjoncture imposait des tournants brusques, rapides, perturbant la routine, le train-train quotidien, la répétition continuelle des mêmes formules qui sont, parfois, le lot des petites organisations minoritaires. Une lutte de vitesse était engagée contre la vague montante du fascisme en Europe et le spectre de la nouvelle guerre mondiale. Le dénouement heureux du mûrissement révolutionnaire qui s'annonçait en France et en Espagne pouvait seul contrecarrer les issues barbares. Il importait de se hâter, de saisir sur le vif toute occasion qui s'offrait pour tenter de rassembler les forces révolutionnaires et œuvrer à la constitution d'une nouvelle internationale communiste.

Les trois grands tournants de 1933 à 1935 abordés dans ce chapitre sont, en premier lieu, un changement radical, en 1933: la rupture avec l'Internationale communiste et le cours vers une nouvelle internationale, la Quatrième. C'est, ensuite, l'entrisme dans les partis socialistes, inauguré en France par l'adhésion à la SFIO en août 1934 et, enfin, le cap mis pendant l'été 1935 sur la création de partis indépendants et vers la fondation prochaine de la IV^e Internationale.

L'abandon de la politique de redressement de l'IC après la

faillite du stalinisme en Allemagne et l'effondrement du PCA (KPD), bien que soulevant des problèmes délicats, relatifs surtout à l'URSS, que Trotsky s'efforcera d'élucider dans son article du 1^{er} octobre 1933 : La IV^e Internationale et l'URSS, ne suscite pas de difficultés majeures dans les rangs de l'Opposition. Il en va différemment de la politique d'ouverture préconisée par Trotsky pour concrétiser la nouvelle perspective qui devait tendre à un regroupement aussi large que possible des organisations révolutionnaires éparses. Il n'est pas besoin de souligner l'importance du Plénum du 19-21 août 1933 appelé à trancher sur ces questions et qui ouvre de fait une ère nouvelle du mouvement. « Tout notre travail antérieur n'avait qu'un caractère préparatoire, commentera Trotsky. Nous entrons dans une époque nouvelle, au plein sens du mot ; de cercles de propagande, nous sommes en train de nous transformer en organisation de combat du prolétariat » (article du 18 septembre 1933).

En un premier temps, l'Opposition de gauche internationale avait conclu, après l'effondrement du stalinisme allemand face à Hitler, qu'il n'était plus possible de rester lié à un PCA qui était devenu un « cadavre » et qu'il fallait préparer un nouveau parti. La résolution du Plénum de mai 1933 fait sienne une proposition faite par Trotsky depuis le 12 mars qui, toutefois, ne remettait pas en question la ligne de la réforme de l'IC. Il semblait encore prématuré à Trotsky de se prononcer en faveur de la rupture. L'écroulement du PCA réduit, certes, les chances de redresser l'IC, mais « cette catastrophe peut précisément provoquer dans plusieurs sections des réactions saines [...] La question n'est pas de créer la IV^e Internationale, mais de sauver la III^e » (lettre du 12 mars) : Il paraît faux à Trotsky d'avancer en URSS l'idée du second parti. Une reconversion entière ne pouvait certainement pas s'opérer en un jour à partir d'hypothèses. Elle nécessitait un certain recul et une réévaluation approfondie de la nouvelle situation. Mais bientôt le doute n'était plus possible. Aucun enseignement n'était tiré à Moscou de la défaite allemande, et la politique désastreuse menée avant la prise du pouvoir par Hitler était déclarée entièrement justifiée par Heckert. Aucune section n'éleva la moindre critique. A la veille de son départ de Prinkipo à destination de la France, Trotsky invite l'Opposition à mettre une croix sur une étape révolue et à aborder la construction de nouveaux partis, d'une nouvelle internationale (texte du 15 juillet 1933). Le changement de perspective se matérialisera par la modification du sigle de l'organisation internationale, qui adopte le nom de Ligue communiste internationaliste, et par une nouvelle formulation du point 10 des « Onze points ».

Il convenait, dorénavant, de rompre avec une certaine pratique, de se tourner résolument vers l'extérieur et de rechercher une conjonction avec d'autres courants révolutionnaires. Le choc produit par la catastrophe allemande suscitait d'importantes interrogations dans les groupements assez nombreux qui existaient en dehors de la II^e et de la III^e Internationale et étaient favorables à un large débat. L'hypothèse de la réforme de l'IC ayant été levée, le rapprochement puis l'adhésion du RSP néerlandais du révolutionnaire chevronné Sneevliet — organisation d'un millier de membres — ont pu être obtenus facilement. C'était un signe encourageant. Cela laissait entrevoir une possibilité d'ouverture du côté du SAP allemand, dissidence de la social-démocratie qui venait de choisir une direction de gauche animée par Walcher et Frölich, anciens compagnons de Rosa Luxemburg, qui avaient rompu avec l'organisation communiste de droite de Brandler.

Le Plénum eut à décider de la participation à la conférence des partis socialistes révolutionnaires qui avait lieu à Paris une semaine plus tard et à arrêter la ligne de conduite de sa délégation composée de Bauer, Naville et Blasco. Deux documents furent préparés à cet effet par Trotsky : la déclaration lue par l'Opposition de gauche à la conférence (cf. vol. 2 des Œuvres de Trotsky, p. 79) ainsi que la Déclaration des quatre, signée conjointement par le SAP, les RSP et OSP néerlandais et l'Opposition de gauche internationale. Nous reproduisons ici la première version de cette déclaration, publiée dans la Vérité le 1^{er} septembre 1933, qui a été très probablement soumise sous cette forme à la conférence. Le texte a été modifié et complété ensuite. On aura la possibilité de comparer les deux textes, la seconde rédaction, définitive, ayant été reproduite dans le volume 2 des Œuvres (p. 130). La résolution du Plénum du 31 août sur les résultats de la conférence de Paris souligne l'importance de la Déclaration des quatre comme point de départ de la création prochaine de la IV^e Internationale. Elle invite les sections à faire connaître très largement, cette initiative et à déployer le maximum d'efforts pour qu'elle obtienne un plein succès.

Le ralliement d'autres formations importantes comme le PC indépendant de Suède de Kilbom et, même, l'ILP britannique paraissait souhaitable et possible. Un véritable processus d'unification était en cours pour conduire dans des délais très courts à la constitution de la IV^e Internationale. Des textes programmatiques complets étaient en voie d'élaboration pour être achevés dans les deux mois. Ce n'était pas un trait de

l'impatience de Trotsky, mais la conviction que, pour réussir, il fallait aboutir à brève échéance, tout atermoïement risquant d'aigrir les rapports. D'ores et déjà, le RSP et l'OSP préparaient leur unification de même que le SAP et l'Opposition allemande. Ces espoirs furent, malheureusement, déçus, et la tentative d'ample regroupement des forces révolutionnaires échoua. La réunion des quatre à Paris, le 30 décembre 1933, en présence de Trotsky, consacra l'échec. Les pourparlers entre les deux organisations allemandes prirent une mauvaise tournure dès octobre et achoppèrent sur la volonté du SAP de ne pas se lier trop étroitement avec l'Opposition de gauche et de préserver de bonnes relations avec des partis typiquement social-démocrates comme le Parti ouvrier norvégien (DNA). Le projet d'un hebdomadaire allemand commun ou d'une revue théorique ne vit pas le jour et on arriva bientôt au point mort. En Hollande, l'unification était en bonne voie avant que les ponts ne soient soudain coupés fin 1933. Courant socialiste de gauche, l'OSP subissait l'influence du SAP. Ce n'est que bien plus tard, en mars 1935, que l'unité dont naîtra le RSAP se réalisera.

A l'intérieur de l'Opposition de gauche, cette politique d'ouverture fut jugée inacceptable par une fraction de l'organisation française, le groupe juif, qui y voyait une déviation droitière, une compromission avec des courants social-démocrates. Trotsky la prend vivement à partie dans la Vérité du 15 septembre (article Un pas en avant ou un pas à droite) et parvient à la conclusion que la scission avec des éléments qui entendent demeurer confinés dans de petits cercles fermés à l'heure où s'ouvrent de vastes perspectives est salutaire. La rupture, produit d'une suite de conflits, fut consommée fin septembre. La section grecque, une des plus importantes par le nombre, entraînée par son dirigeant Yotopoulos-Vitte, quitta également le mouvement. Pour une étude plus attentive du trotskysme de ces années, il est conseillé de se reporter aux volumes 1, 2 et 3 des Œuvres de Léon Trotsky (EDI) qui comportent les divers écrits auxquels nous avons fait référence.

Les journées de février 1934 ouvrent en France une nouvelle période de tension et d'accentuation de la lutte de classes. La riposte antifasciste des masses du 12 février, d'une dimension inattendue, animée par une puissante volonté unitaire, prend au dépourvu les directions réformistes et staliniennes. L'exigence du front unique devient pressante. « Dans l'arène de l'histoire, c'est maintenant le tour de la France prolétarienne. En France se décide de nouveau le sort, non seulement de la France, mais

aussi de l'Europe, et, en fin de compte, du monde entier. » C'est la perspective qui inspire le manifeste du Plénum du SI de mars 1934, écrit par Trotsky (cf. le Mouvement communiste en France, p. 424, éd. de Minuit). Les militants trotskystes français déploient une intense activité pendant les journées cruciales de février, imposent là où ils le peuvent des actions communes à la base et prennent des contacts utiles avec des organisations socialistes dans la région parisienne. Il ne suffisait pas, évidemment, de réclamer sans trêve le front unique. Il fallait fixer des objectifs, donner des mots d'ordre, à partir de la défense active contre le fascisme pour passer à l'offensive révolutionnaire. C'est ainsi que fut élaboré au printemps 1934, par les militants français en collaboration avec Trotsky, le premier programme d'action des bolcheviks-léninistes, ébauche du futur Programme de transition (cf. Programme de transition, documents annexes, éd. La Brèche).

La campagne de la Ligue communiste rencontre de nombreuses sympathies sans que son organisation se renforce très sensiblement. Dans le court laps de temps imparti par les échéances, ses chances de se développer rapidement pour peser sur les événements sont faibles, tandis qu'une aile gauche se manifeste dans le Parti socialiste et dans ses Jeunesses. Comment féconder le front unique d'un contenu révolutionnaire ? demande Trotsky, et il répond : « La Ligue doit immédiatement prendre sa place à l'intérieur du front unique pour concourir activement au regroupement révolutionnaire [...] elle ne le peut autrement, dans les conditions actuelles, qu'en entrant dans le Parti socialiste » (cf. le Mouvement communiste en France, p. 439). L'élargissement qui n'a pas pu se réaliser à travers le rapprochement avec des forces centristes, on s'efforcera de l'atteindre par le développement d'une tendance révolutionnaire à l'intérieur de la SFIO et des Jeunesses socialistes. Ce n'est pas sans d'après débats, de graves crises et des scissions en chaîne que la première expérience « entriste » s'est accomplie. Aucun tournant n'entraîna d'aussi nombreuses cassures, parfois temporaires, comme en France ou en Belgique, mais d'autres, définitives, comme en Espagne. Presque aucune section ne fut épargnée. Le Plénum élargi des 14-16 octobre 1934 se prononça donc sur ce qu'on appelait le « tournant français », la Ligue ayant décidé, fin août, d'adhérer à la SFIO. Elle est devenue le Groupe bolchévik-léniniste de la SFIO. La résolution obtint une faible majorité, sous réserve de limiter le tournant à la France. L'entrisme fut par la suite étendu, peu à peu, à d'autres pays et, en dernier lieu, aux États-Unis. Un grand nombre des « intransigeants » qui

s'élevaient avec la plus grande vigueur contre la compromission avec la social-démocratie se retrouveront ultérieurement aux côtés des organisations centristes proches du Bureau de Londres : Bauer, Vitte, Sneevliet, Nin.

L'entrisme dans la SFIO s'avèra incontestablement positif à tous égards. Les trotskystes — on rejetait cette étiquette en ce temps — étendirent rapidement leur influence parmi les militants socialistes les plus combattifs et, plus particulièrement, dans les Jeunesses. La direction réformiste ne tarda pas à s'en inquiéter et, pour y couper court, fit exclure en toute hâte, le 30 juillet 1935, au congrès de Lille des JS, les treize principaux dirigeants jeunes des fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise. Une charrette « d'adultes » sera exclue à son tour en septembre. Estimant qu'ils n'ont pas fait le plein des gains possibles, les BL et leurs alliés engagent la bataille pour la réintégration qui fera ressortir l'arbitraire bureaucratique et doit permettre d'entraîner les indécis et prolonger autant qu'il se peut la présence dans le parti. La « sortie », phase évidemment la plus délicate de l'entrisme, s'effectuera de fait dans la confusion, au milieu d'une crise très violente des trotskystes qui fera perdre une partie des avantages acquis. Une nouvelle scission se produit au plus mauvais moment, qui se prolongera pendant huit ans.

De son côté, Trotsky s'emploie, depuis le 10 juin 1935 (cf. le Mouvement communiste en France, p. 513), à convaincre ses camarades de l'urgence d'un nouveau tournant. Staline venait d'approuver la politique de défense nationale de la France et le PCF passait d'un coup de l'ultra-sectarisme au patriotisme le plus outrancier et à l'union sacrée. Les directions des partis traditionnels s'apprentent à se réconcilier et feront front ensemble contre les révolutionnaires. La trahison définitive du stalinisme ne peut manquer de rebuter de nombreux militants communistes et offrir de nouvelles chances d'élargissement. Il est temps de reprendre le travail indépendant, d'accélérer la préparation de la construction de la IV^e Internationale. La « lettre ouverte » rédigée par Trotsky peu avant de quitter la France reflète cette préoccupation et vise à relancer l'action indépendante. Trotsky insistera dans ce sens auprès des responsables du mouvement, réticents, pendant son court transit à Paris, avant de s'embarquer pour la Norvège. Soumise pour approbation aux diverses sections nationales, la Lettre ouverte mettra un certain temps avant d'être rendue publique. Trotsky s'en alarmera, voyant dans ces retards une incompréhension de la nouvelle période. Les dirigeants du GBL français, pour la plupart, jugent inopportune la parution de la Lettre, parce que de nature à gêner

la lutte pour la réintégration des exclus et à fournir des arguments à la bureaucratie de la SFIO pour isoler les trotskystes et hâter leur expulsion. Devant les demandes insistantes de Trotsky, le document paraîtra enfin dans la Vérité du 23 août 1935, sans les noms des dirigeants des organisations signataires et sans l'appendice final.

Ultérieurement, d'autres signatures s'ajouteront aux premières : celles de la Société coopérative des amis de Nouvel Age (France), des Bolcheviks-léninistes de Cuba et du Groupe Spartacus belge (Vereeken).

La signature de Ruth Fischer en qualité de membre du Secrétariat international mérite une mention particulière. Au cours de son séjour dans la région parisienne, fin 1933-début 1934, Trotsky s'est longuement entretenu avec Ruth Fischer et Arkadi Maslow, anciens dirigeants du PC allemand, grands initiateurs de la bolchevisation — prélude à la stalinisation — de ce parti. Dans sa recherche d'un dépassement des anciens clivages et d'un ralliement de cadres dirigeants, Trotsky souhaitait parvenir à une entente entre la section allemande, l'IKD, et ces deux personnes. Il rencontra les plus vives réserves de l'IKD qui n'entendait pas se compromettre avec ces fleurons du courant zinoviéviste qui avaient joué un rôle si négatif dans le PCA. Une collaboration finit par s'établir au printemps 1934. Les deux ex-dirigeants participaient à des réunions de la direction de l'IKD et son organe, Unser Wort, publia des articles de Maslow. Pourtant, de notables désaccords subsistèrent et l'IKD refusa leur intégration dans l'organisation. Trotsky fit adopter, néanmoins, malgré le vote hostile des délégués allemands, la désignation de Ruth Fischer comme membre du Plénum international et, peu après du SI, au printemps 1935. Leurs divergences avec la section allemande s'aggravèrent ensuite à propos du soutien à accorder à la résistance opposée par l'Église au nazisme. Ruth Fischer quitta le SI au printemps 1936 et anima avec Maslow le groupe l'Internationale qui compta 15 à 20 membres.

Le Plénum de l'Opposition internationale (19-21 août 1933)

Présentation

Les 19, 20 et 21 août s'est tenue une session du Plénum, organe de direction de notre organisation internationale constitué par les représentants des six principales sections européennes.

A l'ordre du jour de cette assemblée se trouvaient d'importantes questions, en tout premier lieu la question de nos rapports vis-à-vis de l'Internationale communiste et de ses sections nationales. Le Plénum précédent, tenu au mois de mai s'était prononcé pour l'orientation en Allemagne vers un nouveau parti, mais n'avait pas changé notre position fondamentale traditionnelle de fraction de l'Internationale communiste. Le développement des événements allait placer toutes nos sections devant le même problème, celui du nouveau parti, après s'être posé à notre section allemande. Au cours des dernières semaines, dans diverses sections fut posée la question de la rupture avec la III^e Internationale ; le Secrétariat international décida la convocation d'un Plénum pour en débattre, diverses thèses et documents étant déjà en discussion dans les sections de l'Opposition de gauche.

Une longue discussion s'institua au Plénum sur le changement d'orientation proposé, d'ailleurs non point tant sur sa nécessité que sur les conséquences qu'il entraînerait, les moyens et les voies de sa réalisation et surtout de la définition précise de la nouvelle orientation.

Nécessité d'une nouvelle orientation ? Chacun des délégués le marqua en soulignant des faits récents. Par simple interdiction gouvernementale : disparition du PC autrichien, sans susciter la moindre réaction ; élimination des représentations parlementaire et municipale du PC bulgare opérée au milieu de la passivité complète ; en marquant que les résolutions de l'IC et du Comité central allemand confirmant la « justesse » de la ligne qui avait mené à la défaite n'avaient suscité aucun courant hostile dans les sections de l'IC. Tout cela témoignait la coupure profonde des masses, la dégénérescence complète et irrémédiable de l'IC et de ses sections où les intérêts de la bureaucratie soviétique et non du prolétariat dictaient la politique à suivre. Pour concrétiser ce tournant le Plénum décida le changement du nom de notre organisation internationale qui s'intitule désormais : Ligue communiste internationaliste (bolcheviks-léninistes).

Des doutes ou des incertitudes quant à la nouvelle orientation qui avaient pu se manifester dans quelques sections, faute d'éléments d'appréciation sur l'état des divers partis de l'Internationale communiste, ne furent même pas émis au Plénum. La seule question qui souleva quelques difficultés concerna l'Union soviétique. Quelle devait être l'attitude des bolcheviks-léninistes russes après leur rupture avec le parti bureaucraté par la fraction stalinienne. La discussion aboutit aux points suivants : l'État soviétique est, par ses origines et le caractère dominant de

la propriété, un État prolétarien ; celui-ci est en voie de dégénérescence ; la politique de son gouvernement bureaucratique facilite l'œuvre des éléments thermidoriens et affaiblit les positions de l'Union soviétique en face du monde capitaliste. Aussi une des tâches essentielles de la nouvelle Internationale et des nouveaux partis, c'est la défense de l'URSS que les partis staliniens sont aussi incapables d'assurer que de barrer la route au fascisme. La tâche du nouveau parti à constituer en URSS, c'est l'arrêt du développement des forces thermidoriennes et la réforme de l'État soviétique pour le ramener sur ses bases initiales. Toutefois, sur cette question russe, le Plénum n'a pas considéré avoir épuisé la question.

Sur quelles bases créer une nouvelle Internationale, de nouveaux partis ? Autrement dit, quelle internationale, quels partis créer ? Dans les derniers mois, depuis la catastrophe allemande, on peut percevoir parmi ceux qui se réclament du mouvement révolutionnaire, des tendances révisionnistes des principes sur lesquels la III^e Internationale fut fondée par Lénine et Trotsky. Pour les uns, il faudrait être plus large à la base du regroupement ultérieur du mouvement ouvrier ; pour d'autres, il y aurait quelque chose de faux à la base même du bolchévisme, etc. Aussi la direction de la fraction internationale des bolcheviks-léninistes se devait de se prononcer clairement à ce sujet. Nous avons lutté pendant des années pour ramener l'IC sur la base de ses principes initiaux ; nous n'avons pas réussi à empêcher la dégénérescence de cette organisation de s'accomplir jusqu'au bout ; il nous reste donc à travailler à la création d'une nouvelle organisation internationale sur la base des principes qui menèrent à la victoire d'Octobre, ceux de Marx et de Lénine.

Concrètement, cela s'exprimait ainsi : sur la base des travaux des quatre premiers congrès de l'IC enrichie de l'expérience de l'Opposition de gauche, expérience qui se trouve concrétisée dans les 11 points adoptés par elle à sa préconférence de février 1933.

A ce propos, le Plénum a décidé de modifier le point 10, dont la rédaction répondait à notre politique de fraction travaillant à la réforme de l'IC « Distinction dans le champ du communisme actuel de trois groupements : marxiste, centriste et droitier... », ce texte correspondait à notre lutte dans l'Internationale communiste pour triompher des courants droitiers et centristes. Actuellement, nous travaillons pour un regroupement dans une nouvelle Internationale des éléments révolutionnaires dispersés et qui pourront être amenés sur la base communiste définie plus

haut. La nouvelle rédaction proposée à la ratification des sections est la suivante :

« Lutte pour le regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière mondiale sous le drapeau du communisme internationaliste. Reconnaissance de la nécessité de la création d'une véritable internationale communiste capable d'appliquer les principes ci-dessus énumérés. »

Comment opérer ce regroupement ? Par quelles voies ? Quels sont les éléments susceptibles d'être regroupés ? Bien entendu, il reste nombre d'éléments révolutionnaires honnêtes dans les rangs des partis de l'IC ou sous leur influence. Nous n'abandonnons nullement l'intention de les gagner aux véritables principes communistes ; mais au lieu de les inviter à lutter avec nous pour obtenir un changement de cours de leur parti : nous les appellerons à lutter avec nous pour édifier le véritable parti communiste qui, en remplissant ses tâches de parti, débarrassera la scène politique des organisations stalinienne.

Un autre des domaines d'activité de notre fraction en vue de travailler à ce regroupement est constitué par ces organisations socialistes de gauche qui ont abandonné la II^e Internationale et se dirigent vers le communisme ou qui sont en voie d'opérer un processus pareil. Notre presse a déjà traité de cette question. Au Plénum, la question fut concrètement discutée à propos d'une conférence internationale de ces organisations convoquée à Paris pour les 27 et 28 août par l'Independent Labour Party. Devions-nous y assister et, dans l'affirmative, quelle y serait notre position ?

Avec le changement d'orientation décidé, notre participation à une telle conférence ne pouvait pas ne pas être décidée. Ce devait être pour nous un premier pas dans la voie de la création de la IV^e Internationale. Et le Plénum décida de signifier notre position dans une déclaration au congrès, marquant la faillite des deux Internationales, la nécessité d'en créer une nouvelle, les bases de celle-ci, ses tâches essentielles.

En ce qui concerne la tactique à suivre à cette conférence, le Plénum décida qu'avant tout notre délégation devait développer le contenu de notre déclaration ; qu'en second lieu, elle devait chercher à obtenir une délimitation des groupements s'orientant ou susceptibles de s'orienter vers la nouvelle Internationale d'avec les groupements absolument incapables de le faire, soit parce que gravitant autour de la II^e Internationale comme le Parti ouvrier norvégien (NAP), soit parce que n'ayant que des rapports douteux avec le mouvement ouvrier comme le Parti d'unité prolétarien (PUP).

La discussion porta également sur la lutte à mener contre le fascisme. Au sujet du boycottage, le Plénum, tenant compte de la réalité, décida de dénoncer la phraséologie des réformistes qui vise à soumettre chaque prolétariat à sa bourgeoisie nationale, au nom de la lutte contre le fascisme : le Plénum se prononça au contraire pour que l'agitation à mener contre le fascisme et sa terreur soit orientée pour aboutir dans des circonstances données à des manifestations puissantes telles que semaine antihitlérienne, boycottage durant un délai déterminé, etc. A cet effet, le Plénum décida l'envoi d'une lettre aux présidioms de l'IC, de l'ISR, de l'IOS (qui tenait à ce moment son congrès), de la FSI, lettre que nous publions dans ce même numéro. Naturellement nous ne nous bornerons pas à un appel aux sommets, mais nous porterons la question devant toutes les organisations.

Enfin le Plénum s'occupa également de questions d'organisation de notre fraction. Il constata que, face à nos tâches, nous ne disposons pas de forces politiques et matérielles suffisantes pour les remplir. Il envisagea diverses mesures et, en particulier, un renforcement de notre organisme international pour qu'il puisse guider et impulser nos sections dans la nouvelle voie où elles s'engagent.

La Vérité, n° 171, 8 septembre 1933.

L'Opposition internationale et l'Internationale communiste

Les événements qui se sont déroulés en Allemagne et qui ont abouti à l'instauration du fascisme et à la faillite du Parti communiste allemand ont posé devant l'Opposition de gauche internationale la question du nouveau parti en Allemagne, question qui, après avoir été largement discutée dans nos rangs, a été définitivement tranchée.

Sur la base des événements d'Allemagne, le Plénum de mai a adopté unanimement l'orientation vers la construction d'un véritable parti communiste en Allemagne. Déjà, depuis la trahison commise en Allemagne par le parti staliniste, des voix se sont élevées dans nos rangs pour une nouvelle orientation internationale. « Comment peut-on condamner le parti allemand sans condamner en même temps l'Internationale communiste qui dirigeait le parti et qui est le véritable responsable de cette trahison ? » était l'argumentation habituelle de ces camarades. Les événements d'Autriche et de Bulgarie, la constatation que ni l'Internationale ni les partis ne furent capables de tirer la moindre leçon de la catastrophe allemande, mais au contraire se sont mis activement au travail pour justifier la politique néfaste

suivie en Allemagne et, même, ont présenté la situation actuelle comme une victoire, ces faits ont élargi la critique envers le véritable responsable de la trahison allemande, et ont forcé de poser la question de notre attitude envers l'Internationale et de la trancher d'une manière claire et définitive.

Devons-nous continuer à nous considérer comme fraction de l'IC, ou rompre définitivement avec elle en séparant notre responsabilité de la politique de la fraction qui dirige l'Internationale ? Devons-nous persévérer dans l'orientation vers la réforme, ou bien y mettre fin et nous orienter vers un nouveau regroupement indépendant des forces révolutionnaires à l'échelle de l'Internationale ?

Le Secrétariat international a déjà exposé aux sections dans sa circulaire comment la question a été posée. Bien que la discussion ne soit encore qu'à ses débuts dans les sections, il semble que la proposition pour la nouvelle orientation a été favorablement accueillie. Il est nécessaire que ce tournant d'une importance historique soit précédé par une ample discussion pour éclaircir de la manière la plus complète toutes les questions qui lui sont liées et pour dégager les tâches qui en découlent.

Il s'agit maintenant de dresser le bilan de ce que nous a donné notre position de fraction vis-à-vis de l'IC et d'établir notre position à la lumière de l'expérience réalisée depuis la catastrophe allemande jusqu'à aujourd'hui. L'éloignement de l'IC de la ligne de ses premiers congrès s'est effectué par étapes dont la politique du Comité anglo-russe, la défaite de la révolution chinoise, la dégénérescence graduelle du Parti communiste russe, la capitulation traîtresse devant le fascisme allemand sont parmi les plus remarquables.

Ce processus de dégénérescence trouve son expression dans le mouvement communiste international sous la forme d'un affaiblissement idéologique et organisationnel des partis. Bien que toute cette dégénérescence ait été déterminée principalement par l'établissement de la théorie réactionnaire du « socialisme dans un seul pays », elle s'est effectuée cependant par étapes, entre lesquelles on constate des degrés de décomposition.

Notre position de fraction a été déterminée par la réalité dont nous sommes surgis, et dans laquelle nous avons été obligés de travailler. Le caractère prolétarien de l'État soviétique ; l'existence d'un parti ayant les plus grandes traditions et d'une organisation internationale englobant d'importantes forces révolutionnaires constituaient des forces sur lesquelles nous devons compter pendant une période entière pour la possibilité de la réforme que nous avons préconisée. Il fallait épuiser toutes

les possibilités qui découlent de cette réalité avant de poser la question d'une nouvelle orientation. C'était là un stade indispensable dans ces conditions concrètes, une expérience inévitable que nous devons faire, et sur la base de laquelle nous devons à une certaine étape décisive déterminer notre position.

La réforme est-elle possible après l'expérience allemande et particulièrement après les leçons de ces derniers mois ? Et si cela n'est plus possible, à quoi sert d'être une fraction ? Devons-nous fatalement attendre que la même expérience se répète dans tous les pays ou la catastrophe de la Russie soviétique pour abandonner la position de fraction ? Ou bien, comme avant-garde du mouvement révolutionnaire, devons-nous dès maintenant séparer les responsabilités, avouer quelle est la réalité et nous engager dans la voie du regroupement indépendant des forces révolutionnaires à l'échelle internationale pour mener la lutte la plus âpre et la plus efficace contre le capitalisme mondial et ainsi apporter un véritable soutien à l'État prolétarien ?

Voilà les questions auxquelles nous devons répondre. La force des faits nous impose une nouvelle orientation. Cela signifie que, dès maintenant, nous devons envisager toutes les possibilités de rapprochement et de collaboration avec les forces révolutionnaires qui, après la catastrophe allemande, commencent à se détacher de l'influence de l'Internationale communiste dirigée par les staliniens et de la II^e Internationale et à s'orienter vers un mouvement communiste fondé sur les principes formulés par les premiers congrès de l'IC et sur l'expérience acquise dans le mouvement communiste depuis la mort de Lénine. Cela signifie que, tout en séparant notre responsabilité des staliniens, nous devons collaborer avec les organisations staliniennes à l'échelle internationale, nationale, locale, sur la base de la tactique du front unique au moyen de laquelle nous devons nous lier et conquérir les meilleurs éléments qui restent encore dans les partis staliniens. Même au stade présent de décomposition de l'IC, la conquête de ces éléments constituera un objectif important de notre activité.

Les leçons des derniers événements après la catastrophe allemande ont fait apparaître tout à fait logiquement notre changement de point de vue à l'échelle internationale. Ces leçons nous ont aussi déliés de notre attitude envers le parti stalinien en Union soviétique.

La question de notre attitude envers le Parti communiste de l'URSS doit être envisagée en liaison avec la question de notre attitude envers l'Internationale communiste. D'une part, notre activité indépendante dans les pays capitalistes par le regrou-

pement des forces révolutionnaires sur la base des véritables principes communistes forgera l'arme la plus efficace pour la défense de l'État prolétarien et, d'autre part, notre attitude audacieuse à l'intérieur de l'Union soviétique mettra plus en relief l'état de décomposition du parti stalinien, éveillera l'attention de tous les éléments dévoués à la cause communiste, en leur montrant le danger énorme qui menace l'État prolétarien et en leur donnant un drapeau pour lutter contre la réaction et écarter du pouvoir la bureaucratie centriste.

Le Plénum, en adoptant dans ses lignes générales cette nouvelle orientation, souligne les lourdes tâches qui incombent à notre organisation internationale dans la prochaine période. Plus que jamais s'impose avec une force particulière la nécessité d'une cohésion étroite de nos rangs, d'une clarté absolue dans les positions et les principes, d'un déploiement d'activité dans tous les domaines d'action parmi les couches ouvrières et opprimées.

Ces prémisses nous permettront d'appliquer une tactique souple envers tous les courants qui s'orientent vers le communisme et, sur la base de principes fermes, de leur faciliter l'assimilation de ces principes et leur passage définitif dans le camp commun de la lutte intransigeante et sans merci pour le renversement du capitalisme.

Comment constituer cette nouvelle internationale ?

Enraciner notre propre force dans les rangs ouvriers.

1. Se considérer comme embryon du véritable parti communiste ; établir dans chaque section notre programme d'action très large ; tourner résolument le dos au travail de réforme et à ses traits particuliers ; entretenir des fractions dans toutes les organisations ouvrières et régler notre tactique en fonction du rapport des forces.

Diriger nos feux principalement contre l'influence de la social-démocratie, être les propagandistes, les vulgarisateurs du communisme et de l'internationalisme, tendre à arracher les ouvriers attachés au parti par une action réelle contre la bourgeoisie et ses valets. Pour cela pratiquer avec le PC officiel, à tous les échelons, le front unique dans l'action. En cas de refus de la bureaucratie, soutenir les actions des partis staliniens si elles sont justes ; les combattre si elles sont erronées.

2. A l'égard des organisations auxiliaires, Secours rouge international, etc., tirer avec conséquence des conclusions de notre nouvelle orientation. Partout où le SRI s'affirmera n'être qu'un instrument de conservation bureaucratique et de tendance,

créer selon nos forces de réelles organisations de solidarité révolutionnaire. Ce qui est dit à ce sujet est juste pour toutes les autres organisations auxiliaires du parti.

3. Déclarer que l'analyse antérieure de l'État soviétique, comme État ouvrier à dégénérescence bureaucratique accentuée, persiste à être la nôtre, que l'accentuation de la dégénérescence bureaucratique dans le PCUS et l'IC implique un danger décisif pour l'État ouvrier, que la reconstitution d'un parti en URSS et le renforcement du prolétariat révolutionnaire dans le monde autour d'une Internationale révolutionnaire sont des facteurs décisifs de défense de l'État ouvrier.

Rassembler les forces révolutionnaires dans le monde en dénonçant l'incapacité des partis staliniens de défendre l'URSS. Lutter en URSS pour la réforme de l'État, le rétablissement complet des prérogatives du prolétariat, la défaite de la bureaucratie. Appuyer à tout moment les forces prolétariennes contre les forces thermidorienne ; tel sera le rôle en URSS de notre section dont la création indispensable comme incarnation des principes communistes et révolutionnaires sera la plus grande assurance pour l'existence de la révolution d'Octobre. De cette revendication ne découle nullement que nous sommes disposés à admettre la création d'autres partis en URSS. Sur ce point l'opposition de gauche n'a rien à changer à ses revendications de la démocratie ouvrière comme pivot de la dictature du prolétariat.

4. Nos forces actuelles agissant comme embryon de parti communiste peuvent, par leur cohésion politique, leur épreuve dans l'activité parmi les organisations de la classe ouvrière, l'expérience qui en résulte, exercer une attraction importante sur les autres courants du mouvement ouvrier, rejetés de la III^e ou de la II^e Internationale, et qui s'orientent vers les positions communistes. Notre puissance attractive sera d'autant plus accentuée que l'écran de notre position de fraction n'existera plus entre ces courants et nous.

Ces formations sont multiples, certaines sont proches de notre position, d'autres sont encore hétérogènes et exigent un travail de longue haleine pour l'assimilation à nos positions. Il faut combattre avec force la conception d'un rassemblement sans principe. Au contraire, l'Opposition de gauche internationale doit orienter ses forces pour le rassemblement de ces courants épars sur la base du principe communiste.

Il ne saurait s'agir d'un rassemblement entre la III^e et la II^e Internationale, mais bien sur les bases de la III^e Internationale

abandonnée par l'IC (les quatre premiers congrès dans leurs grandes lignes, enrichis de l'expérience des dix dernières années) et les onze points de la préconférence de l'OGI.

5. La base des rapports politiques avec les groupes existants étant ainsi définie, l'Opposition de gauche doit comprendre l'intérêt historique que représente le regroupement international de ces groupes épars actuellement, qui, sans assises de principes bien définis, sans liens organiques, peuvent dans le chaos actuel dégénérer ou être livrés aux manœuvres exterminatrices des staliniens.

D'autre part, l'OGI doit également comprendre que l'effritement de la II^e et de la III^e Internationale donnera encore naissance à d'autres éparpillements et qu'il faut dans les relations avec les groupes qui se déplacent vers le communisme faire montre d'autant de souplesse pédagogique que d'intransigeance politique.

Résolution du Plénum du 19-21 août 1933,
in *la Vérité*, n° 170, 1^{er} septembre 1933.

**« Déclaration des quatre »,
sur la nécessité et les principes d'une nouvelle internationale**

Les organisations soussignées, en pleine conscience des responsabilités historiques qui pèsent sur elles, se sont entendues pour unir leurs efforts afin de travailler en commun à la régénération du mouvement révolutionnaire prolétarien à l'échelle internationale. A la base de leur activité elles posent les principes suivants :

1. La crise mondiale du capitalisme impérialiste, qui a supprimé le terrain pour le réformisme (social-démocratie, Deuxième Internationale, bureaucratie syndicale réformiste) pose impérieusement la tâche de rompre avec la politique réformiste, de mettre à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et pour l'instauration de la dictature prolétarienne, comme l'unique voie pour la transformation de la société capitaliste en société socialiste.

2. La tâche de la révolution prolétarienne dans son essence même, a un caractère international. Le parti révolutionnaire du prolétariat a cependant pour tâche, dans chaque pays où les conditions historiques sont mûres, de mener la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir. Mais le prolétariat ne peut construire une société socialiste achevée que sur la base de la division internationale du travail et d'une collaboration internationale. Les

signataires repoussent donc résolument la théorie du « socialisme dans un seul pays » qui sape les bases mêmes de l'internationalisme prolétarien.

3. La Troisième Internationale, surgie de la révolution d'Octobre, qui posa les règles fondamentales de la politique révolutionnaire à l'époque de l'impérialisme et donna au prolétariat mondial les premières leçons de lutte révolutionnaire pour le pouvoir, tomba victime de sa dépendance servile envers la bureaucratie soviétique qui dégénéra dans l'esprit du nationalisme et du centrisme*.

4. L'offensive du fascisme en Allemagne plaça les organisations de la classe ouvrière devant l'épreuve décisive. La social-démocratie y confirma encore une fois le jugement que Rosa Luxemburg avait donné d'elle. Elle se montra comme un « cadavre puant ». Triompher des organisations, des idées et des méthodes du réformisme est une condition indispensable pour la victoire de la classe ouvrière sur le capitalisme.

5. C'est également avec une vigueur non moindre que les événements d'Allemagne dévoilèrent l'effondrement de la troisième Internationale. Celui-ci est le résultat de la politique radicalement fautive de la bureaucratie staliniste. L'influence décisive de cette bureaucratie sur l'IC a eu pour effet que l'IC, appelée à éveiller les énergies révolutionnaires dans le monde entier, à créer dans tous les pays des partis communistes de masse, capables de remplir leur tâche et de diriger le mouvement révolutionnaire mondial, est devenue de plus en plus un obstacle pour le mouvement révolutionnaire mondial. Dans les conditions ainsi créées par la politique du Komintern, le réfor-

*Le texte de la Déclaration reproduit dans le volume 2 des *Œuvres* de Trotsky comprend, notamment, un point 3 supplémentaire : « 3) Il faut rejeter avec non moins d'énergie la théorie des austromarxistes, centristes et réformistes de gauche qui, sous le prétexte du caractère international de la révolution socialiste, préconisent, en ce qui concerne leur propre pays, une attitude passive et attentiste, livrant ainsi dans la réalité le prolétariat aux mains du fascisme. Un parti prolétarien qui se refuse à prendre le pouvoir dans les conditions historiques présentes commet la pire des trahisons. Le prolétariat victorieux dans un seul pays doit renforcer sa dictature nationale par une construction socialiste, laquelle demeure nécessairement inachevée et contradictoire jusqu'à ce que la classe ouvrière se soit emparée du pouvoir politique dans au moins plusieurs pays capitalistes avancés. En même temps, la classe ouvrière victorieuse dans un seul pays doit diriger tous ses efforts en vue de l'extension de la révolution socialiste aux autres pays. La contradiction entre le caractère national de la prise du pouvoir et le caractère international de la société socialiste ne peut être résolue que par une courageuse action révolutionnaire. »

misme fut partout soutenu et une incapacité d'action effrayante de la classe ouvrière fut provoquée.

6. La situation du capitalisme mondial, la crise épouvantable qui précipite les masses populaires dans une misère sans précédent, les mouvements révolutionnaires des masses coloniales opprimées, le danger mondial du fascisme, la perspective d'un nouveau cycle de guerres, menaçant de détruire toute la civilisation humaine — telles sont les conditions qui exigent impérieusement le rassemblement de l'avant-garde prolétarienne dans une nouvelle Internationale. Les signataires s'engagent à contribuer de toutes leurs forces pour que cette Internationale se forme dans le plus bref délai possible sur les fondements inébranlables des principes théoriques et stratégiques posés par Marx et par Lénine.

7. Prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions qui évoluent réellement du réformisme ou du centrisme bureaucratique (stalinisme) vers la politique du marxisme révolutionnaire, les signataires déclarent en même temps que la nouvelle Internationale ne peut permettre aucune tolérance à l'égard du réformisme ou du centrisme. L'unité nécessaire de la classe ouvrière ne peut être atteinte par une mixture des conceptions réformiste et révolutionnaire, par une adaptation à la politique staliniste, mais seulement en surmontant la politique des deux internationales banqueroutières. Pour remplir ses tâches la nouvelle Internationale ne peut tolérer une déviation des principes révolutionnaires dans les questions de l'insurrection, de la dictature prolétarienne, de la forme soviétique d'État, etc.

8. Par ses bases sociales, par la forme dominante de propriété, l'URSS reste, même aujourd'hui un État prolétarien. La défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure, la nouvelle Internationale l'inscrit sur son drapeau comme une de ses tâches les plus importantes.

Précisément la défense révolutionnaire de l'URSS nous fait un devoir impérieux de libérer les forces révolutionnaires du monde entier de l'influence pernicieuse du Komintern stalinisé et de construire une nouvelle Internationale communiste. Ce n'est qu'à condition de rendre les organisations prolétariennes internationales complètement indépendantes de la bureaucratie soviétique et de démasquer impitoyablement ses fausses méthodes devant les masses ouvrières qu'une défense victorieuse de l'Union soviétique est possible.

9. Une condition indispensable d'un développement

fondamental des partis prolétariens révolutionnaires, aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, c'est la *démocratie du parti*. Sans liberté de critique, d'élections des fonctionnaires du haut en bas, du contrôle sur l'appareil par les adhérents, il n'y a pas de véritable parti révolutionnaire. En étouffant la démocratie intérieure, la bureaucratie staliniste a étouffé le Komintern.

La nouvelle Internationale, aussi bien que les partis entrant dans sa composition, devra donc bâtir toute sa vie intérieure sur les bases du *centralisme démocratique*.

10. Les soussignés se sont mis d'accord pour créer une commission de représentants de tous les partis soussignés dans le but :

a. Élaboration d'un manifeste programmatique, charte de la nouvelle Internationale ;

b. Préparation d'une étude du mouvement ouvrier contemporain dans toutes ses organisations et toutes ses tendances ;

c. Élaboration de thèses sur toutes les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat ;

d. Organisation permanente et systématique du travail préparatoire pour une nouvelle Internationale ; transmission du matériel (ci-dessus mentionné) à toutes les organisations et tous les groupes liés ou sympathisants aux initiateurs de la conférence aux fins d'une discussion fondamentale et générale sur les principes de la nouvelle Internationale.

— Secrétariat international de l'Opposition communiste de gauche : E. Bauer.

— Sozialistische Arbeiter Partei (Allemagne) : J. Schwab.

— Parti révolutionnaire socialiste (Hollande) : H. Sneevliet.

— Parti socialiste indépendant (Hollande) : P. J. Schmidt.

La Vérité, n° 170, 1^{er} septembre 1933

Faillite du réformisme et du stalinisme Pour la IV^e Internationale

1. La tenue même d'une conférence de quatorze partis, organisations et groupes de caractères et de tendances extrêmement hétérogènes est le résultat d'une crise très profonde du mouvement socialiste et communiste, plus précisément le fruit de l'écroulement non seulement de la II^e, mais aussi, sur un autre plan historique, et pour d'autres raisons, de la III^e Internationale.

2. Il ne saurait être question, bien entendu, que la nouvelle internationale soit construite par des organisations partant de bases principielles profondément différentes et même opposées. L'Opposition de gauche a participé à cette conférence sous son propre drapeau pour aider à une délimitation principielle d'avec les réformistes et les centristes et au rapprochement des organisations révolutionnaires, véritablement communistes.

3. Le seul résultat réel — mais en revanche extrêmement important de la conférence — est la déclaration signée par quatre organisations : l'Opposition de gauche, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne (SAP) et deux partis hollandais, le Parti révolutionnaire socialiste (RSP) et le Parti socialiste indépendant (OSP), représentant le premier pas délibéré sur la voie de la construction de la nouvelle internationale sur la base des principes de Marx et de Lénine.

4. Le Plénum se rend parfaitement compte que ces quatre organisations d'origines politiques différentes ne peuvent aboutir en quelques jours à une unité complète sur les principes fondamentaux, les méthodes tactiques et d'organisation. En tout cas le résultat acquis a créé des bases suffisantes pour que l'on puisse compter que le travail ultérieur de ces organisations sur le manifeste programmatique et les documents tactiques donnera la possibilité non seulement d'assurer l'unité de conceptions nécessaire, mais aussi d'attirer sous le drapeau de la nouvelle internationale une série d'autres organisations et fractions révolutionnaires.

5. Le Plénum estime nécessaire de procéder immédiatement à l'élaboration de documents programmatiques et à la constitution d'un secrétariat technique qui pourrait, déjà, dans le processus de la rédaction du manifeste et des résolutions, entrer en rapport avec des organisations sympathisantes afin que leurs avis, propositions et critiques puissent trouver leur écho dans les textes des documents programmatiques.

6. Le Plénum charge son représentant dans la commission du programme de se tenir sur les conceptions fondamentales qui sont exposées dans la déclaration des bolcheviks-léninistes, présentée à la Conférence de Paris des 27 et 28 août 1933.

7. En ce qui concerne les décisions prises par la majorité hétérogène de la conférence qui sont profondément marquées du sceau de cette hétérogénéité, le Plénum des bolcheviks-léninistes n'estime pas possible de prendre sur lui une responsabilité politique pour ces décisions. Dans la mesure où les décisions

prises pourraient conduire à telle ou telle action pratique (par exemple le boycott de l'Allemagne hitlérienne), l'Opposition de gauche est prête suivant les circonstances à participer à celles de ces actions qui correspondent à ses positions de principes générales.

Sur le terrain des actions pratiques, l'Opposition de gauche aspirera constamment à un rapprochement étroit avec les partis et organisations qui lui sont le plus proches. A cette seule condition, une politique large et audacieuse de front unique pour les tâches politiques actuelles nourrira l'œuvre de la construction de la nouvelle internationale communiste.

Le Plénum appelle toutes les sections de l'OGI à se rendre compte clairement de l'importance historique du pas qui s'est accompli.

8. En prenant cette position, le Plénum ne fait qu'user du droit qui est reconnu par la conférence elle-même à tous les partis participants jusqu'au 15 octobre de ratifier ou, au contraire, de repousser les décisions de la conférence.

Une tâche de première urgence est maintenant de donner à la « déclaration des Quatre » une diffusion des plus larges dans les rangs communistes, socialistes, dans les syndicats, et surtout dans la jeunesse. Par les journaux, les tracts, les affiches, les discours et les conversations, il faut populariser et expliquer le sens de la déclaration. Il faut sans ménager les efforts soulever l'avant-garde prolétarienne pour la création de la nouvelle internationale. La déclaration des bolcheviks-léninistes, présentée à la conférence se termine par ces mots : « Notre responsabilité révolutionnaire est immense. Que notre travail créateur s'élève au niveau de cette responsabilité. » Il faut comprendre clairement que ces paroles s'adressent avant tout aux bolcheviks-léninistes eux-mêmes !

Le Plénum du Secrétariat international,
le 31 août 1933,
in *la Vérité*, n° 170, 22 septembre 1933.

Le « tournant français » : des cercles propagandistes au travail de masse

1. Ces dix dernières années sont caractérisées par la décadence et l'ossification croissante de l'Internationale communiste qui, dans les cinq premières années de son existence, a rassemblé sous son drapeau les éléments les plus révolutionnaires du prolé-

tariat. La plus grande partie des cadres actuels de la LCI sort des rangs de l'IC. La majorité des groupes et des sections de la LCI furent à différentes périodes éliminés par la bureaucratie, par mesure préventive, pour ne pas donner la possibilité de mener au sein du PC une lutte pour les principes du léninisme. Se constituant en Opposition de gauche, les bolcheviks-léninistes s'étaient donné pour tâche première de régénérer l'Internationale communiste. Au cours de dix années, ils ont lutté infatigablement contre le glissement centriste et les zigzags aventuristes de la bureaucratie stalinienne. Il n'est aucune grande question, aucun grand événement auxquels les bolcheviks-léninistes n'aient répondu à temps soit comme organisation internationale, soit en tant que section. Il n'est aucune grande question où leur analyse et leurs pronostics n'aient été confirmés par les événements. Mais la puissance conservatrice de l'appareil bureaucratique a eu le dessus. Les événements d'Allemagne liés à la victoire du fascisme ont rendu manifeste la dégénérescence intérieure de l'IC et ont définitivement enterré les espoirs de régénérescence en tant que parti de l'avant-garde révolutionnaire.

2. Renonçant au rôle de fraction du Komintern, les bolcheviks-léninistes, sur la base de l'ancien programme enrichi de l'expérience nouvelle, se sont constitués en organisation indépendante, se donnant pour tâche la lutte pour de nouveaux partis et une nouvelle internationale, la IV^e. La nouvelle orientation de la LCI, renforcée, dès le début, par l'adhésion du Parti révolutionnaire socialiste (RSP) hollandais, a créé la nécessité de réexaminer tout le champ du mouvement ouvrier international ; de tenir compte des modifications surgies, d'apprécier justement les nouveaux groupements pour trouver dans chaque pays les points d'appui les plus favorables pour le levier marxiste.

3. La dégénérescence et les compromissions de l'IC mènent inévitablement au renforcement absolu, ou tout au moins relatif, des partis sociaux-démocrates. La conservation de ces partis et plus encore leur croissance par l'apport d'éléments frais ont mené et mèneront inévitablement à leur tour la formation en leur sein de groupements intérieurs, à l'aiguïsement des luttes fractionnelles, à des scissions. Rien ne manifeste d'une façon plus frappante la perte totale de la force attractive de l'IC que le fait que, dans les dernières années, les groupements de gauche centristes, même ceux ayant rompu avec la social-démocratie ou qui en ont été exclus, n'ont pas rejoint les rangs de l'IC, mais ont tenté et tentent encore de mener une existence indépendante (ILP, OSP-SAP, AWP, etc.).

Les partis sociaux-démocrates ont connu dans une série de pays une évolution. Après de longues années d'adaptation de la social-démocratie autrichienne à des gouvernements bourgeois, son aile prolétarienne est entrée en lutte armée avec la bourgeoisie. Le parti espagnol, participant hier encore au gouvernement bourgeois et exerçant une répression systématique envers les prétendus excès révolutionnaires, se trouve contraint aujourd'hui d'appeler les masses à l'insurrection armée pour la défense des libertés démocratiques.

D'autre part, le Parti ouvrier belge place sous le couperet de la guillotine son aile gauche encore bien modérée. La social-démocratie hollandaise révisé son programme dans un esprit réactionnaire. Tous ces processus se produisent sous l'action des mêmes facteurs : la crise du capitalisme et de l'État démocratique, des contre-réformes au lieu de réformes, la misère croissante des masses, le danger de guerre menaçant dans différents pays. Ces facteurs fondamentaux produisent des effets variés et créent des tendances multiples et contradictoires des groupements et de leurs rapports réciproques.

4. La politique intérieure a perdu tout équilibre, elle se caractérise par des manœuvres brusques dont l'image frappante est que les socialistes, hier ministres de la bourgeoisie, sont aujourd'hui arrêtés par sa police. La situation objective de la social-démocratie dans l'État bourgeois subit un tournant à 180° en un court délai. En ce qui concerne son degré de conscience, celui-ci se modifie beaucoup moins vite et d'une manière non uniforme et même hétérogène dans les différents groupes : dans certaines couches de l'appareil, vers le bonapartisme corporatif (néo-socialistes français, certains Hollandais et d'autres), ou, au contraire, vers la révolution. Le niveau de conscience de la social-démocratie retarde tellement sur sa propre situation objective au sein de l'État bourgeois qu'elle se trouve jetée dans l'insurrection armée sans avoir eu le temps de renoncer à ses préjugés démocratiques et réformistes.

5. Dans ces conditions, il n'y a pas, il ne peut y avoir rien de plus dangereux ni de plus néfaste que les clichés habituels. Se contenter d'abstractions : « réformisme », « II^e Internationale », signifie ignorer ou estomper la différence entre la social-démocratie qui forme le pouvoir bourgeois et la social-démocratie qui participe à la révolution contre la bourgeoisie. Entre ces pôles extrêmes se placent de nombreux stades intermédiaires qu'il faut étudier soigneusement en mesurant l'ampleur de l'écart et le rythme du développement, pour appliquer chaque fois son

levier le plus efficacement possible pour former des partis prolétariens véritablement révolutionnaires.

6. Répétons encore une fois que si l'IC n'était pas écrasée par la bureaucratie soviétique, mais avait continué et développé la politique des quatre premiers congrès, elle aurait assuré depuis longtemps le triomphe de la révolution dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie. D'autre part, si l'appareil dégénéré de l'IC s'appuyant sur l'autorité de l'URSS n'obstruait pas la voie du développement de l'avant-garde du prolétariat mondial, la LCI aurait pu devenir au cours des dix années écoulées le pivot autonome du parti révolutionnaire. Dans les deux cas, le prolétariat aurait connu des victoires et non des défaites ou des capitulations. Cependant, dans la politique pratiquée, il faut partir des conditions non imaginaires, mais réelles, dans lesquelles est placé actuellement le mouvement ouvrier mondial et qui, dans leurs traits fondamentaux, ont été caractérisés plus haut.

La LCI est la seule organisation internationale qui possède une conception générale juste de la situation mondiale et des tâches qui incombent au prolétariat. Mais elle ne possède pas une force suffisamment importante pour devenir un centre d'attraction pour les masses qui, sous l'épée de Damoclès du fascisme et de la guerre, craignent de se détacher des grandes organisations. La LCI ne peut agir comme parti indépendant du prolétariat, elle n'est que l'arme pour la création de partis indépendants. Il faut utiliser cette arme selon la situation de chaque pays.

7. La psychologie, les conceptions, les usages sont habituellement en retard sur le développement des rapports objectifs dans la société, dans la classe, même dans l'organisation révolutionnaire. Le mort saisit le vif. La période préparatoire de propagande nous a donné les cadres sans lesquels nous ne pourrions pas faire un seul pas en avant, mais la même période a laissé par héritage se manifester dans l'organisation des conceptions extrêmement abstraites sur la construction du nouveau parti, de la nouvelle internationale. Dans leur forme chimiquement pure, ces conceptions sont exprimées de la manière la plus achevée par la secte des bordiguistes qui espèrent que l'avant-garde ouvrière par une littérature pénible à lire se persuadera de la justesse de leur position et tôt ou tard se groupera précisément autour de leur secte. A cela, ces sectaires ajoutent souvent que les événements révolutionnaires poussent inévitablement la classe ouvrière vers nous. Cette attente passive, sous couvert d'un messianisme idéaliste, n'a rien de commun avec le marxisme.

Les événements révolutionnaires passent toujours inévitablement au-dessus de la tête de chaque secte. Par la littérature propagandiste (si elle est bonne) on peut éduquer les premiers cadres, mais non pas rassembler l'avant-garde prolétarienne qui vit non dans un cercle ou dans une salle d'école, mais dans une société de classes, à l'usine, dans les organisations de masses, avant-garde à qui il faut savoir parler le langage de son expérience. Les cadres propagandistes les mieux préparés se décomposent inévitablement s'ils ne prennent pas contact avec la lutte quotidienne des masses. L'attente des bordiguistes d'événements révolutionnaires poussant d'eux-mêmes les masses vers eux, en récompense de leurs conceptions « justes », représente la plus grossière de toutes les illusions. Pendant les événements révolutionnaires, les masses ne se renseignent pas sur l'adresse de telle ou telle secte, mais la contournent. Pour croître plus vite dans la période de flux, dans la période préparatoire, il faut savoir trouver les points de contact au niveau de conscience de larges cercles ouvriers. Il faut établir des rapports justes avec les organisations de masses. Il faut prendre une position de départ correcte correspondant à l'état concret de l'avant-garde prolétarienne, en la personne de nos différents groupements. Et, pour cela, il faut voir en soi non pas un succédané du nouveau parti, mais seulement une arme pour sa création. Autrement dit, tout en conservant entièrement l'intransigeance principielle, il faut se libérer radicalement des survivances sectaires qui subsistent comme héritage purement propagandiste.

8. Ceux de nos camarades qui ont au plus haut point manifesté des tendances sectaires allèguent que les centristes du Parti ouvrier socialiste (SAP) et du Parti socialiste indépendant (OSP), nous ont toujours accusés de sectarisme et que, par conséquent, nous en reconnâtrions maintenant le bien-fondé, ainsi que la non-justesse de notre critique du Parti socialiste norvégien (NAP) de Paul Louis, etc. Avec de tels arguments, ces camarades manifestent une fois de plus combien le sectarisme cohabite facilement avec l'opportunisme. Les chefs du SAP et de l'OSP nous ont accusés de sectarisme non pour nos côtés faibles, mais justement pour nos côtés forts : ténacité théorique, hostilité envers toute confusion programmatique, envers la conciliation sans principe, les combinaisons stériles. Les opportunistes accusèrent et accusent toujours les marxistes de « sectarisme », de « talmudisme » de « penchant à couper les cheveux en quatre ». Il faut réagir par la condamnation la plus sévère de la position apologétique prise par quelques camarades envers les chefs du SAP, leur penchant manifeste à réviser notre critique

des directions centristes en général. Se libérer des survivances sectaires de la période propagandiste signifie pour nous non pas renoncer aux critères marxistes, mais au contraire apprendre à les transporter dans un champ plus large, c'est-à-dire à les combiner avec la lutte de couches toujours plus larges de la classe ouvrière.

9. Ce n'est qu'à la lumière des considérations développées ci-dessus qu'on peut apprécier justement le tournant radical accompli par notre section française qui, après une ample discussion, est entrée, sur la base de la décision de sa conférence nationale, dans la SFIO. L'opposition à ce tournant était dictée par des considérations de deux ordres : les uns, comme Bauer et ses partisans, ont vu dans cette entrée un abandon du « léninisme », une « capitulation devant le réformisme » et « le passage sur les positions de la II^e Internationale ». D'autres ont craint — cette crainte était en soi tout à fait naturelle — que notre section française ne puisse développer ses positions au sein de la SFIO, soit contrainte de replier son drapeau et compromette ainsi la LCI. Le camarade Naville et son groupe ont pris dans cette question une position éclectique, en recourant à des arguments des deux ordres à la fois. « L'intransigeance » purement passive des camarades Naville et Lhuillier ne fut que le complément de leur politique opportuniste de la période précédente quand ils ont empêché le travail systématique au sein de la SFIO en le remplaçant par l'adaptation du dehors à la politique de sa direction. Enfin, le camarade Bauer, sous l'influence du fait que sa position fut repoussée, a commencé à couvrir son attitude fondamentale purement sectaire, bordiguiste, par l'argument purement empirique selon lequel l'entrée de la Ligue communiste dans la SFIO était « inopportune ». La dernière déclaration de Bauer, de Lehmann et d'autres du 20 septembre 1934 constitue une combinaison mécanique du sectarisme et de l'opportunisme couverts çà et là par la feuille de vigne de considérations « réalistes, concrètes ».

10. En ce qui concerne les craintes naturelles et entièrement légitimes d'autres sections de voir le tournant de notre section française ne la lie pieds et mains, la réponse incomplète, non définitive, mais quand même extrêmement importante est déjà donnée par les faits.

Le Plénum constate que la position ouvertement prise par le GBL au sein de la SFIO (programme d'action, trois numéros de *la Vérité*, brochures sur les milices, travail parmi la jeunesse) n'a rien de commun avec une capitulation, mais représente l'appli-

cation et le développement des principes et des méthodes de la LCI dans la nouvelle orientation et dans de nouvelles conditions. En particulier, le Plénum constate le progrès indiscutable de *la Vérité* par rapport à la période précédente. Par cela même est tranchée la question de savoir si l'entrée était « opportune » ou « inopportune ». La discussion théorique sur le caractère de la SFIO, sur son régime, etc., a reçu une vérification empirique. La situation objective et l'état intérieur de la SFIO à l'étape donnée sont tels qu'ils donnent une sérieuse possibilité aux bolcheviks-léninistes de participer à la vie intérieure du parti et de mener la propagande pour leurs conceptions sur la base de la lutte réelle d'une partie considérable de l'avant-garde prolétarienne.

Considérant que la discussion sur le tournant en France a amené une lutte de fraction aiguë entre « reunistes » et « non-reunistes » au cours de laquelle des fautes ont été commises de part et d'autre, le Plénum, en condamnant le fait que la fraction du camarade Naville, par son activité fractionnelle, a commis à l'extérieur de notre organisation des actes nuisibles à sa vie politique rappelle à la Ligue la nécessité d'une vie politique et organique saine et invite tous les membres de la minorité attachés à leurs liens avec la LCI à entrer immédiatement dans le groupe BL de la SFIO, sur la base de la discipline commune. En conséquence chaque membre de la minorité qui se permettra désormais des insinuations contre notre section française pour la compromettre aux yeux des ouvriers socialistes se mettra lui-même de ce fait hors des rangs de la LCI.

Le Plénum demande au Secrétariat international de fournir régulièrement à toutes les sections les matériaux caractérisant le travail de la section française dans la nouvelle situation, afin que la LCI dans son entier puisse utiliser la nouvelle expérience ainsi acquise.

Résolution du Plénum élargi d'octobre 1934,
in *Bulletin intérieur*, n° 2, octobre 1934,
du Groupe bolchevik-léniniste de la SFIO.

Lettre ouverte aux organisations révolutionnaires : pour la IV^e Internationale

L'arrivée de Hitler au pouvoir, sans la moindre résistance de la part des deux « puissants » partis ouvriers, dont l'un s'appuyait d'ailleurs sur l'URSS, a définitivement dévoilé la pourriture intérieure de la II^e et de la III^e Internationale. En août

1933, quatre organisations (Ligue communiste internationaliste, Parti socialiste révolutionnaire de Hollande, Parti socialiste indépendant de Hollande, Parti socialiste ouvrier d'Allemagne) formulèrent pour la première fois dans un document programmatique la nouvelle tâche historique : « Créer la IV^e Internationale. » Les événements, qui se sont écoulés depuis lors, ont irréfutablement confirmé qu'il n'y a pas d'autre voie.

La II^e Internationale a conduit le prolétariat de catastrophe en catastrophe

L'écrasement du prolétariat autrichien a montré que pour vaincre il ne suffit pas d'appeler au dernier moment, lorsque le parti est acculé dans une impasse, les masses désorientées et accablées par l'opportunisme à l'insurrection. Il faut préparer systématiquement la victoire par une politique révolutionnaire dans tous les domaines du mouvement ouvrier.

La même leçon découle immanquablement de l'écrasement du prolétariat espagnol. Il est impossible en aucune circonstance, et d'autant plus pendant une révolution, de tourner le dos aux travailleurs pour faire bloc avec la bourgeoisie. Il est impossible d'attendre et de réclamer des masses trompées et déçues qu'elles prennent les armes à l'appel d'un parti en qui elles ont perdu confiance. La révolution prolétarienne ne peut pas s'improviser sur l'ordre d'une direction banqueroutière. Il faut préparer la révolution par une lutte de classe incessante et implacable, qui permette à la direction d'acquérir la confiance indéfectible du parti, qui soude l'avant-garde à toute la classe et fasse du prolétariat le dirigeant de tous les exploités de la ville et du village.

Après l'éroulement ignominieux de la principale section du réformisme, la social-démocratie allemande, pourrie de part en part, c'est l'« aile gauche » de la II^e Internationale qui fit faillite en Autriche et en Espagne. Mais ces leçons terribles sont passées sans laisser de traces : les cadres dirigeants du réformisme dans les partis et dans les syndicats sont dégénérés jusqu'à la moelle, liés à la bourgeoisie par des intérêts matériels et des conceptions patriotiques et sont absolument incapables de se placer sur la voie de la lutte de classe.

Les partis de la II^e Internationale s'accommodent fort bien de ce que leur président belge, au premier signe du capital financier, s'est joint aux affairistes catholiques et libéraux pour sauver les banques sur le dos des masses travailleuses. Vandervelde fut suivi par le critique prétentieux de Marx, le créateur du « plan », de Man ; le centriste de « gauche » Spaak n'a pas tardé à trahir l'opposition socialiste pour une livrée de ministre.

Le Parti socialiste français, malgré les leçons et les avertissements, continue à s'accrocher en vain à la bourgeoisie « républicaine » et met plus d'espoir dans l'amitié avec les radicaux que dans la force révolutionnaire du prolétariat. En Hollande, en Scandinavie, en Suisse, dans tous les pays, dans toutes les parties du monde, la social-démocratie, malgré la putréfaction du capitalisme, continue à rester l'agent de la bourgeoisie dans la classe ouvrière et révèle son incapacité totale à mobiliser les masses même pour sa propre défense contre le fascisme.

Si les succès électoraux du Labour Party l'amènent de nouveau au pouvoir, le résultat sera non pas la transformation socialiste de la Grande-Bretagne, mais le rassemblement de la réaction impérialiste, c'est-à-dire une époque de guerre civile, en face de laquelle la direction du Labour Party révélera inévitablement sa carence complète. Les crétins parlementaires et trade-unionistes devront se convaincre que la menace de fascisme n'est pas moins réelle en Angleterre que sur le continent.

Le développement impétueux de la crise aux États-Unis, la chaîne ininterrompue de grandes luttes grévistes et l'organisation de la classe ouvrière américaine, en exploitant les possibilités données par la démagogie du « plan » de Roosevelt, trouvent sur leur chemin dans le mouvement ouvrier des forces profondément conservatrices et bourgeoises. Quant au parti stalinien, il est lié par les déclarations solennelles de Litvinov qui, en récompense de la reconnaissance de l'URSS par l'impérialisme yankee, renia publiquement les communistes américains. Il est corrompu par une dizaine d'années de politicaillerie sans principes et par des expériences avec des partis qui ni par leur composition ni par leurs programmes ne devraient être des partis prolétariens (Parti paysan et ouvrier) et il se borne, selon les ordres de Moscou, au rôle d'un mouvement d'intellectuels d'allure radicale qui ne veut agir, aux États-Unis aussi, que comme auxiliaire de la diplomatie stalinienne. Mais la crise profonde du capitalisme américain réveille de larges couches d'ouvriers de ce pays de leur sommeil semi-provincial, chasse peu à peu les illusions bourgeoises et petites-bourgeoises, pousse le prolétariat vers des actions de classe de grande envergure (grèves de Toledo, Minneapolis, San Francisco) et crée pour un parti révolutionnaire marxiste conscient de ses objectifs la possibilité de gagner une large et profonde influence sur le développement et le rassemblement de la classe ouvrière américaine. C'est pourquoi le rôle historique qui incombe à la IV^e Internationale et à sa section américaine, non seulement dans les deux continents

américains, mais encore à l'échelle mondiale, est particulièrement important, tout comme l'ébranlement de l'impérialisme américain est d'une importance extrême pour le prolétariat mondial.

La III^e Internationale est morte pour la révolution sociale

Pendant ce temps, la III^e Internationale n'a fait que ruiner les derniers restes d'influence et d'autorité qu'elle avait acquises dans les cinq premières années de son existence. En Autriche et en Espagne, l'Internationale communiste, malgré des conditions exceptionnellement favorables, non seulement s'est trouvée incapable de créer une organisation tant soit peu influente, mais encore a systématiquement compromis aux yeux des ouvriers l'idée même du parti révolutionnaire. Le plébiscite de la Sarre* a montré que le prolétariat a perdu toute confiance non seulement dans la social-démocratie, mais aussi dans le Parti communiste, qui a capitulé si honteusement devant Hitler. En Grande-Bretagne, en Belgique, en Hollande, en Scandinavie, dans les deux Amériques et en Orient les sections de l'Internationale communiste, accablées par douze années de politique néfaste, ne sont pas capables de sortir du néant.

Certes, après la catastrophe allemande, l'Internationale communiste a substitué à la politique aventuriste de la « troisième période » la politique capitularde du front unique à tout prix. Pourtant l'expérience de la France, où le nouveau tournant a pris le développement le plus étendu, montre que dans toutes ses contradictions et ses zigzags l'Internationale communiste fait tout pour rester le frein de la révolution prolétarienne. En repoussant la création de la milice ouvrière en face du danger fasciste immédiat et en remplaçant la lutte pour le pouvoir par un programme de revendications partielles et par le soutien parlementaire, l'Internationale communiste devient la pépinière des pires illusions du réformisme et du pacifisme, soutient en fait l'aile droite du Parti socialiste contre la gauche, démoralise l'avant-garde prolétarienne et fraie la voie à un coup d'État fasciste.

* Selon les dispositions du traité de Versailles qui avait séparé la Sarre de l'Allemagne, la population sarroise devait opter par référendum le 13.1.1935 pour le rattachement à l'Allemagne ou à la France ou le maintien du statut international. Les nazis remportèrent un immense succès : 91 % des voix choisirent le rattachement à l'Allemagne, 9 % se prononcèrent pour le statu-quo préconisé tardivement et sans action unitaire énergique par les organisations ouvrières.

Enfin, la souche de l'Internationale communiste, le Parti communiste de l'URSS, a été définitivement écrasée dans ces dernières années par une bureaucratie incontrôlée, qui a transformé la dictature du prolétariat en l'absolutisme conservateur de Staline. A l'aide de poursuites, de falsifications, d'amalgames et de répressions sanglantes, la clique dirigeante s'efforce d'étouffer dans l'œuf toute manifestation de la pensée marxiste. Nulle part au monde le véritable léninisme n'est persécuté avec une rigueur aussi brutale qu'en URSS.

La dernière pirouette opportuniste de l'Internationale communiste est étroitement liée au tournant de la politique extérieure de l'URSS vers la Société des nations et l'alliance militaire avec l'impérialisme français. La bureaucratie dirigeante de l'URSS est définitivement arrivée à la conclusion que l'Internationale communiste est incapable d'apporter la moindre aide dans la lutte contre le danger de guerre et qu'en même temps elle gêne le travail de la diplomatie soviétique. La dépendance humiliante, véritablement servile de l'Internationale communiste vis-à-vis des sommets soviétiques apparaît d'une façon particulièrement nette en ce qui concerne la toute récente déclaration de Staline, approuvant la défense nationale de l'impérialisme français.

C'est par l'intermédiaire d'un ministre impérialiste que le chef de l'Internationale communiste s'est prononcé, ordonnant au Parti communiste français de conclure maintenant la trêve patriotique avec la bourgeoisie française. Ainsi la III^e Internationale, qui n'a pas tenu de congrès depuis presque sept années, est officiellement passée de la position internationaliste à celle du social-patriotisme le plus plat et le plus servile.

Que le VII^e congrès, sans cesse renvoyé, se tienne ou non, la III^e Internationale n'en sera pas ressuscitée. La déclaration de Staline à Laval est bien son acte de décès.

Entre-temps, les forces destructives du capitalisme impérialiste continuent leur travail infernal. La décomposition de l'économie mondiale, le chômage de dizaines de millions d'hommes, la ruine des paysans mettent impérieusement à l'ordre du jour la tâche de la révolution socialiste. Les travailleurs sont aigris, irrités, cherchent une issue. La prostration, l'écroulement, la putréfaction de la II^e et de la III^e Internationale laissent le prolétariat sans direction révolutionnaire et poussent les masses petites-bourgeoises dans la voie du désespoir. Les chefs banqueroutiers tentent de rejeter la responsabilité de la victoire du

* Déclaration de Staline faite à Pierre Laval, président du Conseil, en mai 1935.

fascisme sur la « passivité » du prolétariat : ainsi la trahison politique se complète d'une calomnie.

Se débattant dans l'étau de contradictions sans issue, le capitalisme prépare un nouveau carnage des peuples. Ministres et diplomates délibèrent ouvertement pour savoir si la guerre éclatera dans un an ou dans trois ans. Tous les gouvernements, à qui mieux, préparent les moyens les plus destructifs et ainsi rapprochent de tous côtés l'explosion, qui peut être incomparablement plus terrible que la guerre de 1914-1918.

Les chefs des partis prétendus ouvriers et des syndicats glorifient les avantages de la paix, bavardent sur le « désarmement », exhortent leurs gouvernements à s'entendre entre eux, sollicitent l'espoir des masses dans le travail de la Société des nations et, en même temps, ils jurent fidélité à la cause de la domination bourgeoise avec ses guerres inévitables.

La diplomatie soviétique, sous le couvert du « front unique » et même de l'« unité organique », prépare, derrière le dos des ouvriers conscients, l'union sacrée des sections des deux Internationales avec les bourgeoisies qui se trouvent en alliance militaire avec l'État soviétique. Ainsi, l'explosion de la nouvelle guerre doit conduire à une nouvelle trahison qui éclipsera le 4 août 1914*.

La trahison par la bureaucratie soviétique de la cause de la révolution internationale a rejeté le prolétariat mondial loin en arrière. Les difficultés qui se posent à l'avant-garde révolutionnaire sont incroyables. Et malgré tout sa situation est actuellement incomparablement plus favorable qu'à la veille de la dernière guerre. Alors le capitalisme semblait puissant, presque inébranlable. La chute de l'Internationale dans le patriotisme fut tout à fait inattendue, même pour Lénine. Les éléments révolutionnaires se trouvèrent pris à l'improviste. La I^{re} conférence internationale — très peu nombreuse et dans sa majorité indécise — se tint seulement un peu plus d'un an après le début de la guerre. La formation des cadres allait lentement. La possibilité de la révolution prolétarienne était écartée même par la majorité des « zimmerwaldiens »**. C'est seulement la victoire d'Octobre en Russie, après quarante mois de guerre, qui

* 4 août 1914 : déclenchement de la première guerre mondiale et effondrement des partis socialistes dans l'union sacrée avec leur bourgeoisie.

** Majorité de tendance pacifiste des participants à la conférence socialiste internationale de Zimmerwald (Suisse) du 5-8 septembre 1915 qui ne partageait pas l'orientation révolutionnaire de Lénine.

changea l'état des choses, en donnant une puissante impulsion à la formation de la III^e Internationale.

Actuellement, la faiblesse et la pourriture internes du capitalisme sont si évidentes qu'elles constituent même le thème principal de la démagogie fasciste. Dans la formidable crise des États-Unis, dans un chômage non moins formidable, dans l'aventurisme économique de Roosevelt, dans l'essor de la lutte gréviste, dans la fermentation à l'intérieur de toutes les organisations ouvrières sont pour la première fois incluses les conditions pour un développement puissant du mouvement révolutionnaire en Amérique du Nord. L'exemple de la première révolution prolétarienne victorieuse vit dans la mémoire des masses. L'expérience des grands événements des vingt dernières années s'est gravée dans la conscience des meilleurs combattants. Des organisations ou, au moins, des groupes véritablement révolutionnaires existent dans tous les pays. Ils sont liés entre eux par l'idéologie, partiellement aussi par l'organisation. Dès maintenant ils présentent une force incomparablement plus influente, plus homogène, mieux trempée que la « gauche de Zimmerwald » qui prit sur elle à l'automne de 1915 l'initiative de préparer la III^e Internationale.

A l'intérieur des partis et des syndicats réformistes apparaissent et se renforcent des groupements oppositionnels. Certains d'entre eux prennent le caractère d'organisations indépendantes. Dans les sections de l'Internationale communiste, l'opposition, par suite d'un régime de bague, a un caractère plus sourd et plus caché, mais elle se développe là aussi. Même en URSS la nécessité d'épurations et de répressions toujours nouvelles témoignent du fait que la bureaucratie n'arrive pas à déraciner l'esprit de critique marxiste qui lui est odieux.

La véritable unité ne peut être assurée que sur une base révolutionnaire

Les tendances oppositionnelles ont actuellement un caractère éminemment centriste, c'est-à-dire intermédiaire entre le social-patriotisme et la révolution. Dans les conditions de l'écrasement et de la décomposition des organisations de masse traditionnelles, le centrisme représente dans beaucoup de cas un stade transitoire inévitable, même pour les groupements ouvriers progressifs. Des marxistes doivent savoir aborder tous les courants pour accélérer par l'exemple et la propagande leur passage sur la voie révolutionnaire. Dans cette voie, la condition du succès est de critiquer implacablement la direction centriste,

de dénoncer les tentatives de recréer une Internationale 2 1/2, d'expliquer inlassablement que les tâches révolutionnaires de notre époque condamnent par avance les unifications hybrides et confuses à une faillite honteuse.

Le mot d'ordre de l'« unité » de toutes les organisations ouvrières, indépendamment de leur programme et de leur tactique, est actuellement propagé avec zèle par les centristes et est savamment exploité par les réformistes les plus perspicaces qui craignent avec raison d'être jetés par-dessus bord. Les centristes substituent souvent à l'idée de la nouvelle internationale l'idée de la fusion des deux Internationales anciennes. En fait, l'unité avec les réformistes et les sociaux-patriotes, de formation sociale-démocrate ou stalinienne, signifie en fin de compte l'unité avec la bourgeoisie nationale et, par conséquent, la scission inévitable du prolétariat mondial et par suite aussi national, surtout en cas de guerre. La véritable unité de l'Internationale et de ses sections nationales ne peut être assurée que sur une base révolutionnaire marxiste qui, à son tour, ne peut être créée que par la rupture avec les sociaux-patriotes. Se taire sur les conditions principielles et les garanties de l'unité prolétarienne, c'est faire chorus avec les illusions largement répandues, c'est tromper les ouvriers et préparer de nouvelles catastrophes.

A une nouvelle époque il faut une nouvelle Internationale

La situation humiliante et désespérée des deux anciennes Internationales est suffisamment caractérisée par le fait que le président de l'une est devenu l'humble ministre de son roi et que le maître réel de l'autre utilise l'organisation prolétarienne mondiale comme monnaie d'échange dans les transactions diplomatiques. Quelles que soient les manœuvres unitaires des deux bureaucraties également dépravées, ce ne sont pas elles qui créeront l'unité du prolétariat et qui ouvriront la voie du débouché. Sont condamnés par avance les efforts des centristes de concilier l'inconciliable et, en recollant les morceaux, de sauver ce qui est voué à la perte. A une nouvelle époque il faut une nouvelle internationale. La première condition du succès dans cette voie est une étroite soudure nationale et internationale des véritables révolutionnaires prolétariens, les disciples de Marx et de Lénine, sur un programme commun et sous un drapeau commun.

Il serait funeste d'essayer d'établir un itinéraire unique pour tous les pays. Selon les conditions nationales, selon les degrés de

décomposition des anciennes organisations ouvrières, enfin selon l'état de leurs propres forces au moment donné, les marxistes (les socialistes révolutionnaires, les internationalistes, les bolcheviks-léninistes) peuvent apparaître, tantôt en tant qu'organisations indépendantes, tantôt en tant que fractions de l'un des anciens partis ou syndicats. Evidemment, à n'importe quel moment et dans n'importe quelle arène, ce travail fractionnel n'est jamais qu'une étape vers la création de nouveaux partis de la IV^e Internationale, partis qui peuvent naître soit par le regroupement des éléments révolutionnaires des anciennes organisations, soit par l'action de formations indépendantes. Mais dans quelque arène et par quelque méthode qu'ils agissent, ils sont tentés de se présenter avec tous leurs principes et avec de clairs mots d'ordre révolutionnaires. Ils ne jouent pas à cache-cache avec la classe ouvrière, ils ne dissimulent pas leurs objectifs, ils ne remplacent pas la lutte principielle par la diplomatie et les combinaisons. Toujours et dans toutes les conditions, les marxistes expriment ouvertement ce qui est.

La lutte contre la guerre, c'est la préparation de la révolution

Le danger de guerre, qui est une question de vie ou de mort pour les masses populaires, constitue un grand examen pour tous les groupements et tendances de la classe ouvrière : la « lutte pour la paix », la « lutte contre la guerre », la « guerre à la guerre », tous ces mots d'ordre représentent des phrases creuses et mensongères, si elles ne s'accompagnent pas de la propagande et de l'application des méthodes révolutionnaires de lutte. Le renversement de la bourgeoisie est le seul moyen d'en finir avec la guerre. L'insurrection armée est le seul moyen de renverser la bourgeoisie. Contre le mensonge réactionnaire de la « défense nationale » il faut lancer le mot d'ordre de l'anéantissement révolutionnaire de l'État national. A la maison de fous de l'Europe capitaliste, il faut opposer le programme des États-Unis socialistes d'Europe, comme étape vers les États-Unis du Monde.

Les marxistes rejettent implacablement les mots d'ordre pacifistes de « désarmement », « d'arbitrage », « d'accord des peuples » (c'est-à-dire des gouvernements capitalistes), etc., comme un opium qui sert à tromper les masses populaires. Les combinaisons des organisations ouvrières avec les pacifistes petits-bourgeois (comité Amsterdam-Pleyel et autres entreprises semblables) rendent le meilleur service à l'impérialisme, en détournant l'attention de la classe ouvrière de la réalité avec ses après luttes pour la porter vers des parades impuissantes.

La lutte contre la guerre et l'impérialisme ne peut être l'affaire de quelques « comités spéciaux ». La lutte contre la guerre, c'est la préparation de la révolution, c'est-à-dire l'affaire des partis ouvriers et de l'Internationale. Les marxistes posent cette tâche devant l'avant-garde prolétarienne sans la masquer. Au mot d'ordre débilisant de « désarmement » ils opposent les mots d'ordre de la conquête de l'armée et de l'armement ouvrier. C'est ici que passe une des plus importantes lignes de démarcation entre le marxisme et le centrisme. Celui qui n'ose pas nommer à haute voix les tâches révolutionnaires, celui-là n'aura jamais le courage de les résoudre.

La IV^e Internationale se dresse sur les épaules de ses devancières

Dans l'année et demie qui s'est écoulée depuis la publication du premier programme de la IV^e Internationale, la lutte pour ses principes et ses idées n'a pas cessé un seul jour : le nombre de sections et groupes révolutionnaires nationaux s'est accru ; certains d'entre eux ont étendu leurs rangs et leur influence, d'autres ont atteint une plus grande homogénéité et une plus grande cohésion, des organisations proches se sont unifiées (Hollande, États-Unis) ; un certain nombre de documents programmatiques et tactiques ont été élaborés. Tout ce travail ira, sans aucun doute, beaucoup mieux quand il sera accordé et unifié à l'échelle mondiale sous le drapeau de la IV^e Internationale. Le danger de guerre qui approche ne permet pas de repousser ces tâches d'un seul jour.

Il faut construire sur de nouvelles bases de nouveaux partis et une nouvelle Internationale : telle est la clé pour résoudre toutes les autres tâches. A quel rythme et à quel délai s'accomplira la nouvelle édification révolutionnaire, cela dépend, bien entendu, de la marche générale de la lutte des classes, des victoires et des défaites futures du prolétariat. Mais les marxistes ne sont pas des fatalistes. Ils ne rejettent pas sur le « processus historique » les tâches que le processus historique leur assigne. L'initiative d'une minorité consciente, un programme scientifique, une agitation hardie et inlassable, au nom d'objectifs clairement définis, une critique impitoyable de toute ambiguïté, tel est l'un des plus importants facteurs de la victoire du prolétariat. Sans parti révolutionnaire soudé et trempé, la révolution socialiste est inconcevable.

Les conditions sont dures, les obstacles sont grands, les tâches grandioses ; mais il n'y a aucune raison d'être pessimiste, de perdre courage. Malgré toutes les défaites du prolétariat, la

situation de l'ennemi de classe reste sans espoir. Le capitalisme est condamné. C'est seulement dans la révolution socialiste qu'est le salut de l'humanité.

La succession même des Internationales a sa logique interne qui coïncide avec la montée historique du prolétariat. La I^{re} Internationale lança le programme scientifique de la révolution prolétarienne, mais tomba victime de l'absence d'une base de masse. La II^e Internationale fit sortir des ténèbres, éduqua et rassembla des millions d'ouvriers, mais à l'heure décisive se trouva trahie par la bureaucratie parlementaire et syndicale, dépravée par le capitalisme florissant. La III^e Internationale donna pour la première fois l'exemple d'une révolution prolétarienne victorieuse, mais se trouva broyée entre la bureaucratie de l'État soviétique et la bureaucratie réformiste de l'Occident. A présent, dans les conditions de l'écroulement capitaliste définitif, la IV^e Internationale, montant sur les épaules de ses devancières, riche de l'expérience de leurs défaites, rassemblera les travailleurs de l'Occident et de l'Orient pour l'offensive victorieuse contre la forteresse du capital mondial.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

— Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Hollande (RSAP) : P.J. Schmidt ; H. Sneevliet.

— Parti ouvrier des États-Unis (WPUS) : A.J. Muste, James P. Cannon.

— Secrétariat international de la Ligue communiste internationaliste (Bolcheviks-léninistes) : Crux [Trotsky], Dubois [Alfonso Leonetti], Martin [Ruth Fischer].

— Groupe bolchevik-léniniste de la SFIO.

— Parti ouvrier du Canada (WPC) : J. Mac Donald ; M. Spector.

(*La Vérité*, n° 247, 23 août 1935.)

Nous joignons en annexe la « Déclaration des quatre » en faveur de la IV^e Internationale. Pas une seule ligne de ce manifeste n'est dépassée. La présente lettre n'est qu'une nouvelle formulation de la « Déclaration des quatre » à la lumière de l'expérience de l'année et demie écoulée.

Nous appelons tous les partis, toutes les organisations, toutes les fractions, dans ou hors des partis traditionnels ou des

* Les organisations ou personnalités sollicitées pour joindre leurs signatures à la lettre ouverte recevaient en même temps le texte de la « Déclaration des quatre » d'août 1933 pour information.

syndicats, toutes les associations ouvrières révolutionnaires et tous les groupes qui sont en accord avec nous sur les principes fondamentaux et sur la grande tâche que nous nous assignons — la préparation et la construction de la IV^e Internationale — à nous envoyer leurs signatures à la Lettre ouverte, ainsi que toutes les propositions ou critiques qu'ils auraient à formuler. Les camarades individuels qui n'ont pas encore été en liaison avec notre travail et qui ont sérieusement l'intention de joindre nos rangs, doivent nous contacter.

Les organisations signataires de la Lettre ouverte ont décidé de créer un comité provisoire de contact entre les partis et groupes qui se placent sur les positions de la IV^e Internationale. Le Comité provisoire aura la tâche de publier un bulletin d'information.

Dans l'immédiat le comité doit assurer le travail régulier et collectif d'élaboration des documents programmatiques et tactiques fondamentaux de la IV^e Internationale. Nous décidons de la préparation d'une conférence internationale sur la base des réponses reçues et de déroulement général du travail de préparation.

(Traduit de *Documents of the Fourth International.*)

IV

La conférence pour la IV^e Internationale

(29-31 juillet 1936)

INTRODUCTION

L'espoir renaît, en cet été 1936, au moment où se tient, dans une quasi clandestinité, la conférence internationale du Mouvement pour la IV^e Internationale, les 29, 30, 31 juillet, salle Pleyel à Paris. Pour des raisons de sécurité, on indiqua Genève. En effet, en mai, juin, juillet commence en France, en Belgique et en Espagne « une nouvelle époque de flux révolutionnaire », comme le souligne la conférence. Depuis la victoire des Fronts populaires en février et en mai 1936, en Espagne et en France, les prolétaires ont engagé résolument une action révolutionnaire malgré la politique de collaboration de classes des partis socialistes et communistes. La grande vague de grèves et d'occupations d'usines de mai-juin en France est vite relayée par l'apparition d'une situation de double pouvoir en Espagne républicaine, suite au soulèvement de Franco au Maroc. La guerre civile espagnole commence. Deux jours avant l'ouverture de la conférence, Trotsky souligne que « les événements d'Espagne vont ouvrir à la IV^e Internationale, en Espagne et en France comme partout, de nouvelles et grandes possibilités [...] Nous devons tourner notre visage vers les larges masses, nous frayer la voie dans les organisations de masses » (cf. la Révolution espagnole, éd. de Minuit, p. 338). On comprendra que la conférence se soit penchée particulièrement sur la situation « en France, en Espagne et en Belgique, car c'est là où se décide le sort non seulement du prolétariat européen, mais celui de tous les continents pour des années » (« La nouvelle montée révolutionnaire... », texte écrit par Trotsky le 3 juillet). La conférence a également abordé la crise des sections dans ces pays, en particulier en France, où le POR (Naville-Rous) vient de fusionner — pour peu de temps — avec le PCI (Molinier-Frank) pour former

le Parti ouvrier internationaliste (POI). La crise est si peu résolue à la date de la conférence que la délégation française ne comprend aucun membre de la minorité, de l'ex-PCI, et ses représentants au Bureau politique ignorent même sa tenue. La question des organisations centristes regroupées pour la plupart au sein du Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire, (dit Bureau de Londres) dont les rapports avec la IV^e Internationale n'avaient cessé de se dégrader depuis deux ans, fut également discutée.

Malgré les graves attaques portées contre les centristes et le POUM, Léon Trotsky et la IV^e Internationale entreprendront de renouer avec le POUM des contacts qui, d'ailleurs, n'aboutiront pas. En effet, après la conférence internationale, Jean Rous, pour le Secrétariat international (SI), se rend à Barcelone le 5 août pour « information », et prend contact avec les dirigeants du POUM dont Andrés Nin. Cette démarche, qui peut paraître surprenante à la lecture des jugements extrêmement sévères portés contre les organisations centristes dans les résolutions adoptées, est rendue nécessaire par le développement de la situation objective en Espagne. Dans une lettre adressée à Rous le 16 août, Trotsky note que « ce serait une mesquinerie honteuse que de se tourner vers le passé si le présent et l'avenir ouvrent la voie pour la lutte commune » (cf. la Révolution espagnole, p. 348). Mais toute entente s'avérera vite impossible. La « trahison du POUM » qui avait signé en janvier 1936 le pacte de Front populaire se renouvelle le 25 septembre, lorsque le POUM participe au gouvernement de la Généralité de Catalogne. Ce sera la rupture définitive... et la confirmation de la validité des thèses de la conférence relatives au Bureau de Londres, baptisé par Trotsky, dès mars 1935 comme le « Bureau pour la célébration d'un service funèbre annuel pour la II^e et la III^e Internationales ».

Une partie importante des résolutions est consacrée à l'analyse de l'État soviétique, de l'Internationale communiste et donc du stalinisme. Si celui sur l'évolution de l'IC a été écrit par le dirigeant allemand Walter Held, par ailleurs responsable du « travail jeune », le texte « La IV^e Internationale et l'URSS » est de Trotsky (il a été repris dans le recueil *la Nature de l'URSS*, éd. Maspero, p. 240). L'URSS est définie comme « un État qui s'appuie sur des rapports de propriété créés par la révolution prolétarienne et qui est dirigé par une bureaucratie ouvrière dans l'intérêt des nouvelles couches privilégiées ». Cependant, pour tout révolutionnaire, la défense de l'URSS, en cas de guerre, n'implique en aucune manière une défense des pays

« amis » de l'URSS, contrairement à la politique suivie par le stalinisme à cette époque et intronisée par le VII^e Congrès mondial de l'IC à l'automne 1935. Le point 31 de la thèse sur l'IC va même jusqu'à dire : « Par cette transformation social-patriotique du stalinisme, toute distinction entre la II^e Internationale — qui ne continue d'exister artificiellement que grâce à la dégénérescence du Komintern — et la III^e Internationale a pratiquement disparu. Il est donc tout à fait logique que le problème de « l'unité organique » — la fusion des II^e et III^e Internationales — surgisse de plus en plus à l'avant plan. »

Une attention particulière a été portée au travail en direction de la jeunesse. La création d'une Internationale révolutionnaire de la jeunesse est envisagée sur les bases d'un travail réel effectué par différentes sections : France, Belgique, Angleterre, Pays-Bas, États-Unis, etc.

La conférence n'a pas répondu entièrement au vœu de Trotsky qui souhaitait fonder la IV^e Internationale sans plus attendre. Les thèses sur « La montée révolutionnaire »... (point 15) font apparaître l'insistance de Trotsky sur cette question : « Il est ridicule et absurde de discuter s'il est opportun ou non de fonder la IV^e Internationale ». Ce débat intérieur est encore repris dans le Programme de transition, pour prévenir, sans doute, de nouvelles tergiversations. La volonté de Trotsky était inspirée de la conviction intime « qu'à notre époque le parti révolutionnaire ne peut pas ne pas être international ». A ceux qui objectaient qu'on ne pouvait créer une nouvelle internationale en période de recul, et qu'il fallait attendre une situation d'essor révolutionnaire, il rétorquait que le prolétariat avait besoin d'une internationale révolutionnaire en toute période et qu'il n'existait pas de recette unique en la matière. La proximité de la guerre ne faisait que renforcer sa résolution. La transformation de la Ligue communiste internationaliste en Mouvement pour la IV^e Internationale est une sorte de compromis, un stade très provisoire, préparatoire à la fondation proprement dite de la nouvelle internationale, fixée en compensation à une date très proche. Les plus fermes objections à cette mutation venaient de Sneevliet et, en plus nuancé de Vereeken qui quittèrent d'ailleurs le mouvement trotskyste en 1938. Sneevliet se retira du reste de la conférence dès le premier jour, mécontent de ce que la « question hollandaise » — c'est-à-dire la question du NAS, syndicat ultra-minoritaire étroitement lié au RSAP — ait été placée à l'ordre du jour. Le désaccord sur la question du POUM hâtera son éloignement.

Les textes de la conférence en français furent publiés en leur temps dans le n° 1 de la revue Quatrième Internationale. Nous les reprenons tels quels avec certaines corrections de forme, à l'exception des thèses sur l'évolution de l'IC retraduites de l'allemand. La résolution sur le travail syndical, qui n'avait pu être votée et que le SI était chargé de faire publier dans un bulletin, ne vit jamais le jour en français, semble-t-il. Elle a été reproduite par le SWP des États-Unis en juin 1978 dans Party Organizer d'où nous l'avons traduite. Sa critique des syndicats indépendants minoritaires s'adressait plus particulièrement, à l'intérieur du mouvement trotskyste, à Sneevliet et à Dauge, dirigeant de la section belge.

Engagés au maximum de leurs possibilités dans les batailles sociales et politiques en France, en Belgique, en Espagne, les trotskystes durent faire face, en même temps, au déchainement d'une campagne antitrotskyste hystérique orchestrée par le Kremlin et les menées criminelles des sbires de la Guépéou. Rappelons que la longue série des procès de Moscou, dont Léon Trotsky était le principal accusé, débuta le 19 août 1936 devant le tribunal militaire de la cour suprême de l'URSS contre « le centre terroriste trotskyste-zinoviéviste », soit un peu plus de quinze jours après la naissance du Mouvement pour la IV^e Internationale.

Présentation du Secrétariat international

Les 29, 30 et 31 juillet 1936 a eu lieu à Genève, sur l'initiative du Secrétariat international de la Ligue communiste internationaliste (bolcheviks-léninistes) la première conférence internationale pour la IV^e Internationale. Y étaient représentées les organisations des pays suivants : la France par quatre délégués (2 pour le Parti ouvrier internationaliste, 2 pour les Jeunesses socialistes révolutionnaires affiliées au POI) ; la Belgique par quatre délégués (2 pour l'Action socialiste révolutionnaire et 2 pour la Ligue communiste internationaliste [trotskystes], lesquelles deux organisations fusionneront sous peu) ; la Hollande par un délégué du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (RSAP) ; la Grande-Bretagne par deux délégués et deux observateurs ; la Suisse par un délégué de l'Action marxiste de Zürich ; l'Allemagne par deux délégués des Communistes internationalistes d'Allemagne (IKD) ; l'Italie par un délégué. En outre étaient présents un représentant des bolcheviks-léninistes de l'URSS, un représentant du Secrétariat international de la LCI (BL), le secrétaire international pour les

jeunesses de la LCI (BL), ainsi que des observateurs* américains. Ont été invités, mais n'ont pu donner suite à l'invitation pour des raisons matérielles : les bolcheviks-léninistes d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Grèce, de Pologne, de Bâle (Suisse), un autre groupe anglais, de même que pour des raisons particulières les Jeunes gardes léninistes (LJG) de Hollande (jeunesses du RSAP).

Le délai de préparation relativement court, les difficultés particulièrement grandes résultant de l'éloignement et la nécessité de limiter la conférence pour des raisons de légalité à un minimum de délégués n'ont pas permis l'invitation et la représentation des autres organisations et la IV^e Internationale dans le monde. Il s'agit notamment des bolcheviks-léninistes des pays suivants : Bulgarie, Danemark, Espagne, Lituanie, Canada, Mexique, Brésil, Argentine, Chili, Cuba, Pérou, Bolivie, Puerto Rico, Chine, Indochine, Australie, Afrique du Sud. Chargé de cette mission par la conférence, le nouveau Secrétariat international adresse à toutes ces sections de la IV^e Internationale, à toutes ses organisations sympathisantes ainsi qu'aux camarades isolés des pays non énoncés l'expression de notre chaleureuse solidarité dans la lutte commune — le désir que les travaux de cette première conférence expriment aussi leur opinion et leur volonté et qu'ils soient une contribution utile à leur travail et à leur développement —, la prière de se prononcer aussitôt que possible sur les résultats de la conférence et de nouer encore plus étroitement leur contact international — dans l'espoir qu'après une large préparation un premier congrès constitutif de la IV^e Internationale nous réunisse bientôt pour un travail commun.

L'objectif de cette première conférence a été de rassembler les forces internationales de la IV^e Internationale dans une nouvelle organisation cohérente, de les munir d'une armature idéologique solide et de créer un nouveau centre international plus large et plus apte à travailler. Elle signifie soit l'affiliation directe au mouvement pour la IV^e Internationale d'organisations qui jusqu'ici n'étaient pas formellement adhérentes à la LCI (BL), soit un pas important vers l'unification des forces de la IV^e Internationale dans les pays où jusqu'ici existaient plusieurs groupes séparés par des divergences tactiques. La Ligue communiste internationaliste (BL) cesse d'exister en tant que telle et s'intègre dans le nouveau mouvement.

* En adhérant au PS des États-Unis, les trotskystes américains ont été obligés de déclarer qu'ils renonçaient à l'affiliation au mouvement pour la IV^e Internationale, d'où leur présence à titre « d'observateurs ».

Nous publions ci-après toutes les thèses, résolutions, appels adoptés par la conférence ainsi que les travaux mis à l'étude par la conférence. En tête se trouve la « Thèse sur la nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale », la conférence ayant considéré comme sa tâche principale d'attirer la plus grande attention de l'organisation internationale et du prolétariat mondial sur la situation révolutionnaire en Espagne, en France et en Belgique, qui est d'une importance décisive pour eux tous. Toutes les thèses, résolutions et études sont soumises ici aux organisations nationales, représentées ou non à la conférence, aux camarades sympathisants avec notre mouvement et à toutes les organisations ouvrières du monde entier pour la discussion, pour prendre position et pour les confirmer.

Selon le « Règlement » adopté par la conférence, publié ci-après, celle-ci a désigné nommément, en dehors d'un Conseil général pour la IV^e Internationale, un Bureau et un Secrétariat international pour la IV^e Internationale.

La conférence a désigné une commission pour élaborer en trois mois un projet de programme, à la suite de quoi aura lieu une discussion internationale de quatre mois, après laquelle le premier congrès de la IV^e Internationale adoptera une rédaction définitive du programme comme document de fondation de la IV^e Internationale.

A la suite de la conférence pour la IV^e Internationale a eu lieu le 1^{er} août une brève préconférence internationale de représentants des jeunes pour la IV^e Internationale de différents pays : France, Belgique, Angleterre, Suisse, en présence d'autres délégués de la conférence principale, d'une délégation de celle-ci et du Secrétaire international pour la jeunesse LCI (BL). Après avoir entendu des rapports nationaux de la France, la Belgique, l'Angleterre, la Suisse et d'autres pays, l'assemblée a exprimé son accord avec toutes les thèses, résolutions et appels de la conférence adulte et adopté la thèse sur la jeunesse publiée ci-après qui, comme tous les autres documents, sont soumis à l'étude et à l'approbation des organisations de jeunesse pour la IV^e Internationale et la nouvelle Internationale révolutionnaire des jeunes.

L'assemblée chargea une commission de présenter en trois mois le projet d'un programme pour la nouvelle Internationale révolutionnaire des jeunes.

L'assemblée des jeunes n'avait qu'un caractère préalable, et il fut décidé unanimement de convoquer sous peu une conférence

internationale pour la nouvelle Internationale révolutionnaire des jeunes à laquelle devront assister en outre les organisations et groupes des jeunes de la Hollande, la Pologne, le Danemark, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, le Canada, le Chili, l'Espagne, la Grèce. Pour l'époque transitoire, une commission pour la nouvelle Internationale révolutionnaire des jeunes composée de neuf membres (dont sept ont le droit de vote), et qui sont des représentants dirigeants des jeunesses de cinq pays, de même qu'un Bureau exécutif de quatre membres ont été élus, le Bureau siégeant au siège même du SI pour la IV^e Internationale.

Le Secrétariat international

La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale

1. La grève de juin ouvre une nouvelle période dans le développement intérieur de la France et de la Belgique. Elle provoquera indubitablement, non seulement l'exacerbation ultérieure de la lutte des classes dans ces pays, mais aussi, avec tel ou tel retard, des mouvements de masses sur l'étendue d'une partie importante de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne, peut-être aussi au-delà de l'Océan. La révolution espagnole sort, ainsi, de l'isolement.

2. La grève de juin a montré quelle exaspération et quelle disposition à lutter se sont accumulées, sous l'apparence trompeuse de la passivité, dans les masses prolétariennes de la ville et de la campagne pendant les années de crise et de réaction. Elle a fait apparaître une sympathie pour la lutte des ouvriers de la part de larges masses de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie. Elle a dévoilé, enfin, l'extrême instabilité de tout le régime, le manque de confiance des classes dominantes en elles-mêmes, le fait qu'elles se démènent entre Léon Blum et De La Rocque. Ces trois conditions : disposition à lutter de tout le prolétariat, mécontentement aigu des couches inférieures de la petite bourgeoisie, déconfiture dans le camp du capital financier, représentent les prémices fondamentales de la révolution prolétarienne.

3. L'offensive combattive des masses a pris cette fois-ci encore le caractère de la grève générale. Les revendications partielles, corporatives, importantes en elles-mêmes, ont été pour les ouvriers le moyen nécessaire pour, après une longue période

d'immobilité, dresser et rassembler contre la bourgeoisie et son État les masses les plus larges possible. La grève générale, ouvrant une période de combats révolutionnaires, ne peut pas ne pas combiner en soi les revendications corporatives et partielles aux tâches générales, quoique encore peu clairement formulées, de toute la classe. C'est dans cette combinaison qu'est sa force, qu'est le gage de la soudure entre l'avant-garde et les profondes réserves de la classe.

4. Notre section française dans les dernières années a placé la grève générale au centre de sa propagande. A la différence de tous les autres partis et groupements, qui parlent au nom de la classe ouvrière, les bolcheviks-léninistes français ont apprécié à temps la situation comme prérévolutionnaire, ont justement compris l'importance symptomatique des explosions grévistes de Brest et de Toulon* et, sous les coups ininterrompus des opportunistes et des sociaux-patriotes (Parti socialiste, Parti communiste, CGT), en face de l'opposition des centristes (Marceau Pivert, etc.), ont préparé par leur agitation la grève générale. Sur un sol fertile une poignée de grain donne de grands germes. Ainsi, dans les conditions de la crise sociale et de l'exaspération des masses une petite organisation, pauvre en moyens matériels, mais armée de mots d'ordre justes, a exercé une influence indiscutable sur la marche des événements révolutionnaires. La campagne enragée contre les bolcheviks-léninistes de la part de toute la presse capitaliste, sociale-démocrate, staliniste et syndicaliste de même que les répressions de la police et des juges de Léon Blum servent de confirmation extérieure à cette vérité**.

5. Aucune des organisations ouvrières officielles de France, comme de Belgique, ne voulait la lutte. Les grèves ont surgi contre la volonté des syndicats et des deux partis. C'est seulement placés devant le fait accompli que les chefs officiels ont « reconnu » la grève, pour l'étrangler d'autant plus vite. Pourtant il s'agissait encore d'un mouvement relativement « pacifique », sous des mots d'ordre partiels. Peut-on douter même un instant qu'au moment d'une lutte ouverte pour le pouvoir les appareils de la II^e et de la III^e Internationale, tels les

* La grève des arsenaux de Brest et de Toulon, déclenchée le 5 août 1935, prend dans les jours suivants une tournure d'émeutes à la suite de l'intervention de l'armée et des gardes mobiles. Il y eut des morts et de nombreux blessés. PS et PC désavouent le mouvement et dénoncent les provocateurs.

** Les n^{os} 1 et 2 du nouvel organe trotskyste *la Lutte Ouvrière* sont saisis en juin 1936 et les dirigeants du POI sont poursuivis.

partis des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks russes en 1917, se trouveront entièrement à la disposition de la bourgeoisie contre le prolétariat ? La nécessité de la nouvelle Internationale, en tant que parti mondial de la révolution prolétarienne, est de nouveau et indiscutablement démontrée par les événements de France et de Belgique.

6. Néanmoins une conséquence directe et immédiate de la grande vague de juin est l'accroissement exceptionnellement rapide des vieilles organisations. Ce fait est historiquement tout à fait normal. Ainsi, mencheviks et socialistes-révolutionnaires se sont-ils fébrilement accrus après la révolution de février 1917, ce que, en tant que sociaux-patriotes, ils n'avaient pas voulu pendant la guerre ; la social-démocratie allemande s'est rapidement gonflée après la révolution de novembre 1918, qui était venue contre sa volonté. Avant de dévoiler leur faillite devant toute la classe, les partis opportunistes deviennent pour un court moment l'asile des masses les plus larges. L'accroissement rapide du Parti socialiste et surtout « communiste » en France est un symptôme sûr de la crise révolutionnaire du pays et en même temps prépare la crise mortelle des partis de la II^e et de la III^e Internationale.

Non moins d'importance a l'accroissement extraordinairement rapide des syndicats en France. Augmentant, en apparence, le poids et l'importance de l'état-major syndical réformiste-staliniste unifié (Jouhaux, Racamond, etc.), l'afflux de nouveaux millions d'ouvriers et d'employés sape en fait le fondement même de l'appareil syndical conservateur.

7. Les grands mouvements de masses sont la meilleure vérification des théories et des programmes. La grève de juin montre combien sont fausses les théories ultra-gauches sectaires, selon lesquelles les syndicats auraient en général « fait » leur temps et devraient être remplacés par d'autres organisations ou bien qu'à côté des anciens syndicats conservateurs il faudrait en construire de nouveaux, de « véritables ». En fait dans une époque révolutionnaire la lutte pour les revendications économiques et la législation sociale ne cesse pas ; au contraire, elle prend une envergure sans précédent. Les centaines de milliers et millions d'ouvriers nouveaux, qui ont afflué dans les syndicats, détruisent la routine, ébranlent l'appareil conservateur, permettent au parti révolutionnaire de construire dans les syndicats ses fractions, de conquérir de l'influence et de lutter avec succès pour le rôle dirigeant dans le mouvement syndical. Le parti révolutionnaire, qui serait incapable de mener

dans les organisations syndicales un travail systématique et couronné de succès, se trouvera encore moins capable de créer ses propres syndicats. Toutes les tentatives de ce genre sont vouées à l'effondrement.

8. Contrairement aux affirmations des chefs de la II^e et de la III^e Internationale, le capitalisme actuel n'est plus capable ni de donner du travail à tous les ouvriers ni d'élever le niveau de vie des travailleurs. Le capital financier fait retomber les dépenses des réformes sociales sur les ouvriers eux-mêmes et sur la petite bourgeoisie par l'élévation des prix, l'inflation ouverte ou masquée, les impôts, etc. L'essence de l'étatisme actuel, de l'ingérence de l'État — dans les pays « démocratiques », comme dans les pays fascistes — consiste à sauver le capitalisme pourrissant au prix de l'abaissement du niveau de vie et de culture du peuple. Il n'y a pas d'autre voie dans le cadre de la propriété privée. Les programmes des Fronts populaires de France, d'Espagne, comme le programme de la coalition belge, représentent un mirage et une tromperie manifeste, la préparation d'une nouvelle déception des masses ouvrières.

9. La situation absolument sans espoir de la petite bourgeoisie dans les conditions du capitalisme pourrissant conduit à ce que — contrairement aux théories de « l'harmonie sociale » de Léon Blum, de Vandervelde, de Dimitrov, de Cachin et consorts — les réformes sociales en faveur du prolétariat, instables et trompeuses en elles-mêmes, accélèrent la ruine des petits propriétaires de la ville et de la campagne, les poussant dans les bras du fascisme. Une alliance sérieuse, profonde et durable du prolétariat avec les masses petites-bourgeoises, en opposition aux combinaisons parlementaires avec les exploiters radicaux de la petite bourgeoisie, n'est possible que sur les bases d'un programme révolutionnaire, c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le prolétariat et d'une révolution dans les rapports de propriété dans l'intérêt de tous les travailleurs. Le Front populaire, en tant que coalition avec la bourgeoisie, est le frein de la révolution et la soupape de sûreté de l'impérialisme.

10. Le premier pas vers l'alliance avec la petite bourgeoisie est la rupture du bloc avec les radicaux bourgeois en France et en Espagne, avec les catholiques et les libéraux en Belgique, etc. Il est nécessaire d'expliquer cette vérité, sur la base de l'expérience, à chaque ouvrier socialiste et communiste. Telle est la tâche centrale du moment. La lutte contre le réformisme et le stalinisme est au stade actuel la lutte avant tout contre le bloc avec la bourgeoisie. Pour l'unité honnête des travailleurs, contre

l'unité malhonnête avec les exploités ! Les bourgeois hors du Front populaire ! A bas les ministres capitalistes !

11. On ne peut faire que des suppositions sur les délais ultérieurs du développement révolutionnaire. Grâce à des conditions exceptionnelles (défaite dans la guerre, problème paysan, Parti bolchevik) la révolution russe accomplit son ascension — du renversement de l'absolutisme jusqu'à la conquête du pouvoir par le prolétariat — en huit mois. Mais même dans cette courte période elle connut la manifestation armée d'avril, la défaite de juillet à Petrograd et la tentative de Kornilov de faire un coup d'État contre-révolutionnaire en août. La révolution espagnole dure avec des flux et reflux depuis cinq ans déjà. Dans cette période les ouvriers et les paysans pauvres d'Espagne ont manifesté un instinct politique si magnifique, ont déployé tant d'énergie, de dévouement, d'héroïsme que le pouvoir étatique serait depuis longtemps déjà dans leurs mains, si la direction avait tant soit peu correspondu à la situation politique et aux qualités combattives du prolétariat. Les véritables sauveurs du capitalisme espagnol ont été et restent non pas Zamora, ni Azana ni Gil Robles, mais les chefs des organisations socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes.

12. Il en est actuellement de même en France et en Belgique. Si le parti de Léon Blum avait été réellement socialiste, il aurait pu, s'appuyant sur la grève des travailleurs, renverser en juin la bourgeoisie presque sans guerre civile avec un minimum d'ébranlement et de victimes. Mais le parti de Blum est un parti bourgeois, frère cadet du radicalisme pourri. Si, de son côté, le Parti communiste avait eu quelque chose de commun avec le communisme, il aurait dès le premier jour de la grève corrigé son erreur criminelle, rompu son bloc funeste avec les radicaux, appelé les ouvriers à créer des comités d'usine et des soviets et établi ainsi dans le pays un régime de double pouvoir, comme le pont le plus court et le plus sûr vers la dictature du prolétariat. Mais l'appareil du Parti communiste n'est en fait qu'un des instruments de l'impérialisme français. La clé du sort à venir de l'Espagne, de la France, de la Belgique, c'est le problème de la direction révolutionnaire.

13. La même conclusion découle pleinement des leçons de la politique internationale, en particulier de la prétendue « lutte contre la guerre ». Sociaux-patriotes et centristes, surtout français, pour justifier leur servilité envers la Société des nations, ont invoqué la passivité des masses, en particulier le fait qu'elles n'auraient pas été prêtes à appliquer le boycott à l'Italie au

moment de son agression de brigand contre l'Abyssinie. C'est le même argument qu'utilisent, pour couvrir leur prostration, les pacifistes du type de Maxton. A la lumière des événements de juin, il devient particulièrement clair que les masses n'ont pas réagi aux provocations internationales de l'impérialisme uniquement parce qu'elles étaient trompées, endormies, freinées, paralysées, démoralisées par leurs propres organisations dirigeantes. Si les syndicats soviétiques avaient donné à temps l'exemple du boycott de l'Italie, le mouvement, comme un incendie de steppe, aurait infailliblement gagné l'Europe entière, le monde entier et du coup serait devenu menaçant pour les impérialistes de tous les pays. Mais la bureaucratie soviétique a prohibé et étouffé toute initiative révolutionnaire, la remplaçant par la reptation de l'Internationale communiste devant Herriot, Léon Blum et la Société des nations. Le problème de la politique internationale du prolétariat, comme de la politique intérieure, c'est le problème de la direction révolutionnaire.

14. Tout mouvement véritablement de masse rafraîchit l'atmosphère, comme un orage, et détruit en passant toutes sortes de fictions et d'équivoques politiques. Pitoyables et insignifiants apparaissent à la lumière des événements de juin le mot d'ordre « d'unité » des deux Internationales, qui, telles qu'elles sont, sont déjà assez unies dans la trahison des intérêts du prolétariat, ou les remèdes de bonne femme du Bureau de Londres (II 1/2), qui hésite entre toutes les directions possibles et choisit toujours la pire.

Les événements de juin ont dévoilé du même coup la complète faillite de l'anarchisme et du soi-disant « syndicalisme révolutionnaire ». Ni l'un ni l'autre, dans la mesure où en général ils existent sur terre, n'avaient prévu les événements ni rien fait pour les préparer. La propagande de la grève générale, des comités d'usine, du contrôle ouvrier doit être menée par une organisation politique, c'est-à-dire par un parti. Il ne peut en être autrement. Les organisations de masse de la classe ouvrière restent impuissantes, indécises, décontenancées, si ne les inspire et ne les mène pas en avant une avant-garde étroitement soudée. La nécessité du parti révolutionnaire est démontrée avec une force nouvelle.

15. Ainsi toutes les tâches de la lutte révolutionnaire se réduisent infailliblement à une seule : la création d'une nouvelle direction, véritablement révolutionnaire, qui se trouve à la hauteur des tâches et des possibilités de notre époque. Participer directement au mouvement des masses, avoir des mots d'ordre

de classe hardis poussés jusqu'au bout, une perspective claire, un drapeau indépendant, être intransigeant pour les conciliateurs, impitoyable pour les traités, telle est la voie de la IV^e Internationale. Il est ridicule et absurde de discuter s'il est opportun ou non de la « fonder ». On ne « fonde » pas une internationale comme une coopérative, mais on la crée dans la lutte. A la question des pédants sur l'« opportunité » les journées de juin ont répondu. Il ne reste pas place pour de nouvelles discussions.

16. La bourgeoisie cherche une revanche. Un nouveau conflit social, consciemment préparé dans les quartiers généraux du grand capital, prendra indubitablement, à ses premiers pas, le caractère d'une vaste provocation et d'une série de provocations à l'adresse des ouvriers. En même temps, les organisations fascistes « dissoutes »* s'organiseront fiévreusement. Le conflit des deux camps, en France, en Belgique, en Espagne, est absolument inévitable. Plus les chefs du Front populaire « concilieront » les contradictions des classes et éteindront la lutte révolutionnaire, plus elle prendra un caractère explosif et convulsif dans la période à venir, plus elle entraînera de grands sacrifices, moins le prolétariat se trouvera en état de défense en face du fascisme.

17. Les sections de la IV^e Internationale voient clairement et distinctement ce danger. Elles en avertissent ouvertement le prolétariat. Elles apprennent à l'avant-garde à s'organiser et à se préparer. En même temps elles rejettent avec mépris la politique qui consiste à se laver les mains ; elles identifient leur sort au sort des masses en lutte, quels que soient les sévères coups qui tomberont sur elles dans les mois et années à venir. Elles participent à chaque acte de la lutte pour y apporter la plus grande clarté et la plus grande organisation. Elles appellent inlassablement à la création de comités d'usine et de soviets. Elles se lient aux meilleurs ouvriers, poussés en avant par le mouvement, et la main dans la main avec eux édifient la nouvelle direction révolutionnaire.

Par leur exemple et leur critique, ils accéléreront la formation d'une aile révolutionnaire dans les vieux partis, l'attireront dans le processus de la lutte et la pousseront sur la voie de la IV^e Internationale.

La participation à la lutte vivante, toujours en première ligne du feu, le travail dans les syndicats et la construction du parti

* Les ligues fascistes sont dissoutes le 19 juin 1936 mais se reforment bientôt sous un autre sigle.

vont de pair, se secondant réciproquement. Tous les mots d'ordre de lutte : contrôle ouvrier, milice ouvrière, armement des ouvriers, gouvernement ouvrier et paysan, socialisation des moyens de production, sont indissolublement liés à la création de soviets ouvriers, paysans et de soldats.

18. Le fait qu'au moment de la lutte des masses les bolcheviks-léninistes français se soient trouvés d'un seul coup au centre de l'attention politique et de la haine des ennemis de classe n'est nullement fortuit, au contraire. Par avance, il montre infailliblement l'avenir. Le bolchevisme, qui apparaît comme du sectarisme aux philistins de tout poil, combine, en fait, l'intransigeance idéologique avec la plus grande attention à l'égard du mouvement des masses. L'intransigeance idéologique elle-même n'est rien d'autre que l'épuration de la conscience des ouvriers avancés de la routine, de l'inertie, de l'indécision, c'est-à-dire l'éducation de l'avant-garde dans l'esprit des décisions les plus hardies, sa préparation à participer à la lutte des masses jusqu'à la mort.

19. Aucun groupement révolutionnaire dans l'histoire mondiale ne s'est encore trouvé sous une pression aussi terrible que le groupement de la IV^e Internationale. *Le Manifeste communiste* de Marx-Engels parlait des forces « du pape et du tzar [...] des radicaux français et des policiers allemands » unis contre le communisme. De cette liste, seul le tzar est disparu. Mais la bureaucratie stalinienne représente actuellement un obstacle incomparablement plus menaçant et plus perfide sur la voie de la révolution prolétarienne que ne l'était autrefois le tzar autocrate. L'Internationale communiste couvre la politique du social-patriotisme et du menchevisme, de l'autorité de la révolution d'Octobre et du drapeau de Lénine. L'agence mondiale de la Guépéou mène dès maintenant, main dans la main avec les polices des pays impérialistes « amis », un travail systématique contre la IV^e Internationale. En cas de guerre les forces unies de l'impérialisme et du stalinisme feront retomber sur les internationalistes révolutionnaires des persécutions incomparablement plus féroces que celles que les généraux des Hohenzollern, en commun avec les bourreaux sociaux-démocrates, firent retomber en leur temps sur Luxemburg, Liebknecht et leurs partisans.

20. Les sections de la IV^e Internationale ne s'effraient ni de la grandeur des tâches, ni de la haine acharnée des ennemis, ni même du fait qu'elles sont numériquement faibles aujourd'hui.

Dès maintenant les masses en lutte, sans en avoir encore conscience, se trouvent beaucoup plus près d'elles que de leurs chefs officiels. Sous les coups des événements qui viennent se fera dans le mouvement ouvrier un regroupement toujours plus rapide et plus profond. En France le Parti socialiste se trouvera rapidement éliminé des rangs du prolétariat. Dans le Parti communiste il faut attendre avec certitude une série de scissions. Dans les syndicats se crée un puissant courant de gauche, sensible aux mots d'ordre du bolchevisme. Sous une autre forme, mais identique quant au fond, des processus se produiront aussi dans d'autres pays, entraînés dans la crise révolutionnaire. Les organisations de l'avant-garde révolutionnaire sortiront de l'isolement. Les mots d'ordre du bolchevisme deviendront les mots d'ordre des masses. L'époque à venir sera l'époque de la IV^e Internationale.

Post-scriptum

« Le conflit des deux camps en France, en Belgique et en Espagne est absolument inévitable. Plus les chefs du Front populaire « concilieront » les oppositions des classes et éteindront la lutte révolutionnaire, plus elle prendra un caractère explosif et convulsif dans la période à venir, plus elle entraînera de grands sacrifices, moins le prolétariat se trouvera en état de défense en face du fascisme ». (point 16 de la thèse ci-dessus).

Les événements ont apporté une confirmation de cette prédiction, avant que les présentes thèses aient pu être publiées.

Les journées de juillet en Espagne complètent et approfondissent avec une force extraordinaire les leçons des journées de juin en France. Pour la seconde fois en cinq ans la coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie radicale conduit la révolution au bord de l'abîme. Incapable de résoudre aucune des tâches que la révolution a posées — toutes ces tâches se réduisent à une seule, le renversement de la bourgeoisie — le Front populaire rend impossible l'existence du régime bourgeois et provoque par là le coup d'État fasciste. Endormant les ouvriers et les paysans par des illusions parlementaires, paralysant leur volonté de lutte, le Front populaire crée les conditions favorables pour la victoire du fascisme. La politique de coalition avec la bourgeoisie sera payée par la classe ouvrière par des années de souffrances et de sacrifices, sinon par des dizaines d'années de terreur fasciste.

Le gouvernement de Front populaire manifeste sa complète carence précisément au moment le plus critique ; une crise ministérielle suit l'autre, car les radicaux bourgeois craignent les

ouvriers amis plus que les fascistes. La guerre civile prend un caractère traînant. Quelle que soit l'issue immédiate de la guerre civile en Espagne, elle porte un coup mortel au Front populaire en France et dans les autres pays. A chaque ouvrier français il doit maintenant être clair que le bloc avec les radicaux signifie la préparation légale d'un coup d'État militaire par l'état-major français sous la couverture du ministre de la Guerre Daladier.

La dissolution administrative des associations fascistes avec le maintien de l'appareil d'État bourgeois est, comme l'exemple espagnol le montre, mensonge et tromperie. Seuls les ouvriers armés peuvent s'opposer au fascisme. La conquête du pouvoir n'est possible qu'au moyen de l'insurrection armée contre l'appareil étatique de la bourgeoisie. La destruction de cet appareil et son remplacement par les soviets ouvriers, paysans et de soldats est la condition nécessaire pour remplir le programme socialiste. Sans l'accomplissement de ces tâches, il n'y a pour le prolétariat et la petite bourgeoisie ni issue à la misère ni salut devant la nouvelle guerre (1^{er} août).

La IV^e Internationale et l'URSS

1. Les thèses du VII^e congrès mondial du Komintern, affirmant que le socialisme a « définitivement et irrémédiablement » triomphé en URSS — sans considération du bas niveau de la productivité du travail comparée à celle des pays capitalistes avancés et indépendamment de la course au développement entreprise par le reste du monde —, sont grossièrement et dangereusement mensongères. Elles s'appuient sur le fait que le territoire de l'URSS couvre « 1/6 de la surface de la terre » alors qu'il est beaucoup plus décisif dans cette question que seulement 8,5 % de l'humanité occupe ce territoire. En réalité, le triomphe du socialisme dépend toujours de la lutte de deux systèmes irréconciliables : le socialisme et le capitalisme. Cette lutte ne s'est pas décidée et ne peut se décider au sein des frontières de l'URSS. La question ne pourra se régler « définitivement et irrémédiablement » que dans l'arène mondiale.

2. Les principaux moyens de production se sont considérablement développés et restent aux mains de l'État dans l'industrie ; dans l'agriculture, ils restent aux mains des kolkhozes, à mi-chemin entre la propriété étatique et la propriété privée. Mais même la propriété étatique n'est pas encore la propriété sociale, car cette dernière a ses prémices dans la

dégénérescence de l'État, gardien de la propriété, la réduction des inégalités et la dissolution graduelle du concept même de propriété dans la morale et les coutumes de la société. Le développement réel de l'Union soviétique a, ces dernières années, suivi une voie opposée. L'inégalité s'accroît et, avec elle, la contrainte de l'État. Dans des conditions favorables, à la fois sur les plans intérieur et international, la transition de la présente propriété d'État au socialisme est possible. Cependant, dans des conditions défavorables, un retour au capitalisme est tout aussi possible.

3. Pendant la période de transition, tout État ouvrier doit conserver le système du salariat ou, comme Marx l'a dit, « les normes bourgeoises de distribution », cela afin d'accroître les forces productives. Cependant, le sort de ce système dépend de la direction générale du développement. Que la révolution éclate dans les pays avancés et que la richesse sociale augmente rapidement, alors l'inégalité se réduira très vite, et l'État n'aura plus à jouer ce rôle de gardien. Dans les conditions d'isolement et d'arriération où se trouve l'URSS, les normes bourgeoises de distribution se sont grossièrement renforcées (énorme différenciation de salaires, primes, titres, grades, etc.) et ont engendré des tendances rétrogrades qui mettent en péril le système de propriété étatique.

4. La faible productivité, accompagnée d'importants investissements en capital, de dépenses militaires considérables et du gaspillage énorme que représente un appareil incontrôlé, se traduit par une pénurie aiguë et constante des principaux produits de consommation individuelle pour la masse de la population. Les succès économiques, qui sont beaucoup trop modestes pour assurer une élévation substantielle des niveaux matériel et culturel des masses, permettent déjà l'émergence d'une large couche privilégiée. Au cours du second plan quinquennal, les antagonismes sociaux ne se sont pas atténués, mais se sont au contraire nettement accentués. L'inégalité sociale fait des enjambées de sept lieues. Les cantiques à « la vie heureuse » ne sont chantés que par les sommets tandis que les couches inférieures sont encore contraintes au silence.

5. Jouant sur la multiplication des antagonismes sociaux (entre la ville et la campagne, le travail intellectuel et le travail manuel, les exploitations privées, les kolkhozes et les micro-exploitations privées des kolkhoziens, les stakhanovistes et le reste des masses laborieuses), la bureaucratie a acquis une réelle

indépendance vis-à-vis des travailleurs. Comme toute bureaucratie, elle règle ces antagonismes en fonction des intérêts des plus forts et des mieux pourvus. Comme toute bureaucratie, elle s'octroie à la fin une partie importante du revenu national et devient ainsi la plus privilégiée des couches privilégiées.

6. A l'heure actuelle, la société soviétique présente une très grande hiérarchie des conditions d'existence individuelles, qui va du *bezprizorny* (vagabond), de la prostituée et du sous-prolétaire aux « dix mille » dirigeants qui mènent la vie des magnats européens du capital. Contrairement aux affirmations du VII^e congrès du Komintern, le socialisme n'a pas encore triomphé, ni au point de vue des conditions économiques objectives (sur la base de la productivité du travail) ni au point de vue de la conscience des producteurs (sur la base de la consommation individuelle).

7. Cependant, et ceci est d'une importance décisive, il reste que les rapports sociaux en URSS, ce qui veut dire aussi les privilèges de l'aristocratie soviétique, sont fondés à long terme sur les propriétés étatique et kolkhozienne, lesquelles sont issues de l'expropriation de la bourgeoisie et rendent possible, contrairement à la propriété capitaliste, le développement de l'industrie et de la culture. Le saut historique franchi par la révolution d'Octobre permet encore de distinguer l'économie planifiée de l'État soviétique de l'« étatsisme » capitaliste qui manifeste l'intervention de l'État pour sauver la propriété privée et « dirige » un système économique pourrissant en freinant le développement des forces productives et en abaissant le niveau de vie des masses. Identifier l'économie soviétique avec celle des pays fascistes (Italie, Allemagne), ce qui est fréquent chez les économistes bourgeois, c'est faire preuve en réalité d'ignorance et de manque de scrupules. La victoire de la bureaucratie bonapartiste sur l'avant-garde du prolétariat ne peut nullement se confondre avec la victoire de la contre-révolution capitaliste, même si elle conditionne cette dernière.

8. Affirmer, comme le font les anarchistes et les ultra-gauches, que l'URSS a la même attitude vis-à-vis du prolétariat révolutionnaire que les États impérialistes, c'est affirmer qu'il est indifférent à la classe ouvrière que les positions de l'industrie étatique et de l'agriculture soviétique se maintiennent et même se renforcent ou que l'économie soviétique soit rejetée à un état de décomposition totale aboutissant, par la guerre civile, au capitalisme fasciste. Une telle attitude est digne des « amis de l'URSS », en proie au désenchantement et à l'idéalisme, c'est-à-

dire des verbiages politiques du type libéral et anarchiste, mais non de marxistes révolutionnaires qui ne perdent jamais de vue le facteur fondamental de l'histoire : le développement de la production.

9. Comme nous l'avons dit, la stratification sociale de la société soviétique se développe principalement dans le domaine de la distribution et seulement partiellement, surtout dans l'agriculture, dans le domaine de la production. Mais distribution et production ne sont pas séparées par un mur impénétrable. En stimulant les appétits tant individuels que de certains groupes, et en leur permettant de s'épanouir, la bureaucratie discrédite directement l'idée de propriété sociale. La croissance des privilèges économiques sème un doute justifié dans la conscience des masses : A qui, à long terme, le système profitera-t-il réellement ? Les normes bourgeoises de distribution, qui ont déjà dépassé la limite tolérable, menacent finalement de faire sauter la discipline sociale de l'économie planifiée et, en même temps, les propriétés étatique et kolkhoziennne.

10. La question de la famille révèle clairement les possibilités de restauration du système bourgeois. Depuis qu'elle a échoué dans ses tâches de soutien social et d'éducation, la bureaucratie, apparue à la suite des faibles niveaux matériel et culturel du pays et de l'écrasement de l'initiative des masses, commence à rétablir et à glorifier la famille petite-bourgeoise, y compris la micropropriété privée qui s'y rattache — cette mère nourricière de tous les vices sociaux. La bureaucratie, qui cherche un appui politique dans la famille conservatrice, se sent frustrée d'une totale et complète domination parce qu'elle ne peut transmettre ses privilèges matériels. La question du droit d'héritage pose celle de l'extension ultérieure des limites de la propriété privée. C'est là une des voies possibles de la restauration capitaliste. Dans tous les domaines de la vie sociale, la bureaucratie met en péril tout facteur progressif du système soviétique. Au lieu d'être le gardien de la « propriété sociale », elle en devient le fossoyeur.

11. La signification politique de la nouvelle Constitution soviétique va directement à l'encontre de son interprétation officielle. La Constitution stalinienne ne représente pas un pas en avant « du socialisme à la société communiste », comme l'affirment impudemment les autorités officielles, mais au contraire un pas en arrière de la dictature du prolétariat au régime politique bourgeois.

Dans le domaine politique, le développement de la société capitaliste doit trouver son expression dans l'extinction de l'État.

Le degré d'avancement de cette dernière constitue la mesure la plus sûre des succès du développement du socialisme. La dégénérescence de l'État constitue la liquidation complète de la bureaucratie, laquelle s'est élevée au-dessus de la société. La nouvelle Constitution légalise en réalité le processus inverse de développement. Il ne peut en être autrement. La montée des privilèges nécessite le contrôle du gendarme.

12. D'après la nouvelle Constitution, la contrainte d'Etat ne se relâche pas et a tendance à se concentrer très fortement, à acquérir un caractère ouvert et cynique. Les organes locaux et centraux, c'est-à-dire les institutions « municipales » et « parlementaires » qui sont fondées sur le principe du plébiscite, n'ont rien de commun avec les organes de lutte des masses laborieuses que sont les soviets. Ces derniers sont d'ailleurs privés de leur véritable signification. La nouvelle Constitution livre officiellement le pouvoir et le contrôle de l'économie aux mains du « parti » stalinien, lequel est indépendant à la fois du peuple et de ses propres membres et devient un instrument politique de la classe dominante.

13. En passant, la Constitution liquide *de jure* la position dominante du prolétariat dans l'État, en fait depuis longtemps liquidée *de facto*. Elle déclare que dorénavant la dictature est « dépourvue de caractère de classe », est « populaire », ce qui est une pure aberration du point de vue marxiste. La dictature du « peuple » sur lui-même signifie la dissolution de l'État dans la société, c'est-à-dire la disparition de l'État. En réalité, la nouvelle Constitution scelle la dictature de couches privilégiées de la société soviétique sur les masses laborieuses, rendant par là même impossible la dégénérescence de l'État, et ouvre à la bureaucratie la voie « légale » de la contre-révolution dans le domaine de l'économie, c'est-à-dire la restauration du capitalisme « de sang-froid », ce que la bureaucratie prépare directement en créant l'illusion de la « victoire du socialisme ». Notre tâche est d'appeler la classe ouvrière à s'opposer par ses propres forces à la pression de la bureaucratie — pour la défense des conquêtes d'Octobre.

14. Contrairement aux mensonges officiels, la nouvelle Constitution n'étend pas la « démocratie » soviétique, mais confirme son complet étranglement. Par chacun de ses paragraphes, elle proclame que les maîtres actuels de la situation ne céderont pas de plein gré leurs positions au peuple. Le caractère aristocratique et absolutiste de la nouvelle Constitution s'exprime très nettement par la nouvelle croisade annoncée le

jour de sa publication — la croisade d'« extermination des ennemis du peuple — les rebuts et monstres trotskystes » (*Pravda*, 5 juin 1936). La bureaucratie sait parfaitement d'où vient le danger qui la menace et elle dirige sa terreur bonapartiste sur les éléments de l'avant-garde du prolétariat.

15. La classe ouvrière soviétique s'est vue spoliée de la dernière possibilité de restructurer légalement l'État. La lutte contre la bureaucratie devient nécessairement une lutte révolutionnaire. Conformément aux traditions marxistes, la IV^e Internationale rejette catégoriquement le terrorisme individuel comme tout aventurisme politique. Seul le mouvement conscient des masses peut balayer la bureaucratie usurpatrice, parasitaire et totalitaire. De même que la restauration capitaliste en URSS nécessite une contre-révolution sociale aboutissant au renversement de la propriété étatique des moyens de production et de la terre, et donc au rétablissement de la propriété privée, le développement ultérieur du socialisme nécessite inévitablement une révolution politique, c'est-à-dire l'élimination violente du despotisme politique de la bureaucratie, tout en maintenant les rapports de propriété instaurés par la révolution d'Octobre. L'avant-garde du prolétariat soviétique, en s'appuyant à la fois sur les masses laborieuses du pays et le mouvement révolutionnaire international, devra abattre la bureaucratie par la force, restaurer la démocratie soviétique, éliminer les énormes privilèges et permettre un réel progrès vers l'égalité socialiste.

16. Dans la question de la guerre comme ailleurs, les sections de la IV^e Internationale ne doivent pas se laisser guider par des considérations et des sympathies formalistes et idéalistes, mais seulement par l'analyse marxiste. Si, par exemple, elles soutiennent l'Abyssinie, en dépit de l'esclavagisme qui y prédomine et de la barbarie politique du régime, c'est non seulement parce que l'indépendance nationale de l'État représente une étape historique progressiste pour un pays à structure précapitaliste, mais aussi parce que la défaite de l'Italie fasciste serait l'ombre de l'effondrement de la société capitaliste décadente. L'avant-garde mondiale du prolétariat soutiendra l'URSS en cas de guerre, en dépit de la bureaucratie parasitaire et du négus* sans couronne du Kremlin, parce que le régime social de l'URSS, malgré toutes ses déformations et tous ses

* Le négus était le titre de Haïlé Selassié, empereur de l'Ethiopie, despote absolu.

ulcères, représente un grand pas historique par rapport au capitalisme pourrissant. La défaite d'un pays impérialiste dans la nouvelle guerre provoquera l'effondrement non seulement de sa forme étatique, mais encore de ses fondements sociaux, et aboutira au remplacement de la propriété privée par la propriété étatique. La défaite de l'Union soviétique balaierait la bureaucratie soviétique, mais substituerait aussi le chaos capitaliste à la propriété étatique et collective. Dans ces conditions, le choix politique est évident.

Additif au point 16 voté par la conférence

Le soutien résolu et intrépide de l'URSS par l'avant-garde prolétarienne mondiale pendant la guerre ne signifie pourtant pas que le prolétariat doit devenir l'allié des alliés impérialistes de l'URSS.

« Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve en alliance avec l'URSS maintient pleinement et entièrement son hostilité implacable à l'égard du gouvernement impérialiste de son propre pays [...]. L'opposition prolétarienne implacable contre l'allié impérialiste de l'URSS devrait se déployer sur le terrain, d'une part de la politique de classe à l'intérieur, d'autre part des buts impérialistes du gouvernement donné, du caractère perfide de son alliance, de sa spéculation sur un coup d'État bourgeois en URSS, etc. La politique du parti prolétarien dans un pays impérialiste, allié comme ennemi, doit, par conséquent, tendre au renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et à la prise du pouvoir. C'est seulement sur cette voie qu'on peut créer une alliance véritable avec l'URSS et sauver le premier État ouvrier de l'effondrement. » (Points 44 et 45 des thèses du SI de la LCI : « La IV^e Internationale et la guerre », de juin 1934).

17. Les craintes des ultra-gauches, qui considèrent que la victoire de l'URSS peut conduire à une consolidation ultérieure des positions de la bureaucratie bonapartiste, sont fondées sur une conception erronée tant des relations internationales que du développement interne de l'URSS. Les impérialistes des divers camps ne pourront se réconcilier avec l'URSS tant que la propriété privée des moyens de production ne sera pas rétablie. Quelles que soient les alliances au début de la guerre, les pays impérialistes sauront, au cours même de la guerre, comment aboutir à une entente et se regrouper, et cela se fera toujours aux dépens de l'URSS. Celle-ci ne sortira victorieuse de la guerre qu'à une condition : être soutenue par la révolution à l'ouest comme à l'est. Mais la révolution internationale, qui est le seul

moyen de sauver l'URSS, portera en même temps un coup fatal à la bureaucratie soviétique.

18. L'État soviétique est-il un État ouvrier ? C'est un État fondé sur les rapports de propriété issus de la révolution prolétarienne et géré par une bureaucratie travailliste dans l'intérêt de nouvelles couches privilégiées. On peut qualifier l'URSS d'État ouvrier, de la même façon — et en dépit des différences d'échelle — qu'on qualifie d'organisation ouvrière un syndicat que dirigent et trahissent des opportunistes, c'est-à-dire en fait des agents du capital. De même que les révolutionnaires défendent n'importe quel syndicat contre ses ennemis de classe, même le plus foncièrement réformiste, en combattant en même temps sa direction traîtresse sans lui faire aucune concession, de même les sections de la IV^e Internationale défendent l'URSS contre les coups de l'impérialisme sans pour autant cesser un seul instant la lutte contre l'appareil réactionnaire stalinien. En temps de guerre comme en temps de paix, elles continueront à conserver leur liberté, tant de critique envers la caste soviétique dirigeante que de lutte contre les accords conclus avec l'impérialisme au détriment des intérêts de l'URSS et de la révolution internationale.

(Traduit de *Writings of Léon Trotsky*,
1935-1936, Pathfinder).

Le Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire (Bureau de Londres) et la IV^e Internationale

Le réarmement de l'Allemagne et l'invasion italienne de l'Abyssinie ont mis fin à l'époque d'après-guerre et inauguré officiellement une nouvelle époque de pré-guerre. Avec le mouvement gréviste en France et en Belgique en juin 1936 commence une nouvelle époque de flux révolutionnaire. Tous les partis et groupes opportunistes, sociaux-patriotes et pacifistes-centristes de la classe ouvrière, sont maintenant coincés par la guerre et la révolution qui approchent. Les premiers qui seront écrasés seront ces fragments d'organisations réunis dans ce qu'on appelle le Bureau de Londres.

Les événements des deux dernières années ont confirmé complètement l'appréciation marxiste des partis et groupes du Bureau de Londres comme organisations conservatrices-centristes, complètement incapables de résister à la poussée de la

réaction et du chauvinisme. La simple énumération des faits ne laisse place à aucun doute à ce sujet.

Le Parti ouvrier socialiste allemand (SAP), comme force agissante de l'association de Londres, provoqua une scission dans le RSAP hollandais, dans le seul but d'entraîner le parti dans la voie du centrisme. Il entra dans le Front populaire de l'émigration allemande, le plus morne, le plus misérable et le plus trompeur de tous les fronts populaires. Il entreprit la défense hypocrite de la bureaucratie stalinienne contre les bolcheviks-léninistes et mena en réalité la lutte exclusivement contre la IV^e Internationale.

L'Independent Labour Party (ILP) avait essayé de prendre dans le conflit italo-abyssin une position de principe juste, mais la clique pacifiste-parlementaire de Maxton et Cie, qui ne considère le parti que comme son auxiliaire technique de fortune, le poussa de nouveau, par un ultimatum brutal, dans le pacifisme lamentable et adopta en même temps une loi d'exception contre les « fractions », c'est-à-dire, contre l'aile révolutionnaire marxiste. Dans la question de l'URSS, l'ILP met la révolution d'Octobre à égalité avec la bureaucratie bonapartiste, passe ses crimes sous silence et fait en particulier de la réclame pour la compilation byzantine des Webb qui est faite uniquement pour égayer les ouvriers sur les véritables voies et méthodes de la révolution prolétarienne.

Le Parti espagnol d'unification marxiste éleva la plate-forme de la « révolution socialiste-démocratique » sur son pavois et sacrifia ainsi complètement les théories de Marx et de Lénine, ainsi que les enseignements de la révolution d'Octobre, qui prouvent avec une force égale que la révolution prolétarienne ne peut se déployer dans le cadre de la démocratie bourgeoise, que la « synthèse » de la démocratie bourgeoise et du socialisme n'est rien d'autre que la social-démocratie, c'est-à-dire, la trahison organisée des intérêts historiques du prolétariat. En accord complet avec sa propre plate-forme, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) trouva sa place dans le Front populaire espagnol à la traîne du parti de la bourgeoisie de gauche, y compris le président actuel de la République, Azana. La critique ultérieure envers le Front populaire, de la part des chefs du parti, n'atténua pas d'un grain leur crime, car on apprécie les partis révolutionnaires selon leur manière d'agir dans les moments critiques et non selon ce qu'ils disent d'eux-mêmes une fois que les événements sont passés. Pendant les années de la révolution espagnole, lourdes de conséquences, le parti de Maurin et Nin

s'est montré absolument incapable de passer de la phrase petite-bourgeoise à l'action prolétarienne.

En France, le bloc entre Doriot, qui vient de fonder, après la dissolution des liges fascistes, le Parti populaire français (PPF), et Marceau Pivert contre la IV^e Internationale révéla très rapidement son caractère réactionnaire : le maire de Saint-Denis, Doriot, sous la protection duquel avait eu lieu la dernière conférence du Bureau de Londres, accomplit bientôt après le passage dans le camp de la réaction. Marceau Pivert agit aujourd'hui comme agent pour les besognes de « gauche » de Léon Blum, qui fait confisquer par la police bourgeoise le seul journal ouvrier révolutionnaire de France et qui fait poursuivre par les juges bourgeois les adhérents de la IV^e Internationale.

On peut tranquillement s'épargner une considération particulière du parti suédois, qui ne sort pas du cadre du pacifisme provincial, sans parler des maximalistes* italiens, des groupes en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie, qui n'ont pas la moindre signification qualitative ou quantitative.

Le Bureau des jeunes de Stockholm**, attaché au Bureau de Londres, mène la politique du SAP, c'est-à-dire celle de la duplicité et de la tromperie, qui a un effet particulièrement démoralisant et néfaste sur les nouvelles générations révolutionnaires. Ce qui caractérise le mieux la physionomie de ce Bureau de Stockholm, c'est le fait que, pour pouvoir poursuivre sa politique amicale envers les pires groupements opportunistes et patriotiques, il estima qu'il était indiqué d'exclure le représentant des bolcheviks-léninistes, en minorité dans le bureau, qui ne revendiquait que le droit de libre critique. Par cette action, les dirigeants du Bureau de Londres ainsi que de celui de Stockholm ont prouvé, même à des aveugles politiques, qu'il n'y a et ne peut y avoir de place pour des révolutionnaires dans ces organisations.

Les conférences internationales des deux bureaux mentionnés représentent, à l'égal de la II^e Internationale — mais dans une bien moindre mesure —, des institutions et des réunions semi-diplomatiques, semi-parlementaires, qui ne servent que de moyen à fournir à des organisations centristes de droite une couverture décorative internationale, leur permettant de poursuivre leur politique nationale opportuniste. Les déclarations et prétendues décisions des conférences internationales,

* Parti socialiste italien maximaliste de tendance centriste publie l'*Avanti* à Paris en exil.

** Le bureau de Stockholm était dirigé par Willy Brandt qui en fit exclure le délégué trotskyste Walter Held.

déjà foncièrement éclectiques, restent sans aucune influence sur la véritable politique des organisations nationales affiliées.

Ce qu'il en est de la « base marxiste internationale » et de « l'homogénéité révolutionnaire » propagées par ces conférences apparaît dans le fait qu'il n'existe aucun accord dans cette Internationale naine sur quelque question principielle et d'actualité politique. Dans le conflit italo-abyssin, par exemple, l'ILP d'Angleterre est adverse des sanctions de la Société des nations (SDN) et condamne toute marche en commun du mouvement ouvrier avec la Société des nations, les maximalistes italiens, en revanche, implorent la SDN, dont la force agissante est l'Angleterre, pour l'exacerbation des sanctions contre l'Italie. La section espagnole du Bureau de Londres, de son côté, signe le programme bourgeois du Front populaire espagnol, qui réclame une politique extérieure conforme aux principes et aux méthodes de la Société des nations. La même confusion règne dans la position du Bureau de Londres en face de la politique traîtresse du Front populaire des staliniens. Tandis que la dernière séance du Bureau salue la politique du Front populaire, que la section espagnole a pris part au Front populaire espagnol et les sections allemande et italienne aux parodies de Front populaire des émigrations allemande et italienne, l'ILP et, manifestement aussi, le Parti socialiste de Suède repoussent la politique du Front populaire pour leur pays (mais les reconnaissent internationalement !). L'ILP va même assez loin en refusant au Labour Party son soutien contre les candidats bourgeois, mais le Bureau de Londres s'enthousiasme pour le Front populaire français qui élit au Parlement avec les voix socialistes et communistes des bourgeois à la Herriot.

Il suffit de dire qu'en mai 1935, au dernier congrès du Parti socialiste de Norvège (NAP), seule organisation de masse affiliée au Bureau de Londres, pas une seule voix de protestation ne s'est élevée contre la rupture des relations de ce parti avec le Bureau de Londres. Ce fait éloquent prouve irrévocablement que l'appartenance au Bureau de Londres n'a qu'un caractère purement extérieur, car cela n'implique aucune obligation pour personne, n'intervient en rien dans la vie intérieure des différentes sections et ne peut donc favoriser en rien la formation, ne serait-ce que du soupçon, d'une aile gauche.

Les partis du Bureau de Londres ne possèdent ni une doctrine ni une politique autonomes. Ils végètent entre l'aile gauche de la II^e Internationale et la III^e Internationale qui, dans sa dernière phase, représente la fraternisation avec leur propre bourgeoisie dans le prétendu intérêt de l'État ouvrier, la défense de la

« patrie » démocratique, le Front populaire antifasciste, etc. Dans ce sens, il forme une nouvelle édition de l'Internationale deux et demie, mais d'un format tout à fait minuscule. Au cours des deux dernières années, le Bureau de Londres n'a pris, dans aucune question, une position révolutionnaire claire, il n'a rien apporté au mouvement ouvrier et, non seulement, il ne s'est pas attiré l'attention hostile de la II^e et de la III^e Internationale, mais il les rejoint plutôt dans leur position contre la IV^e Internationale. Maintenant que les deux anciennes Internationales se sont tellement rapprochées, l'existence d'une internationale intermédiaire devient une pure absurdité.

Les intérêts de la IV^e Internationale, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne, excluent un compromis de principe, une tolérance, une conciliation quelconque envers des partis, des groupes et des politiciens isolés qui, à chaque pas, abusent du nom de Marx, d'Engels, de Lénine, de Luxemburg et de Liebknecht pour des objectifs qui sont en contradiction directe avec les idées et les actes de ces maîtres et lutteurs.

Lorsque le spectre de la nouvelle guerre a commencé à paraître dans toute son horreur, le Bureau de Londres, sous la direction du SAP, au lieu de poser la question d'un programme marxiste, d'une politique bolchéviste, de la sélection de cadres révolutionnaires, lança le mot d'ordre creux d'un « nouveau Zimmerwald ». Tous ceux qu'effraient généralement les difficultés révolutionnaires se hâtèrent de s'emparer de ce mot d'ordre d'apparence léniniste. Peu de mois se passèrent, et même les initiateurs ont oublié leur invention. Cependant, les tâches de la construction de la nouvelle Internationale sur les fondements de granit des principes restent entières. Ce n'est pas d'une manière aisée qu'on sortira de cette situation historique.

Les dirigeants des organisations les plus importantes du Bureau de Londres ne sont pas des adolescents ni des novices. Ils ont tous derrière eux un long passé d'opportunisme, de pacifisme et d'oscillations centristes. Ni la guerre, ni la révolution d'Octobre, ni la destruction du prolétariat allemand et autrichien, ni le tournant de trahison de l'IC, pas plus que l'approche d'une nouvelle guerre ne leur ont servi d'enseignement, mais les ont plutôt démoralisés. Il n'y a pas la moindre raison de s'attendre à leur rééducation révolutionnaire. Les révolutionnaires prolétariens ont donc le devoir immédiat de démasquer systématiquement et irréductiblement les demi-mesures, les ambiguïtés et les hypocrisies du Bureau de Londres en tant qu'obstacle le plus proche et le plus immédiat sur la voie de l'édification ultérieure de la IV^e Internationale.

Résolution sur la conférence contre la guerre du Bureau de Londres

Le Congrès mondial contre la guerre, le fascisme et l'impérialisme*, annoncé pour octobre 1936 par le Bureau international pour l'unité révolutionnaire socialiste (Bureau de Londres), est, par sa nature même et par la composition des organisations qui ont fait connaître leur intention d'y assister, voué à l'impuissance et à l'incapacité d'exercer les fonctions pour lesquelles il a été convoqué.

La « lutte contre la guerre » ne peut être menée séparément et en dehors de la lutte de classes elle-même, de la lutte intransigeante du prolétariat contre le capitalisme impérialiste, c'est-à-dire contre l'ordre social qui, inexorablement, engendre la guerre et l'oppression impérialistes et qui est inconcevable sans ces deux fléaux. Toute tentative de mener une lutte « contre la guerre » par des « méthodes spéciales », distinctes ou « au-dessus » de la lutte de classes est, dans le meilleur des cas, une illusion cruelle et conduit généralement à une déception amère favorisant le travail des fauteurs de guerre impérialistes. A cet égard, la conférence convoquée par le Bureau de Londres ne peut être qu'une réédition caricaturale des nombreux congrès d'Amsterdam des staliniens, qui tous ont fini dans le camp d'un social-patriotisme à peine voilé.

Cette conclusion se trouve renforcée par la composition de la conférence proposée. Son but doit être officiellement « la résistance ouvrière directe à la guerre et le refus de l'union avec la classe capitaliste ou avec des gouvernements capitalistes dans la préparation à la guerre ou dans son accomplissement ». La participation à la conférence promise par une série d'organisations, dont la plupart sont affiliées au Bureau de Londres, dément déjà cette base qui reste en fait une phrase vide.

« L'union avec la classe ou un gouvernement capitaliste » est condamnable pour une organisation prolétarienne, non pas seulement en « temps de guerre », mais aussi en « temps de paix », qui n'est autre que la période pendant laquelle les impérialistes s'emploient à préparer la guerre. La forme la plus en usage, et par conséquent la plus dangereuse et désastreuse d'une telle « union » à l'époque actuelle, c'est le Front populaire organisé par différents partis des II^e et III^e Internationale avec la bourgeoisie, dans lequel celle-ci joue nécessairement le rôle dominant. En privant le prolétariat de son indépendance de

* Le congrès contre la guerre s'est tenu en octobre 1936.

classe et en le soumettant à la bourgeoisie impérialiste ou à des fractions de celle-ci, les « partis ouvriers » dans le Front populaire facilitent le travail impérialiste d'organisation de la « nation » pour la guerre menaçante, et constituent un obstacle direct dans la voie de la lutte prolétarienne contre elle. Or, parmi les participants annoncés au congrès du Bureau de Londres se trouvent des protagonistes du Front populaire comme le Parti socialiste italien, le Parti ouvrier d'unification marxiste espagnol, le Parti ouvrier socialiste allemand et — aussi monstrueux que cela puisse paraître — la Gauche révolutionnaire du Parti socialiste français, dont le dirigeant, Marceau Pivert, est l'un des dirigeants officiels du régime patriotique de Blum qui, actuellement, avec tant de sollicitude « améliore » l'armée de l'impérialisme français.

La lutte contre la guerre, justement comprise et menée, présuppose l'hostilité sans compromis du prolétariat et de ses organisations, toujours et partout, envers sa propre bourgeoisie et n'importe quelle autre. Cependant, parmi les participants annoncés au congrès du Bureau de Londres qui, sans doute, doit organiser la lutte commune contre la guerre, on peut trouver à la fois des défenseurs notoires des « sanctions » impérialistes de la Société des nations (comme le Parti socialiste italien) et des adversaires de ces « sanctions » (comme l'Independent Labour Party britannique). La nécessité préalable pour la lutte prolétarienne contre la guerre, ce n'est pas l'union entre les prosanctionnistes et les antisancionnistes, mais leur séparation implacable.

La lutte contre la guerre et sa source sociale, le capitalisme, présuppose un soutien direct, actif, sans équivoque des peuples coloniaux opprimés dans leurs luttes et guerres contre l'impérialisme. Une position neutre équivaut au soutien de l'impérialisme. Or, parmi les participants annoncés au congrès du Bureau de Londres se trouvent des gens de l'Independent Labour Party qui préconisent l'abandon des courageux guerriers abyssins contre le fascisme conquérant italien, pour des raisons de « neutralité », et des membres du Poale Sion de « gauche » qui s'appuient sur l'impérialisme britannique dans sa campagne sauvage contre la lutte justifiée, même si elle est confuse, de la paysannerie arabe.

Enfin, même si la conférence du Bureau de Londres prenait une résolution formellement juste dans la question de la guerre impérialiste, ce qui est assez improbable, cela n'améliorerait pas, mais aggraverait les choses. L'accord entre les paroles et les actes est le trait caractéristique, significatif d'une organisation révolu-

tionnaire sérieuse. C'est pourquoi les résolutions qu'elle prend à ses assemblées sont non pas de simples formalités, mais les résultats établis par des expériences qu'elle a accumulées dans l'action et sont un guide pour l'action à venir. Pour les centristes, une thèse « révolutionnaire » adoptée à une occasion solennelle n'a pour but que de servir de décoration trompeuse, de voile devant les divergences irréconciliables dans ses propres rangs, de couverture à ses actes non révolutionnaires dans la période passée et à venir. Il n'y a donc pas la moindre raison pour les véritables révolutionnaires de prêter quelque aide que ce soit aux centristes dans leur œuvre de tromperie des forces de l'avant-garde.

La conférence envisagée est, sous son véritable aspect, une grande fraude, qui ne peut que paralyser la véritable lutte prolétarienne contre la guerre, le fascisme et l'impérialisme. Si ce congrès était composé d'organisations de masse de la classe ouvrière, il pourrait être profitable pour les organisations révolutionnaires, sans tenir compte du programme ou de la direction, d'y assister afin d'exposer la fraude devant une tribune prolétarienne et de lui opposer le programme de la lutte révolutionnaire. Dans le cas présent, la participation à un tel congrès ne pourrait servir qu'à fraterniser avec ces confusionnistes professionnels du centrisme ou à démasquer les chefs, sans masses devant eux-mêmes. En tout cas, le mouvement pour la IV^e Internationale refuse de participer à cette tromperie ou de lui fournir une couleur ou dignité révolutionnaires par l'envoi d'une délégation. Il recommande une action identique à toutes les organisations affiliées.

La Conférence pour la IV^e Internationale prend connaissance de la résolution du dernier congrès du RSAP hollandais concernant sa participation éventuelle à des congrès convoqués par le Bureau de Londres. La conférence n'est pas en mesure d'assumer une responsabilité pour cette décision de son parti frère hollandais et ne désire pas le faire. Cependant, si le Comité central du RSAP, suivant la décision de son congrès, trouve nécessaire d'envoyer une délégation au congrès du Bureau de Londres, la conférence de Genève pour la IV^e Internationale pense que la délégation hollandaise se conduira dans l'esprit de la résolution présente.

La jeunesse et la IV^e Internationale

L'époque actuelle de déclin du capitalisme n'offre à la grande masse de la jeunesse prolétarienne d'autre sort que le chômage

permanent, la faim et la misère totale et, comme seule issue véritable, l'anéantissement de millions de jeunes prolétaires dans un nouvel assassinat impérialiste des peuples. Dans le cadre du capitalisme, il n'y a pas, pour cette génération, de salut possible. La révolution prolétarienne qui, seule, par une transformation économique et politique de la société, permettra à la jeunesse de satisfaire la plénitude de ses droits à la vie, n'est donc pas un objectif futur et lointain, mais une question vitale de nécessité immédiate.

Le chemin de la révolution prolétarienne, la voie vers le socialisme se trouvent partout encombrés par la politique opportuniste et traîtresse des II^e et III^e Internationale, qui conduisent le prolétariat de défaite en défaite, et par le manque d'une véritable direction révolutionnaire liée aux masses. C'est là la cause profonde du fait que les énormes possibilités révolutionnaires de ces dernières années sont restées inutilisées tandis que l'énergie révolutionnaire des masses était dépensée en vain. Les défaites démoralisantes de ces dernières années ont, d'autre part, conduit à ce qu'aujourd'hui des parties de la jeunesse prolétarienne perdent foi dans la révolution, s'éloignent et se tiennent à l'écart de leur propre classe ou, même, fournissent du matériel à l'ennemi mortel du prolétariat : le fascisme, pour la formation de ses troupes de choc.

La politique de l'Internationale des Jeunesses Socialistes (ISJ) n'est pas moins fatale que celle de la II^e Internationale, dont elle forme la section de jeunes. La bureaucratie de l'ISJ continue à prêcher la confiance dans la Société des Nations (capitalistes), dont le rôle misérable est, aujourd'hui, manifeste même pour les petits-bourgeois arriérés. L'ISJ n'a pas honte de réclamer de cette SDN prostituée l'organisation d'une paix impossible en régime capitaliste ni de préconiser le mot d'ordre trompeur du désarmement, alors que les armements de tous les pays, même là où les représentants de la II^e Internationale participent ou dirigent le gouvernement, croissent à un rythme fébrile. La bureaucratie de l'ISJ réclame de la classe ouvrière l'abandon de l'emploi de la violence dans la lutte des classes (et l'abandon de la lutte des classes en général) à un moment où, partout, la bourgeoisie organise et lance les bandes terroristes fascistes contre le mouvement ouvrier.

Dans ces conditions, un rôle extrêmement funeste est joué par ces dirigeants de « gauche » de l'ISJ (Godefroid, Chochoy, etc.), qui, aujourd'hui, sous la pression du puissant mouvement des masses dans les pays de l'Europe occidentale, adoptent une

phraséologie révolutionnaire, mais, en réalité, soutiennent absolument, en ne la démasquant point, la politique contre-révolutionnaire des partis réformistes de leur pays. En paroles, ces dirigeants de « gauche » de l'Internationale des jeunesses socialistes sont pour la révolution, l'insurrection armée, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, etc., mais en même temps, par leur politique quotidienne, ils poussent ou appellent les jeunes prolétaires à mettre leur confiance dans les ministres socialistes qui — comme Vandervelde — utilisent les gaz lacrymogènes contre les ouvriers en grève ou — comme Léon Blum — utilisent l'appareil policier bourgeois de répression pour poursuivre les révolutionnaires prolétaires. Que dans la différence entre les dirigeants de « droite » et de « gauche » de l'ISJ il n'y ait point une opposition inconciliable, mais une escarmouche entre opportunistes de différentes nuances nationales, cela apparaît dans le plan niais (aujourd'hui d'ailleurs quasi abandonné !) de Godefroid et Cie de diviser l'ISJ en un secteur « politique » et un secteur « culturel », c'est-à-dire de trancher les divergences d'une manière purement bureaucratique et administrative. Pour la jeunesse ouvrière, il ne s'agit pas d'une opposition entre travail « politique » et « culturel », mais d'une opposition irréductible entre la politique de trahison sociale et celle de la révolution sociale. Telle est la seule façon de poser et de résoudre la question, et elle exclut tout compromis. Mais à cela les Godefroid et Chochoy ne peuvent consentir, car ils ne veulent à aucun prix rompre avec les sociaux-patriotes, les sociaux-traitres, les Vandervelde et De Man, les Blum et Salengro. La tâche des jeunes révolutionnaires prolétaires est de démontrer le véritable rôle des dirigeants de « gauche » de l'ISJ, qui usent de formules à allure révolutionnaire, mais en dernière instance couvrent de leur autorité « révolutionnaire » le social-patriotisme des Blum et Vandervelde, la politique contre-révolutionnaire de la II^e Internationale.

Sans aucun doute, aujourd'hui, parmi les générations montantes, l'influence la plus funeste et la plus démoralisante est-elle exercée par l'Internationale communiste des jeunes (ICJ), dont l'opportunisme a atteint un tel degré qu'il permet même aux gauchistes de l'ISJ de se réclamer impunément de Lénine et de Luxemburg. La bureaucratie stalinienne est arrivée aujourd'hui à tuer définitivement l'esprit et l'enthousiasme révolutionnaires qui animaient l'ICJ dans ses premières années. Le dernier congrès mondial de l'ICJ qui eut lieu au moment du VII^e congrès de l'IC (août 1935), assigna à toutes ses sections la

tâche de se « dépolitiser » et de créer de larges organisations de jeunes se tenant au-dessus des partis, au-dessus des classes. L'ICJ reçut la mission de réconcilier la jeunesse prolétarienne des pays liés en politique extérieure à l'Union soviétique (et des pays dont la politique extérieure est dirigée, de quelque manière que ce soit, contre le Japon et l'Allemagne) avec la jeunesse bourgeoise du pays correspondant et d'assurer, ainsi, l'union sacrée dans la guerre à venir. En France, où, en ce moment, sur la base de l'exacerbation extraordinaire des oppositions de classes tous les processus politiques apparaissent de la façon la plus claire, l'ICJ pousse l'ignominie jusqu'à tendre la main aux organisations fascistes et à dénoncer la guerre civile comme le pire de tous les maux. La trahison stalinienne trouve son point culminant dans l'organisation du Mouvement mondial de la jeunesse pour la paix, la liberté et le progrès. Ici, les staliniens s'unissent avec des associations de jeunesse nationalistes et religieuses pour tenir des congrès de parade « pour la paix » (Bruxelles, Genève), sous la protection de prêtres réactionnaires et de politiciens impérialistes faillis comme lord Cecil, etc. Le but et le résultat de ces congrès de paix staliniens sont non pas l'organisation de la paix entre les peuples (ce qui à l'intérieur du capitalisme est une utopie réactionnaire), mais au contraire l'organisation de la paix civile entre les classes des nations impérialistes (ce qui rendra possible la guerre). L'Internationale communiste des jeunes — surgie dans la lutte contre le social-impérialisme (socialisme en paroles, impérialisme en fait) de la II^e Internationale pendant la dernière guerre mondiale — se prépare aujourd'hui à mener la jeune génération prolétarienne à la boucherie impérialiste. A l'intérieur de ses propres rangs le mouvement prolétarien de jeunesse n'a pas de pire ennemi que le stalinisme.

Le Bureau international des organisations révolutionnaires de jeunesse est sans importance pratique digne d'intérêt. C'est la section de jeunesse du Bureau de Londres, cette édition en miniature de l'Internationale II 1/2 (SAP, ILP, etc.). Ce bureau de jeunesse voit sa tâche dans le fait de rendre des services au stalinisme. Dans des appels communs « à la jeunesse ouvrière allemande » la section allemande de ce bureau de jeunesse (la jeunesse du SAP) reconnaît que les staliniens (qui ont fait plus pour la victoire de Hitler que Hitler lui-même) ont éclairé à temps le prolétariat allemand sur « la forme, l'essence et la tâche du fascisme ». Du reste, la section de jeunesse du Bureau de Londres — autant que ses moyens modestes le lui permettent — soutient la tromperie des congrès staliniens de paix civile pour la préparation de la guerre impérialiste.

La section de jeunesse de la IV^e Internationale ne peut être édiflée que dans la lutte la plus vive contre les tendances et conceptions esquissées ci-dessus dans le camp du mouvement prolétarien des jeunes et qui ne peuvent, en fin de compte, que vouer pieds et poings liés les nouvelles générations aux mains du capitalisme international, au fascisme et à la guerre. Seule, une politique révolutionnaire inconciliable, condamnant de la façon la plus catégorique toute concession au social-pacifisme et au social-impérialisme et poursuivant partout avec hardiesse et décision le but de la révolution prolétarienne, seule une telle politique, défendue et propagée par une participation active et directe au sein de la jeunesse ouvrière et de ses organisations, permettra de rassembler les masses de la jeunesse prolétarienne autour du drapeau rouge de la révolution sociale. Seules les organisations de la IV^e Internationale, en regroupant autour d'elles les révolutionnaires, peuvent et veulent suivre ce chemin, seules elles réussiront à délivrer la classe ouvrière du marais de l'opportunisme, de la trahison et de la stratégie de défaites des II^e et III^e Internationale.

La dégénérescence des II^e et III^e Internationale a gaspillé en grande partie les énergies politiques des générations prolétariennes aînées. L'édification de la IV^e Internationale est indissolublement liée à l'éveil politique de nouvelles couches prolétariennes et, avant tout, de la jeune génération. C'est pourquoi il est d'une grande importance que les cadres de la IV^e Internationale à l'intérieur du mouvement prolétarien de jeunesse soient en croissance constante. En France et en Hollande existent déjà des organisations de jeunesse indépendantes, qui sont pour la IV^e Internationale. En Belgique, par les menées de Vandervelde et Cie et avec la collaboration directe de Godefroid (qui prouva par là qu'il préfère l'unité avec les socialistes d'union sacrée), l'aile vraiment révolutionnaire, qui se groupe autour du journal *l'Action socialiste révolutionnaire*, vient d'être exclue des Jeunes Gardes socialistes et œuvre actuellement à sa constitution indépendante. A l'intérieur de l'organisation unique de jeunesse d'Espagne (unification de l'organisation de jeunesse socialiste avec l'organisation stalinienne), à l'intérieur de la Labour League of Youth d'Angleterre, de l'organisation de jeunesse Zukunft de Pologne, de la Young People Socialist League (Yipsel) d'Amérique, en Suisse, en Autriche, au Canada et dans une série d'autres pays existent des fractions, des groupes et des courants pour la IV^e Internationale. Tous ces éléments du mouvement prolétarien de jeunesse qui se tiennent sur le terrain de la IV^e Internationale

trouveront les voies et les moyens — sans contrevenir aux conditions particulières de leur pays et de leur travail — d'échanger leurs expériences, d'apprendre les uns des autres et de marcher en commun vers de nouveaux succès.

En avant, vers la création de la section de jeunesse de la IV^e Internationale !

Thèses adoptées par la préconférence des jeunes,
le 1^{er} octobre 1936

L'évolution de l'Internationale communiste : de parti de la révolution mondiale, en instrument de l'impérialisme (étude)

1. La guerre impérialiste mondiale de 1914-1918 fut le signe le plus évident que les modes de production capitalistes étaient devenus une entrave aux forces de production et que les conditions objectives étaient mûres pour la victoire de la révolution prolétarienne. Cependant, la II^e Internationale, dont la bureaucratie s'était largement insérée dans la société bourgeoise au cours de la longue période ascendante du capitalisme, trahit les intérêts du prolétariat à l'instant décisif du déclenchement de la guerre, se plaçant sur le terrain de la défense de la patrie et des frontières de l'État national bourgeois qui étaient devenues, au même titre que la propriété privée des moyens de production, un frein au développement des forces productives.

2. Seul un nombre infime de marxistes révolutionnaires tirèrent d'emblée de l'horrible et du lamentable effondrement de la II^e Internationale la conclusion de la nécessité de la III^e Internationale. Certes, dans la plupart des pays surgissaient des oppositions contre le comportement chauvin des partis sociaux-démocrates, mais ces oppositions avaient surtout un caractère pacifiste-centriste. Aux conférences internationales de Zimmerwald et de Kienthal, les partisans de la construction de la III^e Internationale restèrent en minorité et furent traités par tous les centristes et sociaux-impérialistes de fanatiques, d'utopistes et de sectaires.

3. Le triomphe de la révolution russe d'Octobre 1917 fut la victoire des principes révolutionnaires de lutte contre l'ennemi dans son propre pays, de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, que la poignée des marxistes révolu-

tionnaires et, en premier lieu, la direction des bolcheviks russes opposaient depuis 1914 à la politique réactionnaire de la défense de la patrie. Les bolcheviks, après avoir vaincu les tendances analogues dans leurs propres rangs, rompirent avec la majorité ambiguë et centriste de Zimmerwald et hissèrent le drapeau de la III^e Internationale.

4. Aux côtés du Parti bolchevik victorieux ne se groupèrent, au congrès constitutif de la III^e Internationale de mars 1919, que les représentants de quelques partis et groupes relativement faibles. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, auxquels il revenait d'occuper une place privilégiée dans cette assemblée, venaient d'être assassinés par la soldatesque du social-démocrate Noske.

Le I^{er} congrès se dressa résolument contre la tentative réactionnaire de reconstituer la II^e Internationale telle qu'elle existait avant la guerre (conférence de Berne des partis sociaux-démocrates et indépendants, de février 1919). Il préconisa, en revanche, le rassemblement de l'avant-garde dans une Internationale révolutionnaire homogène. Les manifestes du congrès démasquèrent implacablement le pacifisme trompeur du président Wilson, l'illusion de la Société des nations (SDN), lieu de rassemblement des États capitalistes, préconisée par la II^e Internationale. L'un des acquis les plus importants du congrès fut le rétablissement de l'enseignement marxiste de l'État en tant qu'instrument de domination de classe et la dénonciation de la démocratie parlementaire comme une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat. Les thèses de Lénine sur la démocratie et la dictature adoptées par le congrès éclairèrent le caractère contre-révolutionnaire et bourgeois des mots d'ordre et des principes abstraits de la démocratie « pure », formelle : liberté, égalité, etc. Elles démontrèrent à partir de l'expérience russe la nécessité de détruire l'appareil de l'État bourgeois et d'instaurer la dictature du prolétariat fondée sur les conseils (soviets).

5. En outre, en 1919 se situe l'expérience de la révolution hongroise. Le pouvoir tomba entre les mains des communistes et des sociaux-démocrates de gauche à la suite de la décomposition de la bourgeoisie et d'une confusion complète. Mais la révolution hongroise demeura dès le début sans véritable direction. Le Parti communiste hongrois se dilua dans le Parti social-démocrate, prouvant ainsi qu'il n'avait pas été un véritable parti communiste. La révolution hongroise échoua non seulement à cause d'une situation internationale défavorable, mais aussi en raison de l'incapacité totale de la direction de Béla

Kun, dans la question du parti et, surtout, dans la question agraire. L'Internationale communiste qui venait de se constituer n'était pas encore assez ferme sur le plan de l'organisation pour orienter la révolution hongroise dans une autre voie.

6. Les conséquences désastreuses de la guerre eurent pour effet un énorme réveil de la conscience de classe des masses prolétariennes qui commençaient à réaliser le rôle de traître joué par les partis sociaux-démocrates. Sous la pression de la base de ces partis, certains vieux dirigeants réformistes, sociaux-pacifistes du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD)*, du Parti socialiste d'Italie, du Parti socialiste français et de l'Independent Labour Party anglais, sollicitèrent leur affiliation à l'Internationale communiste, sans, pour autant, réviser leurs positions centristes. Afin de parer à ce danger d'infiltration de tendances opportunistes dans les rangs de l'IC, le II^e congrès de 1920 arrêta les vingt et une conditions d'admission à l'IC qui déclarèrent une lutte sans merci à l'encontre des ambiguïtés, des hésitations et indécisions et au social-pacifisme stérile des centristes. Elles exigèrent la rupture complète avec toute l'idéologie et les conceptions pacifistes : le désarmement, la SDN, la cour d'arbitrage internationale, etc. A la pratique du lâche contact entre les partis nationaux, entièrement indépendants et agissant même l'un contre l'autre, en vigueur dans la II^e Internationale, fut substitué le principe d'un parti mondial fondé sur une théorie et une pratique homogènes, ayant pour objectif la création d'une direction internationale fonctionnant dans le cadre du centralisme démocratique.

7. Les politiciens centristes et conciliateurs — envers la II^e Internationale — dont l'affiliation fut rendue impossible par les décisions du II^e congrès tentèrent de former une internationale intermédiaire « II 1/2 » (début 1921), un groupement entre la sociale-traïson ouverte et la révolution comprenant les austro-marxistes, les « indépendants » allemands, les longuetistes français, l'ILP, entre autres. L'Internationale II 1/2 voulait réaliser l'unité des révolutionnaires et des sociaux-traîtres dans une même organisation ; « l'unité de l'eau et du feu », pour reprendre la formule de Karl Liebknecht. Mais l'histoire ne laissait pas de place pour une telle solution intermédiaire. L'Internationale II 1/2 fut réduite à néant au cours de la lutte

* Le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) est né d'une scission du Parti social-démocrate en 1916. Sa majorité fusionne avec le PC en 1920, la minorité (Kautsky) retournant, en 1922, à la sociale-démocratie.

entre la II^e et la III^e Internationale. Ses éléments révolutionnaires se tournèrent vers la III^e Internationale et son sommet bureaucratique se réunifia au congrès de Hambourg, en 1923, avec la II^e Internationale.

8. Le centrisme opportuniste, qui n'entendait pas diriger les masses, mais être conduit par elles, trouva un complément dans l'ultra-radicalisme qui, au lieu de conquérir les masses de l'intérieur, en participant à leurs organisations, leur posait un ultimatum de l'extérieur. Ces ultra-gauchistes se déclarèrent opposés à la participation aux élections législatives, pour la rupture avec les syndicats existants et pour la constitution de syndicats révolutionnaires « purs », pour une action isolée de l'avant-garde. Ces tendances aboutirent en Allemagne à la formation du Parti ouvrier communiste (KAPD)* en 1920. Mais dans le parti officiel — le Parti communiste allemand (KPD) — les tendances aventuristes n'étaient nullement surmontées. Cela apparut en particulier pendant l'action de mars 1921**, quand le parti, au lieu d'une tactique défensive face aux provocations du gouvernement social-démocrate, jeta l'avant-garde isolée dans une offensive armée vouée à l'échec. Mais le plus grand danger était représenté par la tentation de plusieurs dirigeants du parti : Thalheimer, Froelich, Maslow, Koenen, de théoriser désormais et d'ériger en principe la tactique de mars. Le III^e congrès de l'IC de 1921 condamna les aventures ultra-gauchistes et lança le mot d'ordre : « Vers les masses ». Il partait de la constatation que la première grande vague d'après-guerre (1917-1920) subissait un reflux, qu'une accalmie intervenait qu'il fallait mettre à profit pour préparer plus en profondeur les luttes à venir. La stratégie et la tactique des partis communistes furent définies dans des résolutions qui conservent aujourd'hui toute leur valeur. Les thèses « Sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes » adoptées par le congrès, bien que rédigées trop schématiquement, trop « à la russe », selon l'expression de Lénine au IV^e congrès, n'en donnent pas moins des suggestions utiles, principalement concernant la combinaison du travail légal et illégal, la nécessité d'un passage rapide d'une méthode de travail à l'autre, de l'organisation de la presse, de la construction des cellules d'entreprises.

* Le Parti ouvrier communiste d'Allemagne (KAPD) est le produit d'une rupture gauchiste en 1919 dans le PC allemand. Il a eu le statut de « section sympathisante » du Komintern pendant un certain temps.

** L'action de mars 1921 : tentative avortée d'insurrection armée dirigée par le PC allemand vivement critiquée par le 3^e congrès de l'IC.

9. Le IV^e congrès de 1922 approfondit et concrétisa les enseignements du congrès précédent. La politique de la Nouvelle Politique économique (NEP) en URSS, qui succéda au « communisme de guerre » né sous la contrainte implacable des événements, a fourni une expérience riche en enseignements sur les reculs tactiques nécessaires, même après la conquête du pouvoir. Une expérience qui conserve probablement sa valeur, non seulement pour la Russie retardataire, mais aussi pour les pays avancés.

Le IV^e congrès a à son actif un énorme travail d'organisation. Au cours des trois années écoulées sont nées, sur tous les continents et dans la presque totalité des pays, des sections nationales. En même temps furent constituées l'Internationale syndicale rouge (ISR) et l'Internationale communiste des jeunes (ICJ). Les partis communistes de plusieurs pays se trouvèrent à cette époque à la tête de puissantes actions révolutionnaires de masse.

Les défaites du prolétariat italien en 1920 et 1922 n'étaient pas des défaites imputables aux méthodes stratégiques et tactiques de l'IC léniniste, mais relevaient du maximalisme italien et, en 1922, du bordiguisme ultra-gauchiste. L'IC s'efforça de combattre ces deux tendances, mais ne parvint pas à s'imposer à temps, pour empêcher la victoire du fascisme.

10. L'une des actions les plus importantes de l'IC de ce temps a été de souligner la signification historique des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux et le soutien accordé à la lutte des nations opprimées contre l'oppression impérialiste, tâche que la II^e Internationale avait toujours négligée et qu'elle avait trahie par sa position prise pendant la guerre mondiale.

Les thèses « Sur la question nationale et coloniale » du II^e congrès, rédigées par Lénine, étaient résolument dirigées contre toute tentative de vouloir donner une étiquette communiste aux mouvements de libération révolutionnaire qui n'étaient pas véritablement communistes. Les thèses estimaient nécessaires une collaboration temporaire avec le mouvement national révolutionnaire. La tâche assignée aux communistes n'était pas de fusionner avec les partis nationalistes, mais de conserver absolument le caractère indépendant du mouvement prolétarien.

11. L'année 1923 représente un tournant décisif dans l'histoire de l'IC. L'apparition en URSS, à la suite de la politique de la NEP, de nouvelles couches d'exploiteurs et l'épuisement

général de la classe ouvrière, après ses efforts prodigieux produits durant les années de la révolution et de la guerre civile, permirent à la bureaucratie des appareils du parti et de l'État, qui s'était grandement fortifiée, de s'ériger de plus en plus en force sociale indépendante, en arbitre au-dessus des classes. La bureaucratie ne pouvait conquérir le pouvoir politique que dans la lutte contre l'avant-garde prolétarienne, contre la démocratie prolétarienne au sein du parti et des soviets. Tel fut le fond social de la lutte du stalinisme engagée dès 1923 contre le trotskysme. La montée de la bureaucratie coïncide avec la grave maladie de Lénine et son éloignement de l'activité politique. Cependant, dans ses derniers écrits — notamment dans l'article : « Mieux vaut moins, mais mieux » et dans ce que l'on nomme son « testament » —, Lénine avait clairement perçu le danger du bureaucratisme et voyait en Staline son principal représentant qu'il importait de combattre.

12. En Allemagne, l'année 1923 vit naître une nouvelle crise révolutionnaire. Les conséquences non surmontées de la guerre, la crise économique à peine interrompue par de faibles reprises, l'entrée de l'armée française dans la Ruhr, l'échec de la « résistance passive » esquissée par la bourgeoisie allemande contre cette invasion, l'inflation monétaire galopante, toutes ces causes aboutirent à une exacerbation énorme des contradictions de classes. De puissantes grèves éclatèrent. Le mouvement des conseils d'usines devint le point de ralliement des masses révolutionnaires. Les ouvriers s'organisèrent en centauries et commencèrent à s'armer. Les communistes conquirent la majorité dans plusieurs syndicats de masse. La confusion régnait dans la social-démocratie et la bourgeoisie était divisée. Le mouvement de masse atteignit le point culminant où il dépendait de la résolution et des initiatives appropriées de la direction révolutionnaire de le faire progresser et de le mener à la victoire. Mais la direction du Parti communiste allemand (Brandler, Thalheimer, Walcher, Froelich) fut incapable d'accomplir cette tâche historique et prouva qu'elle n'était qu'une direction sociale-démocrate affichant une teinte communiste. Elle s'accrochait obstinément au front unique avec la social-démocratie sans comprendre que le sens du front unique est de « prendre son élan pour mieux sauter » et sans réaliser que la lutte pour la conquête des masses ne peut être menée, arrivé à un certain stade, que dans la lutte directe pour la conquête du pouvoir. La direction de l'IC dans laquelle apparaissaient les premiers symptômes de la décomposition bureaucratique, se montra également incapable de mener le KPD sur une voie

juste. La bourgeoisie parvint, finalement, à concentrer ses forces. Elle proclama l'état de siège et passa, de son côté, à l'offensive. Le KPD capitula sans mener de combat. Ce fut une grave défaite pour le prolétariat allemand et européen, fournissant au capitalisme européen une chance de nouvelle stabilisation relative.

13. La défaite de 1923 entraîna une grave crise au sein du parti, qui choisit une nouvelle direction « de gauche » : Fischer-Maslow. Cette direction ne se rendit pas compte du caractère décisif de la défaite d'octobre. Au lieu de battre en retraite, elle s'engagea dans la voie de l'aventure, ce qui ne fit qu'aggraver la défaite.

En Bulgarie, la section de l'IC, sous la direction de Kolarov et de Dimitrov, laissa également échapper en 1923 une situation révolutionnaire des plus favorables et tenta de rattraper l'occasion perdue par une aventure putschiste en septembre 1923, faisant subir au prolétariat bulgare un échec fatal.

Après la défaite allemande, l'IC adopta le cours aventuriste et le transposa dans toute l'Internationale. La conséquence en fut une nouvelle défaite en Estonie* : l'insurrection de Reval, en décembre 1924.

14. La défaite allemande affaiblissant les positions du prolétariat international et de son avant-garde renforçait, en même temps, les tendances à l'autonomie de la bureaucratie soviétique. Le V^e congrès de l'IC, en 1924, se distingua surtout par la soumission de l'IC à la bureaucratie russe. L'Internationale communiste, à son tour, fut bureaucratifiée et placée sous l'entière dépendance du centre bureaucratique de Moscou.

15. La théorie du « socialisme dans un seul pays », mis en avant par Staline, chef de la bureaucratie, en automne 1924, qui est en flagrante contradiction avec toute la théorie et la pratique du marxisme-léninisme, servit de support aux nouvelles couches sociales : la bureaucratie, les koulaks, les spécialistes, qui y trouvèrent l'expression idéologique conforme à leurs intérêts limités sur le plan national. Au lieu du prolétariat international, la bureaucratie se proclama elle-même comme porteuse du socialisme. L'IC, créée pour être l'instrument de la révolution mondiale, devenait, de la sorte, l'outil des intérêts nationaux de la bureaucratie soviétique. Cette contradiction fondamentale caractérisera désormais la politique centriste de l'IC, politique oscillant, d'une part, entre l'adaptation sans principe à la bureau-

* L'insurrection d'Esthonie en 1924 a été une tentative putschiste de prise du pouvoir par quelques centaines de communistes armés qui a été écrasée en 4 heures. Cf. *l'Insurrection armée*, A. Neuberg, Maspero.

cratie réformiste et à la démocratie bourgeoise et l'aventurisme putschiste d'autre part. La base sociale de ce centrisme — pôle stable dans la fuite en avant — est la bureaucratie soviétique.

16. Les deux méthodes de l'IC dans la conduite des masses, celle de l'adaptation sans principe aux circonstances et aux partis bourgeois, alternant avec les brusques appels aux instincts révolutionnaires des masses, trouvent leur racine dans le rôle social de la bureaucratie soviétique dont la bureaucratie de l'IC est l'annexe docile. La bureaucratie soviétique penche socialement vers l'adaptation aux couches privilégiées et exploitrices de la société soviétique : koulaks, couches intellectuelles, aristocratie ouvrière. Cependant, dès que le développement atteint un point critique où ces couches deviennent trop puissantes socialement et menacent d'ébranler l'hégémonie politique de la bureaucratie, celle-ci pour se sauver en appelle aux masses. En réalité, elle ne parvient à mettre les masses prolétariennes en mouvement — ou plus exactement une faible partie — que par l'intervention brutale de tout l'appareil d'État et notamment de la Guépéou. Sur le plan international, la bureaucratie soviétique et l'IC se sentent attirées par la démocratie petite-bourgeoise. Toutefois, quand la bureaucratie, pour des raisons nationales ou par la logique des événements, entre en conflit avec la démocratie petite-bourgeoise, elle tente brusquement de pousser les masses à des actions révolutionnaires. Mais, l'IC ne disposant pas de l'appareil d'État pour imposer son ultimatum, les masses demeurent passives.

Ainsi s'expliquent les succès apparents de la politique stalinienne en Union soviétique qui éblouissent tant les philistins de tout acabit — tels les réactionnaires fabiens anglais : Webb et Cie, les Romain Rolland et jusqu'au Bureau de Londres du Parti ouvrier socialiste allemand (SAP) et de l'Independent Labour Party (ILP) — en regard desquels s'inscrivent les échecs catastrophiques de l'IC.

17. Le cours aventuriste des années 1924-1925 eut son complément opportuniste dans les combinaisons bureaucratiques dirigées directement contre les intérêts de l'avant-garde prolétarienne. La fondation de l'Internationale paysanne (Krestintern), le flirt avec le Parti paysan croate de Radich et avec le Parti fermier américain de La Folette furent une tentative de la bureaucratie stalinienne d'utiliser internationalement les tendances favorables aux koulaks comme contrepoids de l'avant-garde prolétarienne. L'alliance par-dessus les classes avec le Kouo-min-tang chinois, les espérances placées dans la bureau-

cratie des Trade Unions britanniques, toutes ces béquilles du cours aventuriste de 1924-1925 devinrent les éléments essentiels de l'orientation ouvertement opportuniste de 1925-1927.

18. En 1925-1927 se produisit la grandiose explosion de la révolution chinoise. Les premiers événements donnèrent la direction à la bourgeoisie chinoise et à son parti, le Kouo-min-tang. La bureaucratie de l'IC se solidarisa entièrement avec le Kouo-min-tang et avec la direction militaire de Tchiang Kai-chek. Le Parti communiste chinois fut contraint de renoncer totalement à une politique indépendante et d'entrer dans le Kouo-min-tang, en se soumettant entièrement à ce dernier. Les leçons du II^e congrès mondial étaient foulées aux pieds. Comme justification à cette politique tout à fait menchévique on se servit de la formule bolchévique de la révolution de 1905 : « la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Cette formule était, chez Lénine, l'expression algébrique de l'idée d'une alliance de combat du prolétariat et de la paysannerie pauvre contre les aristocrates fonciers et la bourgeoisie libérale. La définition de la forme précise que cette dictature des opprimés contre les oppresseurs pourrait prendre devait être déterminée par la situation révolutionnaire concrète. Quand, au printemps 1917, des tendances opportunistes se camouflaient au sein du Parti bolchevik derrière l'ancienne formule, Lénine l'abandonna dans ses *Lettres sur la tactique* d'avril 1917 parce que dépassée par l'évolution réelle. Aux mains du stalinisme, le mot d'ordre de Lénine, dirigé contre la bourgeoisie libérale, servit à soumettre complètement le prolétariat à la bourgeoisie libérale.

La politique opportuniste de la bureaucratie stalinienne, rampant devant la bureaucratie militaire et n'ayant aucune confiance dans la force révolutionnaire du prolétariat, n'a toutefois pas empêché que les masses prolétariennes chinoises et la paysannerie pauvre évoluent vers le communisme, poussées par la volonté d'accomplir la révolution d'Octobre, de procéder à la répartition des terres, à l'expropriation des expropriateurs, à la destruction de l'appareil d'État bourgeois militariste et à son remplacement par les soviets.

La bourgeoisie du Kouo-min-tang, liée par le capital financier aux intérêts des propriétaires fonciers et de la riche paysannerie, s'opposa de toutes ses forces à la révolution agraire. Les communistes chinois, soudés par le stalinisme au Kouo-min-tang, furent ainsi empêchés de se mettre à la tête de la révolution agraire. La paysannerie demeura sans direction révolutionnaire et la

révolution chinoise fut privée de son levier le plus puissant.

La politique de soumission servile du stalinisme n'empêcha pas la bourgeoisie chinoise de régler son compte au danger potentiel représenté par l'essor du communisme. La direction militaire du Kouo-min-tang accomplit un coup d'État contre-révolutionnaire et Tchiang Kai-chek fit fusiller par milliers les prolétaires chinois désarmés, rendus impuissants par la politique stalinienne, tandis qu'à Moscou celui-ci était encore célébré en héros de la révolution. Après la « trahison » de Tchiang Kai-Chek, non pas des intérêts de classe de la bourgeoisie chinoise, mais des illusions stalinienne, la bureaucratie préconisa l'alliance avec le Kouo-min-tang de « gauche » de Wang Tsing-wei, pour répéter avec lui la même expérience amère qu'avec Tchiang Kai-chek.

Ce n'est que lorsque la défaite fut consommée que la bureaucratie en appela aux masses prolétariennes, qui venaient d'être écrasées. Le résultat en fut l'insurrection de Canton qui — en dépit de son caractère putschiste et en raison de son isolement complet qui la vouait à l'échec — démontra une nouvelle fois le caractère de classe de la révolution chinoise et prouva la possibilité et la nécessité de former les soviets et d'instaurer la dictature du prolétariat. Le caractère criminel de l'ensemble de la politique stalinienne en Chine était patent.

19. Dans les autres pays coloniaux et de l'Asie orientale : Indes britanniques, Indes néerlandaises, Indonésie, Japon, Corée, le stalinisme préconisa à cette époque la création de « partis paysans et ouvriers », du type du Kouo-min-tang, qui seraient le contraire de partis communistes. Cette politique a entièrement désorganisé et démoralisé l'avant-garde prolétarienne de ces pays et a constitué — en liaison avec la défaite catastrophique de la révolution chinoise — la cause essentielle du fait qu'aucun parti prolétarien indépendant ne soit formé dans ces pays à ce jour.

20. Parallèlement à l'alliance politique avec le Kouo-min-tang fut conclu l'accord politique avec la bureaucratie syndicale britannique, intitulé Comité anglo-russe, « pour empêcher l'intervention militaire ». Si la tactique léniniste du front unique visait à gagner les masses au communisme, en cette circonstance les bureaucrates staliens n'eurent aucun contact avec les masses anglaises. Le Comité anglo-russe se limita à des manifestations purement bureaucratiques, à des conférences et à des banquets. Le résultat en fut un renforcement de l'autorité de la bureaucratie réactionnaire des Trade Unions et l'abandon ouvert par la III^e Internationale de la minorité révolutionnaire (Minority

Movement)* qui connaissait un développement prometteur. La nature réactionnaire du Comité anglo-russe apparut clairement pendant la grève générale anglaise de 1926, trahie honteusement par les chefs des syndicats couverts par l'autorité de Moscou. La rupture des relations ne fut pas décidée par la bureaucratie russe, mais fut le fait des bureaucrates anglais qui choisirent le moment favorable pour eux.

21. En 1927, la lutte de la bureaucratie contre l'avant-garde prolétarienne en Union soviétique atteignit son point culminant. C'étaient, précisément, les résultats catastrophiques de la politique stalinienne, confirmant la critique de l'Opposition de gauche dans tous les domaines, qui décidèrent la bureaucratie — alliée directement aux koulaks et aux autres couches petites-bourgeoises — d'appliquer contre l'Opposition de gauche les méthodes les plus brutales, au mépris de toute démocratie prolétarienne. Les exclusions du parti, la destitution des fonctions, l'arrestation, la déportation, l'expulsion du pays, l'infiltration d'agents provocateurs dans les rangs de l'Opposition de gauche, les amalgames, les exécutions frayèrent le chemin à la dictature bonapartiste de Staline.

22. Après s'être appuyée, dans sa lutte contre l'Opposition de gauche, sur les koulaks et les couches petites-bourgeoises urbaines, la bureaucratie risquait d'être submergée à son tour par ces couches. Des raisons d'autodéfense l'amènèrent alors à se tourner contre les koulaks. Sur le plan international, il lui était également devenu impossible de poursuivre sa politique opportuniste, compte tenu du comportement de ses partenaires : rupture des rapports de la part des bureaucrates des Trade Unions, coup d'État contre-révolutionnaire de Tchiang Kai-chek et de Wang Tsing-wei. Quant aux contradictions avec les social-démocraties allemande et française, elles étaient, surtout, d'ordre nationaliste, relatives à la politique étrangère. Ces conditions déterminaient le tournant de l'adaptation aux bureaucraties sociale-démocrate, syndicale et nationale-démocratique (KMT) à l'ultimatisme bureaucratique et à l'aventurisme (voir aussi le point 16).

23. Le VI^e congrès mondial qui se réunit en 1928, après un intervalle de quatre ans, avait un double caractère. Il était marqué par le passage de l'orientation ultra-droitière au courant ultra-gauchiste et prépara l'élimination de l'aide droite qui ne

* Minority Movement : tendance de gauche dans les syndicats anglais dans les années 1920, animée par les militants communistes anglais.

en Allemagne en premier lieu, qui de ce fait répondait à la caracoulait pas s'écarter de la ligne politique opportuniste suivie en 1925-1927 : Boukharine, Rykov, Brandler, Thalheimer, Walcher, Froelich, Kilbom, Lovestone. Le programme adopté par le congrès est entièrement inspiré par l'esprit éclectique. Il canonise la théorie du socialisme dans un seul pays, châtrant l'IC. Le programme ne part nullement de la situation actuelle du capitalisme mondial dans son ensemble pour en tirer la conclusion de la nécessité de la révolution internationale. Il étudie d'une manière pédante et réactionnaire la possibilité pour chaque pays en particulier de « réaliser le socialisme », ouvrant largement la porte à une désagrégation sociale-patriotique future de l'IC. Quant aux colonies et aux pays semi-coloniaux — et même, sous certaines réserves, à l'usage de pays comme l'Espagne, le Portugal, la Pologne —, le programme proclame globalement le mot d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », dans son contenu antiléniniste : fraternisation des classes, ce qui a fait échouer la révolution chinoise. Dans les questions de stratégie et de tactique, le programme ne dépasse pas les lieux communs. Les expériences réelles du triomphe d'Octobre et des immenses défaites du prolétariat en Allemagne, en Hongrie, en Chine, le rôle et la signification du parti révolutionnaire et de sa direction sont passés sous silence.

24. Au cours des années suivantes la bureaucratie stalinienne agissait — principalement mais pas exclusivement — avec l'autre moyen à sa disposition : le commandement ultimatisé des masses. Sans aucune préparation, pendant la paix sociale relative de la conjoncture des années 1924-1929, est décrété soudainement pour le monde entier, sans distinction, un « essor révolutionnaire », qualifié « troisième période ». La politique néfaste de la scission syndicale, l'action d'oppositions syndicales rouges, conçues comme des syndicats indépendants, étaient mises en œuvre. Tout accord — même temporaire, pratique, technique — avec la social-démocratie fut réprouvé. La théorie du social-fascisme : « la social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux » (Staline), vit le jour, et toute distinction entre la démocratie parlementaire et la dictature fasciste fut niée. Si les « bêtises ultra-gauches » — selon l'expression de Lénine — des premières années d'après-guerre, étaient inspirées par une sincère volonté révolutionnaire, la politique des bureaucrates staliniens se jouait désormais sans respect des intérêts des masses prolétariennes.

25. La profonde crise économique arrivée des États-Unis en 1929-1930 ébranla de fond en comble les conditions existantes,

téristique donnée par Lénine en 1917 du capitalisme russe « le chaînon le plus faible de la chaîne capitaliste ». La politique d'adaptation au capitalisme en déclin pratiquée par la social-démocratie allemande avec son principe du « moindre mal » et la dégénérescence bureaucratique du Parti communiste allemand ne permirent pas que la crise conduise au renforcement du mouvement ouvrier. La petite bourgeoisie se tourna vers la démagogie fasciste qui prêchait la guerre civile contre le prolétariat plutôt que contre la bourgeoisie pillarde et dont le but était de garantir et d'intensifier l'exploitation capitaliste au moyen de la destruction de toutes les libertés démocratiques. Même l'apparition de cet ennemi périlleux du prolétariat aurait pu devenir un levier de la révolution, à condition que le Parti communiste sache mobiliser contre lui toutes les forces prolétariennes. Mais la bureaucratie stalinienne ne perçut même pas le danger. D'autant moins était-elle capable de le combattre. L'appréciation complètement démente de la social-démocratie comme « social-fasciste » mena à l'adaptation au véritable fascisme : programme de « libération nationale et sociale », appui au plébiscite fasciste contre le gouvernement social-démocrate de Prusse en 1931. Cette politique de soutien de l'agitation nationaliste et le lâche refus de la bureaucratie d'engager le combat contre l'adversaire fasciste trouvèrent un appui dans la politique étrangère soviétique motivée uniquement par des préoccupations conjoncturelles. En l'occurrence il importait de maintenir la contradiction franco-allemande pour éviter la possibilité d'une intervention de l'Ouest. Dans son principe, la politique extérieure des soviets était pleinement en droit d'exploiter à son avantage les contradictions entre les puissances impérialistes, mais c'était un crime impardonnable de sacrifier les intérêts de la révolution prolétarienne à des considérations conjoncturelles de politique étrangère.

La politique légère et criminelle du KPD dont l'IC porte l'entière responsabilité, mena à une défaite honteuse, sans combat, du prolétariat allemand au début de 1933. L'effondrement lamentable du KPD, confirmé par le triste résultat du plébiscite sarrois de janvier 1935, était la preuve définitive que l'IC s'était transformée de facteur subjectif de la révolution mondiale en obstacle objectif de cette révolution. A partir de ce fait se dégagait la nécessité absolue de construire la IV^e Internationale.

26. La politique de l'ultimatum bureaucratique trouva un complément dans les combinaisons sans principes avec les

politiciens bourgeois faillis, des pacifistes et romanciers : Lord Marlay, Henri Barbusse, Romain Rolland, Heinrich Mann, qui s'exprimèrent dans les congrès de la Paix organisés par les staliniens, dans la Ligue anti-impérialiste, dans l'association des Amis de l'URSS. Cette politique est en opposition directe avec la tactique léniniste du front unique pour conquérir les masses prolétariennes, et reflète le respect bureaucratique pour les personnalités de renom et le mépris bureaucratique des forces révolutionnaires des masses.

27. En 1934 la situation tant intérieure qu'extérieure de l'Union soviétique consécutive à la victoire du fascisme en Allemagne, força l'URSS à accomplir un nouveau tournant dans la politique de l'IC. Jusqu'alors, la tactique léniniste du front unique était jugée contre-révolutionnaire. Désormais il fallait conclure, partout où c'était possible, une alliance politique étroite non seulement avec la social-démocratie, mais encore avec la bourgeoisie libérale. Cette capitulation traîtresse devant la démocratie bourgeoise reçut le nom pompeux de Front populaire.

28. La déclaration de Staline au président du Conseil français, Laval, en mai 1935, disant qu'il « comprenait et approuvait pleinement la politique de défense nationale de la France », fut le signal du passage de l'IC dans le camp de l'impérialisme. La diplomatie soviétique qui avait adhéré à la SDN obligea l'IC à devenir dès lors le champion de la SDN, de la « sécurité collective » — qui est en fait la sécurité des brigands impérialistes de pouvoir poursuivre sans encombres leur brigandage — et de l'arbitrage international. L'IC se fait ainsi le défenseur des illusions les plus décrépitees et les plus usées, au moyen desquelles l'impérialisme trompe les masses et les rend mûres pour un nouveau carnage des peuples. Et cela au moment où la brutale invasion italienne de l'Éthiopie démontre clairement tout le vide et tout le mensonge de la phrase sur la sécurité collective.

29. Le VII^e congrès mondial, qui se réunit enfin en automne 1935, s'est placé sous le signe de la rupture avec les dernières traditions qui subsistaient encore des débuts de l'IC. Le Front populaire et la « défense nationale » — sociale-trahison et social-chauvinisme — c'est tout ce que ce congrès, qui ne fut, du reste, qu'un spectacle creux de marionnettes bureaucratiques, pouvait offrir au prolétariat mondial.

30. Pour prix de leur participation à la défense nationale, les staliniens demandent seulement que la politique étrangère de

chacun de leurs pays ne soit pas dirigée contre l'URSS. Il a suffi du pacte militaire franco-soviétique pour faire des staliniens français des chauvins enragés, prêchant la réconciliation nationale de toutes les classes, de toutes les tendances politiques et religieuses. Les staliniens britanniques n'ont d'autre objectif que de persuader la bourgeoisie anglaise de joindre sa signature au pacte franco-soviétique. La section américaine de l'IC préconise, dès maintenant, une guerre des États-Unis contre le Japon « pour défendre l'URSS ». Bien qu'une guerre des États-Unis contre le Japon — avec une politique révolutionnaire juste de la part du parti prolétarien — ouvrirait d'immenses possibilités à la révolution prolétarienne mondiale, les staliniens américains prêchent dès maintenant la renonciation à la lutte des classes révolutionnaires et le soutien de la bourgeoisie américaine, la bourgeoisie impérialiste la plus puissante et la plus dangereuse du monde. En Chine les staliniens sont disposés à livrer une nouvelle fois le prolétariat chinois et la paysannerie pauvre à la direction contre-révolutionnaire de Tchiang Kai-Chek, à la seule condition que celui-ci soit prêt à diriger ses baïonnettes contre le Japon.

Dans les petits pays d'Europe les staliniens se déclarent dès à présent les défenseurs de l'« indépendance nationale ». Ils oublient complètement que ces pays sont des maillons de la chaîne impérialiste et qu'ils mènent également la guerre pour des buts impérialistes. Quant à la Tchécoslovaquie, dont la défense touche particulièrement le cœur des staliniens, il ne s'agit pas même d'un État national, mais d'un mélange de plusieurs nationalités, dont la cohésion est maintenue par l'impérialisme français, et où la faible bourgeoisie tchèque opprime d'une manière impérialiste pas moins de six peuples : slovaque, ukrainien, polonais, allemand, juif, hongrois. La Pologne, la Roumanie, la Belgique oppriment, pour leur part, des minorités nationales. La Hollande, la Belgique, le Portugal sont eux-mêmes possesseurs de colonies qu'ils exploitent avec aussi peu de scrupules que les grandes puissances impérialistes. Les staliniens autrichiens se déclarent prêts à la défense de « l'indépendance de l'Autriche », assemblage entièrement artificiel, à la seule condition que la bourgeoisie autrichienne (et le capital franco-anglais) veuille bien accorder une certaine dose de légalité à leur propagande patriote.

Les staliniens émigrés allemands sont devenus des sociaux-patriotes à rebours. D'accusateurs nationalistes du traité de Versailles, ils se sont mus en défenseurs du *statu quo* créé par ce traité. Il résulte de la position actuelle des staliniens allemands

qu'ils se transformeraient en authentiques sociaux-patriotes dès l'instant où la dictature fasciste en Allemagne serait remplacée par un autre régime bourgeois.

Face à cette monstrueuse trahison des intérêts du prolétariat, les organisations de la IV^e Internationale restent fidèles au mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Elles disent non à la défense des frontières nationales réactionnaires, devenues déjà depuis des décennies un frein à toute évolution progressive. Elles se fixent comme objectif leur abolition, par la création de l'« Union des républiques soviétiques d'Europe et du Monde ».

31. Par cette transformation sociale-patriotique du stalinisme, toute distinction entre la II^e Internationale — qui ne continue d'exister artificiellement que grâce à la dégénérescence du Komintern — et la III^e Internationale a pratiquement disparu. Il est donc tout à fait logique que le problème de l'« unité organique » — la fusion des II^e et III^e Internationale — surgisse de plus en plus à l'avant-plan. Dans les pays où le réformisme possède encore le monopole du mouvement ouvrier : (Grande-Bretagne, Scandinavie), les partis de la II^e Internationale sont opposés à l'unité organique. En Belgique les succès récents des staliniens et les échecs du Parti ouvrier devraient rendre ce dernier plus ouvert à la fusion. En France, par contre, c'est le PCF qui, actuellement, s'accroît aux dépens de la social-démocratie, qui retarde l'unité. Cependant, nulle part il ne s'agit plus de contradictions de principes inconciliables, mais uniquement d'appréciations de rapports de forces des bureaucrates. Mais peu importe ! Que l'« unité organique » se fasse ou non, il ne doit subsister pour les ouvriers avancés aucun doute que le stalinisme et la social-démocratie « ne sont pas des antipodes mais des jumeaux », que tous deux sont des agences du capitalisme pourrissant.

32. L'Internationale communiste connaît actuellement un essor qu'il ne faut pas sous-estimer. Non plus comme parti révolutionnaire, mais comme parti social-traitre et social-chauvin. Étant donné les immenses tensions politiques, qui annoncent partout l'approche d'une nouvelle guerre mondiale, les masses se précipitent vers la gauche et n'y trouvent que la seule porte qu'elles connaissent, celle de l'IC. Ainsi le Parti communiste français, lors des dernières élections, a pu plus que doubler ses voix et septupler le nombre de ses députés. Ce sont avant tout les circonscriptions prolétariennes de Paris et de sa banlieue qui ont voté communiste. De même le Parti

communiste belge, qui a toujours été très faible, obtint cette année au cours des élections un succès significatif ; plus de 100 % d'augmentation de voix, comparé avec 1932, et le triplement des mandats. Certains succès du stalinisme en Espagne, en Suisse et, partiellement, en Tchécoslovaquie ont été enregistrés. Une progression d'autres sections : anglaise, hollandaise, scandinave, américaine ne sont pas à exclure, bien que ce ne soit pas assuré. Tandis que les masses espèrent que la III^e Internationale les sauvera des dangers de la guerre, l'IC s'apprête à devenir l'instrument principal de la guerre impérialiste à venir. Elle remplace de la sorte la II^e Internationale usée au service de la démocratie bourgeoise et de l'impérialisme ; mais non sans renfermer d'énormes contradictions.

33. Les récents succès troublent notamment les philistins petits-bourgeois qui se sont rassemblés sous l'enseigne du Bureau International d'unité révolutionnaire socialiste ou Bureau de Londres : le SAP allemand, l'ILP anglais, le PS de Suède, le POUM espagnol de Nin et Maurin, etc. Sous l'effet de la défaite catastrophique du mouvement ouvrier allemand de 1933, un certain nombre de ces partis centristes s'étaient rapprochés de la IV^e Internationale. Mais le tournant stalinien d'automne 1934 entraîna les personnages chancelants, tels Walcher, Maurin, Nin, Maxton, Brockway, dans les marais de la politique du Front populaire. L'absorption du Bureau de Londres par le stalinisme n'est plus qu'une question de temps.

34. Un exemple convaincant des contradictions liées à l'essor actuel des partis communistes est le prodigieux mouvement de grèves et d'occupations d'usines en France, englobant près de deux millions d'ouvriers et d'employés, au cours des dernières semaines, qui prit le PCF tout à fait à l'improviste. Mais en s'engageant dans la voie de la révolution, ce nouveau mouvement se heurte partout aux obstacles que lui oppose l'appareil ossifié de l'IC. C'est ainsi que le PCF, au lieu de se placer à la tête de la grève et de formuler des revendications révolutionnaires, collabora dès le début avec le gouvernement et les patrons en vue d'étrangler la grève. On peut donc prédire avec certitude ceci : ou le nouveau mouvement des masses prolétariennes en France balayera l'appareil ossifié des traîtres staliniens et créera une nouvelle direction, et alors la révolution prolétarienne triomphera, ou bien les bureaucrates traîtres maîtriseront le mouvement, et c'est alors le fascisme qui triomphera.

35. La contradiction entre la combativité des masses évoluant à gauche et le nouveau rôle traître des partis communistes place les organisations de la IV^e Internationale devant de grandes responsabilités et de grandes possibilités. Certaines de ces organisations avaient adhéré récemment aux partis socialistes et ont gagné les meilleurs éléments révolutionnaires pour le marxisme révolutionnaire. Dans les pays où l'évolution politique intérieure prend une allure accélérée, la France et la Belgique, ce n'était là qu'une courte étape. Dans d'autres pays, en Pologne et en Angleterre, cette expérience n'est pas encore achevée. Enfin, aux États-Unis, elle ne vient que de commencer. Mais agissant indépendamment ou à l'intérieur des partis socialistes, les sections de la IV^e Internationale doivent tenir compte qu'actuellement la III^e Internationale attire les ouvriers de la II^e Internationale. Le combat principal contre le social-impérialisme — socialisme ou communisme en paroles et impérialisme en pratique — est donc le combat contre l'IC, contre la bureaucratie stalinienne. La tâche primordiale consiste à faire comprendre aux ouvriers le caractère présent de l'IC devenue une agence de l'impérialisme, de leur démontrer que passer de la II^e à la III^e Internationale revient uniquement à changer un cheval borgne contre un cheval aveugle.

36. Les voies et les méthodes de ce travail seront très différentes selon l'évolution et les particularités de chaque pays. L'importance essentielle est d'utiliser toutes les possibilités pour faire éclater la contradiction entre la bureaucratie stalinienne réactionnaire et sa base sociale : les ouvriers révolutionnaires. Il s'agit d'observer partout attentivement l'évolution, de rassembler les éléments d'information, de suivre attentivement les tendances contradictoires pour être à même d'intervenir avec énergie en temps voulu.

37. De la théorie et de la pratique des quatre premiers congrès mondiaux, il ne subsiste aucune trace dans l'Internationale communiste d'aujourd'hui. Mais les enseignements stratégiques et tactiques de l'IC du temps de Lénine et de Trotsky, la rénovation léniniste du marxisme théorique ne sont pas oubliés. Ces enseignements et ces expériences furent défendus depuis 1923 par l'Opposition bolchévique-léniniste contre la dégénérescence bureaucratique. C'est sur ces données que l'effort politique et théorique de l'opposition s'est développé, qui, dès son origine, a combattu la théorie du socialisme dans un seul pays comme source de la dégénérescence sociale-patriote. En appliquant les enseignements stratégiques de Lénine aux nouveaux événements

et phénomènes, et en critiquant implacablement les erreurs stalinienne et les crimes de 1923-1936, l'Opposition de gauche a éduqué de nouveaux cadres bolcheviks dans le monde entier. Sans l'étude approfondie des documents programmatiques et des écrits de l'Opposition de cette époque, aucun révolutionnaire prolétarien digne de ce nom ne peut prétendre à un rôle dirigeant dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne.

38. La IV^e Internationale, en faisant sien le grand but stratégique de la révolution prolétarienne mondiale, assigné à la III^e Internationale par Lénine et Trotsky, et qui fut trahi par la bureaucratie stalinienne, forte des leçons et expériences de près d'un siècle de luttes révolutionnaires du prolétariat contre la bourgeoisie, revendique l'héritage des idées et de l'œuvre des grands pionniers du prolétariat : Marx, Engels, Liebknecht, Luxemburg et Lénine.

(Traduit de l'édition allemande)

La situation des États-Unis d'Amérique (étude)

Dotés de grandes richesses naturelles et d'un équipement producteur hautement développé, les États-Unis se sont élevés au cours de la guerre au rang de puissance impérialiste dirigeante du monde. Toutefois ils assumèrent ce rôle à une époque où le capitalisme était déjà partout à son déclin et où les conflits entre grandes puissances s'accroissaient sans cesse. L'impérialisme américain ne peut s'étendre davantage ou même maintenir sa position actuelle dans le monde sans faire une large brèche dans la part de pouvoir mondial qui se trouve actuellement entre les mains d'autres nations impérialistes, sans attaquer le niveau de vie des masses des États-Unis, d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie qu'il exploite directement ou dont il tire profit indirectement. De sorte qu'en étendant sa puissance partout dans le monde, le capitalisme des États-Unis introduit dans ses propres fondements l'instabilité du système capitaliste mondial. L'économie et la politique des États-Unis dépendent des crises, des guerres et des révolutions dans toutes les parties du monde. L'envergure même du capitalisme américain et ses ressources, son apparition relativement tardive sur la scène mondiale, le déclin général et les bouleversements caractéristiques de cette époque du capitalisme mondial se combinent pour assurer un rythme rapide à l'évolution économique de

l'Amérique et par conséquent aussi au développement politique de la bourgeoisie et de la classe ouvrière des États-Unis.

La crise de 1929-1933 et l'évolution ultérieure ont fourni d'abondantes confirmations du bien-fondé de cette appréciation. Dans le pays le plus riche du monde, le revenu de l'ensemble des ouvriers industriels et agricoles a été littéralement amputé de moitié entre 1929 et 1932. De 2 millions le nombre des chômeurs s'éleva à 18 ou 20 millions. La production de l'acier se réduisit à moins de 20 % de sa capacité. Les exportations, qui dépassaient 5 milliards de dollars, tombèrent à 1 milliard et demi à peine ; les importations passèrent de 4 milliards et demi environ à un peu plus de 1 milliard. Après 4 600 faillites bancaires en trois ans, toutes les banques du pays fermèrent leurs guichets en mars 1933, à l'apogée de la crise financière.

Le rôle du régime de Roosevelt consista à « sauver » temporairement le capitalisme. Pour cela, il abandonna complètement et sans la moindre tentative de dissimulation le traditionnel « laisser-faire », doctrine des États-Unis et en particulier du propre Parti démocratique de Roosevelt, ainsi que l'instrument particulier à l'Amérique : la doctrine des « droits d'État ».

Il se servit des ressources financières de l'État pour secourir des entreprises bancaires et commerciales et fit voter des lois qui restreignirent la concurrence, permirent la hausse des prix, etc., c'est-à-dire qui favorisa le capitalisme de monopole. En même temps l'administration de Roosevelt servait effectivement les intérêts capitalistes, bien que tous les capitalistes ne s'en soient pas rendu compte, en maintenant le mécontentement des masses travailleuses urbaines et rurales dans les liens d'une politique qui consiste en partie en petites concessions souvent illusoire et principalement en promesses démagogiques. Ainsi, un système de retraite-vieillesse et d'assurance-chômage sous le contrôle du gouvernement a-t-il fini par entrer en vigueur, mais leur taux est ridiculement bas. L'employeur a la possibilité d'en faire retomber le poids sur les consommateurs, c'est-à-dire les travailleurs, et les syndicats n'ont aucune part à l'administration du système. Formellement le « droit » des ouvriers à s'organiser est reconnu, et le gouvernement cultive l'amitié des dirigeants syndicaux. Actuellement les mouvements de grève sont brisés de façon subtile par des médiateurs codifiés du gouvernement ou brutalement par des gangsters privés, la police ou la milice, sans protestation effective de la part de cette administration « libérale ».

Ainsi la vitalité et les ressources du capitalisme américain, aidé opportunément par l'État démocratique, l'ont, pour

l'instant, soulagé de la crise en ce sens que la production s'est élevée notablement au-dessus du niveau de 1932, que de nouveau on peut faire des bénéfices dans certaines branches d'affaires, etc. Mais cela ne veut pas dire, même pour le puissant capitalisme américain, que la crise est résolue au sens où le furent les crises du passé, c'est-à-dire pour un nouveau cycle d'expansion pendant lequel les conditions d'existence des travailleurs s'élèvent également. Tous les faits indiquent à présent que la crise est permanente, quoique momentanément moins aiguë.

Le revenu agricole qui fut de 15 milliards et demi de dollars en 1920 tomba à environ 5 milliards en 1932. Il s'est notablement relevé l'an dernier, mais seulement à 8 milliards, c'est-à-dire 40 % au-dessous du niveau de 1920. Le volume de production des produits de consommation en 1935 a presque égalé le niveau de 1929, mais le volume des matériaux de construction fut moitié moindre qu'en 1929 et l'industrie des moyens de production légèrement meilleure seulement de façon générale. Même ce redressement n'est dû, dans une grande mesure, qu'à des dépenses gouvernementales plutôt qu'à un véritable redressement (capitaliste) de l'industrie privée, comme on peut le déduire du fait que les nouveaux investissements qui, en 1929, s'élevaient à 10 milliards de dollars, tombèrent en 1933 à moins de 1 milliard et n'atteignirent l'année dernière que le chiffre de 1 milliard et demi. La rationalisation a progressé pendant la restriction. En conséquence, l'accroissement de la production n'a pas d'effet proportionnel sur le chômage. Le nombre de chômeurs reste de 10 à 12 millions et n'a pas diminué du tout de façon appréciable l'année dernière. Le nombre de personnes secourues s'est accru de 22 à 25 millions entre 1935 et 1936. Voilà une illustration vivante de la façon dont le capitalisme rejette sur le dos des travailleurs les frais du « rétablissement » aussi bien que de la crise.

D'autres aspects de la situation actuelle en Amérique mènent aux mêmes conclusions. Le commerce extérieur reste au-dessous de la moitié du niveau de 1929. La dette du gouvernement fédéral s'établit à 31 milliards de dollars, augmentée de 50 % en trois ans. L'abondance de l'or — dont le stock s'établissait à 4 milliards en 1932 et aujourd'hui à 10 milliards — continue à être un obstacle à la renaissance du commerce extérieur, à la stabilisation de la monnaie, etc. et une menace d'inflation. La lutte pour les marchés, particulièrement en Amérique latine et en Asie, contre la Grande-Bretagne et le Japon s'intensifie.

Manifestement, le capitalisme ne voit pas d'autre moyen de

sortir d'une pareille impasse autrement qu'en employant la force contre les masses travailleuses d'une part, et contre d'autres groupes et puissances capitalistes, d'autre part. C'est ainsi qu'on observe à la fois un accroissement des lois de répression et des atteintes aux libertés civiles — bien que cela puisse être attribué surtout aux États et aux municipalités, laissant au président national le privilège de poser au « libéral » — et une dépense annuelle sous l'inspiration directe, cette fois, de Roosevelt, de plus d'un milliard de dollars pour la préparation militaire et navale, somme de beaucoup supérieure à toutes celles des périodes précédentes.

Pour le moment, ces dépenses servent à stimuler la « reprise » et permettront bientôt au capitalisme américain, à l'occasion d'une guerre, de porter un coup vigoureux à ses concurrents.

Pendant le plus profond de la crise, la classe ouvrière américaine est restée essentiellement passive. Cela fut le résultat, d'une part, de la violence objective des coups auxquels elle fut exposée après une longue période de prospérité et, d'autre part, de ce facteur subjectif qu'en raison des conditions particulières du développement américain elle entra dans la crise avec des organisations petites et faibles aussi bien dans le domaine politique qu'économique.

Cependant, depuis 1933, l'histoire de la classe ouvrière américaine se caractérise par une activité et une combativité presque ininterrompues. Des tentatives opiniâtres et persistantes pour s'organiser, culminant souvent dans des luttes grévistes des plus héroïques, ont été entreprises par les ouvriers, y compris ceux des industries clés, telles que l'acier, l'automobile, le caoutchouc, les usines d'utilité publique et la navigation où, dans le passé, le mouvement syndical n'avait jamais pu s'enraciner. Les grèves des dernières années se signalent par un puissant essor de la solidarité et de la conscience de classe, elles englobent des dizaines de milliers d'ouvriers appartenant aux différentes industries et souvent aussi des parties de la petite bourgeoisie inférieure qui soutenaient la lutte des ouvriers grévistes contre les briseurs de grève, les gangsters privés, la police et même la milice.

Les effets de cette nouvelle étape du développement du capitalisme américain et de la pression des masses se reflètent dans la polémique qui se déroule actuellement dans l'American Federation of Labor (AFL), la plus profonde et la plus acharnée des polémiques dans toute l'histoire de cette institution conservatrice. Les sommets de quelques-unes des plus grandes unions affiliées — tel John L. Lewis des mineurs — attaquent de

front la politique traditionnelle des unions artisanales (Craft Unions) de la fédération et exigent qu'on accorde aux ouvriers des industries ayant une production massive le droit de s'organiser dans les unions industrielles et qu'on les y invite. A l'intérieur de l'AFL ils ont fondé un comité pour l'organisation d'unions industrielles (Committee for Industrial Organisation) afin d'aider les ouvriers des industries les plus importantes à s'organiser sur la base de l'industrie. Ils n'ont pas satisfait à la demande de l'Executive de l'AFL de dissoudre le Committee for Industrial Organisation et ils font maintenant des préparatifs pour une campagne d'organisation dans l'industrie lourde. Cependant, il n'y a pas de doute qu'un large mouvement d'organisation et de grève dans une industrie clé ne peut être considéré aujourd'hui aux États-Unis comme une question purement syndicale. Il conduit nécessairement à un conflit avec la classe bourgeoise dans son ensemble et avec l'appareil gouvernemental, ce qui implique des conséquences sociales les plus profondes.

Bien que le nombre d'adhérents des syndicats ait augmenté d'environ un million depuis 1932, les ouvriers des industries clés restent pour la plupart inorganisés. Chaque vague d'organisation dans ces industries a été brisée par la collaboration des patrons, des organismes d'arbitrage du gouvernement et de bureaucrates traîtres des syndicats, souvent avant que le point culminant d'une grève n'ait été atteint. Mais le plus important, c'est que ces trahisons n'aient pas diminué la volonté des ouvriers de s'organiser ni leur combativité. Là où, en outre, les faibles forces des révolutionnaires marxistes étaient capables de participer à ces luttes, les ouvriers ont suivi leur direction et se sont moqués des tentatives des bureaucrates syndicaux, qui les mettaient en garde contre le « danger rouge ».

La politique de trahison des staliniens est la raison essentielle de l'absence d'un véritable parti révolutionnaire, capable de donner aux ouvriers la direction à laquelle ils aspirent de plus en plus et de briser complètement les positions de la bureaucratie syndicale orientée vers la collaboration de classe. En réaction violente contre les exagérations aventuristes de la « troisième période » le Parti communiste stalinien des États-Unis poursuit aujourd'hui une politique d'opportunisme le plus grossier. Non seulement il soutient sans critique les bureaucrates syndicaux « progressistes », mais il collabore souvent avec les éléments les plus réactionnaires dans les syndicats. Il consacre ses forces essentielles au soutien d'un mouvement réformiste de ce Farmer Labor Party — version américaine du Front populaire — et

inaugure même une collaboration douteuse avec tels politiciens des partis capitalistes ayant des allures « progressistes » et qui sont prêts, pour atteindre leurs propres objectifs, à entrer dans le Farmer Labor Party si ce parti devait acquérir une force véritable. Bien qu'aux élections présidentielles le PC des États-Unis présente ses propres candidats et maintienne ainsi l'illusion de l'autonomie et la phraséologie révolutionnaire, en réalité, par son soutien des dirigeants syndicaux qui veulent attirer les ouvriers du côté de Roosevelt et par leurs attaques contre le Parti républicain comme seule agence « véritable et immédiate » du « fascisme et de la guerre », il aide Roosevelt qui, sous le couvert d'un libéralisme démagogique (dans l'acception américaine particulière et un peu confuse de ce terme) constitue l'agent de l'impérialisme américain et de ses gigantesques préparations à la guerre.

Le Parti socialiste américain ne compte guère que 16 000 membres, environ la moitié de l'effectif du Parti communiste des États-Unis, bien qu'aux élections il ait obtenu un plus grand nombre de voix que le PC. Durant bien des années il fut dominé par la Vieille Garde ultra-droitière de Hillquit et de ses successeurs. Cependant la crise amena au PS de jeunes éléments prometteurs et avec eux de nouvelles tendances se développèrent, causées aussi bien par les conditions aux États-Unis que par l'observation des défaites de la classe ouvrière en Allemagne, en Autriche, etc., sous les anciennes Internationales. C'est ainsi que commença un processus de différenciation et une lutte intérieure dans le PS qui n'a pas encore trouvé son expression politique claire et définitive. Néanmoins la section la plus corrompue de la Vieille Garde (NY) s'est séparée pratiquement dès décembre 1935 de l'organisation nationale et fut définitivement exclue au congrès du parti du mois de mai 1936. La scission transforma le rapport des forces au sein du PS dans un sens progressif et ouvrit, selon l'appréciation du Workers Party des États-Unis, des possibilités importantes pour la construction du Parti de la révolution sociale. D'une manière analogue le rapport des forces dans le PS s'est encore sensiblement déplacé par l'entrée récente de plusieurs centaines d'internationalistes révolutionnaires du Workers Party et des Jeunes spartakistes dans le PS et dans les Jeunesses socialistes ; — le Workers Party, d'autre part, est le résultat de la fusion effectuée en décembre 1934 entre l'ancienne Ligue communiste d'Amérique et des éléments syndicaux révolutionnaires de l'ancien Parti ouvrier américain qui avait également acquis une position marxiste internationaliste. Reste à savoir quels seront

les résultats de ce cours et comment se poursuivra le développement ultérieur du Parti socialiste. Il va de soi que les membres de l'ancien Workers Party, entrés dans le PS et se soumettant à la discipline de ce parti, ont déclaré d'une manière claire et nette qu'ils maintiennent fermement et invariablement leurs traditions et leurs principes.

La crise du capitalisme américain se poursuit. Malgré une conjoncture favorable par-ci par-là, elle deviendra bientôt de nouveau brûlante. De même la lutte des victimes de l'impérialisme américain, des masses asservies des États-Unis, de l'Amérique latine et d'autres pays devient de plus en plus ample et intense. La tâche la plus importante et la plus urgente consiste à poursuivre avec une énergie de fer l'œuvre déjà commencée d'unification des éléments d'avant-garde en un parti révolutionnaire fort et discipliné de la IV^e Internationale et de construire ce parti sur les fondements de granit de l'internationalisme marxiste-léniniste, seul capable de concentrer les luttes des masses et de les mener à la victoire. Lorsque cette tâche sera remplie, on peut prévoir que la jeune et vigoureuse classe ouvrière américaine, qui a si souvent prouvé sa volonté et sa capacité de lutte audacieuse et courageuse, marchera rapidement vers la prise du pouvoir et contribuera à part entière à l'établissement du socialisme mondial.

Résolution sur la situation du mouvement pour la IV^e Internationale aux États-Unis

La conférence de Genève prend note de la décision adoptée par les récents congrès du Workers Party des États-Unis (WP) et de la Spartacus Youth League (SYL) d'entrer respectivement dans le Parti socialiste et dans la Young People's Socialist League (YPSL) américains, ainsi que de la déclaration de la minorité de l'organisation* d'accepter la décision des congrès. Bien que la décision et l'entrée qui s'ensuit des membres du WPUS et de la SYL ait nécessité la rupture de leurs affiliations internationales précédentes, la conférence exprime son approbation de cette décision et de la déclaration faite par les comités nationaux du WP et de la SYL, dans laquelle ils déclarent entrer dans le PS et dans la YPSL sur la base du

* Une minorité du Workers Party menée par Abern et Muste était opposée à l'entrisme dans le PS américain mais s'est pliée à la décision de la majorité, tandis qu'une fraction dirigée par Oehler refusant par principe l'entrisme sera exclue en 1935 pour indiscipline.

maintien de tous leurs principes et du droit de les propager dans le cadre de la démocratie intérieure dans le PS et la YPSL. La conférence exprime sa conviction que les efforts réunis des forces de la IV^e Internationale aux États-Unis contribueront grandement à accélérer l'évolution des ouvriers et des jeunes de l'aile gauche socialiste, maintenant libérée des forces principales de la Vieille Garde corrompue et réactionnaire, dans la voie du marxisme révolutionnaire conséquent.

A l'opinion publique des travailleurs du monde entier

Le sort de l'Union soviétique tient à cœur de tout travailleur conscient. 170 millions d'êtres humains y conduisent la plus grande expérience d'émancipation sociale de l'histoire. La destruction du nouveau régime porterait un coup terrible au développement futur de l'humanité. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il est nécessaire d'adopter une attitude honnête, c'est-à-dire critique, envers les processus complexes et les phénomènes contradictoires que l'on peut observer dans la vie de l'Union soviétique.

Le symptôme le plus alarmant de la vie interne de l'URSS est sans aucun doute la répression sévère, permanente, qui frappe, dans la plupart des cas, non pas les partisans de la restauration capitaliste mais les révolutionnaires qui sont entrés en conflit avec la caste dirigeante. De nombreuses informations sont parues au cours des derniers mois dans la presse mondiale concernant des cas de répression extrêmement sévère contre les membres oppositionnels du parti au pouvoir et, également, contre des communistes étrangers qui ne peuvent pas compter sur la protection de l'ambassade de leur pays. Les prisons se sont déjà montrées inadaptées. Des camps de concentration ont été créés à un degré bien supérieur à celui de la guerre civile. Les prisonniers répondent de plus en plus aux persécutions insupportables par des grèves de la faim individuelles ou collectives ou par des suicides. De nombreux faits tragiques ont été confirmés par des personnes dignes de confiance, prêtes à comparaître devant un tribunal pour confirmer leurs preuves. Tout esprit critique se refuse à concilier ces faits avec l'affirmation officielle selon laquelle une société socialiste a été « finalement et irrévocablement » établie en URSS.

Le 5 juin, la *Pravda*, principal journal d'URSS, annonçait que le Comité central du parti dirigeant avait accepté un projet de nouvelle constitution, « la plus démocratique du monde ».

L'éditorial qui commentait cette très importante décision annonçait en même temps une nouvelle et plus terrible répression contre les oppositionnels. Cette question est si importante que nous jugeons nécessaire de reproduire mot à mot la déclaration de la *Pravda* en tant que porte-parole direct des cercles dirigeants. Ayant souligné les « fantastiques victoires du socialisme » qui trouvent leur expression dans la nouvelle constitution, le journal demande en même temps « une attention accrue » contre les « forces de classe hostiles au socialisme ». Il serait cependant erroné de penser qu'il s'agit là des défenseurs de la restauration de la monarchie, la noblesse, ou la bourgeoisie. Au contraire, par une série de décrets et dans le paragraphe correspondant de la nouvelle constitution, l'inégalité des citoyens en fonction de leur origine sociale a été supprimée. Selon les explications officielles, la société socialiste est devenue si forte qu'elle n'a plus besoin de craindre les gens d'origine noble ou bourgeoise. La *Pravda* explique au sujet des « forces de classe hostiles au socialisme » contre lesquelles des mesures plus strictes sont nécessaires : « La lutte continue. Trop faibles pour lancer une attaque directe, les résidus des groupes contre-révolutionnaires, les Gardes blancs de toutes couleurs, spécialement les trotskystes et les zinoviévistes n'ont pas abandonné leurs bases, espionnant, sabotant et menant des actions terroristes. Nous continuerons à l'avenir à frapper et à détruire d'une main ferme les ennemis du peuple, les reptiles et furies trotskystes, aussi adroitement qu'ils puissent se déguiser. »

Ces mots parlent d'eux-mêmes. Tout en publiant la « constitution la plus démocratique du monde », le groupe dominant de l'Union soviétique promet en même temps de « détruire » les partisans d'une section particulière de la pensée socialiste, en l'accusant de crimes tels que l'« espionnage » le « sabotage » (?) et les « actions terroristes ». L'accusation a de toute évidence un caractère d'hallucination. Elle ne vaut pas mieux que les accusations lancées contre les hérétiques du Moyen âge de causer des épidémies et la sécheresse, ou les accusations contre les Juifs d'utiliser le sang chrétien. Mais cela n'efface pas la terrible réalité de la menace de destruction.

Le soi-disant mouvement « trotskyste » a un caractère international et publie des livres et des journaux dans pas moins de 15 langues. On peut considérer ce mouvement de plusieurs façons. On peut sympathiser avec lui ou, au contraire, le condamner. Mais tout travailleur conscient, tout homme sérieux peut se convaincre, sur la base de documents irréfutables, qu'il s'agit d'un groupement révolutionnaire se fixant comme tâche

d'émanciper les travailleurs. Ainsi, durant les événements de juin 1936 la presse bourgeoise de Paris condamna à l'unanimité les « trotskystes » les accusant de déclencher des grèves et la presse du Komintern les accuse de tenter de stimuler artificiellement une révolution. Peut-on croire une minute qu'un même mouvement, dirigé par les mêmes personnes et les mêmes idées, lutte dans tous les pays capitalistes pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie mais tente en URSS de restaurer le capitalisme en s'appuyant sur l'« espionnage », le « sabotage » et les « actes terroristes » ?

Tout ami désintéressé de l'URSS, c'est-à-dire tout ami des masses travailleuses doit se dire : les explications officielles sont totalement et à l'évidence fausses. Tout en préparant ouvertement la destruction physique de ses opposants idéologiques, le groupe dirigeant ne peut pas trouver un seul mot sérieux pour expliquer ou justifier une telle répression. Une telle position peut-elle être supportée passivement et en silence ?

Nous déclarons à l'opinion publique du monde entier qu'il n'est pas vrai que les « trotskystes » et les « zinoviévistes » luttent ou peuvent lutter pour la restauration du capitalisme ; il n'est pas vrai qu'ils ont ou qu'ils peuvent avoir le moindre lien avec les intrigues d'espionnage ou les actes terroristes de la contre-révolution ; il n'est pas vrai que leur activité est dirigée ou peut être dirigée contre le socialisme. Mais, en revanche, c'est une vérité indéniable, comme c'est prouvé par toute la littérature sur la question, que les « trotskystes » s'opposent à la politique du groupe dirigeant soviétique, qu'ils s'opposent à l'inégalité sociale croissante en URSS, qu'ils s'opposent à la restauration de la classe des officiers et, par-dessus tout, qu'ils s'opposent au pouvoir absolu et aux privilèges sans limites de la bureaucratie. Ce n'est pas le prolétariat soviétique qui punit les « ennemis de classe », mais la bureaucratie soviétique qui, dans la lutte pour le maintien de son pouvoir et de ses privilèges, détruit un groupe qui essaie d'exprimer la protestation et le mécontentement des masses travailleuses.

Nous assumons toute la responsabilité pour les mots que nous employons et qui peuvent être vérifiés sans difficulté à tout moment ; le gouvernement soviétique n'a qu'à donner à un comité international impartial la possibilité de s'enquérir sur place des crimes prétendus ou réels des trotskystes, des zinoviévistes et des autres groupes oppositionnels. Nous ne désirons rien d'autre.

Toute organisation ouvrière, tout groupe social progressiste, tout journal honnête, tout ami des travailleurs est intéressé à la

clarification totale et définitive de cette question brûlante. Il est nécessaire de tirer au clair une série de tragédies sans fin. Il est nécessaire d'obtenir une enquête. Il est nécessaire de découvrir toute la vérité. Dans les organisations ouvrières, dans les réunions, dans la presse, il faut demander l'envoi en URSS d'une commission impartiale, autorisée à tout entreprendre, dans le but d'enquêter sur les causes réelles de la répression dont la bureaucratie menace les révolutionnaires, à la fois trotskystes et zinoviévistes, et également les représentants des autres mouvements. Si la bureaucratie soviétique n'a rien à cacher à la classe ouvrière mondiale sur cette question elle doit satisfaire une telle demande.

(Traduit de *Documents of the Fourth International*)

Aux travailleurs d'Espagne et du monde entier

La conférence représentant les diverses organisations qui luttent en Europe et dans le monde entier pour la IV^e Internationale vous adresse le salut le plus chaleureux, avec l'espoir passionné que vos magnifiques efforts seront couronnés du triomphe sur tous les ennemis du peuple en armes.

Une fois de plus, par votre héroïsme et votre élan irrésistible, vous donnez aux ouvriers et aux opprimés du monde entier la démonstration qui découle de toutes les luttes sociales de notre époque : seul le fusil sur l'épaule de l'ouvrier peut garantir la liberté, le pain et la paix des travailleurs.

C'est pour avoir été détournée par le Front populaire de ses tâches révolutionnaires (s'emparer du pouvoir, détruire la bourgeoisie et ses soutiens, l'armée, la police, etc., donner la terre aux paysans, organiser les soviets, armer le peuple) que la classe ouvrière, depuis cinq ans, se débat dans des convulsions sanglantes. C'est le Front populaire qui, en se cantonnant systématiquement dans les cadres du régime capitaliste et de son État démocratique bourgeois, a alimenté l'insurrection militariste fasciste qui a failli porter un coup mortel à la révolution espagnole. La capitulation complète des partis ouvriers devant les radicaux et leur programme a permis au capital financier de se servir des radicaux et du régime démocratique pour maintenir le corps d'officiers fascistes et réactionnaires, c'est-à-dire pour préparer en fait l'insurrection fasciste.

Sans les milices ouvrières, arrachant les armes aux ministres libéraux, sans la levée en masse du peuple armé, Madrid serait

aujourd'hui aux mains des fascistes. Mais l'héroïsme et la combativité ne suffisent pas pour vaincre. Il faut la préparation et l'entraînement. C'était la leçon qui résultait de la défaite des Asturies*. Malgré cela, le Front populaire s'est employé à entraver et à combattre comme étant des « provocations » la seule propagande pour la milice ouvrière.

Aujourd'hui les faits sont là. La guerre civile traîne, faute d'une préparation et d'une politique révolutionnaire préalable. La II^e et la III^e Internationale et chacun de leurs gouvernements (Blum et Staline) se couvrent de l'hypocrite excuse de neutralité pour ne rien faire pour les combattants d'Espagne. Pendant ce temps, les gouvernements fascistes (Italie, Allemagne) arment la contre-révolution.

Malheur au peuple espagnol s'il se laisse encore tromper et endormir, s'il garde sa confiance en ceux qui par leur politique de désarmement du peuple ont alimenté les forces de la réaction fasciste !

La fin des souffrances de la guerre civile et l'issue victorieuse de la lutte sont étroitement liées à la capacité de la classe ouvrière d'Espagne de forger, aux cours de ses combats, sa nouvelle direction, un véritable parti révolutionnaire. Les intérêts de la révolution espagnole se confondent avec les intérêts historiques de la IV^e Internationale.

Pour aller de l'avant dans la voie de la victoire, le peuple travailleur doit s'organiser dans les comités révolutionnaires (soviets). Il faut exproprier et balayer la bourgeoisie et instaurer le gouvernement ouvrier et paysan.

Il faut forger les cadres et consolider les rangs de la milice ouvrière et paysanne, organiser l'armée rouge. Il faut donner la terre aux paysans.

La réaction a fait du Maroc un rempart contre le peuple espagnol. Un peuple qui opprime un autre peuple ne peut pas se rendre libre. Libérez le peuple marocain ! Vous en ferez un allié formidable pour jeter à la mer les bandits de Franco et pour écraser vos ennemis sur votre péninsule**.

* Les mineurs des Asturies se sont soulevés en octobre 1934 et ont pris le contrôle de la région. Le mouvement est écrasé par les troupes marocaines et la Légion étrangère espagnole sous le commandement de Franco au prix de 3 000 morts.

** Les trotskystes étaient convaincus que l'on pouvait miner la loyauté des troupes marocaines largement employées par Franco à condition que la République accorde l'indépendance au Maroc. Les gouvernements de Front populaire n'ont jamais consenti à envisager une telle décision.

Travailleurs de France, de Belgique, d'Angleterre, travailleurs de tous les pays !

La lutte du peuple espagnol est la vôtre et celle de nous tous. Pas de neutralité possible !

Les fascistes de Rome et de Berlin arment les fascistes d'Espagne.

Il faut aider le peuple espagnol par tous les moyens : en lui envoyant des armes, en sabotant l'armement du camp fasciste, en ravitaillant la révolution, en affamant la contre-révolution, en organisant l'assistance et l'hébergement pour les familles et les enfants des victimes, en formant dès maintenant partout des comités de soutien de la révolution espagnole. Il faut que dans tous les ports, et sur toutes les voies de transport soit sabotée systématiquement par les ouvriers toute espèce de ravitaillement en armes ou en provisions des fascistes.

Mais le meilleur moyen d'aider les révolutionnaires espagnols, c'est d'en suivre l'exemple dans la lutte contre le fascisme de nos propres pays, en chassant ceux qui veulent désarmer les travailleurs, matériellement et politiquement, en menant l'offensive révolutionnaire contre notre propre bourgeoisie, pour son renversement par les soviets des ouvriers et des paysans.

Vive la révolution espagnole victorieuse !

Vive la solidarité active du prolétariat international !

Vive le parti mondial de la révolution sociale, la IV^e Internationale !

Pour une campagne mondiale de soutien en faveur de l'avant-garde de la IV^e Internationale en France, Espagne et Belgique

Camarades, amis !

La récente conférence internationale pour la IV^e Internationale s'est déroulée sous le signe de la montée révolutionnaire en Europe occidentale. En France, en Espagne et en Belgique se décide le sort non seulement du prolétariat européen, mais aussi de celui de tous les continents pour des années, sinon pour des dizaines d'années. Le prolétariat espagnol est entré dans une lutte héroïque. Tandis que Mussolini et Hitler ne se gênent pas d'envoyer aux généraux réactionnaires des avions et des bombes, Staline et Blum abandonnent le prolétariat espagnol à son destin. La II^e et la III^e Internationale sont trop intimement liées avec la bourgeoisie mondiale pour s'en dégager même au moment où se joue leur propre peau.

Ce qu'il faut aujourd'hui, ce sont non pas des manifestations platoniques de solidarité, non pas une philanthropie impuissante, mais le soutien effectif de l'avant-garde révolutionnaire par tous les moyens qui sont à notre disposition. Au moment où ces lignes sont écrites, la section française s'apprête à envoyer une équipe composée d'artilleurs, d'aviateurs, de techniciens, de médecins et d'infirmières et qui est sur le point de partir en Espagne. Nos forces financières sont faibles et notre aide matérielle est insuffisante. Mais la valeur de notre action d'assistance consiste avant tout à donner un exemple au prolétariat mondial, afin que les ouvriers de chaque usine et que chaque municipalité ouvrière fassent également preuve de solidarité.

Mais ce qui est décisif, c'est la signification politique de cette action. Seule la IV^e Internationale, exempte de tout compromis avec la bourgeoisie, préconise sans réticence et ouvertement la plus étroite fraternité d'armes avec le prolétariat espagnol. Nous pouvons et nous devons faire comprendre à chaque prolétaire avancé que c'est seulement dans le renforcement de la nouvelle internationale révolutionnaire que réside le gage de la victoire définitive.

Désormais, c'est le tour de l'Espagne, de la France et de la Belgique. Nous devons concentrer toutes nos forces sur ces pays pour arracher le prolétariat des tenailles fascistes. Seules des organisations fortes de la IV^e Internationale en Europe occidentale seront capables d'ouvrir à temps les yeux au prolétariat sur le caractère trompeur de l'alliance de ses leaders réformistes et staliniens actuels avec les sommets de la bourgeoisie ; seules des sections fortes seront capables de rassembler autour d'elles la majorité écrasante du prolétariat et de la paysannerie, afin de les mener à la victoire dans les luttes décisives qui viennent.

Révolutionnaires de tous les pays du monde, nous vous appelons ! Aidez l'avant-garde prolétarienne de France, d'Espagne et de Belgique ! Nos idées justes seules ne suffisent point. Elles doivent s'emparer des masses pour devenir forces matérielles. Certes, les sections de la IV^e Internationale sont pauvres. Dans ses rangs il n'y a ni ministres ni « commissaires du peuple ». Elles ne s'appuient que sur votre dévouement et vos sacrifices. Mais les sacrifices que vous faites maintenant porteront dans l'avenir mille fruits. Car le succès dans votre propre pays dépendra aussi de manière décisive de qui l'emportera en Europe occidentale : la révolution prolétarienne ou la réaction fasciste.

Camarades, amis ! Le temps presse. Menez avec nous la campagne mondiale de soutien pour les révolutionnaires de France, d'Espagne et de Belgique ! Ne tardez pas ! Solidarité !

Le Secrétariat international pour la IV^e Internationale

P.S. — Adresser l'argent à la direction de la section dans votre pays, en indiquant la destination. Celle-ci le transmettra au SI qui publiera au fur et à mesure les rentrées dans le service d'information et de presse du SI, ainsi que dans la presse française et belge. La répartition entre les trois pays sera effectuée par le SI selon les nécessités.

Aux peuples esclaves du Maroc

A tous les peuples coloniaux opprimés par les impérialistes. Vous tous, comme nous, prolétaires du monde entier, souffrez des mêmes maux, des mêmes douleurs, des mêmes chaînes : ceux de l'esclavage impérialiste.

Il y eut une époque où les bandits impérialistes d'Europe et des autres continents, sous la pression croissante des organisations révolutionnaires des prolétaires qu'ils exploitent dans leurs pays, cherchèrent à résoudre leurs difficultés aux dépens des peuples colonisés. En se faisant les soutiens des pirates impérialistes pour vous conquérir et vous dominer, les travailleurs d'Europe et des autres pays oppresseurs se firent, inconsciemment, les complices de leurs propres exploiters. Car un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être lui-même libre.

Mais depuis, le capitalisme a vieilli. Il est partout en pleine décomposition. Il n'est plus capable d'assurer un développement à la société humaine mondiale. Seule la solution socialiste peut faire sortir le monde du chaos présent et donner à l'humanité son libre épanouissement. Or, les bandits impérialistes ne songent pas à disparaître. Et après avoir utilisé les prolétaires de leurs pays à vous assujettir et à vous exploiter, ils ont recours maintenant à vous pour combattre et vaincre les prolétaires qui s'insurgent contre eux pour libérer le monde des chaînes impérialistes. Tel est aujourd'hui le cas en Espagne.

Malheur à vous, peuples opprimés du Maroc et des autres pays colonisés, si, à votre tour, vous vous faites les complices de vos oppresseurs impérialistes. La voie de votre libération —

comme celle des travailleurs des pays impérialistes — est dans la lutte commune contre l'exploitation capitaliste.

Seule l'alliance des peuples opprimés avec les prolétaires des pays oppresseurs, peut affranchir les uns et les autres de la domination de leurs ennemis communs : les capitalistes du monde entier.

Nous prenons comme démonstration les seuls faits suivants.

L'impérialisme italien a fait de l'Abyssinie sa proie sanglante. Jamais encore on n'avait employé de tels procédés infâmes dans la conquête des autres pays. Le négus fit appel à la Société des nations. Mais comment cette société de bandits, créée pour sanctionner le partage actuel du monde, pouvait-elle écouter l'appel du peuple abyssin ; empêcher les pirates italiens de s'installer sur le plateau éthiopien ? Ce qu'il fallait, c'était soulever les peuples opprimés d'Afrique pour jeter à la mer tous les bandits impérialistes ; ce qu'il fallait, c'était réaliser l'union des peuples opprimés avec la classe ouvrière d'Europe et des autres continents.

De même pour ce qui se passe en Palestine. Le gouvernement britannique a mis la main sur la Palestine pour protéger la route des Indes et ses intérêts pétroliers en Mésopotamie. Afin de garder cette position, les bandits impérialistes anglais attisent la haine de race entre Juifs et Arabes, en provoquant sans cesse des luttes sanglantes entre les uns et les autres. Tant que les travailleurs juifs se feront les complices des capitalistes, agents de l'impérialisme anglais ; tant que les travailleurs arabes ne chercheront pas l'alliance des travailleurs juifs et de leurs frères des Indes pour battre leur ennemi commun : l'impérialisme anglais, celui-ci, en se posant en pacificateur entre eux, ne cessera pas de battre monnaie sur leur sang, en les faisant s'entre-tuer.

En Extrême-Orient, nous nous trouvons chaque jour en face de nouvelles agressions japonaises en Chine. Tout comme l'impérialisme italien, l'impérialisme nippon cherche à détourner le peuple qu'il opprime sur son propre territoire de la lutte révolutionnaire en le poussant à la conquête des autres peuples en Chine.

L'impérialisme français des Blum et des Daladier n'est pas plus doux en Indochine, en Afrique du Nord, en Syrie, partout où à l'ombre de son drapeau tricolore il exploite et opprime les peuples des pays conquis.

Comme en 1914, une nouvelle guerre impérialiste est sur le point de se déchaîner pour un nouveau partage du monde. Les mêmes impérialistes qui préparent cette autre guerre ne se font

pas scrupules d'armer les peuples coloniaux quand il s'agit de les conduire contre le peuple soulevé dans leur pays comme c'est le cas en Espagne aujourd'hui. Ainsi on voit que la lutte pour la libération nationale et la révolution socialiste sont liées étroitement.

La paix, c'est la libération des peuples opprimés.

La libération des peuples opprimés signifie le renversement du capitalisme mondial : la révolution socialiste internationale.

Barrer la route au fascisme en Europe et dans les autres continents, signifie tendre la main aux peuples opprimés, affranchir les peuples coloniaux.

Les organisations qui luttent pour la IV^e Internationale, fidèles à l'enseignement de Lénine et de la révolution d'Octobre, tendent une main fraternelle aux peuples qui luttent pour leur émancipation nationale.

La IV^e Internationale salue la lutte héroïque du peuple éthiopien contre les bombes et les lance-flammes de Mussolini et la trahison de la Société des nations ; elle soutient le peuple arabe dans ses efforts pour se libérer de la domination britannique. L'Irlande, en 1919 et 1921, et aujourd'hui l'Égypte montrent que même des concessions minimales ne peuvent être obtenues sur les impérialistes que par la lutte révolutionnaire de masse*.

La IV^e Internationale condamne la politique de la II^e Internationale qui continue d'adopter des résolutions sur le droit des nations de disposer d'elles-mêmes, en même temps qu'elle soutient ses propres capitalistes dans la domination des peuples coloniaux. Le gouvernement travailliste de Mac Donald en Grande-Bretagne et celui de Vandervelde en Belgique ont traité les peuples coloniaux de la même façon que les gouvernements conservateurs ou autres ; tandis que les gouvernements de Front populaire en France et en Espagne continuent sans changement l'exploitation des colonies. Si le gouvernement de Front populaire en Espagne avait pris des mesures immédiates pour aider les peuples marocains à se libérer, le fascisme n'aurait jamais eu de base d'où attaquer les ouvriers et paysans espagnols.

La III^e Internationale est l'inspirateur principal du Front populaire et de sa politique réactionnaire. Elle appelle les ouvriers et paysans du monde entier à se battre pour la

* Les luttes en Irlande contre l'occupation anglaise, de 1919-1921, ont abouti à l'établissement de l'État irlandais libre en juillet 1921. Les mobilisations anti-impérialistes en Égypte ont obligé l'Angleterre à mettre fin à son contrôle politique direct du pays en signant le traité anglo-égyptien d'août 1936.

démocratie contre le fascisme. L'ouvrier des usines de Bombay, le paysan hindou, les millions d'indigènes d'Afrique privés de leurs terres et peinant dans les mines impérialistes pour 10 shillings par mois refuseront d'être trompés par la III^e Internationale pour prendre les armes pour quelque puissance impérialiste que ce soit, démocratique ou fasciste. Ils saisiront plutôt l'occasion de se battre hardiment et sans pitié pour leur propre liberté nationale et économique.

La IV^e Internationale leur déclare que ses sections en Europe, Asie, Afrique et Amérique mèneront toutes leur lutte contre leur propre impérialisme, en temps de guerre comme en temps de paix, et lutteront avec tous les peuples coloniaux pour le renversement de leur ennemi commun — le capitalisme mondial.

Projet de résolution sur le travail dans les syndicats

1. La IV^e Internationale s'est donnée pour tâche de conduire les travailleurs de tous les pays jusqu'à la victoire finale du socialisme. Elle s'efforce donc ardemment d'être en contact le plus étroit possible avec les travailleurs et adopte pleinement le principe bolchevique : un communiste doit travailler là où se trouvent les masses.

Les organisations de la classe ouvrière les plus puissantes du point de vue numérique sont les syndicats réformistes. L'une des tâches les plus urgentes et les plus importantes de toutes les organisations et de chaque membre de la IV^e Internationale est de travailler à l'intérieur de ces syndicats pour briser l'influence de la bureaucratie réformiste et mener en grand nombre les syndiqués sur la voie révolutionnaire.

La question de savoir « quand et comment » les organisations de la IV^e Internationale réussiront à s'implanter solidement dans la classe ouvrière, à acquérir une large influence et à devenir, enfin, elles-mêmes des organisations de masse dépend en premier lieu des résultats de leurs efforts pour gagner la confiance des travailleurs à l'intérieur des syndicats et s'y implanter fermement.

Le travail révolutionnaire dans les syndicats réformistes est inséparable de l'action à mener dans les entreprises elles-mêmes. Sans un travail systématique et persévérant dans les syndicats, il est impossible d'acquérir ou de maintenir une influence sur les ouvriers des entreprises.

C'est dans les masses organisées, dans les syndicats

réformistes que doivent être gagnées les nouvelles forces les plus actives pour la IV^e Internationale. Négliger cette tâche serait vouer la IV^e Internationale et toutes ses sections à la stagnation, à l'isolement, et à se condamner à la paralysie.

2. La IV^e Internationale fait siens les principes et les résolutions adoptés par l'Internationale communiste sous la direction de Lénine, au cours des quatre premiers congrès mondiaux, relatifs à l'attitude et au comportement des communistes envers les syndicats réformistes. Lénine lui-même a résumé les principes communistes du travail syndical dans *le Gauchisme, la maladie infantile du communisme*.

Les résolutions du Komintern du temps de Lénine sur les syndicats ont besoin d'être corrigées et précisées sur des points directement tactiques et pratiques, mais le sens principal de ces résolutions a été confirmé, justifié par le cours de l'histoire, y compris par le développement ultérieur du Komintern stalinien lui-même.

Le déclin et la dégénérescence du Komintern, son passage ouvert dans le camp du social-patriotisme trouvent un reflet évident dans l'attitude de la III^e Internationale envers le travail en direction des syndicats réformistes et des travailleurs qui y sont massivement organisés. La politique du Komintern stalinien concernant le travail dans les syndicats a oscillé entre des concessions aux bureaucraties réformistes et le sectarisme ultra-gauche : l'Internationale syndicale rouge (ISR) et les syndicats rouges indépendants — critiqués depuis longtemps par Lénine — pour finir aujourd'hui par une capitulation ouverte devant la bureaucratie réformiste (Jouhaux).

Si l'isolement complet des partis communistes, consécutif à la politique de l'ISR, a conduit la classe ouvrière au désastre (la catastrophe en Allemagne), la politique actuelle du Komintern est une entrave pour les travailleurs qu'elle mène à de nouvelles défaites : voir la capitulation devant les réformistes et le soutien accordé à la bureaucratie réformiste lors des grèves en France qui commencèrent à Brest et à Toulon pour s'étendre à la dernière grande vague de grèves.

Tandis que le stalinisme a brisé ouvertement avec les principes et la tactique léninistes concernant l'intervention dans les syndicats de masse réformistes, d'abord par la politique gauchiste et aventuriste de l'ISR qui a contribué à jeter le prolétariat allemand dans les camps de concentration fascistes et, à présent, par sa capitulation devant Jouhaux et les Jouhaux de tous les pays, menant ainsi la classe ouvrière sur la même voie qu'en Allemagne ; la IV^e Internationale et toutes les

organisations qui se rattachent à elle se déclarent inconditionnellement — conformément aux grands événements historiques — en faveur de l'application des principes et de la tactique léninistes relatifs aux syndicats réformistes et aux millions de travailleurs qui en sont membres.

3. La politique des syndicats rouges indépendants et de l'ISR s'est soldée par un échec total. Ces syndicats n'étaient nullement dirigés contre la bureaucratie réformiste, mais se sont révélés rapidement être des instruments grâce auxquels les communistes s'isolaient de la masse des syndiqués et perdaient rapidement leur influence dans les entreprises. Ainsi, les communistes devenaient incapables d'influencer la classe ouvrière, d'approfondir la radicalisation des masses, de leur fournir une direction et un but.

Les organisations de la IV^e Internationale luttent pour tirer de leur isolement les rares syndicats indépendants qui existent encore et pour les amener à se réunifier avec les organisations de masse réformistes. C'est seulement ainsi qu'il sera possible aux révolutionnaires qui appartiennent encore aux syndicats indépendants de s'implanter solidement dans la grande masse des travailleurs et d'exercer sur eux une influence révolutionnaire.

4. Pour les organisations de la IV^e Internationale, l'unité syndicale n'est pas l'unité avec la bureaucratie réformiste. Il faut mener partout une lutte sévère contre l'unité des bureaucraties. C'est seulement dans cette lutte que pourra s'accomplir et prendre corps la véritable unité syndicale : l'unité et la solidarité de la classe ouvrière dans son combat contre l'exploitation capitaliste et contre le système capitaliste dans son ensemble. Les bureaucrates syndicaux — qu'ils soient réformistes ou staliniens — ont intérêt au maintien de la société capitaliste. Aussi, la lutte contre le système capitaliste nécessite-t-elle, par-dessus tout, la lutte contre la bureaucratie syndicale, dont l'objectif est de contenir les élans révolutionnaires des masses, de freiner la préparation des luttes et de dévoyer les luttes elles-mêmes. Quand la bureaucratie exige des travailleurs qu'ils respectent l'ordre et la discipline, elle leur demande tout simplement de ne pas enfreindre « l'ordre et la discipline » de la société capitaliste et de l'appareil d'État bourgeois. Cela a été prouvé encore au cours de la récente vague de grèves et d'occupations d'usines en France.

L'unité syndicale n'est pas pour nous un fétiche ou un moyen de défendre les intérêts de la machine bureaucratique. Elle

implique la nécessité de rassembler les masses prolétariennes pour combattre et résister dans l'unité, y compris contre les désirs et contre le sabotage de la bureaucratie réformistes.

5. En période de remontée du militantisme révolutionnaire, les masses se mettent à affluer massivement dans les syndicats. Cet afflux important accroît à une très grande échelle l'importance des syndicats dans la lutte de la classe ouvrière. Ce qui s'est produit en Allemagne après la guerre et les récents événements en France rendent suffisamment évident ce type de développement. Cependant, tandis que les ouvriers affluant dans les syndicats se préparent à la lutte et espèrent être capables de conduire jusqu'au bout le combat décisif contre la société capitaliste, la bureaucratie syndicale s'efforce de les empêcher d'engager les affrontements décisifs pour les soumettre aux entraves de la discipline bureaucratique bourgeoise. L'antagonisme qui existe entre les espoirs et la volonté des masses révolutionnaires, d'une part, et les intérêts de la bureaucratie syndicale, de l'autre, est insurmontable. Il ne reste que deux solutions : ou bien, grâce à la pression des masses, les manœuvres bureaucratiques et la bureaucratie elle-même sont balayées, éliminées, ou bien la force conjointe de la bureaucratie syndicale et de l'appareil d'État bourgeois parvient à saboter, à briser la force révolutionnaire des masses.

Dans cette situation, il est du devoir de toutes les organisations de la IV^e Internationale de se placer, sans retard et avec la dernière énergie, au côté des masses révolutionnaires, de s'unir à elles et de les aider à lutter contre le sabotage et la trahison de la bureaucratie. Les fractions syndicales de la IV^e Internationale ont pour tâche d'organiser la résistance des syndiqués contre la bureaucratie réformiste, d'indiquer aux travailleurs l'issue révolutionnaire et de les diriger sur la voie de la révolution.

Dans la situation actuelle, où les bureaucraties réformistes et stalinienne s'enlisent dans le marécage du social-patriotisme et de la collaboration de classes — le Front populaire —, la tâche de préparer le renversement de l'ordre capitaliste revient aux seules organisations de la IV^e Internationale. Il dépend, au premier chef, de leur travail présent et futur que les masses travailleuses commencent à avancer sur le chemin de la révolution ou soient étranglées par la bureaucratie réformiste. Dans ces circonstances, ne pas faire agir dans les syndicats réformistes (et donc dans les entreprises) toutes les forces disponibles équivaldrait à rendre insignifiante, à compromettre la IV^e Internationale. Toute tendance à négliger le travail dans les

organisations syndicales devra donc être combattue constamment avec la plus grande fermeté. L'expérience acquise à travers la politique syndicale du Komintern et de l'ISR qui a mené à une catastrophe politique confère à toutes les organisations de la IV^e Internationale l'obligation d'intervenir systématiquement et intensément dans les syndicats réformistes, de considérer ce travail comme leur tâche primordiale.

6. L'action révolutionnaire dans les syndicats exige que l'on prenne concrètement en compte les besoins et les revendications des travailleurs. Il ne suffit pas de proclamer et de répéter constamment des mots d'ordre révolutionnaires abstraits. Faire du travail syndical signifie mener la guérilla dans l'intérêt des travailleurs et contre les intérêts et les manœuvres de la bureaucratie. Cette lutte ne doit pas être conduite dans l'isolement par les diverses fractions syndicales de la IV^e Internationale. Tous les efforts doivent tendre à attirer les larges masses au mouvement syndical et à obtenir leur coopération. C'est par leur propre expérience pratique dans les syndicats que les masses doivent reconnaître que les intérêts quotidiens du prolétariat sont mieux défendus — avec plus de vigueur — et mieux représentés par les organisations de la IV^e Internationale. C'est la seule façon de gagner la confiance des travailleurs. C'est aussi le moyen de rendre le prolétariat réceptif à nos mots d'ordre en vue d'actions d'envergure décisives.

Les organisations de la IV^e Internationale doivent s'engager dans les luttes syndicales prenant place devant les plus larges masses ; elles doivent s'efforcer de faire participer à la vie organisationnelle du syndicat le plus grand nombre possible de syndiqués. Pour cela, il faut établir une liaison étroite entre l'entreprise et le syndicat. Il faut que les problèmes concernant les syndicats deviennent les problèmes concernant l'entreprise — c'est-à-dire la classe ouvrière dans son ensemble — et vice versa. C'est seulement par cette méthode qu'il sera possible de placer la bureaucratie syndicale sous le contrôle permanent du prolétariat. C'est seulement par cette méthode qu'il est possible de dévoiler ses manœuvres et sa diplomatie secrète.

7. C'est la tâche des organisations de la IV^e Internationale de prendre position pour l'établissement de liens entre les travailleurs et les chômeurs. Il est nécessaire de lutter énergiquement contre les efforts de la bureaucratie réformiste à isoler les chômeurs et à les empêcher de participer à la vie syndicale. Toute division entre chômeurs et travailleurs ne sert que les intérêts de la bourgeoisie — et, aussi, ceux de la

bureaucratie réformiste qui ne se prive pas d'opposer les chômeurs et les travailleurs actifs, tout particulièrement quand il s'agit pour elle de saboter et d'étrangler des grèves et d'autres actions similaires. La solution prolétarienne au problème des chômeurs est de refuser toute division entre chômeurs et non-chômeurs et de créer l'unité d'action la plus étroite entre les deux.

Les organisations de la IV^e Internationale interviennent dans les organisations de chômeurs existantes ou participent activement à la tâche de construction de telles organisations. Dans leur sein, elles développent leur ligne qui est de mettre en contact étroit ces organisations avec les syndicats de masses. Les chômeurs doivent être engagés dans toutes les actions de la classe ouvrière : piquets de grève, etc.

8. Toutes les organisations de la IV^e Internationale ont pour obligation d'inciter tous leurs membres à adhérer à un syndicat.

A l'intérieur des syndicats les militants de la IV^e Internationale doivent s'organiser dans des fractions syndicales qui, à leur tour, doivent être coordonnées sur le plan local et national. Ces fractions peuvent être divisées en fractions restreintes, comprenant uniquement des militants organisés de la IV^e Internationale, et en fractions élargies comprenant tous les sympathisants.

Les fractions syndicales doivent être liées étroitement à la vie quotidienne des syndicats et doivent prendre position sur toute question touchant au syndicalisme. Elles doivent aussi s'efforcer d'établir un contact vivant avec les entreprises, avec les comités d'usines, les conseils d'atelier, etc. Quelle que soit la résolution avec laquelle est menée la lutte contre la bureaucratie réformiste, il faut s'efforcer d'empêcher celle-ci d'exclure les révolutionnaires des syndicats. Plus les liens seront étroits entre les militants de la IV^e Internationale et les travailleurs, plus il sera difficile à la bureaucratie de procéder à des exclusions. Les militants et les organisations exclus doivent rester en contact avec les fractions syndicales et les entreprises. Des campagnes intensives, systématiques seront menées auprès des masses, dans les usines et dans les syndicats, pour leur réintégration.

9. Les organisations de la IV^e Internationale créent une commission syndicale internationale qui a pour objet d'œuvrer à la coopération entre les fractions syndicales nationales et au développement de leur lutte, de construire et d'éduquer par ce moyen un noyau de permanents de la IV^e Internationale qualifiés pour le travail syndical et capables de développer dans les larges masses organisées dans les syndicats l'idée de l'inter-

nationalisme révolutionnaire et de la révolution prolétarienne mondiale.

Dans ce but, la commission syndicale internationale de la IV^e Internationale publie régulièrement un bulletin international portant sur les problèmes syndicaux.

(Traduit de *Party Organizer*, bulletin du SWP, n° 4, juin 1978).

Remarque au sujet d'une thèse syndicale

A la conférence a été soumis le projet d'une thèse syndicale qui, pour des raisons matérielles, n'a pu être traité. Le projet sera publié dans le prochain bulletin du Secrétariat international et tous les camarades sont invités à participer par des contributions de discussion écrites à l'élaboration d'une thèse syndicale.

Règlement

1. L'instance suprême des organisations associées à l'échelle mondiale au mouvement pour la IV^e Internationale est la conférence internationale qui adopte les documents, qui fixe la position du mouvement dans toutes les questions politiques importantes.

2. Entre les conférences internationales, la direction internationale du mouvement est confiée à un Conseil général, composé de membres appartenant à différents pays et organisations de la IV^e Internationale, élus par la conférence internationale.

Le Conseil général a le droit de compter dans ses rangs des membres supplémentaires avec voix délibérative ou consultative, en accord avec l'organisation du pays en question.

Une section nationale a le droit de proposer la révocation de son ou de ses membres du Conseil général, ce qui doit être approuvé par un vote des deux tiers des membres du Conseil général.

Le Conseil général se réunit au moins une fois par an, pour examiner le travail du Bureau pour la IV^e Internationale et du Secrétariat international.

Le Conseil général a le droit de régler les conflits qui surgissent dans le bureau et dans le secrétariat et empêchent le fonctionnement régulier de ce dernier.

3. Le travail journalier pour assurer et élargir les relations parmi les organisations de la IV^e Internationale, pour exécuter

les décisions et appliquer la ligne politique de la IV^e Internationale est assuré par un Secrétariat international pour la IV^e Internationale, composé de cinq membres résidant au siège du secrétariat et élus par la conférence internationale. Trois suppléants sont élus en même temps avec voix consultative, qui devient délibérative avec le remplacement d'un membre régulier par un suppléant.

Le Secrétariat international édite un bulletin international régulier au moins en langues française et allemande, au nom du Secrétariat international pour la IV^e Internationale.

Le Secrétariat international se réunit au moins une fois par semaine pour régler la conduite du travail journalier.

4. Le Bureau pour la IV^e Internationale est composé des membres résidants du Secrétariat international plus six autres représentants avec voix égale élus par la Conférence internationale.

Le bureau se réunit une fois tous les deux mois pour suivre le travail exécuté par le Secrétariat international et pour tracer l'orientation politique et organisationnelle à suivre dans le travail courant du Secrétariat international.

Décision sur le cas Raymond Molinier

La commission d'organisation, de mandats et de conflits, ayant lu l'appel de Raymond Molinier et entendu une déclaration de lui concernant son exclusion ; ayant entendu la déclaration du camarade Pierre Frank pour le groupe minoritaire du bureau politique du Parti ouvrier internationaliste (POI) sur l'exclusion de Raymond Molinier et la situation intérieure du POI déclare

— qu'elle approuve pleinement l'exclusion de Raymond Molinier du POI pour la raison de l'incompatibilité de Raymond Molinier et de ses méthodes avec l'appartenance à une section quelconque de la IV^e Internationale* ;

* Dans un article du 24 janvier 1940 Trotsky écrit que beaucoup des adversaires de Raymond Molinier dans l'organisation française avaient ses défauts sans avoir ses qualités et qu'il renouvellerait la tentative d'unification avec le groupe Molinier qui n'a pu aboutir en septembre 1938. L'unification sera réalisée, enfin, par la conférence européenne de février 1944 qui précise : « Dans un but d'unité, la conférence européenne avec le recul des dernières années, juge qu'il n'y a aucune raison, ni sur le plan personnel, ni sur le plan politique, concernant l'activité passée du camarade Raymond Molinier qui empêcherait son entrée dans le parti unifié. »

— que toute collaboration politique ou organisationnelle avec Raymond Molinier dans toute activité politique ou littéraire qu'il puisse entreprendre est également incompatible avec l'appartenance au POI ou à toute autre section de la IV^e Internationale ;
— que le groupe minoritaire du POI doit désormais conduire son attitude et ses discussions d'une manière loyale, en accord avec les décisions et la discipline du POI et de ses instances dirigeantes, de même qu'avec la discipline de l'organisation internationale.

V

La conférence de fondation de la IV^e Internationale

(3 septembre 1938)

INTRODUCTION

La fondation de la IV^e Internationale, qui aurait pu voir le jour fin 1933, et n'a pu aboutir en raison de la défaillance des alliés centristes qui firent machine arrière, s'accomplit cinq ans plus tard. Trotsky trouva ce retard regrettable alors que toute son activité au long de ces années tendait inlassablement vers cet objectif primordial. « La tenue de cette conférence représente un grand succès, annonce-t-il en guise de préface. Une tendance révolutionnaire intransigeante, soumise à des persécutions que n'a sans doute jamais endurées aucune autre tendance politique dans l'histoire mondiale, a de nouveau montré sa force » (Writings of L. Trotsky, 1937-1938, p. 435). Évoquant les trois étapes de la préhistoire de la IV^e Internationale, après celle où l'Opposition œuvrait encore à une possible régénération du Komintern, l'entrée dans les Partis socialistes a été à ses yeux particulièrement salutaire pour l'éducation des sections : « Nos cadres ont grandi de toute une tête. » Il se félicite, par ailleurs, « que se soient séparés de nous les sectaires incorrigibles, les confusionnistes et les escamoteurs » qui paralysent le mouvement. Dans la troisième étape, il faut faire face aux tâches d'un mouvement de masse. « Le reflet de ce tournant considérable, c'est le programme de l'époque de transition, dont l'importance est de donner non pas un plan théorique a priori, mais de tirer le bilan de l'expérience déjà accumulée des sections [...] L'adoption de ce programme, préparée et assurée par une longue discussion préalable [...] représente notre conquête capitale. »

C'est donc dans une période de réaction internationale profondément marquée par les défaites du prolétariat, où le tragique épisode des Fronts populaires en Europe rendent inévitable la Seconde Guerre mondiale, que Trotsky et ses partisans fondent

une nouvelle internationale. Jamais une direction mondiale de la révolution n'avait été créée dans des circonstances aussi dramatiques. Trotsky est conscient, naturellement, des conditions très défavorables et ne songe pas à dissimuler les difficultés de la tâche.

« La classe ouvrière, surtout en Europe, se trouve toujours dans une situation de retraite ou, au meilleur des cas, d'attente. Les défaites sont encore trop fraîches, et leur série ne s'est pas encore épuisée. Elles ont pris la forme la plus aiguë en Espagne. C'est dans ces conditions que se développe la IV^e Internationale. Qu'il y a-t-il d'étonnant à ce que sa croissance aille plus lentement que nous le voudrions ? Les dilettantes, les charlatans ou les imbéciles, qui ne sont pas capables de pénétrer dans la dialectique des flux et des reflux historiques, ont tenté plus d'une fois de rendre leur verdict : « Les idées des bolcheviks-léninistes sont, peut-être, justes, mais ils sont incapables d'édifier une organisation de masses ». Comme si une organisation de masses pouvait s'édifier dans n'importe quelles conditions ! Comme si un programme révolutionnaire n'obligeait pas dans une époque de réaction à rester en minorité et à nager contre le courant ! Ne vaut rien le révolutionnaire qui mesure les rythmes de son époque sur sa propre impatience. Jamais encore la voie du mouvement révolutionnaire mondial n'a été encombrée par de si monstrueux obstacles qu'actuellement, à la veille d'une nouvelle époque de formidables secousses révolutionnaires. Une appréciation marxiste exacte de la situation impose la conclusion que malgré tout nous avons remporté dans les dernières années des succès inappréciables. »

A la veille de la conférence, les activités criminelles de la Guépéou contre les militants de la IV^e Internationale s'étaient intensifiées. En 1937, le secrétaire de Trotsky en Norvège et membre du Secrétariat international, Erwin Wolf, était enlevé et assassiné en Espagne. Ignace Reiss, l'agent secret de la Guépéou qui avait envoyé sa démission à Staline et annoncé son adhésion à la IV^e Internationale, est abattu en Suisse. En février 1938, Léon Sedov, le propre fils de Trotsky, est décédé dans des conditions plus que suspectes dans une clinique parisienne, et en juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la IV^e Internationale, responsable de la préparation de la conférence de fondation, est assassiné à Paris. Un nombre important de documents destinés à la conférence disparurent avec lui.

La conférence de fondation a siégé dans la banlieue de Paris, à Périgny, dans le pavillon-grange appartenant à Alfred Rosmer. L'essentiel des travaux eut lieu en commissions qui travaillèrent

un bon mois, avant et, en partie, après la conférence. Celle-ci ne s'est tenue en assemblée plénière qu'une seule journée, le 3 septembre 1938, pour ne pas courir le risque d'une machination de la Guépéou. Son lieu fut tenu secret et l'on déclara qu'elle s'était tenue en Suisse. Les délégués représentant les organisations de douze pays, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Union soviétique, Italie, Brésil, Pologne, Belgique, Autriche, Pays-Bas et Grèce — proclamèrent le nouveau « Parti mondial de la révolution socialiste ». Trotsky avait le souci de rechercher un titre qui ferait éclater le plus clairement, avec l'exactitude politique requise, le programme et le but de la nouvelle internationale. On ne peut se limiter à un chiffre qui n'exprime pas une idée, estimait-il. L'internationalisme, au cœur de toute son œuvre, la stratégie du combat mondial, la notion de parti international ne pouvaient être formulés avec plus de bonheur.

Une internationale de la jeunesse était simultanément créée. De nombreux autres groupes n'étaient pas représentés pour des questions de distance, d'illégalité ou autres, mais avaient signifié à la conférence leur adhésion à la IV^e Internationale et avaient activement contribué, par leur participation aux discussions préparatoires, à l'élaboration des thèses adoptées. La liste complète des organisations membres du mouvement figure dans les procès-verbaux qui permettent, cette fois, de prendre connaissance de la teneur des discussions. Cette conférence fut, incontestablement, mieux préparée que les précédentes. La chose n'était pas aisée pour un mouvement disposant de ressources très modestes. Un des points les plus controversés au cours des débats fut celui de la proclamation de la IV^e Internationale. Les délégués polonais, inspirés par Deutscher, et Craipeau, de la minorité française, soutinrent que les conditions n'étaient pas remplies pour prendre une telle décision et reprirent les arguments développés le plus souvent. Les attendus de Craipeau reflètent la conviction qu'il avait déjà que la disparition du POI, en vue d'une adhésion au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), deviendra bientôt une nécessité.

Quant aux résolutions adoptées, on ne peut manquer d'être frappé par l'extrême sévérité du texte sur la section française. En six séances de travail, la commission parvint avec difficulté à se mettre d'accord et à élaborer un texte qui ne sera achevé qu'après la conférence plénière. Les défauts chroniques de l'organisation sont décrits sans ménagement. Le mal était sérieux, à n'en pas douter, et les recommandations de la conférence ne parvinrent pas, apparemment, à y porter remède.

Une crise fatale éclata peu après, à propos de l'adhésion au PSOP, qui s'acheva par un véritable éclatement du POI en 1939. Notons que la résolution relative à l'Extrême-Orient a été écrite par Li Fu-jen à la suite d'une discussion avec Trotsky.

L'apport programmatique majeur de cette conférence reste, évidemment, le texte rédigé par Trotsky : « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale », plus connu sous le nom de Programme de transition, dont le but était de transmettre l'héritage programmatique du bolchévisme et « d'aider les masses, dans le processus de la lutte quotidienne, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste ». Ce programme ayant fait l'objet de nombreuses rééditions — dont celle parue à La Brèche en 1977 qui comprend des commentaires et des documents annexes importants — nous n'avons pas jugé utile de le reproduire dans les pages qui suivent. Une première édition du programme qui servit d'introduction à la discussion fut publiée en mai 1938, dans le n^o 8 de la revue Quatrième Internationale, avec le sous-titre : « La mobilisation des masses autour des revendications transitoires, préparation à la conquête du pouvoir ». Des éditions en allemand, en anglais, en espagnol et en russe paraissaient simultanément.

Les procès-verbaux ne font pas mention de la présence de deux délégués autrichiens, Georg Scheuer et Karl Fischer, représentants des Communistes révolutionnaires (RK), pas plus que de leurs interventions. Ces délégués firent une critique acerbe de la IV^e Internationale à partir de conceptions ultra-gauchistes. Leur groupe en exil s'éloignera de plus en plus du mouvement. Que dire, enfin, de la présence de Mark Zborowski, dit Étienne, agent de la Guépéou, découvert après la guerre, dont certains se méfiaient déjà, conduit par prudence au dernier instant au lieu de la conférence où il est le délégué de la section russe ? Son rôle dans la fin de Sedov, dont il a été le plus proche collaborateur, fut certainement décisif. Il est rapporteur sur la question de l'URSS et insistera en vain pour être membre du Comité exécutif international.

Les relations avec les organisations centristes s'étaient encore dégradées, en général, depuis la conférence de 1936. En Espagne, les militants trotskystes avaient rompu avec le POUM. Néanmoins, le PSOP de Marceau Pivert et le POUM furent conviés à envoyer des observateurs à la conférence et acceptèrent l'invitation, mais, finalement, n'y assistèrent pas à cause de la stricte clandestinité observée. Une commission fut chargée de les rencontrer. Les cas du PSOP, qui venait de se constituer, et du

POUM différaient par certains côtés de ceux des organisations affiliées au Bureau de Londres. Subissant la pression de la situation et le poids accru du stalinisme, le SAP avait donné son adhésion à un fantomatique Front populaire allemand et l'un de ses dirigeants, Walcher, qui s'était entretenu pendant plusieurs jours avec Trotsky à Royan, en août 1933, refusa, sous des prétextes futiles, de témoigner dans le cadre du contre-procès de Moscou instruit par la commission Dewey aux États-Unis.

Trotsky devait écrire un mois après le congrès (article « L'Internationale des citrons pressés » du 10 octobre, cf. Front populaire, révolution manquée de D. Guérin, éd. Maspero) : « Les Fenner Brockway, les Walcher, les Sneevliet, les Brandler, les Pivert, ainsi que les éléments rejetés de la IV^e Internationale, ont eu le temps durant des années — pour certains durant des dizaines d'années — de révéler leur éclectisme incorrigible dans la théorie, leur stérilité dans la pratique. Ils sont moins cyniques que les staliniens, et tant soit peu plus à gauche que les social-démocrates de gauche, voilà tout ce que l'on peut dire d'eux. C'est pourquoi, dans le tableau des Internationales, il faut les marquer du numéro 3 1/8 ou 3 1/4 [...] Ils entreront dans l'histoire comme l'association des citrons pressés. » La rupture ayant été consommée avec le RSAP de Sneevliet, qui avait entretenu simultanément des attaches avec le Bureau de Londres et la IV^e Internationale, un groupe bolchevik-léniniste néerlandais comprenant quelques dizaines de membres exclus du RSAP, localisé surtout à Rotterdam, est devenu la section officielle.

Les documents de la conférence de fondation ont paru pour la première fois en français dans Quatrième Internationale, n^o 12-13 de septembre-octobre 1938. Nous avons jugé utile d'ajouter au compte rendu analytique le procès-verbal reproduit dans Documents of the Fourth International (Pathfinder, 1973), communiqué par Tamara Deutscher, les deux textes étant complémentaires.

Manifeste aux travailleurs du monde entier

Travailleurs, exploités et peuples coloniaux de tous les pays !

La conférence de fondation de la IV^e Internationale — le parti mondial de la révolution socialiste —, qui s'est tenue en septembre 1938, vous lance cet appel urgent au moment où le plus grand péril menace les masses du monde entier et la cause de leur émancipation de l'esclavage moderne.

Nous sommes placés devant les horreurs d'une nouvelle

guerre impérialiste mondiale. C'est un mensonge monstrueux de croire que la guerre aura lieu entre des nations « pacifiques » et des nations « belliqueuses », car elle est inhérente au capitalisme lui-même, et toute nation capitaliste est engagée dans la course folle aux armements.

C'est un mensonge monstrueux de dire que la guerre aura lieu entre des pays « démocratiques » et des pays « dictatoriaux », car les « démocraties » sont déjà alliées avec de nombreuses dictatures, et, lorsque la guerre éclatera, les premières victimes seront les droits et les institutions démocratiques déjà largement sapés dans les pays « pacifiques ».

C'est mentir que d'affirmer que la guerre aura lieu pour l'indépendance nationale ou la liberté de la Tchécoslovaquie. C'est une tromperie cruelle dans laquelle la Tchécoslovaquie joue le même rôle que la « pauvre Belgique ».

Les impérialistes anglo-français, qui abattent sans merci les combattants de l'indépendance aux Indes, en Syrie, en Tunisie, en Algérie, en Palestine et partout, ne reconnaissent que leur « droit indépendant » à exploiter des millions d'esclaves à travers le monde.

Toutes les classes dirigeantes des pays capitalistes sont des bandits ! Leur guerre, malgré les prétentions et mots d'ordre hypocrites, sera une guerre de bandits. Ce ne sera pas une guerre ouvrière, mais au contraire, les ouvriers et, en général, les exploités en seront les victimes. Ce ne sera pas une guerre pour la démocratie, car la véritable démocratie pour les masses ne peut être gagnée que dans la lutte contre la domination capitaliste ; et même les droits démocratiques dont jouissent encore les masses ne peuvent être préservés et étendus, comme l'exemple de la guerre civile espagnole l'a montré, que par les méthodes de la lutte de classes militante, révolutionnaire, vers le socialisme.

Ce ne sera pas une guerre dans l'intérêt des ouvriers, car les assauts contre les conquêtes sociales des ouvriers français en juin 1936, spécialement la semaine de 40 heures, au nom de la « défense nationale », montrent que la défense des intérêts économiques et sociaux les plus élémentaires des masses — leur pain quotidien et leur liberté — est incompatible avec la défense de la patrie de la bourgeoisie.

Hitler, qui a détruit toutes les conquêtes sociales de la classe ouvrière allemande et autrichienne, mène la lutte au nom du capitalisme allemand contre les intérêts des peuples d'Europe.

Avec les menaces de guerre, nous soulignons encore que l'ennemi principal reste dans son propre pays. La classe ouvrière

n'a pas de patrie à défendre, sauf celle qu'elle a conquise et qu'elle domine. Pas de soutien aux fauteurs de guerre et aux guerres impérialistes est notre cri. Continuation de la lutte des classes dans toutes les situations et utilisation de la crise guerrière pour le renversement de la domination capitaliste, c'est-à-dire de la guerre et du capitalisme lui-même !

Le monde capitaliste est blessé à mort. Dans son agonie, il exhale les poisons du fascisme et de la guerre totalitaire, qui menace de réduire partout les ouvriers et les paysans à un nouveau et horrible servage et de déchaîner les forces de destruction qui déracineront toute la civilisation moderne.

Au milieu de l'abondance, avec un appareil de production qui pourrait, bien organisé et dirigé, couvrir plus que tous les besoins actuels de l'humanité, le capitalisme voue des millions d'hommes au chômage, à de misérables allocations ou à la famine.

La classe dirigeante, qui secoua jadis les chaînes du féodalisme au nom de la démocratie et de l'égalité, combine maintenant les plus sombres forces de la réaction et les éléments les plus abjects des bas-fonds de la société, pour abolir tous les droits démocratiques conquis dans le sang du peuple. Elle veut, par le poignard et le knout fasciste, préserver sa souveraineté qui se survit de la victoire inexorable du socialisme.

Le capitalisme est complètement incapable d'assurer la prospérité des masses, et tout aussi incapable d'assurer la paix. Moins d'une génération a passé depuis la dernière « guerre qui tuera la guerre » et nous nous trouvons, déjà, au seuil d'une nouvelle guerre mondiale, infiniment plus effroyable que la précédente.

Une fois de plus, on appelle les exploités à se massacrer mutuellement pour leurs maîtres impérialistes respectifs. Une fois de plus, les mères du peuple sont appelées à jouer le rôle de productrices de chair à canon. Une fois de plus on fera des champs, des tranchées sanglantes, et des villes des tombes dévastées, pour que les impérialistes préservent leurs profits et leurs colonies, ou en acquièrent de nouvelles.

Le capitalisme a failli. Ses relations sociales, ses limites nationales étranglent le développement économique et social de l'homme. Il est plus que mûr pour la réorganisation socialiste. Son existence prolongée ne peut qu'ajouter la misère et l'horreur sans fin.

L'humanité ne peut être sauvée de la nouvelle barbarie qui la

menace que sous la direction de la classe ouvrière révolutionnaire, champion historique et allié des paysans sans terre ou accablés de dettes, et des millions d'esclaves coloniaux noirs, bruns et jaunes.

Mais la grande tragédie du prolétariat réside aujourd'hui dans le fait que des freins paralysants l'empêchent de réaliser sa mission émancipatrice, freins moins puissants que ceux du capitalisme lui-même, mais plus subtilement et insidieusement fabriqués et grâce auxquels les partis traditionnels du travail, la II^e et la III^e Internationale, lui ont lié pieds et poings.

Les chefs de la II^e Internationale agissent comme les agents directs de l'impérialisme « démocratique », l'aidant à atténuer les chocs de la lutte de classe, et espérant ainsi préserver leur position dans la démocratie capitaliste déclinante. Ceux de la III^e Internationale, trahissant tous leurs principes et idéaux traditionnels, ont été convertis en instruments de la bureaucratie soviétique. Les deux vieilles Internationales diffèrent maintenant surtout dans la mesure où diffèrent la bourgeoisie anglo-franco-américaine et la clique stalinienne dirigeante.

Au lieu d'expédier le cadavre putréfié du capitalisme dans les limbes de l'histoire, la social-démocratie et le stalinisme s'unissent pour le replâtrer et le préserver. Ils ont depuis longtemps abandonné la lutte des classes. Ils concentrent tous deux leurs efforts à entraîner la classe ouvrière à servir le capitalisme, au nom d'une « démocratie » et d'un front populaire falsifiés, au lieu de détruire le monstre. Ils soutiennent la domination des peuples coloniaux par leurs impérialismes respectifs et offrent leur aide militaire dans le même but.

Ni l'une ni l'autre des vieilles Internationales n'ont été capables d'organiser la résistance prolétarienne au fascisme, en Allemagne ou en Autriche. Même en Espagne, où le prolétariat, aux côtés duquel nous nous tenons fermement et avec enthousiasme, a montré sa capacité de lutter effectivement contre la bête fasciste, les vieux partis ont sapé sa résistance et ont brutalement exterminé les forces révolutionnaires à l'arrière de leur propre front, en agissant comme les agents de l'impérialisme anglo-français et de la bureaucratie de Moscou.

En vérité, en abandonnant la vigilance de classe des ouvriers, en abandonnant l'indépendance du mouvement ouvrier et en le subordonnant à la bourgeoisie « démocratique », ils ont facilité la victoire du fascisme, dont l'objectif, qui est d'écraser le prolétariat comme mouvement indépendant et comme classe, est partiellement atteint à l'avance par les vieilles internationales.

Non moins traître est le rôle joué par la social-démocratie et le

stalinisme en face du danger de guerre imminent. Plus cyniquement que la II^e Internationale avant la dernière guerre, lorsqu'elle adoptait au moins formellement une position anti-guerrière, les deux Internationales réclament maintenant elles-mêmes la responsabilité de conduire les masses à la boucherie.

Elles n'ont ni le désir, ni la possibilité d'organiser la lutte contre la guerre impérialiste qui vient. Au contraire, complètement corrompues par le social-patriotisme et arborant le drapeau de pirate de l'impérialisme « démocratique », les sociaux-patriotes agissent déjà comme sergents recruteurs de l'impérialisme.

Le rôle qu'ils jouent dans la défense de l'Union soviétique est tout aussi perfide. Ils ne défendent pas la grande révolution russe, mais la bureaucratie réactionnaire usurpatrice. Ils ne posent pas les bases de la société socialiste ; ils sapent les fondations posées il y a vingt ans par les masses russes sous la direction des bolcheviks.

Nous, IV^e Internationale, défenseurs loyaux de l'URSS contre tous ses ennemis, au-dedans et au dehors, accusons le stalinisme d'avoir soumis la vie économique du pays aux intérêts de la clique bureaucratique du sommet. Partisans de la véritable démocratie prolétarienne, nous accusons le stalinisme d'avoir privé les masses soviétiques de toutes les grandes libertés conquises les armes à la main.

La bureaucratie réactionnaire a établi en URSS un régime totalitaire odieux grâce à un régime sanglant de terreur continue, complété par les attaques de gangsters contre les révolutionnaires à l'étranger et la corruption du mouvement ouvrier et intellectuel. Ce régime discrédite le nom du socialisme. Les prétendus partis communistes ne sont rien d'autres que des agences soudoyées par ce régime totalitaire, dont le seul but mondial est le maintien du *statu quo* impérialiste. La II^e Internationale diffère du stalinisme seulement par sa critique purement verbale et superficielle. Le bonapartisme mine la révolution bolchévique.

Le prolétariat mondial ne peut pas avancer sans rompre les chaînes qui le rattachent aux vieilles Internationales et à leur politique. L'anarchisme, qui s'est montré en Espagne prisonnier de sa propre doctrine, et capitula devant la bourgeoisie au nom du Front populaire, ne peut arriver à opérer cette rupture. Tout aussi futiles sont les petits groupes centristes, unis dans le Bureau de Londres, qui refusent de briser clairement avec les vieilles Internationales en prenant la voie d'une lutte de classes conséquente, vers le socialisme internationaliste révolutionnaire.

C'est seulement en faisant vivre les grandes traditions du marxisme révolutionnaire, en rompant avec la collaboration de classes, le social-patriotisme et les prêtres de la soumission dans le mouvement ouvrier, et en prenant la voie d'une lutte de classes résolument agressive, en lançant l'assaut contre la forteresse du capitalisme, avec les armes invincibles forgées par nos grands maîtres, Marx et Engels, Lénine et Trotsky, que les exploités du monde peuvent s'écarter de la stagnation et de la défaite, et marcher en avant, comme la solide phalange de l'avenir socialiste.

C'est la voie de la IV^e Internationale ! Elle s'appuie sur les fondements inébranlables des principes du marxisme-léninisme révolutionnaire. Elle se proclame fièrement l'héritière et la continuatrice de la I^{re} Internationale de Marx, de la Révolution russe et de l'Internationale communiste de Lénine.

La IV^e Internationale ne cache pas ses objectifs. Son programme est connu de la classe ouvrière. C'est le programme de l'opposition irréconciliable et de la lutte contre l'injustice, contre l'exploitation, contre l'oppression.

Par-dessus tout, dans la période cruciale actuelle — période de crise vitale pour la classe ouvrière et l'humanité tout entière —, la IV^e Internationale lance un appel aux ouvriers et aux peuples opprimés du monde entier.

Aux ouvriers français et allemands spécialement, qui sont menacés de destruction mutuelle dans l'intérêt de l'impérialisme, nous disons : comme le prolétariat de partout, vous haïssez le bourreau Hitler. Comme vous, nous sommes déterminés à abattre le fascisme et toutes les dominations oppressives.

Mais le fascisme ne peut pas être et ne sera pas abattu par les baïonnettes de l'impérialisme français. Seule l'action de classe indépendante du prolétariat mettra fin à la domination hideuse du fascisme.

Unissez-vous dans la lutte de classes sans répit contre le fascisme et la guerre impérialiste.

Unissez-vous pour la liberté des peuples coloniaux contre la tyrannie de la domination impérialiste.

Unissez-vous dans la seule guerre juste et sacrée, la guerre contre les oppresseurs, les exploités, contre leurs agents perfides dans le mouvement ouvrier.

Vive la IV^e Internationale !

Vive la révolution socialiste internationale !

Le Comité exécutif international de la IV^e Internationale.
(Parti mondial de la révolution socialiste.)

Appel pour les emprisonnés et les victimes de la lutte de classes

Au moment où les représentants des bolcheviks-léninistes de tous les pays, réunis en une conférence internationale, constituent formellement la IV^e Internationale — Parti mondial de la révolution socialiste — leur pensée et leur salut révolutionnaires vont tout d'abord à tous leurs camarades qui, dans le monde entier sont les victimes de la répression capitaliste et des dictatures totalitaires.

Faibles et jeunes sont encore nos cadres ; mais nombreux sont déjà ceux des nôtres qui se trouvent dans les prisons et les camps de concentration répartis dans le monde par des régimes bourgeois pourrissants et des gouvernements réactionnaires.

De l'Indochine opprimée par l'impérialisme français, à travers les barreaux de sa prison, nous arrive la voix indomptable de Ta Thu-tau, infirme, paralytique, mais aussi intransigeant, aussi fidèle que jamais ; au Brésil, un jeune travailleur et militant bolchevik-léniniste, Hilcar Leite, malade, torturé, condamné à quatre ans et demi de prison, menacé d'une nouvelle condamnation encore plus féroce, ne faiblit pas, mais avec ses camarades de geôle réaffirme son inébranlable foi dans la victoire de notre cause et n'attend la libération que des triomphes de la IV^e Internationale ; nos héroïques camarades de Grèce qui se trouvent par dizaines et dizaines dans les îles de déportation de Metaxas, soutiennent, avec une vaillance magnifique, le drapeau de la révolution socialiste, autour de Stinas, condamné à cinq ans de prison et à la détention perpétuelle, de Pouliopoulos dont on ignore le sort et jurent de venger leur camarade Scalaios mort dans le camp de concentration d'Akronauplie.

Les camps de concentration d'Allemagne et d'Autriche sont remplis de militants dévoués, révolutionnaires « trotskystes » implacables qui tiennent tête aux bourreaux déchainés de Hitler ; les bolcheviks-léninistes polonais ne sont pas épargnés par la dictature bonapartiste et, dans les geôles de Pologne continuent le combat pour la cause du socialisme.

Cependant les trotskystes ne sont pas victimes seulement des dictatures fascistes et bonapartistes : les gouvernements dits démocratiques s'acharnent aussi contre notre mouvement et nos camarades ; au Maroc, en Chine, en Amérique latine, en France, aux États-Unis, partout nos camarades sont en butte aux persécutions policières. En Espagne, tandis que les bandes mercenaires de Franco assassinent dans les tranchées républicaines les meilleurs combattants, sans distinction de partis, le gouver-

nement de Negrin fait la chasse aux militants révolutionnaires les plus éprouvés quand il ne les abandonne pas simplement aux agents à la solde de Staline. Aux héroïques bolcheviks-léninistes espagnols qui combattent dans les lignes républicaines les bandits fascistes ou, dans les prisons de Negrin et de la Guépéou, soutiennent sans défaillance le programme de la révolution socialiste — seul gage de la victoire sur Franco ! — à Grandiso Munis, à Carlini et leurs compagnons, le salut de la première conférence internationale de la IV^e Internationale.

En Chine, même situation qu'en Espagne ; nos camarades, tout en faisant échec, dans les premiers rangs de l'armée chinoise, à l'envahisseur japonais, sont poignardés dans le dos par les agents de Tchiang Kai-chek et de Staline qui préparent ainsi le terrain à un compromis de trahison avec les bandits impérialistes japonais.

La IV^e Internationale incline son drapeau sans tache devant la tombe encore fraîche de nos héroïques camarades qui, ces deux dernières années, tombèrent sous les balles de Franco en Espagne ; sous la hache ou dans les camps de concentration de Hitler, en Allemagne et en Autriche ; dans les prisons et dans les îles de déportation de Metaxas et de Vargas, en Grèce et au Brésil ; sous les coups des dictatures bonapartistes en Pologne, en Chine ; sous les balles et tortures staliniennes en URSS, en Espagne, en Chine, en Suisse, en France, etc.

Robert de Fauconnet, Aimé Pasque, Medeiros, Scaliros, Hans Freund, Isidor Fassner, Erwin Wolf, Ignace Reiss, Rossini, Léon Sedov, Rudolf Klement ! Vos noms sont inscrits sur son drapeau ! Elle salue encore les jeunes et obscurs révolutionnaires qui, en Russie, tombent assassinés par la Guépéou en criant : « Vive Trotsky ! ».

Toutes ces répressions, toutes ces tortures, tous ces assassinats ne nous arrêteront pas, car notre tâche est tracée par l'histoire, non par les mesures de police et de terreur de l'appareil d'État, même le plus puissant, et le plus totalitaire.

La première conférence internationale du Parti mondial de la révolution socialiste adresse encore son salut et sa solidarité à tous les militants révolutionnaires jetés dans les prisons bourgeoises, dans les prisons fascistes, dans les prisons staliniennes.

Elle invite tous les camarades, sympathisants et prolétaires conscients à faire passer dans la pratique leur sentiment de solidarité révolutionnaire.

Le salut de la révolution socialiste exige que les militants

éprouvés se sentent soutenus par une solidarité internationale effective et agissante.

Le sacrifice d'aujourd'hui est le gage du triomphe de demain. La révolution prolétarienne victorieuse, sous le drapeau de la IV^e Internationale, vengera les camarades qui sont tombés et arrachera des prisons les militants victimes de l'oppression capitaliste et de la terreur fasciste et stalinienne.

Compte rendu d'une partie des délibérations de la conférence

Il ne nous était pas possible, pour des raisons matérielles, d'éditer le compte rendu de la totalité des discussions de la conférence internationale, qui se sont étendues sur plusieurs semaines. Le secrétariat a donc dû se borner à un choix, en s'attachant particulièrement aux décisions prises en séances plénières.

On trouvera la conclusion des importants débats des sections nationales dans les résolutions relatives à ces pays (Angleterre, Mexique, Grèce, France, etc.). Nous pensons que ces brefs matériaux serviront utilement à compléter le recueil des résolutions et documents adoptés par la conférence de fondation de la IV^e Internationale.

Après le travail des commissions, sous la direction du Secrétariat international, pendant un mois environ, s'est tenue une assemblée plénière de la conférence, seule mandatée pour prendre des décisions définitives sur les points essentiels discutés pendant toute la préparation de la conférence internationale.

Rapport du Secrétariat international*

Vilain expose dans quelles conditions a été convoquée et préparée cette conférence internationale et propose un ordre du jour des travaux des séances plénières.

Les séances plénières ont été préparées, avec la collaboration et sous la direction du SI, par des commissions particulières qui soumettront le résultat de leurs travaux à la conférence. Les séances plénières pourront elles-mêmes être suivies de réunions de commissions spéciales destinées aux travaux complémentaires

* Les noms et pseudonymes des participants à la conférence qui n'étaient indiqués en 1938 que par des initiales sont mis en toutes lettres. Pour les pseudonymes, se reporter aux notes biographiques en fin de volume.

de rédaction et de mise au point. Ces commissions, désignées par la conférence, seront seulement des commissions d'exécution.

L'ordre du jour des sessions plénières comporte :

1. rapport du SI ;
2. thèses internationales, qu'on peut diviser en trois grands chapitres :
 - questions ouvrières (comités, syndicats, contrôle ouvrier, etc.) ;
 - URSS ;
 - problème de la guerre ; situation en Espagne et en Chine ;
3. statuts de l'organisation internationale et détermination de son rôle ;
4. rapports des commissions (polonaise, française, anglaise, grecque, mexicaine) ;
5. solidarité internationale ;
6. jeunes ;
7. nomination du Comité exécutif international.

A la présidence d'honneur de la conférence, tous les délégués placent les noms de nos chers camarades Léon Sedov, Erwin Wolf, Rudolf Klement, anciens membres du Secrétariat international des bolcheviks-léninistes, tombés dans la lutte contre la contre-révolution stalinienne ; de Ignace Reiss, Moulin (Freund), Rossini, Scalaïos, tous victimes de la terreur fasciste et stalinienne et de tous les emprisonnés et victimes de la lutte de classes internationale, combattants de la IV^e Internationale, au premier rang desquels Ta Thu-thau.

Puis, Vilain fait, au nom du SI, un bref rapport résumant l'activité du SI depuis juillet 1936, date de sa précédente désignation.

En 1936, la conférence a été préparée rapidement, les documents principaux n'avaient pas été discutés dans les sections. Un progrès important a été fait. Cette conférence a été préparée dans des conditions très difficiles, sous le coup d'une répression sans précédent de notre mouvement. Notre camarade Klement a été tué au cours même de la préparation. Cependant, nous sommes parvenus à assurer une véritable et profonde préparation politique. Les thèses politiques générales ont été éditées au mois de mai, en français, allemand, anglais, russe, et discutées, aussi bien par les directions des sections nationales que par les membres de la base.

Des commissions ont préparé le travail dans diverses sections. Un projet de statut a été préparé et discuté au SI et dans les principales sections nationales. Enfin, des conférences prépa-

ratoires ont eu lieu à Mexico pour l'Amérique latine, et à New York pour tous les pays de l'Amérique et du Pacifique. Des problèmes, comme ceux de l'URSS, ont été largement discutés dans les congrès nationaux de nos sections, et de nombreux documents publiés dans notre presse. Cette conférence représente vraiment un effort d'élaboration politique important.

En même temps, nos sections ont été entre 1936 et 1938 beaucoup plus étroitement mêlées aux luttes nationales et internationales qu'auparavant. La vie politique a été étudiée avec une participation plus grande de chaque section. Il suffit de mentionner dans ce laps de temps de deux ans les grands événements suivants :

a. La révolution et la guerre civile d'Espagne sont actuellement dans une phase de déclin. Le travail de nos camarades en Espagne, même peu nombreux, a fourni à tout le mouvement un matériel politique et organisationnel extrêmement riche. Des camarades de plusieurs pays se sont rendus en Espagne. Les événements d'Espagne ont permis une large vérification politique de nos conceptions, même dans nos rangs. Si les résultats ont été insuffisants, cela est dû surtout à l'évolution politique antérieure en Espagne, parmi nos amis. Le SI a joué un rôle important dans le maintien des positions marxistes dans la révolution espagnole, et a été seul à le faire.

b. URSS. Depuis deux ans, progrès énormes du bonapartisme stalinien*. Les trois procès** ont marqué une étape de grande importance. Toute l'ancienne génération dirigeante des bolcheviks ralliés à Staline a péri. Le SI et nos diverses sections ont fourni un gros effort contre les procès de Moscou, qui a permis d'élargir notablement l'agitation dans divers pays (France, États-Unis). Le problème russe a été très discuté et a fait l'objet d'articles et de documents nombreux parus dans notre presse.

c. L'expérience du Front populaire. Nos organisations, surtout en France et en Belgique ont été amenées à intervenir dans les mouvements de grève, à démasquer l'alliance bourgeoise du FP. Précisément, sur ce point, les thèses internationales contiennent le fruit d'une expérience concrète de nos sections européennes, et pas seulement des directives élaborées dans l'abstrait.

* En 1933 Trotsky utilise la notion de bonapartisme pour caractériser le pouvoir soviétique, suite à la concentration du pouvoir entre les mains de Staline.

** Les trois procès de Moscou : août 1936 (Zinoviev-Kamenev), janvier 1937 (Piatakov-Radek), mars 1938 (Boukharine-Rykov-Racovsky).

d. Le danger de guerre impérialiste. Depuis deux ans, ce danger a pris une forme plus précise. La lutte pratique de nos sections contre le chauvinisme, l'Union sacrée, les sophismes opportunistes a été tout à fait générale et elle aussi a été appuyée, dans les principaux pays, sur l'expérience d'une lutte avec l'avant-garde ouvrière. Les événements d'Extrême-Orient, d'Europe centrale, en particulier, ont été étudiés.

Dans un rapport étendu, il conviendrait aussi de marquer toutes les magnifiques expériences de luttes des bolcheviks-léninistes indochinois, des organisations d'Amérique du Sud, en particulier.

Travail du SI — La conférence de juillet 1936 avait nommé un conseil général, organisme qui n'a jamais existé, et dont plusieurs membres nous ont quittés. En fait, c'est le Bureau international et le Secrétariat international (SI) qui ont travaillé.

Dans le BI et dans le SI il y a eu des modifications dans la composition.

Le SI a assuré une direction internationale dans les questions essentielles ; Il a développé les liaisons, lutté pour le programme marxiste. Parallèlement, le bureau des jeunes, bien que restreint, a préparé une renaissance de notre mouvement dans les jeunessees.

Le SI de la IV^e a maintenu une cohésion politique dans le mouvement alors que le Bureau de Londres s'est révélé depuis 1936 un lieu de passage et a été quitté par le parti ouvrier norvégien, passé à la II^e Internationale. Le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), sous la pression de sa base, n'y a pas adhéré. Il n'y reste que l'Independent Labour Party (ILP) en passe de réintégrer le Labour Party. Le reste est composé de petits groupes sans programme politique défini. Dans la conférence restreinte qu'il a convoquée au printemps, ce bureau n'a même pas rompu explicitement avec la politique de Front populaire. Il s'est associé avec les brandlériens.

Stefan. — Demande s'il y a une augmentation du nombre de nos sections et un examen de l'activité pratique du SI.

Vilain. — Répond qu'il y a une augmentation, et met en détail la conférence au courant du travail pratique du SI, en particulier dans la situation espagnole et française. Il souligne que le travail pratique ne peut être que ce que lui permet la vitalité réelle des sections.

Boitel. — Demande comment s'est réglée l'invitation au PSOP. Ils ont accepté de venir, mais les circonstances ont empêché leur participation. Il fallait leur répondre officiellement ; ne pas le faire aurait été une erreur politique.

Clart. — Estime que la Conférence internationale est un succès politique, bien qu'il s'agisse de partis de cadres. Politiquement, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) a subi une déroute complète. Sneevliet en est réduit à parler de manque de tact. Plusieurs de nos meilleurs camarades ont été frappés par suite d'erreurs politiques ou d'organisation. L'unification des groupes dans certains pays est très importante. La lutte contre le centrisme doit être menée de façon positive. Faire des publications sur les principales questions. Pour le PSOP et le POUM, on peut désigner une délégation qui les rencontrera plus tard.

Speros. — Estime nécessaire d'en venir à la discussion sur le programme, qui est insuffisante.

Vilain. — Donne communication des organisations affiliées ou en liaison avec le Secrétariat international :

Organisations régulièrement affiliées :

France : Parti ouvrier internationaliste, Jeunesse socialiste révolutionnaire.

Angleterre : Revolutionary Socialist League.

Belgique : Parti socialiste révolutionnaire ; Jeunesse socialiste révolutionnaire.

Allemagne : Communistes internationalistes d'Allemagne.

Pologne : Groupe bolchevik-léniniste.

États-Unis : Parti socialiste ouvrier ; Jeunesse socialiste.

Canada : Groupe bolchevik-léniniste.

Espagne : Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne.

Hollande : Groupe bolchevik-léniniste.

Grèce : Ligue communiste internationaliste ; Union communiste internationaliste.

Suisse : Marxistische Aktion (liaisons).

Tchécoslovaquie : Groupe Iskra-Banner.

Norvège : Groupe bolchevik-léniniste.

Roumanie : Groupe bolchevik-léniniste (liaisons).

Autriche : Communistes révolutionnaires (liaisons).

URSS : Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes).

Mexique : Ligue communiste internationaliste.

Cuba : Parti ouvrier révolutionnaire.

Saint-Domingue : bolcheviks-léninistes.

Brésil : Parti ouvrier léniniste.

Argentine : Groupe bolchevik-léniniste.

Chili : Parti ouvrier révolutionnaire.

Bolivie : Groupe bolchevik-léniniste.

Uruguay : Groupe bolcheviks-léniniste.

Chine : Ligue communiste internationaliste.

Indochine : Union des bolcheviks-léninistes.

Australie : Parti ouvrier.

Afrique du Sud : Groupe bolchevik-léniniste.

Il existe en outre deux groupes en liaison avec le SI sans lui être affiliés, en Tchécoslovaquie (Proletar) et au Danemark.

Discussion du programme de transition

● *Questions syndicales, ouvrières, contrôle ouvrier*

Stefan. — Le programme parle des grèves d'occupation d'une façon trop générale. Elles ne sont pas forcément révolutionnaires, elles peuvent surgir dans une période de désespoir. De même pour les comités d'usine. Ils peuvent surgir dans une phase descendante ou ascendante. Ils peuvent avoir des caractères éminemment réformistes. Il vaudrait donc mieux parler de comités d'usine révolutionnaires.

Boitel. — Pense que l'objection est juste mais la proposition mauvaise. C'est alimenter l'ultragauchisme qu'on veut combattre, cela reviendrait à parler de comités d'usine rouges.

Speros. — Estime que le programme parle insuffisamment des paysans, il manque des mots d'ordre sur la dette agraire et les impôts, l'exploitation étatique des paysans.

Julien. — Revient sur la question des comités d'usine et des occupations. Il s'agit de mobiliser les ouvriers pour que les comités deviennent démocratiques. Dans une situation aiguë, il n'est pas impossible que les comités s'opposent aux sections syndicales, surtout si les sections syndicales ne groupent qu'un parti, si elles sont bureaucratisées et ossifiées.

Craipeau. — Il faut dire clairement ce que les réformistes essaient de faire des comités. Pour nous, aucune forme n'a de vertu spéciale. Elle ne devient importante que dans une situation révolutionnaire.

Stefan. — Revient sur l'amendement polonais. Les camarades polonais veulent souligner que la voie des comités d'usine ne peut prendre corps que dans une situation révolutionnaire, mais cela ne signifie pas que nous sommes contre toute création de comités en période normale : au contraire, ces comités peuvent être un moyen de renaissance du mouvement ouvrier.

Vilain. — Estime que les camarades polonais ont mal compris le texte proposé du programme. Il ne s'agit pas avec les comités de lutter contre les syndicats. Mais, au cours d'une lutte même

partielle, l'appareil des syndicats peut être débordé. On ne peut donc pas se borner à indiquer comme objectif la lutte contre la bureaucratie syndicale. Il faut prévoir aussi les formes différentes de luttes. N'est-ce pas le cas lorsque le comité de grève prend la lutte en mains ? Après la lutte, ces formes peuvent se résorber. Il ne faut pas craindre de montrer le caractère relatif de l'importance des syndicats.

Clart. — Nous sommes partisans des comités indépendamment de la situation et de la politique qu'ils mènent ; il s'agit d'un terrain de travail du parti. Des comités larges ne pourront avoir de contenu révolutionnaire que par la lutte du parti.

Gould. — Les comités d'usine représentent l'expérience la plus démocratique : leur contenu dépend de la mentalité des masses ; un comité réformiste peut devenir révolutionnaire. Il est plus sensible que le syndicat aux variations de la mentalité des ouvriers. Quant aux grèves d'occupation naturellement, nous ne nous prononçons pas mécaniquement. La thèse insiste seulement sur le sens général des occupations, qui mettent en cause la propriété privée.

Lebrun. — Il y a des grèves d'occupation qui n'ont pas un caractère évident. Le programme veut précisément mettre en avant les cas nouveaux. Exemple au Brésil, en France. Il y a une échelle dans le contenu de cette lutte.

Julien. — Vous parlez de comités d'usine révolutionnaires ? Entendez-vous les opposer aux comités démocratiques ? Pourquoi les opposer aux autres ? Au cours d'une grève, nous proposons un comité de grève, nous voulons le porter le plus possible en avant : avec l'action de classe, le mouvement et le comité seront révolutionnaires ; mais il se peut que les objectifs soient limités. Si vous proposez « comités révolutionnaires » comme une question d'étiquette, la formule est fautive à 90 p. cent.

Stefan. — Ce qu'il faut, c'est souligner le rôle révolutionnaire que joueraient les comités. Quant aux occupations d'usine, il y en eut en 1932 et 1933 en Pologne, mais c'étaient des grèves de la faim, des gestes de désespoir, qui ne mettaient pas en question la propriété privée et la gestion économique.

Boitel. — La grève avec occupation offre des possibilités révolutionnaires, selon la situation objective. En France, aussi, en juin 36, les ouvriers n'avaient pas osé établir une dualité de pouvoir. Mais la lutte aurait pu être portée à un niveau

supérieur. En Pologne, la situation ne permettait pas d'aller plus loin.

Julien. — Les ouvriers polonais, désespérés, font la grève dans l'usine. Vous ne leur dites pas : « Quittez l'usine », mais : « Ne faites pas la grève de la faim, mettez-vous en liaison avec d'autres usines, etc. »

Vote de l'amendement présenté par le Comité central polonais (modifiant le passage correspondant du projet de programme) :

« Les bolcheviks-léninistes doivent non seulement s'efforcer de faire renouveler l'appareil syndical en proposant dans les moments critiques de nouveaux leaders, mais encore, repoussant tout ultimatum, sans sauter des étapes de l'enseignement des masses, dans certaines conditions — cela arrive généralement dans une situation révolutionnaire — en s'appuyant sur la volonté de la majorité du prolétariat, les bolcheviks-léninistes ne reculeront pas devant une rupture immédiate avec l'appareil syndical conservateur. »

Vote : pour, 1 voix ; contre, les autres ; abstention, 1 (Craipeau).

● *Sur la situation en URSS*

Vilain. — Donne lecture d'un amendement transmis par le Comité politique du parti américain, et qui n'est pas parvenu plus tôt au SI.

Le Comité politique du Socialist Workers Party demande la suppression de la phrase suivante : « La bureaucratie et la nouvelle aristocratie soviétique doivent être chassées des soviets. » Il demande que ce mot d'ordre soit réservé et soumis à une discussion préalable. Sur le fond le CP américain indique qu'on ne pouvait pas parler de retirer à la bureaucratie et à l'aristocratie soviétique le droit de suffrage dans les soviets puisque le programme admettait qu'une partie au moins de celles-ci rejoindrait, dans la lutte, les rangs révolutionnaires.

Etienne. — Lit un extrait d'une lettre de Trotsky, en réponse à cet amendement, parue dans le *Bulletin* russe.

Craipeau. — Estime que le temps fait défaut pour une discussion à fond ; il présente une thèse qui résume l'opinion minoritaire française. Toutefois, il souligne que l'amendement des Américains est inconséquent.

Etienne. — Il faut cependant situer en quelques mots la discussion pour répondre aux thèses de Craipeau. Si la bureaucratie est une classe ascendante, comment expliquer les procès,

les exécutions de directeurs de trust, parce qu'ils appartenaient à la vieille génération ? Parler de défaitisme en URSS cela équivaut à considérer ce pays comme un impérialisme. Sur l'amendement américain : il s'agit avant tout de se passer des bureaucrates. Mais il y a des gens honnêtes, révolutionnaires, ils ne sont pas nombreux, mais ne symbolisent pas la classe thermidorienne. Il faut mobiliser les ouvriers et les paysans dans la lutte contre la bureaucratie. Comment alors admettre les bureaucrates dans les soviets ?

Trent. — Demande que, sur cet amendement, on ajourne le vote de la partie de la thèse qui demande le refus d'appartenir aux soviets pour toute la bureaucratie. Cette formule n'est pas ancienne. C'est quelque chose de tout nouveau. La réponse de Trotsky est satisfaisante sur un point : les soviets renaissants en URSS surgiront contre la bureaucratie. Très juste. Mais on ne peut dire *a priori* qu'on excluera à l'avance tels ou tels. Il est probable que la bureaucratie n'entrera pas dans les soviets s'il y a lutte armée, mais on ne peut dire à l'avance qu'on privera la bureaucratie du droit de suffrage. On le fera peut-être ou probablement, mais on ne peut le dire. Dans son livre contre Kautsky, Lénine souligne que la privation du droit de suffrage aux bourgeois n'étaient pas un principe, ce n'était pas prévu par le programme, que cela ne serait pas forcément le cas dans tous les pays. Il faut laisser les mains libres. C'est une question qui mérite discussion en ce qui concerne l'URSS actuelle.

Craipeau. — Estime qu'on peut bien trancher cette question, puisqu'on décide bien sur la question plus générale des positions minoritaires. La bourgeoisie détient encore un pouvoir économique après la prise du pouvoir, mais elle sera dépossédée à la fois politiquement et économiquement. C'est un mot d'ordre d'agitation important.

Fischer. — Les arguments américains ne sont pas justes. La formule du programme est une formule de propagande. Les arguments de Lénine ne s'appliquent pas. Si la bureaucratie est une clique criminelle, il ne s'agit pas de suffrage. Ce n'est pas une question de demain, mais d'aujourd'hui.

Speros. — Il faut dire : nous ne pouvons pas tracer de cadres purs de la bureaucratie. Cette position est contraire à la légalisation des partis soviétiques : nous ne pouvons empêcher l'existence d'un parti soviétique, même comme parti ouvrier-bourgeois.

Julien. — Ne s'oppose pas au renvoi. Après la prise du pouvoir la bourgeoisie peut subsister comme force sociale :

lorsqu'il s'agit de mener la lutte, nous ne pouvons admettre la bureaucratie, mais une fois qu'elle a perdu le pouvoir, elle n'a plus de raison d'existence, elle n'a plus d'existence séparée. Elle peut subsister du souvenir du passé, mais elle n'a plus de fonction.

Craipeau. — Objecte que si l'on admet que la bureaucratie est une classe, alors elle n'a pas de place dans les soviets. Mais Trotsky est inconséquent lorsqu'il admet que la bureaucratie n'est pas une classe, tandis qu'il l'exclut en totalité des soviets. Et les koulaks ? On peut exclure certaines forces des soviets.

Clart. — Il faut admettre un vote et procéder à une discussion internationale. D'après les remarques des camarades américains, on ne saisit pas bien le caractère des soviets. C'est l'instrument de lutte contre le pouvoir de Staline, pour une révolution politique. Va-t-on admettre les ennemis les plus directs ? Le droit de vote a une autre signification pour les classes déchues après la stabilisation de la révolution.

Karl. — La conception de Craipeau doit être repoussée du commencement à la fin parce que non marxiste. Quelle raison a l'existence d'une nouvelle classe privilégiée. Mais la classe ouvrière n'est pas homogène. La II^e Internationale n'est pas devenue capitaliste, bien qu'elle soit fondée sur une couche privilégiée. Dans chaque classe il y a des éléments différents : les plus riches penchent vers la bourgeoisie. On peut donc parler d'une couche réactionnaire dans la classe ouvrière. On ne peut pas juger une classe selon le degré de la richesse, mais selon un rôle dans la production. Même si le capitalisme se rétablit en URSS, l'État ne cessera pas forcément d'être ouvrier. Après Octobre, personne n'a cru qu'on pouvait immédiatement établir le socialisme. Ce n'est que pendant la guerre civile qu'on a établi le communisme de guerre. On a ensuite établi la Nouvelle Politique économique (NEP). Pourtant le pouvoir soviétique n'a pas cessé d'exister pour cela. Le point de vue qui part de la richesse est bakouniniste. De ce point de vue on peut construire le socialisme dans un seul pays. Il faut préconiser la même tactique que Marx a défendue en 1870. Mais Marx a continué à lutter contre Bakounine. Pour l'amendement américain, il faut le repousser. Le programme doit clairement désigner les catégories sociales à chasser.

James. — S'oppose aussi aux conceptions de Craipeau qui ne sont pas marxistes. Il faut montrer les conceptions progressives de l'économie contre la propriété privée. Aussi, du point de vue

international : si la révolution internationale se développait, la question se poserait différemment.

Lebrun. — Personne ne peut comprendre ce que serait cette soi-disant classe-avorton qui ne sort pas du mode de production, et qui est immédiatement épuisée. Chasser la bureaucratie des soviets, c'est un mot d'ordre de propagande révolutionnaire, compris dans un plan d'ensemble. Après la chute de la bureaucratie, des anciens bureaucrates, individuellement, auront leur place dans les soviets. La révolution politique se fera automatiquement.

Trent. — Les objections m'ont convaincu que notre amendement est nécessaire. Il faut une discussion. Nous sommes d'accord que la bureaucratie n'est pas une classe ; malgré ses 15 millions de membres. Mais, en 1917, on disait de ne pas voter pour les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires, cependant on ne les excluait pas des soviets. La lutte pour les soviets renaissants sera dirigée contre la bureaucratie, mais toutes les couches aisées se solidariseront avec les staliniens. Au premier stade même, les soviets en comprendront beaucoup qui se sépareront du centre stalinien. Nous ne proposons pas de voter contre, mais il faut une discussion.

Stefan. — La question semble se résoudre à notre attitude envers les différentes couches de la bureaucratie. Il ne s'agit pas de savoir ce que nous ferons à telle ou telle étape. Il est sûr que des couches importantes passeront aux côtés du prolétariat. Mais ne devons-nous pas pour cela affirmer que nous voulons chasser la bureaucratie des soviets ? Au contraire, car nous définissons ainsi notre attitude générale. Il propose de voter pour le programme.

Gould. — La question est nouvelle, mais il accepte l'amendement, sans être d'accord avec la façon dont le pose Trent. Il propose d'ajourner le vote, mais il faut fixer un temps de discussion.

Vilain. — On pourrait trouver cinquante phrases que l'on désirerait éclaircir. Il s'agit de thèses. On peut continuer une discussion, mais il faut voter.

Craipeau. — Estime qu'on ne peut voter, car on n'a pu discuter sérieusement la question russe.

Vilain. — Lui répond que son objection n'est pas loyale. La discussion sur l'URSS est ouverte dans toutes les sections nationales. Elle a fait l'objet de publications nombreuses dans des bulletins intérieurs, dans la revue, dans des livres de Trotsky.

Elle a déjà été sanctionnée dans plusieurs congrès nationaux. Contester le droit de voter à la conférence internationale, c'est craindre pour ses propres positions.

En conclusion, Craipeau soumet les thèses suivantes :

1. La bureaucratie soviétique a mené, au cours des quinze dernières années, une lutte acharnée à la fois contre les restes de l'économie capitaliste privée et contre le prolétariat. Elle a ainsi réussi, au cours d'une sourde guerre civile et au moyen de violences gigantesques, d'une part, à monopoliser l'ensemble des moyens de production et d'échange, d'autre part, à déposséder le prolétariat de tout pouvoir politique, de tout contrôle économique et à supprimer toutes les conquêtes fondamentales de la révolution d'Octobre.

2. Elle a ainsi progressivement cessé de jouer le rôle d'un simple parasite de la dictature du prolétariat. Elle est devenue une classe dirigeante exploiteuse, qui possède en commun l'ensemble des moyens de production et d'échange et qui décide, à l'exclusion de tout autre, de la répartition du capital et de la plus-value.

3. Elle constitue une classe originale par la forme du profit (sur-traitement) le mode collectif de sa répartition et la structure planifiée nationalement de la production sur laquelle elle s'appuie. Néanmoins, elle constitue historiquement l'appendice de la classe capitaliste mondiale. Elle a introduit une forme d'anarchie et de crise (dont les procès sont une conséquence) au sein même de la production planifiée qu'elle entraîne ainsi, quoique avec des délais plus considérables, dans la décadence générale de l'économie capitaliste.

4. L'État russe a cessé d'être ouvrier. Il est devenu le conseil d'administration de l'oligarchie industrielle, des cadres supérieurs de l'armée et de la police ; et en partie des hauts spécialistes. Cet État repose sur une société profondément différenciée, l'aristocratie ouvrière (stakhanovistes, etc.) aidant les classes dirigeantes à exploiter les travailleurs.

5. La classe ouvrière ne pourra reprendre le pouvoir que par une nouvelle révolution sociale. La section russe de la IV^e Internationale a pour tâche essentielle de guider les masses vers l'insurrection.

Elle doit inscrire à son programme :

a. La dépossession de l'oligarchie et le retour des moyens de production à la classe des ouvriers et de la ville et des champs.

Le rétablissement du contrôle de la production et de la répartition de toutes les richesses.

b. La mise du plan au service non de l'aristocratie mais du prolétariat et son orientation vers le socialisme.

c. La suppression des inégalités sociales, par l'abolition des privilèges, des hiérarchies nouvelles, ainsi que du sursalaire des spécialistes, du travail aux pièces, du stakhanovisme, etc.

d. La garantie politique maximale contre une nouvelle réaction par le renouvellement permanent des cadres d'État, ainsi que par la restauration intégrale de la démocratie soviétique (légalisation des partis ouvriers, droit de presse, de réunion, libertés syndicales, etc.).

6. La lutte de classe des ouvriers russes contre leurs exploiters ne peut subir aucune atténuation du fait de la participation de leur gouvernement à une guerre impérialiste. Les revers militaires du gouvernement russe constitueront, pour eux, le moindre mal en ouvrant la route au soulèvement révolutionnaire.

7. La Russie est aujourd'hui intégrée dans le jeu des rivalités et des intérêts impérialistes. Dans ces conditions, le mot d'ordre de « défense inconditionnelle de l'URSS » perd tout sens prolétarien ou anti-impérialiste. Il ne peut qu'enchaîner la classe ouvrière russe et internationale.

8. Aucune considération de défense de l'URSS ne devra amener les prolétaires à suspendre ou à atténuer la pratique du défaitisme révolutionnaire de leur pays et à interrompre la préparation systématique de la révolution dans leur pays.

La seule stratégie doit rester pour eux le défaitisme révolutionnaire, la fraternisation avec les soldats russes et le soutien de la révolution prolétarienne en URSS.

Vote : pour la thèse de Craipeau : 1 voix ; contre, tous les autres.

Motion du Comité politique américain reprise par Trent : pour, 5 voix ; contre, 15 ; abstentions, 2.

● *Guerre et situation internationale*

Rousset. — Estime que la thèse contient un passage équivoque lorsqu'elle parle du caractère progressif du patriotisme des opprimés. Ne pense pas que cela marque une déviation vers le social-patriotisme, mais exprime seulement le recul du mouvement ouvrier et la volonté d'y rester accroché. L'idée de patrie ne contient rien de progressif, sous aucun rapport. En

outre, il ne faut pas assimiler le pacifisme et le patriotisme. S'il y avait un patriotisme sain, ce serait celui qui a trouvé son expression dans le Front populaire.

Clart. — Le patriotisme a été progressif durant une période. Le patriotisme des peuples opprimés est progressif. La question se pose différemment dans le cadre d'un pays impérialiste. Vous dites qu'il ne peut rien y avoir de progressif dans le patriotisme. Mais le programme parle des opprimés. On s'en aperçoit en période de guerre, où fait un amalgame avec la défense de la démocratie. Il faut saisir ces nuances. Il faut alors aussi nous reprocher de citer Lénine parlant du patriotisme des grands-russiens, mais complétant son appel.

Boitel. — Il faut juger cette question en tenant compte du moment, de la politique stalinienne dominante. La renaissance du patriotisme par les staliniens ne fait que faire resurgir les préjugés bourgeois. Maintenir le texte, c'est créer des dangers. Cela n'implique pas qu'on ne peut pas se saisir d'une action modeste, gréviste, même si elle apparaît pour empêcher le sabotage de la défense nationale.

Vilain. — Il y a un demi-malentendu qui provient de l'utilisation du mot « progressif ». Il indique généralement une idée de progression sur le plan historique, alors qu'ici il s'agit non de qualifier le patriotisme comme une idéologie historique, mais dans certains de ses éléments particuliers du moment. On peut améliorer la formule afin d'écartier l'équivoque, mais l'idée est juste et on ne peut la masquer.

Julien. — Il s'agit de savoir prendre l'anneau pour aller plus loin. L'expression telle qu'elle est semble juste. Nous devons aller devant les masses sans formules abstraites. Nos explications théoriques n'auront aucune prise. Il faut expliquer en partant des préoccupations réelles des masses. La patrie est un fait, mais il faut la libérer de la domination des exploités. Avec la modification des conditions objectives, les idées des grandes masses changeront aussi. Alors nous leur expliquerons tout le contenu de l'internationalisme.

Busson. — L'argumentation de Julien est dangereuse. Il faut distinguer où l'on s'exprime. Il y a programme et programme. Il faut savoir parler à un ouvrier arriéré. Mais il s'agit ici du programme. D'accord avec les propositions de Vilain. Il faut simplifier la formule.

Craipeau. — Pense que la conférence doit faire attention à la question. Quand nous aurons le pouvoir, nous n'aurons pas la nation. Modifier la rédaction sur le pacifisme ; la distinction

n'est pas suffisante. La distinction est dans les actes. Il faut bannir le mot « progressif » du dictionnaire.

Rousset. — Le patriotisme serait progressif s'il était lié à des actes de classes ? Mais l'exposé de Julien est très dangereux. La propagande fasciste peut en faire autant. Sur l'antifascisme, d'accord, parce qu'il y a au fond un contenu de classe. Dans la situation actuelle en France, il faut s'appuyer sur l'instinct économique des ouvriers et non sur le sentiment patriotique. Dans la mesure où nous sommes en période de recul, nous devons mettre en avant notre internationalisme.

Speros. — Est d'accord avec Rousset et Boitel. Même lorsque le prolétariat a vaincu, c'est la révolution socialiste qu'il défend, et non la patrie.

Lesoil. — Il s'agit du programme et des mots d'ordre transitoires soumis à notre attention pour répondre au courant développé dans la classe ouvrière. Au premier abord, cette différenciation choque, embarrasse parfois devant nos ouvriers. Mais le sentiment patriotique est aussi la crainte de la guerre. Il ne suffit pas de dire « les ouvriers n'ont pas de patrie », mais de savoir l'expliquer. Ce qui est progressif ne l'est qu'à condition que nous sachions l'utiliser.

Gould. — Rousset et Boitel veulent éviter toute confusion avec le stalinisme ou le fascisme. Mais ils y conduisent. Le but des staliniens, c'est d'utiliser les sentiments patriotiques des masses au profit de ceux de la bourgeoisie. Nous devons au contraire profiter de cette différence. Le danger chez nous n'est pas le patriotisme. Nous avons été éduqués. Mais au contraire de ne pas comprendre, d'être isolés des sentiments des masses. Aux États-Unis, le même danger existe.

James. — Lénine disait : « Lorsqu'un pauvre dit : " Je veux défendre la patrie, " c'est l'instinct de l'opprimé qui parle. » Demande l'adoption du texte tel qu'il est dans la traduction française. En ce qui concerne l'Allemagne et la politique du PC, il faut distinguer clairement cette politique.

Johre. — L'essentiel du texte débattu est que toute revendication, même insuffisante, doit être utilisée.

Stefan. — Estime la formule du programme juste. Il ne s'agit pas d'apprécier théoriquement la nation. Nous sommes dans une période de réaction, qui dévoile l'instinct prolétarien. Les sentiments prolétariens sont progressifs, même dans une période de réaction. Il faut expliquer comment mener la lutte contre l'Allemagne hitlérienne. Dépose un amendement complémentaire sur l'antisémitisme :

« En combattant ardemment l'antisémitisme et la haine de race, les bolcheviks-léninistes déclarent en même temps que le sionisme, prêchant la constitution d'un État juif, en Palestine, ne pourra jamais résoudre la question juive. Le sionisme, dans toutes ses nuances, joue le rôle d'un agent de l'impérialisme anglais en Palestine et d'un pendant idéologique aux théories antisémites de l'émigration, dans tous les pays de la Diaspora. Freiner la vague antisémite, qui n'est qu'une des têtes de l'hydre réactionnaire, rendre aux juifs les droits de l'homme et du citoyen, garantir un libre développement de la culture des masses juives, seule la révolution sociale peut le faire. Le prolétariat révolutionnaire abolira les injures historiques qui furent depuis des siècles le lot du peuple juif. »

Vote : pour, 6 ; contre, 16.

Le vote contre signifie que le programme s'exprime suffisamment sur la question, et qu'un amendement sur le problème propre de la Palestine mériterait d'être plus approfondi. En définitive, l'amendement est renvoyé devant la commission de rédaction, qui verra comment améliorer le programme sur ce point.

James. — Propose d'ouvrir une discussion spéciale sur la question allemande (en particulier sur les responsabilités stalinienne en 1933). Plusieurs camarades (Craipeau, Julien) proposent également d'ouvrir une discussion sur les points spéciaux de politique générale (Espagne, guerre, etc.). Il est décidé que ces questions pourront être débattues ultérieurement, mais que l'ordre du jour doit être suivi : examen des amendements déposés sur le projet de programme et vote de ce projet.

Vote sur l'ensemble du projet de programme : pour, 21 ; contre, 1.

(Réserve faite de la conclusion sur la délimitation de la IV^e Internationale, qui sera discutée avec les statuts.)

Déclaration du camarade Craipeau :

« La minorité du Parti ouvrier internationaliste constate que la conférence du mouvement pour la IV^e Internationale se tient sans qu'ait eu lieu une discussion internationale dans les différents pays et qu'il a pu seulement se développer une discussion nationale dans quelques pays comme la France ou les États-Unis.

« La résolution, issue de la conférence ne correspond pas à l'élaboration de toute l'organisation internationale. Nous sommes persuadés que les événements obligeront avant peu

l'Internationale à réexaminer la question et à réviser ses positions. »

Plusieurs propositions de la délégation anglaise pour la commission de rédaction sont transmises.

Statuts

Le camarade Vilain, rapporte au nom de la commission préparatoire. Un projet de statuts a été élaboré. L'article premier implique ce qu'on appelle la « proclamation » de l'Internationale. Il serait plus juste de dire son organisation définie et sa discipline stricte. C'est donc le point essentiel sur lequel doit porter la discussion actuelle. Cette discussion s'est déjà poursuivie amplement, en particulier dans la commission polonaise, avec la participation des délégations allemande, polonaise, anglaise, américaine, française, sud-américaine, grecque. Il convient de rappeler que le règlement adopté à la conférence de juillet 1936 parle « des organisations associées à l'échelle internationale au mouvement pour la IV^e Internationale ». C'est cela qu'il faut modifier, dans le sens proposé par le programme de transition.

Voici le texte proposé :

« Tous les militants prolétariens et révolutionnaires du monde qui acceptent et appliquent les principes et le programme de la IV^e Internationale se réunissent en une seule organisation mondiale, sous une direction centralisée internationale et une même discipline. Cette organisation a le nom de... et est régie par les présents statuts. »

Karl. — On ne peut aborder la question de la IV^e en dehors de la situation du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier passe par une période de désagrégation et de dépression dans les pays fascistes. Dans les pays démocratiques, la pression stalinienne fait reculer les ouvriers. Nous sommes la partie la plus avancée de la classe ouvrière. On ne peut décider la IV^e Internationale que si les ouvriers surmontent la dépression. La I^{re} Internationale s'est construite lorsque les ouvriers se sont remis de la défaite de 1848, la II^e lorsque le mouvement s'est rétabli après la défaite de la Commune et la création d'un mouvement ouvrier en Russie. La III^e s'est créée après la victoire de la révolution russe et avec un grand nombre de partis communistes déjà formés. Bien qu'en 1919 la gauche zimmerwaldienne était plus forte que nous aujourd'hui, les spartakistes étaient contre la proclamation de la III^e Internationale. Nous n'avons pas d'organisations nombreuses. Les

organisations n'ont pas d'influence de masse, surtout dans les syndicats. La I^{re} Internationale a créé un mouvement de masse qui faisait la terreur de la bourgeoisie. La II^e a mis en mouvement des masses immenses. La III^e a conduit des mouvements révolutionnaires des masses. Mais la situation a changé. Les ouvriers subissent une répression énorme. Nous n'avons pas la direction des masses. En proclamant la IV^e sans être sûrs de la réponse des ouvriers, nous en compromettons l'idée même.

L'avenir de l'humanité tout entière dépend de la IV^e Internationale. On ne peut pas créer une fiction, mais une véritable internationale. Malgré la régression, la crise du capitalisme pose la question de la révolution prolétarienne. C'est le prolétariat qui créera la IV^e Internationale. Il faut éclairer les ouvriers et préparer le mouvement. Si nous restons un groupement de propagande, les ouvriers n'auront pas de grandes exigences envers nous, mais, si nous sommes une internationale, les ouvriers exigeront une direction et nous ne pourrons les conduire ; ils seront déçus. La I^{re} Internationale s'est appuyée sur les forces du prolétariat français et anglais. La II^e sur les forces du prolétariat allemand. La III^e sur les forces russes, balkaniques, polonaises, allemandes. Aussi longtemps que la IV^e n'aura pas quelques partis de masses, elle ne pourra pas être proclamée. C'est pourquoi nous sommes en désaccord avec le point 1 des statuts.

Vilain. — Les arguments de Karl, résument l'ensemble des objections qui nous ont été opposées au cours de la discussion. Ils sont historiques, non politiques. Au lieu de tirer argument des analogies dans la succession des Internationales, il faut voir les situations concrètes. La situation originale dans chaque cas. La I^{re} est née du néant, le prolétariat s'affirma comme classe internationale ; c'est tout. Elle ne dirigea aucune lutte et fut mêlée aux mouvements petits-bourgeois. La II^e fut liée à des appareils d'État, n'avait pas de concurrentes, ne se considérait d'ailleurs pas officiellement comme continuatrice de la I^{re} Internationale. La III^e n'a pas pu liquider la II^e.

Elle aussi est devenue un appendice étatiste. Elle subsiste côte à côte avec la II^e. Voilà la situation de fait. C'est une situation unique qu'il faut analyser comme telle. Il faut sortir de l'imprécision. Nous nous sommes définis à l'échelle nationale, nous avons des partis, sections, ligues, etc. Le passage dans la social-démocratie était épisodique. Nous voulons aussi être définis à l'échelle internationale. Nous devons avoir une organisation

délimitée et non un champ de manœuvres pour tous les courants confus. Seront membres ceux qui accepteront le programme, les statuts, les décisions. Ce n'est pas l'Internationale « définitive ». Aucune n'est définitive. Nous ne proclamons pas l'Internationale victorieuse. Nous voulons une figure nette, pour préparer de meilleures conditions de lutte. Les Internationales ne sont pas des cadres figés. Ce sont des organisations de lutte. Leur forme correspond à leur mission dans un stade donné. Le nôtre dans la situation mondiale actuelle consiste à faire cesser certaines équivoques, et à faciliter ainsi le rassemblement autour de nous.

Stefan. — Nous sommes déjà, comme « mouvement », une organisation définie. Proclamer une internationale, c'est modifier un état de fait. Or, cet état de fait n'existe pas. Pour se délimiter des centristes un nom ne suffit pas. Il faut qu'un renversement se produise au sein des masses pour que nous ne disposions pas seulement d'idées, mais d'un levier puissant.

Trent. — Les analogies historiques sont fausses, non valables. Zimmerwald était plus fort que nous, mais l'aile gauche était très restreinte, politiquement assez confuse. Lénine a posé la question de constituer la III^e dans une période de réaction. Il ne l'a pas fait, espérant amener d'autres groupes, ce qui était notre position en 1936. Au premier congrès de l'IC il n'y avait pas de PC de masse, sauf le russe. C'étaient avant tout des émigrés à Moscou. Les spartakistes* étaient contre : avaient-ils raison ?

Lebrun. — Il faut d'abord s'organiser. La lutte d'envergure viendra avec le mouvement des masses. Si les masses exigeaient de nous des décisions de suite, étant donné notre nom, tant mieux, cela voudrait dire qu'elles sont prêtes à marcher avec nous.

Boitel, puis James. — Soulignent que le travail dans la II^e n'est, en général, plus possible. La IV^e est dans l'esprit des ouvriers avancés. Il faut avancer ou reculer.

Karl. — Contesté qu'il n'y ait pas eu de partis de masses au premier congrès de l'IC. On ne construit pas une organisation internationale pour se délimiter, mais pour mener des actions de masse. La création de la IV^e est plus difficile que les précédentes.

Votes. La délégation polonaise propose l'amendement suivant :

* La Ligue Spartacus a été fondée par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et est issue du Groupe international (1915). Elle fait de l'entrisme dans le Parti social-démocrate indépendant (USPD) en avril 1917 avant de fonder au congrès du 1^{er} janvier 1919, à Berlin, le Parti communiste.

« L'organisation internationale bolchévique-léniniste surgit de grands événements : des plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La III^e Internationale aussi bien que la II^e sont mortes pour la révolution. Vive la IV^e Internationale ! Les bolcheviks-léninistes ne forment pas en ce moment la IV^e Internationale, cependant, ils proclament la nécessité de la créer. Nous formerons la IV^e Internationale quand les conditions objectives de sa création deviendront mûres, c'est-à-dire avant tout quand nous deviendrons un mouvement de masse au moins dans certains pays avancés. »

Pour, 3 voix ; contre, 19.

Article 1 du projet de statuts : pour, 19 ; contre, 3. Le camarade Craipeau formule ainsi son vote :

« Considérant que la situation internationale peut nous imposer encore de nombreux tournants organisationnels en faisant lutter nos groupes nationaux dans les partis réformistes ou centristes ; qu'en conséquence et en fonction de la faiblesse numérique des groupes BL, le mouvement pour la IV^e Internationale peut jouer seulement un rôle propagandiste ; je vote contre la proclamation formelle immédiate de la IV^e Internationale. »

Les différents articles des statuts sont ensuite examinés et discutés un à un. Chaque point est adopté successivement. Sur l'ensemble intervient le vote suivant : unanimité, moins 3 abstentions.

La délégation polonaise déclare qu'après avoir défendu jusqu'au bout la position qu'elle considère comme juste, et qui a été élaborée avec le Comité central polonais, elle reste entièrement disciplinée à la nouvelle organisation avec laquelle elle collabore de façon étroite.

Election du Comité exécutif international

La discussion s'engage sur la composition et le fonctionnement du CEI. En conclusion, quinze membres sont désignés pour constituer le CEI.

Rapports des commissions

● *Commission polonaise*

La commission polonaise a consacré deux séances à examiner la situation des camarades polonais. Une situation nouvelle a été

créée par la dissolution officielle du Parti communiste polonais*. Deux résolutions sont présentées par la commission. La majorité estime que la nécessité du nouveau parti doit être proclamée, afin de rassembler tous les éléments qui se trouvent organisés soit dans les courants centristes, soit dans des organisations intermédiaires. Le camarade Karl, estime que l'heure n'est pas encore venue d'un tel tournant. Les camarades Julien et Lebrun pensent que Karl sous-estime la nouvelle étape, et manque de confiance dans les camarades. Karl considère que les camarades polonais ne veulent pas d'équivoque avec le réformisme, mais qu'ils veulent parvenir à un vrai parti et non à une fiction : ils doivent préserver leurs liaisons avec les masses. Il faut attendre. Trent est contre la proclamation d'un parti comme remplaçant du parti communiste polonais ; cependant, il faut préparer cette action inévitable.

Vote : la résolution de la majorité de la commission est adoptée par 11 voix, 6 contre et 2 abstentions.

● *Commission grecque*

Les travaux de la commission grecque ont consacré la fusion des deux groupes qui se réclamaient de la IV^e Internationale, la Ligue communiste internationaliste et l'Union des communistes internationalistes. La Conférence internationale adopte à l'unanimité la résolution présentée par la commission, en saluant la section grecque de la IV^e Internationale, dont des dizaines de membres souffrent et luttent vaillamment dans les prisons et bagnes de Metaxas.

Le Secrétariat international est mandaté pour intervenir en cas de difficultés au cours des opérations de fusion.

● *Commission française*

La commission française a étendu ses travaux sur une série de séances de travail. Une trentaine de délégués y ont participé. Au cours des séances, tous les aspects essentiels de la politique et de l'activité du Parti ouvrier internationaliste ont été examinés avec soin. En particulier, la commission a examiné les questions du front unique, celles du mouvement syndical, celle de la presse et celle du fonctionnement organisationnel du parti. Un projet de résolution servit de base à la discussion. La commission se

* L'Internationale communiste prononça en secret la dissolution du PC polonais en 1938, les membres du Comité central convoqués à Moscou, les représentants polonais dans les instances de l'IC furent exécutés sur l'ordre de Staline.

préoccupait aussi du groupe « La Commune »* et c'est avec son accord que le SI entreprit les démarches relatées d'autre part.

La troisième assemblée plénière de la Conférence internationale, après avoir entendu le rapport, décida de prolonger les pouvoirs de la commission, en lui demandant de terminer ses travaux par l'adoption d'une résolution définitive.

● *Commission anglaise*

Le rapport enregistre le pas très important fait par l'unification des trois groupes qui se réclamaient de la IV^e Internationale, dans la Revolutionary Socialist League (RSL). La conférence souligne que toutes les difficultés ne sont pas vaincues, en particulier que les questions relatives au travail dans les rangs du Labour Party n'ont pas reçu une solution définitive. Mais elle salue l'importante étape du développement marxiste en Angleterre. Des délégués des trois anciens groupes ont participé aux travaux de la conférence. Seul est resté en dehors de l'unification un petit noyau (groupe Lee) : le CEI est mandaté pour faire cesser l'équivoque de sa position, en lui offrant d'entrer dans le RSL.

● *Commission mexicaine*

La commission pour les affaires mexicaines a fait un travail très approfondi sur la situation au Mexique et sur la crise de la Ligue communiste internationaliste. Elle a pris en détail connaissance des travaux préparatoires de la Conférence panaméricaine, ainsi que des documents, lettres, et bulletins soumis à la conférence par l'ancienne organisation dissoute. C'est sur la base de cet examen qu'elle a adopté une résolution qui permettra le redressement de notre mouvement au Mexique. La conférence a souligné que tous les camarades mexicains ont déclaré qu'ils acceptaient par avance les décisions internationales du mouvement auquel ils sont attachés. Sous l'impulsion des décisions de la préconférence américaine, la situation s'est déjà améliorée dans les directions suivantes : a) élimination des querelles personnelles et élection de cadres dirigeants nouveaux ;

*Groupe « La Commune » : résultat d'une scission intervenue fin 1935, après l'exclusion des trotskystes de la SFIO. Pour tenter d'entraîner un maximum de militants socialistes de gauche, Raymond Molinier et Pierre Frank soutenus par une bonne partie de l'organisation trotskyste créent les Groupes d'action révolutionnaire dont *la Commune* est le journal. Celui-ci devient en mars 1936 l'organe du Parti communiste internationaliste, pour la construction de la IV^e Internationale. Voir le texte « Sur le groupe Molinier », *infra*.

b) liquidation de l'orientation gauchiste et de l'isolement syndical ; c) liaison étroite avec le mouvement panaméricain.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

- *Décision annexe*

Il est décidé de constituer auprès du Comité exécutif international une commission coloniale.

**Séance du Comité exécutif
élargi aux délégations de la conférence internationale**

- *Formation du Secrétariat international*

Vilain. — Fait une proposition tendant à désigner pour le SI des camarades susceptibles de travailler pour la plupart dans le même lieu. Les membres ne représentent pas des sections, mais doivent s'appuyer sur les sections les plus actives.

Après une discussion détaillée sur les possibilités de travail du SI et sur sa composition, cinq camarades sont désignés.

- *Sous-secrétariat américain*

Le CEI décide de confirmer dans ses fonctions le sous-secrétariat panaméricain désigné à la conférence de New York, en y adjoignant un membre.

- *Statuts (fin de la discussion)*

Après discussion, il est décidé que la mise au point rédactionnelle définitive sera confiée au SI, un vote étant déjà intervenu sur chaque article. Il ne reste qu'à fixer le nom de l'organisation. Après discussion, le nom adopté est : « IV^e Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste) ».

- *Solidarité Internationale*

Il existe des organismes de solidarité, dans trois sections (France, Belgique, États-Unis). Il s'agit de fédérer ces trois organismes et d'aider au développement dans d'autres sections. On doit orienter ces comités essentiellement pour le soutien de notre mouvement, qui est le plus persécuté. Il ne s'agit pas tant de les utiliser pour la propagande politique que pour réunir des fonds et des actions pratiques de soutien de nos propres camarades. Il faut constituer un secrétariat auprès du SI, et inviter à créer des sections de secours dans tous les pays.

Trent. — On peut admettre dans les comités des non-membres du parti, mais, au point de vue politique et organisationnel, nos

partis doivent en prendre la pleine responsabilité et le contrôle. Aux États-Unis, le comité officiel est composé exclusivement de membres du parti, connus pour leur activité dans ce domaine. Les socialistes ou staliniens sont secourus. Les nôtres ne le sont pas. Il faut les aider. On ne peut pas créer une direction internationale, mais un centre qui puisse donner des informations, et constituer un comité de patronage.

Lesoil. — Est d'accord avec la nécessité de développer le fonds de solidarité. La propagande rentre aussi dans les attributions de la solidarité et les fonds recueillis peuvent aussi y aider, sous un contrôle rigoureux.

Au cours de la discussion, on examine aussi la situation du Secours international en France, qui a été formé sur une base « large », c'est-à-dire en front unique avec d'autres organisations. D'une façon générale il faut s'efforcer d'unifier la forme des mouvements dans les différents pays.

Après discussion, le camarade Legrand est désigné pour rédiger une résolution et le SI est mandaté pour désigner un secrétariat qui assurera une liaison internationale.

● *Mouvement des jeunes*

Une conférence des jeunes doit se tenir parallèlement à la conférence de la IV^e Internationale. Une discussion de caractère général s'engagera sur un rapport du camarade Maurice.

Julien. — Estime que les JSR font un bon travail pour les problèmes généraux, mais sont faibles pour le travail pratique. L'activité des jeunes a une importance primordiale, surtout dans les conditions de semi-légalité ou d'illégalité.

Stefan. — Attire l'attention sur l'importance des jeunes dans notre époque. Il parle de la trahison des vieux partis. L'écroulement d'un parti comporte la démoralisation de toute une génération. Il faut attirer l'attention de toutes les sections là-dessus, et dresser une plate-forme des revendications de la jeunesse, utiliser toutes les formes d'action (Auberges de la jeunesse) d'éducation, d'agitation.

Gould. — On n'a pas assez considéré la question des jeunes. Le SI a négligé cette question de telle sorte que dans certains pays des camarades dirigeants sont contre une organisation spéciale des jeunes. Ne pas croire que le capitalisme écarte la distinction entre jeunes et adultes. Ne pas vouloir faire à tout prix des jeunes des cadres du parti adulte. Il faut redresser le courant qui existe dans certains pays contre le travail de la jeunesse.

Lesoil. — La situation des jeunesses belges est grave. On a cessé la parution de *Révolution*. Dans certaines régions (Borinage) on n'a pas compris la nécessité de ce travail. Il faut redresser la situation par une explication politique sérieuse.

Harber. — Expose la situation des jeunes dans le Labour Party et la nécessité de bien étudier les mots d'ordre propres à l'Angleterre.

Une délégation de trois membres du Comité exécutif international a été désignée pour participer à la conférence des Jeunes.

● *Thèses présentées par la Conférence panaméricaine*

Deux projets de thèse ont été présentés par la Conférence panaméricaine à l'examen de la Conférence internationale. L'une sur « la Situation en Extrême-Orient » et l'autre sur « l'Impérialisme américain et les colonies ».

Étant donné l'importance de ces documents et le fait que le délai de discussion a été insuffisant, il est décidé qu'ils seront adoptés comme matériaux de discussion, soumis à l'examen des sections et placés à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité exécutif international.

● *Situation aux États-Unis*

Une importante discussion se déroule dans le Socialist Workers Party au sujet de la tactique. La majorité préconise la lutte pour un Labor Party contre les partis bourgeois. La minorité est partisan du maintien de la plate-forme actuelle du SWP.

Étant donné l'importance de cette discussion pour toutes les sections, il est décidé qu'un bulletin spécial publiera les rapports principaux sur cette question.

● *Situation en Belgique*

Le camarade Lesoil fait un rapport de la situation dans le PSR au lendemain de son congrès*. L'erreur est de ne pas être passé à l'offensive contre Verecken, qui démoralisait toute l'organisation. Verecken a été invité au congrès. Sommé de défendre sa politique sur le plan international, il a préféré démissionner, désertant devant la bataille politique. On doit constater que,

* Au congrès du PSR, en juillet 1938, Georges Vereecken en désaccord avec la critique de Trotsky du POUM espagnol et la proclamation de la IV^e Internationale quitte officiellement le parti qu'il avait rejoint en 1936.

lorsque le parti s'est constitué, la venue de Verecken n'était déjà qu'un replâtrage. Ses projets consistent à « écrire pour les cadres du monde » (*sic*). Une quinzaine de membres du PSR l'ont suivi dans la retraite. La section belge se trouve maintenant devant des tâches importantes. Elle doit gagner en homogénéité, ne pas se confiner au Borinage, exiger une activité vraiment nationale des responsables.

● Angleterre

La Conférence internationale, saisie d'un tract distribué par le groupe Lee (Angleterre), réclamant devant la conférence le droit pour lui seul de représenter la Conférence internationale, rappelle que le groupe Lee a refusé d'entrer dans l'unité des trois groupes, qu'il ne met en avant que des critères personnels pour justifier sa séparation ; que la porte de la Revolutionary Socialist League lui reste ouverte, mais que, désormais, seule la RSI est la section de la IV^e Internationale et que le groupe Lee, comme tout groupe dont l'isolement est le résultat de considérations de clique, sera combattu résolument. Le camarade Legrand est chargé de rédiger une lettre pour la section anglaise.

Procès verbal de la conférence de fondation de la IV^e Internationale

(Reproduit dans *Documents of the Fourth International*)

La conférence a eu lieu à Lausanne, le samedi 3 septembre 1938. Elle commence à siéger à 9 h 30 du matin. Les camarades Hic, Gould et Sumner sont désignés comme secrétaires.

Le camarade Naville, dans une déclaration préliminaire, annonce la présence des représentants de onze pays, à savoir : les États-Unis, l'Angleterre, la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Pologne, la Grèce, l'Italie, l'Allemagne, la Russie et le Brésil ; en outre, certains délégués sont mandatés par l'Espagne, la Tchécoslovaquie, le Canada et le Mexique.

Étant donné que le congrès se tient dans une situation d'illégalité, le Secrétariat international a décidé d'organiser le travail de sorte que l'assemblée n'ait à siéger en séance plénière qu'une seule journée. Une série de commissions de travail se sont déjà réunies pour traiter des diverses questions nationales, et elles sont chargées de rapporter devant le congrès. Aujourd'hui se tient la séance plénière qu'on espère clore vers 10 h du soir. En plus, il est prévu, si nécessaire, des commissions

supplémentaires. L'ordre du jour proposé par le Secrétariat international pour la séance plénière est le suivant :

- Bilan du SI depuis la conférence de Genève de juillet 1936.
- Discussion du projet du Programme de transition : a. La question des syndicats ; b. La question russe ; c. Les questions de l'Espagne, de la guerre, etc.
- La résolution sur la guerre sino-japonaise.
- La résolution sur le rôle de l'impérialisme américain.
- Les statuts de la IV^e Internationale, incluant la question de la proclamation de l'Internationale.
- Les rapports des commissions de travail.

Boitel. — Considérer que les dispositions prises pour la séance plénière accorde trop peu de temps pour la discussion des questions importantes.

Naville. — Fait remarquer que, dans les circonstances présentes, il sera pratiquement impossible de tenir encore d'autres séances plénières.

Lebrun. — Propose que cette séance soit prolongée jusqu'à minuit.

Après discussion, les propositions du SI sont adoptées, en laissant la possibilité de reconsidérer la question plus tard si nécessaire. Le camarade Shachtman est élu président. Les camarades Léon Sedov, Erwin Wolf et Rudolf Klement sont élus présidents honoraires.

Rapport du Secrétariat international

Naville. — En raison de la mort tragique de Klement, il n'y aura pas de rapport en bonne et due forme ; Klement préparait un rapport écrit et détaillé qu'on devait diffuser, mais ce rapport a disparu avec le reste de ses papiers. Le rapport présenté ne sera qu'un simple résumé.

En dépit d'énormes difficultés — illustrées par le destin de Klement — l'Internationale, au cours des deux années qui ont suivi la conférence de Genève, a connu des progrès réels, progrès dont témoignent la série de documents sortis à plusieurs reprises par l'Internationale et le travail des commissions mises en place. La principale raison de ce progrès est que les diverses sections nationales ont eu, durant cette période, une intervention politique. Cette activité s'est reflétée dans la préparation de ce congrès mondial. Les événements des deux dernières années ont enrichi les sections nationales et l'ensemble de l'Internationale

d'une expérience politique incalculable. Les événements en Union soviétique, surtout les procès de Moscou, ont marqué et influencé le travail et les discussions dans nos sections. En France et en Espagne surtout et, à une moindre échelle, dans d'autres pays, l'expérience du Front populaire et le cours nouveau de l'Internationale communiste ont été d'une valeur éducative énorme pour nos cadres. L'invasion de l'Ethiopie par l'Italie et de la Chine par le Japon, l'antagonisme croissant des grands impérialismes et le danger toujours plus menaçant de guerre ont donné à nos sections de tous les pays une formation et une éducation politique réelles. L'expérience acquise dans tous ces domaines se reflète clairement dans les thèses élaborées avant le congrès.

En ce qui concerne le fonctionnement pratique de l'Internationale : à la conférence de Genève, un conseil général de ... membres [en blanc dans l'original] avait été désigné et devait se réunir périodiquement. En fait, ce conseil ne s'est jamais réuni, essentiellement pour deux raisons. Tout d'abord, plusieurs membres du conseil quittèrent l'Internationale : à savoir : Serge, Muste, Sneevliet, Chen Du-Xiu, Feroci, Zeller. Deuxièmement, la répartition géographique des membres du conseil rendait pratiquement impossible la tenue de réunions régulières. Ainsi, le conseil général n'eut jamais d'existence réelle. Le travail de l'Internationale fut assumé de fait exclusivement par le Secrétariat international (SI). Mais même le fonctionnement de celui-ci fut considérablement entravé par de fréquentes rotations et par le fait que la section américaine était dans l'incapacité de contribuer ou de participer au travail international. L'activité du SI fut en outre gênée par la position équivoque de la section hollandaise et le manque de coopération de Sneevliet, membre du Secrétariat international, qui, par la suite, rompit ouvertement avec l'Internationale. Feroci, autre membre du SI ne participa pas non plus à ses travaux et plus tard nous quitta. Donc, le véritable travail du SI fut assumé presque exclusivement par Naville, Clart, Wolf et Klement, ces deux derniers faisant fonction de secrétaires administratifs. L'enlèvement de Wolf par la Guépéou en Espagne frappa durement le SI et nous venons d'éprouver une autre perte irréparable avec le meurtre de Klement. Ces derniers mois, Lebrun et Busson, cooptés membres du SI, ont accompli un travail considérable. Le siège du SI avait à l'origine été fixé à Bruxelles ; mais à cause de la spécificité de l'organisation de la section belge, il se révéla impossible d'assurer son fonctionnement là-bas, et on dut donc le transférer à Paris.

C'est confronté à ces difficultés que le SI dut mener sa tâche. Son travail a été marqué par un manque de centralisation, une absence de contact étroit entre le centre et les sections nationales, sauf pour la France et la Belgique, et de façon générale par une mauvaise organisation. Ce sont là de très sérieuses critiques ; mais en dépit de ses défaillances et en dépit des difficultés extrêmes dans lesquelles il a travaillé, le SI a cependant accompli au moins ses tâches les plus fondamentales. Il a, dès le début de la guerre civile, envoyé un délégué en Espagne et donné tout son concours à l'organisation d'une section espagnole ; il a officiellement condamné les déviations de la section hollandaise sur la question espagnole et il a collecté de l'argent et organisé le secours à l'Espagne dans la mesure des moyens à sa disposition. Il a sorti une résolution sur la guerre sino-japonaise et a mené un débat sur cette question. En outre, il a publié une série de bulletins internationaux précieux. Il est intervenu dans divers débats et litiges au sein des sections nationales et, en particulier, il a contribué au règlement des problèmes anglais, polonais, tchèque et grec. Si on tient compte de ses conditions de travail, ces succès ne sont pas minces.

Il y aura un rapport détaillé sur le travail du Bureau des jeunes lors de la conférence des jeunes qui va suivre. Pour le moment tout ce qu'on peut dire, c'est que le Bureau des jeunes n'a pas non plus fonctionné comme il aurait dû ; trop peu de travail a été réalisé, et il se caractérise aussi par une mauvaise organisation. Il a cependant produit une série de Bulletins et a maintenu ses contacts avec les jeunesses françaises, belges, anglaises, américaines et allemandes.

Depuis la conférence de Genève, le Secrétariat international n'a eu aucun contact officiel avec le Bureau de Londres. Cependant, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) et le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) ont proposé d'envoyer un observateur à ce congrès. En raison de la situation d'illégalité du congrès, il n'a pas été possible d'accepter cette proposition. Il faut remarquer que, lors de sa conférence nationale, le PSOP ne s'est pas affilié au Bureau de Londres en dépit du fait que Brockway soit venu spécialement pour faire pression dans ce sens. Si l'Independent Labour Party (ILP) se joint au Labour Party, le Bureau de Londres cessera pratiquement d'exister. Il est donc incorrect, comme la section tchèque a tendance à le faire, d'attacher une grande importance au Bureau de Londres qui est visiblement en voie d'extinction.

Le rapport condensé du SI est terminé et une discussion générale s'engage sur la question de l'organisation internationale,

étant entendu que les nouveaux statuts proposés feront l'objet d'un point séparé de l'ordre du jour.

Stefan. — Pose deux questions : 1. Les effectifs des sections nationales ont-ils augmenté depuis la conférence de Genève ? 2. Le SI a-t-il donné les directives nécessaires sur les questions politiques ?

Naville. — 1. Ne possède pas de statistiques sûres pour toutes les sections mais peut affirmer que certaines sections, au moins, se sont considérablement accrues, ainsi en Amérique et en Angleterre ; 2. Rappelle les résolutions sur l'Espagne, sur la Chine, etc., et l'aide constante apportée par le SI à la section française.

Boitel. — Estime que c'est une grave erreur de n'avoir pas admis un observateur du PSOP et du POUM.

Clart. — Est globalement en accord avec le rapport. La disparition, à la suite de départs de la IV^e ou d'assassinats par la Guépéou de plus de la moitié des membres du conseil, conjuguée aux erreurs, à la fois organisationnelles et politiques des différentes sections nationales avaient entraîné une période de stagnation dans l'Internationale. On distingue aujourd'hui des signes de redressement dont les fusions de groupes en Angleterre et en Espagne sont des exemples. En outre, nos adversaires sont en difficulté : le Bureau de Londres se voit même obligé d'envoyer des observateurs à notre congrès.

L'heure est venue de concentrer nos énergies sur trois objectifs principaux : 1. Une politique énergique d'unité d'action autour du programme de la IV^e Internationale qui attirerait à nous les meilleurs éléments centristes, surtout parmi le PSOP et d'autres groupes du Bureau de Londres ; 2. Le renforcement systématique des sections nationales, particulièrement — en raison de son importance politique majeure — de la section française ; dans ce but, il est absolument essentiel que le SI soit activement soutenu par la section américaine, et en particulier que le camarade Shachtman reste en Europe en tant que membre américain permanent du SI ; 3. Une campagne résolue de propagande révolutionnaire s'adressant aux larges masses de la classe ouvrière.

Clart est d'accord avec Boitel que des observateurs du PSOP et du POUM auraient dû être admis.

Résolution : une commission sera désignée pour rencontrer ces observateurs, leur exposer les circonstances du congrès, leur en faire un rapport et entendre leurs observations. Résolution

adoptée. Sont désignés : Cannon, Shachtman, Clart, Lebrun, Lesoil, James, Stefan et Busson.

Lebrun. — Critique l'absence d'une liste des sections affiliées et de groupes nationaux dans le rapport.

Speros. — Estime qu'il fallait accorder du temps à une discussion approfondie sur les questions politiques et organisationnelles relatives aux sections nationales.

Shachtman. — Puisque, en raison de la mort de Klement et de la disparition de ses papiers, les éléments nécessaires ne sont pas disponibles pour une telle discussion, suggère qu'un rapport écrit sur le travail des sections nationales soit joint au procès-verbal. Une résolution dans ce sens est adoptée.

Stefan. — Propose qu'une liste des sections nationales et de leurs effectifs approximatifs soit lue.

Naville. — On peut diviser les sections en trois groupes environ : les partis affiliés, les partis et groupes sympathisants, les très petits groupes et les contacts*.

États-Unis : 2 500 ; Belgique : 800 ; France : 600 ; Pologne : 350 ; Angleterre : 170 ; Allemagne : 200 ; Tchécoslovaquie : 150-200 ; Grèce : 100 ; Indochine ; Chili : 100 ; Cuba : 100 ; Afrique du Sud : 100 ; Canada : 75 ; Australie : 50 ; Brésil : 50 ; Hollande : 50 ; Espagne : 10-30 ; Mexique : 15 ; Suisse, Norvège, Danemark, Roumanie, Autriche, Russie, Bolivie, Argentine, Porto-Rico, Uruguay, Venezuela, Chine, Italie.

● *Discussion du programme de transition*

Shachtman. — Il a été suggéré que la discussion du programme de transition soit, par commodité, divisée en trois parties : la question des syndicats, la question russe, les questions de la guerre, de l'Espagne, etc. Propose qu'une heure soit attribuée à chaque question et dix minutes à chaque intervention. Proposition adoptée.

Naville. — Le SI a reçu officiellement trois séries d'amendements : les amendements polonais sur les questions des syndicats et de la guerre qui ont été publiés dans un bulletin, un amendement mineur sur la question russe du Bureau politique de la section américaine et l'amendement de Craipeau sur la question russe, également paru dans un bulletin. Ces amendements ainsi que tout autre qui pourrait être proposé

* Ces chiffres sont sujet à caution. Jean Rous dirigeant du POI écrira à James Cannon en décembre 1938 : « On vous a dit que nous étions 600. Ce total doit être divisé par deux, même sur le papier. »

seraient pris en considération dans la partie de la discussion à laquelle ils se réfèrent.

● *La question des syndicats*

Stefan. — En présentant l'amendement polonais sur la question syndicale, déclare que la caractérisation de la grève avec occupation dans le Programme de transition est erronée ou pour le moins inappropriée. S'il est vrai que la grève avec occupation représente parfois un mouvement révolutionnaire de la part des travailleurs, c'est loin d'être toujours le cas. En Pologne, par exemple, les grèves avec occupation ont eu lieu dans des périodes où la réaction battait son plein et exprimaient non pas un défi révolutionnaire, mais simplement le désespoir des travailleurs. De telles grèves s'accompagnaient fréquemment de grèves de la faim, les travailleurs refusant de recevoir de la nourriture dans les usines qu'ils occupaient. Dans ce cas, le rôle assigné aux comités d'usine et le mot d'ordre de création immédiate de ces comités est une erreur dans le Programme de transition. La création de comités d'usine dans une période de réaction ou dans une période dite normale serait non seulement difficile mais désastreuse. Dans une telle période, les comités passeraient sous le contrôle des réformistes ; l'influence des révolutionnaires en leur sein serait minime, et, loin de conduire les travailleurs à l'action révolutionnaire ou militante, ils sèmeraient la confusion et seraient un frein. Donc il est incorrect d'avancer le mot d'ordre de comités d'usine sauf dans une situation nettement révolutionnaire ou prérévolutionnaire.

Boitel. — Estime que la proposition polonaise est une concession au gauchisme...

Speros. — Critique l'absence de mots d'ordre spécifiques pour la paysannerie dans le projet...

Julien. — Intervient contre l'amendement polonais, en soulignant l'importance des comités d'usine. Que leur direction soit réformiste ou pas, leur création même représente un grand pas en avant. C'est une arme nécessaire pour lutter et ils reflètent à travers leur direction et leur orientation le développement de la prise de conscience des travailleurs.

Craipeau. — Estime que les comités d'usine ne sont possibles qu'en période de soulèvement révolutionnaire.

Speros. — Intervient brièvement en faveur des comités d'usine et contre l'amendement polonais [notes incomplètes]

Naville. — Pense que l'amendement polonais résulte d'une incompréhension...

Clart. — Estime que la question est très bien formulée dans le Programme de transition...

Gould. — Déclare que l'importance des comités d'usine réside précisément dans le fait que, à cause de leur organisation démocratique et de leurs liens de classe avec les travailleurs, ils reflètent le niveau politique général des travailleurs, réformistes à un moment donné, puis, la situation évoluant, devenant plus révolutionnaires, pour éventuellement redevenir réformistes. Étant donné qu'ils reflètent directement l'état d'esprit des travailleurs, les comités d'usine sont des instruments très précieux pour nous dans des moments décisifs et critiques.

Lebrun. — Intervient contre l'amendement polonais...

Stefan. — Réitère son opposition au projet et insiste sur le fait que les grèves avec occupation n'expriment pas nécessairement un état d'esprit révolutionnaire ou militant de la part des travailleurs, mais peuvent être, comme en Pologne, une pure expression de désespoir, sans représenter en aucune manière une menace pour la propriété.

Boitel. — Même si, subjectivement, la grève avec occupation peut ne pas être une menace révolutionnaire pour la propriété, objectivement, c'en est une. Il est vrai que les travailleurs ne comprennent pas toujours pleinement les implications d'une telle grève ; même lors des grèves de juin 1936 en France, les travailleurs, pour la plupart, n'avaient pas conscience de leurs implications ; mais c'était précisément ces implications qui nous importaient et c'est notre rôle de les exposer aux travailleurs.

Julien. — D'accord avec Boitel, ajoute que dans une grève avec occupation, même si elle exprime le désespoir des travailleurs, nous ne pouvons leur dire de quitter l'usine, mais nous devons les encourager à continuer en montrant la signification révolutionnaire de leur action.

Vote sur l'amendement polonais : pour : 2 (Stefan et Karl) ; contre : 17 ; abstention : 1 (Craipeau).

● *La question russe*

Shachtman. — Lit l'amendement du Bureau politique de la section américaine.

Craipeau. — Lit son amendement.

Étienne. — En introduisant la discussion sur la question

russe, soutient le projet du Programme de transition tel qu'il est. Contrairement à la thèse de Craipeau, il n'est pas vrai que la bureaucratie soit déjà devenue une classe ; c'est une caste qui est en train de devenir une classe. Ce n'est que de cette manière qu'il est possible de comprendre et d'expliquer les procès de Moscou. Quant à l'amendement américain, Trotsky n'y a pas encore répondu, mais sa réponse sera, selon lui, que, puisque la bureaucratie est une caste thermidorienne, les conseils ouvriers ne peuvent surgir que dans la lutte contre la bureaucratie, et la bureaucratie sera donc nécessairement exclue de ces structures de lutte dressées contre elle.

Shachtman. — Veut faire une mise au point ; l'amendement américain n'est pas nécessairement opposé au texte du projet ; il propose simplement de repousser le vote sur ce point après le lancement d'une discussion internationale. La réponse prêtée à Trotsky est satisfaisante dans la mesure où la lutte des soviets serait évidemment dirigée contre la bureaucratie. Mais c'est autre chose de dire que toute la bureaucratie serait exclue des soviets, avec la privation du droit de vote, etc., que cela entraînerait. Il est fort probable que la bureaucratie n'entrerait pas dans les soviets ; mais il est impossible de dire à l'avance qu'elle serait nécessairement privée du droit de vote. Cela peut se révéler nécessaire, mais cela dépendra de la situation concrète de la lutte. Lénine, par exemple, dans son livre contre Kautsky, avait dit qu'il ne serait peut-être même pas nécessaire de priver la bourgeoisie de ses droits. De toute évidence, la question exige une discussion approfondie, et c'est bien le sens de l'amendement américain.

Craipeau. — S'étonne que Shachtman juge nécessaire la poursuite de la discussion sur un point si mineur. Si le congrès ne peut régler cette question, il peut encore moins régler la question beaucoup plus fondamentale de la nature de la bureaucratie. Mais c'est là⁷ précisément un argument en faveur de son amendement. Pourquoi propose-t-on de priver la bureaucratie de ses droits civiques ? Précisément à cause de son pouvoir économique, autrement dit, son pouvoir de classe. Le congrès a été organisé de telle sorte qu'on n'a pas le temps de mener une discussion approfondie sur cette question vitale ; mais, pour répondre à Étienne, c'est une contre-vérité d'affirmer que les procès de Moscou ne pouvaient s'expliquer que dans l'hypothèse où la bureaucratie n'était qu'une caste parasite.

Fischer. — L'argument de Shachtman est incorrect ; ce n'est pas un problème de droit de vote. L'argument serait correct si la

bureaucratie était une classe, mais puisqu'il ne s'agit que d'une caste criminelle, là n'est pas la question... (?)

Speros. — D'accord avec les camarades américains sur la nécessité d'un débat sur cette question. Cette phrase est en contradiction avec d'autres parties du programme... (?)

Julien. — Tout en soutenant l'amendement américain, est en désaccord avec l'argument de Shachtman. Quant à la citation de Lénine, la bourgeoisie de toute façon n'avait pas sa place dans les soviets, donc le problème n'était pas de l'en chasser. Mais il en va autrement pour la bureaucratie, contre laquelle une lutte interne peut être menée à l'intérieur des soviets. Il est inexact de dire que la bureaucratie serait expulsée des soviets.

Clart. — Dans la mesure où la bureaucratie est le principal ennemi auquel s'opposerait la résurgence des soviets, elle ne peut être admise dans les soviets. Le projet est donc correct sur ce point.

Karl. — Le texte de Craipeau doit être rejeté comme non marxiste. Son analyse de la bureaucratie en tant que nouvelle classe n'est pas juste, parce qu'elle ne tient pas compte du fait que la classe ouvrière n'est pas elle-même homogène. La II^e Internationale, par exemple, a dégénéré non parce qu'elle est devenue capitaliste, mais parce que sa direction est tombée aux mains des couches les plus privilégiées de la classe ouvrière. De même qu'il y a des couches réactionnaires de la classe ouvrière, de même il y a des couches réactionnaires de la bureaucratie. Une classe ne se définit pas par sa richesse ou sa pauvreté, mais par sa situation dans le système économique. Même si en Union soviétique il reste des éléments de capitalisme, on ne peut appeler l'Union soviétique un État capitaliste. Personne n'a jamais pensé qu'il serait possible d'introduire le socialisme d'un seul coup. Le mot d'ordre de redivision de la richesse n'est pas une idée marxiste mais bakouninienne. Il est absolument nécessaire de rejeter le défaitisme révolutionnaire en Union soviétique. C'est la position de Marx au début de la guerre franco-prussienne qu'il faut adopter. Il faut aussi rejeter l'amendement américain. La lutte contre la bureaucratie n'est pas une lutte abstraite, il faut la mener ouvertement et nominalement et exclure la bureaucratie des soviets.

James. — Résolument contre l'amendement Craipeau, mais pour l'amendement américain, car il n'est pas correct de décréter à l'avance que la bureaucratie sera nécessairement privée de ses droits.

Lebrun. — La thèse de Craipeau n'est absolument pas fondée. Il n'y a rien à redire à la proposition américaine. C'est le problème du mot d'ordre à avancer au cours d'une lutte intense. Le mot d'ordre « chasser la bureaucratie des soviets » doit mener à l'insurrection. Après la chute de la bureaucratie, les bureaucrates pourraient être réadmis individuellement dans les soviets.

Shachtman. — La grande variété des points de vue exprimés sur la bureaucratie et les soviets montrent à l'évidence qu'une nouvelle discussion et qu'une nouvelle clarification s'imposent : c'était bien là le sens de l'amendement américain.

Stefan. — Intervient contre l'amendement Craipeau et aussi contre l'amendement américain.

Gould. — Déclare qu'il n'a pas assisté au bureau politique qui a discuté l'amendement, qu'il est plutôt en désaccord avec les thèses de Shachtman, mais que la question semble exiger d'être discutée davantage et donc il soutient l'amendement américain.

Cannon. — S'associe à l'intervention de Gould.

Naville. — Estime que si on repousse le vote sur cette question, on peut tout aussi bien repousser le vote, sur toute une série de points mineurs dont traite le programme, qui n'ont pas été discutés à fond et sur lesquels de légères divergences peuvent parfaitement être admises. Il faut donc rejeter l'amendement américain.

Vote sur les amendements : Amendement Craipeau : pour : 1 (Craipeau) ; contre : tous les autres.

Amendement américain : pour, 5 ; contre, 15 ; abstentions, 2.

(Note : en dépit de ce vote enregistré dans mes notes, j'avais pourtant bien l'impression que l'amendement américain avait été adopté : le 5 et le 15 ont-ils été intervertis ?).

● *La question de la guerre, etc.*

Rousset. — Soumet un amendement au nom de la minorité du Comité central de la section française (suppression d'une phrase du paragraphe I, p. 15 : Pacifisme et patriotisme)...

Clart. — Défend le Programme de transition tel qu'il est.

Boitel. — Soutient l'amendement. Maintenir le projet tel quel peut donner lieu à de dangereux glissements vers le stalinisme.

Naville. — Intervient contre Boitel...

Julien. — En désaccord avec Boitel. En s'adressant aux travailleurs, il faut admettre le principe de la défense de la

nation, tout en soulignant que la défense de la nation implique d'abord de se débarrasser des parasites, la bourgeoisie.

Busson. — Le point de vue de Julien est très dangereux. Il faut distinguer clairement entre notre propagande générale adressée aux travailleurs et nos thèses politiques qui doivent être claires et précises. La proposition de Julien est remarquable pour la propagande générale, mais peut prêter à trop de malentendus et de déviations pour nos thèses. Il faut simplifier et clarifier la thèse.

Craipeau. — Le congrès doit modifier la thèse suivant l'amendement proposé et aussi sortir un manifeste sur la question de la guerre.

Naville. — Le congrès va sortir ce manifeste ; ce point est prévu à l'ordre du jour.

Craipeau. — Prend bonne note de cette réponse, mais estime que d'autres expressions, outre celles critiquées dans l'amendement, sont défectueuses, prêtent à confusion et doivent donc être modifiées (phrase du paragraphe 6, p. 14). D'autre part, le mot « progressiste » qui apparaît à plusieurs reprises dans le texte doit être éliminé.

Rousset. — Nouvelle intervention...

Speros. — Intervient pour soutenir Rousset et Boitel.

Lesoil. — Intervient pour soutenir le projet [c'était une intervention importante et forte ; mais je n'ai pas de notes].

Gould. — La position de Rousset et Boitel, loin de nous garantir contre le stalinisme comme ils l'espèrent, nous en rapproche plutôt en masquant la distinction décisive qui existe entre le pacifisme bourgeois et le pacifisme et le patriotisme prolétariens. Chez les trotskystes, le danger n'est pas de verser dans le patriotisme, mais bien de ne pas saisir et ne pas exploiter cette distinction. Speros a dit qu'il n'y avait rien de progressiste dans le pacifisme prolétarien ; mais l'expérience de la section américaine a montré que l'agitation causée par l'amendement Ludlow, si imparfait que soit cet amendement, exprime un sentiment résolument progressiste, et nous offre une excellente occasion d'orienter cette opposition instinctive à la guerre sur la voie de l'opposition révolutionnaire à la bourgeoisie et à ses projets de guerre.

James. — En accord avec le projet sur ce point, mais estime qu'on a consacré trop de temps à cette discussion. D'autres points méritent qu'on s'y arrête. La phrase sur l'antisémitisme dans la version anglaise ne correspond pas à la traduction

française. La version anglaise est une exagération grossière et doit être corrigée pour être fidèle au texte français. Dans le paragraphe consacré à la victoire de Hitler en Allemagne, la défaite du Parti communiste allemand est imputée à la lâcheté et autres traits psychologiques ; il faut amender ce texte et affirmer clairement que les staliniens ont mené une politique délibérée qui a conduit à la victoire de Hitler. Au nom du comité central de la section anglaise, il soumet un amendement pour la transformation de la revendication du droit au travail en revendication pour l'emploi ou la prise en charge à 100 %.

Sumner. — Au nom du Comité central de la section anglaise, soumet un amendement pour la suppression de la phrase concernant « Lord Mosley » en donnant comme argument que les faits sont inexacts.

Johre. — Pour en revenir à l'amendement Rousset, soutient le projet sur la question du patriotisme et approuve notamment l'intervention de Lesoil.

Stefan. — Intervention en faveur du projet sur le patriotisme...

Shachtman. — D'accord avec Craipeau sur la suppression du mot « progressiste » ; d'accord avec certains des amendements de détail anglais et avec James sur la question allemande.

Résolution : une commission de rédaction, à savoir le nouveau bureau qui sera élu reverra le projet du programme de transition, pour en améliorer le style et intégrer les amendements, etc. La résolution est adoptée.

Vote sur l'amendement Rousset - Boitel : pour : 6 ; contre : 16. Vote sur l'ensemble du projet du Programme de transition : pour : 21 ; contre : 1 (Craipeau).

Les statuts de la IV^e Internationale

Naville. — En raison de l'assassinat de Klement et de la surcharge de travail, un texte définitif des nouveaux statuts n'a pu être mis au point. Cependant, il y a une esquisse de projet de statuts que l'on peut discuter point par point, la rédaction du texte définitif étant confiée au nouveau bureau à partir des décisions du congrès.

Le premier article contient la proclamation de la IV^e Internationale, sous l'appellation de Parti mondial de la révolution socialiste (IV^e Internationale).

Karl. — Au nom de l'ensemble de la section polonaise, s'oppose à la proclamation de la IV^e Internationale pour le

moment. Les autres Internationales avaient été créées dans les périodes de soulèvement révolutionnaire. Marx, par exemple, n'avait pas essayé de créer la I^e Internationale en 1848, alors qu'il en avait déjà reconnu la nécessité, à cause de la réaction qui suivit immédiatement les révolutions de 1848. De même, après la défaite de la Commune, Marx avait dissous l'Internationale tout en proclamant la nécessité d'en fonder une deuxième, ce qui ne fut d'ailleurs fait que quinze ans plus tard durant une période de soulèvement révolutionnaire. Il y avait eu aussi un intervalle de plusieurs années entre les conférences de Zimmerwald et de Kienthal et la constitution formelle de la III^e Internationale après la révolution russe. Même à cette époque, Lénine ne voulut proclamer la III^e Internationale que si le Spartakusbund y adhérait. Aujourd'hui, on connaît une période de réaction et de dépression intenses, situation tout à fait défavorable à la proclamation de la IV^e. En outre, les forces qui constituent la IV^e sont très disproportionnées par rapport à l'ampleur de ses tâches. La création des autres Internationales avait représenté une menace indéniable et visible pour la bourgeoisie et inspirait la terreur. Il n'en serait pas de même pour la IV^e Internationale, car notre manifeste ne trouverait d'écho auprès d'aucun secteur important des travailleurs. Il faut donc attendre un moment favorable et ne pas précipiter les choses. Trotsky a dit : « la II^e et la III^e Internationale ont disparu ; il faut organiser la IV^e ! » C'est un fait que la II^e et la III^e ont disparu, mais, malgré tout, ce sont encore des organisations de masse. La IV^e n'est absolument pas une organisation de masse, et ce serait folie de la proclamer avant qu'elle ne le devienne.

Naville. — Les analogies historiques avancées par Karl sont toutes erronées. Il n'y a aucun rapport entre la IV^e Internationale et les autres du point de vue de l'opportunité de leur proclamation. La situation politique présente est unique et justifie pleinement la création de la IV^e. Le vrai problème n'est pas de savoir s'il faut la proclamer, mais si les sections nationales qui existent ont vraiment besoin d'une organisation internationale formelle. La réponse à cette question est qu'en fait les sections nationales ont absolument besoin d'avoir une organisation internationale bien définie et peu importe sa taille. Il est essentiel de mettre fin à cette situation d'indécision et d'avoir un programme bien précis, une direction internationale et des sections nationales bien définies.

Stefan. — Soutient la proposition polonaise et affirme qu'il est parfaitement possible d'avoir un programme déterminé — on vient juste d'adopter le Programme de transition — une

direction et des sections nationales bien définies sans aller jusqu'à proclamer formellement la IV^e. D'ailleurs telle a été notre position depuis 1936, et il n'y a pas de raison de ne pas continuer tant que nous n'avons pas gagné en force et tant que la situation ne serait pas plus favorable. La proclamation d'une internationale est un geste qui, étant donné les circonstances, perdrait toute sa signification.

Shachtman. — Les analogies historiques mises en avant sont fausses et n'ont rien à voir avec la situation présente. La I^{re} et la II^e Internationale ont été créées dans des conditions complètement différentes de celles que nous connaissons dans le monde contemporain. Quant à la III^e, Lénine a posé le problème bien avant la révolution russe ; il ne l'a pas proposée à Zimmerwald parce qu'il espérait rallier les centristes et autres groupes d'hésitants. Ce sont ces mêmes considérations qui nous ont empêchés de proclamer la IV^e en 1936. On espérait encore le ralliement des organisations centristes. Mais depuis 1936 toutes les organisations centristes se sont désintégrées ou éloignées de nous. Aujourd'hui, la voie à suivre est clairement celle de la proclamation de la IV^e Internationale et sa création formelle s'impose.

Busson. — Face à la défaite totale qui menace le prolétariat européen, il est doublement nécessaire d'avoir une internationale révolutionnaire bien définie qui représente la seule chance de salut...

Lebrun. — Les arguments de Karl sont complètement erronés et dignes des mencheviks...

Boitel. — D'accord sur la nécessité politique de proclamer la IV^e Internationale ; on ne l'a pas proclamée en 1936 parce qu'il était encore possible de travailler à l'intérieur de la social-démocratie. Cela n'est plus possible aujourd'hui. Les arguments organisationnels ont plus de poids (notre faiblesse, etc.), mais même ces handicaps peuvent être surmontés... (?)

James. — D'accord sur la nécessité de proclamer la IV^e Internationale, mais pas d'accord avec les raisons données par Shachtman pour ne pas l'avoir proclamée en 1936. L'idée de gagner les centristes en ne proclamant pas la IV^e ne figure certainement pas parmi les considérations qui ont pesé à l'époque.

Karl. — Outre les considérations politiques générales, l'extrême faiblesse numérique de nos sections doit nous dissuader de proclamer la IV^e Internationale. Lors du premier congrès du Komintern, il existait déjà des partis importants en

Pologne, en Autriche, en Bulgarie, etc. Nous ne disposons de rien de semblable. Les conditions aujourd'hui sont beaucoup plus difficiles et défavorables que lors de la proclamation des trois autres Internationales...

Vote sur la proclamation de la IV^e Internationale (1^{er} article des statuts) : pour : 19 ; contre : 3 (Karl, Stefan et Craipeau dont les réserves n'ont pas été exprimées).

Naville. — Procède à la lecture du reste des statuts. Il y a un débat sur l'article 10 selon lequel les membres du Bureau international devaient tous appartenir au Comité exécutif international. Il est finalement adopté que trois des membres du bureau doivent appartenir au CEI, mais pas nécessairement les deux autres.

Vote sur l'ensemble des statuts : pour : 19 , abstentions : 3 (Karl, Stefan et Craipeau).

- *Déclaration de la délégation polonaise*

Bien que fermement et unanimement convaincue que la proclamation de la IV^e Internationale dans la conjoncture actuelle est une grave erreur politique, néanmoins, la section polonaise, battue sur ce point au congrès mondial, s'engage à respecter loyalement la discipline de la IV^e Internationale et à appliquer de son mieux les décisions du congrès mondial.

- *Élection du Comité exécutif international de la IV^e Internationale*

La discussion sur cette question commence en l'absence du secrétaire désigné...

Étienne. — Dans la répartition des sièges au CEI qui est proposée, aucun siège n'est prévu pour la section russe. Pourtant, cette section devrait avoir un représentant au CEI.

Busson. — Un seul siège est réservé à la section grecque. Étant donné la fusion des deux organisations grecques et l'hostilité toute récente encore qui les opposait, il devrait y avoir deux représentants au CEI, un de chacune des anciennes organisations grecques ou bien pas du tout.

Gould. — Les Jeunesses internationales doivent désigner un membre supplémentaire au CEI qui doit avoir le droit de vote.

Cannon. — Pour les mêmes raisons données par Busson concernant la section grecque, la section anglaise doit avoir deux membres au CEI.

Naville. — Ça commence à faire beaucoup de monde au CEI ; propose de donner deux sièges à la section anglaise et aucun à la section grecque ; Busson lui-même, cependant, serait membre du bureau sans être au CEI.

Shachtman. — Si deux des trois sièges accordés à la section américaine doivent être occupés par Cannon et lui-même, le troisième doit être laissé au choix du Bureau politique de la section américaine.

James. — S'élève contre cette proposition comme étant une dérogation des pouvoirs du congrès mondial ; le congrès doit mandater Cannon et Shachtman eux-mêmes pour désigner le troisième membre américain.

Proposition de James repoussée par 7 voix contre 5.

Clart. — De l'avis unanime du Secrétariat international, il est absolument essentiel que Shachtman reste en Europe pour participer activement au travail du CEI et du Bureau politique. La section française considère la présence de Shachtman comme une condition *sine qua non* du maintien du siège de l'Internationale à Paris. Sinon, la section française demanderait le transfert de l'Internationale à New York. Le Congrès mondial doit prendre clairement position sur ce sujet.

On procède aux nominations et la liste suivante fut proposée pour le Comité exécutif international :

France : Clart, Naville, Boitel ; États-Unis : Cannon, Shachtman, le troisième devant être nommé par le BP du SWP* ; Belgique : Lesoil, Dauge ; Angleterre : James, Harber ; Italie : Julien ; Pologne : Karl ; Amérique latine : Lebrun ; Indochine : Ta Thu-thau ; Russie : Trotsky (comme membre secret) ; internationale de la Jeunesse : à désigner par la conférence des Jeunes. Vote sur le Comité exécutif : unanimité. Vote pour le maintien de Shachtman en Europe : unanimité.

Rapports des commissions

● Commission polonaise

Naville. — Rapporte qu'il y a divergence entre les deux délégués polonais, et qu'il y a donc deux résolutions, l'une exprimant la position de Stefan qui est la résolution officielle de la commission, l'autre étant une résolution personnelle de Karl.

Lecture des résolutions.

* Le troisième membre américain du CEI désigné fut Vincent Raymond Dunne.

Julien. — Estime qu'il faut rejeter les deux résolutions, celle de Karl comme tout à fait incorrecte, celle de la commission comme trop prudente. Il faut saisir l'occasion offerte par la récente dissolution du Parti communiste polonais pour créer immédiatement un nouveau parti communiste. Il ne faut pas rater cette occasion...

Fischer, Lebrun, Busson. — D'accord avec Julien.

Stefan. — La section polonaise a déjà publié l'appel à la création d'un nouveau parti communiste ; mais il est inutile et dangereux de se précipiter vers sa création effective sans avoir les forces nécessaires.

Karl. — Rejette les accusations de pusillanimité lancées contre la section polonaise qui progresse régulièrement dans une situation très défavorable. La majorité de la section polonaise ne sera certainement pas favorable à la création d'un nouveau parti communiste pour le moment. Ce n'est pas une question de lâcheté. La section polonaise est implantée dans les syndicats ; elle a une appréciation concrète de ce qu'est un parti politique et n'est donc pas pour créer une fiction...

Julien. — Répète sa proposition...

Shachtman. — Pas d'accord avec la proposition de Julien. Il faut que la section polonaise quitte immédiatement le Bund et consacre désormais les trois quarts de son énergie à la création d'un nouveau parti communiste. Mais elle ne doit pas pour autant précipiter les choses en proclamant le nouveau parti sans la préparation nécessaire. Propose que la commission polonaise remanie la résolution dans le même sens mais avec plus d'audace et en insistant davantage sur la nécessité de créer un nouveau parti.

Vote sur la question polonaise. Résolution Karl : pour : 1 ; contre : 21. Proposition Julien : pour : 6 ; contre : 8 ; abstentions : 8.

Résolution de la commission non remaniée : pour : 2 ; contre : 17 ; abstentions : 3. Proposition Shachtman (adoptée) : pour : 11 ; contre : 6 ; abstentions : 2.

● *Commission grecque*

Busson. — Rapporte que la commission a finalement procédé à la fusion des deux groupes, bien qu'il subsiste de légères divergences sur lesquelles la commission a décidé d'ouvrir une discussion internationale. Il demande que le Comité exécutif international prenne position officiellement sur ces divergences. Rapport approuvé.

- *Commission française*

Clart. — Rapporte provisoirement sur les travaux de la commission française qui ne sont pas encore terminés.

Le congrès souscrit à l'orientation générale du travail de la commission.

- *Commission anglaise*

Rapport sur le pacte d'unité et de paix entériné par le congrès.

Clart. — Propose qu'une dernière tentative soit faite pour rallier le groupe Lee tout en faisant savoir qu'après échec on le traiterait comme un adversaire politique. Proposition adoptée.

- *La question mexicaine*

La résolution de la commission panaméricaine est entérinée par le congrès.

- *La question coloniale*

James. — Étant donné que ni la conférence de Genève ni le présent congrès n'ont traité explicitement de la question coloniale, le congrès doit charger officiellement la section anglaise d'élaborer un programme sur la question coloniale et de soumettre au Comité exécutif international un projet complet pour un bureau colonial international que le CEI serait habilité à mettre sur pied.

Proposition adoptée.

Il est décidé que le congrès mondial adresserait son salut au camarade Trotsky.

Résolution sur la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient

Le conflit en Extrême-Orient entre la Chine et le Japon met à nu quelques-uns des principaux symptômes de la crise du capitalisme mondial arrivé à son stade final, c'est-à-dire à son degré impérialiste le plus développé. Il nous ouvre des perspectives de grand essor révolutionnaire en un point décisif du globe. Le Japon, le maillon le plus faible de la chaîne de l'impérialisme mondial, cherche à surmonter son état de décadence au moyen d'une guerre coloniale. Les impérialistes japonais, en envahissant la Chine, ont provoqué une campagne défensive, qui, en dépit de sa faiblesse et de l'insuffisance que lui

donne la direction du Kouo-min-tang, prend le caractère d'une guerre de libération nationale. En même temps le Japon, en poursuivant sa guerre de pillage, a accentué les antagonismes interimpérialistes qui poussent l'humanité vers une nouvelle guerre mondiale.

L'Évolution du Japon capitaliste

Le Japon, tardivement élevé au rang de puissance impérialiste vers la fin du XIX^e siècle, se trouve en face d'un monde déjà partagé pour l'essentiel entre les puissances capitalistes. Les impérialistes japonais furent obligés de s'appuyer sur une base économique extrêmement faible pour la réalisation de leurs plans. Manquant des matières premières indispensables, telles que le charbon et le fer, le cuivre, l'huile et le coton, ils furent obligés d'aller les chercher au-delà de leurs frontières. L'acquisition de ces matières premières était la condition, non seulement de l'expansion japonaise, mais également de sa survivance dans les compétitions capitalistes. La carrière de l'impérialisme japonais débuta avec la guerre sino-japonaise de 1894-1895 où le Japon vainquit la Chine et s'empara de la Corée et de Formose. Dix ans plus tard, le Japon était victorieux de la Russie tzariste et s'emparait de la zone d'influence de cette dernière dans le sud de la Mandchourie. Durant la guerre mondiale de 1914-1918, le Japon envahit la province chinoise du Shan-tung, et présenta à la Chine les fameuses « 21 conditions » qui, pratiquement, devaient placer tout le pays sous le contrôle japonais*.

Au lendemain de la guerre, la demande toujours croissante de produits de toutes sortes donna une puissante impulsion à l'industrie japonaise. La croissance des forces productives durant cette période intensifia toutes les contradictions de l'économie nationale. Au traité de Versailles, le Japon, en tant que récent partenaire des puissances alliées, reçut seulement une misérable part du butin de guerre. Après avoir cédé au Japon quelques îles du Pacifique, auparavant sous domination allemande, les Alliés impérialistes, à la conférence de Washington en 1922, le forcèrent à évacuer la province de Shan-tung. Ils contraignirent également le Japon à retirer ses troupes des provinces maritimes de Sibérie où elles avaient fait partie des armées intervention-

* Les 21 conditions imposées à la Chine comportaient la revendication des terres allemandes Shan Toung, le contrôle des voies ferrées, la liberté d'investir des capitaux dans l'industrie et l'emploi de Japonais dans le gouvernement central et dans la police.

nistes dirigées contre le premier État ouvrier engendré par la révolution d'Octobre en Russie.

Ces faits coïncidèrent avec des droits de douane et des contingents — mesures d'extrême protectionnisme proposées afin de surmonter la crise économique d'après-guerre en Occident — qui portèrent au Japon un double coup sur le front économique. Non seulement le protectionnisme diminua le commerce japonais, mais il étrangla ses importations en matières premières, ces dernières étant financées par le commerce d'exportation.

Les coups reçus par le commerce japonais eurent pour conséquence le drainage des réserves d'or du pays. Une crise monétaire aiguë, reflétant l'entière insécurité de la structure économique japonaise, s'aggrava encore plus tard, à la suite du désastreux tremblement de terre de 1923. Le capitalisme japonais était condamné à suffoquer à l'intérieur de ses propres frontières naturelles, à moins qu'il ne pût trouver une issue au moyen de conquêtes coloniales.

La croissance des forces productives du Japon et le développement des relations économiques capitalistes n'eurent pas pour résultat, comme dans les pays capitalistes d'Occident, l'apparition d'une superstructure sociale et politique correspondante. La transition de la société féodale à la société capitaliste fut accomplie sans révolution, et la bourgeoisie ne se trouva donc pas aux prises avec la nécessité de raser les vieilles institutions sociales et de les remplacer par de nouvelles. Sortant des rangs de la noblesse féodale et de la caste militaire des samurais, la bourgeoisie adapta les vieilles institutions, avec quelques modifications, aux exigences du nouveau système d'exploitation capitaliste. Ainsi d'anciennes institutions féodales, comprenant une monarchie « divine », une caste militaire semi-indépendante, des types semi-féodaux d'exploitation, existent côte à côte avec un parlement « démocratique » et des trusts financiers et industriels tout-puissants.

De la présence de ces survivances féodales, toutes-puissantes qu'elles paraissent être, il serait cependant faux de déduire que la prochaine étape du développement social du Japon doit être une révolution démocratique. C'est le raisonnement superficiel et opportuniste des staliniens. Les rapports bourgeois de propriété et le système d'exploitation capitaliste régnant à la fois sur le prolétariat et la paysannerie appellent le renversement révolutionnaire de la classe régnante et l'instauration de la dictature du prolétariat comme la seule voie de salut à la fois pour les

ouvriers et les paysans. Si, au sommet de la vague de la révolution japonaise, le parti révolutionnaire des masses cherchait à découvrir une solution intermédiaire, « démocratique », aux grands problèmes sociaux, le résultat inévitable serait la désorientation et la destruction des forces révolutionnaires, et le retour au pouvoir de la classe gouvernante banqueroutière.

La caste féodale des généraux et des officiers, superficiellement unie par la monarchie, ne forme pas un corps homogène. Tandis que les cadres d'officiers subalternes proviennent des populations rurales, des couches les plus élevées de la paysannerie, les sommets se confondent avec la bourgeoisie industrielle et financière. La caste militaire tout entière s'acharne à maintenir pour elle-même les privilèges traditionnels et la position semi-indépendante qu'elle occupait à l'époque féodale. Dans ce but, elle est organisée en institutions typiquement féodales, telle la société secrète du Dragon noir. Les efforts déployés par la caste militaire pour maintenir intacts ses privilèges et son pouvoir tendent à compliquer le principal problème de la classe japonaise régnante, prise dans son ensemble, qui est de maintenir, à la fois au-dessus du prolétariat et de la paysannerie l'écrasant système d'exploitation actuel, avec toute l'oppression qui l'accompagne.

Périodiquement, cette caste entre en conflit avec l'industrie et le capital financier qui cherchent à combler le fossé creusé dans l'économie par les besoins parasites de la caste militaire. Les révoltes de l'armée et l'assassinat des dirigeants politiques représentatifs de la bourgeoisie industrielle et financière constituent les expressions les plus aiguës de ce conflit. Ces révoltes expriment aussi, dans la mesure où elles sont dirigées par les cadres subalternes d'officiers, la rébellion de la paysannerie contre le capital financier. Mais, comme toutes les parties de la classe régnante se rendent compte des périls d'une désunion de classe, les conflits sont finalement résolus sur les bases de mutuelles concessions, en alourdissant le dos des masses japonaises des charges supplémentaires, et en décidant, d'un commun accord, l'envoi d'expéditions de pillage militaire qui asservissent les peuples voisins, cimentant ainsi les fissures qui se produisent dans la structure de la domination de la classe gouvernante prise dans son ensemble.

La crise du développement capitaliste de la Chine

La Chine, géographiquement située près du Japon, avec une population de quelque 435 millions d'habitants répartis sur une

large étendue de territoires riches en minerais et autres matières premières importantes, était la scène naturelle de l'expansion du Japon. Les impérialistes japonais virent en Chine la perspective d'une « solution fondamentale » à leurs plus pressantes difficultés économiques. L'examen de cette perspective laissait entrevoir des possibilités de puissance et de grandeur impériales. La Chine fut bientôt considérée non seulement comme solution aux problèmes économiques, mais aussi comme le point de départ d'expéditions qui planteraient la bannière du Soleil levant en Sibérie, au moins aussi loin que le lac Baïkal, dans les Indes et en Malaisie, en Indonésie, aux îles Hawaï et aux Philippines, aux antipodes, pour ne rien dire de l'Amérique latine, ni des parties les plus occidentales des États-Unis.

Le fait que les impérialistes japonais ne cherchèrent pas plus tôt à réduire toute la Chine sous leur contrôle au moyen d'une guerre était dû largement à la crainte que leur inspiraient leurs rivaux tout-puissants de l'Occident dont ils auraient dû attaquer inévitablement les intérêts. La révolution chinoise de 1925-1927 dicta au Japon une politique d'observation et d'attente, d'autant plus que la vague anti-impérialiste en Chine durant cette période était dirigée exclusivement contre l'Angleterre. La crise économique mondiale qui, succédant à la période de reconstruction d'après-guerre, atteignit le monde capitaliste, fournit tout à la fois au Japon une occasion favorable et une incitation à l'action. Profitant des embarras aigus que causaient aux puissances occidentales leurs propres problèmes intérieurs, les impérialistes japonais s'emparèrent de la Mandchourie en 1931 et, au cours de l'année suivante, y établirent leur « protectorat » du Mandchoukouo. En 1933, ils s'emparèrent de la province de Jehol, l'annexèrent au Mandchoukouo, et commencèrent alors à établir une base dans le nord de la Chine. Les horreurs militaires dont le Japon accable maintenant la Chine représentent une étape ultérieure des plans japonais de conquête coloniale.

La Chine, pays arriéré, a été la victime de la rapacité capitaliste depuis plus d'un siècle. Les fusils impérialistes, au début du XIX^e siècle, mirent fin à son antique réclusion et à son isolement, et introduisirent l'industrie moderne et les formes capitalistes d'exploitation à l'intérieur du pays. Les impérialistes pénétrèrent en Chine, d'abord en tant que commerçants. Mais, avec le progrès rapide de l'industrie occidentale et avec l'accumulation croissante de la plus-value, résultats d'une exploitation toujours plus intense du travail, ce n'était qu'une question de temps pour que la Chine fût considérée non seulement

comme un marché commode, mais aussi comme un champ lucratif d'investissement de capitaux. La Chine, inépuisable source de main-d'œuvre à bon marché, devint un champ d'attraction magnétique pour le capital étranger.

Dans une série de guerres au cours desquelles la dynastie mandchoue décadente se révéla complètement impuissante, les pouvoirs impérialistes soumièrent le territoire chinois à leurs exactions, établirent des « concessions » dans les principales villes chinoises, et arrachèrent à la Chine une série de « privilèges » destinés à protéger leur commerce et leurs investissements. En limitant les droits d'importation chinois à 5 % « ad valorem », ils assurèrent la position concurrente de leurs produits sur le marché chinois. En contrôlant la perception et les répartitions des revenus de douane chinois, ils assurèrent le paiement des dettes étrangères rapidement croissantes de la Chine. En établissant le principe de l'exterritorialité, ils parvinrent à exempter leurs affaires de l'impôt chinois et leurs nationaux de la juridiction chinoise. Les traités inégaux dans lesquels ces privilèges furent incorporés étaient le signe de la réduction de la Chine à l'état d'un pays semi-colonial.

La pénétration économique impérialiste secoua l'économie semi-féodale de la Chine, reposant sur l'agriculture et l'artisanat, jusque dans ses fondations mêmes. Les produits à bon marché, fabriqués par les entreprises étrangères en Chine et en Occident pénétrèrent dans le pays au moyen de chemins de fer construits par les impérialistes. Les fonctionnaires mandchous, partie la plus importante de l'ancienne classe dirigeante, se transformèrent en courtiers du capital étranger (*compradores*).

Les « privilèges » spéciaux que les impérialistes extorquèrent à la Chine agirent contre le développement général d'une économie capitaliste chinoise indépendante et enfermèrent les forces économiques du pays dans une « camisole de force » politique. Quoi qu'il en soit, durant la guerre mondiale, l'industrie chinoise, comme celle du Japon, fut considérablement stimulée.

La préoccupation de la plupart des impérialismes occidentaux, bien que donnant les rênes aux ambitions coloniales du Japon en Chine, soulagèrent néanmoins le pays d'une totale oppression impérialiste. L'industrie indigène progressa rapidement.

Ce fut durant cette période que la soi-disant bourgeoisie « nationale » chercha à établir ses propres bases économiques en compétition avec les impérialistes, et fit son apparition. Le

prolétariat chinois provenant de la population paupérisée des villages accrut considérablement sa force et, résultat de son rassemblement en de vastes usines et entreprises, sa conscience de classe et son esprit de lutte. Quand l'impérialisme anglais, ayant surmonté la crise d'après-guerre, commença à s'affirmer de nouveau en Chine, il fut obligé de diriger ses fusils contre les travailleurs chinois en grève. De sanglants massacres causés par les troupes et la police britanniques en 1925-1926, dont les travailleurs et les étudiants, leurs alliés, furent les principales victimes, déclenchèrent une vague anti-impérialiste qui menaça d'engloutir toute la structure de la domination impérialiste en Chine. La bourgeoisie nationale chinoise, irritée par les humiliations et voyant une chance d'asséner des coups à ses principaux rivaux étrangers sur le plan commercial, soutint le mouvement anti-impérialiste en apportant une judicieuse aide financière aux travailleurs en grève dans les entreprises impérialistes. Mais, quand le mouvement de grève s'étendit ou menaça de s'étendre aux installations industrielles indigènes, et lorsque, en outre, il s'approfondit jusqu'à atteindre le caractère d'une révolution sociale, les exploiters nationaux dévoilèrent leurs instincts de classe et se solidariserent avec les impérialistes contre les ouvriers.

Le retard historique et l'asservissement de la Chine par les impérialistes privèrent la bourgeoisie chinoise du rôle progressif qu'avaient joué ses précurseurs européens dans les révolutions bourgeoises d'Occident. Elle ne put ni établir des racines de classe indépendantes dans la société chinoise ni s'affirmer comme une classe maîtresse et souveraine.

Les *compradores*, agents directs des impérialistes, recrutés parmi les nobles terriens, les marchands et l'ancienne bureaucratie mandchoue, furent les premiers représentants du capitalisme chinois. Des rangs de ces *compradores* sortit la bourgeoisie « nationale ». Un millier de nœuds d'interpénétration, d'interdépendance et d'intérêts communs enchaînèrent la bourgeoisie nationale aux *compradores*. Ils s'associèrent dans l'exploitation, non seulement du prolétariat, mais aussi de la paysannerie. Depuis, leurs intérêts furent étroitement engrenés à ceux des exploiters de village auxquels ils étaient reliés par le large système bancaire du pays.

C'est dans ce complexe de relations que repose l'explication de l'extrême incapacité de la bourgeoisie chinoise à diriger un combat conséquent contre l'impérialisme, à édifier un État moderne unifié et à résoudre le problème agraire.

Les classes dans la révolution chinoise

La petite bourgeoisie occupe une position intermédiaire entre la grande bourgeoisie et le prolétariat. Une énorme majorité de la classe consiste en petits propriétaires paysans et métayers. Dans les villes, au surplus, on trouve la nombreuse armée des petits boutiquiers, des artisans manuels, des représentants des professions libérales tels que professeurs, docteurs et avocats, des petits fonctionnaires du gouvernement, lesquels sont tous soumis à l'oppression de la grande bourgeoisie et des impérialistes.

La paysannerie, en raison de sa position sociale intermédiaire et dépendante, de sa dispersion sur de vastes espaces, de la diversité de sa structure, de son individualisme et de son instinct de propriété, de son retard culturel est incapable, malgré sa prépondérance numérique, de jouer un rôle politique dirigeant et indépendant dans la société chinoise. Elle ne peut même pas résoudre ses problèmes les plus pressants en se libérant du fardeau que constitue le parasitisme des usuriers et des seigneurs. Encore moins est-elle capable de réorganiser l'économie agraire tout entière à un niveau neuf et plus élevé, en établissant la ferme collective à une grande échelle. La dégénérescence et la disparition de la soi-disant République soviétique chinoise, l'abandon explicite de la révolution agraire par les leaders staliniens de la paysannerie qui ont laissé tomber un mouvement agraire grandiose dans le filet du grand propriétaire foncier Kouo-min-tang constituent une récente démonstration historique de la faiblesse politique de la paysannerie. En tant que classe, la paysannerie peut être dirigée, mais ne peut diriger elle-même. Dans tous ses mouvements, elle passe sous la direction soit de la bourgeoisie, soit du prolétariat. La petite bourgeoisie des villes est pareillement faible et dépendante et ne peut jouer aucun rôle politique dirigeant. L'effondrement des grands mouvements estudiantins dirigés au cours des dernières années contre le Kouo-min-tang et l'impérialisme fut le résultat direct du fait que ces mouvements ne trouvèrent aucune base solide dans un prolétariat actif.

A cause du caractère réactionnaire, faible et dépendant de la bourgeoisie et de la faiblesse politique de la petite bourgeoisie, les tâches nationales ou démocratiques (indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, création d'un État unifié, révolution agraire) devinrent les tâches du prolétariat, une classe qui, seule parmi toutes les classes de la société a d'indépendants et de progressifs objectifs sociaux, et est dénuée de tout lien d'intérêt, aussi bien avec les impérialistes qu'avec les exploités indigènes — une

classe qui, cependant, en dépit de son infériorité numérique, possède une force concentrée qui peut l'élever aux sommets de la société. Sur les épaules du prolétariat reposent les tâches jumelles d'achever la solution des problèmes nationaux, et de frayer la voie pour la reconstruction socialiste de la société en s'élevant lui-même à l'état de classe dirigeante en alliance avec toutes les masses exploitées des villes et des villages.

En 1925-1927, quand la vague de la révolution montait, la politique révolutionnaire réclamait l'orientation du prolétariat chinois dans cette voie. Ce qui manquait au prolétariat en force numérique lui a été apporté par les paysans et citadins pauvres qui représentent un puissant réservoir de forces révolutionnaires. La direction progressive de la paysannerie était assurée par le prolétariat. Ensemble, les classes représentaient une force invincible contre laquelle toutes les armes de l'impérialisme et de la réaction bourgeoise et féodale se seraient révélées impuissantes, pourvu que l'on eût donné à cette force une claire direction révolutionnaire.

Mais la direction Staline - Boukharine de l'Internationale communiste, tournant le dos à toute expérience révolutionnaire antérieure, y compris l'expérience russe, encore fraîche, recourut en Chine à la politique menchévique qu'elle avait été empêchée de mettre à exécution en Russie en 1917. Opposant les tâches nationales de la révolution chinoise à la lutte émancipatrice des travailleurs et des paysans, séparant arbitrairement les deux, en accord avec la théorie sans la vie des « stades », ils déclarèrent que les tâches immédiates en Chine étaient l'unification nationale et l'expulsion des impérialistes. De plus, conformément aux conceptions nationalistes étriquées qui déjà dominaient la politique soviétique, la bureaucratie soviétique considérait la bourgeoisie chinoise comme un allié possible contre la Grande-Bretagne, alors chef du front capitaliste antisoviétique.

C'est pourquoi Staline et Boukharine assignèrent à la bourgeoisie chinoise le rôle dirigeant dans la lutte nationale. Ils subordonnèrent le Parti communiste chinois au Kouo-min-tang et le prolétariat et la paysannerie à la bourgeoisie. La formule politique de cette subordination était le « bloc des quatre classes », au sein duquel le prolétariat et la paysannerie étaient supposés unis à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie en vue de la lutte contre l'impérialisme. Les communistes chinois reçurent de Staline et de Boukharine l'ordre de maintenir le mouvement de grève et les activités des paysans à l'intérieur de limites acceptables pour la bourgeoisie, afin de ne pas troubler le

« front national unifié ». Cette trahison opportuniste de la révolution fut donnée pour du bolchévisme au prolétariat chinois, plein de jeunesse et inexpérimenté, et au Parti communiste chinois, encore plus jeune et plus inexpérimenté. Au plus haut de la vague révolutionnaire, la bourgeoisie, sous la direction de Tchiang Kai-chek, conclut la paix avec l'impérialisme au prix de quelques misérables concessions faites à ses sentiments nationaux, et se retourna sauvagement contre les ouvriers et les paysans sans défiance auxquels les communistes avaient enseigné à considérer la bourgeoisie comme leur chef et leur sauveur. La bourgeoisie scella son alliance avec l'impérialisme dans le sang des masses insurgées.

Sur les ruines de la révolution chinoise de 1925-1927 s'éleva le régime contre-révolutionnaire du Kouo-min-tang. Les travailleurs revinrent à un esclavage intensifié par la nouvelle dictature militaire de Tchiang Kai-chek qui inaugura un règne de terreur et balaya toutes les organisations ouvrières. Les guerres entre chefs militaires, preuve de la complète désunion du pays, réapparurent à une échelle sans précédent, lorsque Tchiang Kai-chek chercha à étendre son pouvoir à travers toute la Chine. La paysannerie, sous le fléau de la seigneurie, l'usure et les réquisitions militaires, tomba dans une ruine encore plus profonde. L'impérialisme, contre lequel avait été spécialement dirigé le « bloc des quatre classes », fut capable de fortifier toutes ses positions de commande. La voie était prête à l'invasion japonaise ultérieure, avec son évidente menace pour l'Union soviétique. Tels furent les fruits réels de la politique de Staline - Boukharine en Chine.

Le gouvernement du Kouo-min-tang qui surgit des événements de 1925-1927 représenta le triomphe de la contre-révolution bourgeoise sur le mouvement populaire des masses. Tchiang Kai-chek, chef des forces militaires du Kouo-min-tang, instaura une dictature de fer. En même temps qu'il piétinait les dernières cendres de la révolution, il « expropriait politiquement la bourgeoisie afin de la sauver économiquement ». Les masses petites-bourgeoises dont la poussée constituait la force du Kouo-min-tang devant les satrapes régionaux militaires, au sommet de la vague révolutionnaire, tombèrent dans la passivité politique, à l'exception d'une partie de la paysannerie, stimulée par l'exploitation intensifiée, qui prit le chemin de la guerre civile ouverte contre les anciens et les nouveaux oppresseurs. Ainsi le Kouo-min-tang devint-il un parti bien revivifié de la bourgeoisie.

Les nouveaux dirigeants justifiaient leur étouffement hypocrite des masses en faisant appel aux doctrines petites-bourgeoises de Sun Yat-sen au programme du Kouo-min-tang, spécialement aux prétendus « principes de la démocratie », avec sa prescription d'une mise en tutelle politique des masses pendant une certaine période. La dictature militaire, progressant sous l'unique direction du Kouo-min-tang, toutes les autres tendances politiques étant étouffées, fut présentée comme étant une préparation des masses à un gouvernement « démocratique ». Mais la démocratie n'est pas aujourd'hui plus proche de sa réalisation qu'elle ne l'était il y a onze ans. Ce fait constitue la preuve vivante qu'entre la dictature militaire du Kouo-min-tang et la réalisation de la dictature du prolétariat il ne peut y avoir aucun stade « démocratique », intermédiaire et transitoire. Ceux-là qui, comme les staliniens, prétendent qu'un tel stade est possible — même inévitable — trompent et désorientent les masses, et ainsi préparent la trahison et la défaite de la révolution chinoise.

Les soviets chinois de 1930 à 1937

Les communistes chinois passèrent de la fatale politique opportuniste qu'ils poursuivirent en 1925-1927, au cours de la vague révolutionnaire montante, à l'aventurisme, son extrême opposé, dans la période de la contre-révolution. Après les soulèvements peu importants, précipités et désastreux qui échouèrent lors du tragique putsch de Canton, et qui les coupèrent eux-mêmes de leur base, c'est-à-dire de la classe ouvrière, les communistes reportèrent leur activité à l'intérieur du pays, dans les campagnes. Abandonnant le prolétariat abattu dans les villes, ils se placèrent à la tête des armées paysannes qui surgirent comme suite des révoltes agraires pendant le flux de la marée révolutionnaire, se donnant pour objectif l'établissement d'une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », précisément ce stade démocratique intermédiaire qui, pour la Chine et tout pays colonial, est historiquement exclu.

Quoique s'avancant sous le cri de guerre des soviets que les communistes avaient rejeté au sommet de la vague de la révolution, mais qui, plus tard, devait être sanctifié par la politique de la « Troisième Période », la guerre paysanne ne réussit pas à éveiller d'échos parmi les ouvriers. Courbés sous la dictature militaire de Tchiang Kai-chek et sous une crise économique dévastatrice, désorganisés ultérieurement par la tactique communiste des « syndicats rouges », réduits à la

passivité par le refus des communistes de développer un programme de revendications démocratiques correspondant aux besoins vitaux dans le nouveau stade contre-révolutionnaire, les ouvriers abandonnèrent la vie politique. Tchiang Kai-chek, ne rencontrant pas d'opposition de la part du prolétariat, fut finalement capable, à la fin de 1934, d'écraser les soviets paysans isolés, malgré les nombreuses batailles héroïques livrées par les Armées rouges paysannes.

L'invasion japonaise de la Mandchourie, en 1931, trouva le gouvernement du Kouo-min-tang menant une guerre d'extermination contre les paysans révoltés et, en même temps, renforçant sa dictature réactionnaire sur les ouvriers. Annonçant une politique de « non-résistance » à l'impérialisme japonais, Tchiang Kai-chek proclama, comme sa tâche suprême, la suppression définitive du mouvement insurrectionnel paysan, signifiant par là l'établissement du pouvoir personnel de Tchiang sur celui de ses adversaires provinciaux. Le revers de la médaille de la « non-résistance » fut une vigoureuse manifestation du mouvement montant antijaponais. Révélant de nouveau l'unité fondamentale des intérêts entre les impérialistes et la bourgeoisie nationale. La politique de « non-résistance » du Kouo-min-tang facilita l'invasion de la Chine par les Japonais. Les impérialistes, de leur côté, furent plus que généreux en aidant le Kouo-min-tang à écraser les paysans et à maintenir le mouvement ouvrier dans un état de prostration.

Tout en maintenant les masses opprimées et en reculant pas à pas devant les envahisseurs japonais, le Kouo-min-tang se rapprochait des Anglais et des Américains, dans l'espoir que ces derniers, craignant pour leurs propres intérêts en Chine, seraient obligés d'arrêter la marche en avant du Japon. Il y avait aussi l'espoir que la Chine obtiendrait un instant pour souffler, grâce aux relations de plus en plus tendues entre le Japon et l'URSS.

Mais les ravages de la crise économique mondiale qui coïncidaient avec la poussée coloniale japonaise, jointe à leur propre insuffisance militaire, incitèrent l'Angleterre et l'Amérique du Nord à adopter une politique expectative en Extrême-Orient, tout en encourageant le Kouo-min-tang à résister au Japon autant qu'il l'oserait. La bureaucratie stalinienne, temporairement mariée à la politique de statu quo était prête à faire de nombreuses concessions au Japon, de façon à assurer la continuité de la construction du « socialisme » à l'intérieur des frontières de l'URSS. L'aggravation des difficultés

internes et l'immobilité de ses principaux rivaux poussèrent le Japon à entreprendre des campagnes d'envergure croissante en 1937, en vue de conquérir la Chine du Nord et d'attaquer le bassin du Yangzi. Le Kouo-min-tang se trouva en face de l'alternative d'abdiquer devant le Japon ou de résister avec l'aide matérielle qu'il pourrait s'assurer à l'étranger. Différant des premières expéditions japonaises, la plus récente campagne fit trembler le régime du Kouo-min-tang dans sa propre forteresse et la bourgeoisie dans le cœur même de son lucre et de son pouvoir, montrant ainsi clairement que les limites de la politique de non-résistance avaient été atteintes.

Le Kouo-min-tang se résolut à entreprendre une campagne militaire purement défensive contre le Japon, ce qui est de loin différent de l'effective lutte de principes contre l'impérialisme pris dans sa généralité pour l'indépendance nationale de la Chine. D'autres facteurs intervinrent dans la décision que prit le Kouo-min-tang de résister. Soutenu par l'aide financière anglaise et américaine et par une conjoncture économique ascendante, encouragé aussi par ses victoires sur les soviets chinois, le régime avait grandi, plus solide et plus sûr de lui-même. De plus, la politique de non-résistance jointe à la croissance du sentiment antijaponais, à travers tout le pays, était de plus en plus exploitée contre Tchiang Kai-chek par ses rivaux de province, et avec un succès croissant.

La guerre de conquête japonaise et les impérialismes

La plus récente phase de la poussée coloniale japonaise a coïncidé avec la dégénérescence finale de l'Internationale communiste. D'instrument de la lutte de classe révolutionnaire, les partis communistes ont été transformés en instruments de la diplomatie stalinienne. Cherchant des alliés parmi les pouvoirs démocratiques, capitalistes, contre la menace croissante de guerre, la bureaucratie stalinienne ordonna à ces partis d'abandonner leur programme révolutionnaire et de soutenir la bourgeoisie de leur pays. De même que Staline avait besoin des démocraties bourgeoises d'Occident comme alliées contre l'Allemagne hitlérienne, de même en Extrême-Orient, en accord avec son orientation anglo-franco-américaine, le PPC rechercha une fois de plus une alliance avec le Kouo-min-tang bourgeois, cette fois contre le Japon impérialiste. Ce qui restait du Parti communiste chinois après la liquidation brutale des soviets paysans par Tchiang Kai-chek a publiquement abandonné les derniers vestiges de sa politique révolutionnaire, afin d'entrer

dans le « front populaire antijaponais », avec le bourreau de la révolution chinoise. Les staliniens chinois ont formellement liquidé la Chine soviétique, remis aux mains de Tchiang Kai-chek les restes des Armées rouges paysannes, renoncé ouvertement à la lutte agraire, abandonné explicitement les intérêts de classe des travailleurs. En embrassant publiquement les doctrines petites-bourgeoises de Sun Yat-sen, ils se sont proclamés les gendarmes de la propriété privée bourgeoise, et, en conformité avec la pratique stalinienne universelle, les ennemis de la révolution.

C'est l'impérieux devoir du prolétariat international, et, par-dessus tout, de l'avant-garde révolutionnaire, de soutenir la lutte de la Chine contre le Japon. Le crime des staliniens consiste, non pas dans l'aide et la participation à la lutte de la Chine, même tant que celle-ci reste sous la direction du Kouo-min-tang, mais dans l'abandon de la lutte des classes, dans l'abandon des intérêts des masses exploitées, dans la capitulation politique devant le Kouo-min-tang, dans l'abdication du droit de mobilisation indépendante des masses contre les envahisseurs japonais, dans la renonciation à la critique révolutionnaire de la direction de la guerre par le Kouo-min-tang, dans le renforcement de la dictature de Tchiang Kai-chek, dans l'appui et la diffusion de l'illusion que le Kouo-min-tang et la bourgeoisie nationale peuvent conduire la guerre d'une manière efficace et vers une conclusion victorieuse.

Par ces actions traîtresses, ils fourvoient, embrouillent et désorientent les masses chinoises et empêchent une mobilisation révolutionnaire. Dans les autres pays, les staliniens, impuissants à entraîner les travailleurs à se solidariser avec la cause de la Chine, font de vains appels aux gouvernements impérialistes, « démocratiques », « pacifiques », afin de sauver la Chine du Japon. Ils fondent ces appels, non pas sur quelque base révolutionnaire (il n'y en a aucune), mais sur le propre besoin des impérialistes de préserver leurs intérêts de pirates en Chine et en Extrême-Orient. Ils pressent les travailleurs d'aider leur propre gouvernement impérialiste dans une action de « sécurité collective » contre le Japon — qui, en réalité, n'est que l'action d'une clique de brigands contre une autre. Ainsi, les staliniens, emboîtant le pas à la faillite politique de la II^e Internationale, se dressent-ils comme les traîtres sociaux-patriotes de la classe ouvrière et des opprimés en général non seulement dans les pays « démocratiques » d'Occident, mais tout aussi bien en Orient.

L'impérialisme anglais, avec ses vastes intérêts commerciaux et l'enjeu d'un investissement en Chine de dix milliards de dollars, s'émeut de plus en plus des progrès du Japon. Cependant, le coup qui menace d'atteindre ses intérêts chinois ne constitue qu'un seul aspect de l'anxiété qui l'étreint au sujet de son empire, lorsqu'il voit arriver la lutte pour une nouvelle répartition du monde, dont l'attaque de la Chine par les Japonais, faisant suite à la conquête de l'Éthiopie par l'Italie et à l'intervention germano-italienne en Espagne, n'est qu'un commencement.

L'Angleterre, tandis qu'elle poursuit une stratégie temporaire destinée à retarder l'inévitable dénouement, s'attache désespérément à la construction d'une machine de guerre propre à défendre ses possessions dispersées. Incapable pour le moment de provoquer le Japon par les armes — particulièrement en raison de ses difficultés méditerranéennes, l'Angleterre cherche à bloquer le Japon, en accumulant tous les obstacles possibles sur le chemin de ce pays — en particulier, en fournissant une aide matérielle de plus en plus large au régime du Kouo-min-tang et en menant parallèlement une action diplomatique avec les États-Unis en vue d'épouvanter les impérialistes japonais à l'aide du spectre d'un bloc anglo-américain.

L'Angleterre estime que le Japon finira par s'épuiser au cours d'une longue guerre d'usure avec la Chine. Elle table aussi sur la possibilité d'un conflit entre le Japon et l'URSS qui refoulerait ainsi la menace japonaise suspendue au-dessus des possessions et des intérêts britanniques d'Extrême-Orient. Un espoir semblable anime les impérialistes anglais lorsqu'ils considèrent le bloc italo-germano-nippon comme un tout qui, pour le moment, est le principal provocateur des intérêts mondiaux de l'Angleterre. En attendant, craignant que des révoltes de ses millions d'esclaves coloniaux ne créent un danger à l'arrière au cours de la guerre qui arrive, l'impérialisme anglais, achète la bourgeoisie nationale de ses colonies (constitution indoue, traité anglo-égyptien.), afin de s'assurer leur fidélité. Les dominions du Canada, d'Afrique du Sud, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, occupés au développement de leur propre économie, ont acquis des intérêts séparés et contradictoires des intérêts de l'empire britannique pris comme un tout. Ces intérêts représentent une force centrifuge à l'intérieur même de l'empire. En particulier, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, vu leur proximité du foyer d'Extrême-Orient, réclament la liberté de se tenir à l'écart des luttes de l'Empire contre le Japon si une telle solution pouvait apparaître avantageuse.

Le Canada est dans une position semblable vis-à-vis des États-Unis. L'Angleterre cherche à freiner ces facteurs désintégrant l'empire à l'aide de moyens tels que des avantages commerciaux (convention d'Ottawa) et des conférences impériales périodiques qui sont destinées à renforcer les liens entre les dominions d'une part et la métropole de l'autre. Dans la lutte actuel d'Extrême-Orient, l'impérialisme anglais s'inquiète du destin de la Chine uniquement pour autant que le destin de la Chine affecte ses propres intérêts.

L'impérialisme américain, quoique possédant actuellement en Chine des intérêts moindres en quantité et en importance que la Grande-Bretagne, est alarmé devant la perspective d'une domination japonaise sur le Pacifique. Des crises répétées dans l'économie américaine, se succédant à de courts intervalles, avertissent que, si le capitalisme américain doit survivre et grandir, il doit bientôt jouer un rôle plus prépondérant, non seulement dans l'aire du Pacifique, mais aussi dans l'arène mondiale tout entière.

Le discours de Roosevelt à Chicago en octobre 1937, dirigé contre les puissances « agressives », donne la clé de la politique future de l'impérialisme américain. Incapable pour le moment de provoquer le Japon, le gouvernement de Washington louvoie à travers des chemins diplomatiques détournés tels que la conférence de Bruxelles. Pareilles entreprises ostensiblement désintéressées sont très utiles pour semer des illusions pacifistes et, par là, pour préparer les travailleurs américains à se battre pour les intérêts du capitalisme américain dans les guerres qui viendront.

En même temps, tout en octroyant une apparente indépendance aux Philippines, afin d'engager la bourgeoisie du pays à ses côtés, le gouvernement de Washington construit une armée, une flotte et une aviation puissantes, et consolide son empire dans les Amériques au moyen de l'Union panaméricaine, préliminaire à la provocation de tous ses rivaux pour une suprématie mondiale. Tout en considérant la guerre avec le Japon comme inévitable, les impérialistes américains espèrent être capables de s'engager dans une telle guerre le plus tard possible, estimant que l'Angleterre sera entraînée dans la guerre contre le Japon et que ces deux pays sortiront épuisés de la lutte.

Pendant quelque temps, les impérialistes américains ont également tablé sur la perspective qu'une guerre russo-japonaise détruirait leur rivale du Pacifique, mais la crise intérieure qui fait rage en Union soviétique et met en évidence la complète instabi-

lité du régime de Staline fait que cette perspective est à rejeter de plus en plus à l'arrière-plan. Dans leurs efforts pour masquer leur plan belliqueux, les impérialistes américains reçoivent l'aide sans limites des staliniens qui, parallèlement à leurs compères chinois proclament le rôle « pacifique » de l'impérialisme américain, en appellent au gouvernement de Washington pour sauver la Chine du Japon, et offrent leurs services comme sergents recruteurs de guerre.

La France, avec un vaste empire d'esclaves coloniaux, est intéressée au maintien du statu quo en Europe, en Afrique et en Extrême-Orient. Les intérêts français en Chine, bien que plus réduits et moins répandus, sont analogues à ceux de la Grande-Bretagne. Etant concentrés en Indochine, ils n'entrent pas dans l'orbite des ambitions japonaises immédiates. Dès lors, la politique française de conciliation diplomatique envers le Japon marche de pair avec l'aide matérielle subreptice apportée à la Chine, suivant dans tous les cas l'exemple de la Grande-Bretagne. Cette politique trouve sa contrepartie dans la plus cruelle exploitation et la plus cruelle oppression des masses d'Indochine (comme dans toutes les autres colonies de l'impérialisme français) et dans une campagne de violentes persécutions contre les révolutionnaires de ces territoires.

Comme partenaires ou soutiens du gouvernement impérialiste français du Front populaire actuellement défunt, les staliniens et les « socialistes » de la II^e Internationale portent une large part de responsabilité pour tous les crimes bestiaux commis par l'impérialisme français dans les colonies.

Les États fascistes européens, contrairement à la Grande-Bretagne, aux États-Unis et à la France, n'ont qu'un très mince enjeu économique en Chine. Leur intervention diplomatique dans la lutte sino-japonaise est principalement destinée à exploiter les antagonismes impérialistes en Extrême-Orient pour faire progresser leurs visées fondamentales en Europe. En outre, Hitler est en train de manœuvrer afin de recouvrer les anciennes possessions coloniales de l'Allemagne actuellement acquises par le Japon. Mais ne désirant pas s'opposer au Japon qui lui est nécessaire en tant qu'allié contre l'URSS, il réprime la proclamation de ses revendications coloniales. L'Italie fasciste s'efforce de faire entrer le Japon dans son jeu contre la Grande-Bretagne, dans l'intérêt des ambitions italiennes en Méditerranée. L'Allemagne et l'Italie, ensemble, cherchent à faire entrer le Japon dans leur jeu contre la Grande-Bretagne et la France, ce

qui constitue une de leurs manœuvres en vue de l'alignement des camps au cours de la prochaine guerre mondiale. Le Japon d'un autre côté, flirte avec l'axe Rome-Berlin pour faire chanter la Grande-Bretagne et la France et afin d'assurer un front contre l'URSS en Occident.

Le rôle de l'URSS

L'URSS, en tant qu'État ouvrier, n'a aucun intérêt ou visée impérialiste en Chine. Au contraire, il entre dans les intérêts de l'URSS d'aider à écraser l'impérialisme dans toutes ses forteresses coloniales et semi-coloniales en fournissant aux peuples opprimés l'aide la plus complète possible dans leur lutte contre l'impérialisme. Lorsque, en 1927, l'opportunisme stalinien conduisit la grande révolution chinoise à la ruine, un puissant rempart de l'URSS fut abattu, rempart, non seulement contre le Japon impérialiste, mais contre le front mondial de l'impérialisme tout entier.

Lorsque, par la suite, le Japon conquiert la Mandchourie, Staline n'eut pas d'autre alternative qu'abandonner au Japon le Chemin de fer chinois oriental, la seule grande assise stratégique de l'URSS en Extrême-Orient, et qu'entrer dans la voie d'une continuelle retraite devant les impérialistes japonais. En Allemagne, pareillement, la politique stalinienne facilita le triomphe de Hitler et accrut la menace de guerre sur la frontière occidentale de l'URSS. A l'intérieur même de l'URSS, le système d'absolutisme bureaucratique engendra une crise profonde qui, tout en ébranlant les fondations même de l'État ouvrier, a paralysé la politique extérieure soviétique et l'a privée de tout caractère indépendant. Craignant de se heurter au danger fasciste en Europe, et pour le contrecarrer, Staline a livré l'indépendance et la politique révolutionnaire des partis communistes en échange de pactes avec les États bourgeois « démocratiques ».

Cherchant à opposer la Chine au Japon, — non dans l'intérêt de libérer la Chine de l'impérialisme, mais uniquement afin de retarder l'attaque de l'impérialisme japonais contre l'URSS — il a livré au Kouo-min-tang ce qui restait du Parti communiste chinois et des Armées rouges paysannes. La politique soviétique en Chine est exclusivement dictée par les intérêts conservateurs et réactionnaires de la bureaucratie soviétique, et elle est démunie de toute base principielle révolutionnaire. S'étant aligné au côté du Kouo-min-tang et des puissances impérialistes « démocratiques », Staline n'hésite pas à devenir le complice de l'impérialisme contre les prémisses nouvelles de la révolution chinoise.

Il est dans les intérêts de la bureaucratie soviétique que la guerre entre la Chine et le Japon puisse être prolongée, surtout devant la menace, non déguisée, d'une attaque de l'URSS par les impérialistes japonais aussitôt que les visées de ces derniers en Chine seraient atteintes et devant le danger qu'une Chine vaincue puisse devenir, même à titre uniquement passif, une alliée du Japon et des Etats fascistes européens contre l'URSS. Pour ces raisons, après avoir laissé s'écouler quatre précieux mois, le gouvernement stalinien commença à intensifier son aide matérielle à la Chine, non pas sur la base de principe de l'aide à un pays opprimé contre l'opresseur impérialiste (de tels motifs révolutionnaires ont, depuis longtemps, cessé d'être l'étoile directrice du gouvernement stalinien), mais uniquement en raison d'une nécessité stratégique militaire.

Afin de hâter l'intensification de cette aide, le gouvernement du Kouo-min-tang s'engagea avec Moscou dans un pacte de non-agression après avoir refusé sa signature pendant quatre ans. Ce délai indiquait que le Kouo-min-tang était capable d'arriver à une convention pacifique avec le Japon. L'aide matérielle apporté par les soviets à la Chine a été envoyée pour la plus grande partie au Kuou-min-tang et non à l'ancienne Armée rouge. De plus, l'aide ne commença qu'au moment où les humeurs capitulaires du parti de la bourgeoisie chinoise avaient déjà commencé à affaiblir la campagne défensive contre le Japon. C'est précisément le manque de toute base de principe révolutionnaire de la politique soviétique qui priva cette aide de sa pleine efficacité dans la lutte chinoise. Quantitativement, cette aide est sérieusement limitée par la crise intérieure aiguë que la bureaucratie a engendré en Union soviétique, par la dépendance stalinienne à l'égard de l'impérialisme anglo-français dans toutes les sphères de la politique extérieure, et par le besoin qu'éprouve Staline d'éviter toute complication militaire prématurée avec le Japon.

La défense de la Chine contre le Japon

Amené contre son sentiment à résister au Japon, le Kouo-min-tang s'est exclusivement confiné dans une campagne de défense militaire qui, tout en étant totalement inefficace, a conduit au sacrifice gratuit de forces humaines. Dès le début même de la lutte, en refusant d'abroger les privilèges impérialistes du Japon en Chine, le Kouo-min-tang a laissé la porte ouverte aux négociations avec l'ennemi. Contraint à restituer une certaine part de liberté aux masses, il a, en même temps,

supprimé et enterré celles des organisations populaires qu'il ne pouvait circonscrire et contrôler.

L'avant-garde révolutionnaire des masses chinoises, l'organisation de la IV^e Internationale sont forcés de vivre dans l'illégalité. Tous les opposants politiques au régime du Kouo-min-tang, y compris les héroïques combattants de l'indépendance chinoise, sont stigmatisés du nom de traîtres et traités comme tels. Craignant de compenser les déficiences de la défense de la Chine en armant les masses, et en les rassemblant à l'échelle la plus large, pour participer au combat, le Kouo-min-tang fait connaître sa bonne volonté de traiter avec le Japon par l'intermédiaire de « puissances amies ».

La spéculation débridée, la corruption et la trahison franchissent les cercles du gouvernement et pénètrent dans l'armée. Les fardeaux de la guerre pesant sur le dos des masses tandis que les fortunes de la bourgeoisie sont laissées intactes. En face de tous les crimes du Kouo-min-tang et de la classe dirigeante, les staliniens qui ont renoncé à leur indépendance politique et à leur programme révolutionnaire gardent un honteux silence. Par là, ils deviennent complices de ces crimes et de la trahison que le Kouo-min-tang est en train de préparer. En arrêtant les révolutionnaires chinois, les staliniens, comme en Espagne, et en Union soviétique, se tiennent dans le fourgon de la réaction.

Le cours de la guerre sino-japonaise a démontré qu'un pays arriéré, semi-colonial, doté d'une industrie faible, pauvre en armements lourds ne peut prévaloir longtemps dans une guerre uniquement de défense militaire sur un adversaire de beaucoup plus puissant. Les déficiences techniques de la défense de la Chine ne peuvent être compensées que par le déclenchement d'une campagne politique d'envergure, qui, combinée aux opérations militaires, entraînera dans la lutte les masses des millions d'êtres, rompra les forces des envahisseurs, attisera les cendres de la révolution dans le pays ennemi et incitera la classe ouvrière mondiale à des actes de solidarité internationale.

Mais les masses ne peuvent être entraînées dans la lutte que sur la base d'un programme révolutionnaire correspondant à leurs besoins les plus urgents. Les forces d'invasion ne peuvent être brisées que par des appels révolutionnaires. Seul l'exemple révolutionnaire peut soulever la révolution dans le pays ennemi. Les appels à la solidarité de la classe ouvrière internationale ne peuvent être effectifs que sur une base révolutionnaire. Une action dans ce sens ne peut être menée par le gouvernement

bourgeois des exploiters qui craint les masses et la révolution plus qu'il ne craint les impérialistes. C'est pourquoi, malgré l'héroïque sacrifice des soldats chinois, la guerre de Chine a montré, dans son premier stade sous la direction du Kouo-min-tang, une faillite et une impuissance aussi pitoyables.

Les masses chinoises n'ont pas été encore capables d'intervenir dans les combats militaires par l'intermédiaire de leurs propres organisations indépendantes. Au contraire, elles ont été contraintes par tous les événements à jouer le rôle de spectateur plus ou moins passif et de victime des événements. Ecrasés depuis des années sous la dictature militaire du Kouo-min-tang et la crise économique, les ouvriers retrouvèrent finalement leur activité sur la base du nouveau tournant de la conjoncture en 1935-1936.

La guerre, entraînant la destruction matérielle totale de presque toute l'industrie concentrée à Shanghai et l'occupation militaire japonaise dans les grands centres en Chine du Nord, a bloqué le processus de renouvellement économique et contrecarré toute reviviscence ininterrompue du mouvement ouvrier. Ajouté à cela, la trahison du Parti communiste couronnant le développement d'années d'opportunisme et d'aventurisme, a approfondi la confusion et la désorientation des masses. Un nouveau tournant des événements permettant à un nouveau parti révolutionnaire de se former sur les bases établies par les bolcheviks-léninistes de la IV^e Internationale sera nécessaire avant que les masses chinoises ne soient capables de s'engager dans la voie révolutionnaire.

Pour la révolution japonaise

Malgré la banqueroute du régime du Kouo-min-tang et le retard de l'entreprise indépendante des masses chinoises dans la guerre, les impérialistes japonais se rendent compte de l'impossibilité de conquérir la Chine. La Grande-Bretagne, au début du capitalisme mondial, pouvait construire un empire de milliers d'esclaves coloniaux en Asie et en Afrique, en s'appuyant sur une puissante base économique intérieure. Aujourd'hui, les impérialistes britanniques se heurtent à la décadence de cet empire. Le Japon, est à l'époque du déclin du capitalisme, partant d'une base économique faible, historiquement incapables d'achever la destinée impériale à laquelle rêvent les classes dirigeantes.

Sous la façade imposante de l'impérialisme japonais gisent des faiblesses organiques fondamentales qui ont déjà été aggravées

par la conquête militaire de la Mandchourie. Les ressources du capitalisme japonais sont insuffisantes pour édifier l'empire. La construction économique du pays est tendue jusqu'au point de craquer par les nouvelles campagnes militaires. Le capitalisme japonais survit au moyen de la plus intense exploitation du prolétariat, tandis que les paysans, formant la majeure partie de la population du Japon, sont menacés d'un appauvrissement et d'une détresse croissants. Les charges à la fois des travailleurs et des paysans sont accrues d'une façon insupportable par la guerre. Plus de trente millions de Chinois en Mandchourie attendent le moment opportun pour se libérer du joug japonais. Vingt et un millions de Coréens et cinq millions de Formosans luttent pour se libérer du Japon. Tous ces facteurs constituent le talon d'Achille de l'impérialisme japonais et le condamnent à la destruction.

Des victoires militaires comme celles que l'armée japonaise est capable de remporter en Chine ont seulement une importance épisodique. Les premiers revers sérieux, qui sont inévitables si la guerre se prolonge, deviendront le point de départ d'explosions politiques et sociales au Japon et dans les territoires de Mandchourie, de Corée et de Formose. Abstraction faite du résultat immédiat de la guerre en Chine, l'impérialisme japonais est condamné. La machine militaire des impérialistes japonais n'a jamais encore été jetée contre le pouvoir de la classe dominante. Affaibli par ce qui se révélera être des victoires à la Pyrrhus en Chine, l'impérialisme japonais marchera à la défaite dans la guerre mondiale qui vient, si la révolution prolétarienne ne met pas une fin plus rapide à sa carrière. En dernière analyse, la cause de la révolution en Extrême-Orient progressera dans la mesure où les masses à la fois en Chine et au Japon et dans les colonies japonaises réussiront à empêcher la classe dirigeante de faire peser sur leurs épaules le poids des présentes campagnes militaires.

Même si les victoires militaires du Japon, lors des présentes campagnes, amènent la chute du régime du Kouo-min-tang, cela ne signifiera pas la fin de la résistance chinoise au Japon, mais uniquement la fin d'une seule phase de la lutte. Dans la nouvelle phase, la politique pro-japonaise des successeurs du Kouo-min-tang, combinée à l'oppression intolérable des impérialistes japonais, engendrera inévitablement — même si cela se fait avec quelque retard — une guerre civile, étendue et sauvage, qui, étant dirigée à la fois contre les impérialistes japonais et le gouvernement bourgeois chinois, prendra certainement le carac-

tère d'une révolution sociale. Ayant découvert, par expérience, la banqueroute aiguë et l'impuissance du Kouo-min-tang, de la bourgeoisie nationale et de leurs alliés staliniens, les masses chinoises inclineront de plus en plus à compter sur leurs propres organisations et leurs propres armes. Ils considéreront les bolcheviks-léninistes comme étant leurs chefs et se rallieront sous le drapeau révolutionnaire de la IV^e Internationale.

La reprise du mouvement révolutionnaire en Chine favorisera la renaissance du mouvement de libération en Mandchourie, en Corée et à Formose. Au Japon, la tension sociale sera exacerbée jusqu'à créer une situation révolutionnaire. La parenté réciproque de ces développements fournira les prémisses objectives à la révolution nationale et prolétarienne en Chine et à la révolution prolétarienne au Japon. Se préparer à ces événements est la tâche des révolutionnaires. En Chine, en particulier, les bolcheviks-léninistes doivent prendre part courageusement à la lutte antijaponaise et diffuser en même temps les slogans correspondants aux besoins de la lutte et faire leurs intérêts des masses à chaque nouveau stade. Grâce à cela, ils gagneront la confiance des masses et seront capables de les mobiliser dans leurs propres organisations indépendantes pour l'action révolutionnaire.

Les perspectives esquissées ci-dessus mettent les travailleurs de tous les pays, et en particulier l'avant-garde révolutionnaire, dans l'obligation d'aider la lutte de la Chine contre le Japon de toutes les manières possibles. La défaite de l'impérialisme japonais non seulement ouvrira la voie à la révolution en Chine et au Japon, mais encore favorisera de nouvelles vagues de révoltes dans toutes les colonies des puissances impérialistes. De plus, elle supprimera une grave menace pour l'Union soviétique et stimulera le prolétariat soviétique contre le régime contre-révolutionnaire de Staline. Un soutien révolutionnaire à la lutte de la Chine ne signifie cependant pas que les révolutionnaires doivent fournir une couverture au régime failli du Kouo-min-tang et à la bourgeoisie chinoise. Il ne signifie pas non plus faire appel aux gouvernements « démocratiques » impérialistes afin qu'ils interviennent contre le Japon et sauvent la Chine ni prêter aide à ces gouvernements, s'ils interviennent contre le Japon, et dans le cours de cette intervention. Cela, c'est la ligne de conduite des traîtres staliniens.

Les impérialistes de l'Occident n'interviendront contre le Japon que pour préserver leurs propres intérêts de pirates en Extrême-Orient. Si l'impérialisme japonais était vaincu en Chine

par ses rivaux impérialistes et non par les masses révolutionnaires, cela signifierait l'asservissement de la Chine par le capital anglo-américain. La libération nationale de la Chine et l'émancipation des masses chinoises de toute exploitation ne peuvent être accomplies que par les masses chinoises elles-mêmes, alliées avec le prolétariat et les opprimés du monde entier.

La campagne révolutionnaire internationale pour l'aide à la Chine doit s'effectuer sous le signe des représailles des ouvriers contre le Japon, et trouver sa pleine expression dans la propulsion de la lutte des classes et dans la révolution prolétarienne.

Le rôle mondial de l'impérialisme américain

Les sphères principales d'activité de l'impérialisme américain sont réparties parmi les continents d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine, dans lesquels il poursuit une politique conforme à ses intérêts généraux et adaptée aux conditions concrètes de ses relations avec d'autres puissances.

En Amérique latine, bien qu'ils se heurtent au rival puissant que constitue l'Angleterre et dans une mesure moindre mais croissante, au Japon et à l'Allemagne, les États-Unis restent la force impérialiste dominante. Les États-Unis apparurent sur la scène plus tard que des pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne ou l'Angleterre, mais au début du siècle ils étaient déjà capables de surpasser leurs rivaux. Leur rapide développement industriel et financier, les préoccupations des puissances européennes pendant la guerre impérialiste mondiale et leur transformation en créateur mondial pendant cette période ont permis aux États-Unis d'atteindre le sommet en établissant leur hégémonie impérialiste sur la plupart des pays de l'Amérique centrale, du Sud et de la mer des Caraïbes (Antilles). Ils proclamèrent leur intention de maintenir cette hégémonie contre les tentatives de l'impérialisme européen et japonais. La forme politique de cette proclamation est la doctrine de Monroe qui, particulièrement depuis le déploiement d'une politique ouvertement impérialiste à la fin du XIX^e siècle, a été interprétée uniformément par toutes les administrations de Washington comme le droit de l'impérialisme américain à dominer les pays d'Amérique latine, comme étape vers la position d'exploitateur exclusif.

L'obstacle le plus actif et puissant à une véritable indépen-

dance de l'Amérique latine est l'impérialisme américain, dont la masse de milliards de dollars est principalement investie dans l'hémisphère oriental. Le caractère réel du capitalisme « démocratique » américain est très clairement révélé par les dictatures tyranniques des pays de l'Amérique du Sud, dont le sort est inextricablement lié au sien, et qui dureront autant que lui. Les despotes assoiffés de sang qui oppriment dans la souffrance des millions de paysans et d'ouvriers de l'Amérique latine, les Vargas et les Batista, ne sont au fond rien d'autre que les instruments politiques des États-Unis « démocratiques » impérialistes. Dans des pays comme Porto Rico, l'impérialisme américain provoque et supprime brutalement le mouvement nationaliste, grâce au gouverneur Winshin.

La bourgeoisie nationale montante dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, espérant une plus grande part du butin, et luttant pour une indépendance plus complète, c'est-à-dire pour la position dominante dans l'exploitation de son propre pays, essaie, il est vrai, d'utiliser les rivalités et les conflits des impérialistes étrangers dans ce but. Mais sa faiblesse générale et son apparence retardée l'empêchent d'atteindre un niveau élevé de développement, échappant au rôle d'instrument d'un impérialisme contre l'autre. Elle ne peut pas envisager une lutte sérieuse contre toute domination impérialiste et pour une véritable indépendance nationale, craignant de déchaîner un mouvement de masse des travailleurs du pays, qui menacerait sa propre existence.

L'exemple récent de Vargas, qui tente d'utiliser la rivalité entre les États-Unis et l'Allemagne, mais en même temps maintient la plus sauvage dictature sur les masses populaires brésiliennes, est un exemple frappant. L'administration de Roosevelt, en dépit de ses prétentions aimables, n'a apporté aucune modification à la tradition impérialiste de ses prédécesseurs. Elle a répété avec emphase la mensongère doctrine de Monroe ; elle a confirmé ses réclamations de droits monopolistes sur l'Amérique latine aux conférences de Buenos Aires ; elle a sanctifié de son approbation les régimes abominables de Vargas et de Batista ; sa revendication pour une police maritime plus puissante dans l'Atlantique et pas seulement dans le Pacifique prouve son zèle à développer les forces armées des États-Unis pour la défense de son pouvoir impérialiste dans la partie sud de l'hémisphère. Sous Roosevelt, la politique du poing d'acier en Amérique du Sud est recouverte par le gant des prétentions démagogiques de l'amitié et de la « démocratie ».

La politique de « bon voisinage » n'est rien d'autre que la

tentative d'unifier l'hémisphère sud sous l'hégémonie de Washington, comme un bloc solide que celui-ci amènera à fermer la porte des deux continents américains à toutes les autres puissances impérialistes. Cette politique est matériellement appuyée sur des accords commerciaux favorables que les États-Unis s'efforcent de conclure avec les pays d'Amérique latine, dans l'espoir de rejeter systématiquement les rivaux du marché. Le rôle décisif que joue le commerce extérieur dans la vie économique des États-Unis impose à ceux-ci des efforts toujours plus accentués pour exclure tous les concurrents du marché sud-américain, en combinant la production bon marché, la diplomatie, la chicane et, si nécessaire, la force.

Cela est particulièrement vrai actuellement en ce qui concerne l'Allemagne et le Japon. Là où le conflit impérialiste fondamental en Amérique latine (particulièrement dans des pays comme le Mexique et l'Argentine) reste celui de l'Angleterre et des États-Unis, il s'exprime économiquement avant tout sur le terrain des investissements de capitaux. Dans le domaine du commerce extérieur, cependant, les principaux rivaux immédiats des États-Unis sont l'Allemagne, et dans une mesure croissante, le Japon. Etant donné leur situation mondiale respective, les États-Unis et l'Angleterre peuvent donc collaborer pour le moment en refoulant l'Amérique latine, l'Allemagne et le Japon, mais seulement à la condition que la collaboration reste dirigée par les États-Unis. En compensation, l'impérialisme yankee appuie partiellement l'impérialisme anglais sur le continent européen.

En même temps, la politique de l'impérialisme américain augmentera nécessairement la résistance révolutionnaire des peuples latino-américains qu'il va exploiter d'une façon renforcée. Cette résistance, en retour, rencontrera la réaction la plus féroce et des tentatives de suppression par les États-Unis qui se révéleront encore plus clairement comme les gendarmes de l'exploitation impérialiste étrangère, et le soutien des dictatures indigènes. Ainsi, par toute son attitude, Washington-Wall Street jouera un rôle réactionnaire croissant dans les pays d'Amérique latine. Ainsi, les États-Unis restent le maître prédominant et agressif de l'Amérique du Sud, prêt à défendre cette position par les armes contre tout assaut sérieux de ses rivaux impérialistes ou toute tentative par les peuples d'Amérique latine de se libérer de la domination de l'exploiteur.

La politique américaine en Europe a différé de son intervention directe et ouverte en Amérique latine, sur différents points, dictés essentiellement par le fait que les États-Unis

n'apparurent comme un facteur décisif dans le vieux monde qu'à la dernière étape, lors de la dernière génération. Leur intervention est passée par trois stades. D'abord ils surgirent comme un agresseur brutal défendant les vastes intérêts financiers acquis par la classe dirigeante américaine à la fin de la guerre, et ils contribuèrent, grâce à leur énorme puissance industrielle, financière et militaire, à créer les forces décisives nécessaires aux Alliés pour détruire et accabler les puissances centrales, spécialement l'Allemagne. Tandis que l'Angleterre, la France, la Belgique et l'Italie devenaient ainsi capables d'imposer le dégradant traité de paix de Versailles à l'Allemagne, et de faire de la Société des nations le gendarme qui surveillait leurs conquêtes, y compris les anciennes colonies allemandes et les énormes tributs de réparations exigées de l'Allemagne, le vainqueur réel de la guerre se révélait être les États-Unis, qui devinrent le principal centre économique et financier du monde, en exigeant un encore plus lourd tribut des vainqueurs de Versailles sous forme de paiement des dettes de guerre.

Ensuite, avec la défaite du prolétariat allemand à la fin de 1933, les États-Unis apparurent comme les « pacificateurs » de l'Europe et la principale force contre-révolutionnaire. Dans leur rôle de pacificateurs européens, ils revigorèrent la domination capitaliste à son point le plus faible, l'Allemagne, en lui injectant les millions de Dawes-Young. Ils aidèrent ainsi à la renaissance des illusions démocratiques en Allemagne, en France et en Angleterre, et mirent en avant la revendication de la limitation des armements qui empêchaient le paiement des dettes de guerre à Wall-Street. Le « désarmement » européen (étant donné la supériorité industrielle de l'Amérique du Nord qui lui permet de surclasser rapidement les armements de n'importe quel pays) n'était que la revendication pacifiste grâce à laquelle l'impérialisme américain s'efforçait de réduire le marché, déjà réduit, qui restait à la disposition des concurrents européens.

Enfin, dans la dernière étape de son intervention, l'impérialisme américain a montré qu'il n'éliminait ni ne modérait les conflits entre les puissances européennes : au contraire, ses propres besoins entraînent une aggravation des conflits entre les différentes puissances européennes. Elles sont toutes entraînées vers une nouvelle guerre mondiale, les unes pour défendre la part de ration à laquelle les États-Unis ont réduit l'Europe, les autres dans leur lutte pour augmenter leur revenu afin d'essayer de résoudre leurs contradictions intérieures. En apparence, la montée de l'impérialisme américain en Europe a eu l'effet de « pacifier » le continent ; en fait, elle hâte une nouvelle guerre

mondiale, marquée par la course aux armements, la conquête de l'Ethiopie, la guerre civile en Espagne, l'invasion japonaise en Chine. Cette guerre ne pourra pas être bornée à l'Europe et tous les pays importants de la terre y seront inexorablement entraînés.

Comprendre la réalité des relations des États-Unis avec le développement de l'Europe suffit à réfuter les prétentions de l'impérialisme américain à une mission de défenseur de la paix et de la démocratie en Europe. Au contraire, plus les difficultés s'accroissent, plus il essaie de reporter son fardeau sur les épaules des puissances impérialistes européennes, plus vieilles ou plus faibles : ainsi, il conduit plus rapidement les classes dirigeantes du vieux monde vers la guerre et le régime fasciste. La pression de la puissance du Nouveau Monde qui a atteint une telle force depuis la dernière guerre est en train de mener l'Europe vers l'abîme de la barbarie et de la destruction.

Dans le passé, l'influence des États-Unis était plus ou moins « passive » ; c'était la politique de « l'isolement ». Maintenant, elle se développe dans une autre direction qui laisse prévoir son intervention active, directe et décisive dans la prochaine période, c'est-à-dire celle de la prochaine guerre mondiale. Les fondations de la puissance impérialiste américaine ont une envergure mondiale ; ses intérêts économiques en Europe même sont très importants (des milliards de dollars investis dans les entreprises téléphoniques et télégraphiques, l'automobile, les constructions électriques et d'autres trusts, de même que les milliards des dettes de guerre et les emprunts d'après-guerre). Par conséquent, il sera impossible à ce pays de rester en dehors de la prochaine guerre mondiale. Tout au contraire. Non seulement il y participera comme belligérant, mais il est facile de prédire qu'il y entrera beaucoup plus rapidement que lors de la dernière guerre mondiale.

Etant donné la faiblesse, financière et technique, des autres belligérants, comparés aux États-Unis, ceux-ci joueront sûrement un rôle encore plus décisif que la dernière fois dans la conclusion de la guerre. Tout indique que, si l'impérialisme européen n'est pas abattu par la révolution prolétarienne et la paix établie sur une base socialiste, les États-Unis dicteront les termes de la paix impérialiste après être apparus comme les vainqueurs. Leur participation déterminera le camp des vainqueurs, et aussi la disposition du butin, dont ils réclameront une part léonine.

L'établissement rapide de sa domination en Amérique latine dicta à l'impérialisme américain son attitude agressive en

faveur de la « porte close » (doctrine de Monroe). Mais en Asie, déjà répartie entre l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon, la Russie, le Portugal et l'Italie, son retard lui dicta une politique tout aussi impérialiste de la « porte ouverte » qui est devenue la formule classique de la politique américaine en Extrême-Orient, en particulier en Chine. Sous cette forme, l'impérialisme américain répond aux prétentions de ses vieux rivaux d'exploiter à leur seul profit les vastes ressources, en hommes et en matières premières, de la Chine. Derrière ce mot d'ordre « pacifique » se cache l'épée à moitié tirée contre le Japon et l'Angleterre, qui exige une part croissante dans l'exploitation de la Chine et de ses habitants. Comme ailleurs, le « pacifisme » américain est en Extrême-Orient le voile pudique d'une expansion impérialiste agressive.

La lutte interimpérialiste pour la domination de la Chine est en même temps une lutte pour la maîtrise du Pacifique, dont les deux prétendants sont le Japon et les États-Unis. Etant donné ses occupations sur le continent européen, la Méditerranée et le Proche-Orient, l'Angleterre est très handicapée dans sa tentative de défendre seule sa position sur le continent asiatique. Le mouvement panasiatique dirigé par le Japon est orienté vers le rejet de l'Angleterre de ses positions favorables en Chine et même aux Indes. L'Angleterre ne peut pas y résister seule, spécialement dans des conditions qui rendent difficile la solidarité de toutes les parties de l'empire britannique dans une guerre contre le Japon. L'Angleterre dépend donc de plus en plus d'un soutien militaire tacite ou direct des États-Unis dans le conflit avec le Japon.

Cependant, l'impérialisme américain n'est pas enclin à intervenir directement en Extrême-Orient contre le Japon pour soutenir exclusivement ou principalement la domination de l'Angleterre sur le continent asiatique. Au contraire, la maîtrise ultérieure du Pacifique par les États-Unis signifie une défaite décisive pour le Japon, mais aussi le commencement de la fin pour les privilèges et la domination britannique en Orient. L'empire s'en rend compte : une partie croissante de la bourgeoisie-australienne regarde vers les États-Unis plutôt que vers l'Angleterre pour la défense de ses intérêts, c'est-à-dire pour la lutte commune contre le Japon. Autre exemple de la réorientation de certaines parties de l'empire : le Canada est toujours plus attiré par New York et Washington, loin de Londres.

Tandis que le plus grand et important rival de l'impérialisme américain en Orient reste l'Angleterre, son antagoniste le plus

immédiat y est actuellement le Japon. La question de la guerre entre le Japon et les États-Unis pour la domination du Pacifique et de l'Extrême-Orient est donc à l'ordre du jour. Le Japon craint une guerre avec les États-Unis actuellement, car elle l'entraînerait probablement en même temps dans un conflit avec l'Angleterre et l'URSS ; c'est pourquoi il s'efforce de maintenir les frictions entre les États-Unis et l'Angleterre, au moins tant que sa position n'est pas consolidée. Cependant, l'impérialisme américain s'oriente récemment plus nettement vers la guerre contre le Japon, dont les progrès vers les zones d'exploitation américaine possible en Chine et vers ses terrains d'exploitation actuelle en Amérique du Sud menacent les positions américaines dans le présent et l'avenir. La préparation de cette guerre est visible dans le ton plus cassant de la diplomatie américaine, l'agitation nationaliste antijaponaise croissante de la presse, les manœuvres militaires américaines virtuellement dirigées contre le Japon, les nouvelles fortifications des îles Aléoutiennes et Graum et surtout dans le prétexte donné par Roosevelt pour son budget naval de temps de paix sans précédent, en prévision de la lutte contre le Japon.

Ainsi, l'ampleur des problèmes de l'impérialisme américain, la portée mondiale de ses intérêts et des fondements de sa puissance lui dictent une politique d'expansion sans répit. Il est la force principale qui pousse le monde capitaliste vers une autre guerre et le frein le plus solide sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial et sur le mouvement de libération des colonies et semi-colonies.

Pendant toute une époque, les États-Unis maintinrent un équilibre approximatif entre l'agriculture et l'industrie ; leurs intérêts au-delà des frontières étaient épisodiques et assez insignifiants ; ils suivirent une politique plus ou moins isolationniste, rendue plus facile par une situation géographique unique. C'est là le passé. La crise de la vie économique américaine exige une extension du commerce extérieur et un accroissement des milliards de dollars déjà investis aux quatre coins du monde. L'Amérique doit exploiter plus intensivement qu'avant les mêmes ressources : cela signifie la suppression du mouvement prolétarien révolutionnaire à l'étranger et des mouvements nationalistes révolutionnaires pour l'indépendance dans ses colonies et sphères d'influence. Cela signifie aussi qu'il lui faut une plus grande part du marché mondial partagé entre les puissances, donc une redistribution du monde qui ne peut être faite que par une nouvelle guerre mondiale. C'est pourquoi la politique extérieure américaine s'écarte officiellement de

« l'isolationnisme » et annonce une « vigoureuse » pression sur le monde.

La lutte contre l'impérialisme américain est donc en même temps une lutte contre la guerre impérialiste qui vient et pour la libération des peuples coloniaux et semi-coloniaux opprimés. Elle est inséparable de la lutte du prolétariat américain contre la bourgeoisie dirigeante et ne peut en être séparée. Les travailleurs américains sont écrasés par le capital monopolisateur qui constitue la base des conquêtes impérialistes du pays. La masse des Noirs américains constitue un allié indispensable dans cette lutte : ils travaillent dans l'industrie et l'agriculture et sont liés de différentes façons aux autres groupes de peuples noirs opprimés par l'impérialisme américain dans la mer Caraïbe et l'Amérique latine.

Il faut faire une campagne d'éducation prolétarienne et d'organisation parmi les masses blanches contre le poison raciste de « supériorité » que leur injecte la classe dominante. Il faut organiser les masses noires contre leurs oppresseurs capitalistes, contre les démagogues petits-bourgeois dans leurs propres rangs et contre les agents de l'impérialisme japonais qui essaient de les empêcher spécialement dans le Sud, sous la bannière traîtresse panasiatique.

Un des premiers objectifs de la section des États-Unis de la IV^e Internationale dans la lutte contre l'impérialisme américain est le soutien de tous les mouvements révolutionnaires véritablement progressifs dirigés contre lui dans le Pacifique ou l'Amérique du Sud (Philippines, Hawaï, Samoa, etc.) ou contre les dictatures marionnettes de Wall-Street dans ces pays. Tout en préservant leur complète indépendance organisationnelle et politique, en réservant et en exerçant le droit d'organiser la classe ouvrière dans un mouvement séparé et de présenter son propre programme indépendant contre celui des petits-bourgeois et des nationalistes vacillants et souvent traîtres.

Aux États-Unis, les révolutionnaires doivent dresser les ouvriers américains contre l'envoi de forces armées en Amérique latine et au Pacifique et pour le retrait de ces forces qui opèrent comme instrument de l'oppression impérialiste, contre tout autre forme de pression impérialiste, diplomatique ou économique, destinée à violer l'indépendance nationale d'un pays ou à empêcher celui-ci de l'atteindre. Les partis de la IV^e Internationale sont pour l'indépendance immédiate et inconditionnelle de Puerto Rico, des îles de la Vierge, des Philippines, des îles Hawaï, Samoa et autres colonies directes, dépendances et protectorats de l'impérialisme américain.

La capitulation de la bourgeoisie nationale des Philippines devant la domination américaine, de même que les tentatives de certaines parties de la bourgeoisie de l'Amérique du Nord d'utiliser le sentiment d'indépendance nationale pour ses propres buts, montre qu'une direction de classe prolétarienne dans les pays coloniaux sera la seule garantie que la lutte pour la véritable indépendance nationale sera menée avec vigueur et jusqu'au bout.

En même temps, les membres de la IV^e Internationale soulignent qu'aucun pays de l'Amérique latine ou du Pacifique qui se trouve maintenant à un degré quelconque sous la domination de l'impérialisme américain ne peut atteindre sa libération complète si elle se limite à ses propres efforts. Seule une union des peuples d'Amérique latine, orientée vers une Amérique socialiste vivifiée, alliée au prolétariat révolutionnaire des États-Unis, serait assez forte pour repousser avec succès l'impérialisme d'Amérique du Nord. De la même façon que les peuples du Vieux Monde ne peuvent résister avec succès à la pression du colosse américain, qui les appauvrit et les pousse à la guerre, qu'en établissant les États-Unis d'Europe sous la direction socialiste du prolétariat, les peuples de l'hémisphère oriental ne peuvent s'assurer une pleine indépendance nationale, des possibilités de développement illimité et la fin de l'exploitation des tyrans étrangers et indigènes qu'en se rassemblant dans l'Union des républiques socialistes d'Amérique.

Les sections de la IV^e Internationale d'Amérique du Sud doivent faire connaître par tous les moyens les luttes des travailleurs et mouvements révolutionnaires américains contre l'ennemi commun. La section des États-Unis doit consacrer plus de temps et d'énergie pour propager la position et les luttes des mouvements ouvriers en Amérique latine. Chaque action de l'impérialisme américain doit être dénoncée dans la presse et les meetings et, dans des cas particuliers, la section des États-Unis doit organiser des mouvements de protestation de masse.

En outre, la section des États-Unis, en utilisant la langue espagnole et la littérature de la IV^e Internationale, organisera même à une modeste échelle pour commencer les forces révolutionnaires parmi les millions d'exploités des Philippines, du Mexique, des Antilles, de l'Amérique centrale et du Sud résidant aux États-Unis, afin de les lier aux mouvements ouvriers et révolutionnaires de leur pays d'origine. Cette tâche doit être menée sous la direction du sous-secrétariat américain de la IV^e Internationale, qui publiera la littérature nécessaire et organisera le travail dans le même sens.

Résolution sur la situation en Pologne

1. La dissolution du Parti communiste polonais va dissiper les dernières illusions qu'avaient gardé les ouvriers à l'égard du parti qui personnifiait à leurs yeux le passé héroïque du bolchevisme. Les traditions d'internationalisme, nées avec le parti de Louis Varynski ; les traditions de lutte de classe conséquente, liées aux noms de Rosa Luxemburg et de Tychko, passent en héritage aux bolcheviks-léninistes.

Bien qu'il faille compter avec un approfondissement passager de la dépression et du découragement dans les milieux ouvriers polonais ; bien qu'il faille compter avec des tentatives des staliniens de reconstituer leur appareil soumis à la bureaucratie du Kremlin, le renouvellement du mouvement révolutionnaire est hors de doute. La nouvelle génération révolutionnaire se rassemblera sous le drapeau et sur la base du programme bolchévique-léniniste.

2. L'entrée de nos camarades bolcheviks-léninistes dans le Bund ne pouvait apporter de résultats positifs qu'en cas de succès de notre travail au sein du Parti socialiste polonais. Le caractère spécial de Bund qui est une organisation d'ouvriers juifs et, par conséquent, de la petite industrie ; l'atmosphère de pétrification idéologique et de limitation nationale ; le contact seulement indirect du Bund avec les problèmes politiques du pays, sur la solution desquels le Bund n'a qu'une influence minime, tout cela rendit impossible la différenciation idéologique interne du Bund.

La conférence considère comme tâches principales de la section polonaise :

- a. rompre avec l'adhésion infructueuse au Bund ;
- b. former une organisation indépendante ;
- c. élaborer une plate-forme politique comprenant les mots d'ordre et les tâches que se proposent les bolcheviks-léninistes polonais dans leurs pays.

3. Considérant insuffisante la collaboration du Secrétariat international avec la section polonaise, la conférence préconise le resserrement des liens organisationnels avec elle.

Résolution sur l'organisation en Angleterre

Depuis longtemps les adhérents de la IV^e Internationale en Angleterre ont été divisés en petits groupes séparés. On avait

malheureusement sous-estimé l'importance et la nécessité d'une unité organisationnelle de tous les militants qui se placent sur une plate-forme de principes commune.

Cette attitude légère envers les questions d'organisation entraîna des divisions, non seulement à cause des différentes tactiques, mais aussi à cause des différends purement personnels qui n'avaient aucune base politique visible (le groupe Lee). Dans cette dernière manifestation on pouvait clairement distinguer les signes d'une dégénérescence politique. Si le Secrétariat international a tort d'avoir attendu si longtemps, avant de mettre fin à cette situation intenable, d'autant plus impérativement était-il nécessaire qu'il intervienne de façon décisive à la veille du congrès mondial.

A tous les véritables partisans de la IV^e Internationale dans tous les pays du monde, il doit être évident que le congrès mondial actuel, qui a été tenu en dépit des difficultés et des obstacles les plus grands et sans précédents, et auquel ont participé les délégués de nombreux pays venus de très loin, doit être l'occasion d'un recensement définitif de nos forces. Ce recensement met fin à toute ambiguïté dans les relations entre notre organisation internationale et ceux qui jusqu'à présent faisaient preuve de loyauté envers ses principes, ses méthodes, et sa discipline.

Le congrès actuel signifie une délimitation décisive entre ceux qui sont véritablement dans la IV^e Internationale et qui luttent chaque jour sous son drapeau révolutionnaire, et ceux qui sont seulement pour la IV^e Internationale, c'est-à-dire les éléments douteux qui essaient d'avoir un pied dans notre camp et l'autre dans le camp de nos ennemis.

L'unification des groupes britanniques (comme celle des groupes grecs antérieurement divisés) de la IV^e Internationale à la veille du congrès mondial coïncide avec le départ final des éléments étrangers tels que Sneevliet et Vereeken. Ces deux éléments, chacun de leur côté, symbolisent également un grand pas progressif dans la voie de la réorganisation de l'avant-garde révolutionnaire sur les bases éprouvées du bolchévisme. Ils signifient à la fois l'unification des adhérents véritables et sincères de la IV^e Internationale et la séparation des prétendus amis des saboteurs et des ennemis secrets.

C'est parce qu'ils étaient inébranlablement déterminés à se ranger sous le drapeau de la IV^e Internationale que les groupes britanniques et grecs ont apporté au congrès des programmes d'unification déjà préparés avec l'aide du Secrétariat international. Sneevliet et Vereeken, qui depuis trop longtemps

avaient utilisé leur adhésion formelle au mouvement de la IV^e Internationale pour se moquer de ses principes, saboter sa discipline et apporter aide et encouragement à ses ennemis, n'ont même pas eu le courage, au dernier moment, de se présenter au congrès international. La seule raison est qu'ils se sont rendu compte que le moment d'abattre les cartes était arrivé. Ils ont craint de justifier leur politique et leur activité devant un tribunal international.

La conférence mondiale considère l'accord unitaire conclu par les trois groupes britanniques antérieurement séparés comme une base suffisante pour le développement du travail de l'organisation britannique unifiée pendant la période prochaine. Il approuve pleinement l'accord d'unité et il reconnaît l'organisation ainsi constituée comme la seule section britannique de la IV^e Internationale. Nous invitons d'une manière pressante tous les bolcheviks-léninistes, tous les travailleurs révolutionnaires de Grande-Bretagne qui désirent se ranger sous le drapeau de la IV^e Internationale, à adhérer à sa section britannique, la Revolutionary Socialist League (Ligue socialiste révolutionnaire).

Le congrès note avec beaucoup de satisfaction que les dirigeants d'un nouveau groupe de travailleurs révolutionnaires en Ecosse, qui n'avait pas auparavant de liens avec notre organisation internationale, à savoir le Revolutionary Socialist Party (Parti socialiste révolutionnaire), ont signé l'accord d'unification, et que le RSP était représenté au congrès mondial par son propre délégué. Le fait que cette organisation rejoint la IV^e Internationale est d'une grande importance symptomatique. Les travailleurs sérieux qui cherchent la vérité et qui ont envie de lutter pour le socialisme ne peuvent trouver et ne trouveront aucune autre voie que la voie du bolchévisme, ni aucune autre organisation que la IV^e Internationale. Le congrès mondial fait un chaleureux accueil au Revolutionary Socialist Party, et exprime la certitude que dans son referendum en cours il adoptera la recommandation de son comité dirigeant pour une fusion organisationnelle avec la section britannique de la IV^e Internationale.

Quant au groupe Lee*, il faut signaler que : 1. Ce groupe naquit il y a quelques mois comme résultat de quelques griefs tout à fait personnels qui ont poussé Lee et ses amis à une scission organisationnelle. Ni à ce moment ni à présent, il n'y avait de base politique justifiable pour l'existence indépendante

* Lee était un militant originaire de l'Afrique du Sud ; ce groupe s'est unifié avec la section anglaise en 1944.

de ce groupe. — 2. Les dirigeants de ce groupe ont résisté à tous les efforts faits par la délégation du SI pour l'inclure dans l'unification générale. — 3. Ce groupe a considéré avec indifférence l'invitation par la délégation du SI de se faire représenter et à expliquer sa position au congrès mondial, par délégué ou par lettre ; le seul document dont nous disposons est un manifeste, qui paraît être adressé au monde en général, et qui rejette à l'avance toute décision du congrès mondial qui ne concorde pas avec ses revendications insoutenables.

Dans ces conditions, il est nécessaire de faire comprendre aux camarades réunis au groupe Lee qu'on les mène dans la voie d'une politique de clique, sans principes, qui ne peut conduire que dans la boue. Il n'est possible de maintenir et de développer un groupement politique révolutionnaire d'une importance sérieuse que sur la base de grands principes. Seule la IV^e Internationale incarne et représente ces principes. Il n'est possible à un groupe national de suivre d'une manière conséquente une marche révolutionnaire que s'il est étroitement uni dans une seule organisation avec ses compagnons d'idée du monde entier et que s'il maintient avec eux une collaboration régulière dans la politique et la théorie. Seule la IV^e Internationale est une telle organisation. Tous les groupements purement nationaux, tous ceux qui refusent l'organisation, le contrôle et la discipline internationaux sont essentiellement réactionnaires.

Tous les adhérents de la IV^e Internationale dans chaque pays doivent s'unir dans une seule section de la IV^e Internationale. Ceux qui n'acceptent pas cette règle organisationnelle élémentaire de la IV^e Internationale se mettent dans la posture de scissionnistes irresponsables et fauteurs de luttes de clique.

Le congrès mondial invite les membres du groupe Lee à reconsidérer leur décision, à entrer dans la section britannique unifiée et, par conséquent, dans la IV^e Internationale, et à prendre leur place dans le travail commun, avec une représentation équitable dans ses organismes dirigeants, sans aucune représaille de n'importe qu'elle sorte. Le congrès donne à la section britannique unifiée l'assurance de l'appui et la collaboration totale de l'organisation internationale pour sa tâche révolutionnaire historique.

Résolution sur la Grèce

Sur la base de la résolution du Secrétariat international de décembre 1937 et des résolutions antérieures concernant le

mouvement de la IV^e Internationale en Grèce, la Conférence internationale considère que :

1. L'unification de l'Organisation unifiée des communistes internationalistes avec la Ligue communiste internationaliste s'impose par le fait que les divergences qui séparent actuellement les deux groupes (situation actuelle en Grèce, question de « l'archio-marxisme »), tout en imposant une discussion sérieuse devant l'organisation internationale, ne justifient pas la continuation de la séparation.

2. L'unification doit se faire sur la base de l'acceptation du Programme de transition de la IV^e Internationale et de ses statuts.

3. Les deux groupes fusionneront immédiatement dans une nouvelle organisation sous le titre Organisation socialiste révolutionnaire (section grecque de la IV^e Internationale)

4. La nouvelle organisation aura un nouveau journal sous un titre nouveau.

5. Une direction provisoire paritaire sera formée dont la composition sera sanctionnée par le SI.

6. Les militants des deux groupes se trouvant à l'étranger constitueront une commission dont le rôle sera d'organiser l'aide politique et matérielle à la section grecque.

7. Cette commission en commun avec la direction en Grèce, préparera dans le délai le plus bref possible une conférence de la nouvelle organisation précédée d'une discussion devant l'organisation internationale. Cette conférence tracera la ligne politique de l'organisation dans le cadre des principes de la IV^e Internationale et élira la nouvelle direction sur la base proportionnelle.

8. jusqu'à la conférence nationale, dans le cas de divergences sur la politique à défendre, le SI tranchera.

9. Un bulletin international sur la question grecque sera édité par les soins de la commission grecque à l'étranger, avec tous les documents des deux tendances.

Cette résolution, présentée par les représentants des deux organisations grecques après un accord préalable entre eux, et après les travaux de la commission grecque, fut adoptée à l'unanimité par la Conférence internationale.

• L'unification des organisations grecques décidée à Paris n'a pas été suivie d'effet en Grèce où elle n'a été réalisée qu'après la fin de la guerre.

Résolution sur le Mexique

La Conférence internationale, après avoir pris connaissance des documents et déclarations de l'ancienne Ligue communiste internationale de la décision de la préconférence panaméricaine de New York et après avoir entendu le rapport fait par la délégation des États-Unis au Mexique, déclare :

Approuver les recommandations de la conférence panaméricaine concernant la réorganisation de l'ancien groupe, dirigé par Galicia et Fernandez (LCI mexicaine) et ne prendre aucune responsabilité pour la politique et l'attitude antérieures de ce groupe.

La Conférence internationale se voit dans l'obligation d'adopter cette résolution étant donné la fausse politique de la direction de l'ancienne LCI du Mexique. Cette politique, dont la principale responsabilité retombe sur les camarades Galicia et Fernandez, a causé le plus grand tort au crédit de la IV^e Internationale au Mexique et a empêché un sain développement de notre section mexicaine.

Sous la direction des anciens leaders, l'organisation a suivi une politique de « troisième période » (ultra-gauche) sur le terrain syndical, qui a eu pour résultat la scission dans le mouvement « indépendant » et « rouge » composé seulement de membres de la LCI isolés des masses.

Dans la lutte contre la hausse du coût de la vie, la Ligue a lancé des mots d'ordre irresponsables et aventuristes non seulement en appelant à la grève générale, mais aussi au sabotage et à l'action directe.

Dans la lutte contre l'impérialisme étranger au Mexique, la direction de la LCI (groupe Galicia) au lieu de mettre l'accent de son agitation avant tout sur la lutte contre les bandits américains et anglais l'a mis sur le régime bourgeois nationaliste de Cardenas en l'attaquant d'une manière unilatérale, sectaire et, dans les circonstances données, objectivement réactionnaire.

La preuve décisive de l'irresponsabilité de la direction Galicia a été donnée quelques jours avant l'arrivée de la délégation américaine à Mexico lorsque cette direction a fait voter par les membres de l'organisation la dissolution de la LCI, liquidant de la sorte la section mexicaine de l'Internationale. La décision ultérieure — non moins légère que la première — de reconstituer la Ligue communiste internationaliste ne peut pas être considérée comme une décision responsable, mais plutôt comme une manœuvre afin d'éviter la critique et les efforts

sérieux pour la reconstruction du mouvement de la IV^e Internationale au Mexique sur des bases saines et solides.

Dans le but ci-dessus indiqué, la Conférence internationale donne mandat au camarade X. de poursuivre ses efforts en vue de faciliter la réorganisation de la section mexicaine de la IV^e Internationale sous le contrôle direct du sous-secrétariat international.

La Conférence internationale invite cordialement tous les camarades, anciens et actuels, de la LCI à se serrer les coudes dans la IV^e Internationale et sa section mexicaine réorganisée, sur la base de l'acceptation des décisions de la conférence et de la discipline de la IV^e Internationale.

La Conférence internationale déclare en outre que, en ce qui concerne la lutte fractionnelle et dénuée de principes et de signification politique menée entre les camarades Galicia et Fernandez, ces deux camarades ne seront admis dans les rangs de la section réorganisée qu'à la condition d'être écartés de tout poste dirigeant dans l'organisation pour la période d'une année, à partir de la date de l'arrivée du camarade X. au Mexique. La nouvelle direction exécutive de l'organisation devra être composée surtout d'éléments prolétariens sérieux et expérimentés.

Au sujet du camarade Diego Rivera, la conférence déclare aussi que, étant donné les difficultés surgies dans le passé avec ce camarade dans les relations intérieures de la section mexicaine, il ne fera pas partie de l'organisation reconstituée ; mais son travail et son activité pour la IV^e Internationale resteront sous le contrôle direct du Sous-Secrétariat international.

Résolution de la Préconférence américaine sur la section canadienne

1. La Préconférence panaméricaine et du Pacifique, après examen du rapport des délégués canadiens, salue la fusion heureuse de la majorité avec le noyau actif de la minorité sur la base d'un programme d'action adopté pendant le congrès de Chicago*.

2. La Préconférence approuve l'action entreprise par les camarades canadiens en formant un groupe politique socialiste (GPS) déclaré dans la Fédération coopérative du Commonwealth

* La préconférence américaine s'est déroulée dans le cadre du Bureau pan-américain de la IV^e Internationale. Après leur exclusion du PS des États-Unis, les trotskystes américains tinrent un congrès à Chicago fin décembre 1937 au cours duquel fut fondé le Socialist Workers Party.

(CCF)* sur la base d'une déclaration sur la question de la guerre.

3. La Préconférence, après discussion avec les délégués canadiens, propose le plan d'action suivant pour l'avenir immédiat :

a. Les camarades canadiens doivent continuer à concentrer leurs efforts principaux sur le travail dans la CCF, en agissant par une lutte politique et programmatique complète en vue du congrès national de la CCF, avec la perspective de compléter l'expérience dans cette organisation réformiste en déclin et de réorganiser la section canadienne de la IV^e Internationale.

Les pertes d'adhérents et l'activité déclinante de la CCF ont augmenté le poids spécifique des éléments petits-bourgeois et la cristallisation d'une bureaucratie droitière. Tandis que notre ligne générale est orientée vers un rapide rétablissement d'une section canadienne de la IV^e Internationale, la possibilité subsiste de continuer un travail concerté dans la CCF dans les provinces où les conditions objectives sont plus favorables qu'à Ontario.

b. Les camarades doivent se consacrer à renforcer notre fraction dans la CCF et le groupe par une éducation systématique et l'action disciplinée et concertée dans tous les domaines de leur activité. Le groupe politique socialiste attirera certainement quelques éléments centristes confus qui, à une étape ultérieure, spécialement lors d'une scission, s'opposeront à notre programme. Par conséquent il est d'une grande importance de combiner le travail d'éducation de nos nouveaux adhérents avec une vigilance révolutionnaire vis-à-vis du centrisme.

c. Les camarades doivent sans tarder faire des tentatives pour développer le groupe politique socialiste en une tendance nationale dans la CCF, en établissant le travail commun avec nos camarades de Vancouver, de Winnipeg et d'ailleurs.

d. Les camarades doivent élaborer des documents politiques du GPS afin de constituer une ligne de démarcation entre les réformistes, les centristes et eux-mêmes sur tous les problèmes importants, nationaux et internationaux.

e. La Préconférence exprime la ferme croyance que cette activité doit être réalisée grâce à un bulletin régulier imprimé ou ronéotypé (chaque semaine ou deux fois par mois) plutôt que par des bulletins occasionnels. On doit donner un nom à ce bulletin qui pourra ultérieurement être utilisé comme organe de l'organisation indépendante, de façon à continuer la tradition de

* CCF : Cooperative Commonwealth Federation, parti social-démocrate agrarien au Canada fondé en 1933.

notre lutte révolutionnaire dans la CCF. Les camarades de Vancouver doivent être invités à collaborer à la création de cet organe.

f. Étant donné la possibilité d'une attaque organisationnelle prématurée de la part de la bureaucratie de la CCF, nos camarades doivent être prêts à répondre à toute manœuvre organisationnelle en montrant énergiquement le fond politique des questions, afin d'établir clairement l'essentiel de notre position de principe. L'expérience de nos camarades français, belges et américains doit être étudiée sous ce rapport.

4. Il est tout à fait probable que l'organisation dans une organisation indépendante ne se fasse pas avec des forces suffisantes pour rendre possible la création immédiate d'un parti, mais seulement d'un groupe de propagande élargi. Des pas préparatoires pour la nouvelle activité de ce groupe doivent être faits dès maintenant.

a. En systématisant et en étendant notre travail syndical mené par une collaboration amicale et une ferme application du centralisme démocratique entre le Comité international exécutif et les militants syndicaux.

b. Étant donné le ferment existant dans les rangs staliniens, il faut faire des efforts pour établir les contacts dans leurs organisations dans un but d'information et, si possible, de travail fractionnel organisé. Le nouvel organe du GPS doit mener une vigoureuse et persévérante campagne contre le stalinisme, tel qu'il apparaît dans la CCF et en dehors. Les possibilités de meetings publics contre les staliniens doivent être aussi examinées, en exploitant la « démocratie » de la CCF jusqu'à ses plus extrêmes limites.

c. Concernant le groupe Field*, la Préconférence considère que la discussion politique avec ce groupe ne peut avoir lieu qu'en se tenant sans équivoque sur la plate-forme et les principes de la IV^e Internationale. Tandis que nos discussions politiques avec les membres de la CCF ont besoin d'être conduites dans un esprit d'éducation patiente, le but de toute action relative au groupe sectaire et fossilisé de Field doit être d'en gagner les éléments progressifs et de l'affaiblir. Les progrès de notre travail dans la CCF et le rétablissement ultérieur d'un groupe indépendant, lié à la fondation de la IV^e Internationale à la conférence prochaine, placeront nos camarades dans une bonne situation pour gagner les éléments progressifs du groupe Field'

* Petit groupe animé par B.J. Field qui a rompu avec le mouvement trotskyste américain en 1934.

grâce à une attaque politique énergique contre leur stérilité et leur isolement international. Bien que la nécessité du front unique d'action occasionnel ne soit pas exclue, elle ne doit pas être étendue au point de redonner du prestige fictif à la direction de ce groupe stagnant.

5. Au sujet du développement possible de l'Association pour les relations ouvrières, la Préconférence suggère que l'on prépare une information ultérieure et que des discussions aient lieu au Canada comme à New York pour prendre une position définie. Il faut agir de la même façon pour apprécier les possibilités d'appliquer aux conditions canadiennes un programme d'action élaboré d'après les thèses internationales (le programme de transition) adoptées par la section américaine lors du Plénum du Comité national d'avril.

Résolution sur les tâches de la section française

La Conférence internationale considère que le problème le plus important concernant la situation du Parti en France réside dans le redressement de son activité et dans l'impulsion à donner à la réorganisation indispensable de son travail organisationnel. En effet, la supériorité du bolchévisme sur le menchevisme n'est pas seulement sa juste politique, mais aussi sa capacité d'apporter une organisation participant aux luttes révolutionnaires du prolétariat. Le premier est vraiment imprégné de l'esprit marxiste contenu dans la formule bien connue : « Il ne suffit pas d'interpréter le monde, il faut le changer. »

Or, la question qui se pose à chaque instant est la suivante : d'où vient qu'avec une politique généralement juste la section française de la IV^e Internationale subit un recul d'organisation qui se traduit par une perte d'environ 15 % de ses effectifs ?

On ne saurait invoquer uniquement la situation objective : union sacrée, guerre, faillite et désillusion qui entraînent une désaffection des masses ouvrières vis-à-vis de l'organisation ouvrière et de son activité en général.

L'examen attentif de l'activité du Parti ouvrier internationalisme (POI), dans ces deux dernières années, permet de préciser une des causes essentielles de l'état de désorganisation actuelle de la section française.

Dans toute organisation révolutionnaire, les responsabilités de l'état de la marche organisationnelle et de son activité incombent avant tout à la direction.

Or, ce qui a caractérisé essentiellement l'activité de la

direction du POI dans la période écoulée c'est son insuffisance sur le terrain de la mobilisation des camarades de l'organisation, l'absence d'une coordination incessante de leurs efforts, du souci constant de l'utilisation de leurs capacités et par suite son incapacité à créer dans l'organisation cette cohésion politique, idéologique et morale et cet esprit d'équipe sans lesquels toute organisation périclité et va à la ruine.

Les insuffisances de la direction du POI se manifestent par un relâchement grandissant d'organisation, par suite l'existence d'un certain amateurisme « révolutionnaire », l'absence d'une administration sérieuse du parti, d'une trésorerie nationale qui fonctionne normalement, d'une rédaction stable et émulative de *Lutte ouvrière*.

Sans doute, ces insuffisances dépendent, en partie, du manque d'un appareil d'organisation même modeste, composé de camarades qui consacrent tout leur temps au service du parti.

Mais cette nécessité d'un appareil permanent d'organisation n'exclut pas la constatation que la direction du POI n'a pas assimilé, dans les faits, d'une manière vivante, ce qu'est une organisation révolutionnaire et, par suite, ce que doit être l'activité d'une direction. D'où la pagaïe et le « chacun fait ce qu'il veut ». La sous-estimation de l'action, c'est-à-dire de la nécessité de traduire dans les actes du parti les initiatives qui passent dans la tête des militants, n'est nullement un défaut particulier de la base, mais est commun et à la base et à la direction. Il n'y a pas une direction, fonctionnant bien, avec une politique sérieuse qui ne trouve pas à la base les forces nécessaires pour appliquer ses décisions ; il y a avant tout une direction qui ne sait pas se diriger elle-même. D'où la confusion et la démoralisation à la base où les camarades expriment à la fois leur mécontentement et leur aspiration par ces deux mots adressés à la direction : « Dirigez-nous. »

La non-application des principes essentiels du bolchévisme se manifeste non seulement par l'amateurisme révolutionnaire, mais encore par l'absence de système de travail organisationnel. Le bolchévisme a en effet apporté dans le domaine de l'organisation outre le type du révolutionnaire professionnel, un système de travail rigoureux.

Le POI et principalement la direction ont fonctionné depuis leur existence sans aucun système sérieux de travail organisationnel. L'absence de système de travail du POI se caractérise par deux traits :

1. Absence d'agitation, de propagande et d'action concentrée sur les points décisifs. (C'est ainsi que pendant de longs mois des

cellules importantes [18^e, 19^e, 20^e] se sont trouvées sans objectifs, alors que les objectifs Citroën et Renault ont été laissés sans grandes forces.)

2. A l'intérieur du parti, aucun plan de travail, ni aucun contrôle rigoureux de l'exécution.

Le résultat du travail anarchique sans objectif, sans ordre ni système contribue à accroître cette impression d'une activité qui se perd dans mille occasions et qui tourne à vide, impression si funeste pour le moral des membres du parti. Cette absence de rendement explique également la déficience du recrutement.

Cependant, un certain redressement doit être noté, dont les manifestations se trouvent dans le *Bulletin intérieur* de juillet 1938, et dans les décisions de la conférence du 21 juin 1938, redressement qu'il faut précisément amplifier, accentuer et systématiser.

Une fois de plus est proclamée la nécessité pour le POI de concentrer l'essentiel de son activité sur les principales usines de la région parisienne et, en liaison, de considérer le travail syndical, dont il est question ci-après, comme la branche principale de son activité.

A Paris, on peut dire à titre de simple indication générale qu'il faudrait centrer toutes les forces actuelles et nouvelles sur Renault-Boulogne, Citroën 15^e et Citroën 17^e et 14^e Montrouge ; Colombes.

En province, où certains progrès dans la construction des cadres ont cependant été réalisés, il y a nécessité pour le parti de faire porter son effort, en raison de possibilités remarquables, sur l'importante région du Nord.

Il est mille fois exact de dire et de répéter, ainsi que l'ont fait tous les congrès du POI, que l'amélioration du travail du POI, principalement l'amélioration de la qualité de sa direction, dépend directement de son recrutement prolétarien, c'est-à-dire d'une exécution efficace de l'orientation cent fois proclamée de « l'organisation vers les syndicats et vers les usines ».

Cependant, dans ce domaine, la reconnaissance générale et même solennelle de cette nécessité vitale n'a pas suffi. C'est, bien qu'elle reconnaisse en général cette nécessité, que l'organisation du POI stagne. Il faut donc que de toute la force dont ils sont capables les militants les plus conscients imposent, avec la plus grande rigueur administrative, l'application des mesures générales préconisées et reconnues justes en principe, imposent les sacrifices nécessaires. Ce n'est que si l'organisation reçoit ce choc nécessaire à la réalisation que s'améliorera sa composition sociale et par suite le travail de sa direction.

C'est de la direction du POI que doit partir le véritable redressement organisationnel. C'est la direction elle-même qui doit modifier radicalement ses méthodes de travail.

La Conférence internationale estime en conséquence que les mesures pratiques les plus urgentes à prendre pour obtenir de bons résultats sont :

a. Créer au sein du Bureau politique un secrétariat composé de trois camarades qui puissent se réunir régulièrement au moins une heure par jour. Ce secrétariat doit prendre les initiatives politiques nécessaires entre deux réunions du BP et s'assurer de l'exécution des décisions prises par lui-même, par le BP et par le Comité central.

b. Organiser des commissions de travail (organisation, agit-prop, syndicale, travail d'usine, administration du journal, financière, etc.), et placer à leur tête un membre du BP ou du CC. Pour ces commissions, faire appel aux camarades du parti selon leur inclination et leurs capacités. Chaque membre d'une commission doit avoir une tâche précise déterminée sur la base du plan de travail de la commission et selon les nécessités qui se manifestent entre deux réunions. La direction du POI ne doit pas hésiter à faire appel à des forces nouvelles, même si elles sont inexpérimentées.

c. Délimiter les tâches des membres du BP et du CC et empêcher les empiètements de l'un sur les tâches des autres.

d. S'assurer que tous les camarades des différentes organisations du parti (comité régional, cellule) aient une tâche à remplir d'une semaine à l'autre sur la base du plan de travail de chaque organisme.

e. Organiser des réunions des responsables des cellules, des assemblées générales, bien préparées et ayant toutes comme but des actions précises à accomplir (rapports étudiés d'avance, brefs, précis, avec propositions concrètes de travail).

f. Publier une circulaire hebdomadaire politique et d'organisation adressée à tous les secrétaires des organismes du parti ; un bulletin intérieur mensuel mis au service de la démocratie à l'intérieur de l'organisation. Le service des circulaires et du bulletin intérieur doit être effectué au Secrétariat international, afin de lui permettre un contrôle de l'activité du POI.

g. Assurer le fonds spécial pour le permanent.

La situation financière

La situation financière du Parti ouvrier internationaliste a toujours été très mauvaise. Les cotisations ne sont pas payées ou

payées au petit bonheur, sans contrôle de la direction. Celle-ci a pour devoir de désigner un sérieux trésorier national, actif et vigilant. Ainsi, tous les camarades prendront l'habitude de payer régulièrement leurs cotisations, les trésoriers de payer régulièrement la part des cotisations qui revient à la trésorerie nationale.

La vigilance de la trésorerie nationale devra se manifester par la publication périodique des défaillances dans un rapport mensuel de trésorerie communiqué à l'organisation.

Ainsi, quiconque ne paiera pas régulièrement ses cotisations devra, après avertissement, être déchargé de son appartenance au POI.

La phalange prévoyant des cotisations exceptionnelles de chaque militant nécessite toute l'attention du trésorier national, elle sera renforcée, accrue, par le redressement du travail et de l'activité du parti qui fera surgir le dévouement révolutionnaire et l'esprit de sacrifice.

Il faut également organiser systématiquement la prospection des fonds auprès des sympathisants et amis.

Le trésorier national aura donc la charge d'animer la commission financière, de répartir les tâches, de contrôler leur exécution et de signaler les défaillances, s'il y en a, au parti.

La « Lutte ouvrière »

La Lutte ouvrière, pour devenir soi-disant un « journal de masse », était devenue un journal trop superficiel et même inintéressant. L'idéologie stupide entretenue à ce sujet était telle que certains membres du parti s'élevaient contre la publication des articles de Trotsky, considérés tantôt comme trop longs et incompréhensibles pour la masse, tantôt comme trop violents contre les staliniens. La rédaction, surtout dans les débuts, a en fait été paralysée par la crainte de tomber sous les coups de telles critiques. Un certain redressement de ce point de vue doit être observé ces derniers mois.

Le résultat a été la désaffection de *la Lutte ouvrière* des lecteurs d'avant-garde qui trouvaient dans notre organe l'information révolutionnaire sérieuse au point de vue national et international ainsi qu'un instrument d'éducation marxiste à partir des événements du jour. Les lecteurs ouvriers ne trouvaient dans les articles ; hâtivement rédigés, aucune réponse substantielle à leur inquiétude. Notre organe en tant qu'éducateur des cadres, en tant que constructeur de la IV^e Internationale abandonnait ainsi sa mission.

D'autre part on remarque que les articles de *la Lutte ouvrière*

furent souvent écrits sans grand soin quant au fond et à la forme. Le langage n'est pas le résultat d'un effort conscient pour adapter les articles aux préoccupations de l'ouvrier, il est par là même abstrait et dénué de simplicité. Il importe de remédier au plus tôt à cet état de fait, d'autant plus qu'une organisation sérieuse du travail peut permettre d'obtenir de bons résultats, étant donné les possibilités dans ce domaine.

Tout d'abord, il faut combattre l'idéologie stupide et primaire qui s'est infiltrée sous le couvert emprunt du « journal de masse ». Il faut enfin tirer la leçon de l'expérience française sur ce point, dans l'esprit de l'excellente brochure de notre regretté Erwin Wolf*. Le journal de masse véritable est celui qui s'efforce, à partir de l'actualité, d'apporter une explication et des mots d'ordre aux ouvriers, en premier lieu aux ouvriers avancés, à l'avant-garde. La base de l'information doit être les faits objectifs de l'usine, des champs, etc., de l'actualité politique nationale et internationale, clairement exprimée et analysée. Mais le but se confond avant tout avec le but du parti lui-même ; forger des cadres, donner l'explication de la situation, ne pas se borner à des mots d'ordre d'agitation, lesquels sans explication ni généralisation politique sont impuissants à faire comprendre aux meilleurs ouvriers les raisons de l'existence de la IV^e Internationale, dans le moment précis où dégoûtés des officiels et du Front populaire ils cherchent une nouvelle voie. En deuxième lieu il faut réorganiser complètement la rédaction de *la Lutte ouvrière* et faciliter le contrôle international d'une part, et de la base, d'autre part. Un des moyens de contrôle sera de cesser avec l'anonymat, exception faite pour l'éditorial et certains articles spéciaux du parti. Les rubriques seront réparties entre divers membres et les articles principaux seront signés soit des noms, soit des pseudonymes. La rédaction poussera par son contrôle à l'étude approfondie des questions et à la spécialisation. Un jour sera prévu entre la remise des articles à la rédaction et la remise à l'imprimeur pour permettre la correction et la sélection. Les défaillances seront communiquées à tout le parti. Chaque groupe local de la région parisienne pourra envoyer un délégué à l'assemblée plénière du comité de rédaction. Ainsi, toutes les fois que derrière l'esprit communiste anonyme et collectif s'est camouflé un certain je-m'en-foutisme, on a dû recourir aux vieux procédés de contrôle et d'émulation. Enfin la rédaction fera un effort délibéré pour adapter son

* « L'organe de masse », brochure à usage uniquement interne de juillet 1936, de Nicolle Braun (Erwin Wolf), secrétaire de Trotsky à cette époque. Cf. *The Crisis of the French section* (1935-36), Pathfinder, 1977.

langage à celui des ouvriers et paysans. Il est vrai que seul un travail d'usine et syndical opiniâtre et fructueux, entraînant la collaboration effective de travailleurs engagés dans les luttes à l'organe de l'avant-garde, peut aboutir à une modification radicale du langage et du ton. Cependant, loin d'attendre cette modification qui sera le résultat du travail du parti, la rédaction doit tendre systématiquement à associer à la chronique et à la leçon de luttes, d'une manière tout à fait directe, les participants à la lutte avec leurs préoccupations et leur langage. En un mot, l'organe du POI est son instrument matériel pour l'agitation, l'information, l'éducation, c'est-à-dire la constitution de la IV^e Internationale.

Maintenir sa parution hebdomadaire est un devoir absolu.

Journal - Administration

Malgré certains efforts individuels, on peut dire que dans son ensemble la direction a laissé la tâche administrative et financière du journal aux soins du seul responsable administratif, sans créer autour de la commission d'administration l'état d'esprit de mobilisation permanente de tout le parti, qui lui eut permis de trouver des ressources financières et des concours matériels.

Le résultat a été que les ressources financières par la phalange ont progressivement périclité et que, d'autre part, les concours matériels pour les tâches administratives ont fait un à un défaut.

Compte tenu de la réalisation des mesures financières ci-dessus préconisées, la direction du POI doit prendre en mains comme une tâche centrale l'administration du journal, dresser, à l'occasion du congrès du parti, un plan de réorganisation, en faire discuter les cellules, faire appel à l'émulation et au dévouement et, enfin, assurer quotidiennement le contrôle de l'exécution de ces tâches et la publicité de ce contrôle dans tout le parti. Il faut en trois mois à dater du congrès entreprendre une campagne pour doubler le nombre des abonnés et des lecteurs. Il ne s'agit pas tant de promettre des lots que de bons articles et de bonnes enquêtes.

La revue « Quatrième Internationale »

Le progrès réalisé dans ce domaine est la parution même de la revue. Il constitue déjà à lui seul un succès pour le POI. La revue, arme théorique de la IV^e Internationale, doit aussi s'appliquer à apporter un contenu adapté aux problèmes des

luttres ouvrières, aux expériences récentes et aux problèmes syndicaux, spécifiquement ouvriers. Ainsi elle deviendra encore en même temps qu'une arme de clarification théorique et idéologique une arme de combat accessible aux cadres actuels du mouvement ouvrier.

Pour atteindre ce but, un sérieux comité de rédaction doit fonctionner régulièrement et être soumis au contrôle du Comité central.

Le travail syndical

C'est la partie d'activité du parti qui mérite la plus grande attention et le maximum de concentration et de spécialisation des forces disponibles sans les distraire à l'accomplissement d'autres tâches centrales d'organisation qui ne seraient pas en liaison directe avec leur travail syndical proprement dit. Si on enregistre des efforts fragmentaires et épisodiques dans ce domaine, on doit constater qu'aujourd'hui c'est la branche d'activité du parti qui s'est trouvée la plus délaissée et livrée à elle-même sans direction. Le travail syndical du POI exige une réorganisation complète de l'activité du parti à commencer par la direction. C'est ici que nous aurons les plus grands succès avec une bonne organisation du travail. Ce sera la tâche de la commission syndicale.

Travail d'entreprise

Depuis juin 36 la POI a senti la nécessité d'orienter ses forces dans le travail dans les entreprises. Conjointement au travail syndical, c'est là que le parti doit se révéler comme une arme de combat de la classe ouvrière.

Les efforts accomplis dans ce travail ont déjà permis de l'inscrire dans l'activité des cellules du POI comme la tâche principale. Mais l'absence de travail syndical dirigé n'a pas permis de faire vivre au parti le développement des luttres ouvrières ni la connaissance exacte de leurs revendications. D'où avec les faibles forces du POI, ses faibles liaisons dans les entreprises, un travail insuffisamment lié à la vie des ouvriers.

La lutte contre la provocation

L'honnêteté de la direction actuelle du POI lui a permis de réagir contre les diverses provocations qui auraient pu coûter la vie au parti.

Dans l'appréciation des faiblesses du POI, il faut d'abord tenir

compte du fait qu'il a été le parti le plus visé par l'ennemi, mais c'est une raison supplémentaire pour exiger de lui une organisation rigoureuse et sérieuse, ce qui est la meilleure arme pour la lutte contre la provocation. En second lieu, il faut que le POI assure des organismes spéciaux, pour la vigilance contre l'ennemi ainsi que la protection des militants, en particulier des responsables et de tout le parti.

Conclusions

La Conférence internationale manifeste sa confiance dans les possibilités de redressement radical de l'activité et de l'organisation de la section française de la IV^e Internationale. Son attention s'est appliquée plus particulièrement sur la situation de l'organisation en France parce qu'elle considère que c'est dans ce pays que se concentre à l'heure actuelle l'intérêt de la révolution socialiste. Elle enregistre la résolution de la direction du POI tendant à mettre en pratique un des apports essentiels du bolchévisme, le professionnalisme révolutionnaire (nomination de permanents), et à réorganiser tout le parti selon un système de travail rigoureux.

Par l'application enthousiaste des directives de la conférence, le POI ira de l'avant. Ses rangs se délimiteront rigoureusement des amateurs passagers de la révolution. Les organisations politiques et syndicales du centrisme verront ainsi disparaître une des causes principales de leur développement : la faiblesse organisationnelle de la section française de la IV^e Internationale. Mais si, malgré les symptômes les plus favorables et les possibilités qui autorisent le ferme espoir du redressement, le POI n'arrive pas à surmonter ses déficiences organisationnelles graves, alors une politique abstraitement juste ne réussira pas à enrayer les succès momentanés du centrisme politique et syndical.

Enfin, la Conférence internationale, mettant en pratique l'internationalisme, décide d'assurer un appui financier régulier au POI de toutes les sections qui peuvent coopérer afin que la section française puisse faire paraître régulièrement son journal et assurer le fonctionnement de son activité et de son travail d'organisation, selon les mesures générales ici préconisées. La Conférence internationale demande au Comité central du POI de s'inspirer de ces mesures générales pour élaborer, compte tenu de l'expérience et des faits concrets, un plan détaillé de réorganisation et pour concentrer l'attention et la discussion de son congrès national.

Sur le groupe Molinier

1. Sur la base d'une lettre formelle du Parti communiste internationaliste (groupe la Commune - Molinier), demandant son admission dans les rangs de la IV^e Internationale, des contacts ont eu lieu entre une commission spéciale désignée par le Secrétariat International et une délégation de ce groupe. Ces contacts ont été finalement suspendus par suite du refus du groupe « La Commune » d'accepter par une réponse catégorique les propositions précises que le SI lui avait soumises, en particulier la plus importante et la plus ferme : l'élimination inconditionnelle de Raymond Molinier de toute participation à la section française de la IV^e Internationale et à la IV^e Internationale en général.

2. Il est nécessaire de rappeler que Molinier a été exclu par la Conférence internationale de 1936 pour sa conduite absolument incompatible avec l'appartenance à une organisation prolétarienne révolutionnaire, expressément pour tentative d'utiliser l'argent obtenu par des moyens douteux et incontrôlés, en vue d'imposer son contrôle personnel sur l'organisation.

3. Lorsqu'en liaison avec la conférence mondiale récemment tenue, le PCI s'est de nouveau adressé à la IV^e Internationale et a formulé une demande d'admission. Il fut décidé par les instances compétentes de clarifier cette question une fois pour toutes, en apportant à sa solution une volonté nette et loyale d'aboutir dans un sens positif. Pour mener à bien les négociations nécessaires et pour que des manœuvres dilatoires ne fussent pas rendues possibles, le SI décida de présenter une résolution en sept points précis contenant les conditions de la fusion entre les deux organisations. Préliminairement, des tentatives du groupe Molinier d'engager le Secrétariat international dans une « discussion générale » furent repoussées par la commission du SI qui demanda que le groupe précise son attitude envers la IV^e Internationale, les décisions de ses conférences et sa discipline. La délégation du PCI se décida alors à envoyer une lettre formelle de demande d'admission à la conférence, en déclarant se soumettre à sa discipline.

4. Le SI répondit à cette lettre par la résolution suivante :
« Le SI ayant reçu la lettre du PCI datée du 14 septembre, demandant son admission dans les rangs de la IV^e Internationale, propose que la question soit résolue de la manière suivante : 1. Les membres du PCI seront immédiatement admis

dans le POI (section française de la IV^e Internationale). — 2. Les membres du PCI recevront une représentation adéquate au Comité central et au Bureau politique du POI avant le congrès. — 3. La base de l'unification est fournie par les décisions de la Conférence internationale, qui sont obligatoires pour tous les membres de la IV^e Internationale. — 4. Le cas personnel de Molinier ayant été décidé par la Conférence internationale en 1936, décision qui n'a pas été changée ou modifiée par celle de 1938, celui-ci reste complètement en dehors de la section française unifiée. — 5. Comme membres affiliées au POI, les membres actuels du PCI auront les pleins droits de participer au prochain congrès du POI et à la préparation et discussion qui le précéderont. — 6. Les détails organisationnels de la fusion doivent être réglés par le Comité central élargi du POI (y compris la représentation des membres actuels du PCI, sous le contrôle du SI). — 7. Toutes les autres questions de divergences politiques ou organisationnelles doivent être résolues dans le cadre de la section française unifiée, en accord avec les règles normales qui s'y rapportent (résolution adoptée par le SI dans sa séance du 16 septembre 1938).

5. Dans la première réunion de la délégation du SI avec les représentants du PCI, ceux-ci ont exprimé la crainte de représailles envers ses membres dans la section française unifiée. Pour donner des assurances sur cette question, la délégation du SI a exprimé par écrit, sous sa seule responsabilité, sa volonté d'ajouter un autre point (le 8^e) à la résolution, comme suit : « Une fois la résolution du SI acceptée par le PCI le SI déclare qu'il s'oppose à ce que soient prises des mesures disciplinaires contre aucun camarade sur la base des disputes passées » (Trent, Legrand, Lebrun, Busson, 18 septembre 1938).

6. Dans les discussions qui suivirent, il devint parfaitement clair que le point 4 (élimination de Raymond Molinier) était le seul point de contestation. La délégation du PCI demanda que l'on donne des assurances officielles pour la réintégration possible de Molinier dans l'avenir. Cette demande fut rejetée catégoriquement pour cette raison que le SI n'a aucun pouvoir de modifier une décision de la Conférence internationale et que l'exclusion de Molinier a été faite sans conditions. (Des camarades américains, membres de la délégation du SI, déclarèrent, sous leur responsabilité personnelle, que si Molinier acceptait loyalement les décisions concernant son cas, renonçant à toute participation directe ou indirecte à la vie de la section française et opérait un changement radical dans son activité et sa

conduite personnelle, dans ces conditions ils interviendraient pour que son cas personnel soit examiné ultérieurement par l'organisation internationale, et aideraient personnellement à sa réintégration éventuelle. Les camarades américains soulignèrent que leur déclaration n'exprimait que le sentiment personnel qu'ils éprouveraient pour tout camarade s'efforçant sincèrement de rectifier sa conduite et que leur déclaration n'avait et ne pouvait avoir aucun caractère officiel.)

7. C'est sur ce point que les négociations échouèrent. La délégation du PCI refusa de donner une réponse catégorique aux résolutions du SI et proposa de les accepter simplement « comme une base de discussion ». Dans ces conditions, les négociations, n'ayant manifestement aucune perspective de réussite, furent rompues. Il est plus clair que jamais que toute la question du PCI et du journal *la Commune* n'a aucun contenu politique, mais est purement et simplement la question personnelle de Raymond Molinier et de ses affaires financières.

La porte de la IV^e Internationale reste ouverte, avec la pleine assurance des droits démocratiques normaux, pour les militants du PCI qui sont prêts à accepter les résolutions et à observer sa discipline.

Mais elle est fermée à Raymond Molinier*.

Déclaration du Secrétariat international

Statuts de la IV^e Internationale

1. Tous les militants prolétariens et révolutionnaires du monde qui acceptent et appliquent les principes et le programme de la IV^e Internationale se réunissent en une seule organisation mondiale sous une direction centralisée internationale et une même discipline. Cette organisation a le nom de IV^e Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste) et est régie par les présents statuts.

2. Dans tous les pays, les membres de la IV^e Internationale s'organisent en partis ou ligues, qui constituent la section

* Cette version des faits a été démentie catégoriquement par le PCI (groupe Molinier-Frank) qui avait demandé l'ouverture d'une discussion immédiate avec la direction du POI, sous la présidence du SI, « pour dégager avec précision la solution du problème de l'unification des bolcheviks-léninistes », aucun membre du POI n'ayant participé aux pourparlers entre le SI et le PCI. L'unité souhaitée par Trotsky rencontrait l'hostilité de la section française.

nationale de la IV^e Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste).

3. Les sections nationales se constituent sur la plate-forme et selon la structure organisationnelle définies et établies par le congrès de fondation de la IV^e Internationale (septembre 1938). Dans sa plate-forme, la IV^e Internationale concentre l'expérience internationale du mouvement révolutionnaire marxiste, en particulier telle qu'elle ressort des conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. Elle assimile et s'appuie sur toutes les expériences sociales progressives de l'humanité, qui conduisent à l'expropriation de la classe capitaliste et à la suppression finale des classes.

4. Le régime intérieur de l'Internationale, à l'échelle locale, nationale et mondiale, est déterminé par les principes et la pratique du centralisme démocratique.

Les sections sont tenues d'observer les décisions et résolutions de la Conférence internationale et, dans l'intervalle, du Comité exécutif international, représenté dans l'intervalle de ses sessions par le Secrétariat international, tout en conservant le droit d'appel devant les instances immédiatement supérieures jusqu'à la prochaine Conférence internationale.

5. Les sections nationales doivent verser une cotisation régulière (mensuelle ou trimestrielle) à la trésorerie du Secrétariat international destinée au fonctionnement des organismes internationaux, qui sera proportionnelle au nombre de ses adhérents.

6. Dans chaque pays, il ne peut y avoir qu'une seule section de la IV^e Internationale, c'est-à-dire qu'une seule organisation dans chaque pays peut être régulièrement affiliée à la IV^e Internationale.

La procédure et les mesures pratiques pour la formation ou la reconnaissance de nouvelles sections nationales dans les pays où elles n'existent pas seront établies par le Comité exécutif international pour chaque cas particulier, et soumises à la ratification de la Conférence internationale. La fusion d'une organisation évoluant vers la IV^e Internationale et d'une section nationale pourra être réglée par le Secrétariat international et soumis à la décision du Comité exécutif international.

7. L'instance suprême de la IV^e Internationale à l'échelle mondiale est la Conférence internationale, qui fixe la politique de l'Internationale et des sections dans toutes les questions politiques importantes, adopte les résolutions et tranche en

dernière instance les questions d'organisations et les conflits intérieurs.

La Conférence internationale devra se réunir au moins tous les deux ans. Elle sera convoquée ordinairement par le CEI et sera composée des délégués, ou de leurs représentants mandatés, de toutes les sections. Elle pourra être convoquée extraordinairement sur la demande de plus d'un tiers des sections nationales.

8. Dans l'intervalle entre les conférences internationales, la direction internationale est confiée au Comité exécutif international, composé de quinze membres, appartenant aux sections nationales les plus importantes et élus par la Conférence internationale.

Le CEI se réunit au moins une fois tous les trois mois, pour examiner le travail du Secrétariat international et délibérer sur les problèmes les plus importants. Les délibérations du Secrétariat international ne sont susceptibles d'appel que devant le CEI ou la Conférence internationale. Le CEI peut être convoqué extraordinairement par décision majoritaire du SI ou par demande d'au moins trois directions nationales.

Le CEI est responsable devant toute l'Internationale de l'exécution des décisions et de l'application de la ligne politique adoptés par la Conférence internationale.

9. Une section nationale peut proposer la révocation ou la substitution d'un de ses membres appartenant au CEI. Cette mesure doit être approuvée par le vote majoritaire des membres du CEI.

10. Le travail administratif et politique quotidien, ainsi que les liaisons régulières avec les sections, est assuré par un Secrétariat International, composé de cinq membres résidant au siège du secrétariat, choisis dans leur majorité parmi les membres du CEI et par celui-ci.

Le SI aura au moins un camarade permanent dont l'activité sera entièrement consacrée au travail du SI et dont l'appointement sera assuré par les contributions des sections. Le SI édite un bulletin régulier mensuel, au moins en langue française, anglaise et allemande, au nom du CEI.

11. Les membres du SI peuvent être remplacés par décision majoritaire du CEI, qui aura aussi le droit d'appeler à son travail des collaborateurs qualifiés.

12. Dans le but d'assurer une meilleure liaison et une plus grande cohésion organisationnelle et politique entre les pays des continents éloignés du siège du SI, il est prévu la constitution de

sous-secrétariats chargés des mêmes tâches que le SI, mais soumis à la juridiction de celui-ci.

La constitution de ces sous-secrétariats est décidée dans les cas concrets par décisions de la Conférence internationale, et en l'absence de celle-ci par le CEI.

13. Le CEI a le droit de prononcer, après examen et consultation des intéressés, l'exclusion de sections ou de membres individuels de la IV^e Internationale. Les décisions d'exclusion sont exécutoires, bien que les intéressés conservent le droit d'appel devant la Conférence internationale.

Lettre à Léon Trotsky

Cher camarade,

La Conférence de fondation de la IV^e Internationale vous adresse son salut le plus chaleureux.

La répression barbare qui s'acharne sur notre mouvement et particulièrement contre vous, ne vous a par permis d'être parmi nous, pour apporter à nos débats la contribution de l'organisateur de l'insurrection d'Octobre, du théoricien de la révolution permanente et du continuateur direct de Lénine.

L'ennemi stalinien, fasciste et impérialiste, nous a particulièrement éprouvés. Léon Sedov, Erwin Wolf, Rudolf Klement sont morts, victimes de la contre-révolution staliniste. Ta Thuthau souffre dans les prisons de l'impérialisme français. De nombreux camarades allemands, grecs sont torturés dans les prisons fascistes. Vous êtes l'objet de tentatives permanentes d'assassinat. Mais toutes ces persécutions, si elles nous portent des coups très douloureux, n'aboutissent en définitive qu'à fortifier notre conviction dans la valeur du programme marxiste, dont vous êtes, pour nous, le principal interprète, depuis la mort de Lénine.

C'est pourquoi il y a dans notre salut plus que l'attachement au grand théoricien actuel du marxisme révolutionnaire. Il y a la certitude que les coups de l'ennemi, si durs qu'ils soient, n'empêcheront pas la doctrine de la révolution socialiste de devenir la réalité vivante de demain. La Conférence de la IV^e Internationale marque un nouveau bond en avant de notre mouvement dans la voie de l'unification, du renforcement organisationnel, et du perfectionnement de sa propagande par l'adoption du programme de transition. Nous exprimons le ferme espoir que vous participiez longtemps à ses succès, comme vous avez participé à ses vicissitudes.

Organisation de la solidarité internationale

L'avance du fascisme dans nombre de pays, la campagne internationale stalinienne de répression, provocations et assassinats, les attaques de plus en plus menaçantes contre les droits des travailleurs dans les pays capitalistes démocratiques, la montée grandissante de la réaction sous toutes ses formes posent de la façon la plus impérative le problème de la défense et de l'aide aux révolutionnaires victimes de la répression.

Jamais dans l'histoire les ouvriers révolutionnaires n'ont été menacés d'une telle répression, jamais ils n'ont eu si peu de droits pour se défendre.

Bien plus en face des coups terribles de la réaction stalinienne et bourgeoise déchaînée, les révolutionnaires, qui sont toujours les premières victimes désignées de la répression, n'ont à attendre des organisations de défense staliniennes, social-démocrates et libérales que la volonté délibérée de les abandonner et de se délimiter d'eux.

Il est nécessaire que toutes les sections de la IV^e Internationale se mettent au travail pour assurer un minimum d'aide et de protection aux combattants révolutionnaires victimes de la répression — en particulier aux réfugiés des pays totalitaires. Elles doivent prendre dans ce but les initiatives nécessaires pour créer des organisations d'aide et de défense sur lesquelles on puisse compter pour donner un appui moral, financier et juridique en temps voulu à tous ceux qui en ont besoin.

Il est possible de collaborer dans ce travail avec les éléments sincères d'autres tendances politiques, mais en aucun cas la création d'organisations nationales d'aide et de solidarité ne saurait être retardée ou repoussée à cause de l'impossibilité de s'assurer la coopération de telle ou telle organisation ou individu.

La nécessité d'une telle organisation est urgente ; elle ne saurait être différée, et un comité énergique et dévoué, même restreint, et composé surtout ou même exclusivement de révolutionnaires avancés vaut infiniment mieux que pas de comité du tout, ou une façade « imposante » de nombreuses organisations et de grands noms qui ne font rien ou pas grand'chose et ne donnent aucune aide réelle aux révolutionnaires qui se trouvent dans une situation désespérée ou dans le dénuement absolu.

Il est nécessaire que toutes les sections de la IV^e Internationale s'occupent de cette question avec le plus grand sérieux et se mettent au travail dès maintenant. Des camarades qualifiés

doivent se consacrer à ce travail et s'y spécialiser. L'assistance juridique doit être organisée. Les méthodes les plus énergiques doivent être mises en œuvre pour se procurer des fonds. Il faut étudier les lois et les règlements concernant l'émigration dans les différents pays. Bref, les adhérents de la IV^e Internationale surtout dans les pays démocratiques, qui offrent les plus grandes possibilités, doivent concentrer leur attention sur le développement d'un appareil d'aide et de solidarité le plus efficace possible, et cela dans le plus bref délai.

Un comité international, composé de gens responsables et connus disposant de la plus grande autorité morale coordonnera et dirigera éventuellement le travail des différentes organisations nationales de solidarité, créera un centre d'assistance aux réfugiés, et organisera l'échange d'information et d'expérience aux différents organismes nationaux.

Appel pour la classe ouvrière espagnole

La Conférence de la IV^e Internationale tient à affirmer sa totale solidarité avec les combattants d'Espagne, quel que soit leur parti, qui luttent les armes à la main contre les bandes criminelles de Franco-Hitler-Mussolini.

Elle affirme sa volonté de tout mettre en œuvre pour briser le blocus instauré par l'initiative du gouvernement français de Front populaire, du gouvernement anglais et du gouvernement russe le 6 août 1936.

Elle rappelle avec fierté que la première aide pratique effective en volontaires, alors que les partis du Front populaire bavardaient sur la neutralité, fut apportée par les sections de la IV^e Internationale, en particulier française et belge. Elle salue la mémoire de ses militants tombés les premiers jours dans la lutte contre Franco, Robert de Fauconnet, membre du Parti ouvrier internationaliste (POI), mort à Huesca, Pasque du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) belge, mort à Irun, ainsi que de nombreux autres camarades tués, blessés ou mutilés.

A cette époque, les ouvriers révolutionnaires, dans les milices, dans les usines, à l'arrière et au front, étaient les maîtres. Aujourd'hui, les artisans des premières victoires ont été emprisonnés et sont traqués. La bureaucratie de Staline, alliée aux chefs socialistes, aux chefs « anarchistes », et aux bourgeois, a imposé, en contrepartie d'une aide matérielle extrêmement précaire, la répression contre les « trotskystes » et contre les militants anarchistes.

Le but poursuivi par la terreur stalino-bourgeoise fut de restaurer la propriété bourgeoise et de déposséder les ouvriers des conquêtes de juillet 1936. C'est dans cette répression qui décapite l'armée républicaine que se trouve la cause principale de la défaite.

Libérez les meilleurs combattants ! Libérez les militants du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), de la Fédération anarchiste ibérique (FAI) ! Libérez Munis, Carlini, anciens miliciens, membres de la IV^e Internationale ! Ils ne demandent qu'à reprendre leur poste de combat, à l'avant-garde des armées républicaines. Combattants ouvriers, imposez que cessent les provocations et persécutions de Negrin-Staline, importées directement de Moscou !

Dans le même temps qu'ils calomnient et persécutent les révolutionnaires dans le monde entier, les chefs du Front populaire, responsables du blocus, ne font que des phrases pour endormir l'esprit de lutte des ouvriers.

La IV^e Internationale, tout en s'efforçant d'organiser la solidarité sur tous les terrains, proclame depuis les débuts que la meilleure aide efficace que les ouvriers du monde puissent apporter à leurs frères d'Espagne réside dans l'action directe, organisée particulièrement par les syndicats de l'industrie de guerre, des transports, des ports, dans le boycott des envois aux fascistes et dans la grève générale pour renverser les gouvernements du blocus.

La IV^e Internationale proclame que seule la victoire contre Franco peut à nouveau ouvrir les perspectives de la révolution prolétarienne. C'est pourquoi malgré les provocations et les persécutions du gouvernement Negrin-Staline, et tout en combattant ce gouvernement de défaite et de réaction, les ouvriers avancés doivent travailler de toutes leurs forces à la victoire des armées républicaines.

Le Comité exécutif de la IV^e Internationale

Conférence internationale de la jeunesse

Notre mouvement international de jeunesse vient de faire un grand pas en avant. Notre Conférence internationale, si elle n'a pas eu la fausse majesté des mascarades du Kremlin, ni d'ailleurs toute l'ampleur que nous désirions lui donner, a étudié sérieusement et sincèrement les problèmes qui préoccupent la jeunesse laborieuse du monde entier.

A toutes nos organisations de jeunesse, à toutes nos commissions jeunes, à toutes les sections de la IV^e Internationale, elle répète avec le programme adopté par la conférence de la IV^e Internationale : seuls l'enthousiasme et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte.

Interprétant largement l'esprit du programme adopté par la conférence de fondation de la IV^e Internationale et ratifié par elle, elle s'adresse à toutes nos organisations de jeunes, à toutes nos sections pour leur dire : on ne saurait gagner la jeunesse laborieuse à la IV^e Internationale qu'en parlant son langage, qu'en exprimant ses aspirations, qu'en lui donnant une organisation qui soit la sienne. Pas de partis politiques de jeunes. Pas d'académie pour jeunes vieillards ! Des organisations de combats, ardentes, combattives, mêlées à la jeunesse ; à l'usine, à la caserne, aux champs, mêlées aussi à ses divertissements, cherchant à imprégner tous les actes de la jeunesse d'une volonté de combat qui y est latente et ne demande qu'à s'exprimer. C'est cette orientation qui est définie dans les résolutions qu'on trouvera ci-après, adoptées en conclusions de débats chaleureux et amicaux.

Il dépend de notre audace, politique et organisationnelle, de faire de notre organisation internationale le point de concentration de la jeunesse exploitée, en marche vers un avenir meilleur. En avant vers la jeunesse laborieuse !

Les bolcheviks-léninistes et l'organisation de la jeunesse révolutionnaire

1. Les organisations de jeunesse de la IV^e Internationale se donnent pour tâche de construire de larges organisations communistes autonomes de jeunes. La tâche de ces organisations est la défense des revendications des jeunes travailleurs, la lutte antimilitariste l'éducation de cadres bolchéviques pour les partis de la IV^e Internationale, afin d'entraîner la jeunesse laborieuse aux côtés du prolétariat dans la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

2. Les bolcheviks-léninistes affirment que seule une organisation de classe peut exprimer les véritables aspirations de la jeunesse laborieuse ; face à la bourgeoisie et à ses valets réformistes et staliniens, ils proclament non seulement le droit, mais encore le devoir pour la jeunesse laborieuse, exploitée encore plus que ses aînés, de participer à la lutte de ceux-ci. Ils dénoncent le caractère réactionnaire des campagnes réformistes,

reprises par les staliniens, qui visent à limiter l'activité de la jeunesse aux seuls loisirs. Les bolcheviks-léninistes ne méprisent pas les loisirs ; ils considèrent au contraire le développement physique et intellectuel de l'individu comme une des tâches essentielles du socialisme ; mais ils soulignent qu'organiser la jeunesse uniquement en vue des loisirs, en dehors de la lutte contre le capitalisme et par conséquent sous la tutelle de celui-ci, n'aboutit qu'à fournir à la bourgeoisie de la chair à canon et de la chair à travail plus docile.

A cette conception réactionnaire, les bolcheviks-léninistes opposent celle de la culture physique et de la culture intellectuelle conçues comme des activités spécialisées, mises au service des objectifs de classe du prolétariat et utilisées comme des moyens de la lutte de classe ; comme ils disent à chaque jeune ouvrier encaserné : « Prends les armes que te confie la bourgeoisie et apprends à t'en bien servir pour mieux balayer le capitalisme et le militarisme bourgeois », ils disent à chaque jeune exploité avide d'exercice physique et de connaissances : « Entraîne ton corps ; nourris ton esprit, afin d'être mieux armé dans la lutte pour renverser les exploiters qui meurtrissent ton corps et te refusent la culture. »

3. Les bolcheviks-léninistes affirment que l'organisation prolétarienne de la jeunesse doit être profondément consciente des buts historiques et des besoins de sa classe, c'est-à-dire qu'elle doit être une organisation communiste. Ils repoussent toute idée de substituer à l'organisation de classe de la jeunesse laborieuse une organisation sans principes ni programme qui grouperait la jeunesse en général ou la jeunesse non fasciste, selon la formule de Dimitrov et de Guyot, qui a abouti à la liquidation de fait des sections légales de l'Internationale communiste des jeunes (ILC). Les bolcheviks-léninistes expliquent à la jeunesse laborieuse que ni l'horreur du bourreau, ni la joie de vivre ne sont des armes suffisantes dans la lutte contre le fascisme ; que celui-ci n'est qu'une forme exaspérée de la domination capitaliste, à laquelle la bourgeoisie ne peut pas ne pas recourir dans la présente situation de crise générale ; qu'on ne peut abattre le fascisme qu'en faisant résolument échec par la violence prolétarienne à la violence anti-ouvrière, qu'en opposant au programme de la contre-révolution fasciste le programme de la prise du pouvoir par le prolétariat, en un mot que c'est seulement sous le drapeau du communisme de la IV^e Internationale qu'on peut efficacement combattre le fascisme. C'est pourquoi les organisations de jeunes de la IV^e Internationale ne sauraient avoir un programme différent

des organisations adultes ; elles ne sauraient ni l'amputer, ni l'amoinrir, dans quelque partie que ce soit. C'est sur la base de ce programme que les comités centraux et les congrès prennent position ; c'est ce programme qui guide chacun des actes des organisations nationales et internationales.

4. Cela n'implique nullement que l'organisation de jeunesse soit un parti de jeunes. Le parti est composé des éléments les plus éduqués et les plus conscients de la classe ouvrière, qui donnent leur adhésion complète et totale à la plate-forme de la IV^e Internationale. L'organisation de jeunesse, au contraire, tout en déterminant ses actes selon ce programme, tout en se donnant pour tâche d'éduquer la jeunesse laborieuse sur la base de ce programme, ne pose comme condition d'adhésion qu'un accord général, même entièrement sentimental, avec les buts poursuivis par la IV^e Internationale et ses méthodes de lutte. Elle est l'expression de la révolte instinctive de la jeunesse ouvrière contre la surexploitation, de la jeunesse paysanne enchaînée à la terre, de la jeunesse intellectuelle, des millions de jeunes chômeurs déclassés, l'expression de leur adhésion enthousiaste à la révolution. Dans ce sens elle est une organisation plus large que le parti.

Cependant dans la situation actuelle, où les directions traditionnelles de la jeunesse ouvrière, réformistes et staliniennes, s'acharnent à enchaîner la jeunesse laborieuse à la bourgeoisie, où l'avant-garde marxiste-léniniste reste numériquement faible, les organisations de jeunesse de la IV^e Internationale ne sauraient gagner instantanément la jeunesse laborieuse. En revanche elles se doivent de polariser la révolte instinctive de la jeunesse contre la collaboration de classe. La situation angoissante de la jeunesse laborieuse, la proportion grandissante des sans-travail et des déclassés parmi la jeunesse accusent le caractère de spontanéité, de confusion et la violence des courants politiques qui se font jour parmi la jeunesse. Elles renforcent la nécessité d'une fidélité inébranlable au programme bolchévique, d'une éducation marxiste approfondie.

Mais en même temps elle dicte à chacune de nos organisations une attitude organisationnelle extrêmement audacieuse pour rassembler dans son sein tous ces éléments combattifs mais confus. Il est possible, dans ces conditions, que nos organisations de jeunesse prennent des positions divergentes de celles de la IV^e Internationale. Mais le remède ne saurait être cherché dans des mesures bureaucratiques ; au contraire, plus la jeunesse sera impétueuse et enthousiaste, pleine d'initiative, même malheureuses, plus elle aura de possibilités de s'éduquer, à

condition que nos directions et les directions de nos partis se montrent excessivement fermes sur le terrain politique, utilisent chaque initiative pour éduquer la jeunesse à l'école du programme marxiste-léniniste, pour forger sa conscience de classe et pour souder la lutte de la jeunesse laborieuse à la lutte d'ensemble du prolétariat.

5. L'organisation communiste de la jeunesse est une organisation autonome. Elle détermine elle-même son orientation politique propre, tant en ce qui concerne les questions politiques générales qu'en ce qui touche les revendications particulières des jeunes. Rosa Luxemburg a écrit que la classe ouvrière ne saurait apprendre qu'en gravissant le calvaire de ses défaites, qu'en tirant les leçons de l'expérience. Vraie à l'échelle historique pour le prolétariat, cette affirmation l'est plus particulièrement pour la jeunesse : on ne saurait lui faire assimiler les leçons historiques de cent années de lutte prolétarienne par la lecture de manuels d'histoire ouvrière. Elle ne peut comprendre l'histoire de la lutte des classes qu'au travers de sa propre lutte contre les exploiters. La lutte est la grande éducatrice de la jeunesse. C'est précisément pourquoi la jeunesse doit pouvoir entrer dans la lutte en s'y étant préparée elle-même, avec ses idées, ses illusions, mais aussi son enthousiasme et sa foi. Elle doit déterminer elle-même la façon dont elle combatta dans telle circonstance, quitte à s'apercevoir ensuite que son appréciation de la situation était insuffisante, que les méthodes qu'elle avait choisies n'étaient pas appropriées à la situation. C'est seulement ainsi qu'elle pourra comprendre l'expérience historique du prolétariat grâce à sa propre expérience et utiliser les leçons du passé pour comprendre ses propres erreurs. Sur ce point la IV^e Internationale reprend entièrement cette parole de Lénine : « Sans une complète indépendance, la jeunesse ne pourra faire sortir de son sein de bons socialistes, ni se préparer à conduire le socialisme en avant. »

6. L'autonomie d'organisation de la Jeunesse ne signifie aucunement qu'elle ne fait pas appel aux organisations du parti pour la guider et la conseiller, pour profiter des connaissances théoriques et de l'expérience plus grandes des militants du parti. Cela ne signifie pourtant nullement que la tâche d'éducation théorique (écoles, revues, articles de journaux, d'une part ; discussion politique sur les problèmes posés devant l'organisation, d'autre part) doit être faite exclusivement par les responsables du parti. « Il n'est pas rare que les gens d'un certain âge ou les vieux ne sachent pas aborder comme il le faudrait

cette jeunesse, qui, par la force des choses, est obligée de venir au socialisme autrement, par d'autres voies, sous d'autres formes et dans d'autres conditions que ses pères. C'est pourquoi nous devons être sans réserves pour une organisation indépendante de l'union des Jeunesses et cela non seulement parce que les opportunistes craignent cette indépendance, mais par principe. » (Lénine, 1916). L'éducation théorique de la Jeunesse, comme toute l'activité politique de l'organisation des Jeunesses, doit être autonome ; en même temps elle doit faire l'objet d'un soin attentif et d'une vigilance constante de la part des militants les plus expérimentés du parti. L'autonomie de la Jeunesse implique non seulement le droit de critique de la part du parti, mais encore le devoir pour celui-ci de la faire en toute camaraderie, mais sans détour, à chaque faute commise par l'organisation jeune.

7. De même la Jeunesse doit apprendre la pratique des tâches d'organisation, en prenant en main elle-même la gestion des finances, de l'administration, de son journal, etc. Cependant, dans toute la série d'activités illégales qui doivent nécessairement être menées par une organisation révolutionnaire, et en vue desquelles il est nécessaire d'éduquer les jeunes révolutionnaires, on ne saurait introduire le principe de l'autonomie d'organisation sans danger pour l'organisation elle-même. Aussi convient-il de créer des commissions qui fonctionnent sous le contrôle entier du parti et auxquelles participent des camarades des Jeunesses avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les représentants du parti.

8. Le contrôle théorique, l'appui politique et organisationnel que le parti doit apporter à la Jeunesse, se fait par la nomination de délégués des organismes du parti auprès des organismes des Jeunesses à chaque échelon qui suivent soigneusement la vie des Jeunesses, qui se donnent pour tâche de les conseiller sans leur dicter d'ordres, mais aussi sans leur laisser commettre la moindre faute qu'ils ne les aient mis en garde ; l'activité des délégués du parti doit toujours consister à expliquer patiemment, à enseigner fraternellement, sans pédanterie ; ils ne doivent en aucun cas viser à régenter les jeunes à coups d'oukases et à briser ainsi l'élan et l'enthousiasme qui sont le meilleur capital de la jeunesse.

9. Le congrès de la Jeunesse est l'organisme souverain de celles-ci. Dans le cas de divergences politiques entre l'organisation de jeunesse et le parti, celui-ci ne saurait imposer bureaucratiquement sa politique à l'organisation de jeunesse.

Dans ce cas la tâche de la direction du parti est de faire appel aux militants des Jeunesses, de leur montrer en quoi leur position est fautive et de faire revenir sur leurs positions par de libres décisions responsables.

10. L'Internationale des jeunes est une section de la IV^e Internationale. En tant que telle, elle a pour mission d'appliquer les décisions souveraines des congrès de la IV^e Internationale. Cependant, pas plus que la IV^e Internationale ne saurait imposer une discipline automatique à ses sections, pas plus elle n'impose à l'Internationale des jeunes son orientation ; celle-ci est déterminée par les congrès et conférences internationales des Jeunesses, en accord avec le programme et les principes de la IV^e Internationale. Au cas où un différent s'élèverait entre la IV^e Internationale et l'Internationale des Jeunes, la décision souveraine reviendrait après discussion approfondie au Comité exécutif de la IV^e Internationale.

Plate-forme de lutte de la jeunesse travailleuse

1. Le capitalisme qu'il soit autoritaire ou libéral, se révèle incapable d'apporter le moindre remède à la misère et à l'angoisse de la jeunesse laborieuse. Les jeunes veulent un métier et lorsqu'il consent (bien rarement !) à leur en donner un, ce n'est que pour mieux l'enchaîner à une machine qui demain s'arrêtera de produire et le laissera crever de faim à côté des richesses qu'ils auront produites. Les jeunes veulent travailler, produire de leurs mains, utiliser leurs forces, et le capitalisme leur donne comme perspective le chômage ou « l'exécution de travaux dans des conditions autres que les conditions normales de la production », selon l'excellente et hypocrite définition donnée des camps de travail par la Société des nations, ou encore la production d'armements, qui engendre la destruction et non le mieux-être. Les jeunes veulent apprendre et on leur refuse l'accès à la culture. Les jeunes veulent vivre et on leur offre pour tout avenir de mourir de faim ou de périr dans une nouvelle guerre impérialiste. Les jeunes veulent créer un monde nouveau et on leur permet seulement de maintenir ou de consolider un monde pourri qui s'écroule. Les jeunes veulent savoir ce que sera demain et la seule réponse que lui fasse le capitalisme est celle-ci : « Aujourd'hui, il faut encore serrer d'un cran la ceinture ; demain, on verra... D'ailleurs, peut-être n'y aura-t-il pas pour toi de demain. »

Donner un avenir à la jeunesse ; donner un avenir au monde.

2. C'est pourquoi la jeunesse se rangera sous le drapeau de ceux qui lui apportent un avenir. Seule la IV^e Internationale, parce qu'elle représente les intérêts historiques de la seule classe qui puisse réorganiser le monde sur de nouvelles bases ; seuls les bolcheviks-léninistes peuvent promettre à la jeunesse un avenir dans lequel elle pourra utiliser pleinement ses capacités. Seuls ils peuvent dire à la jeunesse : « Nous voulons construire avec toi un monde où chacun travaille et tienne à honneur de bien travailler, de posséder son métier jusque dans les moindres détails ; un monde où chacun mangera à sa faim, car la production y sera réglée sur les besoins des travailleurs et non sur le profit, un monde où il faudra sans cesse apprendre, afin de mieux soumettre les forces de la nature à la volonté de l'homme ; un monde où, en élargissant sans cesse le domaine d'application des sciences, on étendra chaque jour les connaissances théoriques de l'humanité ; un monde nouveau ; un homme nouveau qui réalise tout ce qu'il y a en toi d'aspirations et de puissance. » C'est sous le signe d'un monde nouveau et d'une humanité nouvelle que la IV^e Internationale et ses organisations de jeunes doivent aller à la conquête de la jeunesse laborieuse ; c'est sous ce signe qu'elles gagneront la jeunesse laborieuse.

Lutte pour l'avenir : lutte pour le pain

3. La promesse d'un avenir meilleur ne serait que démagogie, si les bolcheviks-léninistes ne luttèrent pas pour améliorer dès maintenant la situation de la jeunesse laborieuse, s'ils ne formulaient pas les revendications immédiates de la jeunesse, s'ils ne propageaient pas la nécessité de lutter par les méthodes de classe pour la satisfaction de ces revendications et si, au travers de cette lutte et sur la base de l'expérience acquise dans la lutte, ils ne démontraient pas à la jeunesse exploitée que ses revendications ne pourront en définitive être satisfaites que par l'instauration de la dictature du prolétariat, que la lutte pour ces revendications doit se transformer en lutte pour le pouvoir au travers de la lutte pour le contrôle et la direction de l'économie.

Nous voulons notre droit au travail !

4. Pour les jeunes travailleurs intégrés dans la production les bolcheviks-léninistes mettent en avant des revendications qui visent : 1. à mesurer le travail demandé aux jeunes, non selon la volonté d'en arracher le profit maximal, mais au contraire selon leur degré de développement physique ; 2. à leur assurer un

niveau de vie égal à celui des adultes, leur assurant par là même l'indépendance économique ; 3. à élever le plus possible leur qualification technique ; 4. à opposer à l'égalité des jeunes et des adultes devant l'exploitation capitaliste l'égalité de leurs droits.

Pour les jeunes de moins de vingt ans, ils formulent les revendications suivantes :

Semaine de travail réduite, avec des horaires permettant aux jeunes ouvriers de pratiquer le sport en plein air.

Un mois de vacances payées par an au moins ;

Organisation par usine ou groupe d'usines de cours de perfectionnement, à la charge du patronat et sous le contrôle des ouvriers.

Heures de perfectionnement professionnel prises sur la semaine de travail et payées au tarif normal.

Application du principe : « A travail égal, salaire égal », sous le contrôle des ouvriers.

Fixation d'un salaire minimal vital pour les jeunes ouvriers ; fixation du salaire des jeunes ouvriers sous le contrôle de l'ensemble des ouvriers.

Interdiction du travail de nuit, des travaux pénibles, malsains ou insalubres ; contrôle ouvrier sur l'utilisation de la main-d'œuvre jeune.

Egalité des jeunes devant la législation sociale.

Tous ensemble pour la lutte !

5. Pour prendre en main la défense de leurs revendications, les jeunes travailleurs doivent avoir le droit de désigner leurs propres délégués, dont la tâche est avant tout d'attirer l'attention des délégués adultes et de l'ensemble des ouvriers sur les revendications spécifiques des jeunes, de lier la lutte pour ces revendications particulières à la lutte pour les revendications générales de la classe ouvrière. De même, il faut créer à tous les échelons des organisations syndicales et imposer à la bureaucratie syndicale des commissions syndicales de jeunes qui auront pour tâche d'étudier les revendications des jeunes, de recruter et d'éduquer les jeunes ouvriers. La tâche des bolcheviks-léninistes est de prendre la tête dans l'organisation de telles commissions.

Afin d'ouvrir largement les portes des syndicats aux jeunes exploités les bolcheviks-léninistes demandent la fixation de cotisations syndicales réduites pour les jeunes ouvriers.

Nous voulons un métier !

6. Dans la lutte contre le chômage les mots d'ordre : « Prolongation de la scolarité », « Organisation de l'appren-

tissage », ne peuvent avoir de sens que dans la mesure où on en fait supporter le poids, non à la classe ouvrière, mais aux gros capitalistes. Les bolcheviks-léninistes se doivent donc de formuler ainsi les revendications de la jeunesse ouvrière dans ce domaine :

Prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans, avec une indemnité pour charge de famille aux familles d'ouvriers et de petits paysans.

Réorganisation de l'école en liaison avec l'usine ; l'école doit préparer les enfants à la vie et au travail ; elle doit souder la jeunesse ouvrière aux générations aînées ; d'où, la revendication du contrôle des organisations ouvrières sur l'enseignement technique.

Réduction du temps d'apprentissage à un maximum de deux ans.

Interdiction de tous travaux étrangers à l'apprentissage.

Création aux frais du patronat à côté de chaque entreprise ou groupes d'entreprises industrielles, minières, commerciales, d'écoles d'apprentissage, avec un effectif d'au moins 3 % du personnel employé dans l'entreprise ou le groupe d'entreprises.

Désignation des instructeurs par les syndicats ouvriers.

Contrôle des écoles par une commission mixte de délégués ouvriers et de délégués des apprentis eux-mêmes.

Nous voulons notre droit à la vie !

7. La tâche de sauver les jeunes chômeurs de la misère, du désespoir et de la démagogie fasciste, de les réintégrer dans la production et par là même de les lier étroitement à la classe ouvrière est une tâche vitale pour l'avenir du prolétariat. Les révolutionnaires doivent lutter pour imposer au capitalisme : 1. de préparer la réintégration définitive des jeunes chômeurs dans la production par l'organisation de l'éducation et de l'orientation professionnelles ; 2. d'intégrer immédiatement les jeunes chômeurs dans une activité productive ; 3. d'organiser ces travaux, non selon des méthodes paramilitaires, mais sur la base du salariat libre : « A bas les camps de travail, volontaires ou obligatoires » ; 4. de fournir à la jeunesse, qu'il précipite dans la misère, les moyens de vivre. Les bolcheviks-léninistes mettent donc en avant les revendications suivantes :

Indemnité de chômage égale à celle des adultes pour les jeunes sans-travail, manuels et intellectuels dès la sortie de l'école.

Obligation pour le gros patronat d'ouvrir des centres de rééducation professionnelle sous le contrôle ouvrier.

Rééducation professionnelle organisée selon les besoins de la production sous le contrôle général des syndicats et des congrès de délégués ouvriers.

Réouverture des usines fermées.

Ouverture de grands travaux d'utilité publique (hôpitaux, écoles, habitations à bon marché, terrains de sports, stades piscines, centrales électriques), payés au tarif syndical et sous le contrôle ouvrier de la base au sommet.

Pour nos frères des campagnes !

8. La détresse de la jeunesse paysanne n'est pas moins grande que celle de la jeunesse ouvrière. Pour les jeunes paysans, les bolcheviks-léninistes formulent les revendications générales suivantes :

Application stricte de toutes les lois et mesures sociales énumérées ci-dessous à la ville comme à la campagne :

Suppression de l'exploitation domestique des jeunes enfants.

Application particulièrement stricte du principe « A travail égal, salaire égal ».

Organisation par région de l'éducation professionnelle à la charge des gros propriétaires fonciers.

Logement et nourriture saines pour les jeunes ouvriers habitant chez leurs patrons.

Crédit à bon marché pour les petits fermiers et spécialement pour les petits fermiers chargés de famille.

Pour nos compagnes !

9. Les jeunes ouvrières et paysannes sont la partie la plus exploitée de la jeunesse laborieuse. Les organisations de jeunes de la IV^e Internationale doivent apporter une attention particulière à la défense de leurs revendications :

Application stricte du principe : « A travail égal, salaire égal. »

Un jour de congé supplémentaire par mois ;

Droit à la maternité consciente.

Congé de maternité de six mois.

Indemnité de maternité pour les filles mères.

Ouvrez les écoles et les universités !

10. L'accès des larges couches de la jeunesse laborieuse à la culture et à la science est une des conditions nécessaires au progrès de l'humanité. Les bolcheviks-léninistes mettent en avant les mots d'ordre suivants :

Les écoles et les universités ouvertes à tous les jeunes qui veulent étudier.

Les études et l'entretien gratuits pour les fils d'ouvriers et de paysans.

Du pain, des livres, des droits pour les coolies !

11. Dans les colonies et semi-colonies, la jeunesse laborieuse est victime d'une double exploitation, capitaliste et patriarcale. Dans ces pays et dans les pays impérialistes la défense des revendications des jeunes ouvriers et paysans coloniaux est le premier devoir de la lutte anti-impérialiste. Cette lutte se mène autour du mot d'ordre général : les mêmes droits pour les jeunes coloniaux que pour les jeunes de la métropole.

Organisation de l'hygiène et des soins dans tous les villages.

Organisation de foyers pour les jeunes ouvriers, paysans, coolies, sous le contrôle des organisations ouvrières et nationalistes.

Des écoles pour les enfants indigènes ; enseignement en langue indigène.

L'administration ouverte aux intellectuels indigènes.

Prélèvement des crédits nécessaires sur les budgets de guerre, de police et les privilèges de l'impérialisme.

12. La bourgeoisie reconnaît le droit pour la jeunesse ouvrière d'être exploitée ; elle lui refuse le droit de se prononcer sur cette exploitation, la prive de tous droits politiques ; dans certains pays elle interdit même toute activité politique aux jeunes de moins de dix-huit. La classe ouvrière répond à ces mesures en disant : « Qui a le droit d'être exploité a le droit de lutter contre le régime qui l'exploite. Tous les droits politiques aux jeunes ouvriers et paysans. »

Droit de vote à partir de dix-huit ans, aussi bien pour les élections législatives, municipales que pour l'élection des délégués.

Abolition des lois spéciales interdisant aux jeunes toute activité politique.

Nous voulons notre droit à la joie !

13. La bourgeoisie utilise le besoin de détente de la jeunesse laborieuse, soit pour l'abrutir soit pour la soumettre à une discipline renforcée. Le devoir de la classe ouvrière, c'est de contribuer à faire une jeunesse forte, capable de jeter toutes ses forces physiques et intellectuelles dans la lutte contre le capita-

lisme ; c'est de l'aider à utiliser les loisirs que lui donne le capitalisme pour apprendre à mieux connaître le monde afin de mieux pouvoir le transformer. Les bolcheviks-léninistes réclament donc :

L'accès gratuit pour les jeunes chômeurs et pour les jeunes travailleurs à tous les terrains de sport, stades, musées, bibliothèques, théâtres, cinémas.

L'organisation des loisirs par les jeunes chômeurs eux-mêmes.

L'utilisation des jeunes chômeurs intellectuels pour l'organisation de conférences, causeries, etc., sur la physique, la chimie, la mécanique, les mathématiques, l'économie politique, l'histoire du mouvement ouvrier, l'art, la littérature.

L'installation de foyers ouverts à la jeunesse travailleuse et sans travail, où les jeunes auraient non seulement la possibilité de se distraire et de s'instruire, mais encore d'étudier par eux-mêmes les problèmes sociaux qui se posent devant elle ; gestion de ces foyers par la jeunesse ouvrière elle-même sous le contrôle des organisations syndicales locales.

Programme de révolution

14. La lutte pour ces revendications ne saurait être séparée de la lutte pour l'ensemble des revendications des travailleurs, occupés et sans travail. La disparition définitive du chômage des jeunes est liée à la disparition du chômage en général. La lutte pour la prolongation de la scolarité, pour la rééducation professionnelle obligatoire est liée à la lutte pour l'échelle mobile des salaires et pour l'échelle mobile des heures de travail. La lutte pour arracher au capitalisme des réformes qui visent à développer la conscience de classe de la jeunesse travailleuse est liée à la lutte pour le contrôle ouvrier et pour les comités d'entreprise. La lutte pour les grands travaux est liée à la lutte pour l'expropriation des monopoles de fait pour la nationalisation du crédit, des banques et des industries clés. La lutte pour battre en brèche les tentatives de militarisation de la jeunesse est liée à la lutte contre le développement des tendances étatiques autoritaires et contre le fascisme, à l'organisation des milices ouvrières. C'est dans les cadres du Programme transitoire de la IV^e Internationale qu'il convient de développer et d'appliquer le présent programme. C'est sous le signe de la lutte du prolétariat pour le pouvoir que la IV^e Internationale fera triompher les revendications des jeunes exploités. (1-9-38)

La conférence internationale des jeunes de la IV^e.

Statuts de l'Internationale de la jeunesse

1. Toutes les sections de jeunes des organisations nationales de la IV^e Internationale s'unissent en une organisation internationale unique centralisée, section jeune de la IV^e Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste).

Sa tâche est la défense des revendications des jeunes travailleurs, manuels et intellectuels, la lutte antimilitariste, l'éducation de cadres bolchéviques pour les partis de la IV^e Internationale, afin d'entraîner la jeunesse laborieuse aux côtés du prolétariat dans la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

2. En tant que section de la IV^e Internationale, l'Internationale de la jeunesse est politiquement subordonnée à la IV^e Internationale. En revanche, elle est organisationnellement autonome et détermine elle-même sa politique et son orientation en accord avec les principes et le programme de la IV^e Internationale.

3. L'adhésion à l'Internationale de la jeunesse est fondée sur l'acceptation du programme de la IV^e Internationale et l'application des décisions de ses organismes responsables, ainsi que du programme et des décisions de l'Internationale de la jeunesse.

4. En aucun cas une organisation de jeunesse ne saurait adhérer à l'Internationale de la jeunesse si elle n'est pas rattachée à un parti de la IV^e Internationale s'il en existe un dans ce pays.

5. L'instance suprême de l'internationale de la jeunesse est son congrès qui se réunira au moins tous les deux ans, immédiatement après le congrès de la IV^e Internationale. Les décisions de son congrès sont soumises à la ratification du Comité exécutif international de la IV^e Internationale.

Le congrès peut être convoqué extraordinairement sur la demande d'un tiers au moins des sections.

6. Le congrès élit le Bureau international pris parmi les dirigeants d'organisations nationales dont le nombre de membres est fixé pour chaque congrès.

7. Extraordinairement les sections peuvent remplacer par d'autres les camarades de leur organisation qui sont membres du bureau, sous réserve de ratification à la majorité absolue par celui-ci.

8. Le Bureau international est l'organisme politique dirigeant

dans l'intervalle des congrès. Il doit se réunir au moins tous les trois mois. Il peut être convoqué extraordinairement sur la demande d'un tiers de ses membres.

9. Le Bureau international élit le Secrétariat international, dont il fixe le nombre de membres ainsi que la résidence. La majorité des membres du Secrétariat international doit être pris parmi les membres du Bureau international.

10. Le Secrétariat international est avant tout un organisme de liaison et d'administration. Il publie les bulletins internationaux, au moins en français et en anglais. Il peut être convoqué extraordinairement à la demande d'un de ses membres.

11. Le Bureau international a le droit d'accepter l'adhésion de sections nationales ou de prononcer leur exclusion.

12. Tout individu ou groupe d'individus exclus par une organisation nationale ; toute section nationale exclue par le bureau peuvent faire appel de cette décision devant la Conférence internationale.

La Conférence internationale des jeunes de la IV^e Internationale réunie le 11 septembre, après avoir entendu le rapport de la délégation de la Conférence internationale de la IV^e Internationale sur les décisions qui ont été adoptées, donne son entière approbation aux décisions de la conférence et à la politique adoptée par celle-ci.

Elle tient à souligner son adhésion enthousiaste au programme adopté par la conférence de la IV^e Internationale et à la proclamation de la IV^e Internationale. Elle fait appel à toutes ses sections et à la jeunesse laborieuse du monde entier à défendre de toutes leurs forces le programme, les décisions et les mots d'ordre de la IV^e Internationale.

Vive la IV^e Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste) !

VI

La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale de New York

(19-26 mai 1940)

INTRODUCTION

Les Panzer allemands poursuivaient en France leur chevauchée irrésistible, le sort de la bataille n'était plus douteux, pendant ces jours où se déroulait, du 19 au 26 mai 1940, la conférence internationale extraordinaire. Le drapeau à croix gammée flottait déjà sur Oslo, Copenhague, La Haye et Bruxelles, sans oublier Varsovie, Prague et Vienne. On ne peut concevoir instant plus tragique. Il s'y ajoutera, au cours de la conférence, le premier attentat perpétré par la Guépéou contre Trotsky, exécuté sous la direction de Siqueiros, le 24 mai, à quatre heures du matin, et qui causa l'émotion que l'on devine parmi les délégués rassemblés.

La convocation urgente de cette conférence s'était imposée à la suite de la profonde crise qu'avait connue la section américaine, le SWP, depuis septembre 1939, et qui venait de s'achever par une scission le mois précédent. C'est la première et la seule conférence qui se soit tenue hors d'Europe. Elle est plus connue sous le nom de « Conférence d'alarme », d'après la première traduction du manifeste : « La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne », faite à New York par Jean Van Heijenoort. Le document fut acheminé via Marseille jusqu'à Paris, dans les premiers temps de l'occupation nazie. On se l'est repassé de mains en mains. Des extraits en ont été reproduits dans la presse trotskyste clandestine et, en Belgique, le PCR l'a édité en brochure.

Convoquée à l'initiative des sections américaine, canadienne et mexicaine, avec l'appui de cinq membres du Comité exécutif international : Trotsky, Cannon, Schuessler, Dunne et Gordon, la conférence avait, en premier lieu, pour objet d'élire une nouvelle direction internationale. Aussitôt après la déclaration de la

guerre, le siège du CEI avait été transféré d'Europe aux États-Unis comme prévu par le congrès de fondation. L'organisme permanent mis en place à New York comprenait Max Shachtman (SWP) et trois exilés récents : Lebrun-Pedrosa (Brésil), Anton-Frankel (Tchécoslovaquie) et Johnson-James (Grande Bretagne). On faisait grief à ces quatre dirigeants de s'être placés en flèche dans la lutte fractionnelle menée par la minorité à l'intérieur du SWP plutôt que de s'employer à modérer les tensions pour éviter la scission. Il leur était reproché de vouloir étendre la rupture à l'échelle internationale et d'avoir négligé, en tous cas, les tâches d'animation et de coordination internationales qui leur incombaient. Il fallait donc pourvoir au remplacement de ces militants qui venaient de fonder une organisation concurrente, le Workers Party. Une des préoccupations dominantes de la conférence était d'enrayer la tentative de division internationale et de renouer les liens relâchés ou rompus, rendus plus difficiles.

Subissant les effets de l'état dépressif général du mouvement ouvrier et d'une conjoncture défavorable, la IV^e Internationale traversait une phase difficile. Ses deux sections-pivots en France et aux États-Unis étaient sensiblement affaiblies par des scissions. C'est un tiers des membres du SWP et la majorité de l'organisation de la jeunesse, dit-on, qui quittèrent la section américaine avec des cadres politiques de valeur et des pionniers de l'Opposition de gauche et proches collaborateurs de longue date de Trotsky comme Shachtman et Frankel. Le conflit éclate dans le SWP à la suite du pacte Hitler-Staline. Shachtman et Burnham estimaient qu'il fallait réviser le programme de la IV^e Internationale en ce qui concerne l'analyse de l'URSS. Qu'il n'était plus possible de considérer qu'il s'agissait d'un État ouvrier dégénéré et que l'on devait renoncer à la défense de l'URSS. Sentant le danger d'une position qui cédait visiblement à la pression de l'opinion publique petite-bourgeoise, Trotsky s'engagea délibérément dans ce débat qui s'élargira aux fondements du marxisme, le matérialisme historique et la dialectique, et jusqu'aux méthodes de construction du parti révolutionnaire (cf. Trotsky, Défense du marxisme, EDI).

Le cas de la section française est bien plus inquiétant encore. Le CEI a prononcé la dissolution du POI en juin 1939, après avoir insisté en vain pour le faire entrer au PSOP de Marceau Pivert. Il n'y a plus de presse trotskyste reconnue en France. Seul, le Bulletin de la IV^e Internationale paraît en Belgique en juin et en août. Le congrès de fondation de la IV^e Internationale à peine achevé, la discussion sur l'entrisme dans le PSOP s'est engagé au sein du POI. La tension ne cessera de croître devant

ce qu'une majorité de militants perçoivent comme un cours liquidateur. Ils comprennent mal que l'on envisage la disparition du parti alors que la IV^e Internationale vient tout juste d'être proclamée et y voient une perspective contradictoire. Mais, surtout, la direction, dans sa grande majorité, est persuadée de l'imminence de la guerre. Il convient, dans ces conditions, de préserver une organisation indépendante, ferme et cohérente, seule à même de résister aux dures épreuves. Il y a gros à parier que le PSOP s'effondrera dans cette éventualité. Se dissoudre dans ce milieu serait aborder la guerre dans les pires conditions. La tendance minoritaire animée par Rous et Craipeau, qui recevra l'appui de Trotsky et du CEI, fait principalement valoir la stagnation et le dépérissement du POI, son isolement dans une période où, après l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938, le reflux général et les signes de démoralisation dans l'avant-garde sont manifestes. Battue au congrès du POI de janvier 1939, cette tendance refuse de s'incliner. Elle rompt avec l'organisation afin d'adhérer au PSOP, toujours avec le consentement de la IV^e Internationale. Mais sont résolument opposés à l'entrisme les cadres dirigeants du POI — Rous sera le seul membre du bureau politique à rallier le PSOP —, le secteur ouvrier et syndical animé par les frères Bardin, et la presque totalité de l'organisation de jeunesse, la JSR.

L'opération entriste ne peut donc avoir son plein effet. De janvier à avril, Cannon, venu en France sur la recommandation de Trotsky, tentera l'impossible avec le CEI pour faire fléchir la majorité de la section. Toutes les pressions demeurant infructueuses, ce sera en juin l'injonction faite aux militants d'adhérer au PSOP sous peine d'exclusion, assortie du désaveu public du POI et de sa presse (cf. Writings of L. Trotsky, 1938-39). Une partie des non-entristes rejoindront le PSOP peu de semaines avant la guerre, sans s'insérer, toujours, dans la tendance Rous-Guérin-Weitz qui s'était déjà constituée. D'autres, comme Hic et Rousset, s'y refuseront. Naville et les frères Bardin s'éloigneront du mouvement trotskyste.

Le PSOP cessera, effectivement, d'exister au début de la guerre, non sans avoir exclu au préalable les trotskystes. Ce n'est qu'après l'invasion hitlérienne que, surmontant leurs préventions, les deux ailes, entriste et non-entriste, de l'ex-POI parviennent à s'unifier en août 1940 sous le sigle inattendu de Comité pour la IV^e Internationale. Compte tenu de cette réalité, le rapport présenté à la conférence peut surprendre par sa tonalité optimiste.

A l'exception du manifeste de la conférence extraordinaire qui a été reproduit dans le livre préparé par Daniel Guérin, Sur la Deuxième Guerre mondiale (Le Seuil), les autres textes sont inédits en français. Ils ont été traduits de Documents of the Fourth International (Pathfinder, 1973). Certains d'entre eux reflètent la préparation hâtive de cette session et une information incomplète, bien compréhensible, sur quelques pays.

De cette conférence, qui avait un dessein limité, émerge son manifeste, ultime texte programmatique rédigé par Trotsky, trois mois avant sa disparition, considéré avec raison comme son testament politique, il répondait, selon son auteur, au besoin, de reconfirmer le programme de la IV^e Internationale en relation avec la guerre en cours. Un parti ne peut faire vivre sa tradition sans une répétition périodique des idées générales de son programme. En l'occurrence, ce qui compte est de réitérer la volonté tenace de s'en tenir, envers et contre tout, aux fondements solides de l'internationalisme prolétarien, de ne pas se laisser détourner du défaitisme révolutionnaire. C'est la trame du manifeste. La démonstration lumineuse vise à armer les militants dans cette phase cruciale. Dans la tradition des premiers manifestes de l'Internationale communiste, il est conçu, également, pour convaincre plus largement les masses prolétariennes.

Il faut, donc, combattre l'union sacrée qui, sous couleur d'antifascisme, tente d'embrigader la classe ouvrière dans le camp des impérialismes alliés, et faire éclater ce qu'il y a de mensonger dans les formules de la guerre des démocraties contre le fascisme. Les démocraties se transforment aisément en dictatures réactionnaires, leur caractère répressif, anti-ouvrier n'est plus à démontrer. Leur pourriture s'est dévoilée crûment face à Hitler. Elles ne peuvent pas être « sauvées ». On ne peut les remplacer que par la démocratie prolétarienne. En liant son destin à celui de la démocratie impérialiste, la classe ouvrière renoncerait à ses propres objectifs. Elle irait au devant de nouvelles défaites.

Le revirement brutal de Moscou, son alliance avec Hitler, révèle un immense mépris envers le prolétariat mondial. Staline a mis à la disposition de Hitler l'appareil propagandiste des partis communistes, « il vend à Hitler le Komintern en même temps que de l'huile et du manganèse ». Le défaitisme affiché soudain par le PCF à la place du super patriotisme de la veille a peu de rapport avec l'internationalisme, c'est la soumission au Kremlin. La panoplie de l'antifascisme, prôné par le manifeste, servira à nouveau dès que l'amitié de Staline avec Hitler

prendra fin, ce qui ne saurait tarder. La dénonciation virulente du stalinisme ne conduit nullement Trotsky à modifier, comme on l'a vu, l'analyse de l'URSS comme un État ouvrier dégénéré. La défense de l'URSS est plus qu'auparavant un devoir pour les révolutionnaires. Ce qui n'inclut aucune complicité avec les pays alliés à l'URSS, ni aucune capitulation politique devant la bureaucratie. La défense de l'URSS est inséparable de la préparation de la révolution mondiale.

La classe ouvrière doit-elle aider les démocraties contre le fascisme à l'heure où les armées de Hitler après avoir submergé la Hollande et la Belgique foncent sur Paris ? « La tâche que pose l'histoire n'est pas de soutenir une partie du système capitaliste contre l'autre, répond le manifeste, mais d'en finir avec le système dans son ensemble ». Le 30 juin 1940, tandis que « la France est en train de devenir une nation opprimée » dans le sillage d'autres nations européennes, Trotsky dénonce encore la résurgence du social-patriotisme qui est la trahison de la lutte de classes (cf. Sur la Deuxième Guerre mondiale, p. 200). « Si, pour sauver les « démocraties », le prolétariat renonce à une politique révolutionnaire indépendante, qui mettra à profit la situation révolutionnaire issue de la défaite de Hitler ? » L'article conclut : « La nouvelle carte militaire de l'Europe n'invalide pas les principes révolutionnaires de la lutte des classes. La IV^e Internationale ne s'écarte pas de sa voie. »

La perspective qui se dégage du manifeste est l'approche de la révolution au travers de la guerre qui accélère considérablement le processus politique. Les échéances importantes sont rapprochées « d'ici à trois ans et même plus tôt ». Mais la prévision marxiste, nécessaire pour la lutte, n'a pas la prétention et la fonction de prédire le déroulement concret des événements, ni de s'enfermer dans certains délais. En tout état de chose, le grand problème historique ne sera pas résolu sans un parti révolutionnaire. A défaut, certaines batailles peuvent être perdues, mais la perspective du manifeste est celle « d'une époque révolutionnaire tout entière (...) Il est nécessaire de se préparer à de longues années, sinon à des décennies de guerres, de soulèvements, de brefs intervalles de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit prendre pour base une telle perspective. » C'est dans cette optique que Trotsky puise sa conviction que la IV^e Internationale est mieux préparée et plus à même que les révolutionnaires de 1915-1916 de former à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne. « Elle a foi en elle-même et dans son avenir. »

Les trotskystes luttèrent pendant la guerre dans cet esprit et forts de cette conviction. Ils œuvrèrent aussi avec de grands risques à mettre en application ce mot d'ordre final du manifeste : l'appel à la fraternisation des ouvriers et des soldats de chaque camp.

La révolution future ne sera plus limitée à l'Europe, elle s'étendra à l'Asie, à l'Amérique latine pour devenir véritablement mondiale. Ce thème déjà développé dans le manifeste est approfondi dans la résolution « Le monde colonial et la seconde guerre impérialiste ». Les impérialistes colonisateurs défaits ou atteints dans leur puissance ne parviendront pas à maintenir intacte leur domination. Dans leur combat libérateur les masses opprimées doivent méditer les leçons de la révolution avortée. La révolution ne peut être menée à son terme que par le prolétariat en collaboration avec la paysannerie en s'affranchissant en même temps de la bourgeoisie nationale. Au prolétariat de l'Inde et de la Chine est dévolu un rôle pilote dans la révolution coloniale. Cela est en conformité avec la théorie de la révolution permanente, pierre angulaire du trotskysme et de la IV^e Internationale.

Présentation

La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale à laquelle ont participé des délégués mandatés de dix sections nationales s'est achevée avec succès. Convoquée à l'initiative des sections américaine, mexicaine et canadienne, la conférence s'est adressée à la classe ouvrière mondiale dans un manifeste retentissant, appelant les travailleurs de tous les pays à mettre un terme à la guerre impérialiste en déclenchant la révolution socialiste mondiale.

Les délégués mandatés à la conférence représentaient les sections de la IV^e Internationale des États-Unis, de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, du Mexique, de l'Espagne, de Cuba, de l'Argentine, de Porto Rico et du Chili. Étaient présents les délégués fraternels des sections australienne et chinoise et du comité de rédaction du *Bulletin de l'Opposition* russe (bolchévique-léniniste). Les organisations affiliées à la IV^e Internationale en Angleterre, en France, en Chine, en Suisse et en Bulgarie, dans l'impossibilité d'envoyer des représentants ou des mandats en raison des conditions d'illégalité et autres difficultés, envoyèrent des messages de solidarité. Les ravages de la guerre et d'une élimination impitoyable empêchèrent les adhérents à la IV^e Internationale de Hollande, de Pologne, de Tchécoslovaquie,

de Scandinavie, de Palestine, de Lituanie, de Roumanie, d'Indochine, d'Afrique du Sud et du Brésil d'être contactés à temps pour être représentés.

La conférence mondiale extraordinaire se réunit dans le plus grand secret, à cause des conditions engendrées par la guerre, « quelque part dans l'hémisphère ouest », du 19 au 26 mai. La conférence, qui se tenait dans l'atmosphère tendue d'une guerre dévastatrice, exprimait la voie authentique de l'internationalisme prolétarien. Ni la II^e Internationale en décrépitude, ni la perfide III^e Internationale, ni la fédération internationale des citrons pressés centristes connue sous le nom de Front ouvrier international, n'ont fait entendre le moindre murmure, à cette heure la plus sombre de l'histoire de la classe ouvrière, alors que, pour la seconde fois au cours d'une génération, les tanks monstrueux du militarisme et les cohortes des nouvelles horreurs de la guerre ravagent les champs de bataille, écrasant les corps de millions de travailleurs en uniforme et dispersant aux quatre vents des millions d'autres civils à la recherche d'un refuge.

Seule la IV^e Internationale, rassemblée dans une conférence mondiale, a élevé la voix pour expliquer aux travailleurs du monde, avec la plus grande clarté, la situation à laquelle ils étaient confrontés ; pour leur montrer la voie révolutionnaire, pour échapper au désastre qui ravage la société victime du capitalisme ; pour s'adresser à eux avec la voix du courage et de l'espoir qui est la voix de la révolution socialiste mondiale à venir.

La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale, tenue deux ans après la fondation du Parti mondial de la révolution socialiste, le 3 septembre 1938, a fait le bilan de la période écoulée des préparatifs et du déclenchement de la guerre. On a pu constater avec satisfaction que l'écrasante majorité de ses sections et de ses militants à travers le monde avait subi les épreuves de cette époque difficile de façon exemplaire. La conférence confirma à l'unanimité son accord sur les principes adoptés au 1^{er} congrès mondial et élaborés au cours des quinze ans qui l'avaient précédé au sein du mouvement trotskyste.

Alors que les organisations des internationales opportunistes montraient partout des signes de décomposition avancée et de paralysie complète, la conférence reçut la preuve que non seulement la IV^e Internationale tenait bon, mais encore qu'elle avait indiscutablement progressé en effectifs et en activité au cours des deux dernières années, en dépit de la situation d'illégalité de plusieurs de nos sections depuis la conclusion de l'accord de Munich.

Le rapport organisationnel était particulièrement encourageant : un développement considérable de notre mouvement a été enregistré en Amérique latine, où nos camarades chiliens, au terme d'un processus d'unification avec de larges secteurs du prolétariat en rupture avec le Parti socialiste, progressent rapidement dans la construction d'une organisation de masse. Une nouvelle section s'est constituée en Bolivie. En Argentine et à Cuba, nos sections connaissent une audience croissante dans le mouvement de masse et s'implantent dans les syndicats. Dans d'autres pays d'Amérique du Sud, de nouveaux groupes se sont formés ou sont en cours de formation.

En Australie, notre jeune Ligue communiste a progressé de façon particulièrement encourageante dans le recrutement de cadres dirigeants du parti stalinien. En France, malgré le déclenchement de la guerre, notre section s'est vue renforcée par l'adhésion de la masse des militants actifs de l'aile gauche centriste du Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP)*.

En Angleterre, notre section a marqué tellement de points dans le Parti travailliste que la bureaucratie réformiste s'est sentie obligée d'interdire l'adhésion de nos militants, et ce même avant que la guerre n'entre dans une phase critique qui s'est accompagnée de mesures gouvernementales répressives.

En Irlande, le rapport d'organisation indique qu'un groupe assez nombreux s'est formé, qui réclame l'affiliation à la IV^e Internationale. Des progrès similaires sont enregistrés dans de nombreux autres pays, avec lesquels la IV^e Internationale n'avait jusqu'ici aucun contact. De façon générale, le rapport d'organisation présente l'image d'un parti international bien vivant se développant malgré de terribles obstacles et fonctionnant d'un seul corps, une véritable avant-garde organisée, se préparant à mener au combat les millions de travailleurs du monde entier qui, aujourd'hui, redressent l'échine pour échapper au joug du capitalisme.

La principale tâche de la conférence a été la préparation du Manifeste adressé à la classe ouvrière mondiale. Après une longue discussion, le projet proposé par le Comité exécutif international a été adopté, modifié seulement par quelques amendements mineurs. Il comprend un panorama complet du monde en proie à la guerre ; une analyse des facteurs favorables à la transformation de cette guerre en une guerre civile pour les États socialistes unifiés d'Europe, étape vers la Fédération

*Le nombre d'adhésions de membres du PSOP était d'une importance bien plus modeste.

mondiale des républiques socialistes, et aussi un appel à l'action qui contient des directives stratégiques et tactiques.

Sur la conférence, planait l'ombre de l'attentat infâme perpétré par la Guépéou contre la vie du principal dirigeant de la IV^e Internationale, le premier révolutionnaire prolétarien contemporain, Léon Trotsky. Dans une résolution adoptée par acclamations, la conférence a félicité le camarade Trotsky d'avoir miraculeusement échappé aux assassins du Kremlin. Le camarade Trotsky et sa compagne, Natalia Sedova, ont été salués en termes vibrants qui exprimaient la reconnaissance des révolutionnaires du monde entier pour leur dévouement à la cause de la classe ouvrière mondiale et l'inquiétude pour le maintien de leur bien-être et de leur sécurité.

Évoquant les grands noms des martyrs de la lutte de la IV^e Internationale, tels que Léon Sedov, Rudolf Klement, Erwin Wolf et Ignace Reiss, héros tombés sous les coups des tueurs du traître Staline, la conférence marqua un silence pour envoyer son salut aux vaillants et courageux militants de la IV^e Internationale qui souffrent aujourd'hui dans les camps de concentration et les prisons de l'Allemagne de Hitler ; aux camarades Rigal, Steve, Weitz* et à leurs amis dans les geôles de l'impérialisme français ; aux soldats héroïques de la IV^e Internationale emprisonnés par le Brésil de Vargas, la Grèce de Metaxas, l'Espagne de Franco ; à nos frères des colonies britanniques, mis aux fers par l'Angleterre de Churchill ; aux intrépides bolchéviks-léninistes, stoïques sous les tortures, dans les griffes de l'oligarchie du Kremlin ; à nos courageux camarades mis en prison au Minnesota par le FBI de Roosevelt, et aux prisonniers de la guerre de classes du monde entier, qui sont légion.

Convoquée avant tout pour armer la IV^e Internationale pour les grandes batailles à venir contre le capitalisme, qu'il revête l'armure hideuse du fascisme ou celle, fallacieuse, de la « démocratie » impérialiste, et pour la lutte à mener pour rallier la classe ouvrière mondiale à cette cause contre les laquais de la bourgeoisie de la II^e Internationale et les complices de l'impérialisme de la III^e Internationale, la conférence extraordinaire avait aussi une autre tâche : statuer sur le cas des éléments petits-bourgeois mal trempés qui avaient été des nôtres, mais qui, dès que la guerre a éclaté, se sont mis à l'abri. Il fallait statuer sur ceux qui désertaient sous prétexte de proposer une révision « concrète » de notre programme sur la question de la

*Lucien Weitz était le secrétaire national des JSOP. Pivertiste de gauche il n'a pas appartenu à la IV^e Internationale.

défense inconditionnelle de l'URSS qui aboutissait à un abandon pur et simple de la théorie marxiste et des principes et traditions du bolchévisme, qui sont le fondement de la IV^e Internationale.

La conférence condamna à l'unanimité cette tendance révisionniste petite-bourgeoise représentée par Burnham et Shachtman, dans le Socialist Workers Party (SWP) américain, et par Lebrun, Johnson, Trent et Anton, au Comité exécutif international. Ils furent accusés d'avoir trahi la confiance que les organisations de la IV^e Internationale avait placée en eux. La conférence dénonça leurs vains efforts pour opérer une scission au sein de l'organisation internationale comme une entreprise méprisable. Le SWP américain fut invité à fixer un délai d'un mois à ceux qui étaient suspendus pour avoir participé à la tentative de scission, pour s'incliner devant les décisions du congrès du SWP sous peine d'exclusion du parti.

Après avoir enregistré le rapport détaillé de la section française de la IV^e Internationale, la conférence extraordinaire condamna la ligne politique de la tendance Gilbert [Craipeau] développée au sein de cette organisation (tendance qui a une position défaitiste par rapport à l'URSS, similaire à celle de la minorité Shachtman, Burnham du SWP) comme contradictoire avec le programme et l'orientation de la IV^e Internationale. Mais, tout en dénonçant le caractère centriste de ce groupe, la conférence félicita la tendance Gilbert de sa loyauté organisationnelle, pour sa condamnation de la scission organisée par Shachtman et Burnham et sa déclaration catégorique de « respect dans l'action de la discipline majoritaire et du centralisme démocratique ».

Les décisions de la conférence, exprimant la volonté de toutes les sections en activité qui avaient eu la possibilité d'envoyer des délégués ou des mandats, furent consignées dans une résolution comme application du programme et des principes du I^{er} congrès mondial, engageant ainsi toutes les sections. La conférence prit note que tous les groupes qui avaient tranché sur ce point et avaient fait part de leur décision au Comité exécutif international s'étaient déjà prononcés sans réserves pour le maintien du mot d'ordre de défense inconditionnelle de l'URSS et contre toute tentative de révision du programme de la IV^e Internationale entreprise par l'opposition petite-bourgeoise.

Partant de ces décisions, la conférence extraordinaire décida d'élire le Comité exécutif international avec des représentants de toutes les sections, chargé d'appliquer le programme et les orientations de la IV^e Internationale pendant la guerre et de convoquer un congrès mondial plénier dès que les conditions le

permettraient. Avec la présentation des rapports d'activité des sections et l'élection du nouveau Comité exécutif international, la conférence extraordinaire du Parti mondial de la révolution socialiste clôtura ses travaux, fermement convaincue d'avoir mené à bien la tâche de consolidation de l'organisation internationale, assurée de lui avoir donné une direction efficace et faisant autorité et de l'avoir armée d'une orientation qui seule peut favoriser l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes et les arracher aux affres de l'horrible guerre et de l'exploitation sans merci.

(International Bulletin
publié par le SWP, n° 1, juillet 1940)

Manifeste : la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale

La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale, Parti mondial de la révolution socialiste, se réunit à un tournant de la deuxième guerre impérialiste. La phase des sondages et des préparatifs, de la relative inactivité militaire, est révolue. L'Allemagne a déchainé toutes les furies de l'enfer dans une vaste offensive à laquelle les Alliés ripostent à leur tour avec toutes leurs forces de destruction. Désormais, la vie de l'Europe et de l'humanité tout entière sera déterminée pour longtemps par le cours de la guerre impérialiste et par ses conséquences économiques et politiques.

La IV^e Internationale considère que le moment est venu de dire ouvertement et clairement son point de vue sur cette guerre et ses participants, comment elle juge les politiques de guerre des diverses organisations ouvrières et, ce qui est le plus important, quelle est l'issue conduisant à la paix, à la liberté et à l'abondance.

La IV^e Internationale ne se tourne pas vers les gouvernements qui ont précipité les peuples dans le massacre ni vers les politiciens bourgeois qui portent la responsabilité de ces gouvernements, pas davantage vers les bureaucrates ouvriers qui soutiennent la bourgeoisie en guerre. La IV^e Internationale se tourne vers les travailleurs, hommes et femmes, vers les soldats et les marins, les paysans ruinés et les peuples coloniaux asservis. La IV^e Internationale n'est liée en quoi que ce soit avec les oppresseurs, les exploités, les impérialistes. Elle est le parti mondial des travailleurs, des opprimés, des exploités. C'est à eux que s'adresse ce manifeste.

Les causes générales de la guerre actuelle

La technologie est infiniment plus puissante actuellement qu'à la fin de la guerre 1914-1918, tandis que l'humanité est beaucoup plus appauvrie. Le niveau de vie a décliné dans tous les pays les uns après les autres. Au seuil de la guerre actuelle, l'agriculture se trouvait dans une situation pire qu'au moment où la dernière éclata. Les pays agricoles étaient ruinés. Dans les pays industriels, les classes moyennes se trouvaient économiquement ravagées, et une « sous-classe » permanente de chômeurs — parias modernes — s'était constituée. Le marché intérieur s'était rétréci. L'exportation du capital avait été réduite. A l'époque actuelle, l'impérialisme a brisé le marché mondial, le partageant en sphères, chacune dominée par une puissance particulière. Tandis que la population du globe s'accroissait considérablement, le commerce mondial de cent neuf États de notre planète a presque diminué du quart dans la décennie qui a précédé la guerre actuelle. Le volume du commerce extérieur de certains pays s'est trouvé réduit de la moitié, du tiers, et du quart.

Les pays coloniaux ont souffert de leur propre crise interne et de celle de leur métropole. Des nations arriérées qui, hier encore, jouissaient d'une demi-liberté, sont réduites aujourd'hui en esclavage (Éthiopie, Albanie, Chine). Chaque pays impérialiste doit posséder ses propres sources de matières premières, avant tout pour la guerre, c'est-à-dire en vue d'une nouvelle lutte pour les matières premières. Afin de s'enrichir davantage, les capitalistes sont en train de détruire et de dévaster toutes les créations que le travail a accumulées depuis des siècles.

Le monde du capitalisme décadent est surpeuplé. Admettre une centaine de réfugiés devient un problème majeur pour une puissance mondiale telle que les États-Unis. A l'époque de l'aviation, du télégraphe, de la radio et de la télévision, les voyages d'un pays à l'autre se trouvent paralysés par des passeports et des visas. La période de dépérissement du commerce extérieur et de déclin du commerce intérieur est aussi celle de la monstrueuse intensification du chauvinisme et, particulièrement, de l'antisémitisme. Le capitalisme naissant avait libéré le peuple juif du ghetto et en avait fait un instrument de son expansion commerciale. Aujourd'hui, la société capitaliste en son déclin s'efforce d'exprimer [d'extraire] le peuple juif de tous ses pores : vingt millions d'individus sur une population terrestre de deux milliards, c'est-à-dire 1 %, ne peuvent désormais trouver place sur notre planète. Malgré les vastes étendues disponibles et les merveilles de la technique —

qui ont conquis les cieux comme auparavant la terre, la bourgeoisie s'arrange pour convertir notre planète en une prison atroce.

Lénine et l'impérialisme

Le 1^{er} novembre 1914, au début de la première guerre impérialiste, Lénine écrivait : « L'impérialisme a mis en jeu le destin de la civilisation européenne. Si, après cette guerre, une série de révolutions victorieuses ne se produit pas, bien d'autres guerres suivront. Le conte de fées de la « guerre pour en finir avec les guerres » est un rêve creux et pernicieux. » Travailleurs, rappelez-vous cette prédiction ! La présente guerre — la deuxième guerre impérialiste — n'est pas un accident. Elle ne résulte pas de la volonté de tel ou tel dictateur. Elle avait été prédite longtemps auparavant. Son origine dérive inexorablement des contradictions qu'engendrent les intérêts capitalistes internationaux. Contrairement aux fables officielles forgées pour droguer les gens, la cause principale de la guerre comme de tous les autres maux sociaux — chômage, coût élevé de la vie, fascisme, oppression coloniale — réside dans la propriété privée des moyens de production et dans l'État bourgeois qui repose sur ces fondements.

Grâce au niveau actuel de la technologie et de la qualification des travailleurs, il est tout à fait possible de créer des conditions adéquates pour le développement matériel et spirituel de toute l'humanité. Il faudrait seulement organiser la vie économique dans chaque pays et sur toute la planète, correctement, scientifiquement et rationnellement, conformément à un plan général. Mais, tant que les principales forces productives de la société seront possédées par les trusts, c'est-à-dire par des cliques capitalistes isolées, la lutte pour les marchés, pour les sources de matières premières, pour l'administration du monde, prendra inévitablement un caractère de plus en plus destructeur. Le pouvoir de l'État et la domination sur l'économie ne peuvent être arrachés des mains de ces cliques impérialistes rapaces que par la classe ouvrière révolutionnaire. Telle est la signification de l'avertissement de Lénine, à savoir que, « sans une série de révolutions victorieuses », une nouvelle guerre impérialiste suivrait inévitablement. Les différentes prédictions et promesses qui furent faites se sont trouvées soumises à l'épreuve des événements. Le conte de fées « d'une guerre pour en finir avec les guerres » s'est révélé être un mensonge. La prédiction de Lénine est devenue une tragique vérité.

Les causes immédiates de la guerre

La cause immédiate de la guerre actuelle est la rivalité entre les empires coloniaux anciens et riches : Grande-Bretagne et France, et les pillards impérialistes retardataires : Allemagne et Italie.

Le XIX^e siècle fut une époque d'hégémonie incontestable pour le pouvoir capitaliste le plus ancien, la Grande-Bretagne. Il est à peu près exact que, de 1815 à 1914, régna la « paix britannique » — non sans quelques explosions militaires isolées. La flotte britannique — la plus puissante au monde — jouait le rôle de gendarme des mers. Toutefois, cette époque appartient au passé. Dès la fin du siècle dernier, l'Allemagne, armée de la technique moderne, commença à s'avancer vers la première place en Europe. Outre-Atlantique, un pays encore plus puissant, ancienne colonie britannique, surgit. La contradiction économique la plus importante qui conduisit à la guerre de 1914-1918 fut la rivalité entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La participation des États-Unis à la guerre fut une mesure préventive. On ne pouvait permettre à l'Allemagne de subjuguier le continent européen.

La défaite rejeta l'Allemagne dans une impuissance complète. Démembrée, entourée d'ennemis, réduite à la faillite par les indemnités de guerre, affaiblie par les convulsions de la guerre civile, elle parut hors course pour une longue période, sinon pour toujours. Ce fut la France qui joua, momentanément, les premiers violons en Europe. Le bilan de la guerre se traduit en fin de compte, pour la victorieuse Angleterre, par un lourd passif : indépendance croissante des dominions, mouvements d'indépendance coloniaux, perte de l'hégémonie navale, diminution de l'importance de la flotte en fonction du développement de l'aviation.

Faisant fond sur la force d'inertie, l'Angleterre tenta encore de jouer le rôle directeur dans l'arène mondiale au cours des toutes premières années qui suivirent la victoire. Les conflits qui l'opposaient aux États-Unis commencèrent à prendre un caractère menaçant. Il pouvait même sembler que la prochaine guerre opposerait les deux États anglo-saxons qui, tous deux, aspiraient à la domination mondiale. Toutefois, l'Angleterre se convainquit rapidement que son poids économique spécifique ne lui permettrait pas de combattre le colosse au-delà de l'océan. L'accord de parité navale qu'elle conclut avec les États-Unis signifia une renonciation formelle à l'hégémonie navale qu'en fait elle avait déjà perdue. La substitution des tarifs douaniers au

libre échange signifia que la Grande-Bretagne admettait ouvertement la défaite de son industrie sur le marché mondial. Sa renonciation à la politique du « splendide isolement » entraîna l'introduction du service militaire obligatoire. Ainsi toutes les traditions sacro-saintes se trouvèrent balayées.

La France aussi manifesta, à une plus petite échelle, un semblable défaut de proportion entre son poids économique et sa position mondiale. Son hégémonie sur l'Europe reposait sur la conjoncture temporaire des circonstances créées par l'anéantissement de l'Allemagne et les combinaisons artificielles du traité de Versailles. Le volume de sa population et les fondements économiques de cette hégémonie se révélaient beaucoup trop inadéquats. Quand l'hypnose de la victoire se dissipa, les rapports de forces réels furent mis en lumière, la France se trouva être beaucoup plus faible qu'elle n'apparaissait, non seulement à ses amis, mais aussi à ses ennemis. Cherchant une protection, elle devint essentiellement le plus récent dominion de la Grande-Bretagne.

La régénération allemande sur la base d'une technique de premier ordre et de ses capacités organisationnelles était inévitable. Elle survint plus tôt qu'on n'aurait pu le croire possible, dans une large mesure grâce au soutien que l'Angleterre accorda à l'Allemagne contre l'URSS, contre les prétentions excessives de la France et, au deuxième plan, contre les États-Unis. De telles combinaisons internationales s'étaient révélées heureuses pour l'Angleterre capitaliste plus d'une fois dans le passé, aussi longtemps qu'elle était demeurée la plus forte puissance. Avec sa mise en veilleuse, elle apparut incapable de chasser les esprits qu'elle avait elle-même invoqués.

Armée d'une technologie plus moderne, plus souple, d'une productivité supérieure, l'Allemagne, encore une fois, commença à expulser l'Angleterre de marchés très importants, particulièrement en Europe sud-orientale et en Amérique latine. Contrairement au XIX^e siècle, alors que la concurrence entre pays capitalistes se développait sur la base d'un marché mondial en expansion, l'arène économique de la lutte actuelle va tellement en se rétrécissant que ne restent plus ouverts aux impérialistes que quelques morceaux du marché mondial, et ils se les arrachent les uns aux autres.

L'initiative d'un nouveau partage du monde, maintenant comme en 1914, appartenait naturellement à l'impérialisme allemand. Surpris, le gouvernement britannique tenta d'abord de trouver une issue excluant la guerre par des concessions aux dépens d'autrui (Autriche, Tchécoslovaquie). Mais cette politique

était à courte vue. L'« amitié » avec la Grande-Bretagne n'était pour Hitler qu'une brève phase tactique. Londres avait déjà concédé à Hitler plus que celui-ci n'escomptait obtenir. L'accord de Munich, au moyen duquel Chamberlain espérait sceller une longue amitié avec l'Allemagne, conduisit au contraire à l'accélération de la rupture. Hitler ne pouvait plus rien attendre de Londres, une expansion ultérieure de l'Allemagne menacerait les lignes vitales de la Grande-Bretagne elle-même. Ainsi la « nouvelle époque de paix » proclamée par Chamberlain en 1938 conduisit en peu de mois à la plus terrible de toutes les guerres.

Les États-Unis

Tandis que la Grande-Bretagne a employé tous ses efforts, dès les premiers mois de la guerre, à bloquer les positions évacuées par l'Allemagne sur le marché mondial, les États-Unis en ont presque automatiquement évincé la Grande-Bretagne. Les deux tiers de l'or mondial sont concentrés dans les caves américaines. Le tiers subsistant afflue vers les mêmes lieux. Le rôle de banquier du monde qu'a joué l'Angleterre est rejeté dans le passé. Et il n'en va pas mieux dans les autres domaines. Alors que la flotte anglaise et sa marine marchande ont subi de grosses pertes, les arsenaux américains sont en train de construire des navires à une échelle colossale qui vont assurer la prédominance navale des États-Unis sur l'Angleterre et le Japon. Les États-Unis sont évidemment en train de se préparer à adopter le principe de la « double puissance » (posséder une flotte plus puissante que les flottes réunies des deux puissances les plus fortes). Le nouveau programme de la flotte aérienne se propose de la même façon d'assurer la supériorité des États-Unis sur le reste du monde.

Pourtant, la force industrielle, financière et militaire des États-Unis, la première puissance capitaliste du monde, n'assure nullement l'épanouissement de la vie économique américaine ; au contraire, elle donne à la crise de son système social un caractère particulièrement pernicieux et convulsif. On ne peut trouver d'emploi à deux milliards d'or pas plus qu'à des millions de chômeurs. Dans les thèses de la IV^e Internationale, « La IV^e Internationale et la Guerre », publiées il y a six ans, il avait déjà été prévu : « Le capitalisme américain se heurte de front aux mêmes problèmes qui avaient poussé en 1914 l'Allemagne sur la route de la guerre. Pour l'Allemagne, il était question d'« organiser » l'Europe. L'histoire mène droit l'humanité vers l'éruption volcanique de l'impérialisme américain. »

La politique du *New Deal* et du *good neighbor* [bon voisinage] furent les dernières tentatives d'ajourner l'explosion de la crise sociale en y remédiant par le moyen de concessions et d'accords. Après la faillite de cette politique qui gaspilla des dizaines de milliards, il ne restait rien d'autre à l'impérialisme américain que de recourir à celle du « coup de poing ». Sous quelque prétexte et sous quelque mot d'ordre que ce soit, les États-Unis interviendront dans la terrible mêlée pour maintenir leur domination mondiale. L'ordre et la date de la lutte qui se déroulera entre le capitalisme américain et ses ennemis ne sont pas encore connus, peut-être pas même de Washington. La guerre avec le Japon serait une lutte pour « l'espace vital » dans l'océan Pacifique. La guerre dans l'Atlantique, même si elle était dirigée dans l'immédiat contre l'Allemagne, serait une lutte pour capter l'héritage de l'Angleterre.

Une victoire potentielle de l'Allemagne sur les Alliés est suspendue comme un cauchemar sur Washington. En possession du continent européen et des ressources des colonies de ce dernier, ayant à sa disposition les usines d'armements et les arsenaux européens, l'Allemagne, surtout si elle agissait en accord avec le Japon, constituerait un danger mortel pour l'impérialisme américain. Les batailles titanesques qui se déroulent actuellement sur les champs de l'Europe ne constituent en ce sens que des épisodes préparatoires à la lutte entre l'Allemagne et l'Amérique. La France et l'Angleterre ne sont que des bastions du capitalisme américain de l'autre côté de l'Atlantique. Si la frontière de l'Angleterre se trouve sur le Rhin, comme l'affirme le premier ministre anglais, alors l'impérialisme américain peut bien affirmer que la frontière des États-Unis se trouve sur la Tamise. Dans la préparation fiévreuse de l'opinion publique à la guerre qui vient, Washington manifeste une noble indignation quant au destin de la Finlande, du Danemark, de la Hollande, de la Belgique. Avec l'occupation du Danemark, le Groenland est devenu de façon inattendue un fragment géologique de l'hémisphère occidental et se trouve, par suite d'un heureux hasard, contenir des dépôts de cryolite indispensables à la production de l'aluminium. Washington ne perd pas non plus de vue la Chine asservie, les Philippines sans appui, les Indes hollandaises orphelines, non plus que les routes maritimes. C'est ainsi que des sympathies philanthropiques pour les nations opprimées et même des considérations géologiques contribuent à entraîner les États-Unis dans la guerre.

Les forces armées américaines ne pourraient intervenir avec succès qu'aussi longtemps que la France et les Iles britanniques

demeurent pour elles de solides bases de soutien. La France serait-elle occupée et les armées allemandes apparaîtraient-elles sur les bords de la Tamise, le rapport de forces changerait du tout au tout au détriment des États-Unis. Ce sont de telles considérations qui contraignent les États-Unis à se hâter, mais qui les contraignent aussi à se poser la question : le moment opportun n'est-il pas déjà passé ?

Contre l'attitude officielle de la Maison-Blanche se dressent les protestations bruyantes de l'isolationnisme américain qui ne constitue lui-même qu'une autre variété du même impérialisme. La fraction des capitalistes dont les intérêts sont particulièrement liés au continent américain, à l'Australie et l'Extrême-Orient calculent qu'au cas d'une défaite des Alliés les États-Unis acquerraient automatiquement un monopole à leur propre profit, non seulement en Amérique latine, mais aussi au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Quant à la Chine, aux Indes néerlandaises et à l'Orient en général, c'est la conviction de la classe gouvernante tout entière qu'une guerre avec le Japon est, en tout cas, inévitable dans un proche avenir. Sous couleur d'isolationnisme et de pacifisme, une influente fraction de la bourgeoisie travaille à élaborer un programme pour l'expansion continentale des États-Unis et à se préparer à la lutte contre le Japon ; la guerre contre l'Allemagne pour la domination mondiale, d'ailleurs conforme à un tel plan, ne se trouve que différée ; quant aux pacifistes petits-bourgeois du genre de Norman Thomas et ses confrères, ils ne sont que les enfants de chœur de l'un des clans impérialistes.

Notre lutte contre l'intervention des États-Unis dans la guerre n'a rien de commun avec l'isolationnisme et le pacifisme. Nous disons ouvertement que le gouvernement impérialiste est incapable d'éviter de précipiter le pays dans la guerre. Les discussions à l'intérieur de la classe gouvernementale ne roulent que sur le point de savoir quand entrer dans la guerre et contre qui porter le premier coup. Espérer pouvoir maintenir les États-Unis dans la neutralité, par le moyen d'articles de journaux et de résolutions pacifiques, c'est essayer de refouler la marée avec un balai. La lutte réelle contre la guerre ne peut être que la lutte de classes contre l'impérialisme et une dénonciation irrémissible du pacifisme petit-bourgeois. Seule la révolution pourrait empêcher la bourgeoisie américaine d'intervenir dans la deuxième guerre impérialiste ou d'entreprendre la troisième guerre impérialiste. Toutes les autres méthodes ne sont que charlatanisme ou stupidité ou encore un mélange des deux.

La défense de la « patrie »

Il y a presque un siècle, quand l'État national représentait encore un facteur relativement progressif, le *Manifeste communiste* proclamait que les prolétaires n'ont pas de patrie. Leur seul but était la création de la patrie des exploités embrassant le monde entier. Vers la fin du XIX^e siècle, l'État bourgeois avec ses armées et ses tarifs douaniers devint le pire frein au développement des forces productives qui exigent un espace beaucoup plus étendu. Un socialiste qui se réclame aujourd'hui de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que celui joué jadis par les paysans vendéens prenant la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes.

Au cours des récentes années et même des derniers mois, le monde a observé, étonné, combien aisément les États s'évanouissent de la carte d'Europe : Autriche, Tchécoslovaquie, Albanie, Pologne, Danemark, Hollande, Belgique. La carte politique s'est trouvée refondue avec une rapidité qui n'eut d'égale à aucune époque, sinon au moment des guerres napoléoniennes. Il s'agissait alors d'États féodaux survivants qui devaient laisser place à l'État national bourgeois. Aujourd'hui, il s'agit d'États bourgeois survivants qui doivent s'effacer devant la fédération socialiste des peuples. Comme toujours, la chaîne rompt à son chaînon le plus faible. Les bandits impérialistes laissent aussi peu de place aux petits États indépendants que la concurrence maligne des trusts et des cartels aux petits industriels et petits commerçants indépendants.

En raison de sa position stratégique, l'Allemagne considère qu'il lui est profitable d'attaquer ses ennemis principaux à partir des petits pays neutres. Au contraire, la Grande-Bretagne et la France jugent plus profitable de se préserver grâce à la neutralité des petits États et de laisser l'Allemagne les refouler par ses coups dans le camp des alliés « démocratiques ». Le fond de la question n'est pas changé par ces différences dans la méthode stratégique. Les petits satellites sont en train d'être réduits en poussière entre les mâchoires d'acier des grands pays impérialistes. La « défense » de patries énormes réclame la destruction d'une douzaine de petites et moyennes patries.

Cependant, même en ce qui concerne les grands États, il n'est nullement question pour la bourgeoisie de défendre la patrie, mais bien plutôt des marchés, des concessions étrangères, des sources de matières premières et des sphères d'influence. La bourgeoisie ne défend jamais la patrie pour la patrie ; elle défend la propriété privée, les privilèges, les profits. Toutes les fois que ces valeurs sacrées se trouvent menacées, la bourgeoisie s'engage

immédiatement dans la voie du défaitisme. Ce fut la voie de la bourgeoisie russe dont les fils, après la révolution d'Octobre, combattirent et sont encore prêts à combattre dans chaque armée du monde contre ce qui fut leur propre patrie. Pour sauver son capital, la bourgeoisie espagnole se tourne vers Hitler et Mussolini afin de réclamer leur aide militaire contre son propre peuple. La bourgeoisie norvégienne aida Hitler à envahir la Norvège. Il en fut toujours ainsi, il en sera toujours ainsi.

Le patriotisme officiel n'est que le masque des intérêts des exploités. Les ouvriers conscients jettent au loin ce masque avec mépris. Ils ne défendent point la patrie bourgeoise, mais les intérêts des exploités et des opprimés de leur propre pays et du monde entier. Les thèses de la IV^e Internationale affirment : « Au mot d'ordre réactionnaire de la « défense nationale » il est nécessaire d'opposer le mot d'ordre de la destruction révolutionnaire de l'État national. A l'asile d'aliénés de l'Europe capitaliste, il est nécessaire d'opposer le programme des États-Unis socialistes d'Europe, comme étape dans la voie des États-Unis socialistes du Monde. »

La lutte pour la « démocratie »

Non moins mensonger est le mot d'ordre d'une guerre de la démocratie contre le fascisme. Comme si les ouvriers avaient oublié que c'est le gouvernement britannique qui aida Hitler et sa bande de bourreaux à s'emparer du pouvoir ! Les démocraties impérialistes sont en réalité les plus grandes aristocraties de l'histoire. L'Angleterre, la France, la Hollande, la Belgique reposent sur l'asservissement des peuples coloniaux. La démocratie américaine repose sur le contrôle des énormes richesses de tout un continent. Tous les efforts de ces « démocraties » sont orientés vers la préservation de leurs possessions privilégiées. Les démocraties impérialistes se déchargent d'une partie considérable du fardeau de la guerre sur les épaules de leurs colonies. Les esclaves se trouvent obligés de fournir du sang et de l'or pour assurer à leurs maîtres la possibilité de demeurer des esclavagistes. Les petites démocraties capitalistes, privées de colonies, ne sont que des satellites des grands empires et glanent une partie de leurs profits coloniaux. Les classes gouvernantes de ces États sont à tout moment prêtes à renoncer à la démocratie pour préserver leurs privilèges.

Dans le cas de la toute petite Norvège, les mécanismes internes du déclin démocratique se sont trouvés, une fois encore, révélés au monde entier. La bourgeoisie norvégienne employait

simultanément un gouvernement social-démocrate et des policiers, des juges et des officiers fascistes. Au premier choc sérieux, les têtes démocratiques furent balayées, et la bureaucratie fasciste, qui trouva immédiatement un langage commun avec Hitler, devint maîtresse de la maison. Avec des variations nationales diverses, la même expérience se déroula en Italie et en Allemagne, en Autriche, en Pologne, en Tchécoslovaquie et dans nombre d'autres États.

Au moment du danger, la bourgeoisie a toujours su dépouiller des ornements démocratiques l'appareil réel de sa domination qui apparaît ainsi comme l'instrument direct du capital financier. Seuls d'incurables aveugles sont capables de croire que les généraux et les amiraux anglais et français sont en train de faire la guerre contre le fascisme.

La guerre n'a pas arrêté le processus de transformation des démocraties en dictatures réactionnaires. Elle l'a tout au contraire, devant nos propres yeux, amené à son terme.

A l'intérieur de chaque pays aussi bien que sur l'arène mondiale, la guerre renforce immédiatement les groupes et les institutions les plus réactionnaires. Les états-majors généraux, ces nids de conspirations bonapartistes, les antres maléfiques de la police, les bandes de patriotes à gages, les Eglises de toutes les croyances se trouvent immédiatement poussés au premier plan. La cour du Vatican, foyer de l'obscurantisme et de la haine parmi les hommes, se voit aujourd'hui courtisée de tous côtés, spécialement par un protestant, le président Roosevelt. Le déclin matériel et spirituel entraîne toujours dans son sillage l'oppression policière et une demande accrue d'opium religieux.

Cherchant à conquérir les avantages d'un régime totalitaire, les démocraties impérialistes assurent leur propre défense en pourchassant avec une énergie redoublée la classe ouvrière et en persécutant les organisations révolutionnaires. Elles utilisent la menace de guerre, et maintenant la guerre elle-même, d'abord et avant tout pour écraser leurs ennemis à l'intérieur. C'est sans aucune variation et sans aucune hésitation que la bourgeoisie suit la règle : « L'ennemi principal est dans notre propre pays. »

Comme c'est toujours le cas, c'est le plus faible qui souffre davantage. Dans l'actuel carnage des peuples, les plus faibles sont les innombrables réfugiés de tous les pays et, parmi eux, les exilés révolutionnaires. Le patriotisme bourgeois se manifeste tout d'abord en traitant brutalement les étrangers sans défense. Avant que les camps de concentration pour prisonniers de guerre n'aient été construits, toutes les démocraties ont construit des camps de concentration pour les exilés révolutionnaires. Les

gouvernements du monde entier et particulièrement celui de l'URSS ont écrit le plus sombre chapitre de notre époque, par la manière dont ils ont traité les réfugiés, les exilés, les sans-foyer. Nous adressons notre salut le plus chaleureux à nos frères emprisonnés et persécutés, et nous leur disons : ne perdez pas courage. C'est des prisons et des camps de concentration capitalistes que sortira la plus grande partie des dirigeants de l'Europe et du monde de demain !

Les mots d'ordre de guerre des nazis

Les mots d'ordre de Hitler ne résistent pas en général à l'examen. La lutte pour l'« unification nationale » s'est révélée depuis longtemps être un mensonge, car Hitler a converti l'État national en un État plurinational, foulant aux pieds la liberté et l'unité d'autres peuples ; la lutte pour l'« espace vital » n'est que le camouflage de l'expansion impérialiste, c'est-à-dire de la politique d'annexion et de pillage ; la justification raciale de cette expansion est un mensonge. Le national-socialisme change ses sympathies raciales et ses antipathies raciales conformément à des considérations stratégiques. Un élément quelque peu plus stable de la propagande fasciste est peut-être l'antisémitisme, auquel Hitler a donné une forme zoologique, découvrant le véritable langage de la « race » et du « sang » dans l'aboiement du chien et les grognements du porc. Ce n'est pas pour rien que Friedrich Engels proclama que l'antisémitisme était « le socialisme des imbéciles » ! Le seul trait du fascisme qui ne soit point imposture est sa volonté de puissance, d'assujettissement, de pillage. Le fascisme est une distillation chimiquement pure de culture impérialiste.

Les gouvernements démocratiques qui, en leur temps, saluèrent en Hitler le champion de la croisade antibolchévique, voient aujourd'hui en lui une espèce d'imprévisible Satan vomi des profondeurs de l'enfer, qui viole la sainteté des traités, les frontières, les règles, et les règlements. Si Hitler n'existait pas, le monde fleurirait comme un jardin. Misérable mensonge ! Cet épileptique allemand, une machine à calculer dans le crâne et un pouvoir illimité dans les mains, ne tombe pas plus du ciel qu'il ne sort de l'enfer. Il n'est rien d'autre que la personnification de toutes les forces destructives de l'impérialisme. De même que Gengis-Khan et Tamerlan apparurent aux peuples pastoraux plus faibles comme des fléaux de Dieu destructeurs, tandis qu'ils ne faisaient qu'exprimer le besoin qu'ont toutes les tribus pastorales de conquérir de plus vastes pâturages et de piller les régions sédentaires, de même Hitler, ébranlant dans leurs

fondations les vieux pouvoirs coloniaux, ne fait que donner une expression plus achevée à la volonté de puissance impérialiste. Par Hitler, le capitalisme mondial, poussé au désespoir par sa propre impasse, a commencé à enfoncer une épée effilée dans ses propres flancs.

Les bouchers de la seconde guerre impérialiste ne réussiront pas à transformer Hitler en un bouc émissaire de leurs propres péchés.

C'est à la barre du tribunal du prolétariat que tous les gouvernants actuels répondront. Au banc des accusés, Hitler ne fera qu'occuper la première place parmi les criminels.

La prépondérance allemande

Quel que soit le résultat de la guerre, la prépondérance allemande s'est d'ores et déjà manifestée. Incontestablement, Hitler ne réussit à lancer aucune « nouvelle arme » secrète. Mais la perfection de toutes les diverses armes existantes et la combinaison exactement coordonnée de ces armes sur la base de l'industrie la plus hautement rationalisée donnent au militarisme germanique un poids énorme. La dynamique militaire est étroitement liée aux traits particuliers d'un régime totalitaire : unité de volonté, initiative concentrée, secret de la préparation, soudaineté de l'exécution. En outre, la paix de Versailles a rendu aux Alliés un mauvais service. Après quinze ans de désarmement allemand, Hitler fut forcé de se mettre à créer une armée à partir de rien, grâce à quoi l'armée est délivrée de toute routine et n'est pas obligée de traîner derrière elle une technique et un équipement vétustes. L'entraînement tactique s'inspire de nouvelles idées fondées sur les derniers résultats de la technique. Il est vraisemblable que seuls les États-Unis sont destinés à surpasser la machine de guerre allemande.

La faiblesse de la France et de la Grande-Bretagne était prévisible. Les thèses de la IV^e Internationale, rédigées en 1934, disent : « L'effondrement de la Société des nations est indissolublement lié au début de l'effondrement de l'hégémonie française sur le continent européen. » Ce document déclare, plus loin, « que les gouvernements anglais sont de moins en moins capables de mettre leurs plans à exécution », que la bourgeoisie britannique est « alarmée par la désintégration de son empire, le mouvement révolutionnaire dans les Indes, l'instabilité de ses positions en Chine ». La puissance de la IV^e Internationale consiste dans le fait que son programme est capable de résister à l'épreuve des grands événements.

L'industrie anglaise et française, grâce au flux assuré des

superprofits coloniaux, s'est pendant longtemps laissé distancer aussi bien dans le domaine de la technique que dans celui de l'organisation. De plus, la soi-disant « défense de la démocratie » par les partis socialistes et les syndicats créa une situation politique extrêmement privilégiée pour les bourgeoisies anglaise et française. Les privilèges engendrent toujours la paresse et la stagnation. Si l'Allemagne manifeste aujourd'hui une prépondérance aussi colossale sur la France et l'Angleterre, la part du lion de cette responsabilité en doit retomber sur les défenseurs sociaux-patriotes de la démocratie qui empêchèrent le prolétariat d'arracher opportunément l'Angleterre et la France à l'atrophie grâce à une révolution socialiste faite en temps voulu.

« Le programme de paix »

Pour compenser l'asservissement des peuples, Hitler promet d'établir une « paix germanique » sur l'Europe pour une période de plusieurs siècles. Mirage creux : la paix britannique qui suivit la victoire sur Napoléon ne put durer un siècle — et non pas un millier d'années ! — que parce que la Grande-Bretagne fut le pionnier d'une nouvelle technique et d'un système de production toujours en progrès. Malgré la puissance de son industrie, l'Allemagne actuelle, comme ses ennemis, est le représentant typique d'un système social condamné. La victoire de Hitler ne signifierait pas en réalité la paix, mais le commencement d'une nouvelle série de conflits sanglants à l'échelle mondiale. En renversant l'empire britannique, en réduisant la France à l'état où se trouvent aujourd'hui la Bohême et la Moravie, en prenant appui sur le continent européen et ses colonies, l'Allemagne deviendra indubitablement la première puissance du monde. A ses côtés, l'Italie pourrait au mieux, mais non pour très longtemps, saisir le contrôle du bassin méditerranéen. Mais être la première puissance du monde ne signifie pas être la seule puissance. La lutte pour l'« espace vital » entrerait seulement dans une nouvelle phase.

L'« ordre nouveau » que le Japon se prépare à établir en s'appuyant sur la victoire allemande a comme perspective l'extension de la domination japonaise sur la plus grande partie du continent asiatique. L'Union soviétique se trouverait elle-même encerclée entre une Europe germanisée et une Asie japonisée. Le continent américain entier ainsi que l'Australie, la Nouvelle-Zélande tomberaient sous la direction des États-Unis. Si nous n'oublions pas l'empire italien, à caractère provincial, le monde serait temporairement divisé en cinq « espaces vitaux ». Mais l'impérialisme, par sa nature même, a horreur de tout

partage du pouvoir. Pour assurer sa liberté de manœuvre contre l'Amérique, Hitler devrait auparavant régler ses comptes dans le sang avec ses amis d'hier, Staline et Mussolini. Le Japon et les États-Unis ne resteraient pas des observateurs désintéressés dans cette nouvelle lutte. La troisième guerre impérialiste serait menée non par des États nationaux ni par des empires du type ancien, mais par des continents entiers. La victoire de Hitler dans le présent signifierait non pas alors mille ans de « paix germanique », mais un chaos sanglant pour des nombreuses décennies, sinon pour des siècles.

Mais un triomphe des Alliés n'aurait pas non plus pour résultat des suites plus radieuses. Une France victorieuse ne pourrait rétablir sa position comme grande puissance que par le démembrement de l'Allemagne, la restauration des Habsbourg, la balkanisation de l'Europe. La Grande-Bretagne ne pourrait de nouveau jouer un rôle dirigeant dans les affaires européennes qu'en refoirbissant son jeu traditionnel consistant à jouer sur les contradictions entre l'Allemagne et la France d'une part, l'Europe et l'Amérique d'autre part. Cela signifierait une édition nouvelle et dix fois pire de la paix de Versailles avec des effets bien plus pernecieux pour l'organisme affaibli de l'Europe. A quoi l'on doit ajouter que la victoire des Alliés sans l'aide américaine est improbable, tandis que d'autre part les États-Unis réclameraient cette fois-ci pour leur assistance un prix beaucoup plus élevé qu'au cours de la dernière guerre. L'Europe avilie et épuisée, objet de la philanthropie d'Herbert Hoover, deviendrait le débiteur failli de son sauveur d'outre-Atlantique.

Finalement, si nous supposons la variante la moins probable, à savoir la conclusion de la paix par des adversaires épuisés conformément à la formule pacifiste « ni vainqueurs, ni vaincus », cette variante signifierait la restauration du chaos international qui existait avant guerre, mais sur la base de ruines sanglantes, de l'épuisement, de l'amertume. Au bout d'une courte période, tous les vieux antagonismes resurgiraient avec une violence explosive et éclateraient dans de nouvelles convulsions internationales.

La promesse faite par les Alliés de créer cette fois-ci une fédération européenne démocratique est le plus grossier de tous les mensonges pacifistes ; l'État n'est pas une abstraction, mais l'instrument du capitalisme monopoleur. Aussi longtemps que les trusts et les banques n'auront pas été expropriés au profit des peuples, la lutte entre les États est tout aussi inévitable que la lutte entre les trusts eux-mêmes. Une renonciation volontaire, par l'État le plus puissant, de l'avantage que lui confère sa force,

est une utopie aussi ridicule qu'un partage volontaire des capitaux entre les trusts. Aussi longtemps que la propriété capitaliste sera préservée, une « fédération démocratique » ne serait rien d'autre qu'une répétition encore pire que la Société des nations et qui en contiendrait tous les vices avec seulement en moins les illusions.

En vain les maîtres impérialistes du destin tentent-ils de faire revivre un programme de salut qui fut complètement discrédité par l'expérience des décennies passées. En vain leurs laquais petits-bourgeois réchauffent-ils les panacées pacifistes, depuis longtemps transformées en leur propre caricature. Les ouvriers avancés n'en seront pas dupes. La paix ne sera pas conclue par les forces qui font maintenant la guerre. Les travailleurs et les soldats imposeront leur propre programme de paix.

Défense de l'URSS

L'alliance de Staline avec Hitler, qui leva le rideau de la guerre mondiale et conduisit directement à l'asservissement du peuple polonais, résulta de la faiblesse de l'URSS et de la panique du Kremlin en face de l'Allemagne. La responsabilité de cette faiblesse ne retombe sur personne d'autre que sur ce même Kremlin, sur sa politique intérieure qui creusa un abîme entre la classe gouvernante et le peuple, sur sa politique extérieure qui sacrifia les intérêts de la révolution mondiale à ceux de la clique stalinienne.

La mainmise sur la Pologne orientale, gage de l'alliance avec Hitler et garantie contre ce même Hitler, s'accompagna de la nationalisation de la propriété semi-féodale et capitaliste en Ukraine occidentale et en Russie blanche occidentale. Sans cette mesure, le Kremlin n'aurait pu incorporer à l'URSS les territoires occupés. La révolution d'Octobre, étranglée et profanée, faisait par là savoir qu'elle était encore vivante.

En Finlande, le Kremlin ne réussit pas à accomplir un bouleversement social du même ordre. La mobilisation impérialiste de l'opinion publique « pour la défense de la Finlande », la menace d'une intervention directe de l'Angleterre et de la France, l'impatience de Hitler, qui devait s'emparer du Danemark et de la Norvège avant que les troupes françaises et britanniques n'aient fait leur apparition sur le sol scandinave, tous ces facteurs obligèrent le Kremlin à renoncer à soviétiser la Finlande et à se limiter à une mainmise sur les positions stratégiques indispensables.

La population soviétique, c'est incontestable, condamna violemment l'invasion de la Finlande. Toutefois, les ouvriers

avancés comprirent que les crimes du Kremlin ne rayaient point de l'ordre du jour la question de l'existence de l'URSS. La défaite de cette dernière au cours de la guerre mondiale signifierait non seulement le renversement de la bureaucratie totalitaire, mais aussi la liquidation des nouvelles formes de propriété, l'effondrement de la première expérience d'économie planifiée et la transformation en une colonie de tout le pays, c'est-à-dire la cession à l'impérialisme de ressources naturelles colossales, qui lui permettraient de survivre jusqu'à la troisième guerre mondiale. Ni les peuples de l'URSS ni la classe ouvrière dans son ensemble ne tiennent à un pareil résultat.

La résistance opposée par la Finlande à l'URSS ne fut pas plus, malgré tout son héroïsme, un acte de défense de l'indépendance nationale que ne le fut ultérieurement la résistance de la Norvège à l'Allemagne. Le gouvernement finlandais lui-même le comprit, quand il préféra capituler devant l'URSS plutôt que de transformer la Finlande en base militaire de l'Angleterre et de la France. Notre pleine reconnaissance du droit de chaque nation à disposer d'elle-même ne change pas le fait que, au cours de la guerre actuelle, ce droit ne pèse pas beaucoup plus qu'une plume. Nous devons déterminer la ligne fondamentale de notre politique conformément aux facteurs fondamentaux et non pas à des circonstances de dixième ordre. Les thèses de la IV^e Internationale disent : « L'idée de la défense nationale, surtout si elle coïncide avec l'idée de la défense de la démocratie, peut être aisément utilisée pour duper les ouvriers de petits pays neutres (la Suisse, dans une certaine mesure la Belgique, les pays scandinaves). Seul un petit-bourgeois obtus comme Robert Grimm, issu d'un village suisse reculé, peut croire sérieusement que la guerre mondiale dans laquelle il sera entraîné peut être un moyen de défendre l'indépendance de la Suisse. » Ces mots prennent aujourd'hui une signification particulière. Ils ne sont aucunement supérieurs aux sociaux-patriotes suisses à la Robert Grimm, ces petits-bourgeois pseudo-révolutionnaires qui croient qu'il est possible de déterminer la stratégie prolétarienne concernant la défense de l'URSS selon des épisodes tactiques tels que celui d'une invasion de l'Armée rouge en Finlande.

Elle fut extrêmement éloquente dans son unanimité et sa fureur la campagne que lança la bourgeoisie mondiale à l'occasion de la guerre finno-soviétique ; ni la perfidie ni la violence antérieures du Kremlin n'avaient excité l'indignation de la bourgeoisie, car l'histoire tout entière de la politique mondiale est écrite en termes de perfidie et de violence. Leur peur et leur

indignation se sont éveillées devant la perspective d'un bouleversement social en Finlande, identique à celui que provoqua l'Armée rouge en Pologne orientale. Ce qui fut en question, ce fut une nouvelle menace pour la propriété capitaliste. La campagne antisoviétique, qui avait en tout point un caractère de classe, révéla encore une fois que l'URSS, en vertu des fondations sociales posées par la révolution d'Octobre et dont dépend en dernière analyse l'existence de la bureaucratie elle-même, demeure encore un État ouvrier qui épouvante la bourgeoisie du monde entier. Les accords épisodiques entre la bourgeoisie et l'URSS ne changent pas le fait que, « prise à l'échelle historique, la contradiction qui existe entre l'impérialisme mondial et l'Union soviétique est infiniment plus profonde que les antagonismes qui opposent les divers impérialistes les uns aux autres » (« La IV^e Internationale et la Guerre »).

Nombre de radicaux petits-bourgeois qui, pas plus tard qu'hier, étaient encore prêts à considérer l'Union soviétique comme l'axe des forces « démocratiques » contre le fascisme, ont soudainement découvert, dès lors que leurs propres patries étaient menacées par Hitler, que Moscou — qui ne vient pas à leur aide — poursuit une politique impérialiste et qu'il n'y a aucune différence entre l'URSS et les pays fascistes.

Mensonge ! répondra tout ouvrier conscient. Il y a une différence. La bourgeoisie apprécie cette différence sociale mieux et plus profondément que ces girouettes radicales. Assurément, la nationalisation des moyens de production dans un seul pays, et surtout dans un pays arriéré comme l'URSS, n'assure pas encore la construction du socialisme. Mais elle est capable de renforcer les conditions favorables au socialisme, à savoir le développement planifié des forces productives. Tourner le dos à la nationalisation des moyens de production sous prétexte qu'elle n'assure pas en soi le bien-être des masses, équivaut à condamner à la destruction une fondation de granit sous prétexte qu'il est impossible de vivre sans murs ni toits. L'ouvrier conscient sait qu'une lutte victorieuse pour l'émancipation totale est inconcevable si l'on ne défend pas les conquêtes déjà acquises, si modestes qu'elles puissent être. Il n'en faut que d'autant plus défendre cette colossale conquête qu'est l'économie planifiée contre la restauration des rapports de production capitalistes. Ceux qui ne peuvent défendre les anciennes positions n'en conquerront jamais de nouvelles.

La IV^e Internationale ne peut défendre l'URSS que par les méthodes de la lutte de classes révolutionnaire. Apprendre aux ouvriers à comprendre correctement le caractère de classe de

l'État, impérialiste, colonial, ouvrier, et les relations mutuelles qui existent entre ces types d'États aussi bien que leurs contradictions internes, rendra les ouvriers capables de tirer des conclusions pratiques correctes pour chaque situation donnée. Tout en menant une lutte inlassable contre l'oligarchie de Moscou, la IV^e Internationale rejette catégoriquement toute politique susceptible d'aider l'impérialisme contre l'URSS.

La défense de l'URSS coïncide en principe avec la préparation de la révolution prolétarienne mondiale. Nous rejetons absolument la théorie du socialisme dans un seul pays, ce produit cérébral du stalinisme ignorant et réactionnaire. Seule la révolution mondiale peut sauver l'URSS pour le socialisme. Mais la révolution mondiale entraîne inévitablement l'éviction de l'oligarchie du Kremlin.

Pour le renversement révolutionnaire de la clique bonapartiste stalinienne

Après avoir basement flatté pendant cinq ans les « démocraties », le Kremlin a révélé son mépris du prolétariat mondial en concluant une alliance avec Hitler et en l'aidant à étrangler le peuple polonais ; il s'est glorifié d'un chauvinisme honteux à la veille de l'invasion de la Finlande et il a étalé une incapacité militaire non moins honteuse au cours de la lutte qui a suivi ; il a promis bruyamment « d'émanciper » le peuple finnois des capitalistes pour capituler ensuite peureusement devant Hitler. Telle a été la performance du régime stalinien aux heures critiques de l'histoire.

Les procès de Moscou avaient déjà montré que l'oligarchie totalitaire était devenue un obstacle absolu au développement du pays. Les exigences — croissantes et complexes — de la vie économique ne peuvent s'accommoder du carcan bureaucratique. La bande de parasites n'est pourtant nullement prête à faire quelque concession que ce soit. Luttant pour maintenir ses positions, elle détruit tout ce qu'il y a de meilleur dans le pays. On ne peut concevoir que le peuple qui a fait trois révolutions en douze ans soit soudainement tombé dans la stupidité. Il est étouffé et désorienté, mais il observe et réfléchit ; la bureaucratie lui rappelle chaque jour son existence par sa domination arbitraire, son oppression, sa rapacité et sa soif sanglante de vengeance. Les ouvriers et les travailleurs kolkhoziens, affamés, chuchotent entre eux avec haine au sujet des caprices prodigues de féroces commissaires. Pour le soixantième anniversaire de Staline, les ouvriers de l'Oural furent forcés de peiner pendant

un an et demi sur un portrait gigantesque du « Père des Peuples », haï, fait de pierres précieuses, entreprise digne de Xerxès ou de Cléopâtre. Un régime capable de se laisser aller à de telles abominations ne peut manquer d'exciter la haine des masses.

La politique extérieure correspond à la politique intérieure. Si le gouvernement du Kremlin avait exprimé les intérêts réels de l'État ouvrier, si le Komintern servait la cause de la révolution mondiale, les masses populaires de la toute petite Finlande auraient inévitablement gravité autour de l'URSS et l'invasion de l'Armée rouge n'aurait été aucunement nécessaire ou bien aurait été acceptée du premier coup par le peuple finnois comme un acte révolutionnaire d'émancipation. En réalité, toute la politique antérieure du Kremlin a détourné de l'URSS les ouvriers et les paysans finlandais. Tandis que Hitler a été capable de compter sur l'aide de ceux que l'on appelle la « cinquième colonne » dans les pays neutres qu'il envahissait, Staline n'a trouvé aucune espèce de soutien en Finlande en dépit de la tradition de l'insurrection de 1918 et de la longue expérience du Parti communiste finlandais. Dans ces conditions, l'invasion de l'Armée rouge a eu le caractère direct et manifeste d'un acte de violence militaire. La responsabilité de cet acte de violence retombe entièrement et indivisiblement sur l'oligarchie de Moscou.

La guerre est l'épreuve amère d'un régime. En conséquence de la première période de la guerre, la position internationale de l'URSS, en dépit de succès trompe-l'œil, a déjà manifestement empiré. La politique extérieure du Kremlin a écarté de l'URSS de larges couches de la classe ouvrière mondiale et des peuples opprimés. Les bases stratégiques de soutien occupées par Moscou ne représenteront qu'un facteur de troisième ordre dans le conflit des forces mondiales. Dans l'intervalle, l'Allemagne a obtenu la partie la plus importante et la plus industrialisée de la Pologne et acquis une frontière commune avec l'URSS, c'est-à-dire une porte d'entrée vers l'Est. Par la Scandinavie, l'Allemagne domine la mer Baltique, transformant le golfe de Finlande en une sorte de bouteille étroitement bouchée. La Finlande ulcérée tombe sous le contrôle direct de Hitler. A la place d'États neutres faibles, l'URSS se heurte maintenant à une Allemagne puissante de l'autre côté de sa frontière de Leningrad. La faiblesse de l'Armée rouge décapitée par Staline a été démontrée au monde entier. Les tendances nationales centrifuges à l'intérieur de l'URSS se sont intensifiées. Le prestige de la direction du Kremlin est en déclin. L'Allemagne à l'ouest, le

Japon à l'est, se sentent maintenant infiniment plus confiants qu'avant l'aventure finlandaise du Kremlin.

Dans son maigre arsenal, Staline n'a pu puiser qu'une seule réponse à l'avertissement menaçant des événements. Il a remplacé Vorochilov par une nullité encore plus vide : Timotchenko. Comme toujours, en ces occasions, le but de cette manœuvre est de détourner la colère du peuple et de l'armée des plus criminels des responsables de ses malheurs et de placer à la tête de l'armée un individu sûr parce qu'insignifiant. Le Kremlin s'est encore une fois de plus manifesté comme le repaire central du défaitisme. Ce n'est qu'en détruisant ce repaire qu'on pourra sauvegarder la sécurité de l'URSS.

La préparation du renversement révolutionnaire de la caste gouvernementale de Moscou est l'une des principales tâches de la IV^e Internationale. Cette tâche n'est ni simple ni aisée. Elle réclame des sacrifices et de l'héroïsme. Toutefois, l'humanité est entrée dans une époque de grandes convulsions ; ces convulsions porteront à l'oligarchie du Kremlin des coups répétés qui briseront son appareil totalitaire, susciteront la confiance en elles-mêmes des masses ouvrières et par là faciliteront la formation de la section soviétique de la IV^e Internationale. Les événements travailleront en notre faveur, si nous sommes capables de les aider.

Les peuples colonisés dans la guerre

En créant des difficultés et des dangers énormes aux centres métropolitains des impérialismes, la guerre crée de vastes possibilités aux peuples opprimés. Le grondement du canon en Europe annonce que l'heure de leur libération est proche.

Si un programme de transformation sociale pacifique est utopique pour les pays capitalistes avancés, à plus forte raison un programme de libération pacifique pour les colonies est-il doublement utopique. D'autre part, les derniers pays arriérés à demi libres ont été asservis sous nos yeux (Éthiopie, Albanie, Chine). La guerre actuelle tout entière est une guerre pour les colonies. Certains en poursuivent la conquête, d'autres prétendent les conserver et refusent de les céder. Mais ni d'un côté ni de l'autre n'existe la moindre intention de les libérer volontairement. Les centres métropolitains en déclin sont forcés de tirer le plus possible de leurs colonies et de leur accorder en retour aussi peu que possible. Seule la lutte révolutionnaire et directe des peuples asservis pourra dégager la voie de leur émancipation.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la lutte menée

pour l'indépendance nationale, et par conséquent « la défense de la patrie », est différente de celles des pays impérialistes. Aussi, le prolétariat révolutionnaire du monde entier accorde-t-il un soutien inconditionné à la lutte de la Chine ou de l'Inde pour leur indépendance, car cette lutte, « en arrachant les peuples arriérés au système asiatique, au particularisme et aux chaînes étrangères, porte des coups puissants à l'impérialisme » (*La IV^e Internationale et la Guerre*).

En même temps, la IV^e Internationale sait et avertit ouvertement à l'avance les nations arriérées que leurs États nationaux retardataires ne peuvent pas compter plus longtemps sur un développement démocratique indépendant. Entourée par un capitalisme décadent et empêtré dans les contradictions impérialistes, l'indépendance d'un État arriéré ne peut qu'être à demi fictive, et son régime politique, sous l'influence des contradictions de classe internes et de la pression extérieure, tombera obligatoirement dans une dictature dirigée contre le peuple, analogue au régime du Parti du peuple en Turquie ou du Kouomin-tang, il en sera de même pour le régime de Gandhi demain en Inde ; la lutte pour l'indépendance nationale des colonies n'est, au point de vue du prolétariat révolutionnaire, qu'une étape transitoire dans la voie qui entraîne les pays arriérés vers la révolution socialiste internationale.

La IV^e Internationale n'élève pas de cloisons étanches entre les pays arriérés et les pays avancés, entre les révolutions démocratiques et socialistes. Elle les combine et les subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. De même que la seule force révolutionnaire de notre époque est le prolétariat international, de même le seul programme réellement capable de liquider toute oppression sociale et nationale est le programme de la révolution permanente.

La grande leçon de la Chine

La tragique expérience de la Chine constitue une grande leçon pour les peuples opprimés. La révolution chinoise de 1925-1927 avait toute chance de vaincre. Une Chine unifiée et transformée aurait alors constitué une puissante forteresse de liberté en Extrême-Orient. Le destin tout entier de l'Asie et, à un certain degré, du monde entier aurait pu être différent. Mais le Kremlin, manquant de confiance dans les masses chinoises et recherchant l'amitié des généraux, utilisa toute son autorité à subordonner le prolétariat chinois à la bourgeoisie et aida ainsi Tchiang Kai-chek à écraser la révolution chinoise. Déçue, désunie, affaiblie, la Chine était ouverte à l'invasion japonaise.

Comme tout régime politique condamné, l'oligarchie stalinienne est désormais incapable d'apprendre les leçons de l'histoire. Au début de la guerre sino-japonaise, le Kremlin plaça de nouveau le parti communiste sous la servitude de Tchiang Kai-chek, écrasant dans l'œuf l'initiative révolutionnaire du prolétariat chinois. Cette guerre maintenant proche de son troisième anniversaire aurait pu depuis longtemps se terminer par une catastrophe réelle pour le Japon, si la Chine l'avait conduite comme une véritable guerre populaire s'appuyant sur une révolution agraire et enflammant la soldatesque japonaise dans le feu de son propre incendie. Mais la bourgeoisie chinoise craint plus ses propres masses armées que ses conquérants japonais. Si Tchiang Kai-chek, le sinistre bourreau de la révolution chinoise, est contraint par les circonstances de mener la guerre, son programme repose encore comme auparavant sur l'oppression de ses propres travailleurs et les compromis avec les impérialistes.

La guerre en Asie orientale sera de plus en plus reliée avec la guerre mondiale impérialiste. Le peuple chinois ne sera capable d'accéder à l'indépendance que sous la direction d'un prolétariat jeune et prêt à se sacrifier, dont l'indispensable confiance en soi ressuscitera à la faveur de la révolution mondiale renaissante. Ce prolétariat saura tracer une ferme ligne d'orientation. Le cours des événements place à l'ordre du jour le développement de notre section chinoise et sa transformation en un puissant parti révolutionnaire.

Tâches de la révolution dans l'Inde

Au cours des toutes premières semaines de la guerre, les masses indiennes ont exercé une pression croissante, contraignant les dirigeants « nationaux » opportunistes à parler un langage inaccoutumé. Mais malheur au peuple indien s'il place sa confiance en des mots sonores ! Derrière le masque du mot d'ordre de l'indépendance nationale, Gandhi s'est déjà hâté de proclamer son refus de créer des difficultés à la Grande-Bretagne au cours de la sévère crise actuelle. Comme si les opprimés avaient jamais été capables, en quelque lieu et en quelque temps que ce soit, de se libérer sans exploiter les difficultés de leurs oppresseurs !

La répugnance « morale » de Gandhi à employer la violence reflète tout simplement la peur de la bourgeoisie indienne devant ses propres masses. Cette bourgeoisie a d'excellentes raisons de présumer que l'impérialisme britannique l'entraînera dans son propre effondrement. De son côté, Londres avertit qu'au premier

signe de désobéissance, elle emploiera « toutes les mesures nécessaires », y compris naturellement l'aviation qui fait défaut sur le front occidental. Il y a une division du travail clairement organisée entre la bourgeoisie coloniale et le gouvernement britannique. Gandhi a besoin des menaces de Chamberlain et de Churchill pour paralyser avec plus de chances de succès le mouvement révolutionnaire.

Dans le proche avenir, l'antagonisme entre les masses indiennes et la bourgeoisie promet de devenir d'autant plus aigu que la guerre impérialiste se transformera toujours davantage pour la bourgeoisie indienne en une entreprise commerciale gigantesque. En ouvrant un marché exceptionnellement favorable pour les matières premières, elle peut rapidement promouvoir l'industrie indienne. Si la destruction complète de l'empire britannique rompt le cordon ombilical qui relie le capitalisme indien à la Cité de Londres, la bourgeoisie nationale recherchera rapidement un nouveau patron dans Wall Street. Les intérêts matériels de la bourgeoisie déterminent sa politique avec la même force que les lois de la gravitation.

Aussi longtemps que le mouvement de libération sera contrôlé par la classe exploiteuse, il se trouvera dans l'incapacité de sortir de l'impasse. Le seul moyen qui puisse souder l'Inde entière est la révolution agraire, poursuivie sous la bannière de l'indépendance nationale. Une révolution conduite par le prolétariat sera dirigée non seulement contre la domination britannique, mais aussi contre les princes indiens, les concessions étrangères, les notables de la bourgeoisie nationale et les dirigeants du Congrès national, aussi bien que contre les dirigeants de la Ligue musulmane. C'est une tâche pressante pour la IV^e Internationale que de créer en Inde une section stable et puissante.

La politique traîtresse de la collaboration des classes par laquelle le Kremlin aida, au cours des cinq dernières années, les gouvernements capitalistes à se préparer à la guerre fut brutalement liquidée par la bourgeoisie dès qu'elle cessa d'avoir besoin d'un déguisement pacifiste. Mais, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux — non seulement en Chine et en Inde, mais en Amérique latine —, l'imposture des « fronts populaires » continue à paralyser les masses laborieuses, les convertissant en chair à canon pour la bourgeoisie « progressiste » et en créant de cette façon une base politique autochtone pour l'impérialisme.

L'avenir de l'Amérique latine

Le monstrueux accroissement des armements aux États-Unis prépare une solution par la violence des contradictions

complexes de l'hémisphère occidental et posera bientôt de but en blanc la question du destin des pays de l'Amérique latine. L'intermède de la politique de « bon voisinage » touche à sa fin. Roosevelt ou son successeur brandira rapidement le poing de fer hors du gant de velours. Les thèses de la IV^e Internationale disent : « L'Amérique du Sud et l'Amérique centrale ne peuvent se libérer de leur retard et de leur servitude qu'en unissant tous leurs États en une puissante fédération. Cette grandiose tâche historique est destinée à être résolue non par une bourgeoisie sud-américaine retardataire, agent complètement prostitué à l'impérialisme étranger, mais par le jeune prolétariat sud-américain, chef désigné des masses opprimées. Aussi le mot d'ordre de la lutte contre la violence, contre les intrigues du capitalisme mondial et contre le travail sanglant des cliques de *compradores* indigènes est : Les États-Unis soviétiques de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale. » Écrites il y a six ans, ces lignes ont acquis aujourd'hui une actualité particulièrement brûlante.

C'est seulement sous sa propre direction révolutionnaire que le prolétariat des colonies et des semi-colonies pourra sceller une collaboration invincible avec le prolétariat des centres métropolitains et avec la classe ouvrière mondiale dans son ensemble. Seule cette collaboration peut conduire les peuples opprimés vers une émancipation complète et définitive par le renversement de l'impérialisme dans le monde entier. Une victoire du prolétariat international permettra aux pays colonisés de faire l'économie de l'étape longue et pénible du développement du capitalisme en leur ouvrant la possibilité de parvenir au socialisme en intime collaboration avec le prolétariat des pays avancés.

La perspective de la révolution permanente ne signifie en aucun cas que les pays arriérés doivent attendre le signal des pays avancés, ou que les peuples coloniaux doivent patiemment attendre que le prolétariat des centres métropolitains les libère. L'aide vient à qui s'aide soi-même. Les ouvriers doivent développer la lutte révolutionnaire dans chaque pays colonial ou impérialiste, où les conditions favorables se trouvent établies, et par là donner un exemple aux ouvriers des autres pays. Seules l'initiative et l'activité, la résolution et la hardiesse peuvent réellement matérialiser le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

La responsabilité dans la guerre des leaders ouvriers traîtres

La victoire de la révolution espagnole aurait pu ouvrir une ère de bouleversement révolutionnaire à travers l'Europe, et ainsi

aurait prévenu la guerre mondiale actuelle. Mais cette révolution héroïque qui contenait en elle-même toutes les possibilités de vaincre fut étouffée sous l'étreinte de la II^e et de la III^e Internationale, avec l'active coopération des anarchistes. Le prolétariat se trouva appauvri d'un autre grand espoir et enrichi des leçons d'une autre monstrueuse trahison.

Le puissant mouvement du prolétariat français en juin 1936 révéla des conditions exceptionnellement favorables pour la conquête révolutionnaire du pouvoir. Une république des soviets française aurait immédiatement acquis l'hégémonie révolutionnaire en Europe, créé des répercussions révolutionnaires dans chaque pays, ébranlé les régimes totalitaires et de cette façon préservé l'humanité de l'actuel carnage impérialiste avec ses innombrables victimes. Mais la politique entièrement vile, couarde et traîtresse de Léon Blum et de Jouhaux, activement soutenue par la section française du Komintern, conduisit à l'effondrement d'un des mouvements les plus prometteurs de la dernière décennie.

L'étranglement de la révolution espagnole et le sabotage de l'offensive prolétarienne en France, ces deux faits tragiques, se dressent au seuil de la guerre actuelle. La bourgeoisie s'est convaincue qu'avec de tels « dirigeants » ouvriers à sa disposition, elle pouvait aller de l'avant dans n'importe quelle voie, même dans celle d'un nouveau massacre des peuples. Les dirigeants de la II^e Internationale ont empêché le prolétariat de renverser la bourgeoisie au moment de l'éclatement de la première guerre impérialiste. Les dirigeants de la II^e et de la III^e Internationale ont aidé la bourgeoisie à déchaîner la deuxième guerre impérialiste. Qu'elle devienne leur tombeau !

La II^e Internationale

La guerre de 1914-1918 brisa la II^e Internationale d'un seul coup en deux camps séparés par les tranchées. Chaque parti socialiste défendit sa propre patrie. Plusieurs années après la guerre, ces frères ennemis experts en trahisons se réconcilièrent et proclamèrent une amnistie mutuelle.

Aujourd'hui, la situation dans la II^e Internationale a, en apparence, radicalement changé. Toutes ses sections sans exception sont politiquement d'un seul et même côté des lignes militaires, dans le camp des Alliés ; les uns parce qu'ils sont dans des pays démocratiques, les autres parce qu'ils sont des émigrés de pays belligérants ou neutres. La social-démocratie allemande, qui suivit une politique chauvine méprisante sous la bannière des Hohenzollern pendant la première guerre impérialiste, est

aujourd'hui un parti « défaitiste » au service de la France et de l'Angleterre. Il serait inexcusable de croire que ces laquais endurcis sont devenus des révolutionnaires. Il y a une explication plus simple. L'Allemagne de Guillaume II offrait aux réformistes des occasions suffisantes en sinécures personnelles dans les parlements, les municipalités, les syndicats et d'autres postes encore. La défense de l'Allemagne était la défense d'une auge bien remplie, dans laquelle la bureaucratie ouvrière enfonçait son groin. « La social-démocratie demeure patriote tant que le régime existant lui assure profits et privilèges », disions-nous dans nos thèses il y a six ans. Les mencheviks et les populistes russes furent patriotes même sous le tsar, quand ils avaient leurs propres fractions à la Douma, leurs propres journaux, leurs propres fonctionnaires syndicaux, et qu'ils espéraient des progrès ultérieurs dans cette voie. Maintenant qu'ils ont perdu tout cela, ils ont adopté une position défaitiste envers l'URSS.

La présente unanimité de la II^e Internationale est donc explicable par le fait que toutes ses sections espèrent que les Alliés préserveront leurs postes et leurs revenus dans la bureaucratie ouvrière des pays démocratiques et restaureront ces postes et ces revenus dans les pays totalitaires. La social-démocratie est incapable d'aller au-delà de ses rêves impuissants de patronage de la bourgeoisie « démocratique ». Ces invalides politiques sont complètement incapables de lutter, même quand leurs propres intérêts sont en jeu.

Ce fait fut révélé aussi clairement que possible en Scandinavie, qui paraissait constituer le sanctuaire le plus sûr de la II^e Internationale et où les trois pays étaient gouvernés depuis de longues années par une social-démocratie modérée, réaliste, réformiste et pacifiste. Le socialisme y était ce que ces messieurs appelaient la démocratie royale conservatrice, plus l'Église d'État, plus des réformes sociales mesquines rendues possibles pour un temps par la limitation des dépenses militaires. Soutenus par la Société des nations et protégés par la « neutralité », les gouvernements scandinaves comptaient sur des années, tranquilles et pacifiques, de développement. Mais les maîtres impérialistes ne prêtèrent aucune attention à leurs calculs. Ils furent obligés d'esquiver le coup du destin. Quand l'URSS envahit la Finlande, les gouvernements se proclamèrent tous trois neutres, à l'égard de la Finlande. Quand l'Allemagne envahit le Danemark et la Norvège, la Suède proclama sa neutralité à l'égard des deux victimes de l'agression. Le Danemark s'arrangea pour se déclarer neutre par rapport à lui-même. La Norvège, sur la bouche des canons de son gardien

l'Angleterre, fit seule quelques gestes symboliques pour se défendre. Ces héros étaient totalement prêts à vivre aux dépens de la patrie démocratique, mais se sentaient peu enclins à mourir pour elle. La guerre qu'ils ne prévirent pas a, en passant, renversé les espoirs d'une révolution pacifique sous le règne du roi et de Dieu. Le paradis scandinave, dernier refuge des espoirs de la II^e Internationale, se transforma en un tout petit secteur de l'enfer impérialiste général.

Les opportunistes sociaux-démocrates ne connaissent qu'une seule politique, celle de l'adaptation passive. Dans les conditions du capitalisme décadent, il ne leur reste pas d'autre voie que de livrer leurs positions les unes après les autres. Ils ont rongé peu à peu leur programme déjà misérable, ils ont diminué peu à peu leurs revendications, il y ont même renoncé complètement, ils ont continuellement battu en retraite jusqu'au point où il ne leur restait plus qu'à se réfugier dans un trou à rats. Mais, même de là, l'impitoyable main des impérialistes les arrache par la queue. Telle est la brève histoire de la II^e Internationale. Elle est en train de crever sous les coups de la guerre actuelle pour la seconde fois et, doit-on penser, cette fois-ci pour toujours.

La III^e Internationale

La politique de la III^e Internationale dégénérée, mélange d'opportunisme grossier et d'aventurisme effréné, exerce sur la classe ouvrière une influence encore plus démoralisante si possible que la politique de la sœur aînée, la II^e Internationale. Le parti révolutionnaire construit toute sa politique sur la conscience de classe des ouvriers, le Komintern ne se préoccupe que de contaminer et d'empoisonner cette conscience de classe.

Les propagandistes officiels de chacun des camps de belligérants dénoncent parfois tout à fait correctement les crimes du camp opposé. Gœbbels dévoile un bon nombre de vérités au sujet des violences britanniques contre l'Inde. La presse anglaise et française a écrit bien des choses pénétrantes au sujet de la politique étrangère de Hitler et de Staline. Cependant, cette propagande unilatérale représente par elle-même le pire poison du chauvinisme. Les demi-vérités sont la plus dangereuse espèce de mensonges.

Toute la propagande actuelle du Kremlin appartient à cette catégorie. Après cinq ans de flatteries, les plus basses et les plus grossières, adressées aux démocraties quand tout le « communisme » se réduisait à une monotone accusation des agresseurs fascistes, le Komintern soudainement découvrit, à l'automne

1939, le criminel impérialisme des démocraties occidentales. Depuis lors, plus un seul mot de condamnation sur la destruction de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, le rapt du Danemark et de la Norvège et les repoussantes bestialités infligées par les bandes hitlériennes aux peuples polonais et juif ! Hitler fut transformé en un végétarien amoureux de la paix, continuellement provoqué par les impérialistes occidentaux. L'alliance franco-anglaise n'était plus rappelée dans la presse du Komintern que comme « le bloc impérialiste contre le peuple allemand ». Goebbels lui-même n'aurait rien cuisiné de mieux ! Le Parti communiste allemand émigré brûlait d'amour pour sa patrie ; et, puisque la patrie allemande n'a point cessé d'être fasciste, il en résulta que le Parti communiste allemand adopta une position sociale-fasciste. Le temps vint enfin où la théorie stalinienne du « social-fascisme » s'incarna dans la réalité.

A première vue, la conduite des sections française et anglaise de l'Internationale communiste paraît être diamétralement opposée. En opposition aux Allemands, elles étaient forcées d'attaquer leurs propres gouvernements. Toutefois, ce défaitisme soudain n'était pas de l'internationalisme, mais une variété défigurée de patriotisme. Ces messieurs considèrent que leur patrie est au Kremlin, dont dépend leur bien-être. De nombreux staliniens français se sont conduits avec un incontestable courage sous les coups de la persécution, mais le contenu politique de ce courage fut souillé par leur idéalisation de la politique rapace du camp ennemi. Que pouvaient en penser les ouvriers français ?

Les internationalistes révolutionnaires ont toujours été dépeints par la réaction comme des agents de l'ennemi extérieur. Le Komintern créa une situation telle à ses sections française et anglaise qu'elle fournit les meilleures raisons d'une telle accusation et par là poussa de force les ouvriers dans le camp patriotique ou bien les condamna à la confusion et à la passivité.

La politique du Kremlin est simple : vendre à Hitler le Komintern en même temps que de l'huile et du manganèse. Mais la servilité de chiens avec laquelle ces gens se prêtent à être vendus témoigne irréfutablement de la corruption interne du Komintern. Il ne reste aux agents du Komintern ni principes, ni honneur, ni conscience ; il ne leur reste qu'une échine souple. Mais les gens à échine souple n'ont jamais encore dirigé de révolution.

L'amitié de Staline avec Hitler ne durera pas toujours, ni même longtemps. Avant que notre manifeste n'atteigne les masses, la politique extérieure du Kremlin peut subir un

nouveau tournant. En ce cas, le caractère de la propagande du Komintern changera aussi. Si le Kremlin se rapproche des démocraties, le Komintern déterra de nouveau de ses entrepôts le Livre brun des crimes nationaux-socialistes. Mais cela ne signifie pas que sa propagande revêtira un caractère révolutionnaire. En changeant d'étiquette elle restera aussi servile qu'auparavant. Une politique révolutionnaire exige avant tout qu'on dise aux masses la vérité. Mais le Komintern ment systématiquement. Nous nous tournons vers les exploités du monde entier et nous leur disons : ne croyez pas les menteurs !

Les sociaux-démocrates et les staliniens dans les colonies

Les partis attachés à des exploités et à des privilèges sont organiquement incapables de mener une lutte honnête en faveur des couches les plus exploitées des travailleurs et des peuples coloniaux. Ainsi, la physionomie de la II^e et de la III^e Internationale se manifeste-t-elle avec une clarté toute spéciale dans leur attitude à l'égard des colonies.

Agissant comme un procureur en faveur des maîtres esclavagistes, et comme un actionnaire participant au profit de l'esclavage, la II^e Internationale ne possède aucune section dans les colonies, si nous omettons quelques groupes accidentels de fonctionnaires-colons, surtout de francs-maçons français et, en général, quelques carriéristes de « gauche » qui vivent sur la population indigène. Ayant renoncé à temps à la conception antipatriotique de dresser la population coloniale contre la « patrie démocratique », la II^e Internationale a obtenu en sa propre faveur le privilège de fournir à la bourgeoisie des ministres des Colonies, c'est-à-dire des gardes-chiourme d'esclaves (Sidney Webb, Marius Moutet et autres).

Rapidement, la III^e Internationale, qui commença par un courageux appel révolutionnaire à tous les peuples opprimés, s'est elle-même complètement prostituée en ce qui concerne la question coloniale. Peu d'années avant que Moscou eût trouvé opportun de conclure une alliance avec les démocraties impérialistes, le Komintern mit en avant le mot d'ordre d'émancipation nationale non seulement pour l'Éthiopie et l'Albanie, mais aussi pour l'Autriche. Mais pour les colonies anglaises et françaises, il se borna modestement à souhaiter quelques réformes « raisonnables ». Le Komintern défendit alors les Indiens, non pas contre la Grande-Bretagne, mais contre les attaques possibles du Japon, et Tunis contre les griffes de Mussolini. Maintenant, la situation a brusquement changé.

Complète indépendance pour l'Inde, l'Égypte, l'Algérie ! — Dimitrov n'acceptera pas moins. Les Arabes et les Noirs ont retrouvé leur meilleur ami en Staline, sans compter, bien entendu, Mussolini et Hitler. La section allemande du Komintern, avec l'impudence caractéristique de cette bande de parasites, défend la Pologne et la Tchécoslovaquie contre les complots de l'impérialisme britannique. Ces gens sont capables de tout et prêts à tout : un nouveau changement de l'orientation du Kremlin qui se retournerait vers les démocraties occidentales les amènerait de nouveau à solliciter respectueusement de Londres et de Paris la concession de réformes libérales à leurs colonies.

En contraste avec la II^e Internationale, le Komintern, grâce à sa grande tradition, exerce une influence incontestable dans les colonies, mais sa base sociale a changé en liaison avec son évolution politique. Actuellement, le Komintern repose, dans les pays coloniaux, sur la couche qui constitue la base traditionnelle de la II^e Internationale dans les centres métropolitains. Les miettes qui tombent une à une des surprofits coloniaux ont permis à l'impérialisme de créer une apparence d'aristocratie ouvrière autochtone dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Insignifiante en comparaison de son modèle des centres métropolitains, elle se détache pourtant de la pauvreté générale et défend tenacement ses privilèges. L'aristocratie et la bureaucratie ouvrière des pays coloniaux et semi-coloniaux, de même que les fonctionnaires d'État, fournissent des recrues particulièrement serviles aux « amis » du Kremlin. L'un des représentants les plus repoussants de ce type en Amérique latine est l'avocat mexicain Lombardo Toledano, que le Kremlin a récompensé de ses services intimes en l'élevant au poste décoratif de président de la Fédération syndicale d'Amérique latine.

En posant sans détour les questions de la lutte de classes, la guerre crée pour ces escamoteurs et ces girouettes une position très difficile, que de véritables bolcheviks doivent utiliser pour balayer à tout jamais le Komintern hors des pays coloniaux.

Centrisme et anarchisme

En éprouvant tout ce qui existe et en rejetant tout ce qui est pourri, la guerre représente un danger mortel pour les Internationales survivantes. Une partie considérable de la bureaucratie du Komintern, surtout au cas d'un revirement de la part de l'Union soviétique, se tournera infailliblement vers sa propre patrie impérialiste. Les ouvriers, au contraire, se dirigeront

toujours plus à gauche. Dans de telles conditions, des scissions et des ruptures sont inévitables. Nombre de symptômes manifestent aussi la possibilité d'une rupture de l'aile « gauche » de la II^e Internationale. Des groupes centristes d'origine différente émergeront, rompront, créeront de nouveaux « fronts », « camps », etc. Pourtant, notre époque découvrira que le centrisme est une position intenable. Le rôle pathétique et tragique joué dans la révolution espagnole par le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), la plus sérieuse et la plus honnête des organisations centristes, restera toujours comme un terrible avertissement dans la mémoire du prolétariat avancé.

Mais l'histoire aime les répétitions. On ne peut exclure la possibilité de nouvelles tentatives pour construire une nouvelle organisation internationale sur le modèle de l'Internationale deux et demi ou, cette fois-ci, l'Internationale trois un quart. De telles initiatives ne doivent attirer l'attention que dans la mesure où elles reflètent des processus beaucoup plus profonds, qui se produisent dans les masses ouvrières. Mais on peut affirmer à l'avance avec certitude que les « fronts », « camps » et « Internationales » centristes, manquant de tout fondement théorique, de toute tradition révolutionnaire et de tout programme achevé, n'auront qu'un caractère éphémère. Nous les aiderons par une critique sans merci de leur indécision et de leur pusillanimité.

Cette esquisse de la banqueroute des vieilles organisations ouvrières serait incomplète si nous ne mentionnions pas l'anarchisme. Son déclin constitue le phénomène le plus incontestable de notre époque. Même avant la première guerre impérialiste, les anarcho-sindicalistes français trouvèrent moyen de devenir les pires opportunistes et les domestiques de la bourgeoisie. Au cours de la dernière guerre, la plupart des dirigeants anarchistes internationaux devinrent patriotes. Dans l'ardeur de la guerre civile, les anarchistes espagnols prirent des postes dans les ministères bourgeois. Les marchands de phrases anarchistes nient l'État aussi longtemps qu'il n'a pas besoin d'eux. Mais, à l'heure du danger, ils deviennent, tout comme les sociaux-démocrates, des agents de la classe capitaliste.

Les anarchistes entrèrent dans la guerre actuelle sans un programme, sans une seule idée, sous une bannière souillée par leur trahison du prolétariat espagnol. Aujourd'hui, ils sont incapables de rien présenter aux ouvriers qu'une démoralisation patriotique assaisonnée de lamentations humanitaires. En cherchant à nous rapprocher des ouvriers anarchistes qui sont réellement prêts à combattre pour les intérêts de leur classe, nous leur demanderons en même temps de rompre complè-

tement avec ces dirigeants qui, dans la guerre comme dans la révolution, servent de garçons de courses à la bourgeoisie.

Les syndicats ouvriers et la guerre

Tandis que les magnats du capitalisme monopoleur dominent les organes officiels du pouvoir d'État et les contrôlent par les sommets, les dirigeants opportunistes des syndicats se tiennent sur le marchepied du pouvoir d'État en lui créant un soutien parmi les masses ouvrières. Il leur est impossible de perpétuer cette sale besogne aussi longtemps que la démocratie ouvrière est maintenue à l'intérieur des syndicats. Aussi le régime intérieur dans les syndicats, suivant le modèle du régime des États bourgeois, est-il devenu de plus en plus autoritaire. En temps de guerre, la bureaucratie syndicale devient définitivement la police militaire de l'état-major général de l'armée au sein de la classe ouvrière.

Mais aucun zèle ne la sauvera. La guerre n'apporte que mort et destruction aux syndicats réformistes actuels. Les plus jeunes syndiqués se trouvent mobilisés pour le massacre. Ils sont remplacés par des gosses, des femmes et des vieux, c'est-à-dire par les couches les moins capables de résister. Tous les pays sortiront de la guerre dans un tel état de ruine que le niveau de vie des ouvriers se verra rejeté à une centaine d'années en arrière. Les syndicats réformistes ne sont possibles que sous le régime de la démocratie bourgeoise. Mais la première institution promise à la défaite au cours de la guerre sera la démocratie complètement pourrie. Dans sa ruine définitive, elle entraînera avec elle toutes les organisations ouvrières qui lui servaient de soutien. Il n'y aura plus de place pour les syndicats réformistes. La réaction capitaliste les détruira sans pitié. Il est nécessaire d'avertir tout de suite les ouvriers de cette perspective et d'une voix assez haute pour que chacun puisse l'entendre.

Une nouvelle époque exige des méthodes nouvelles. De nouvelles méthodes exigent des dirigeants nouveaux. Il n'est possible de sauver les syndicats que par une seule voie : en les transformant en organisations de combat qui se donneront pour but la victoire sur l'anarchie capitaliste et le banditisme impérialiste. Les syndicats joueront un rôle éminent dans la construction de l'économie socialiste, mais à la condition préliminaire que soit renversée la classe capitaliste et nationalisés les moyens de production. Les syndicats n'éviteront d'être enterrés sous les ruines de la guerre que s'ils s'engagent dans la voie de la révolution socialiste.

La IV^e Internationale

L'avant-garde prolétarienne est l'ennemie irréconciliable de la guerre impérialiste. Mais elle ne craint pas cette guerre. Elle accepte le combat sur l'arène choisie par la classe ennemie. Elle entre dans l'arène avec sa bannière déployée.

La IV^e Internationale est la seule organisation qui ait prédit correctement le cours général des événements mondiaux, qui ait rêvé l'inévitabilité d'une nouvelle catastrophe impérialiste, dénoncé les impostures pacifistes des démocrates bourgeois et des aventuriers petits-bourgeois de l'école stalinienne ; la seule qui ait combattu la politique de collaboration des classes menée sous le nom de « fronts populaires », mis au pilori le rôle traître du Komintern, des anarchistes en Espagne, critiqué irréconciliablement les illusions centristes du POUM, continué sans cesse à endurcir ses cadres dans l'esprit de la lutte de classes révolutionnaire. Notre politique en temps de guerre ne fait que continuer, en la renforçant, notre politique du temps de paix.

La IV^e Internationale édifie son programme sur les fondements de granit de la théorie marxiste. Elle rejette l'éclectisme méprisable qui domine actuellement dans les rangs de la bureaucratie ouvrière officielle des divers camps et qui, le plus souvent, sert de masque à leur capitulation devant la démocratie bourgeoise. Notre programme se trouve formulé en une série de documents accessibles à tout un chacun. On en peut résumer l'esprit en deux mots : dictature prolétarienne.

Notre programme est fondé sur le bolchévisme

La IV^e Internationale se maintient complètement et de tout cœur sur les fondements de la tradition révolutionnaire du bolchévisme et de ses méthodes organisationnelles. Laissons les radicaux petits-bourgeois glapir contre le centralisme. Un ouvrier qui a participé ne serait-ce qu'une seule fois à une grève sait qu'aucune lutte n'est possible sans discipline et sans une direction ferme. Notre époque tout entière est pénétrée par l'esprit du centralisme. Le capitalisme monopoleur a porté la centralisation économique à ses ultimes limites. Le centralisme de l'État sur le modèle fasciste a pris un caractère totalitaire. Les démocraties tentent toujours davantage d'égaliser ce modèle. La bureaucratie syndicale défend sans merci sa puissante machine. Les II^e et III^e Internationales ont impudemment utilisé l'appareil d'État dans leur lutte contre la révolution. Dans ces conditions, la garantie élémentaire du succès exige d'opposer le centralisme révolutionnaire au centralisme de la réaction. Il est indispensable

de posséder une organisation de l'avant-garde prolétarienne soudée par une discipline de fer, une sélection authentique de révolutionnaires bien trempés, prêts à se sacrifier et inspirés par une invincible volonté de vaincre. Préparer l'offensive soigneusement et assidûment, et quand sonne l'heure décisive, lancer toutes les forces de la classe sur le champ de bataille, sans hésitation, seul est capable de l'apprendre aux ouvriers un parti centralisé qui n'hésite pas lui-même.

De frivoles sceptiques aiment à monter en épingle la dégénérescence du centralisme bolchevik en bureaucratisme. Comme si le cours de l'histoire tout entier dépendait de la structure d'un parti ! En fait, c'est le destin du parti qui dépend du cours de la lutte de classes. Mais, en tout cas, le parti bolchevik fut le seul parti qui prouva dans l'action qu'il était capable d'accomplir la révolution prolétarienne. C'est précisément d'un tel parti qu'a besoin aujourd'hui le prolétariat international. Si le régime bourgeois sort impunément de la guerre, chaque parti révolutionnaire subira une dégénérescence. Si la révolution l'emporte, les conditions qui engendrent la dégénérescence disparaîtront.

Dans des conditions de réaction triomphante, de déception et de fatigue des masses, dans une atmosphère politique empoisonnée par la décomposition pernicieuse des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, au milieu des difficultés et obstacles amoncelés, le développement de la IV^e Internationale avancera nécessairement avec lenteur. Des tentatives isolées et, à première vue, plus amples et plus prometteuses pour unifier l'aile gauche ont été entreprises plus d'une fois par les centristes qui dédaignaient nos efforts. Toutes ces tentatives prétentieuses furent pourtant réduites en poussière avant même que les masses aient eu la chance d'en retenir les noms. Seule la IV^e Internationale continue avec obstination, avec persistance et avec un succès croissant, à lutter contre le courant.

Nous avons résisté à l'épreuve !

Ce qui caractérise une organisation véritablement révolutionnaire, c'est avant tout le sérieux avec lequel elle réalise et met à l'épreuve sa ligne politique à chaque nouveau tournant des événements. Le centralisme est fécondé par la démocratie. Dans le feu de la guerre, nos sections discutent passionnément toutes les questions de la politique prolétarienne, elles éprouvent les méthodes et se débarrassent en passant de ces éléments instables qui ne nous ont rejoints que par suite de leur opposition à la II^e et à la III^e Internationale. Se séparer de compagnons de route sur

qui l'on ne peut compter constitue d'inévitables faux frais dans la formation d'un authentique parti révolutionnaire.

L'écrasante majorité de nos camarades des différents pays ont résisté à la première épreuve de la guerre. Ce fait est d'une inestimable signification pour l'avenir de la IV^e Internationale. Chaque membre de la base de notre organisation a non seulement le droit mais le devoir de se considérer désormais comme un officier de l'armée révolutionnaire qui sera créée dans le feu même des événements. L'irruption des masses dans l'arène révolutionnaire révélera soudainement l'insignifiance des programmes opportunistes, pacifistes et centristes. Un seul révolutionnaire réel dans une usine, une mine, un syndicat, un régiment, sur un navire de guerre, vaut infiniment plus qu'une centaine de pseudo-révolutionnaires petits-bourgeois mijotant dans leur jus.

Les politiciens de la grande bourgeoisie sont de loin mieux à même d'apprécier le rôle de la IV^e Internationale que nos pédants petits-bourgeois. A la veille de la rupture des relations diplomatiques, l'ambassadeur de France, Coulondre, et Hitler, cherchant au cours de leur dernier entretien à s'effrayer l'un l'autre à la vue des conséquences de la guerre, s'accordèrent parfaitement à reconnaître que le « seul vainqueur réel » serait la IV^e Internationale. Au moment où les hostilités s'engageaient en Pologne, la grande presse en France, au Danemark et dans d'autres pays, reproduisit des dépêches affirmant que dans des quartiers ouvriers de Berlin, des affiches étaient apposées sur les murs : « A bas Staline ! Vive Trotsky ! » Cela signifiait : « A bas la III^e Internationale ! Vive la IV^e Internationale ! » Quand une manifestation fut organisée par les ouvriers et les étudiants les plus résolus de Prague à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance nationale, le « protecteur » nazi, le baron von Neurath, publia une déclaration officielle rendant responsables de cette manifestation les « trotskystes » tchèques. La correspondance de Prague qui paraît dans le journal édité par Bénéš, l'ex-président de la République tchécoslovaque, confirme le fait que les ouvriers tchèques deviennent « trotskystes ». Jusqu'à présent, tous ces faits ne sont que des symptômes. Mais ils indiquent clairement le sens de l'évolution. Les nouvelles générations d'ouvriers que la guerre poussera dans la voie de la révolution se rangeront sous notre drapeau.

La révolution prolétarienne

Les conditions fondamentales pour la victoire d'une révolution prolétarienne ont été établies par l'expérience histo-

rique et éclairées par la théorie : 1. l'impasse bourgeoise et la confusion conséquente de la classe dominante ; 2. le mécontentement aigu et les efforts pour un changement décisif dans les rangs de la petite bourgeoisie, sans le soutien de laquelle la grande bourgeoisie ne peut pas se maintenir ; 3. la conscience d'une situation intolérable et la préparation à l'action révolutionnaire dans les rangs du prolétariat ; 4. un programme clair et une direction ferme de l'avant-garde prolétarienne ; telles sont les quatre conditions nécessaires à la victoire d'une révolution prolétarienne. La principale raison de la défaite de nombreuses révolutions a sa racine dans le fait que ces conditions atteignent rarement le degré de maturité nécessaire au même moment. Au cours de l'histoire, la guerre fut souvent la mère de la révolution, précisément parce qu'elle ébranle les régimes surannés, affaiblit les classes gouvernantes et hâte la croissance de l'indignation révolutionnaire parmi les classes opprimées.

Déjà, la désorientation de la bourgeoisie, les alarmes et le mécontentement des masses populaires sont intenses, non seulement dans les pays belligérants, mais aussi chez les neutres ; ces phénomènes s'intensifieront avec chaque mois de guerre. Au cours des vingt dernières années, il est vrai, le prolétariat a subi défaite sur défaite, chacune plus grave que la précédente ; il fut déçu par ses vieux partis, et affronta la guerre, sans conteste, déprimé. On ne surestimera pourtant pas la stabilité et les possibilités de durée de telles humeurs. Les événements les créèrent, les événements les dissiperont.

La guerre comme la révolution est faite d'abord et avant tout par la génération la plus jeune. Des millions de jeunes, incapables de trouver accès à l'usine, commencèrent leur vie comme chômeurs et, de ce fait, restèrent en marge de la vie politique. Aujourd'hui, ils y trouvent leur place, ou bien la trouveront demain : l'État les organise en régiments et par là même leur fournit un excellent terrain d'unification révolutionnaire ; sans aucun doute, la guerre secouera également l'apathie des générations plus âgées.

Le problème de la direction

Il reste à examiner la question de la direction. La révolution ne sera-t-elle pas trahie, cette fois encore, parce qu'il existe deux Internationales au service de l'impérialisme, tandis que les éléments véritablement révolutionnaires constituent une toute petite minorité ? En d'autres termes, réussirons-nous à former à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne ? Pour répondre correctement à cette question, il est nécessaire de

la poser correctement. Naturellement, tel ou tel soulèvement peut se terminer et certainement se terminera par une défaite en raison du manque de maturité de la direction révolutionnaire. Mais il n'est pas question d'un simple soulèvement. Il est question d'une époque révolutionnaire tout entière.

Le monde capitaliste n'a plus d'issue, à moins qu'on ne considère comme telle l'agonie prolongée avant la mort. Il est nécessaire de se préparer à de longues années, sinon à des décennies, de guerre, de soulèvements, de brefs intervalles de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit prendre pour base une telle perspective. L'histoire lui fournira assez d'occasions et de possibilités de s'éprouver, d'accumuler des expériences et de mûrir. Plus vite les rangs de l'avant-garde s'uniront, plus l'époque des convulsions sanglantes se raccourcira, moins notre planète subira de destructions. Mais le grand problème historique ne sera pas résolu, en tout cas, avant qu'un parti révolutionnaire ne se soit mis à la tête du prolétariat. La question des rythmes et des intervalles de temps est d'une énorme importance. Mais elle ne change ni la perspective historique générale ni la direction de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire d'accomplir avec une énergie décuplée la tâche d'éducation et d'organisation de l'avant-garde prolétarienne. C'est précisément en quoi réside la tâche de la IV^e Internationale.

Ceux-là commettent la plus grave erreur qui, en cherchant à justifier des conclusions pessimistes, se réfèrent simplement aux tristes conséquences de la dernière guerre. D'abord, la dernière guerre a engendré la révolution d'Octobre, sur les leçons de laquelle le mouvement ouvrier du monde entier vit aujourd'hui. Ensuite, les conditions de la guerre actuelle diffèrent profondément de celles de 1914. La position économique des États impérialistes, y compris les États-Unis, est infiniment pire aujourd'hui, et le pouvoir destructeur de la guerre infiniment plus grand que ce ne fut le cas un quart de siècle auparavant. Il y a donc là une raison suffisante de s'attendre, cette fois-ci, à une évolution beaucoup plus rapide et à une réaction beaucoup plus décisive de la part des ouvriers et de l'armée.

L'expérience de la première guerre n'est pas sans avoir profondément affecté les masses. La II^e Internationale a tiré sa principale force des illusions démocratiques et pacifistes encore presque intactes des masses. Les ouvriers espéraient sérieusement que la guerre de 1914 serait la dernière guerre. Les soldats faisaient le sacrifice de leur vie pour épargner un nouveau massacre à leurs enfants. C'est seulement grâce à cet

espoir que les hommes ont pu résister à la guerre plus de quatre ans. Aujourd'hui, plus rien ne subsiste des illusions démocratiques et pacifistes. Les peuples subissent la guerre actuelle sans croire plus longtemps en elle, sans en attendre rien d'autre que de nouvelles chaînes. Cela s'applique aussi aux États totalitaires. La génération plus ancienne des ouvriers qui a porté le fardeau de la première guerre impérialiste et qui n'a pas oublié ces leçons, est loin d'avoir été éliminée de l'arène. La génération suivante qui a fait ses classes pendant la dernière guerre entend encore résonner dans ses oreilles les faux mots d'ordre du patriotisme et du pacifisme. L'incalculable expérience politique de ces couches, actuellement écrasées par le poids de la machine de guerre révélera sa pleine force au moment où la guerre contraindra les masses exploitées à se dresser ouvertement contre leur gouvernement.

Socialisme ou esclavage

Nos thèses (« La IV^e Internationale et la Guerre », 1934) disent : « La dénonciation de la nature entièrement réactionnaire, décadente et meurtrière du capitalisme moderne, l'effondrement de la démocratie, du réformisme et du pacifisme, le besoin pressant et brûlant qu'a le prolétariat de trouver une voie de salut hors d'une ruine inévitable, placent avec une force nouvelle la révolution mondiale à l'ordre du jour. »

Aujourd'hui, il n'est plus question, comme ce fut le cas au cours du XIX^e siècle, d'assurer simplement un développement plus rapide et plus sain de la vie économique ; il s'agit aujourd'hui de la question de sauver l'humanité du suicide. C'est précisément l'acuité du problème historique qui fait se dérober complètement le sol sous les pieds des partis opportunistes. Au contraire, le parti de la révolution trouve une source de puissance inépuisable dans la conscience du fait qu'il exprime une inexorable nécessité historique.

D'ailleurs, il n'est pas permis de mettre sur le même plan l'avant-garde révolutionnaire actuelle et les internationalistes isolés qui élevèrent la voix au début de la dernière guerre. Seul le Parti bolchevik russe représentait alors une force révolutionnaire. Mais même lui, dans son écrasante majorité et à l'exception d'un petit groupe émigré autour de Lénine, ne réussit pas à se dégager de ses œillères nationales et à s'élever à la perspective de la révolution mondiale.

La IV^e Internationale, numériquement et surtout grâce à sa préparation, occupe une place infiniment plus avantageuse que ses prédécesseurs au début de la dernière guerre. La IV^e Interna-

tionale est l'héritière directe du bolchevisme dans tout son épanouissement. La IV^e Internationale assimile la tradition de la révolution d'Octobre et a transformé en théorie les expériences de la période historique la plus riche, c'est-à-dire celle qui s'est écoulée entre les deux guerres impérialistes. Elle a foi en elle-même et dans son avenir.

La guerre, rappelons-le encore une fois, accélère énormément le développement politique. Ces grandes tâches qui, hier encore, paraissaient éloignées de plusieurs années, voire de dizaines d'années, peuvent apparaître directement devant nous d'ici deux ou trois ans et même plus tôt. Les programmes qui sont fondés sur les conditions ordinaires du temps de paix resteront suspendus entre ciel et terre. D'autre part, le programme de revendications transitoires de la IV^e Internationale, qui paraissait si « irréel » aux politiciens à courte vue, manifesterà sa pleine signification au cours du processus de mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir de l'État.

Au début de la nouvelle révolution, les opportunistes tenteront une fois encore, tout comme ils le firent il y a vingt-cinq ans, de pénétrer les ouvriers de l'idée qu'il est impossible de construire le socialisme sur des ruines et sur des dévastations. Comme si le prolétariat était libre de choisir ! On construit nécessairement sur les fondements que fournit l'histoire. La révolution russe a montré que le pouvoir ouvrier peut relever même un pays très arriéré en le tirant de la plus profonde pauvreté. Plus grands encore sont les miracles ouverts au prolétariat des pays avancés. La guerre détruit des édifices, des voies ferrées, des usines, des mines, mais elle ne peut détruire la technique, la science, les qualités professionnelles. Après avoir créé son propre État, correctement organisé ses propres rangs, ramené au travail les techniciens hérités du régime bourgeois, et organisé la production conformément à un plan unifié, le prolétariat non seulement restaurera en peu d'années tout ce que la guerre a détruit, mais aussi créera les conditions du plus grand épanouissement de la culture sur le fondement de la solidarité.

Que faire ?

Ce manifeste est adopté par la conférence extraordinaire de la IV^e Internationale au moment où, après avoir submergé la Hollande et la Belgique et écrasé la résistance initiale des troupes alliées, les armées allemandes sont en train de rouler comme une marée de feu vers Paris et la Manche. A Berlin, on se hâte déjà de célébrer la victoire. Dans le camp des Alliés, l'alarme tourne à la panique. Nous n'avons ni la possibilité ni le besoin de nous

engager dans des spéculations stratégiques relatives aux prochaines étapes de la guerre. En tout cas, la prodigieuse supériorité de Hitler a actuellement marqué de son sceau la physionomie politique du monde entier.

« Mais la classe ouvrière n'est-elle pas, dans les conditions actuelles, obligée d'aider les démocraties dans leur lutte contre le fascisme allemand ? » C'est ainsi que la question est posée par de larges cercles petits-bourgeois, pour qui le prolétariat ne demeure toujours qu'un instrument auxiliaire de telle ou telle fraction de la bourgeoisie. Nous rejetons cette politique avec indignation. Il existe naturellement une différence entre les régimes politiques dans la société bourgeoise tout comme il y a une différence de confort entre les divers wagons d'un train. Mais quand l'ensemble du train se voit précipité dans un abîme, la distinction entre une démocratie décadente et un fascisme meurtrier disparaît en face de l'effondrement du système capitaliste tout entier.

Par ses victoires et ses bestialités, Hitler provoque naturellement la haine aiguë des ouvriers à travers le monde. Mais, entre cette haine légitime des ouvriers et l'aide apportée à leurs ennemis plus faibles mais non moins réactionnaires, il y a un abîme infranchissable. La victoire des impérialismes de Grande-Bretagne et de France ne serait pas moins effroyable pour les destins ultimes de l'humanité que celle de Hitler ou de Mussolini. La démocratie bourgeoise ne peut être sauvée. En aidant leur bourgeoisie contre le fascisme étranger, les ouvriers ne feraient qu'accélérer la victoire du fascisme dans leur propre pays. La tâche que pose l'histoire n'est pas de soutenir une partie du système capitaliste contre l'autre, mais d'en finir avec le système dans son ensemble.

Les ouvriers doivent apprendre les arts militaires

La militarisation des masses s'intensifie chaque jour davantage. Nous rejetons la grotesque prétention de supprimer la militarisation par de creuses protestations pacifistes. Toutes les grandes questions seront décidées dans un prochain avenir les armes à la main. Les ouvriers ne craindront pas les armes : au contraire, ils apprendront à s'en servir. Les révolutionnaires ne se séparent pas plus du peuple pendant la guerre que pendant la paix. Un bolchevik s'efforce de devenir non seulement le meilleur syndiqué mais aussi le meilleur soldat.

Nous ne souhaitons pas que la bourgeoisie pousse sur les champs de bataille, à la dernière heure, des soldats qui n'ont pas été entraînés ou l'ont été à demi. Nous exigeons que l'État

procure immédiatement aux ouvriers et aux chômeurs la possibilité d'apprendre à s'exercer au maniement du fusil, de la grenade, de la mitrailleuse, du canon, de l'avion, du sous-marin et autres instruments de guerre. Des écoles militaires spéciales sont nécessaires, qui fonctionneraient en liaison avec les syndicats, de sorte que les ouvriers puissent devenir des spécialistes qualifiés de l'art militaire, capables d'assumer des postes de commandement.

Cette guerre n'est pas notre guerre !

Dans le même temps, n'oublions pas un seul instant que cette guerre n'est pas notre guerre. En opposition à la II^e et à la III^e Internationale, la IV^e Internationale édifie sa politique non pas sur la fortune des armes des États capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, une guerre des ouvriers contre les capitalistes, sur le renversement des classes dominantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale. Les défaites sur le front, la destruction des capitaux nationaux, les occupations de territoires, la ruine des États individuels ne représentent de ce point de vue que des épisodes tragiques dans la voie qui mène à la reconstruction de la société moderne.

Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons notre tâche fondamentale ; nous expliquons aux ouvriers l'opposition irréconciliable de leurs intérêts et des intérêts du capitalisme assoiffé de sang ; nous mobilisons les exploités contre l'impérialisme ; nous propageons l'unité des ouvriers de tous les pays belligérants et neutres ; nous appelons à la fraternisation des ouvriers et des soldats dans chaque pays ainsi qu'à la fraternisation des soldats avec les soldats du côté opposé du front ; nous mobilisons les femmes et les jeunes contre la guerre ; nous poursuivons une préparation constante, persistante, infatigable de la révolution dans les usines, dans les manufactures, dans les villages, dans les casernes, au front et dans la flotte.

Tel est notre programme. Prolétaires du monde, il n'y a pas d'autre voie que celle de l'union sous le drapeau de la IV^e Internationale !

Déclaration à propos du Comité exécutif international permanent

Étant donné que le Comité exécutif international permanent a virtuellement cessé d'exister, en tant que tel, les soussignés se

voient dans l'obligation de faire connaître les informations suivantes.

1. Le CEI permanent fut mis sur pied à New York aussitôt après le déclenchement de la guerre, sa composition étant déterminée uniquement par sa présence dans cette ville ; un secrétaire administratif fut désigné par le bureau politique du Socialist Workers Party (SWP) pour travailler avec le comité.

2. Ce comité devait faire fonction de secrétariat avec la plus large participation possible des autres membres du CEI présents en Amérique.

3. Dès l'ouverture du débat dans le SWP, la majorité des membres du comité permanent glissèrent vers une attitude fractionnelle en s'alignant avec la minorité de ce parti, en refusant de se servir de leur fonction dans le comité pour apaiser le conflit et, de fait, en ignorant pratiquement l'existence du CEI pour toutes les tâches.

4. Ce non-fonctionnement de la majorité des membres du comité permanent se révéla à l'évidence quand Crux et Fischer, membres du CEI, et le représentant des sections mexicaine et espagnole, Munis, adressèrent au comité permanent, le 20 février, la proposition d'intervenir dans le débat du SWP pour préserver l'unité. Le secrétaire du comité transmit cette communication avec son approbation et celle du camarade Martel. En dépit de la gravité et de l'urgence extrêmes de la situation, ils ne reçurent pas de réponse des camarades Trent [Shachtman], Anton [Frankel], Johnson [James], Lebrun [Pedrosa].

5. Les camarades Trent et Anton participèrent à Cleveland à la conférence de scission de la minorité en tant que membres de cette fraction du SWP, le camarade Johnson, également sans aucun mandat de la section anglaise et très certainement sans aucun mandat du CEI. Le camarade Lebrun souscrit aux décisions qui furent prises en cette occasion, également sans l'approbation de sa propre section et sans consulter le CEI. La seule communication récemment reçue par le CEI en provenance du Brésil nous informe que cette section maintient la position de « défense inconditionnelle de l'URSS » et accepte la discipline de la IV^e Internationale, en dépit des divergences en son sein. Elle blâme aussi Lebrun pour avoir failli à ses tâches envers son propre parti. Tous ces camarades ont donc agi à l'insu du CEI et sans tenir aucun compte de leur devoir en tant que membres de cette instance.

6. Toutes les informations dont nous disposons confirment que l'écrasante majorité de la IV^e Internationale reste fidèle à la théorie marxiste, à notre programme, à notre tradition politique et aux principes organisationnels du bolchévisme. Les liaisons avec l'Europe sont très difficiles. Mais on peut et on devrait créer immédiatement un véritable centre panaméricain, basé sur les sections en activité, avec l'objectif de recréer, dès que possible, un nouveau CEI vraiment représentatif de la IV^e Internationale, capable de mener une activité révolutionnaire suivie.

7. Dans ce but, et considérant la non-existence de fait du CEI permanent, nous appuyons pleinement l'initiative prise par les sections américaine, canadienne et mexicaine de la IV^e Internationale appelant à une conférence panaméricaine. La conférence, avec la participation de toutes les sections qui peuvent fournir des mandats, peut et doit mettre sur pied immédiatement une instance représentative qui remplacera le CEI permanent disparu.

Signé : Crux [Trotsky], Fischer [Schuessler], Martel [Cannon], Jones [Dunne] et Stuart [Gordon], secrétaire administratif CEI.

Texte approuvé par Munis, représentant des sections espagnole et mexicaine et Richardson, section canadienne.

Déclaration complémentaire du CEI

La conférence prend acte des considérations supplémentaires suivantes en souscrivant à la déclaration de Crux, Martel, Fischer, Jones, Stuart, Munis et Richardson à propos du statut du CEI permanent.

1. Lebrun, Johnson, Trent et Anton constituaient une majorité fortuite au CEI permanent. Le déclenchement de la guerre a mis en pratique automatiquement la proposition adoptée par le 1^{er} congrès mondial que le travail de l'Internationale soit transféré outre-Océan. Les quatre camarades mentionnés plus Martel étaient les seuls membres du CEI présents à New York au moment où ce changement s'est effectué. Il était entendu, cependant, que tous les membres du CEI que l'on pourrait atteindre participeraient aux délibérations de l'Exécutif. Malheureusement, seuls Jones, Crux et Fischer du CEI pouvaient être joints pour la concertation. La censure de guerre et d'autres difficultés qui ont surgi ont rendu impossible le maintien d'une correspondance avec les autres.

2. Lebrun, Johnson, Trent et Anton ont profité de leur majorité fortuite pour trahir la confiance placée dans les membres du CEI par le congrès mondial. Il est évident que le CEI et par conséquent toute instance du CEI avaient pour devoir élémentaire de défendre le programme de la IV^e Internationale tel qu'il avait été adopté par le congrès jusqu'au moment où on pourrait convoquer un nouveau congrès pour modifier ce programme. Lebrun et autres commencèrent par proposer d'abandonner le mot d'ordre de défense inconditionnelle et, par la suite, ils furent même partisans d'adopter une position de défaitisme pur et simple en URSS. Ils ont ainsi violé le programme et les décisions du congrès qui seul les a mandatés au CEI.

3. Outre ces violations programmatiques, cette majorité du CEI permanent n'a assumé aucune de ses responsabilités quand le débat s'est ouvert dans le SWP américain. Bien que majoritaires dans le CEI permanent, non seulement ils ne se sont souciés ni d'organiser des réunions ni de s'occuper des problèmes de discipline et de collaboration internationales pour apaiser le conflit dans le SWP mais, au contraire, ils n'ont pas réagi au rappel à l'ordre du secrétaire administratif du comité dont pourtant ils avaient appuyé le choix.

4. Alors que le danger de scission menaçait le SWP, ils ont pris parti pour les scissionnistes et ont soutenu leur projet inouï de laisser un groupe au sein de l'Internationale sortir un organe public avec une ligne politique contraire aux principes de la IV^e Internationale. Voilà ce qui a été fait, au lieu d'agir en mandataires responsables de l'organisation internationale, quand ils ont été sollicités, le 20 février, par Crux, Fischer et Martel, membres du CEI, afin de se joindre à eux dans une tentative de freiner la tendance à la scission. C'était de leur part une dernière manifestation de renoncement à leur devoir et à leur responsabilité et cela exigeait des mesures d'urgence de la part des sections de la IV^e Internationale et de tous ses membres restés fidèles à son programme.

5. Il convient de souligner que Lebrun et autres ne représentent rien au sein de la IV^e Internationale aujourd'hui. L'autorité de Trent et d'Anton reposait sur les mandats que leur avait confiés la section américaine. Cette section les a depuis lors complètement désavoués, à une forte majorité. Quant à Johnson, il tenait son mandat de la section anglaise. Mais la section britannique, dans sa presse et dans toutes les communications que nous avons reçues, condamne le défaitisme en Union

soviétique et continue de souscrire à l'intégralité du programme de la IV^e Internationale, y compris la position de défense inconditionnelle de l'URSS. Lebrun tenait son mandat du congrès mondial, au titre de représentant des sections latino-américaines. A notre connaissance, toutes les sections latino-américaines se sont exprimées en faveur du maintien de la position de défense inconditionnelle, autrement dit, pour le maintien du respect des décisions du 1^{er} congrès mondial et des principes de la IV^e Internationale. Même sa propre section, celle du Brésil, dans une lettre mentionnée dans la déclaration, s'affirmait prête, en dépit d'une forte tendance au défaitisme qui se manifeste dans ses rangs, à continuer à mettre en avant le mot d'ordre de défense inconditionnelle jusqu'à l'adoption d'une décision internationale. Donc tous ceux qui ont été cités ne représentent plus qu'eux-mêmes au sein de la IV^e Internationale, maintenant qu'ils ont trahi la confiance placée en eux par le dernier congrès mondial.

6. La Conférence extraordinaire, étant donné qu'une majorité du précédent Comité exécutif international permanent a violé les principes et les décisions de la IV^e Internationale et a effectivement contribué à la scission de la section la plus importante de la IV^e Internationale, estime justifiée la décision des sections américaine, canadienne et mexicaine de convoquer la conférence pour désigner un nouveau Comité exécutif international mandaté pour poursuivre la tâche de l'Internationale.

7. En convoquant un congrès extraordinaire pour élire une nouvelle instance exécutive, les sections américaine, mexicaine et canadienne, ainsi que les membres restés loyaux du CEI ont agi comme c'était leur devoir afin de préserver la IV^e Internationale de la dislocation en cette période éprouvante de guerre et de convulsions sociales dans laquelle nous sommes entrés. Leur démarche doit être considérée comme un service rendu à toute l'Internationale et à l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière du monde entier.

8. La composition de la conférence, qui comprend des représentants mandatés des sections des États-Unis, du Canada, du Mexique, de l'Espagne, de la Belgique, de Porto Rico, de Cuba, d'Allemagne et du Chili et qui a reçu des messages de l'Argentine et de l'Uruguay, prouve bien que notre internationale est prête à faire face à toute éventualité. Sa décision unanime de désavouer les scissionnistes et d'appuyer le programme de la IV^e Internationale a l'autorité du soutien de

toutes les sections en activité de l'Internationale. Elle se sent donc pleinement justifiée à investir des responsabilités de l'Internationale le Comité exécutif élu par elle, qui est habilité à parler au nom du Parti mondial de la révolution socialiste et de poursuivre sa tâche avec tous les pouvoirs jusqu'au jour où pourra se tenir un nouveau congrès plénier de la IV^e Internationale.

Salut adressé à Natalia et Léon Trotsky

La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale, ayant mené à bien ses travaux, vous adresse son salut sincère. Vous avez échappé aux assassins staliniens ; c'est là une grande victoire pour le prolétariat international et pour les opprimés du monde entier. Alors que le capitalisme à l'agonie mène la Seconde Guerre mondiale, toute sa haine réactionnaire et toute la malveillance venimeuse de ses instruments se retournent contre la classe ouvrière, et particulièrement contre son avant-garde. On a attenté à votre vie ; c'est là un signe non pas de la force de la réaction, mais bien de sa faiblesse croissante, alors qu'elle prend conscience que la IV^e Internationale représente pour elle un ennemi mortel. Votre dévouement sans bornes et celui de la camarade Natalia à la cause de la classe ouvrière mondiale, au péril de votre vie, nous inspire à tous un courage et un esprit de sacrifice accrus pour la période à venir. Au nom de toutes les sections de la IV^e Internationale, nous nous engageons à redoubler d'efforts pour mettre un terme au règne du traître Staline et pour étendre la révolution d'Octobre au monde entier.

Message de solidarité aux prisonniers de la guerre de classes

Notre salut révolutionnaire va d'abord à tous nos camarades à travers le monde qui sont victimes de la répression du capitalisme et des dictatures totalitaires.

Le capitalisme aux abois déchaîne toute sa fureur contre ses adversaires les plus farouches, les militants de la IV^e Internationale. Notre organisation est l'objet de la persécution la plus brutale et la plus impitoyable de la part des forces réactionnaires de la société capitaliste à l'agonie. Nos camarades ont été jetés dans les prisons et les camps de concentration des pays « démocratiques » comme des pays fascistes. Partout où la

IV^e Internationale représente ne serait-ce qu'une menace potentielle contre l'ordre établi, nos cadres ont été traqués, emprisonnés, torturés.

Pendant le déroulement de cette conférence extraordinaire de la IV^e Internationale, les assassins staliniens ont fait irruption dans la maison des camarades Natalia et Léon Trotsky et ont criblé leur chambre de rafales de mitraillette. Robert Sheldon Harte, secrétaire et garde du corps placé auprès de Trotsky, a été enlevé et nous ne sommes pas encore fixés sur son sort.

Nous inclinons notre drapeau sur les tombes des camarades Rastrollo, Galan, Martin, Llarza et Cid qui ont été exécutés pendant la guerre civile en Espagne. Quarante autres camarades ont disparu — très probablement exécutés par le boucher Franco. D'autres sont dans les prisons de Madrid et de Barcelone, et dans les brigades de travail forcé. Aux centaines de nos camarades réfugiés qui souffrent aujourd'hui dans les camps de concentration en France, nous envoyons notre salut le plus chaleureux. Il ne se passera pas longtemps avant qu'ils soient libérés par la révolution prolétarienne.

Robert de Fauconnet, Aimé Pasque, Medeiros, Scalaios, Hans Freund, Isidor Fassner, Erwin Wolf, Ignace Reiss, Rossini, Léon Sedov, Rudolf Klement, Rigal, Schmitt, Boitel, Liber* ! Vos noms sont inscrits sur notre drapeau !

Aux États-Unis, nous saluons tout spécialement les militants du Minnesota qui ont été persécutés par le FBI et condamnés par des tribunaux bourgeois au pénitencier fédéral. A travers toute l'Amérique latine, sous des dictatures sanglantes et archiréactionnaires qui ne survivent que par la vertu du soutien de Washington et de Wall Street, nos camarades sont exilés, purgent de longues peines de prison ou ont été assassinés. Mais loin de s'affaiblir, leurs voix résonnent, réaffirmant la foi inébranlable dans la victoire de notre cause.

De l'Indochine opprimée par l'impérialisme français, nos camarades traqués, emprisonnés, contraints à la clandestinité font cependant entendre leur voix : la voix indomptable des esclaves coloniaux qui continuent de rassembler leur force pour briser les lourdes chaînes de la démocratie impérialiste. En Chine, nos camarades, jusque dans les premières lignes où ils affrontent l'envahisseur japonais, sont poignardés dans le dos par les agents de Tchiang Kai-chek et de Staline. Nos héroïques camarades grecs jetés par dizaines, dans les prisons des îles par

*Rigal (Rigaudias), Schmitt et Liber (Beaufrère) étaient emprisonnés en France, Boitel (J. Bardin) est nommé par erreur. Les autres militants cités sont tombés sur le front en Espagne ou ont été assassinés par la Guépéou.

Metaxas, lèvent haut et ferme, avec une vaillance admirable, le drapeau de la révolution socialiste.

Les camps de concentration et les prisons de l'Allemagne nazie sont remplis de militants dévoués, d'indomptables révolutionnaires trotskystes qui font résolument front aux hommes de main déchainés de Hitler. Nos camarades en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne, au Danemark, en Norvège, en Belgique et en Hollande, souffrent sous la botte de Hitler. Certains d'entre eux ont été enlevés dans les territoires récemment conquis et déportés en Allemagne. Nous ignorons ce qu'ils sont devenus. Nous saluons ces jeunes révolutionnaires inconnus qui, en Russie, tombent sous les balles de la Guépéou en clamant encore « Vive Trotsky ! ».

Ni cette répression, ni ces tortures, ni ces assassinats ne nous arrêteront, car notre tâche est tracée par l'histoire et c'est notre programme invincible de révolution socialiste qui nous détermine et non pas les activités d'une police sadique, la terreur de l'État, si puissant et totalitaire soit-il.

La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale envoie un message de solidarité à tous les militants révolutionnaires jetés dans les prisons bourgeoises, que ce soient les prisons fascistes ou les prisons « démocratiques », ainsi que dans les prisons stalinienne. Elle appelle tous les camarades, tous les sympathisants et tous les prolétaires qui ont une conscience de classe à mettre en pratique leurs sentiments de solidarité avec tous les militants qui sont tombés victimes de la terreur stalinienne et de l'oppression capitaliste. Le salut de la révolution socialiste exige que ces militants si douloureusement éprouvés sentent qu'ils sont soutenus par une solidarité internationale active.

Le sacrifice d'aujourd'hui garantit le triomphe de demain. La révolution prolétarienne, victorieuse sous le drapeau de la IV^e Internationale, vengera les camarades qui sont tombés et arrachera à leurs prisons ceux qui y souffrent.

Résolution sur l'unification de la section britannique

Considérant : que tous les rapports en provenance d'Angleterre indiquent une évolution révolutionnaire accélérée dans le mouvement ouvrier de ce pays ; qu'une large sensibilité trotskyste inorganisée existe déjà au sein de ce mouvement ; qu'en outre la section britannique officielle de la IV^e Internationale, la Militant Labour League (MLL), a notablement progressé grâce à son travail à l'intérieur du Labour Party

britannique ; la conférence extraordinaire de la IV^e Internationale déplore le fait que pas moins de quatre groupes se réclamant de la IV^e Internationale existent en dehors de notre section officielle en Grande-Bretagne et que des efforts considérables et une énergie précieuse soient gaspillés par le maintien de ces organisations et de leurs organes de presse distincts en dehors de la section ; ces énergies et ressources matérielles seraient infiniment précieuses à une section britannique unifiée, en transformant l'influence croissante du trotskysme en Angleterre en une force révolutionnaire puissante, unifiée, organisée.

La conférence appelle la Revolutionary Workers League (RWL), la Workers International League (WIL), la League of Labour Youth (LLY) et tous les autres regroupements se réclamant des idées de Marx, Engels, Lénine et Trotsky à prendre conscience de la nécessité d'une section unique de la IV^e Internationale en Grande-Bretagne et à fusionner avec la Militant Labour League pour former une organisation unique et puissante.

La conférence invite la Militant Labour League à faire aux groupes se réclamant de la IV^e Internationale des concessions organisationnelles qui leur permettent de parvenir à la formation d'une organisation unifiée, sans pour autant abandonner les positions de principes du 1^{er} congrès mondial de la IV^e Internationale ni enfreindre aucune de ses décisions.

La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale salue la naissance prochaine de la section britannique unifiée. Elle salue en elle l'avant-garde de la lutte pour la solution socialiste révolutionnaire à la guerre : le renversement de sa bourgeoisie corrompue et décadente.

Résolution sur la lutte interne dans le Socialist Workers Party

1. La récente scission au sein du Socialist Workers Party (SWP), section officielle de la IV^e Internationale aux États-Unis, a été l'aboutissement d'une tentative opérée par une minorité petite-bourgeoise pour la révision du programme fondamental de la IV^e Internationale sur la défense inconditionnelle de l'Union Soviétique, et du refus de cette minorité de respecter les décisions de la majorité lors du congrès convoqué pour trancher ce litige.

2. En essayant de remettre en cause notre programme sur la question de la défense inconditionnelle de l'URSS sans pour

autant lier son projet de révision à la question de la nature de classe de l'Union soviétique, État ouvrier dégénéré, dont la IV^e Internationale a produit une analyse exhaustive, l'opposition petite-bourgeoise s'est rendue coupable d'une révision fondamentale de la méthodologie marxiste. En ce qui concerne James Burnham, dirigeant idéologique de ce groupe, cette tentative révisionniste a été poussée jusqu'au rejet total des principes de base du socialisme scientifique, tels qu'ils ont été exposés par Marx et Engels et développés ensuite par Lénine et Trotsky.

3. Cette tentative de révision de nos principes fondamentaux a été entamée par l'opposition petite-bourgeoise aussitôt après la signature du pacte Hitler - Staline et s'est accélérée après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, montrant ainsi à l'évidence que la force qui jetait les éléments petits-bourgeois du parti dans l'opposition à la IV^e Internationale n'était autre que la pression de guerre de la démocratie bourgeoise.

4. Non seulement l'opposition petite-bourgeoise a tenté de remettre en cause les principes fondamentaux et l'orientation de la IV^e Internationale, mais elle a aussi tenté de revenir sur les méthodes organisationnelles bolchéviques. L'opposition a participé au congrès d'avril du SWP, reconnaissant ainsi l'autorité et la validité du congrès. Néanmoins, elle a rejeté les décisions de la majorité et, en flagrante violation du centralisme démocratique, a lancé son propre organe de presse qui attaquait publiquement la IV^e Internationale.

Considérant le débat qui avait précédé, mené dans la démocratie la plus totale suivant les meilleures traditions du bolchévisme, et considérant les garanties accordées à la minorité pour se maintenir, avec la possibilité de développer ses positions dans le *Bulletin intérieur* après la clôture du congrès et d'avoir des responsabilités dans toutes les instances de direction, sans considération des positions soutenues par les membres de l'opposition et sans les sanctionner pour leurs infractions antérieures à la discipline du parti, ce reniement des décisions du congrès par les membres de l'opposition et leur départ du parti ne peuvent être interprétés que comme une preuve supplémentaire de la nature petite-bourgeoise de cette opposition.

La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale appuie les mesures de suspension prises par la section américaine de la IV^e Internationale contre tous ceux qui ont violé les décisions du congrès d'avril.

La conférence suggère au Comité national du SWP de fixer un délai précis d'un mois après la publication des décisions de la

conférence au cours duquel les militants suspendus doivent exprimer leur acceptation des décisions du congrès sous peine d'exclusion inconditionnelle du parti.

5. La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale considère la lutte de la majorité prolétarienne du SWP comme une lutte pour la défense du programme de la IV^e Internationale, de ses fondements théoriques marxistes, comme de ses principes d'organisation bolchéviques. La conférence appelle toutes les sections de la IV^e Internationale à se solidariser avec le SWP dans cette lutte.

Correspondance avec le Workers Party

● *Lettre du secrétaire national du Workers Party*

Cher camarade S.,

Par décision du Bureau politique du Workers Party, section de la IV^e Internationale, je suis chargé de vous prier de nous informer de la date, du lieu et de l'ordre du jour de la conférence internationale que le récent congrès du Socialist Workers Party, en collaboration avec les sections canadienne et mexicaine, a décidé de convoquer.

Le Workers Party, en dépit de ses réserves sur la façon dont la conférence a été convoquée, désire envoyer des délégués qui puissent participer à la conférence pour défendre au mieux, de notre point de vue, les intérêts de la IV^e Internationale.

Salutations fraternelles,

signée M.S. [Max Shachtman], secrétaire national.

Mai 1940

● *Lettre de la conférence extraordinaire au Workers Party*

Chers camarades,

En réponse à votre lettre, j'ai été chargé de vous transmettre la résolution suivante, adoptée par la conférence.

Résolution sur la base de représentation

La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale, réunie à l'initiative des sections américaine, mexicaine, et canadienne, se déroule actuellement. Les sections suivantes sont représentées par des délégués mandatés : l'Argentine, la Belgique, le Canada, Cuba, l'Allemagne, le Mexique, Porto Rico, l'Espagne, les États-Unis et le Bulletin de l'Opposition russe.

La conférence a reçu et a examiné la demande du Workers Party de participer à la conférence. Sur ce point la conférence adopte les dispositions suivantes :

1. Le Socialist Workers Party, section américaine de la IV^e Internationale, participe à la conférence avec des représentants mandatés. C'est la seule organisation habilitée à prendre part au vote.

2. Si le Workers Party américain désire participer à la conférence, il peut le faire, à condition de reconnaître l'autorité de la conférence et de s'engager à en accepter les décisions. Sur cette base, le Workers Party est invité à envoyer des délégués fraternels à la conférence.

A la réception d'une déclaration du Workers Party s'engageant à accepter ces conditions, sa délégation sera avisée du jour et du lieu de la prochaine séance de la conférence. Salutations fraternelles.

signé J.S. [J. Stuart], secrétaire de la conférence
extraordinaire de la IV^e Internationale.

Mai 1940

Rapport politique du comité central de la section française

La situation en France

1. L'état d'esprit des masses en France se caractérise par un défaitisme général dans toutes les couches de la population, surtout dans la classe ouvrière. Les restrictions, la misère croissante, la dictature, les mesures répressives : tout cela a contribué à une évolution vers le développement d'une opposition encore inarticulée, primitive mais violente, contre Daladier et son régime.

Déjà, au début de la guerre, nous avons signalé plusieurs mouvements dans les usines, plusieurs mutineries au front. Depuis lors, cet état de choses a pris une ampleur considérable. Seuls les aveugles ne peuvent se rendre compte des explosions qui se préparent. Certes, il ne s'agit pas d'un mouvement qui se développe graduellement, chaque grève s'appuyant sur les précédentes, comme c'était le cas en juin 1936. On peut s'attendre à des mouvements qui éclateront violemment, au milieu du chaos, des soulèvements débouchant sur des défaites partielles et des expériences éprouvantes. Notre tâche, comme la conférence de février l'a souligné, consiste à préparer les cadres pour intervenir dans les mouvements au front et dans les usines.

2. Dans la classe ouvrière, les réformistes se sont retrouvés

très isolés des masses. Ils n'ont réussi à réorganiser que des ombres de syndicats. Dans le Parti socialiste, complètement ébranlé et en pleine déliquescence, des oppositions commencent à se développer. D'autre part, les staliniens, après avoir subi un coup sévère avec le pacte germano-soviétique et la guerre finlandaise, ont regagné une influence considérable, surtout dans les entreprises, parce qu'ils apparaissent comme symbole de l'opposition. Sans aucun doute, il y a beaucoup d'antipathie à leur égard chez les soldats au front (« C'est le pacte germano-soviétique qui a provoqué la guerre »). Il est également certain que l'organisation stalinienne a été profondément désorganisée, surtout en province, mais elle a aujourd'hui derrière elle la sympathie populaire.

Les comités de la IV^e Internationale

3. Les événements ont pratiquement épuré l'avant-garde de tous les regroupements anarchistes et centristes. Parmi ces derniers, le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) s'est tout bonnement désintégré sous la pression de ses propres contradictions, de son manque de préparation technique, de ses illusions pacifistes et démocratiques, qu'il partageait avec la bourgeoisie libérale.

Nous avons en vain essayé de sauver ce parti. Les dirigeants francs-maçons s'opposaient à toute intervention illégale, au moment où la tendance « centre gauche » se faisait arrêter à la première occasion. Aujourd'hui, il ne reste pratiquement rien du PSOP, qui a été reconstitué sous la direction des francs-maçons. Mais, malheureusement, la guerre a pris au dépourvu les membres de la IV^e Internationale, qui étaient engagés dans une crise profonde (les bolcheviks-léninistes étaient divisés en plusieurs groupes). Leurs anciens « dirigeants » étaient profondément démoralisés. Les difficultés ne manquaient pas : la nécessité d'improviser, le manque de moyens matériels, la misère croissante dans le pays, le manque de cadres dû à la mobilisation, les emprisonnements, les défections, la terreur politique, etc.

Outre le manque de cadres, nous avons souffert du caractère hétérogène de notre regroupement : des camarades venaient des jeunesses socialistes ouvrières et paysannes (JSOP), de l'ex-Parti ouvrier internationaliste (POI), de la gauche et du centre du PSOP, de la « vieille génération des Bolcheviks-léninistes », et certains, récemment, du Parti communiste (PCF).

Néanmoins, nous avons réussi à reconstituer une organisation presque égale en nombre à l'ancien POI — sans compter nos

contacts au front —, une organisation jeune mais active et de plus en plus homogène dont le sérieux s'est révélé dans le peu d'activités que nous permet la répression gouvernementale aujourd'hui.

Nos publications paraissent régulièrement, *Le Peuple* admet l'influence croissante des trotskystes. *Syndicats* polémique avec le *Bulletin de la IV^e Internationale* (illégal). De concert avec ses valets, la bourgeoisie nous attaque dans sa presse, à la radio et à la Chambre (discours de Frossard). Dans le même temps, la préfecture de police annonce une « investigation générale dans les cercles trotskystes ».

En ce qui concerne les petits groupes dissidents, nous avons essayé de faire l'unité — surtout pour des raisons de moral. Malheureusement, l'ex-POI* (le plus nombreux) poursuit un cours aventuriste. Quant aux « dirigeants »** de l'ex-POI, ils essaient de justifier leur totale inactivité par la découverte de « divergences » avec nous sur les perspectives, autrement dit en théorisant complètement le scepticisme, le pessimisme et l'abstentionisme. En ce qui les concerne, notre conférence de février a été forcée de préciser notre orientation, nos moyens d'action dans un document paru dans le numéro 6 du *Bulletin de la IV^e Internationale*, ainsi qu'un texte présenté par l'ex-POI. Dans ce document, nous demandons la critique de l'Internationale. Enfin, nous tenons à signaler que dans les deux groupes dissidents (surtout les ex-POI) se développe un courant favorable à notre organisation. Leurs militants les plus actifs diffusent notre matériel, travaillent souvent avec nous et font pression pour l'unité avec les comités de la IV^e Internationale.

La crise dans le Socialist Workers Party (SWP)

Il semble que la crise américaine domine la vie de l'Internationale elle-même. Les camarades américains semblent considérer les problèmes de l'Internationale et même de la guerre du point de vue de la crise dans le SWP. Pour nous, par contre, la crise dans le SWP doit être résolue en fonction de la situation générale ; c'est là la tâche de la IV^e Internationale.

Mais les camarades doivent comprendre que les problèmes discutés aux États-Unis sont aussi discutés dans les autres pays :

* Il s'agit sans doute de l'ex-PCI (Molinier-Frank), groupe très actif au début de la guerre.

** C'est-à-dire l'ancienne majorité du POI (Hic-Rousset) opposée à l'entrisme dans le PSOP qui a été désavouée par les instances de la IV^e Internationale, puis dissoute par le SI, en juin 1939.

les perspectives du capitalisme international et la possibilité d'une évolution vers le capitalisme bureaucratique en particulier, la nature de l'état ouvrier à la lumière des événements présents et la stratégie qui en découle. Ces problèmes sont posés non par la psychologie américaine mais par les événements. On ne peut les résoudre ni par la création de camps de rééducation pour les minoritaires ni par la scission avec la majorité. Une scission en Amérique, surtout sur de tels problèmes, signifierait une catastrophe pour la IV^e Internationale, son discrédit, et sans aucun doute, sa désintégration. Nous ne sommes ni une secte philosophique ni une fraction, mais l'embryon de l'internationale de la révolution.

Il faut régler la crise de façon positive, en éliminant les problèmes personnels et les références à Sapronov, en approfondissant la discussion ouverte par Trotsky dans *l'URSS dans la guerre**, en lui donnant une dimension internationale face à l'avant-garde ouvrière. Les faits trancheront.

C'est pourquoi, indépendamment de la position prise par la majorité de notre Comité central sur la question finlandaise (voir le *Bulletin*, n^o 6) et de la position prise de part et d'autre sur la question russe, nous demandons instamment que, de part et d'autre, l'unité du parti (autrement dit l'unité de l'Internationale) soit préservée. Nous pensons que l'on peut réaliser l'unité sur les bases suivantes :

- poursuite du débat théorique publiquement ;
- droits démocratiques pour la minorité (dans les instances de direction, liberté d'expression, etc.) ;
- respect dans l'action de la discipline majoritaire et du centralisme démocratique.

Au cas où on ne pourrait aboutir à un accord, nous exigeons qu'aucune mesure de scission ne soit prise avant la convocation d'une conférence mondiale dans les six mois.

Pour une conférence mondiale

Même indépendamment de la crise du Socialist Workers Party, une conférence mondiale serait très importante dans la situation actuelle, pour conclure le débat sur les perspectives mondiales, pour y mettre un terme, pour le confronter à la pratique et — étant donné que la situation aura certainement notablement évolué — pour armer l'Internationale pour la lutte à venir.

* « L'URSS dans la guerre », article de Trotsky du 25 septembre 1939, in *Défense du marxisme* (EDI)

Le congrès pourrait jouer un grand rôle dans le regroupement des révolutionnaires. Vous pouvez mieux que nous dire dans quelle mesure on peut organiser un tel congrès en commun ou avec la participation d'autres organisations, telles que les groupes de l'aile gauche du POI*, (en contact avec Oslo). Dans la mesure où la situation semble favorable, on peut laisser un maximum de latitude au comité organisateur pour élargir une partie du congrès et organiser la rencontre avec des représentants des organisations communistes, syndicales, coloniales, etc., prêtes à lutter avec nous contre l'impérialisme.

En tout cas, l'impact international sera sans doute considérable. Nous connaissons fort bien les difficultés immenses à surmonter. Pour ce faire, nous proposons de prendre les mesures nécessaires à une préparation politique et matérielle (six mois, neuf mois, un an si nécessaire).

Conclusions

Outre le problème du SWP, nous faisons donc les propositions suivantes :

1. Soutien effectif des États-Unis aux camarades européens. Nous ne demandons pas qu'on puise une aide matérielle dans le « trésor de guerre de 6 000 dollars », nous demandons que la presse américaine du SWP suive notre lutte et la soutienne.

2. Le Secrétariat international doit rompre avec la routine, organiser activement et sérieusement les contacts, suivre et guider notre combat politique, en chargeant un camarade du SI des relations avec la France.

3. En Europe : pour la mise sur pied d'un comité européen avec votre aide et votre soutien.

4. Congrès mondial : à décider et à préparer**.

Mi-mars 1940

Résolution sur la section française

Ayant pris connaissance du rapport politique et du rapport d'activité présentés par le Comité central des Comités de la IV^e Internationale*** (section française), la conférence extraordinaire de la IV^e Internationale :

* Vraisemblablement du PSOP au lieu du POI.

** L'auteur du rapport est certainement Yvan Craipeau (Gilbert).

*** L'appellation Comité de la IV^e Internationale a été adoptée début septembre 1939 par la tendance entriste dans le PSOP (Rous-Craipeau), seule reconnue par la IV^e Internationale.

1. Salue les camarades français et les assure que le maximum sera fait pour les aider de toutes les manières possibles .

2. Les félicite pour leur travail énergique, poursuivi héroïquement dans des conditions d'illégalité .

3. Considérant la ligne politique développée dans les lettres de Gilbert [Craipeau],

a) condamne la tendance Gilbert du Comité central pour sa position défaitiste vis-à-vis de l'URSS et pour sa tentative de violation de l'orientation du I^{er} congrès mondial de la IV^e Internationale sur ce point* ;

b) félicite la tendance Gilbert pour sa loyauté organisationnelle envers la IV^e Internationale, telle qu'elle s'exprime dans les commentaires de Gilbert concernant les luttes de fractions au sein du Socialist Workers Party américain ;

c) informe la section française que les garanties démocratiques proposées dans leur rapport politique pour résoudre le conflit ont été remplies par le congrès du SWP qui a conclu un débat de sept mois, et furent rejetées par les scissionnistes de la minorité Shachtman-Burnham ;

d) invite la tendance Gilbert à se dissocier publiquement des scissionnistes du SWP .

4. Informe la section française des conditions du déroulement de la conférence extraordinaire de la IV^e Internationale et l'informe en outre que, jusqu'au moment où il sera possible de tenir un congrès plénier de la IV^e Internationale, les décisions du premier congrès, confirmées par cette conférence extraordinaire, engagent toutes les sections .

5. Rappelle à la section française que la minorité américaine, qui avait le soutien total de Gilbert en ce qui concerne sa position défaitiste sur l'URSS a remis en cause toute la conception politique marxiste et s'est révélée comme une tendance centriste et avertit la section française que persister dans l'orientation développée dans la lettre de Gilbert ne peut aboutir qu'au même marais centriste .

La situation en Espagne et les tâches des bolcheviks-léninistes

Depuis la déclaration de guerre, le travail politique des bolcheviks espagnols s'est trouvé presque totalement suspendu.

* Gilbert (Craipeau) avait présenté au deuxième congrès du POI de novembre 1937 un contre-rapport : « La IV^e Internationale et la contre-révolution russe » que Trotsky réfute dans un article du 4 novembre 1937 (cf. *Défense du marxisme* pp. 73 et 311, EDI).

Tous nos camarades sont éparpillés dans les camps de concentration et les brigades de travail, et très peu travaillent en liberté. Les possibilités de contact politique entre eux sont très rares. Chaque groupe doit travailler de façon indépendante et discuter seul les problèmes qui se posent. Selon des comptes rendus récents, nos camarades, dans différents camps, ont rédigé des bulletins manuscrits contenant des matériaux de discussion sur la guerre et sur le POUM. Le problème de la nature de l'État soviétique et de la défense de l'URSS a également été discuté, partout où les conditions l'ont permis. Les comptes rendus mentionnent des résolutions en faveur du point de vue de la IV^e Internationale.

En dépit de ces conditions forcées de dispersion politique, nos camarades maintiennent entre eux un contact personnel permanent et, chaque fois que quelques bolcheviks-léninistes parviennent à se réunir, leur immédiate constitution en groupe politique leur donne la supériorité sur toute autre formation politique encore existante (POUM, anarchistes, socialistes). Cela nous a permis de gagner au moins quelques militants sur le POUM. Le contact entre les camarades espagnols et français est assuré par un de nos militants qui agit en tant que centre de direction et de coordination.

Ce n'est certainement pas là un bilan important, mais il démontre au moins l'homogénéité politique et l'esprit militant de nos camarades. Le POUM, avec des moyens économiques et un nombre beaucoup plus élevé de militants, n'a pas été capable de faire mieux. Ses militants ont été complètement abandonnés et certains ne parviennent pas à maintenir des relations amicales. Quant à ce parti, peu après la déclaration de guerre, il a adhéré au JARE, organisation d'Indalecio Prieto, sous le prétexte d'aide aux réfugiés, ce qui n'est évidemment qu'une couverture. Il soutient effectivement l'impérialisme anglo-français. On ne connaît aucune déclaration officielle du POUM sur la guerre. Toutes les informations qui nous arrivent de nos camarades sont d'accord sur l'existence dans ce parti d'une tendance qui tend à considérer que le rétablissement de la monarchie en Espagne serait un fait positif. Comme chez les socialistes et les républicains, une telle tendance va dans le sens d'un soutien aux impérialismes alliés qui pourraient gagner à une restauration. Ainsi, sinon par ses déclarations, du moins par ses silences, le POUM est très loin d'avoir adopté une position internationaliste. La présence de Gorkin au congrès du parti socialiste américain accentue encore sa tendance en direction de l'impérialisme démocratique.

En réalité, toutes les tendances politiques sont inexistantes parmi les réfugiés vivant en France. En échange du droit d'asile, les dirigeants socialistes et anarchistes paient la France de leur soutien, en considération duquel ils deviennent la chose du gouvernement français. Pour ce qui concerne la base, les meilleurs combattants qui, dans leur majorité, sont encore en France, ont été totalement abandonnés, ce qui les pousse à louer leurs services aux « démocraties » dans des brigades de travail forcé. Une partie des dirigeants anarchistes, parmi lesquels les anciens chefs militaires, García Oliver et Santillan, essaient de constituer un parti politique avec tous les caractères des vieux partis réformistes. L'opposition rencontrée dans leurs propres rangs a retardé cette entreprise. Mais les anarchistes espagnols vont indubitablement vers une scission d'envergure, à l'occasion de laquelle je considère comme possible de gagner à notre tendance d'excellents militants révolutionnaires. D'un côté, il y aura la base ouvrière et révolutionnaire de la CNT. Les préjugés apolitiques que l'on trouve chez eux sont empreints d'un esprit profondément révolutionnaire, et le bilan qu'ils dressent instinctivement des événements espagnols n'est pas dans l'ensemble favorable aux principes anarchistes. Au Mexique, à Saint-Domingue et en France, nous avons des contacts avec des ouvriers anarchistes qui considèrent nos activités avec la plus grande sympathie, prennent intérêt aux discussions avec nous et commencent à tirer des conclusions révolutionnaires *politiques* de leurs réflexions sur l'expérience espagnole. Je juge important de mentionner mon expérience personnelle, à Mexico, avec un dirigeant de la jeunesse anarchiste avec qui j'avais discuté souvent à Barcelone après les journées de mai. Ses premiers mots, en me reconnaissant dans l'un des locaux de réfugiés de Mexico, furent pour évoquer notre discussion en Espagne : « J'ai souvent pensé à ce que tu m'as dit alors et je considère que tu avais raison », telles ont été ses paroles. Les principes anarchistes ont perdu de leur emprise sur ces camarades. Leur entrée dans le camp bolchévique n'est qu'une question de temps et de bon travail de notre part. Je considère qu'il existe une perspective sérieuse de gagner un nombre considérable d'ouvriers anarchistes dans l'émigration.

En Espagne même, on a commencé à rétablir les contacts. Nous avons déjà des liaisons à Madrid et Barcelone, par exemple, avec des camarades qui ont été emprisonnés ou détenus dans les camps de concentration de Franco. A Madrid, tous les camarades qui n'ont pas été arrêtés ont repris leur activité. Ils ont des contacts avec les anarchistes et discutent avec

eux, mais leur situation est très précaire. Étant connus, dans leur majorité, ils sont obligés de vivre sous de fausses identités et ne peuvent trouver de travail. A Barcelone, un jeune camarade risque d'être condamné à mort. Il est d'origine paysanne, avec d'excellentes qualifications politiques. Selon les informations données par le camarade Carlini, qui a vécu pendant huit mois à Barcelone sous le régime de Franco, la démoralisation du prolétariat est grande, encore accentuée par ses terribles conditions de vie, pires que pendant la guerre. Mais l'état d'esprit dominant est celui d'une hostilité passive au régime, et, dans certaines régions comme les Asturies et l'Andalousie, d'une hostilité active. Cette hostilité passive s'étend même à certains éléments de la petite bourgeoisie rurale et urbaine. La preuve en est donnée par le fait que le camarade Carlini ait pu faire le voyage de Barcelone à la frontière française, à pied, sans argent, en demandant aux paysans l'hospitalité et des indications qui lui permettent d'échapper à la vigilance de la garde civile.

Dans les montagnes des provinces d'Andalousie et des Asturies existent encore de nombreux groupes armés hostiles à la garde civile qui conduisent d'audacieuses opérations contre les détachements fascistes. J'ai vu de mes yeux une proclamation des autorités franquistes adressée aux « fugitifs dans les montagnes », les appelant à se rendre et à avoir confiance dans « la clémence du Caudillo ». Il semble évident que dans certains petits villages tous les hommes valides sont dans les montagnes et que les autorités sont impuissantes à briser la solidarité des villes.

Bien que le régime de Franco se heurte à d'autres difficultés supplémentaires qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer ici, cela ne signifie pas qu'on doive s'attendre à sa chute prochaine. Il est possible que l'évolution de la guerre européenne amène le rétablissement de la monarchie, mais dans cette éventualité, comme dans celle de la consolidation du système de la Phalange espagnole, tout nous permet d'espérer que le prolétariat espagnol sera capable de maintenir contre le fascisme un fort mouvement illégal. Et, pour notre part, nous devons diriger toutes nos forces vers la création de noyaux illégaux actifs de la IV^e Internationale.

Nous disposons des facteurs fondamentaux pour y parvenir. Quelques militants capables sont restés en Espagne : il y a dans l'émigration d'excellents camarades. En outre, les secteurs anarchiste, socialiste et même stalinien sont suffisamment accessibles à un travail critique constructif. La première étape, qui consiste à réunir à Mexico les principaux camarades, est en

voie de réalisation. C'est de nous, et de la solidarité de l'organisation internationale, que dépend la réalisation victorieuse des étapes suivantes. Il faut créer un fort mouvement bolchévique-léniniste parmi les émigrés et trouver les voies pour pénétrer en Espagne. Nous avons besoin, à titre de minimum immédiat, d'une aide matérielle qui nous permette d'assurer régulièrement la publication de notre hebdomadaire. Nous prenons le reste sur nous, y compris notre propre subsistance économique.

Il serait erroné de sous-estimer le travail espagnol du fait de la liquidation de la révolution espagnole. L'esprit révolutionnaire du prolétariat vit et l'Espagne sera le pays dans lequel la lutte révolutionnaire illégale acquerra la plus grande intensité. D'un autre côté, une organisation ne se constitue pas hâtivement à la veille de la révolution, mais seulement à l'issue d'une longue période de luttes et d'expériences victorieuses. Nous voulons rétablir, et nous rétablirons en Espagne la tradition de la lutte révolutionnaire illégale du bolchévisme. Le prolétariat espagnol saisira la première occasion qui se présentera à lui pour briser le joug de Franco. Nous devons être prêts et nous avons besoin pour cela de l'aide de l'organisation internationale.

G. Munis, section espagnole de la IV^e Internationale,
New York, 27 avril 1940.

Rapport d'organisation des communistes internationalistes d'Allemagne (IKD)

Le déclenchement de la guerre a rendu plus difficile une étroite collaboration des groupes et des membres du Comité central de l'IKD (communistes internationalistes d'Allemagne), qui se sont réfugiés dans des pays différents. Une réorganisation s'imposait. La direction organisationnelle et administrative a été transférée à New York. Le rapport qui suit a pour objet de donner des informations concernant les relations avec les différents groupes et leur position par rapport à la lutte fractionnelle aux États-Unis qui a rendu nécessaire la tenue de cette conférence extraordinaire.

Les vingt camarades en France ont tous été internés. Parmi eux, J. [Johre] membre du CC, a pris position contre Shachtman.

Le groupe d'Anvers, en Belgique, a jusqu'à ces derniers temps très bien fonctionné. La gestion et la réalisation de *Unser Wort* lui avait été confiée, mais il a dû renoncer à cette responsabilité

après l'arrestation de H. Les membres du groupe ont adopté une résolution majoritaire contre la résolution Held (d'Oslo) dont ils ont eu connaissance. D'autres camarades en Belgique et en Hollande sont en contact étroit avec le groupe d'Anvers. On compte quinze camarades en tout.

Le groupe de Londres comptait jusqu'ici quatre personnes, mais a annoncé récemment le recrutement d'un nouveau contingent de jeunes camarades. Le camarade M., qui correspond avec nous au nom du groupe, s'est prononcé contre la minorité américaine.

Les groupes de Scandinavie, de Copenhague, de Stockholm, etc., sont en contact étroit et suivi avec Oslo. H., membre du CC, est à présent en sécurité. Le groupe d'Oslo est le seul dans l'IKD qui, tout en conservant la position de défense inconditionnelle de l'URSS, ait adopté une position sur la guerre russo-finlandaise comparable jusqu'à un certain point à celle de Shachtman. Cependant, Held, par courrier, s'est vigoureusement opposé à toute scission dans le Socialist Workers Party à cause de ces divergences et se prononce pour « l'unité avec la fraction Cannon ».

Il y a encore d'autres groupes en Argentine, en Bolivie et au Mexique. Seul ce dernier a pris position sur la lutte fractionnelle aux États-Unis, en se rangeant aux côtés de la majorité. Nos camarades en Suisse y travaillent avec la section suisse. A New York, le groupe a recruté un certain nombre de jeunes avec lesquels une intervention systématique dans d'autres groupes d'émigrés a été entamée. La majorité de ce groupe est pour la position de la majorité américaine.

La publication de *Unser Wort*, organe bimensuel, est assurée. *Unser Wort* ainsi que la publication de la brochure de H. David sur la guerre ont beaucoup augmenté notre influence aux États-Unis. Les victoires des nazis en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Scandinavie et dans les opérations en cours en Belgique et en Hollande ainsi que la censure très stricte en France et dans les colonies anglaises ont évidemment restreint considérablement la diffusion de *Unser Wort* en Europe, mais n'ont pas réussi à empêcher le journal de parvenir dans ces pays.

Nous espérons que nos amis des pays occupés par les nazis réussiront à surmonter la difficile situation actuelle. Il faut déplorer que le Secours International n'ait pas fait preuve de la compréhension et de l'énergie nécessaires pour aider nos camarades, qui sont tous des militants éprouvés, à échapper à cette dangereuse situation.

Au moment de la prise du pouvoir par le fascisme, la section

allemande comptait 1 000 membres*. Seuls 50 d'entre eux ont émigré. En Allemagne même, il y avait au début un contact étroit entre les groupes et la direction à l'étranger. En dépit des conditions d'illégalité, *Unser Wort* y était assez largement diffusé. Mais depuis plusieurs années maintenant, les relations normales avec nos camarades en Allemagne ainsi qu'entre les groupes sont rompues. Il faut estimer que la moitié des militants sont partis. Au moins 150 sont arrêtés.

D'autres, nous avons reçu des informations, jusqu'au moment du déclenchement de la guerre, prouvant qu'ils sont loin d'abandonner la lutte et qu'ils se préparent pour l'insurrection à venir. Nous tenons même d'un camarade que, sur son lieu de travail, il a organisé un groupe avec plusieurs anciens membres du KPD (stalinien). On peut présumer que d'autres camarades ont des contacts de ce genre.

En complément, voici un intéressant extrait d'une lettre que nous avons reçue le mois dernier d'un membre de l'IKD : « J'ai reçu récemment un rapport assez détaillé de chez moi, dans le Rhin. D'après ce compte rendu, un sentiment de découragement extrême envahit toutes les couches de la population. La guerre des nerfs semble atteindre de plus en plus les Allemands eux-mêmes. En voici un signe extraordinairement intéressant : les églises, catholiques et protestantes, connaissent une telle affluence tous les dimanches qu'elles refusent du monde, tandis que l'assistance est plutôt maigre aux réunions et manifestations nazies. Par l'entremise d'une camarade à S., qui vient de purger une peine d'emprisonnement de trois ans, nous avons encore une fois rétabli les contacts avec un certain nombre de camarades dans les prisons, surtout à X. et Y. Nos amis demeurent, comme avant, fermement à nos côtés, et ont même gagné de nouveaux amis dans les prisons. »

Le mouvement de la IV^e Internationale en Amérique latine

Rapport devant la conférence extraordinaire de la IV^e Internationale, présenté par la commission Amérique latine.

Nous sommes obligés de limiter notre rapport à des observations générales sur les différentes sections et organisations en Amérique latine pour les raisons suivantes :

1. Les informations dont nous disposons sont d'ordre général et limité ; nous n'avons pas d'informations détaillées sur la force des organisations des divers groupes et sections.

* Ce chiffre semble grossi, la moitié serait plus proche de la réalité.

2. Le mouvement est en cours de cristallisation politique et d'organisation. Cette situation reflète celle du mouvement ouvrier en Amérique latine caractérisée dans l'ensemble, par un processus d'évolution politique et d'organisation. Pour cette raison, nous jugeons préférable de nous dispenser, du moins pour le moment, d'une appréciation politique des groupes et des sections, car il serait prématuré d'émettre une opinion bien arrêtée sur une question aussi importante.

3. Étant donné la nature de la représentation à cette conférence de notre mouvement en Amérique latine, nous n'avons pas les moyens de débattre des problèmes politiques et d'organisation de ces pays.

4. Dans plusieurs pays, que nous allons citer, deux groupes ou davantage se réclament de la IV^e Internationale, avec des divergences politiques qui n'apparaissent pas encore clairement. La Commission Amérique latine (CAL) s'est fixé comme perspective l'unification de ces groupes en une seule organisation. C'est pourquoi, étant donné la situation, toute appréciation catégorique sur la nature politique des groupes de ces pays pourrait se révéler nuisible aux intérêts de la IV^e Internationale.

Le Brésil

Le mouvement pour la IV^e Internationale du Brésil est un des plus anciens du continent ; il a été organisé vers 1930-1931. Depuis sa formation, il a traversé un certain nombre de crises. Politiquement, il a été parmi les plus actifs, mais, faute d'une direction politique ferme et stable, sa vie politique est troublée et se traduit, bien souvent, par une crise organisationnelle. Le « tournant français » (de 1934) a entraîné sa désagrégation complète, et il a mis longtemps à se réorganiser. A présent, d'après les informations dont nous disposons, la section brésilienne soutient la position de ceux qui ont quitté le Socialist Workers Party (SWP). Elle s'est constituée sous le nom de Parti socialiste révolutionnaire (PSR). En nous fondant sur un rapport du camarade Smith, on estime ses effectifs à environ 50 militants. Nous n'avons aucune relation directe avec elle car Lebrun, leur représentant, qui a quitté la IV^e Internationale, a refusé obstinément de nous donner son adresse.

L'Argentine

En Argentine, le mouvement pour la IV^e Internationale est né vers 1930. Aujourd'hui, nous avons à peu près trois groupes, qui appartiennent tous à la IV^e Internationale : le Groupe ouvrier

révolutionnaire, la Ligue socialiste révolutionnaire (tous deux à Buenos Aires) et la Ligue marxiste (à Cordoba).

Le Groupe ouvrier révolutionnaire (GOR) a été formé il y a peu de temps, par les camarades Fossa et Quebracho. Il publie un journal qui s'appelle *la Nueva Internacional*. Le camarade Quebracho a publié plusieurs brochures : *Que Quiere la Cuarta Internacional ; la Revolucion Mundial y la Traicion Stalinista ; Centrismo, Oportunismo, y Bolchevismo ; Nuestras Perspectivas Politicas*, etc. Ce groupe a traversé récemment une crise, mais nous ignorons pour l'instant la nature de cette crise.

La Ligue socialiste révolutionnaire s'est formée très récemment ; elle est issue de la fusion des groupes Nueva Etapa et Inicial. La base politique de cette fusion nous est inconnue. Ces deux groupes existaient depuis huit ou neuf ans. Vers 1933, ils avaient réuni leurs forces dans une seule organisation ; mais cette unification n'avait pas duré longtemps. Leur journal s'appelle *Inicial*.

La Ligue marxiste de Cordoba est composée de dix camarades environ. Nous n'avons pas eu de leurs nouvelles depuis longtemps. Ils n'ont pas d'organe officiel.

La commission Amérique latine (CAL) a essayé d'unir tous ces groupes en une seule organisation ; mais jusqu'ici, ses tentatives ont échoué. Au début, les divergences entre eux étaient assez mineures et surtout d'ordre personnel. Mais, maintenant, il semble que les divergences prennent une tournure politique. Dans le numéro 7 de *Inicial*, est paru un article de fond sur la nature de la révolution en Argentine, qui essayait de démontrer qu'elle sera nécessairement de nature exclusivement socialiste. Récemment, le GOR a envoyé une lettre à la CAL demandant à être reconnu comme section argentine de la IV^e Internationale. La commission a décidé de ne pas trancher cette question avant une étude plus poussée de l'évolution politique des divers groupes. Le groupe Inicial a posé l'exclusion du camarade Quebracho comme condition à l'unification avec le GOR. La CAL leur a envoyé un texte exprimant sa désapprobation de cet ultimatum. L'article sur le programme paru dans *Inicial* modifie quelque peu la situation à notre avis. Nous sommes face à une situation où les divergences prennent un tour politique, et par conséquent il nous sera beaucoup plus facile de décider lequel des groupes exprime les idées de la IV^e Internationale.

Le Chili

Dans ce pays, nous avons deux groupes membres de la IV^e Internationale : le Parti ouvrier révolutionnaire (POR) et le

Groupe internationaliste ouvrier (GIO). Un nouveau mouvement est apparu : le Parti socialiste révolutionnaire (PSR) qui a récemment fait scission avec le Parti socialiste et a pris position pour la IV^e Internationale.

Le POR est composé surtout de camarades qui appartenaient à l'ex-Izquierda comunista. Ils publient périodiquement *Alianza Obrera*. Récemment, ils ont tenu avec succès des réunions à Santiago sur la question de la guerre. Leur position sur la nature de l'URSS ne nous est pas encore connue. Leur organe de presse public ne laisse pas supposer qu'ils ont adopté une position contraire à la position officielle de la IV^e Internationale. Nous n'avons pas eu de leurs nouvelles depuis quelques mois.

Le GIO est aussi issu de l'ex-Izquierda comunista. Il n'a pas d'organe public officiel ou régulier, mais il a publié plusieurs bulletins et d'autre matériel. Il semble qu'il ait obtenu de bons résultats dans son travail au sein du Parti socialiste et de la jeunesse. D'après le rapport du camarade Fermin Olea, membre du PSR, le GIO, fait partie d'un comité qui s'attache à unifier toutes les forces se réclamant de la IV^e Internationale en une seule organisation.

Avec le PSR, nous n'avons pas encore instauré des relations officielles. La CAL, après avoir entendu le rapport du camarade Fermin Olea, a décidé de lui envoyer une lettre pour établir des contacts officiels et a décidé aussi de l'inviter à envoyer une délégation fraternelle à la conférence.

Au Chili comme en Argentine, la CAL s'est fixé pour objectif l'unification des groupes en une seule organisation. Il faut noter qu'au Chili, dès le départ, les oppositions avaient une base politique. Le GIO manifestait une tendance opportuniste sur certaines questions politiques, tandis que le POR manifestait une tendance complètement opposée : manque de souplesse dans l'approche des problèmes d'ordre pratique. Il est encore difficile de déterminer si ces traits politiques ont un fondement théorique ou s'ils sont fortuits et relèvent d'un processus de construction politique et d'organisation. Le GIO est pour l'unification, mais le POR est contre. Il justifie sa position par un refus de frayer avec des centristes. Récemment, le POR a écrit à la commission pour demander à être reconnu comme section officielle de la IV^e Internationale au Chili et à rompre les relations avec le GIO. Nous avons repoussé cette proposition en arguant qu'il serait incorrect d'exclure un groupe de révolutionnaires des rangs de la IV^e Internationale à partir d'attitudes politiques floues et mal définies. Nous avons conseillé d'abandonner cette hostilité

envers le GIO au profit de rapports fraternels. Nous ne connaissons pas encore la réaction à cette heure.

L'Uruguay

Notre mouvement en Uruguay est extrêmement faible. Il y a aujourd'hui deux groupes, tous deux se réclamant de la IV^e Internationale. Récemment encore ces deux groupes étaient unis en une seule organisation. D'après les informations que nous avons reçues, la scission n'avait pas de base politique. Ces groupes s'appellent Ligue bolchévique-léniniste (LBL) et Groupe ouvrier révolutionnaire (GOR). Le GOR publie une revue qui ne paraît pas régulièrement : *Contra la Corriente*. Son premier numéro comportait un éditorial très confus sur la question russo-finlandaise. De façon générale, cette revue est politiquement médiocre. La LBL n'a pas d'organe officiel, mais a publié plusieurs déclarations sur le problème de la guerre. D'après les informations que nous avons reçues, les camarades qui composent le GOR sont les responsables de la scission. Nous tenons cette information du secrétaire de la LBL. Nous n'avons pas encore la version du GOR. La CAL a écrit au GOR pour lui demander des éclaircissements.

La Bolivie

Le mouvement pour la IV^e Internationale en Bolivie est né vers 1934, sous le nom de Parti ouvrier révolutionnaire (POR). Dès le départ, c'était une organisation politiquement confuse, si bien qu'elle a traversé une série de crises. Un de ses dirigeants, Tristan Marof, le type même du radical petit-bourgeois qui utilise la phraséologie socialiste, a trahi et déserté le mouvement, bien qu'il continue à se réclamer de la IV^e Internationale. Il tente sans relâche de former un nouveau parti socialiste. Il a collaboré avec la dictature semi-fasciste de Busch, discréditant ainsi notre mouvement en Bolivie. Afin de mieux saisir la signification réelle de la crise qu'a traversée notre section bolivienne, il faut avoir à l'esprit que Tristan Marof est un personnage qui a un passé révolutionnaire et qui est de ce fait populaire dans certains secteurs des forces anti-impérialistes. Les militants révolutionnaires qui sont restés fidèles au socialisme révolutionnaire sont en train d'essayer de réorganiser leurs forces sous le drapeau du POR et de la IV^e Internationale. Récemment, ils nous ont demandé officiellement leur affiliation. D'après les documents rédigés sous forme de thèses que nous avons reçus, nous estimons que leur ligne peut être définie comme révolutionnaire quoique faible par bien des aspects. Bien évidemment,

il nous faut tenir compte du fait que notre courant non seulement en Bolivie, mais aussi dans la plupart des autres pays latino-américains, est en plein processus de constitution. Notre section bolivienne n'a pas encore d'organe officiel.

Cuba

Le Parti bolchevik-léniniste de Cuba est l'une des plus anciennes sections du continent latino-américain. Il s'est formé vers 1932. Son noyau initial est venu à notre mouvement à la suite d'une scission avec le Parti communiste cubain. Beaucoup de dirigeants de la première période ont déserté notre courant et rejoint les rangs de la petite-bourgeoisie. Au départ, ils avaient une certaine influence et même un rôle de direction dans certains syndicats, mais ces dernières années, en raison de la situation dans le pays et du départ de certains de leurs dirigeants, les liens avec les mouvements prolétariens se sont relâchés, ce qui a entraîné certaines difficultés internes. D'après les dernières informations, notre section cubaine a pris des mesures exceptionnelles pour résoudre ces difficultés. Il a été mis sur pied un Comité exécutif provisoire, composé des anciens membres du Comité exécutif national et des militants les plus actifs de La Havane. Ce comité a pour tâche d'organiser la préparation d'une conférence nationale. La Commission Amérique latine a aidé notre section cubaine en conseillant aux camarades de Santiago de Cuba, qui lui avaient écrit pour demander son intervention, de ne prendre aucune mesure qui puisse mettre en péril l'unité du parti. D'après les dernières nouvelles, ils s'attachent à pénétrer dans le mouvement syndical et à rompre leur isolement. Depuis leur constitution, ils ont publié plusieurs journaux et brochures. En raison de leur situation financière très difficile, ils sont aujourd'hui dans l'impossibilité de publier un organe régulier. Ils ont sorti un long manifeste sur la question de la guerre et plusieurs autres traitant des problèmes du mouvement révolutionnaire.

Le Mexique

Notre section mexicaine est aussi l'une des plus anciennes du continent américain ; elle s'est formée vers 1930. A cause du manque de cadres politiques dirigeants, elle a traversé plusieurs crises. Récemment, elle a connu une crise interne qui a abouti au départ des groupes Galicia et Carvajal qui ont quitté notre section suivis du peintre Diego Rivera, qui a abandonné le mouvement révolutionnaire pour entrer dans la politique

bourgeoise. Notre section mexicaine, avec la coopération de la CAL a réorganisé ses forces sous le nom de Parti ouvrier internationaliste (POI) qui compte environ trente camarades à Mexico et a des contacts dans certaines villes de province. Le POI publie une revue théorique, *Clave*, et, irrégulièrement, *Lucha Obrera*, organe d'agitation. Ses liens avec le mouvement syndical sont faibles. C'est l'une des sections les plus actives des pays latino-américains.

Porto Rico

Notre section portoricaine s'est formée vers 1933 sous le nom de Parti communiste indépendant (PCI). Son principal dirigeant, Vergne Ortiz, était l'organisateur du Parti communiste local. C'est un groupe numériquement faible, en raison d'extrêmes difficultés financières et de la situation et de l'état du mouvement ouvrier. Elle publie irrégulièrement *Chispa* et des brochures. Étant donné les difficultés pécuniaires qui entravent le travail de nos camarades à Porto Rico, et parce qu'il s'agit d'une possession coloniale de l'impérialisme américain, nous estimons que notre section des États-Unis devrait accorder plus d'attention qu'elle ne l'a fait jusqu'ici aux besoins et aux problèmes de ces camarades.

Petits groupes et contacts dans d'autres pays

A Cali, en Colombie, nous avons depuis plusieurs années un petit groupe de camarades qui ne comptent aucun élément dirigeant parmi eux. Ce groupe est très faible politiquement. A Panama, nous avons aussi un petit groupe, mais il a disparu en tant que force organisée et aujourd'hui nous ne sommes en contact qu'avec un seul camarade. Au Pérou, d'après un rapport paru dans une revue argentine, *Claridad*, il y a un groupe qui soutient la IV^e Internationale, mais nous n'avons pu, jusqu'ici, entrer en relation avec lui. Il y a aussi des camarades de la IV^e Internationale dans certains pays d'Amérique centrale.

Les divers centres, qui ont été créés directement sous différents noms et formes par la IV^e Internationale et par notre section nord-américaine, étaient d'une nature telle qu'ils ne pouvaient faire face aux exigences et aux nécessités. Dans l'ensemble, tous ont été incapables de fonctionner comme des instances de gestion et de coordination, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils ont joué un rôle de centres politiques.

Jusqu'à présent nous n'avons pu normaliser ni stabiliser la

CAL, surtout parce que les forces nécessaires nous manquaient pour pouvoir participer à ce travail particulier. Depuis le congrès mondial de la IV^e Internationale, l'existence et le travail de la commission ont traversé un grand nombre de difficultés qui ont inévitablement affecté le travail de la IV^e Internationale dans les pays latino-américains. Avant ce congrès, après une réorganisation des forces de la CAL, nous avons réussi à établir des relations avec toutes les forces de l'Internationale en Amérique latine et pris des mesures pour coordonner ses activités ; mais à la suite de la décision du congrès de faire venir Lebrun aux États-Unis et de le charger du travail dans les pays latino-américains, le travail déjà accompli a été mis sens dessus-dessous et désorganisé. Au cours des six à sept mois pendant lesquels il fut le secrétaire de la CAL, il a fait preuve d'une inefficacité lamentable. Sa carence administrative est allée jusqu'à cesser pratiquement toute relation avec les sections et groupes d'Amérique latine et paralyser la vie de la CAL. Les lettres ne recevaient pas de réponse ; les réunions de la commission étaient convoquées non pas en fonction des problèmes qui surgissaient, mais suivant son bon plaisir. Depuis qu'il a été déchargé de ses fonctions, nous avons pu renouer les relations et normaliser jusqu'à un certain point la vie et le travail de la CAL. A ce sujet il convient de dire que la controverse sur la question de l'URSS a eu des répercussions sur la commission. Sur les cinq membres qui la composaient, deux, Lebrun et Montanez, ont déserté les rangs de la IV^e Internationale. Il faut aussi noter que, en ce qui concerne notre travail de coordination des relations et des activités de la IV^e Internationale dans les pays d'Amérique latine, la CAL n'a pas reçu le concours nécessaire de la part de nos groupes et sections sur le continent, surtout pour les raisons mentionnées : le fait que notre mouvement est en voie de constitution et que la CAL elle-même est faible, dans l'incapacité jusqu'ici de jouer le rôle d'un véritable centre dirigeant. La situation est parfaitement reflétée dans le *Boletín de informacion*, organe officiel de la CAL. Le bulletin n'a pu paraître régulièrement, et n'était pas en état de prendre en charge l'exposé des problèmes politiques et d'organisation auxquels est confronté le mouvement révolutionnaire en Amérique latine. En l'espace de plus d'un an, sept numéros seulement sont parus.

En résumé, nous proposons les mesures suivantes :

1. Il faudrait créer une CAL provisoire réorganisée, ayant pour tâche de préparer les conditions politiques et organisationnelles pour une conférence latino-américaine, avec pour

objectif la rédaction des documents programmatiques de la IV^e Internationale sur la nature des problèmes spécifiques du mouvement révolutionnaire en Amérique latine, et la création des instances dirigeantes qui s'imposent.

2. Étant donné que nous manquons des forces indispensables pour mener à bien les tâches de la CAL provisoire, nous estimons nécessaire de faire un effort pour faire venir un camarade d'Amérique latine afin de renforcer ce centre et de promouvoir ainsi une direction continentale.

3. Dans cette tâche, nous estimons que notre section d'Amérique du Nord qui est la plus forte sur le plan politique et de l'organisation, devrait à l'avenir consacrer plus d'attention au travail et aux problèmes de la IV^e Internationale dans les pays d'Amérique latine.

4. Il faudrait régulariser la vie du *Boletín de informacion*. Aujourd'hui plus que jamais, compte tenu de la crise de la guerre et de l'évolution générale de nos forces sur le continent, un tel organe est absolument indispensable.

Colay, Gonzales, mai 1940.

P.S. Après avoir rédigé ce rapport, nous avons eu des nouvelles du Chili : le Grupo internacionalista obrero, le Partido socialista revolucionario et l'Izquierda revolucionario socialista, ces deux dernières organisations s'étant récemment séparées du Parti socialiste, ont réuni leurs forces en une seule organisation sous le nom de Partido obrero internacionalista et demandent leur admission à la IV^e Internationale. Ils nous informent aussi que le Partido obrero revolucionario mène des négociations pour rejoindre ce parti.

La section canadienne et la guerre

Rapport d'organisation

Au nom de la Socialist Workers League (SWL), section canadienne de la IV^e Internationale, nous saluons chaleureusement la conférence extraordinaire de la IV^e Internationale et, dans l'esprit de la solidarité ouvrière révolutionnaire, nous saluons les représentants rassemblés de nos autres sections.

Huit mois de guerre pour le Canada — seul pays américain activement engagé dans la seconde guerre impérialiste — n'ont pas à ce jour réussi à réveiller la ferveur patriotique du peuple canadien. S'il serait trop optimiste de dire que l'hostilité à la guerre est déjà largement répandue, on peut dire pour le moins

qu'il règne une extrême indifférence à la guerre. A cet égard la guerre actuelle commence là où la dernière s'est arrêtée ; voilà qui est très important pour nous.

La réalité du conflit a eu un effet immédiat sur notre organisation. Nous nous sommes retrouvés, soudain, le seul groupe politique opposé à la guerre. Les divers degrés d'opposition exprimés par les autres groupes n'y changent rien.

La SWL a maintenu ses cadres, elle a fonctionné effectivement, même dans des conditions d'illégalité et de répression accrue, et elle est restée fidèle au programme bolchévique-léniniste de la IV^e Internationale, sans se laisser impressionner par la petite bourgeoisie qui réclamait à cor et à cri une révision du marxisme. En dépit de nos forces limitées, nous sommes pleinement conscients de la nécessité de remplir notre mandat en rompant notre isolement et en dépassant notre rôle actuel de propagandistes. Nous nous efforçons de toucher les couches les plus profondes des ouvriers et des paysans pour être en position de prendre demain la direction dans l'inéluctable tourmente, quand les masses opéreront un tournant à 180 degrés pour passer de la morne apathie à l'opposition à la guerre et au régime qui en est responsable. Il n'est pas exclu, il est même plus que probable que l'intensification actuelle des combats au-delà des mers, qui marque le véritable début de la guerre et sa continuation pour de bon, s'accompagnera d'un redoublement du patriotisme et d'une répression plus âpre. Mais ce ne sera là qu'une phase. Pour faciliter une évolution et un rapprochement vers nos positions, nous cherchons à être activement présents dans tout le pays.

Les données de la situation

La situation actuelle est dominée par les facteurs suivants : l'élévation intense du coût de la vie ; les lourdes taxes de guerre imposées au peuple ; l'impitoyable gouvernement, qui, par décrets, a privé le peuple de ses droits démocratiques ; la certitude que cette guerre ne peut rien valoir de bon.

La guerre a commencé juste au moment où le Canada émergeait de la récession de 1938-1939. Les syndicats commençaient juste à ressentir les effets de la reprise industrielle. Cette tendance s'accrut avec les commandes d'armement dans les mois qui suivirent. Cette situation a poussé à l'activité nouvelle de la vie syndicale qui a connu quelque succès. La main-d'œuvre mieux organisée a obtenu des augmentations de 5 à 8 %, ce qui représente encore un retard considérable par rapport à l'augmentation de 15 % du coût de la vie.

Le paysan lui aussi a été déçu dans ses espérances de prospérité. La politique des Alliés d'achat de blé sur les marchés accessibles à l'Allemagne de pair avec une mesure de contrôle de l'augmentation des prix a maintenu le cours du blé canadien à de faibles augmentations.

Le fermier pouvait peut-être payer quelques dettes, mais, dans l'ensemble, il est maintenu dans l'état de pauvreté qu'il connaissait avant la guerre, car l'élévation légère du niveau des prix du blé a été plus que compensée par l'augmentation des prix des autres articles qu'il doit se procurer. Le début de la guerre a surpris le cultivateur dans une grande gêne économique. Il était criblé de dettes énormes qui engloutissaient les fruits de sa production et le maintenaient dans un état de demi-famine. Depuis lors, les augmentations des prix des marchandises qu'il est obligé d'acheter ont largement grignoté la faible augmentation des prix agricoles. Au lieu d'améliorer sa situation, comme il s'y attendait au départ, la guerre va encore l'empirer inexorablement. L'Ouest demeurera une marmite en ébullition, une poudrière, et une formidable énergie révolutionnaire est emmagasinée dans les prairies. Comme lors de la dernière guerre, aujourd'hui encore, l'Ouest fera preuve de courage dans la lutte contre le capitalisme, et sera peut-être la première étincelle qui provoquera l'explosion imminente.

Dans la période qui s'ouvre, la zone des tempêtes se situera dans les sphères économiques, c'est-à-dire dans l'escalade des prix et l'alourdissement des impôts qui écrasent les pauvres. Le gouvernement a déjà fait part de son intention de faire peser le coût de la guerre sur les masses. 61 % du premier budget de guerre vont provenir des impôts indirects, c'est-à-dire des taxes sur les articles ménagers, etc.

Les changements dans l'économie

A ce sujet, il faut tenir compte des changements majeurs que l'économie canadienne a connus depuis la dernière guerre. En 1914, les industries minière et de fabrication jouaient un rôle insignifiant par rapport à l'agriculture. Au cours du quart de siècle qui s'est écoulé, la première place occupée par le blé dans la production canadienne a été remise en cause. C'est le développement rapide de l'industrie minière qui a été le trait le plus marquant. Aujourd'hui, on compte 190 mines alors qu'il y en avait 50 il y a un quart de siècle. La production minière totale en 1939 atteignait 470,2 millions de tonnes, production jamais égalée dans ce pays. Ce total comprenait 339,5 millions de

tonnes pour les métaux et 130,7 millions pour le charbon, le pétrole, etc. Le prolétariat de cette industrie est au nombre de 100 000, soit une portion significative de la population, familles comprises. Si le CIO veut effectivement remettre en cause l'hégémonie syndicale, il doit pénétrer dans ce vaste domaine, qui est peut-être la forteresse ouvrière la plus imprenable. Si l'Ouest demeure une base d'opération très importante, l'Est jouera un rôle beaucoup plus important dans les soulèvements de masse à venir. La concentration du prolétariat depuis 1914 dans des régions relativement délimitées nous dicte notre champ d'activité.

La Fédération canadienne du Commonwealth (FCC) se trouve déchirée nationalement entre la direction existante de Coldwell qui soutient la guerre « économiquement » et la majorité de la base qui soutient la position pacifiste de Woodsworth. Cette lutte s'est reflétée dans les élections, et le social-patriotisme de la fraction parlementaire de la social-démocratie canadienne a sans aucun doute obscurci et endigué l'élan des masses vers une politique ouvrière, le vote de la FCC restant stationnaire. Cependant, la lutte elle-même a suscité une évolution et est très importante à nos yeux. La situation est tout à fait opposée aux trahisons socialistes de 1914, quand les masses elles-mêmes étaient entraînées dans la guerre par les vagues du patriotisme qui inondaient le monde à l'époque.

Les relations avec la FCC

La SWL est obligée de reconnaître l'importance de la FCC par sa présence sur la voie qui mène aux masses. Il faut reconnaître les énormes possibilités ouvertes par l'opposition à la guerre en son sein. Elle doit s'attacher à critiquer durement le social-patriotisme de Coldwell et à dénoncer le pacifisme sans issue de Woodsworth. A l'étape actuelle du conflit, il conviendra de coopérer avec la tendance Woodsworth pour essayer d'approfondir la brèche ouverte contre le social-patriotisme, tout en indiquant clairement les limites de son programme pacifiste. A cet égard, un travail précieux a déjà fait auprès des jeunes — Cooperative Commonwealth Youth Movement (CCYM) — qui sont farouchement opposés à la guerre et cherchent un soutien contre la direction de Coldwell. Il faudrait renforcer les fractions dans toutes les localités pour suivre l'évolution de la situation. Nous ne pouvons trouver de meilleur front d'intervention légal avec des occasions fructueuses de réel travail contre la guerre qu'au sein de la FCC. Cela vaut la peine de le répéter ; il nous faut y entrer partout et aller aussi loin que possible.

Le Parti stalinien

Le Parti communiste canadien continue de se désintégrer. La masse des petits-bourgeois qu'il avait attirée dans ses rangs pendant le Front populaire s'en est détachée avec le pacte Hitler-Staline et les changements qui s'en sont suivis dans la politique du Komintern alignée sur la politique étrangère du Kremlin. Ceux-là sont restés les patriotes démocrates qu'ils étaient et ils ont quitté le PC. La plus grande partie des effectifs du PC demeure composée d'émigrants européens qui l'avaient construit, mais, ces dernières années, ils le quittent aussi passivement, notamment les Finlandais. La campagne polonaise a encore avancé le processus de désintégration. La poursuite de la politique aventuriste du Kremlin dans l'holocauste européen actuel ne peut que renforcer cette tendance.

La répression policière accrue et son statut d'illégalité dans l'Ontario sont susceptibles d'arrêter cette évolution en prêtant un prestige fictif au stalinisme en déroutant et en le faisant apparaître comme le défenseur des opprimés. Il est certain que ses rangs se sont resserrés pour se préparer à une existence illégale. Mais ses chances de jouer un rôle important dans la vie politique canadienne ont été sérieusement compromises par le nouveau tournant. Voilà un deuxième terrain d'intervention auquel la SWL doit s'attaquer sérieusement. La guerre a malheureusement fermé la possibilité de toucher les staliniens par le biais de notre tribune publique. Il est donc nécessaire de faire passer notre propagande plus vigoureusement par nos publications et nos contacts personnels.

Les perspectives n'ont jamais été aussi brillantes pour la section canadienne de la IV^e Internationale. Nous avons passé la première épreuve avec un succès complet ; nos rangs ont tenu bon. Les défections ont été rares et mineures. Non seulement notre travail s'est poursuivi, mais il s'est vraiment intensifié depuis le début de la guerre. La tâche impérative de pénétrer les organisations de masse est menée fermement. Un travail « légal » de formation a été entrepris avec succès. Nos contacts nationaux ont été maintenus et renforcés. *Action socialiste* paraît régulièrement. Des tracts ont été distribués à chaque événement important. Un permanent à plein temps a été maintenu au centre et un permanent à mi-temps sur le terrain. Le Grant Defense Committee a mené une campagne remarquable et est en pourparlers avec la Civil Liberties Union pour son affiliation. L'affaire Grant a beaucoup contribué à nous placer à l'avant-garde du travail sur la défense et contre la guerre. Toute une série de contacts s'est offerte à nous grâce à cette intervention.

Nos liens internationaux sont plus solides que jamais et ont été renforcés par des canaux spéciaux. Nous n'avons essuyé aucune perte depuis l'arrestation du camarade Grant malgré ces activités multiples et une sévère dictature policière.

La composition de la SWL a progressé régulièrement (prolétarienne à 80 % au déclenchement de la guerre et, depuis lors, nous nous sommes débarrassés de quelques éléments petit-bourgeois au courage mal trempé) avec la réembauche dans l'industrie de nos camarades chômeurs. Cette situation est peut-être liée à la conjoncture économique, comme toujours au printemps, ou bien elle peut se prolonger, mais elle met nos militants en meilleure position par rapport au mouvement ouvrier, car elle leur permettra d'entrer dans l'acier, les chemins de fer, etc., pour y faire un travail fructueux.

Notre Programme de transition a gardé toute sa valeur et les mots d'ordre : « Pour un gouvernement des ouvriers et des paysans » ; « Expropriation des cinquante richards » ; « Contrôle ouvrier sur la production » ; « De la nourriture en abondance, pas de fusils ni de bombardiers » ; « Du pain, pas des avions », ont servi dans le contexte de notre propagande électorale. Quoique dans l'impossibilité de participer directement aux élections, nous avons fait plusieurs distributions de tracts, localement et nationalement, en développant un programme autour de ces mots d'ordre. Nous avons l'intention de marteler ce programme, en associant cette activité à l'ensemble de notre travail contre la guerre.

La lutte économique des masses sera le premier pas et le plus important dans le renversement du capitalisme. C'est là l'aspect le plus essentiel du défaitisme révolutionnaire. Si nous sommes attentifs à l'évolution de l'état d'esprit des ouvriers et des paysans, nous pourrons exercer un maximum d'influence pour donner une orientation révolutionnaire correcte.

Le monde colonial et la seconde guerre impérialiste

1. La moitié du monde vit dans l'esclavage colonial. Les colonies et les pays assujettis couvrent plus de la moitié de la surface de la terre. Plus d'un milliard de personnes, de couleur jaune, brune et noire, sont soumis à la loi de l'infime minorité de supercapitalistes qui règnent sur le monde occidental. La lutte de cette grande masse de dépossédés pour se libérer représente l'une des deux grandes forces progressistes de la société moderne. L'autre est le combat du prolétariat des pays avancés pour son

émancipation. C'est dans la réussite de leur conjonction que réside la clé de toute la stratégie de la révolution socialiste mondiale. Le nationalisme dans les pays occidentaux est une arme du pouvoir capitaliste, utilisée pour opposer entre eux les peuples exploités dans des guerres menées par des moyens économiques et militaires au seul profit des capitalistes. Mais, dans les pays orientaux arriérés et opprimés, les mouvements nationalistes forment une composante à part entière de la lutte contre l'impérialisme mondial. A ce titre, ils doivent être soutenus dans toute la mesure du possible par la classe ouvrière du monde occidental tout entier. Quand les travailleurs de l'Orient et de l'Occident réunis procéderont à la conquête du pouvoir, aboliront le capitalisme et construiront une économie socialiste mondiale, les grandes entités nationales du monde pourront pour la première fois vivre côte à côte au milieu d'une culture mondiale florissante arborant fièrement la multitude de ses pétales raciaux et ethniques. Voilà l'image de la démocratie et de l'égalité dans le socialisme mondial.

2. Sous le drapeau de la « démocratie » et de l'« égalité » bourgeoises, les grands empires ont été bâtis sur l'exploitation du prolétariat en métropole et sur l'asservissement des peuples démunis d'outre-mer. Tout au long des trois siècles de leur expansion, les nations capitalistes ont sans cesse guerroyé pour acquérir et étendre leurs domaines coloniaux, pour se défendre contre les invasions de leurs rivaux ou pour écraser les révoltes des peuples colonisés. En 1914-1918, les grandes puissances impérialistes ont combattu pour repartager un monde déjà divisé. Elles n'ont réussi qu'à précipiter le déclin catastrophique du système capitaliste. Les révolutions issues de la guerre n'ont cependant pas réussi à instaurer dans les pays occidentaux avancés et les pays orientaux arriérés, le pouvoir prolétarien qui pouvait et peut seul réorganiser le monde sur une base socialiste. Les travailleurs n'ont triomphé et pris le pouvoir qu'en Russie. Le capitalisme a survécu, mais seulement pour infliger au monde les nouvelles affres de son trépas. Vingt-deux ans après l'armistice de 1918, ravagés par une crise qu'ils étaient impuissants à surmonter, les impérialistes ont une fois de plus plongé le monde dans un conflit sanglant : l'Allemagne, l'Italie et le Japon, pour « s'étendre ou mourir » ; la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis, pour défendre et renforcer leur hégémonie mondiale.

3. La guerre impérialiste actuelle est la continuation de la lutte commencée en 1914 pour le contrôle non seulement de

l'Europe, mais aussi de la richesse, du travail et des marchés des deux hémisphères, de l'Afrique et de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Océanie. La Grande-Bretagne combat à nouveau pour préserver son gigantesque empire de 450 millions d'hommes répartis sur un quart du globe ; dix esclaves noirs ou jaunes pour chaque britannique, 100 kilomètres carrés de territoire dominé pour chaque quart de kilomètre carré de la métropole. La France se bat non seulement pour dominer le continent européen, mais aussi pour contrôler les 75 millions d'esclaves de ses colonies asiatiques et africaines. Les petits propriétaires d'esclaves, de la Hollande, la Belgique, le Portugal et l'Espagne, sont confrontés au démembrement ; pleinement conscients que les pays qu'ils ont jusqu'ici pillés sans entrave extérieure sont aujourd'hui l'enjeu de la guerre. L'Allemagne se bat ouvertement pour conquérir ces dépouilles à son profit. L'Italie, telle un chacal, veut sa part des restes. Le Japon mène en Chine une guerre d'expansion depuis sept ans déjà et est au bord d'un conflit avec les États-Unis pour le contrôle du Pacifique, pour les richesses de la Chine et de l'Inde. L'impérialisme américain, qui est sorti de la dernière guerre en créancier du monde, compte sortir de celle-ci en maître incontesté. Mais l'issue finale ne dépend pas que des pillards impérialistes seuls. Ils ont repris leur lutte armée pour la domination du monde. Mais les fronts de guerre qu'ils ont ouverts craqueront sous les révolutions des travailleurs de tous les pays. Dans les empires qu'ils cherchent à conquérir ou à défendre, les guerres nationales et coloniales et les révolutions jamais totalement vaincues des années qui ont suivi la dernière guerre renaîtront elles aussi et à une échelle incomparablement plus étendue qu'auparavant.

4. En 1914-1918, la Grande-Bretagne et la France ont défendu avec succès leurs possessions face au premier défi allemand. Elles se sont partagé les colonies allemandes et se sont disputé les restes de l'empire turc. Mais la guerre avait éprouvé le monde impérialiste au point que son maillon le plus faible s'est rompu. La révolution d'Octobre en Russie a fait vaciller tout le système. Toute l'Europe centrale est entrée en convulsion. Dans les colonies, les mouvements nationalistes, longtemps limités et avortés, se sont engouffrés dans le nouveau flot révolutionnaire. Quand Versailles a dévoilé la perfidie complète que cachaient les promesses des Alliés d'« autodétermination des nations », la révolte gagna quasiment toutes les vastes possessions des vainqueurs impérialistes. Les griefs accumulés et enfouis dans les pays assujettis pendant des siècles d'oppression éclatèrent en une série d'explosions formidables.

Pendant plus de dix ans, des guerres de libération nationale furent menées, l'esclave combattait le maître, dans presque tous les pays dominés de la surface de la terre.

5. La guerre mondiale des Alliés contre l'Allemagne continua après 1918 sous la forme d'une guerre mondiale menée par les Alliés contre les peuples qu'ils entendaient garder sous leur joug. En guise de réponse à l'exigence de liberté des Irlandais, l'Angleterre envoya les *Blacks and Tans*. Les promesses d'indépendance généreusement accordées pendant la guerre aux peuples arabes du Proche et du Moyen-Orient prirent la forme du joug d'acier de l'impérialisme, imposé et maintenu par les bombes, les baïonnettes et les potences. Des insurrections nationalistes ravagèrent l'Égypte et le reste du monde musulman. Seuls les Turcs conquérèrent leur indépendance. Le reste du Levant fut soumis de force au contrôle impérialiste. Aux révoltes nationalistes qui avaient commencé en Inde pendant la guerre, les Britanniques répondirent en 1919 par le massacre d'Amritsar, et les fusils britanniques ne se sont depuis lors jamais complètement tus dans cette colonie la plus riche entre toutes. Des grèves générales et des soulèvements se produisirent au Kenya, au Congo et dans d'autres parties de l'Afrique. La révolte druze en Syrie en 1925 faillit abattre le pouvoir des Français. Au Maroc, en 1925-1926, les Français se joignirent aux Espagnols pour écraser la révolte du Rif dirigée par Abd el-Krim. De 1926 à 1930, les Français recoururent au massacre aveugle pour endiguer des soulèvements répétés en Indochine. En 1926-1927, les ouvriers et les paysans de l'Indonésie se soulevèrent contre le pouvoir de la « démocratie » hollandaise, exercé à coups de fouet, de mitrailleuse et de bombardier. En 1925-1927, la Chine, proie de toutes les puissances depuis un siècle, était ravagée par la plus grande des révolutions nationales d'après-guerre.

6. Mais l'impérialisme est parvenu à survivre à la guerre et à avoir raison des soulèvements coloniaux. En Europe, à l'exception de la Russie les révolutions ouvrières furent écrasées avec l'aide des traîtres des partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale. Les travailleurs russes réussirent à repousser l'intervention des puissances armées, mais demeurèrent tragiquement isolés. Cet isolement, conjugué à l'arriération de la Russie, favorisa le développement de la bureaucratie symbolisée par Staline. L'Union soviétique entra dans sa longue et douloureuse période de dégénérescence. Le capitalisme occidental entra parallèlement dans une période de relative stabilisation. Cette combinaison d'éléments permit aux impérialistes de sortir

victorieux des guerres nationales et coloniales qui suivirent la guerre en Europe.

7. L'impérialisme maintint son pouvoir dans les colonies et les semi-colonies avant tout par la terreur. Des milliers de personnes furent massacrées et des milliers périrent en prison et en déportation entre 1919 et 1929. Mais la force brutale ne suffisait plus. Avec la participation des larges masses d'ouvriers et de paysans, les mouvements coloniaux prirent une ampleur jusqu'alors inégalée. Alors les impérialistes tendirent la main aux exploiters nationaux (propriétaires terriens et capitalistes en herbe) pour les mettre de leur côté et s'en servir comme boucliers contre les masses complètement démunies. Les privilèges offerts étaient assez limités, mais suffisaient à amener dans le camp impérialiste les secteurs dominants des différentes classes dirigeantes de ces pays. L'Irlande se vit reconnaître le statut d'« État libre ». On accorda à l'Inde une « constitution », et Gandhi rendit un fier service aux Britanniques en détournant obstinément la lutte nationaliste dans la voie du compromis. En Égypte, après avoir écrasé la révolte nationaliste de 1919 avec un corps expéditionnaire de 60 000 hommes, les Britanniques finirent par s'entendre avec la bourgeoisie nationale et donnèrent à l'Égypte un vague semblant d'indépendance. L'Irak et plus tard la Syrie devinrent des dépendances « indépendantes ». En Chine, en 1925-1927, les ouvriers et les paysans se soulevèrent dans la plus grande révolte de masse de ces dix dernières années. Mais l'Internationale communiste dirigée par Staline attela les ouvriers et les paysans au joug de la bourgeoisie nationale qui, à son tour, s'entendit avec les impérialistes. En soutenant dans l'unité Tchiang Kai-chek contre le mouvement de masse, les impérialistes parvinrent à endiguer la vague révolutionnaire qui avait menacé pour un temps de les chasser définitivement de leurs positions retranchées en Asie.

8. Si ce procédé offrait une « solution » temporaire aux dirigeants impérialistes, il ne résolvait pas les problèmes brûlants des peuples coloniaux, ne les tirait pas de l'arriération et ne laissait pas la possibilité d'une croissance même relative des forces productives. Au contraire, il accélérât l'expropriation de la petite bourgeoisie coloniale, le servage de la paysannerie coloniale et alourdissait le fardeau du prolétariat colonial. Les concessions faites par les impérialistes aux exploiters nationaux étaient plutôt minces, mais dès le début de la crise économique de 1929, ils ne purent même pas les maintenir. La crise, au contraire, exacerba les antagonismes dans le camp impérialiste et

porta de nouveaux coups aux peuples opprimés. Le Japon commença son expédition en Chine en 1931. L'Italie soumit l'Éthiopie en 1935. Les nouveaux clivages entre les puissances aboutirent rapidement au déclenchement du nouveau conflit mondial en 1939. Pour les colonies, la nouvelle guerre impérialiste n'offre que la perspective d'un renforcement de l'exploitation, peu importe si les anciens maîtres demeurent ou si de nouveaux maîtres prennent leur place.

9. Le capitalisme a déjà pleinement démontré à l'échelle mondiale qu'il ne correspond plus comme système d'organisation au développement des forces productives. Il ne peut davantage assurer aux travailleurs des pays avancés ne serait-ce que le minimum vital. S'il parvenait à survivre à cette guerre, la forme totalitaire qu'il a prise dans les pays pauvres (Italie, Allemagne, Balkans) avant même le conflit se généraliserait bientôt. Alors que la guerre ne fait que commencer, ce processus est déjà clairement visible en France et en Grande-Bretagne. Aux colonies, dans le passé, le pouvoir impérialiste a entraîné l'étouffement du développement économique et a perpétué l'arriération des rapports économiques et sociaux sous leurs formes les plus oppressives. Si une « solution » impérialiste au conflit mondial actuel est imposée, un taux d'exploitation encore plus élevé sera imposé aux colonies et la servitude du passé sera renforcée et démultipliée. Les Alliés occidentaux font encore une fois des promesses de « liberté » et de « coopération » pour les lendemains de leur victoire dans cette guerre. Mais croire à de pareilles promesses, c'est ouvrir la voie aux cruelles déceptions du Versailles futur. L'Allemagne, pour sa part, ne s'embarrasse pas d'illusions trompeuses, mais combat ouvertement pour dominer les peuples qu'elle ne peut conquérir que par le fer et le sang.

10. Les espoirs de libération des peuples coloniaux sont donc liés plus nettement que jamais à l'émancipation des travailleurs du monde entier. Les colonies ne seront libérées politiquement, économiquement et culturellement que lorsque les travailleurs des pays avancés mettront un terme au pouvoir capitaliste et s'attaqueront de concert avec les peuples arriérés à la réorganisation de l'économie mondiale à un autre niveau, en l'orientant vers les besoins sociaux et non pas vers les profits monopolistes. Ce n'est que de cette façon que les pays coloniaux et semi-coloniaux pourront sortir de leurs divers degrés d'arriération et prendre leur place comme partie intégrante d'une république socialiste mondiale en marche. Tardivement entraînés dans

l'orbite de l'économie mondiale, ces pays ont à accomplir un gigantesque bond en avant, économiquement et politiquement, pour s'aligner sur les autres nations. Leur arriération se traduit le plus cruellement dans le maintien des relations féodales et semi-féodales qui enchaînent des multitudes de paysans. Les impérialistes ont ajouté à ce joug celui du capital monopoliste, en agissant soit directement, soit par l'entremise de leurs agents locaux (comme les *compradores* et plus tard les banquiers de la Chine). Ainsi la moindre tentative de réorganisation élémentaire de la société sur des bases nationales, démocratiques met-elle les masses coloniales en conflit avec l'impérialisme mondial.

11. La bourgeoisie nationale des pays arriérés est incapable d'effectuer cette transformation, même partiellement, car cela signifierait la suppression du système d'exploitation sur lequel repose leur propre position dans la société. La révolution russe de 1917 a apporté une preuve positive qu'un pays retardataire ne peut faire ce grand bond en avant que si la classe ouvrière est capable d'assumer la direction de la révolution agraire et d'orienter la lutte démocratique vers une solution socialiste dans un pouvoir prolétarien. Les luttes nationales avortées des pays coloniaux de 1919 à 1931 étaient dirigées, comme en Inde et en Chine, par la bourgeoisie nationale. Elles n'ont fait que confirmer, que les révolutions nationales et démocratiques aux colonies ne peuvent être menées à bien que par le prolétariat en collaboration avec les travailleurs des pays avancés. La mutation nationale et démocratique des pays arriérés ne sera possible que dans un monde socialiste.

12. Cependant, les mots d'ordre démocratiques et transitoires sont toujours aussi valables, surtout dans les pays dominés relativement plus avancés tels que la Chine et l'Inde. Le mot d'ordre d'assemblée nationale ou constitutante reste le levier le plus puissant pour mener les masses au combat. Mais dans ce mot d'ordre, le parti révolutionnaire des travailleurs doit inclure tout le contenu de la révolution agraire et de la lutte pour la libération nationale. Sinon, c'est une tromperie facile dans les mains de la bourgeoisie nationale, comme cela a été le cas en Chine avec l'aide du Komintern en 1927 et encore aujourd'hui. Il ne faut pas laisser la lutte démocratique aux mains de la bourgeoisie nationale, mais il faut, dans une situation de montée du mouvement de masse, qu'elle s'exprime par la création de conseils ouvriers, de paysans et de soldats au niveau local, provincial et national, en tant qu'organes de la lutte de masse et tôt ou tard en tant qu'organes du pouvoir des travailleurs. Un tel

pouvoir opposé à celui de la bourgeoisie nationale sera seul capable de mener à terme la révolution démocratique en libérant les paysans et la terre elle-même des griffes des exploiters nationaux et étrangers.

13. Dans cette lutte, la ligne de conduite du parti des travailleurs doit être de préserver sa propre indépendance et l'indépendance de la classe ouvrière comme force politique séparée et distincte. En Chine, en 1927, le Komintern a subordonné le Parti communiste chinois au Kouo-min-tang national bourgeois, la classe ouvrière chinoise à la bourgeoisie nationale, et, finalement, cette dernière a réussi à écraser le mouvement de masse en échange de quelques miettes de la table impérialiste. Quoique les conditions de la lutte varient considérablement d'une colonie à l'autre, surtout en fonction du degré d'arriération, l'expérience chinoise de 1925-1927 demeure un exemple classique, une leçon salutaire pour tous ceux qui luttent pour la libération des peuples opprimés de l'Orient. Le prolétariat de l'Inde et de la Chine guidera le monde colonial tout entier et, en retour, il aura la force, la direction et le soutien des travailleurs occidentaux. Car ce n'est qu'ainsi que le monde sera conquis, rebâti et libéré pour toujours de la guerre et de l'oppression, de la faim et de l'ignorance.



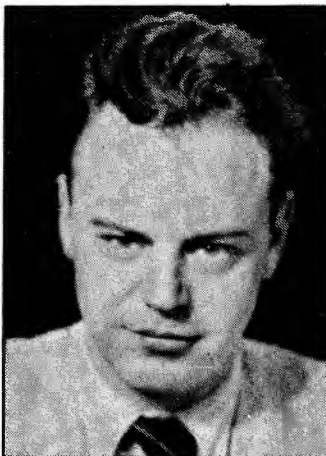
Trotsky et Jan Frankel à Naples en novembre 1932



Erwin Wolf



Rudolf Klement



Léon Sedov



James Cannon, Martin Abern et Max Shachtman



Henricus Sneevliet



Anton Grylewicz



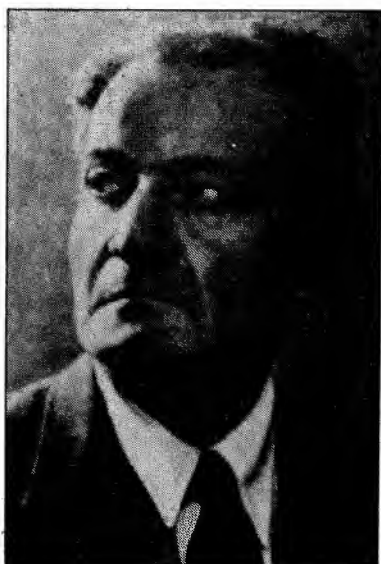
Pietro Tresso



Ta Thu-thau



Oscar Seipold



Hersch Mendl Stockfisch



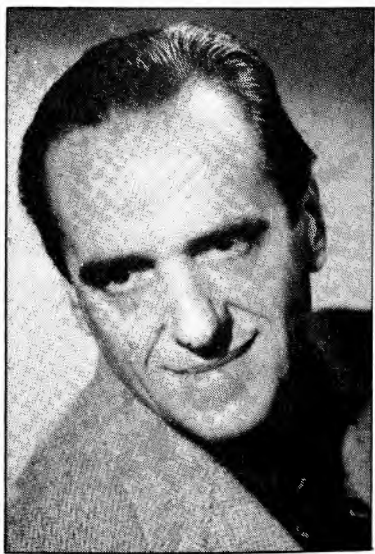
Marcel Hic



Georges Vereeken



Léon Lesoil



Georges Vitsoris

Index biographique

ABD-EL-KRIM
P. 416.

ABERN Martin (1898-1949)
Un des dirigeants du PC américain et des fondateurs du mouvement trotskyste des États-Unis ; il quitte le SWP en 1940. P. 179.

ACKERKNECHT Erwin, dit
BAUER (1906)
Un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche en Allemagne, collabore au SI à Berlin avec Sedov, puis à Paris. Pp. 85, 88, 108.

ANTON
Voir FRANKEL.

AUBEL Maurice, dit STÈVE
Secrétaire national des JSR. Arrêté pour activité antimilitariste en avril 1939 et condamné à 5 ans de prison. P. 335.

AZANA Y DIAZ Manuel (1880-1940)
Président de la République espagnole en mai 1936. Pp. 131, 144.

BAKOUNINE
P. 220.

BARBUSSE Henri (1873-1935)
P. 168.

BARDIN Joannès, dit BOITEL (1909)
Un des principaux dirigeants du POI, s'oppose à la dissolution du parti décidée par le SI en juin 1940 et quitte le mouvement. Pp. 214, 216, 217, 224, 225, 229, 237, 240, 242, 243, 246, 247, 248, 250, 252, 329, 384.

BATISTA
P. 279.

BAUER
Voir ACKERKNECHT.

BEAUFRERE Marcel, dit LIBER
P. 384.

BLUM Léon
Pp. 127, 128, 130, 131, 132, 145, 149, 152, 184, 185, 188, 362.

BOITEL
Voir BARDIN.

BORDIGA Amadeo (1889-1970)
Fondateur et dirigeant du PC italien. Anime le courant « gauchiste », hostile à la participation aux élections et au Front unique. P. 30.

BOUKHARINE Nicolas (1883-1938)
Théoricien du Parti bolchevik, président du Komintern en 1926-1929. Condamné à mort au procès de Moscou de 1938 et exécuté. Pp. 42, 46, 166, 213, 262, 263.

BRANDLER Heinrich (1881-1967)
Un des principaux dirigeants du KPD à partir de 1921, est écarté comme droitier par Zinoviev ; exclu en 1929 de PCA. Pp. 17, 41, 85, 166, 203.

BRANDT Willy
P. 145.

BRAUN Nicolle
Voir WOLF.

BREJNEV Leonid Ilitch (1906)
P. 8.

BROCKWAY Fenner (1890)
Dirigeant de l'Independent Labour Party, secrétaire du Bureau de Londres. Lord Brockway depuis 1964. Pp. 171, 203, 239.

BROUE Pierre
P. 51.

- BUREN Robert**
Cheminot à Dijon, membre de la direction de la Ligue communiste jusqu'en 1933-1934. P. 50.
- BURNHAM James (1905)**
Dirigeant du SWP, principal animateur avec Shachtman de la tendance « petite-bourgeoise » dans ce parti en 1939-1940. Dérive ensuite nettement à droite. Pp. 29, 31, 328, 336.
- BUSCH**
P. 404.
- BUSSON**
Voir VITSORIS.
- CACHIN Marcel (1869-1958)**
P. 130.
- CANNON James Patrick, dit LEGRAND, MARTEL (1890-1974)**
Un des fondateurs du PC américain, exclu du parti en 1928, pionnier et principal dirigeant du mouvement trotskyste des États-Unis. Pp. 29, 46, 119, 234, 236, 241, 246, 251, 252, 305, 326, 329, 379, 380, 381, 399.
- CARDENAS**
P. 292.
- CARLINI Adolfo**
Ouvrier italien, militant trotskyste à Marseille. En Espagne en 1936, il dirige la section bolchévique-léniniste. Arrêté par les staliniens en 1939 et emprisonné à Barcelone. Pp. 210, 312, 397.
- CARVAZAL**
P. 406.
- CECIL Lord**
P. 153.
- CHAMBERLAIN**
Pp. 342, 360.
- CHEN DU-XIU (1879-1942)**
Fondateur du PC chinois, secrétaire général du parti de 1921 à 1927. Rallie l'Opposition de gauche en 1930. Condamné à 13 ans de prison par le Kouou-min-tang en 1932. P. 238.
- CHOCHOY Bernard**
Dirigeant des Jeunesses socialistes. Pp. 151, 152.
- CLART**
Voir ROUS.
- COLAY**
P. 408.
- COLDWELL**
P. 411.
- COLLINET Michel (1904-1977)**
Quitte la LC en 1941 et fonde la Gauche communiste. Théoricien du courant pivertiste. P. 66.
- COULONDRE**
P. 372.
- CRAIPEAU Yvan, dit GILBERT (1911)**
Adhère à l'Opposition de gauche en 1930 ; un des dirigeants de l'organisation française. Avec Marcel Hic reconstruit l'organisation clandestine en août 1940. Quitte le mouvement trotskyste en avril 1948. Pp. 201, 216, 218-226, 230, 241-248, 251, 329, 336, 393, 394.
- DALADIER Edouard (1884-1970)**
Pp. 136, 188, 389.
- DAUGE Walter (1907-1944)**
Leader de l'ASR belge qui devient, en octobre 1936, le PSR. Il déserte le mouvement en 1940. Il entretient des rapports avec la collaboration et est abattu par des partisans en 1944. Pp. 124, 252.
- DAVID H.**
P. 399.
- DAWES**
P. 280.
- DEWEY**
P. 203.

DIMITROV Georges (1882-1949)
Pp. 130, 161, 314.

DJILAS Milovan
P. 31.

DORIOT Jacques (1898-1945)
P. 145.

DUBOIS
Voir FISCHER Ruth.

DUNNE Vincent Raymond, dit JONES (1889-1970)
Participe à la fondation du PC américain et à celle du mouvement trotskyste en 1928. Dirigeant syndical à Minneapolis où il est condamné avec Cannon et d'autres dirigeants du SWP à 16 mois de prison en 1941. Coopté au CEI de la IV^e Internationale en 1938. Pp. 252, 326, 380.

ENGELS Friedrich
Pp. 134, 147, 173, 208, 347, 386.

EPE Heinz, dit Walter HELD (1910-1941)
Membre de l'Opposition de gauche allemande, émigre à Prague et à Paris, y fait paraître *Unser Wort*. Responsable du secteur jeune de la IV^e. Disparaît en URSS en 1941, alors qu'il tente de rejoindre les États-Unis avec une fausse identité. Pp. 122, 145, 399.

ÉTIENNE
Voir ZBOROWSKI.

FASSNER Isidor
Pp. 210, 384.

FAUCONNET Robert de (1914-1936)
Militant de la Ligue communiste, puis du POI, à Marseille. Combat dans la colonne Lénine organisée par le POUM et est tué sur le front à Huesca, en septembre 1936. Pp. 210, 311, 384.

FERNANDEZ Octavio (1914)
Dirigeant de la section mexicaine de

la IV^e Internationale. Pp. 291, 292.

FEROCI
Voir LEONETTI.

FIELD B. J.
Anime un petit groupe aux États-Unis en désaccord avec la section trotskyste. Pp. 50, 294.

FISCHER Karl (1918-1963)
Forme en 1935 les Communistes révolutionnaires d'Autriche. Arrêté en 1936, émigre en Belgique et en France. Arrêté au printemps 44 est déporté à Buchenwald. Enlevé en janvier 1947 à Linz par la Guépéou et condamné à 15 ans de travaux forcés en Sibérie. Libéré en juin 1955. P. 202.

FISCHER Oscar
Voir SCHUESSLER.

FISCHER Ruth, dite DUBOIS (1896-1961)
Dirigeante du PC allemand. Membre du CEI de 1924 à 1926. Exclue du KPD avec Maslow et Urbahns en 1927. Pp. 89, 119, 161.

FOSSA
P. 402.

FRANCO
Pp. 24, 121, 184, 209, 210, 311, 312, 335, 384, 397.

FRANK Jacob, dit GRAEF
D'origine lituanienne, membre du PC autrichien. Secrétaire de Trotsky à Prinkipo de mai à octobre 1929. Vraisemblablement agent stalinien infiltré qui annonce son abandon du trotskysme et son « retour » au PC en janvier 1931. P. 65.

FRANK Pierre
Un des dirigeants du mouvement trotskyste en France. Secrétaire de Trotsky en 1932-1933 à Prinkipo. Membre du SI, puis du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale. Pp. 31, 32, 50, 121, 198, 231, 306, 391.

FRANKEL Jan, dit ANTON (1906)
Un des fondateurs du mouvement trotskyste tchécoslovaque en 1927. Secrétaire de Trotsky de 1930 à 1933, membre du SI. Émigra en 1937 aux États-Unis, collabore encore avec Trotsky au Mexique. Pp. 34, 50, 77, 328, 336, 379, 380, 381.

FREUND Hans, dit MOULIN (1912-1937)

Militant trotskyste originaire d'Allemagne orientale, milite à Genève. A partir d'août 1936 en Espagne, un des dirigeants de la section bolchévique-léniniste à Barcelone. Arrêté et assassiné peu après les journées de mai 1937 par la Guépéou. Pp. 210, 212, 384.

FREY Josef, dit HIRT (1882-1957)
Président des conseils de soldats de Vienne en 1918. Un des principaux dirigeants du PC autrichien à partir de 1921. Exclu en 1927, fonde le KPÖ-O, aura des rapports difficiles avec Trotsky. Vit en Suisse à partir de 1938 et y milite avec l'organisation trotskyste. P. 70.

FROELICH Paul (1884-1953)
Un des fondateurs du KPD ; passe par la suite au KPO et au SAP. Biographe de Rosa Luxemburg. Pp. 85, 158, 160, 166.

FROSSARD
P. 391.

GALAN
P. 384.

GALICIA Luciano
Dirigeant de la section mexicaine de la IV^e Internationale. Pp. 291, 292.

GANDHI
Pp. 358, 359, 360, 417.

GARCIA Lavid Francisco, dit Henri LACROIX
Fonde l'Opposition de gauche espagnole en 1929 et en est le secrétaire jusqu'en 1932. Entre en conflit avec

Nin qui a pris sa succession et sera exclu de l'organisation en 1933. Pp. 71, 73.

GILBERT
Voir CRAIPEAU.

GIL ROBLES José Maria (1898)
P. 131.

GODEFROID
Dirigeant des Jeunesses socialistes belges. Pp. 151, 152, 154.

GOEBBELS Josef
P. 364.

GONZALÈS
P. 407.

GORDON Sam, dit J. STUART
Dirigeant du SWP, secrétaire administratif du CEI et membre du SI de la IV^e Internationale à New York pendant la guerre et, après 1945, à Paris. Pp. 327, 380, 389.

GORKIN Julian (1902)
Membre du PC espagnol depuis sa création, exclu en 1929. Membre de l'Opposition de gauche jusqu'en 1931, dirigeant du POUM. Pp. 34, 396.

GOULD Nathan
Dirigeant de la jeunesse du SWP, suit Shachtman dans la scission de 1940. Pp. 217, 221, 225, 234, 236, 242, 246, 247, 251.

GRAEF Max
Voir FRANK Jacob.

GRANT
P. 413.

GRYLEWICZ Anton, dit ZEMAN (1885-1971)
Un des dirigeants du soulèvement de Berlin en janvier 1919, rejoint le PCA. Exclu en 1927, il participe à la création du Leninbund. Un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche en Allemagne. P. 50.

GUÉRIN Daniel
Pp. 203, 329, 330.

GUYOT Raymond
P. 315.

HARBER Denzil (1909-1965)
Membre du PC britannique, rallie l'Opposition après 1932. Devient l'un des dirigeants de la section trotskyste d'Angleterre. Pp. 235, 252.

HARTE Robert Sheldon
Militant du SWP, enlevé et assassiné par le commando stalinien qui a exécuté le premier attentat contre Trotsky le 24 mai 1940. P. 384.

HECKERT Fritz (1884-1936)
Membre du CC et du BP du KPD. Siège à l'Exécutif de l'IC depuis 1932. P. 84.

HELD Walter
Voir EPE.

HENNAUT Adhémar (1899-1977)
Militant du PC belge depuis sa fondation, en devient l'un des dirigeants. Exclu en 1928, participe à la création de l'Opposition belge. Pp. 34, 47.

HERRIOT Édouard (1872-1957)
Pp. 132, 146.

HIC Marcel (1916-1944)
Adhère à la Ligue communiste à 18 ans. Dirigeant de la Jeunesse léniniste et des JSR, puis du POI. Reconstitue l'organisation trotskyste clandestine en août 1940, secrétaire de la section française sous l'Occupation. Arrêté en octobre 1943, déporté à Buchenwald, meurt à Dora. Pp. 236, 329, 391.

HILCAR Leite
P. 209.

HILLQUIT M.
P. 178.

HINDENBURG
P. 51.

HIPPE Oscar (1900)
Militant du PC allemand depuis sa création. Membre de la direction de l'Opposition de gauche allemande, milite dans la clandestinité sous le nazisme à Berlin. Arrêté en Allemagne de l'Est en 1948, libéré après 9 ans de détention. P. 50.

HITLER Adolf
Pp. 9, 21, 23, 26, 28, 29, 53, 74, 75, 109, 112, 153, 185, 204, 210, 328, 330, 340, 346, 352, 355, 364, 367, 372, 377, 385, 412.

HOOVER Herbert
Président des États-Unis de 1929 à 1933. P. 351.

HUNDERT Samuel, dit LEHMANN
Militant de l'Opposition de gauche allemande et membre de sa direction à l'étranger pendant le règne nazi. En désaccord avec l'entrisme. P. 108.

JAMES C.L.R., dit JOHNSON
Originaire de la Trinité, milite dans le mouvement trotskyste britannique. Membre du SWP aux États-Unis en 1939, quitte ce parti en avril 1940 pour rejoindre le Workers Party. Revient au SWP en 1947, pour l'abandonner à nouveau en 1951. Pp. 225, 226, 229, 241, 245, 246, 247, 250, 252, 253, 328, 336, 379, 380, 381.

JOGICHES Léo, dit TYSCHKO (1867-1919)
Leader de la social-démocratie polonaise, compagnon de Rosa Luxemburg, fonde la Ligue Spartakus. Arrêté et assassiné en 1919. P. 286.

JOHNSON
Voir JAMES.

JOHRE
Voir WEBER Josef.

JONES
Voir DUNNE.

JOUHAUX Léon (1870-1954)
Pp. 129, 191, 362.

JULIEN

Voir TRESSO.

JUNGCLAS Georg (1902-1975)

Adhère aux Jeunesses socialistes d'Altona (faubourg de Hambourg) en 1916 et à la JC en 1919, puis au PCA. Exclu en 1928. L'un des fondateurs de l'Opposition de gauche allemande. Émigre au Danemark en 1933. Mène une intense activité clandestine sous l'occupation nazie. Arrêté par la Gestapo en 1944, transféré à Berlin, est sauvé par les bombardements. Reconstitue l'organisation trotskyste allemande après 1946. P. 50.

KAMENEV Lev (Rozenfeld, 1883-1936)

Bolchevik depuis 1903, proche collaborateur de Lénine. Président du soviet de Moscou, allié de Zinoviev le plus souvent. Principal accusé avec celui-ci aux procès de Moscou de 1936, condamné à mort et exécuté. P. 213.

KARL

Voir STOCKFISCH.

KAUTSKY Karl (1854-1938)
Pp. 157, 219, 244.

KILBOM (1885-1961)

Un des fondateurs et dirigeants du PC suédois. Son parti se retire en 1929 du Komintern et devient un PC indépendant. Pp. 85, 166.

KLEMENT Rudolf (1910-1938)

Militant allemand, membre du PCA, puis de l'Opposition de gauche. Secrétaire de Trotsky de 1932 à 1934, membre du SI du Mouvement pour la IV^e Internationale. Enlevé et assassiné à Paris par la Guépéou, en juillet 1938. Pp. 26, 200, 210, 212, 237, 238, 241, 248, 310, 335, 384.

KOENEN Wilhelm (1886-1963)

Délégué du KPD au III^e congrès de l'IC. P. 158.

KOHN Erich

Militant de la section de Hambourg de l'Opposition de gauche. P. 50.

KOLAROV Vassili (1877-1950)

Membre de l'exécutif de l'IC. P. 161.

KORNILOV L.G. (1870-1918)

P. 131.

KUN Bela (1886-1939)

P. 156.

LACROIX Henri

Voir GARCIA Lavid.

LA FOLLETTE R.

P. 162.

LAMED Stefan

Jeune scientifique polonais. Après avoir passé plusieurs années en prison en Pologne, émigre en France. Délégué polonais à la conférence de fondation de la IV^e Internationale, membre du SI en 1939. Pp. 214, 216, 217, 221, 225, 229, 234, 240, 241, 242, 243, 246, 248, 249, 251, 252, 253.

LANDAU Kurt (1903-1937)

Adhère au PC autrichien en 1921, exclu du parti en 1928. S'établit à Berlin en 1929, un des principaux dirigeants de l'Opposition allemande qu'il représente dans le premier SI. Rompt avec l'organisation trotskyste en 1931. Collabore avec le POUM en Espagne. Capturé et assassiné par les hommes de la Guépéou en septembre 1937. Pp. 65, 66, 72.

LA ROCQUE

P. 127.

LAVAL Pierre

Pp. 113, 168.

LEBRUN

Voir PEDROSA.

LEGRAND

Voir CANNON.

LEHMANN

Voir HUNDERT.

LÉNINE

Pp. 7, 34, 40, 41, 44, 47, 48, 63, 91, 95, 100, 102, 114, 116, 134, 144, 147, 152, 156, 158, 159, 160, 163, 166, 167, 172, 173, 189, 191, 208, 219, 224, 229, 244, 245, 249, 250, 310, 317, 318, 339, 375, 386, 387.

LEONETTI Alfonso, dit FEROCI (1895)

Membre du BP du PC italien, exclu avec Tresso par Togliatti en 1930. Constitue la Nouvelle Opposition italienne. Membre du SI de l'Opposition de gauche, s'éloigne du mouvement trotskyste en 1936. Pp. 47, 50, 119, 238.

LESOIL Léon (1902-1944)

Membre du CC du PC belge, exclu en 1927, devient dirigeant de l'Opposition de gauche dans ce pays, puis du Parti socialiste révolutionnaire. Arrêté le 22 juin 1941, il est déporté par les nazis au camp de Neuengamme où il meurt. Pp. 34, 50, 225, 234, 235, 241, 247, 248, 252.

LEWIS John L. (1880-1969).

P. 176.

LIEBKNECHT Karl (1871-1919)

Pp. 134, 147, 156, 157, 173.

LI FU-JEN

Militant d'origine sud-africaine, a séjourné en Chine où il a été membre actif de l'Opposition de gauche chinoise, avant de résider aux États-Unis. Cadre dirigeant du SWP. P. 202.

LITVINOV Maxime (1876-1951)

Vieux bolchevik, ministre des affaires étrangères de l'URSS. P. 111.

LLARZA

P. 384.

LOUIS Paul (Paul Lévi, 1872-1955)
Appartient au PCF à sa création, quitte le parti avec une aile droite et dirige le PUP. P. 107.

LOUZON Robert (1882-1976)

P. 59.

LOVESTONE Jay

Un des principaux dirigeants du PC américain à la fin des années 20 ; lié à Boukharine et sa tendance, est exclu en 1929. Pp. 41, 166.

LUXEBURG Rosa

Pp. 14, 99, 134, 147, 152, 156, 173, 286, 317.

MAC DONALD Jack

Fondateur et secrétaire du PC canadien jusqu'à son exclusion du parti en 1929. Fondateur et dirigeant du mouvement trotskyste canadien jusqu'à sa mort en 1941. P. 119.

MAC DONALD Ramsay

P. 189.

MAN Henri de (1898-1941)

Pp. 110, 152.

MANN Heinrich (1871-1950)

P. 168.

MARTEL

Voir CANNON.

MARTIN

Voir LEONETTI.

MARTIN Jeanne (des Pallières, 1897-1961)

Adhère au PC en 1921, en est exclue en 1929. Rencontre la même année Trotsky à Prinkipo et est signataire de *la Vérité* lancé en août 1929. P. 50.

MAROF Tristan

P. 404.

MARX Karl

Pp. 15, 40, 44, 47, 63, 91, 100, 102, 110, 134, 137, 144, 147, 173, 208, 220, 245, 249, 386, 387.

MASLOW Arkadi (1893-1941)

Dirigeant du KPD des années 20, lié à Zinoviev. Exclu du KPD en 1927. Forme avec Ruth Fischer et Hugo Urbahns le Leninbund, mais s'en sépare rapidement. Pp. 89, 158, 161.

MAURIN Joaquin (1896-1973)

Dirigeant du Bloc ouvrier et paysan de Catalogne qui a fusionné avec l'Opposition de gauche de Andrés Nin pour former le POUM. Pp. 70, 144, 171.

MAXTON James (1885-1946)

Principal dirigeant de l'Independent Labour Party dans les années 30. Pp. 132, 144, 171.

McNEAL

P. 8.

MEDEIROS

Pp. 210, 384.

MEICHLER Jean (1898-1941)

Appartient au noyau des fondateurs de l'Opposition en France. Gérant de l'organe allemand *Unser Wort*, fusillé par la Gestapo en 1941. P. 50.

METAXAS

Pp. 209, 210, 231, 335, 384.

MILL

Voir OKHUN.

MOLINIER Raymond (1904)

Un des fondateurs du journal trotskyste *la Vérité* en 1929. Entre en conflit avec Trotsky en 1935 ; un des dirigeants du PCI à partir de 1936. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, il part pour l'Amérique latine où il continue à militer. Pp. 50, 121, 198, 231, 304, 305, 306, 391.

MONATTE Pierre (1881-1960)

P. 59.

MONTANEZ

P. 407.

MOULIN

Voir FREUND.

MOUTET Marius

P. 366.

MULLER Herman

P. 40.

MUNIS Grandiso

Dirigeant trotskyste espagnol pendant la guerre civile. Arrêté par les staliens en 1938, il s'évade en 1939. S'installe au Mexique et milite en France après la guerre. Pp. 210, 312, 379, 380, 398.

MUNTER Charly

Membre de la section de Hambourg de l'Opposition de gauche, milite activement dans la clandestinité sous le nazisme. Arrêté fin 1935 par la Gestapo, condamné à 10 ans de réclusion. P. 50.

MUSSOLINI

Pp. 9, 185, 189, 311, 346, 351, 366, 367.

MUSTE A. J. (1885-1967)

Pasteur protestant, pacifiste, secrétaire du WPUS, section trotskyste américaine en 1934, s'en sépare lors de l'entrisme dans le PS en 1936. Pp. 119, 179, 238.

NAVILLE Claude (1908-1935)

Milite dans l'Opposition dès son origine. Quitte la Ligue communiste en 1931 pour fonder avec Collinet la Gauche communiste. P. 66.

NAVILLE Denise

Militante active de l'Opposition depuis sa création, rencontre Trotsky à Prinkipo en 1929, compagne de Pierre Naville. P. 50.

NAVILLE Pierre, dit VILAIN (1904)

L'un des principaux fondateurs et dirigeants du mouvement trotskyste français avant la guerre. A rencontré Trotsky dès 1927 en URSS et, ensuite, en 1929 à Prinkipo. Membre du SI. Hostile à l'entrisme dans le PSOP en 1939, cesse d'appartenir à ce

moment au mouvement trotskyste.
Pp. 34, 50, 85, 108, 109, 121, 211,
212, 214, 215, 216, 218, 221, 224,
227, 228, 233, 236, 237, 240, 241,
242, 246, 248, 249, 251, 252, 329.

NEGRIN

Pp. 210, 312.

NIN Andrès (1892-1937)

Membre des JS en 1911 et militant de
la CNT espagnole dont il est le secré-
taire national en 1921. Séjourne
longtemps à Moscou en tant que
secrétaire de l'ISR. Se joint à l'Oppo-
sition russe. Expulsé d'URSS en
1930. Secrétaire de la Gauche
communiste espagnole en 1932 qui
sera une des composantes du POUM.
Arrêté par les agents stalinien et
assassiné en juin 1937. Pp. 71, 72,
88, 122, 144, 171.

NOSKE Gustav (1868-1946)

P. 156.

OEHLER Hugo

Chef de file d'une tendance sectaire
dans le mouvement trotskyste des
États-Unis qui refuse l'entrisme dans
le PS. P. 179.

OKHUN Pavel, dit OBIN, MILL
(1905)

Émigré d'origine ukrainienne, il rallie
l'Opposition de gauche à Paris. Rend
visite à Trotsky et devient en 1930
secrétaire administratif du premier SI.
Démasqué en 1932 comme agent
stalinien. Pp. 34, 65, 71, 72.

OLEA Firmin

P. 403.

ORTIZ Vergne

P.406.

PABLO

Voir RAPTIS.

PASQUE Aimé

Membre du PSR belge (IV^e Interna-
tionale). Tué sur le front d'Irun en
septembre 1936. Pp. 210, 311, 384.

PAZ Maurice (1896)

P. 65.

PEDROSA Mario, dit LEBRUN

Membre du SI en 1938, délégué
brésilien à la conférence de fondation
de la IV^e Internationale. Se rend aux
États-Unis en 1939 et scissionne de la
IV^e avec Shachtman en avril 1940.
Pp. 217, 221, 229, 231, 233, 237,
238, 240, 241, 242, 246, 250, 252,
305, 328, 336, 379, 380, 381, 382,
407.

PIATAKOV

P. 213.

PIVERT Marceau (1895-1958)

Dirigeant de la tendance Gauche
révolutionnaire de la SFIO. Expulsé
du PS en 1938, fonde le PSOP.
Pp. 128, 145, 149, 202, 203, 328.

POULIOPOULOS Pantelis (1900-
1943)

Membre du PC grec en 1922, traduit
le Capital en langue grecque.
Délégué au VI^e congrès de l'IC, élu
secrétaire du parti en 1925. Exclu
comme trotskyste en 1927, dirige
l'organisation Spartakos. Arrêté en
1939, il est fusillé par les occupants
italiens en 1943. Pp. 66, 209.

QUEBRACHO

P. 402.

RACAMOND Julien

P. 129.

RACOVSKI Christian (1873-1942)

Fondateur du mouvement ouvrier
roumain, membre du CC du Parti
bolchevik de 1918 à 1927. Dirigeant
de l'Opposition, est exilé en Asie cen-
trale, et capitule en 1934. Condamné à
25 ans de réclusion au procès de
Moscou de 1938, il meurt dans un
camp de concentration. P. 213.

RADEK Karl (Sobelson, 1885-194?)

Milite dans le mouvement polonais
puis allemand avant la guerre, rejoint

le Parti bolchevik. Joue un rôle important dans l'IC. Ardent oppositionnel, capitule en 1929. Condamné à 10 ans au second procès de Moscou. P. 213.

RADICH Stefan (1871-1928)
P. 162.

RAPTIS Michel, dit **SPEROS**, **PABLO** (1911)
Militant grec des archéio-marxistes, un des dirigeants, avec Pouliopoulos, du groupe Spartakos. S'exile en 1938 et assiste à la conférence de fondation de la IV^e Internationale. Anime le secrétariat européen à partir de juillet 1943, puis le SI après 1946. Pp. 215, 216, 219, 225, 241, 242, 245, 247.

RASTROLLO Luis
Militant du PC espagnol, puis de l'Opposition de gauche et du POUM où il est élu au CC. Dirigeant en Galice en 1935 organise la lutte armée contre le putsch militaire, est capturé et fusillé. P. 384.

RAVAZZOLI Paolo, dit **SANTINI** (1884-1940)
Membre du BP du PC italien, exclu par Togliatti en 1930 en même temps que Tresso et Leonetti. Fonde avec ceux-ci la NOI, affiliée à l'Opposition de gauche internationale. P. 47.

REISS Ignace (Poretski, 1899-1937)
Militant socialiste très jeune, adhère au PC polonais en 1919. Travaille pour les services secrets soviétiques. Adresse en juillet 1937 une lettre de démission au CC du parti russe, annonçant son ralliement à la IV^e Internationale. Assassiné en septembre 1937 en Suisse par des agents de la Guépéou. Pp. 200, 210, 212, 335, 384.

RICHARDSON
P. 380.

RIGAL
Voir **RIGAUDIAS**

RIGAUDIAS Louis, dit **RIGAL** (1911)
Milite à la Ligue communiste en 1933. L'un des principaux dirigeants des Jeunesses trotskystes, membre du BP du POI. Arrêté en mai 1939 pour travail antimilitariste, condamné à 5 ans de prison. Pp. 335, 384.

RIVERA Diego (1886-1957)
Célèbre peintre muraliste mexicain, mit à la disposition de Trotsky sa maison de Coyoacán, en janvier 1937 ; membre de la section mexicaine de la IV^e Internationale. Une rupture entre Rivera et Trotsky intervient en janvier 1939. Il ralliera ultérieurement le stalinisme. Pp. 292, 406.

RIZZI Bruno
P. 31.

ROLLAND Romain (1886-1944)
Pp. 162, 168.

ROOSEVELT Franklin (1882-1945)
Pp. 110, 115, 174, 176, 178, 269, 278, 283, 347.

ROSENTHAL Gérard (1903)
Suit le même itinéraire que Pierre Naville. Avocat de Trotsky, dirigeant du POI, s'en retire à l'approche de la guerre. P. 50.

ROSMER Alfred (Griot, 1877-1964)
Syndicaliste révolutionnaire avant la Première Guerre mondiale. Lié à Trotsky, un des fondateurs du PCF. Exclu en 1924, il participe au lancement de *la Vérité* en 1929. Quitte l'Opposition à la fin de 1930. Séjourne auprès de Trotsky au Mexique en 1939-1940. Pp. 20, 33, 34, 39, 65, 66, 71, 73, 200.

ROSSINI
Pp. 210, 212, 384.

ROUS Jean, dit **CLART** (1908)
Avocat et journaliste, il rejoint la LC en 1934. Dirigeant trotskyste de 1935 à 1939, membre du SI. Rompt avec

l'organisation en août 1940. Pp. 121, 122, 215, 217, 220, 224, 238, 240, 241, 245, 246, 252, 254, 329.

ROUSSET David (1912)

Dirigeant du mouvement trotskyste de 1934 à 1943. Arrêté en octobre 1943 et déporté à Buchenwald. Quitte le mouvement en 1946. Pp. 223, 225, 246, 247, 248, 329, 391.

RYKOV Alexei (1881-1938)

Vieux bolchevik, président du Conseil des commissaires du peuple après la mort de Lénine. Dirigeant, avec Boukharine, de l'opposition de droite en 1928, jugé et exécuté avec lui au cours des procès de Moscou. Pp. 166, 213.

SALENGRO Roger (1890-1936)

P. 152.

SAPRONOV

Pp. 30, 392.

SCALAÏOS

Dirigeant du mouvement trotskyste grec, mort au camp de concentration d'Acronauplia. Pp. 209, 210, 212, 384.

SCHEUER Georg (1915)

Fonde en 1935 les Communistes révolutionnaires d'Autriche. Arrêté en novembre 1936, il émigre en Belgique et en France ; rompt avec la IV^e Internationale sur une position ultra-gauchiste. P. 202.

SCHMIDT Petrus Johannes (1896-1952)

Leader du courant gauche de la social-démocratie néerlandaise d'où naîtra en 1932 l'OSP, une des composantes du RSAP fondé en mars 1935. Élu président du RSAP, quitte ce parti peu après. Pp. 119, 185.

SCHMITT Lucien, dit SÉVERIN (1916-1962)

Militant de la JSR. Impliqué avec Stève et Rigal en mai 1939 dans des poursuites pour action antimilitariste,

parvient à s'évader en juin 1940. Contribue à la réorganisation clandestine du POI pendant l'occupation. P. 384.

SCHNEEWEISS Helmut (1903)

Membre des JC en 1920 et du PC allemand en 1921. Exclu du parti en 1932, il adhère à l'Opposition de gauche. Tente d'organiser la résistance armée aux nazis à Oranienburg, à Berlin et en Sarre, en 1933-1934. P. 50.

SCHÖFFMANN Johann (1895)

Milite dans l'Opposition de gauche à Berlin. Émigre en Autriche en 1934 et participe à l'activité des organisations trotskystes à Vienne. Arrêté en novembre 1936. P. 50.

SCHUESSLER Otto, dit O. FISCHER

Secrétaire de Trotsky à Prinkipo et au Mexique. Dirigeant des émigrés trotskystes allemands (IKD). Quitte la IV^e Internationale après la Seconde Guerre mondiale. Pp. 50, 219, 244, 253, 326, 379, 380, 381.

SCHWAB J.

Voir WALCHER.

SEDOV Léon (Lyova, 1906-1938)

Fils de Léon Trotsky, s'occupe à Berlin puis à Paris de la publication du *Bulletin* de l'Opposition russe. Membre du SI. Principal accusé, avec son père, aux procès de Moscou. Assassiné à Paris, le 16 février 1938 par la Guépéou. Pp. 26, 200, 202, 210, 212, 237, 309, 335, 384.

SEIPOLD Oscar (1889-1966)

Socialiste russe en 1909, naturalisé allemand après la guerre. Membre du PC allemand, un des organisateurs du soulèvement en 1923, condamné à 4 ans de forteresse. Député au Landtag de Prusse, exclu du PCA en 1930, militant de l'Opposition. Arrêté en Allemagne en 1933. P. 34.

SELLIER Louis (1885)

P. 41.

SÉNINE

Voir SOBOLEVICIUS Abraham.

SERGE Victor (Kibaltchiche, 1890-1947)

Né en Belgique de parents russes, anarchiste, milite en France et en Espagne. Se rallie au bolchévisme en URSS en 1919 et collabore au Komintern. Membre de l'Opposition russe, emprisonné, libéré à la suite d'une campagne des intellectuels en Occident. Membre de la IV^e Internationale, se sépare de Trotsky en 1939. P. 238.

SHACHTMAN Max, dit TRENT (1903-1972)

Un des fondateurs du PC américain et du mouvement trotskyste. Participe à toutes les conférences internationales. Se sépare du SWP en avril 1940 et fonde le Workers Party. Celui-ci se dissout en 1958, et il adhère à un groupe social-démocrate. Pp. 29, 34, 219, 223, 229, 231, 237, 240, 241, 244, 248, 250, 252, 305, 328, 336, 379, 380, 381, 387, 399.

SIQUEIROS

P. 327.

SNEEVLIET Henryk (1883-1942)

Fondateur du PC indonésien et cofondateur du PC chinois, secrétaire de la commission coloniale au II^e congrès de l'IC. Envoyé en Chine par l'IC. Il quitte le PC néerlandais en 1927 et fonde en 1929 le RSP. Dirigeant du RSAP formé en mars 1935, adhérant au Mouvement pour la IV^e Internationale. Rompt avec cette dernière en 1938. Arrêté par la Gestapo, il est fusillé le 13 avril 1942. Pp. 50, 85, 88, 119, 123, 124, 203, 215, 238, 287.

SOBOLEVICIUS Abraham (1904), dit SENINE

et son frère Ruvin, dit ROMAN WELL (1901-1962)

D'origine lituanienne, agents de la Guépéou, s'insèrent dans les milieux de l'Opposition à Leipzig en 1928.

Occupent des postes éminents à la tête de l'Opposition allemande en 1930-1932, membres du SI à Berlin avec Sedov. Ils mettent en scène un « ralliement » spectaculaire au stalinisme en janvier 1933. Pp. 51, 53, 65, 74, 75.

SOUVARINE Boris (Lifchitz, 1893) P. 65.

SPAACK Paul-Henri (1899-1972) P. 110.

SPECTOR Maurice (1898-1968)

Un des fondateurs du PC canadien et président du parti en 1924. Exclu en 1928, crée le mouvement trotskyste canadien qui travaille en coopération avec les militants des États-Unis. Abandonne le mouvement après les procès de Moscou. Pp. 46, 119.

SPEROS

Voir RAPTIS.

STALINE

Pp. 9, 17, 22, 25, 28, 29, 32, 42, 43, 45, 61, 113, 160, 161, 165, 166, 168, 184, 185, 200, 210, 213, 231, 262, 263, 266, 270, 272, 276, 311, 328, 330, 351, 354, 357, 367, 372, 383, 412, 417.

STEFAN

Voir LAMED.

STÈVE

Voir AUBEL.

STINAS

Trotskyste grec condamné à 5 ans de prison et à l'exil perpétuel. P. 209.

STOCKFISH, dit KARL Hersch MENDL (1890-1968)

Militant trotskyste polonais. A pris part à la révolution d'Octobre à Moscou et participé à la guerre civile. Retourne ensuite en Pologne ; emprisonné et condamné à mort pour ses activités révolutionnaires, il s'échappe miraculeusement. Délégué polonais au congrès de fondation de la

IV^e Internationale. Pp. 220, 227, 228, 229, 231, 243, 245, 248, 249-253.

STÖRTENBECKER Klaus

Militant de l'Opposition de gauche de Hambourg, a émigré en Espagne. P. 50.

STRATRIESKY Debora, dite **BARBARA**, L. **TEDESCHI** (1903-1978)

Militante du PC italien, agent de liaison du centre du parti sous le fascisme. Compagne de Pietro Tresso. Rompt avec le PCI en 1930 et milite dans la LC en France et dans le POI. Arrêtée avec Tresso à Marseille en juin 1942, acquittée au procès. P. 50.

STUART

Voir **GORDON**.

SUMMER-BOYD Hilary

Un des dirigeants de la section britannique de la IV^e Internationale, délégué à la conférence de fondation de 1938. Pp. 236, 248.

SUN YAT-SEN

Pp. 264, 267.

SZILVACZI

Jeune membre du PC hongrois qui animait un petit groupe d'oppositionalistes hongrois réfugiés à Paris en 1930-1932. P. 34.

TA THU-THAU (1906-1945)

Dirigeant trotskyste vietnamien. Organise l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1930. Expulsé de France en 1930, il fonde en 1931 le groupe B.-L. indochinois, puis la LCI. Longtemps interné au bagne de Poulou-Condore. Il est assassiné par des staliniens en 1946. Pp. 209, 212, 252, 309.

TCHIANG KAI-CHEK

Pp. 42, 163, 164, 165, 169, 210, 263-267, 358, 359, 384, 417.

TEDESCHI LUCIENNE

Voir **STRATRIESKY**.

THALHEIMER August (1884-1948)

Un des fondateurs du KPD (Parti communiste allemand). Exclu avec Brandler en 1929, forme avec lui l'opposition communiste de droite (KPO). Pp. 17, 158, 160, 166.

THOMAS Norman

P. 343.

TIMOCHENKO

P. 347.

TOGLIATTI

P. 47.

TREINT Albert (1889-1972)

P. 73.

TRENT

Voir **SHACHTMAN**.

TRESSO Pietro; dit **Blasco**, Julien (1893-1944).

Adhère à 14 ans aux Jeunesses socialistes italiennes et, plus tard, au PSI. Rejoint en 1921 le Parti communiste italien et fait partie de la délégation du PCI au IV^e congrès de l'IC. Élu au CC en 1926, est un des principaux animateurs du centre clandestin du parti à Rome et membre du BP. Exclu par Togliatti en février 1930 avec Leonetti et Ravazzoli, forme avec ceux-ci la NOI affiliée à l'Opposition de gauche internationale. Milite principalement à la direction de la Ligue communiste française et du POI. Membre du SI. Il est arrêté à Marseille en juin 1942 et condamné à 10 ans de réclusion. S'évade avec les prisonniers politiques de la prison du Puy, en octobre 1943. Sa trace se perd, avec celle de trois autres trotskystes, après leur arrivée dans le maquis Wodli de la Haute-Loire. Pp. 50, 85, 216-219, 224, 225, 226, 231, 234, 242, 243, 245, 246, 247, 252, 253.

TROTSKY Léon, dit **CRUX**

Pp. 7, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 27, 29, 30; 31, 34, 40, 49, 50, 51, 83-89, 91, 119, 121-124, 172,

173, 198-203, 208, 210, 213, 218, 219, 220, 235, 244, 249, 252, 253, 299, 300, 306, 309, 326-331, 335, 372, 379-387, 392-394.

TROTSKY Natalia
Pp. 335, 383, 384.

TYSCHKO
Voir JOGISCHES.

URBAHNS Hugo (1890-1946)
Dirigeant de la région de Hambourg du KPD. Membre du CC, exclu du parti fin 1926. Constitue en 1928 et dirige jusqu'en 1933 le Leninbund. Pp. 45, 59.

VANDERVELDE Émile (1866-1938)
Pp. 110, 130, 152, 154, 189.

VAN HEIJENOORT Jean
P. 326.

VAN OVERSTRAETEN War (1891)
Fondateur et secrétaire du PC belge. Exclu en 1928, rejoint l'Opposition, mais s'en éloigne fin 1930. P. 47.

VARGAS Getulio (1883-1954)
Pp. 210, 278, 335.

VEREKEN Georges (1885-1978)
Membre du PC belge depuis 1922. Un des fondateurs et principaux dirigeants de l'Opposition belge. Membre du SI. Opposé à l'entrisme, revient au mouvement fin 1936, mais démissionne en juin 1938. Anime un groupe indépendant et réintègre la section belge après la guerre pour peu de temps. Pp. 89, 123, 235, 236, 287.

VILAIN
Voir NAVILLE P.

VITSORIS Georges, dit BUSSON (1889-1954)
Milite dans le mouvement ouvrier grec depuis 1920. Dirigeant l'organisation des archéo-marxistes qui s'affilie en 1931 à l'Opposition de

gauche internationale. Acteur renommé. Se rend en France en 1937 où il milite activement dans le POI, y compris sous l'occupation. Pp. 224, 238, 241, 247, 250, 251, 253, 305.

VITTE
Voir YOTOPOULOS

VOORHIS
P. 28.

WALCHER Jakob, dit SCHWAB (1887)
Adhère au mouvement socialiste en 1906, suit la Ligue Spartacus. Participe à la fondation du PC allemand en 1919, un des principaux dirigeants de l'ISR. Exclu du PCA en 1928, constitue avec Brandler le KPO. Quitte ce mouvement avec une minorité en 1932 pour rejoindre le SAP dont il prend la direction en 1933. Pp. 85, 160, 166, 171, 203.

WANG JING-WEI (1884-1944)
Leader de l'aile « gauche » du Kouomin-tang, préside le gouvernement de Wuhan qui comprend des communistes. Réprime, ensuite, le mouvement révolutionnaire. Pp. 164, 165.

WEBB Sydney et Béatrice
Fondateurs de la Société Fabienne en Angleterre. Partisans du syndicalisme réformiste. Dans les années 30 ils deviennent tous deux des apologistes de Staline. Pp. 144, 162, 366.

WEBER Josef, dit JOHRE
Dirigeant de l'Opposition allemande (IKD) dans l'émigration. Parvient à se rendre aux États-Unis en 1941 ; y écrit les « Trois Thèses » qui soutiennent que l'on assiste à un recul historique. Rompt ainsi que son groupe avec la IV^e Internationale en 1948. Pp. 225, 248, 399.

WEINBERG Bruno
Militant de l'Opposition de gauche de Magdebourg. P. 50.

WEISBORD Albert (1900-1977)

Secrétaire des JS à New York en 1922 ; adhère au PC en 1924. Exclu en 1929, forme un petit groupe qui tentera vainement de s'unifier avec l'Opposition de gauche des États-Unis. P. 66.

WEITZ Lucien

Secrétaire des JS de la Seine en 1936, exclu en 1937. Devient en 1938 le secrétaire des JSOP et forme en 1939 une gauche dans le PSOP avec Daniel Guérin et Jean Rous. Arrêté en juillet 1939, s'échappe en juin 1940. Pp. 329, 335.

WELL Roman

Voir SOBOLEVICIUS Ruvin.

WICKS Harry (1905)

Membre du groupe initial de l'Opposition de gauche britannique. P. 50.

WILSON Thomas Woodrow (1856-1937)

P. 156.

WOLF Erwin, dit Nicolle BRAUN (1902-1937)

Trotskyiste tchécoslovaque, militant de l'Opposition de gauche en Allemagne. En 1935-1936, secrétaire de Trotsky en Norvège. Membre du SI, envoyé en Espagne fin mai 1937, il est arrêté et assassiné par la Guépéou. Pp. 26, 200, 210, 212, 237, 238, 300, 309, 335, 384.

WOLLENBERG Erich, dit NEUBERG (1892)

Principal dirigeant militaire du PC allemand, chef des milices du Front rouge. Exclu en 1933 pour sa critique de la politique du PCA. P. 161.

WOODSWORTH

P. 411.

YOTOPOULOS Dimitri, dit VITTE (1901-1965)

Dirigeant depuis 1924 de l'organisation archéo-marxiste rattachée en 1931 à l'Opposition de gauche internationale. Membre à Berlin, puis à Paris du SI, rompt fin 1933 avec le mouvement trotskyste. Collaborera ensuite avec le Bureau de Londres. Pp. 86, 88.

YOUNG

P. 280.

ZAMORA Niceto Alcalá (1877-1949)

Propriétaire foncier, catholique libéral. Président de la République de juin 1931 jusqu'à mai 1936. P. 131.

ZBOROVSKY Mark, dit ÉTIENNE

Né à Uma en 1908 dans une famille russe blanche émigrée en Pologne. Recruté par la Guépéou pour infiltrer la IV^e Internationale, aide Sedov à la publication du *Bulletin* de l'Opposition ; démasqué aux États-Unis en février 1956. Pp. 202, 218, 243, 244, 251.

ZELLER Fred (1912)

Dirigeant des JS de la Seine, exclu en même temps que les trotskystes en juillet 1935. Fonde les JSR en janvier 1936 et milite également dans le POI. P. 238.

ZINOVIEV Grigori (Radomylsk, 1883-1936)

Bolchevik en 1903, proche collaborateur de Lénine pendant la guerre. Président de l'IC de 1919 à 1926. S'allie à Staline contre Trotsky avant de rejoindre celui-ci dans l'Opposition. Capitule devant Staline en 1928. Condamné et exécuté en 1936. Pp. 17, 213.

ZOERGIEBEL

Préfet de police social-démocrate de Berlin, se distingua dans la répression anti-ouvrière. P. 40.

Liste des sigles

AFL	American Federation of Labor
AIT	Association internationale des travailleurs
BL	Bolcheviks-léninistes
BP	Bureau politique
CC	Comité central
CEI	Comité exécutif international
CGT	Confédération générale du travail
CGTU	Confédération général du travail unitaire
DNA	(ou NAP) Det Noske Arbeiderparti
IC	Internationale communiste
ICJ	Internationale communiste des Jeunes
IJS	Internationale des jeunesses socialistes
IKD	Internationale Kommunisten Deutschlands
ILP	Independent Labour Party
IOS	Internationale ouvrière socialiste
ISR	Internationale syndicale rouge
IVKO	Internationale Vereinigung kommunistische Opposition
FOI	Front ouvrier international
FSI	Fédération syndicale internationale
JC	Jeunesses communistes
JGL	Jeunes gardes léninistes
JGS	Jeunes gardes socialistes
JS	Jeunesses socialistes
JSR	Jeunesses socialistes révolutionnaires
KAPD	Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands
KMT	Kuomintang
KPD	Kommunistische Partei Deutschlands
KPÖ	Kommunistische Partei Oesterreichs
KPO	Kommunistische Partei Opposition
LCI	Ligue communiste internationaliste
LLY	Labour League of Youth
LP	Labour Party
NAS	Nationaal Arbeids-Secretariaat
NOI	Nuovo Opposizione italiana
OGI	Opposition de gauche internationale
OSP	Onafhankelijk socialistische partij
PC	Parti communiste
PCA	Parti communiste allemand
PCF	Parti communiste français
PCI	Parti communiste internationaliste
PCI	Partito comunista italiano
PCUS	Parti communiste d'Union soviétique
PMRS	Parti mondial de la révolution socialiste

POB	Parti ouvrier belge
POI	Parti ouvrier internationaliste
POP	Parti ouvrier et paysan
POUM	Parti ouvrier d'unification marxiste
PPF	Parti populaire français
PS	Parti socialiste
PSF	Parti social français
PSOE	Partido socialiste obrero español
PSOP	Parti socialiste ouvrier et paysan
PSR	Parti socialiste révolutionnaire
PSU	Parti socialiste unifié
PUP	Parti d'unité prolétarienne
RGO	Revolutionnäre Gewerkschaftsopposition
RKD	Revolutionnäre Kommunisten Deutschlands
RSAP	Revolutionnaire Socialistische Arbeiders Partij
RSL	Revolutionary Socialist League
RSP	Revolutionair socialistische partij
RWL	Revolutionary Workers League
SAP	Sozialistische Arbeiterpartei
SFIC	Section française de l'Internationale communiste
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SLL	Socialist Labour League
SI	Secrétariat international
SRI	Secours rouge international
SWP	Socialist Workers Party
SYL	Spartacus Youth League
TUC	Trade Union Congress
UGT	Union general de Trabajadores
USPD	Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands
WIL	Workers International League
WP	Workers Party
WPUS	Workers Party of the United States
YPSL	Young People's Socialist League

Bibliographie sommaire

- Les Quatre Premiers Congrès de l'IC (1919-1923)*, Maspero.
Le Programme de transition, La Brèche, 1977.
- P. Broué : *le Parti bolchévique, (1917-1923)*, éd. de Minuit, 1963 ; *Révolution en Allemagne*, éd. de Minuit, 1971.
- Y. Craipeau : *le Mouvement trotskyste en France*, Syros 1971 ; *Contre vents et marées*, Savelli, 1977 ; *la Libération confisquée*, Savelli/Syros, 1978.
- P. Frank : *la Quatrième Internationale*, Maspero, 1973 ; *le Stalinisme*, Maspero, 1977.
- J. Van Heijenoort : *Sept Ans auprès de Léon Trotsky*, LN-Maurice Nadeau, 1978.
- C. Gras : *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Maspero, 1971.
- D. Hémery : *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*, Maspero, 1975.
- M. Lewin : *le Dernier Combat de Lénine*, éd. de Minuit, 1978.
- D. Losovsky : *l'Internationale syndicale rouge*, Maspero, 1976.
- E. Mandel : *le Troisième Age du capitalisme*, 10/18, 1976 ; *De la Commune à Mai 68*, La Brèche, 1978.
- F. Morrow : *Révolution et contre-révolution en Espagne*, La Brèche, 1978.
- P. Naville : *l'Entre-Deux guerres*, EDI, 1975.
- J. Pluet-Despatins : *la Presse trotskyste en France (1926-1968)*, Presses universitaires de Grenoble, 1978.
- L. Trotsky : *Comment vaincre le fascisme*, Buchet-Chastel, 1973 ; *Défense du marxisme*, EDI, 1976 ; *De la Révolution*, éd. de Minuit, 1963 ; *l'Internationale communiste après Lénine*, PUF, 1969 ; *le Mouvement communiste en France*, éd. de Minuit, 1967 ; *la Nature de l'URSS*, Maspero, 1974 ; *Œuvres*, T. 1, 2, 3 et suivants, EDI, 1978 ; *la Révolution espagnole*, éd. de Minuit, 1975 ; *Sur la Deuxième Guerre mondiale*, Le Seuil, 1974.

Table des matières

Préface	7
I. La première réunion internationale de l'Opposition de gauche (avril 1930)	
— Introduction	33
— Présentation (<i>la Vérité</i> , 11 avril 1930)	35
— Une nouvelle étape (article d'Alfred Rosmer)	37
— Adresse aux oppositionnels russes et à L. Trotsky	40
— Appel aux prolétaires du monde	41
II. La préconférence de l'Opposition de gauche internationale (février 1933)	
— Introduction	49
— Présentation (<i>la Vérité</i> , 16 février 1933)	52
— Appel aux membres du PC d'Allemagne, aux ouvriers social-démocrates et au prolétariat allemand	54
— Télégramme envoyé au Komintern	56
— L'Opposition de gauche internationale, ses tâches, ses méthodes	57
III. Documents internationaux de 1933 à 1935	
— Introduction	83
— Présentation du Plénum du 19 août 1933 (<i>la Vérité</i> , 8 septembre 1933)	89
— L'Opposition de gauche et l'Internationale communiste (résolution)	93
— « Déclaration des quatre » sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale	98
— Faillite du réformisme et du stalinisme. Pour la IV ^e Internationale (résolution du 31 août 1933)	101
— Le « tournant français », des cercles propagandistes au travail de masse (Plénum élargi du 14 octobre 1934)	103
— Lettre ouverte aux organisations révolutionnaires. Pour la IV ^e Internationale (<i>la Vérité</i> , 23 août 1935)	109

IV. La conférence pour la IV ^e Internationale (juillet 1936)	
— Introduction	121
— Présentation du Secrétariat international	124
— La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV ^e Internationale	127
— La IV ^e Internationale et l'URSS	136
— Le Bureau de Londres et la IV ^e Internationale	143
— Résolution sur la conférence contre la guerre du Bureau de Londres	148
— La jeunesse et la IV ^e Internationale	150
— L'évolution de l'Internationale communiste de parti de la révolution mondiale en instrument de l'impérialisme (étude)	155
— La situation des États-Unis d'Amérique (étude)	173
— Résolution sur la situation du mouvement pour la IV ^e Internationale aux États-Unis	179
— A l'opinion publique des travailleurs du monde entier	180
— Aux travailleurs d'Espagne et du monde entier	183
— Pour une campagne mondiale de soutien en faveur de l'avant-garde en France, en Espagne et en Belgique	185
— Aux peuples esclaves du Maroc	187
— Projet de résolution sur le travail dans les syndi- cats	190
— Règlement	196
— Décision sur le cas Raymond Molinier	197
V. La conférence de fondation de la IV ^e Internationale (septembre 1938)	
— Introduction	199
— Manifeste aux travailleurs du monde entier ..	203
— Appel pour les emprisonnés et les victimes de la lutte de classes	209
— Compte rendu d'une partie des délibérations de la conférence	211
— Procès-verbal de la conférence de fondation de la IV ^e Internationale (in <i>Documents of the Fourth International</i>)	236
— Résolution sur la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient	254
— Le rôle mondial de l'impérialisme américain	277

— Résolution sur la situation en Pologne	286
— Résolution sur l'organisation en Angleterre ..	286
— Résolution sur la Grèce	289
— Résolution sur le Mexique	291
— Résolution sur la préconférence américaine sur la section canadienne	292
— Résolution sur les tâches de la section française	295
— Sur le groupe Molinier	304
— Statuts de la IV ^e Internationale	306
— Lettre à Léon Trotsky	309
— Organisation de la solidarité internationale ..	310
— Appel pour la classe ouvrière espagnole	311
— Conférence internationale de la Jeunesse	312
— Les bolcheviks-léninistes et l'Organisation de la jeunesse révolutionnaire	313
— Plate-forme de lutte de la jeunesse travailleuse	318
— Status de l'Internationale de la jeunesse	325

VI. La conférence extraordinaire de la IV^e Internationale de New York (mai 1940)

— Introduction	327
— Présentation du SWP	332
— Manifeste, la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale	337
— Déclaration à propos du Comité exécutif inter- national permanent	378
— Déclaration complémentaire du CEI	380
— Salut adressé à Natalia et Léon Trotsky	383
— Message de solidarité aux prisonniers de la guerre de classes	383
— Résolution sur l'unification de la section britan- nique	385
— Résolution sur la lutte interne dans le SWP	386
— Correspondance avec le Workers Party	388
— Rapport politique du Comité central de la section française	389
— Résolution sur la section française	393
— La situation en Espagne et les tâches des bolche- viks-léninistes	395
— Rapport d'organisation des communistes interna- tionalistes d'Allemagne (IKD)	398
— Le mouvement de la IV ^e Internationale en Amé- rique latine	400

— La section canadienne et la guerre	408
— Le monde colonial et la seconde guerre impérialiste (résolution)	413
Index biographique des noms cités	423
Liste des sigles	440
Bibliographie	443

Achevé d'imprimer le 20 décembre 1978
sur les presses de Rotographie
à Montreuil,
pour le compte des Éditions La Brèche.

Dépôt légal 4^e trimestre 1978
ISBN : 2-902524-08-0



Les congrès de la IV^e Internationale

Au 40^e anniversaire du congrès de fondation de la IV^e Internationale de 1938, que connaît-on de l'histoire de ce mouvement ? Ce livre apporte une contribution essentielle à une vision plus claire de cette histoire. Il met à la disposition de chacun les documents adoptés par les conférences de l'Opposition de gauche internationale, puis de la IV^e Internationale.

Dans ce volume, le premier d'une collection qui englobera tous les congrès mondiaux de la IV^e Internationale, se trouvent rassemblés tous les textes et compte-rendus des conférences qui se sont tenues de 1930 à 1940, du vivant de Trotsky. Ces écrits sont, en général, devenus introuvables, quand ils ne sont pas inédits en français.

Ce livre reproduit intégralement les textes de références qui définissent les orientations du mouvement trotskyste d'avant-guerre. Ces documents sont éclairés par des introductions historiques pour chaque conférence et complétés par des notes et un index biographique des personnalités et militants cités.



Éditions la brèche

99, rue de l'Ouest - 75014 Paris - 543 85 74